

BERNARD BAJOLET

LE SOLEIL NE SE LÈVE PLUS À L'EST

MÉMOIRES D'ORIENT D'UN
AMBASSADEUR PEU DIPLOMATE



PLON

Bernard Bajolet

Le soleil
ne se lève plus à l'est

*Mémoires d'Orient d'un ambassadeur
peu diplomate*



PLON
www.plon.fr

Les cartes des pages 38, 72, 198, 228, 235 et 356 ont été réalisées par Patrick Mérienne.

© Éditions Plon, un département de Place des Éditeurs, 2018
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr
www.lisez.com

Couverture : Création graphique : V. Podevin

© plainpicture/Anzenberger/C. Klettermayer

ISBN : 978-2-259-26852-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

À mes parents

Prologue

Déclat

Une feuille de liquidambar en habit d'Arlequin, vieux rose et vert bronze, se détache, virevolte, puis vient se poser délicatement sur l'eau d'un bassin. Dans quelques jours, elle disparaîtra, engloutie dans les eaux sombres. Dans mon jardin, où j'écris ces lignes à l'automne de ma vie, j'en vois défiler le film en vitesse accélérée. Adolescent, alors que j'étais pressé d'entrer dans l'âge adulte, je n'imaginais pas qu'elle passerait si vite. Plus vite, j'ai l'impression, qu'il ne me faut de temps pour l'écrire. Qu'en ai-je fait ? Ai-je fait les bons choix, et d'ailleurs les ai-je décidés, ou le destin me les a-t-il imposés ?

Puis je crois voir sur la surface le reflet tremblant d'un cyprès. Celui qui montait la garde au bord d'une autre pièce d'eau, celle-là dans le jardin de mes parents, près de Nancy. C'était là, à l'ombre de ce cyprès, que j'avais lu les mémoires de Talleyrand (cinq tomes, quand même). J'avais 15 ans. Ce personnage, tel qu'il m'était apparu dans son ouvrage, m'avait fasciné. Un homme aux mille facettes, bien moins attaché aux régimes qu'il avait servis, c'est-à-dire tous de 1796 à 1838, qu'il ne l'était à la France et à l'État. Un homme qui avait permis à notre pays, vaincu en 1814 et 1815, de retrouver ses frontières d'avant les guerres napoléoniennes. Diplomate donc, pourquoi pas ? Cette sorte de révélation, naïve sans doute, a eu le mérite de m'arracher à la carrière de cancre à laquelle je paraissais voué. Les valeurs familiales – au premier rang desquelles le travail – n'avaient pas encore exercé leur emprise sur moi. Au contraire, mon instituteur, Gérard Berger, avait chargé l'un de mes frères – trop heureux de le faire – d'aller porter à mes parents le message suivant : « Tu leur diras que ton frère, ce n'est pas un poil qu'il a dans la main : c'est un manche à balai. »

Mes parents, comme tous les parents, s'inquiétaient pour mon avenir. Quant à moi, je me serais volontiers imaginé une carrière dans le monde de l'espace ou celui de la chimie : j'étais passionné par ces sciences et je construisais des fusées. J'en expérimentais le carburant dans notre salle de bains. Presque toutes explosaient en vol, voire au sol. Mais mon peu d'aptitude pour les mathématiques m'interdisait cette voie. Mon inspiration soudaine, stimulée par une blessure d'amour-propre, allait nous tirer d'affaire : je serais diplomate. Cette décision fut accueillie avec perplexité par mes parents et ironie par mes camarades de classe : « Toi, diplomate ? Alors que tu ne peux pas t'empêcher de dire ce que tu penses ? » Une réflexion de Talleyrand aurait dû attirer mon attention : « On connaît, dans les grandes cours, un autre moyen de se grandir : c'est de se courber. » Mais peu m'importait. Désormais, le but était clair, le parcours balisé : lycée Henri-Poincaré à Nancy, Sciences Po Paris, l'ENA et le choix du Quai d'Orsay à la sortie de cette école.

Depuis, j'ai appris les doutes des historiens sur l'authenticité des mémoires de Talleyrand (sur les presque 2 000 pages du manuscrit, 2 seulement seraient de la main du ci-devant évêque d'Autun, tandis que les autres auraient en partie été réécrites par Adolphe Fourier de Bacourt, son ancien collaborateur, qui partageait aussi avec lui sa nièce et compagne des dernières années, la duchesse de Dino¹). J'ai aussi découvert des traits plus sombres de la personnalité du ministre des Affaires étrangères de Napoléon, en particulier sa vénalité. Mais entre-temps, le « déclic » puéril avait fait place à un intérêt plus raisonné et solide pour une carrière diplomatique.

Pour monter à l'assaut de Paris et de ses « grandes écoles » puis affronter la vie, je disposais de quelques armes : le solide bagage scolaire patiemment inculqué par d'excellents enseignants, qui avaient fini par avoir raison de mes faibles dispositions initiales ; l'éducation que mes parents m'avaient donnée, où le sport et la musique n'avaient pas été négligés, et, encore davantage, les valeurs qu'ils avaient veillé à me transmettre : leur foi dans le travail, qui m'avait tardivement, mais sûrement, rattrapé ; leur exigence sans concession en matière de probité ; leur engagement au service de la collectivité ; leur attachement à la tolérance, entraînant dans son sillage le rejet des préjugés de classe, de religion ou de race.

Dès que j'eus l'âge de comprendre, ma mère m'avait parlé de sa meilleure amie, Jacqueline Mantout, raflée le 13 août 1943 à Blâmont, leur village natal en Lorraine, avec sa sœur Alice et ses parents, Paul et Marthe. Quarante personnes en tout, parce que juives. Ma mère, qui arrivait à bicyclette du village voisin où habitaient ses parents, n'eut que le temps de voir partir les deux autobus. Les

malheureux furent d'abord internés à Écrouves, près de Toul, d'où Jacqueline écrivit encore quelques lettres à ma mère. Ensuite, plus rien. On apprendrait plus tard, à la Libération, que Jacqueline et sa famille avaient été déportées à Auschwitz le 28 octobre 1943. Elles avaient peut-être été gazées dès leur arrivée. On ne sait. Jacqueline venait d'avoir 15 ans et sa sœur 18. Elles étaient jolies. Elles avaient toutes les deux de beaux cheveux châtain clair. La vie avait paru leur sourire. Elles étaient gaies, comme ma mère et les jeunes filles de leur âge.

Je pense, mais cela fait partie des non-dits, que ma famille s'en est toujours voulu de ne pas avoir caché les Mantout.

Mon père, lui, s'était engagé dans un réseau de résistance en 1942. Il avait 18 ans. Dénoncé par un villageois, il fut arrêté par la Gestapo en avril 1944. Prévenu de son arrestation imminente par l'une de ses sœurs, il avait pu se débarrasser du revolver et des tracts qu'il cachait dans sa chambre, à Dombasle, près de Nancy. Il serait libéré en juillet 1944, sans avoir livré aucun de ses secrets, grâce à l'intervention d'un gros fermier de son village auprès du numéro 2 de la Gestapo de Nancy, un certain von Krock, lequel pensait déjà à l'après-guerre. Aussitôt libéré, mon père reprit le maquis avant de s'engager dans la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny.

La Seconde Guerre mondiale a ainsi projeté son ombre sur mon enfance. J'avais une douzaine d'années lorsque mes parents nous emmenèrent, mes frères et moi, visiter le camp de concentration du Struthof, en Alsace, où 22 000 personnes trouvèrent la mort.

Pour autant, mes parents nous avaient appris à faire la part des choses, à ne pas confondre Allemands et nazis. Au lendemain de la guerre, mon grand-père maternel s'était vu confier cinq prisonniers de guerre allemands, qui sont devenus des amis de ma famille. L'allemand était la première langue étrangère que nous apprenions à l'école, avec d'excellents professeurs, qui surent nous faire aimer la littérature et la culture allemandes. L'un d'entre eux s'appelait Jean Chassard. Il avait écrit des livres, restés célèbres, pour l'apprentissage de cette langue. Son fils Dominique fut l'un de mes collègues diplomates. Nous faisons des séjours linguistiques de l'autre côté du Rhin. J'ai ainsi passé plusieurs étés dans une famille de Francfort, les Vollmer.

Venant de familles qui avaient souffert de la guerre, mes parents nous ont appris, à mes frères et moi, la valeur de l'Europe pour préserver la paix.

« Sous les drapeaux », puis à l'ENA

Dans les années 1970, et comme l'avait décidé en son temps le général de

Gaulle, les lauréats mâles du concours d'entrée à l'ENA, aussitôt après avoir été reçus, devaient faire leur service militaire dans une arme « combattante ». J'avais choisi celle du Génie, l'arme de mon père pendant la campagne « Rhin et Danube » du général de Lattre de Tassigny.

Après une période de formation à Coëtquidan puis Angers, je demandai à servir en Allemagne, à Rastatt, près de Baden-Baden, dans le 11^e régiment du Génie. Tous les deux mois, et par tout temps, ma compagnie traversait à pied, lourdement chargée, les paysages sublimes de la Forêt-Noire pour aller rendre hommage à Turenne, là où il avait été tué en 1675, à Sasbach, à 100 kilomètres de notre point de départ. Ce fut une expérience inoubliable, sur les plans physique et humain.

À cette époque, j'étais assez facétieux. Dans le vestibule de la préfecture à Saint-Étienne, où j'effectuai mon stage en 1973, trônait un sanglier de bronze sur un piédestal de marbre. La hure de l'animal rappelait de façon frappante la mine débonnaire et broussailleuse du président de la République d'alors, Georges Pompidou. Pour mieux souligner cette ressemblance, j'avais coincé un mégot de gauloise, un peu pendant sur le côté, dans la gueule de l'animal. Les visiteurs qui défilaient devant la sculpture ne s'y trompèrent pas. Le préfet Paul Camous non plus. Il m'infligea une note de stage médiocre, avec un commentaire valant exécution : « Manque de maturité anormal pour son âge », qui me fit reculer de quelques rangs dans le classement de sortie.

En ces années 1973-1975, les dernières brises de Mai 68 continuaient à souffler sur l'ENA. Quelques dizaines d'entre nous, désireux de remettre en cause la hiérarchie traditionnelle des corps et ministères, avions abattu nos cartes dès le départ : chaque membre de notre groupe avait déclaré le corps ou ministère qu'il visait, en s'engageant à le choisir quel que fût son rang de sortie. En effet, jusque-là, les dix premiers de la promotion optaient systématiquement pour un « grand corps », Conseil d'État, Inspection des finances ou Cour des comptes. J'avais d'entrée de jeu fait connaître mon intérêt pour le Quai d'Orsay. Je m'en suis tenu à ce choix. Mais je n'eus aucun mérite à le faire, mon rang de sortie se situant un peu en dessous de celui qui permettait d'accéder à ces fameux grands corps (qui, de toute façon, ne m'attiraient guère).

Débuts à Alger

Ayant la possibilité de choisir parmi les neuf postes en centrale ou à l'étranger que le ministère des Affaires étrangères proposait aux sortants en cette année 1975, je portai mon choix sur Alger. Je souhaitais une première affectation

à l'étranger, car je n'avais jamais mis les pieds dans une ambassade, et ce postelà m'intéressait par sa substance. Les accords d'Évian, qui avaient mis fin à la guerre d'Algérie, ne dataient que de treize ans, et le poids de l'histoire sur les relations bilatérales franco-algériennes était encore très lourd (et n'a cessé de l'être, comme j'ai pu m'en rendre compte lors de mon deuxième séjour). Je n'avais que de vagues liens familiaux avec l'Algérie : un arrière-grand-oncle, un Père blanc, était enterré au cimetière de Maison-Carrée. Un oncle officier avait été blessé près de Sétif pendant la guerre d'Algérie.

Au début de l'année 1978, mon ambassadeur à Alger, Guy de Commynes de Marsilly, me convoqua dans son bureau : « Voilà, me dit-il, l'ENA nous envoie un stagiaire pour huit mois. Il s'appelle François Hollande. Je ne sais rien de lui. Vous irez l'accueillir au port d'Alger et c'est vous qui vous occuperez de lui pendant son séjour. » J'ai donc appelé François Hollande, que je n'avais jamais rencontré : « Comment te reconnaîtrai-je ? – C'est simple, me proposa-t-il, j'aurai un *Figaro* dans la poche. » En fait, ce signe de reconnaissance était superflu, car point n'était besoin d'être expert en profilage pour repérer un jeune énarque débarquant parmi quelques dizaines de passagers sur le port d'Alger. Le courant passa très vite entre nous, et nous formâmes un joyeux tandem. Mais je ne me doutais pas que l'amitié ainsi nouée était appelée à durer pour le restant de notre vie.

Nous voulions l'un et l'autre servir notre pays, mais de façon différente. François voulait faire de la politique et avait l'intention de choisir une administration qui lui en laisserait le loisir (il n'avait pas encore adhéré au Parti socialiste et le ferait l'année suivante.) Moi, au contraire, je voulais servir l'État dans l'Administration.

« Je me défie des partis politiques, lui avais-je expliqué. Ils ont tous un peu raison, en tout cas ceux de l'arc républicain, et tous un peu tort. Je veux être un homme libre politiquement, ne me lier à aucun parti et voter pour qui j'estimerai le plus capable à un moment donné. — Tu ne seras pas un homme libre, m'objectait François, car, comme fonctionnaire, tu seras toujours subordonné aux politiques. Moi, en revanche, je veux faire de la politique pour décider et transformer les choses. »

Nous avons fait l'un et l'autre ce que nous avions dit. De fait, j'ai toujours été libre politiquement. J'avais exercé cette liberté une première fois à l'occasion du référendum du 27 avril 1969 sur la réforme du Sénat et des régions : fervent admirateur du général de Gaulle, j'avais pourtant milité à Sciences Po en faveur du « non », tout en sachant qu'un résultat négatif entraînerait aussitôt le départ du grand homme. Je n'avais pas encore le droit de voter mais animais quelques réunions. J'avais considéré que les deux sujets soumis au référendum étaient

distincts et qu'il s'agissait d'une forme de plébiscite. Or, à mes yeux, le général de Gaulle, en dépit des immenses services qu'il avait rendus à notre pays, n'était plus en mesure de répondre aux aspirations de la société française. Je pleurerai à l'annonce de sa mort, mais ne regretterai jamais ma prise de position.

Le 10 mai 1981, alors que je faisais partie d'un cabinet de centre droit, celui de Pierre Bernard-Reymond, secrétaire d'État aux affaires européennes (le seul cabinet ministériel auquel j'aie appartenu), je votai pour François Mitterrand. Je le fis non pas à la suite d'une soudaine conversion au socialisme, mais par conviction qu'une alternance au sommet de l'État était nécessaire pour consolider les institutions de la V^e République. N'en déplaise aux grincheux, la Constitution voulue par le général de Gaulle était, et est toujours, à mon avis, la meilleure dont la France se soit dotée depuis la Révolution. En somme, j'ai voté Mitterrand par gaullisme, alors même que mon attitude avait peut-être contribué, de façon infinitésimale, au départ du Général douze ans plus tôt.

Conséquence logique de ma conception des rapports entre politique et administration : j'ai toujours eu les plus grandes réserves à l'égard des fonctionnaires politisés (et ils sont légion, notamment du fait du système des cabinets ministériels). Pour moi, un fonctionnaire doit rester strictement neutre et loyal à l'égard des autorités politiques démocratiquement désignées, quelles qu'elles soient. C'est même la raison d'être des protections statutaires dont il bénéficie.

Cette liberté a son prix : il est plus difficile de faire carrière pour un fonctionnaire qui n'appartient à aucun réseau, politique, maçonnique, confessionnel ou autre. Être marqué à droite pour un fonctionnaire n'est pas un handicap lorsque le gouvernement est de gauche, ou inversement, car les forces politiques au pouvoir s'attachent en général à ménager ceux qui pourraient leur succéder. Celui qui en revanche n'est d'aucun parti (et n'appartient à aucune loge) risque de passer après tous les autres. Si l'on ajoute à cela la liberté de parole dont j'ai usé, car ma loyauté envers mes chefs politiques ne m'en a jamais dissuadé (au contraire, la franchise est à mes yeux une des expressions de la loyauté), on s'expliquera les quelques accidents qui ont ralenti mon parcours.

À Paris, le service de presse, puis le Parlement européen

Après trois années à Alger, un retour à la centrale s'imposait. Je rejoignis l'équipe de Louis Delamare, chef du service d'information et de presse et porte-parole du Quai d'Orsay. Ce poste, passionnant, offrait le grand privilège de suivre les principales affaires du monde. J'étais plus spécialement chargé des

dossiers européens, que j'avais pour rôle d'expliquer, en termes aussi pédagogiques que possible, aux journalistes. Cette expérience m'a montré combien, au-delà des aspects techniques et souvent rébarbatifs des dossiers européens, se cachaient des enjeux importants et finalement assez simples à comprendre et exposer. Je rencontrai ainsi tant de nouveaux espoirs du journalisme que des monuments quasi historiques, telle Geneviève Tabouis, chroniqueuse connue dans tous les foyers de l'après-guerre, dont j'ai toujours pensé qu'elle avait inspiré les vieilles dames de Faizant, avec son manteau d'astrakan, sa rosette de la Légion d'honneur et ses jambes grêles.

Après l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, en juin 1979, le gouvernement du président Giscard d'Estaing décida de nommer un représentant auprès de cette assemblée. D'ailleurs, les puristes, dont était Michel Debré, tenaient à rappeler que celle-ci se nommait « Assemblée des communautés européennes » et non pas « Parlement européen », expression qui sentait son fédéralisme. L'ancien Premier ministre avait ainsi vivement rabroué Louise Moreau, maire de Mandelieu-la-Napoule, qui lui tendait sa carte de visite de « Députée au Parlement européen ». « Madame, tonna Michel Debré, vous êtes membre de l'Assemblée des communautés européennes. Vous m'entendez ? Membre. — Membre vous-même », lui avait rétorqué la « députée ».

Pierre Bernard-Reymond me proposa ce poste : l'expérience de vulgarisation acquise auprès des journalistes pourrait être utile auprès des parlementaires européens. J'acceptai aussitôt, à une condition : qu'un dossier identique fût remis à tous les parlementaires français en vue de leur session mensuelle, quel que fût leur groupe politique d'appartenance. Rattaché au cabinet du secrétaire d'État, j'étais officiellement en poste à Luxembourg, où se trouvait le siège du Parlement européen, et me déplaçais entre cette ville et Strasbourg, où se tenaient les sessions, Bruxelles, où se réunissaient les commissions, et, bien sûr, Paris.

J'eus ainsi l'immense privilège de côtoyer Simone Veil, premier président (elle tenait au masculin) du Parlement élu au suffrage universel direct. Souvent, je dus tenter d'apaiser sa frustration : elle avait le sentiment que le président Giscard d'Estaing, après avoir œuvré pour qu'une Française – et de quelle envergure ! – fût la première à prendre la présidence d'une assemblée devenue plus démocratique, s'en était ensuite désintéressé et ne prenait au sérieux ni le Parlement européen ni son président. Par la suite, j'eus l'occasion de recevoir Simone Veil dans plusieurs des pays où j'étais en poste et suis resté en contact avec elle et avec son mari, Antoine, que j'appréciais énormément. La famille de ce dernier était originaire du même village que ma mère, Blâmont, en Meurthe-et-Moselle. Nos grands-parents et arrière-grands-parents se connaissaient et

étaient amis. Ma famille, catholique, se rendait parfois à la synagogue à l'invitation des Veil, ou d'autres familles juives, et celles-ci à l'église pour les cérémonies de baptême ou de mariage de ma famille.

Le hasard capricieux de la répartition des sièges à Strasbourg faisait que le mien, en tant que représentant d'un des gouvernements européens, était voisin de celui de Georges Marchais, alors secrétaire général du Parti communiste français. Je ne me souviens de l'avoir vu qu'une seule fois dans cet hémicycle. Il était venu s'expliquer sur sa participation au Service du travail obligatoire en Allemagne, sous l'Occupation, qui faisait polémique. Tandis qu'il faisait son discours, Louise Weiss, doyenne du Parlement, l'interrompit : « Taisez-vous donc, jeune homme ! Moi, j'ai connu Lénine en 1924. Vous ne pouvez pas en dire autant, monsieur Marchais. » Je me rappelle également une altercation entre Georges Marchais et l'archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine, qui s'était fait élire sur la liste des parlementaires allemands du Parti populaire européen sous le nom de « M. Habsbourg ». Le dirigeant communiste l'avait traité de « dinosaure », fort imprudemment, car ce qualificatif lui convenait tout aussi bien, ce que l'archiduc n'avait pas manqué de relever.

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 mit automatiquement fin à mes fonctions, puisque j'étais rattaché à un cabinet. Je dus attendre patiemment un nouveau poste dans ma propriété de province, que j'avais achetée l'année précédente, mais où il n'y avait encore ni eau courante ni électricité. Puis, en septembre 1981, on m'envoya à l'Assemblée générale des Nations unies pour une durée de trois mois. Mission passionnante, dans une ville fascinante.

Pérégrinations : Rome, Harvard, Damas, puis retour à Paris

Enfin, au début de 1982, je partis pour Rome en qualité de deuxième conseiller, c'est-à-dire numéro 3 de l'ambassade, sous l'autorité de Gilles Martinet, cofondateur, avec Claude Bourdet et Roger Stéphane, dans les années 1950, du *Nouvel Observateur*. François Mitterrand l'y avait nommé peu de temps après son élection. Pour obtenir ce poste, j'avais fait valoir ma maîtrise de l'italien et mes attaches romaines : depuis l'âge de 18 ans, je faisais des séjours fréquents à Rome, où nous avons une parente. L'un de mes aïeux, le peintre Claude Gellée, dit « le Lorrain² », y avait passé quasiment toute sa vie et y mourut en 1682. Mais je ne mis pas en avant cette lointaine affiliation.

J'ai eu grand plaisir à travailler avec Gilles Martinet, homme fin, pétri de culture et d'humour, qui avait une vision lumineuse de notre mission en Italie : il

s'agissait d'ancrer concrètement à l'Europe l'un des pays fondateurs de la Communauté européenne, mais qui, quelque peu marginalisé par le tandem franco-allemand, était tenté de jouer les premiers de la classe atlantique. Pour cela, il fallait susciter une communauté d'intérêts en tissant des liens, de part et d'autre des Alpes, entre les industriels et les partis politiques des deux pays. Le rapprochement franco-italien, sans prétendre se substituer au rôle moteur du couple franco-allemand, devait au contraire le stimuler et rendre la France moins dépendante de la République fédérale. La complémentarité entre un homme politique et ses collaborateurs diplomates, qu'il laissait faire leur métier dès lors qu'ils agissaient selon la ligne qu'il avait fixée, m'était alors apparue optimale.

Le cadre dans lequel nous l'exercions, le palais Farnèse, ne gâtait rien. L'ambassadeur trônait dans la salle des Fastes, décorée des fresques somptueuses de Salviati, dont une mettait en scène le pape Paul III Farnèse œuvrant à la réconciliation entre François I^{er} et Charles Quint. Quant à moi, je travaillais sous une haute coupole ovale bâtie par Michel Ange. Les murs étaient décorés de superbes peintures murales, réalisées au XIX^e siècle, représentant les propriétés de la famille Farnèse à l'époque de la Renaissance. Les meubles provenaient, paraît-il, du cabinet de Napoléon I^{er} à Compiègne.

Dans un tel lieu, l'étude des dossiers les plus ardues devenait une partie de plaisir. L'un d'entre eux m'avait occupé tout particulièrement : celui des forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) : les Soviétiques avaient installé sur leur territoire, et envisageaient de déployer chez leurs alliés d'Europe orientale, des missiles SS-20 pouvant atteindre toute l'Europe et une bonne partie de l'Asie. En réponse, l'OTAN avait approuvé la proposition américaine d'installer des Pershing II et des missiles de croisière en Europe occidentale, tout en proposant une négociation à Moscou. Le Kremlin tentait de s'appuyer sur les partis communistes européens et sur les mouvements pacifistes pour empêcher la mise en œuvre de la décision de l'OTAN. Mon rôle était d'informer le gouvernement français du positionnement de Rome sur cette affaire et d'expliquer à mes interlocuteurs italiens la politique de Paris (qui avait soutenu le déploiement des missiles américains, en Allemagne notamment). La fermeté se révéla payante : la question serait résolue sur la base de l'option zéro (pas de missiles à portée intermédiaire ni d'un côté ni de l'autre) lors d'une rencontre entre Reagan et Gorbatchev à Washington en décembre 1987. Les premières fissures apparues dans l'Empire soviétique avaient facilité cette issue. Si je rapporte ces détails, c'est parce que l'avenir de cet accord est aujourd'hui incertain.

Homme de son temps, Gilles Martinet était aussi un parfait héritier de la France des Lumières, par son ironie subtile, son savoir éclectique, son

agnosticisme et jusque dans une certaine légèreté. Une célèbre avocate, également amie du président Mitterrand (et qui convoitait son poste), se plaignit : « Gilles, vous me faites partout la réputation d'une femme facile, et cela me déplaît. » Sans démentir, l'ambassadeur lui proposa un pacte : « Faites-moi celle d'un homme facile, et nous serons quittes. »

Plus d'une fois, le gouvernement italien se fit et se défit au palais Farnèse. Non pas que l'ambassadeur s'ingérât dans ces tractations. Mais la classe politique italienne s'y pressait pour assister aux soirées fastueuses que le représentant de la France y donnait et en profitait pour régler ses affaires, permettant ainsi aux diplomates français d'être aux premières loges de la politique intérieure italienne. Généralement, on projetait un film français récent dans la salle de cinéma du palais, puis les invités passaient à table dans l'éblouissante galerie des Carrache. Un miroir placé devant chaque convive lui permettait, si la conversation s'essouffait, de contempler sans risquer un torticolis les admirables fresques des frères Carracci, peintes en 1599.

Après mes quatre ans de séjour à Rome, le ministère me proposa d'effectuer l'année sabbatique à Harvard qui était alors offerte chaque année à un jeune diplomate. On imagine avec quel enthousiasme je saisis cette occasion. Pendant cette période, de la mi-85 à la mi-86, j'écrivis un austère rapport : « The US and the defence of Europe », qui suscita quelques réactions au Congrès américain, mais peu d'intérêt au Quai d'Orsay. Cette activité ne m'avait pas occupé à pleintemps et je mis à profit mon séjour à Boston pour tenter de mieux comprendre la psychologie et la culture américaines face aux problèmes du monde, grâce aux très nombreux universitaires, chercheurs ou hommes politiques qui venaient nous donner des « lectures ». J'ai noué avec certains d'entre eux des relations d'amitié que j'ai conservées jusqu'à aujourd'hui. Le « rowing » (aviron) sur la rivière Charles et les cours d'orgue, que je prenais dans une église protestante, occupaient une autre partie de mon temps.

À l'issue de ce séjour outre-Atlantique, le Quai d'Orsay décida de m'affecter à Damas, en qualité de numéro 2 de l'ambassade. J'y serais l'adjoint d'un homme au parcours original : Alain Grenier, issu du ministère de l'Économie, avait été attaché commercial à Damas dans les années 1960 et avait parfaitement décrypté le fonctionnement du régime syrien. Par son indépendance d'esprit, l'acuité de son regard, l'élégance et la concision de sa plume, il serait pour moi une référence tout au long de ma carrière. Je reviendrai dans ce livre sur la période de quatre ans que j'ai passée à Damas, pendant laquelle j'ai pu fréquenter tous les milieux de la société syrienne. Durant toute ma carrière de diplomate, je pense n'avoir approché aucun autre pays avec autant de profondeur que j'ai pu le faire en Syrie.

À ma sortie de Damas, un petit complot entre mon ambassadeur, Daniel Contenay, qui avait succédé à Alain Grenier, son collègue de Beyrouth et le cabinet du ministre, Roland Dumas, s'était ourdi pour me faire affecter au Liban, comme numéro 2 de l'ambassade. Mais autant ce pays en lui-même m'intéressait, autant il ne me paraissait pas judicieux de m'y envoyer dans la foulée de mon affectation en Syrie, compte tenu de la suspicion dans laquelle un grand nombre de Libanais tenaient le pays voisin. À toutes les pressions et démarches j'opposai donc un « non » catégorique. Bernard Kessedjian, directeur de cabinet de Roland Dumas, m'appela : « Le ministre vous demande d'accepter ce poste. – S'il me le demande, répliquai-je, il m'appellera lui-même. »

Cette impertinence me vaudra un nouveau séjour de plusieurs mois, neuf je crois, à la campagne. À l'issue, on me proposa le poste de directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ANMO) au Quai d'Orsay, qui répondait pleinement à mes souhaits. On peut dire que dans ce poste, en dépit de l'inconfort de toute position de numéro 2, je me suis « éclaté », sous la direction d'un homme très attachant, Pierre Lafrance. En octobre 1991, Roland Dumas, tout en me conservant mon poste de directeur adjoint au ministère, me nomma représentant spécial du gouvernement français à la conférence de paix de Madrid (entre Israël et les Palestiniens). Je reviendrai également sur cet épisode.

Peu de temps après sa nomination à la tête du ministère des Affaires étrangères, en mars 1993, Alain Juppé, à l'instigation de Dominique de Villepin, me demanda de rejoindre la commission Picq, dont il venait de décider la création, pour lui faire des propositions de réforme de son administration. Quatre autres diplomates et cinq personnalités extérieures en faisaient aussi partie. J'apprendrai énormément auprès de cet homme d'État exceptionnel. Ainsi, quand nous devons traiter un problème de fond (la politique vis-à-vis de l'Iran, le processus de paix au Proche-Orient, etc.), nous devons nous présenter dans le bureau d'Alain Juppé avec une proposition de relevé de décisions, préalablement concertée en interne au ministère et, si nécessaire, en interministériel. En cas de désaccord avec d'autres ministères (par exemple celui de la Défense), nous devons avoir préparé une note pour le Premier ministre sollicitant son arbitrage. La réunion allait donc à l'essentiel. Je n'ai jamais perçu chez Alain Juppé la moindre trace de l'arrogance qu'on lui a parfois reprochée. Simplement, c'était un homme direct, qui acceptait parfaitement la contradiction, pour autant qu'elle fût étayée.

Auprès du roi Hussein de Jordanie

Puis, en 1994, j'obtiendrais mon premier poste d'ambassadeur, et ce, en Jordanie. Cette fonction me paraissait être le meilleur débouché possible à la sortie d'ANMO. Mais les candidats étaient nombreux. Il s'agit là d'un des deux postes que j'ai vraiment demandés et obtenus, pendant toute ma carrière, l'autre étant Rome. En mission à Washington à l'automne 1993, j'étais allé trouver tout spécialement Alain Juppé à New York, où il assistait à la session des Nations unies. Il était un peu réticent, car je n'étais en poste à Paris que depuis à peine deux ans et demi. Mais finalement, il céda et plaida ma cause auprès d'Édouard Balladur et de François Mitterrand. Je resterais quatre ans en Jordanie, où je nouerais une relation de grande proximité avec le roi Hussein et sa famille, comme je l'expliquerai dans la suite de cet ouvrage.

En disgrâce à la campagne

Fin août 1998. Je revois la grande salle 1900 du centre des conférences internationales, avenue Kléber. C'est l'ancien hôtel Majestic où, pendant l'Occupation, le haut commandement militaire allemand avait établi ses quartiers. Le Premier ministre Lionel Jospin y a convié les ambassadeurs français à l'étranger pour un déjeuner-débat, à l'occasion de leur conférence annuelle. Une grande partie du gouvernement entoure le Premier ministre. Le secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, est également présent. Le brouhaha mêlé au bruit des couverts s'estompe, comme si l'on avait tourné le bouton du son : le chef du gouvernement se lève. Il va parler. Non. Il ne fera pas de discours. Juste une brève introduction. Il préfère se livrer tout de suite aux questions de la salle. Silence. Je me lève : « Monsieur le Premier ministre, les Français, dis-je en substance, n'arrivent plus à se reconnaître dans cette Europe, de plus en plus éloignée des citoyens, flasque et anglo-saxonne. Avec la perspective de l'euro, nous aurons une Europe économique. Mais où est l'Europe politique ? Où est l'Europe démocratique, où est l'Europe de la culture ? Que comptez-vous faire pour remédier à cette situation et réconcilier nos concitoyens avec l'idée européenne ? » Un de mes voisins de table, en poste en Afrique et qui m'aimait bien, me souffle : « Ah, c'est plus fort que toi, tu ne peux pas fermer ta gueule ! »

En soi, la question n'était pas absurde, et l'échec du référendum constitutionnel de mai 2005 le démontrerait quelques années après. Mais le ton, inutilement agressif, déstabilisa le chef du gouvernement, qui se perdit dans une longue réponse filandreuse. Il ne savait plus comment il l'avait commencée et ne sut pas la terminer. Quelques jours plus tard, à l'université socialiste de

La Rochelle, il reprit mon expression : non, il ne voulait pas d'une Europe flasque et anglo-saxonne. Au fond de lui-même, il n'était pas en désaccord avec ma remarque.

Toujours est-il que, sinon Lionel Jospin lui-même, du moins son entourage m'en a voulu pour cette question. J'avais mis en difficulté le Premier ministre, et ce, devant une grande partie de son gouvernement et le secrétaire général de l'Élysée. Peut-être certains ont-ils vu dans ma question une attitude d'opposition politique, ou cru y percevoir des relents de souverainisme, philosophie pourtant éloignée de mes idées. Quoi qu'il en fût, la sanction serait sévère : un an d'exil à la campagne. De plus, mon avancement serait bloqué pendant plusieurs années.

Malgré cela, quelques mois après l'incident, Matignon vint me tirer de ma retraite pour me confier un rapport sur le CHEAM, le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes que Léon Blum avait créé en 1936 pour former les cadres de l'administration coloniale. On voulait me faire dire qu'il fallait le fermer. Je le fis, car je le pensais. Mais à la place, j'avais proposé de créer un groupement d'intérêt public associant le Quai d'Orsay, Sciences Po et HEC pour former à l'international, selon des programmes à la carte, des cadres des secteurs public et privé. Un marché existait pour cela. J'en étais convaincu. Mais finalement, le gouvernement retiendrait l'option moins originale d'un institut diplomatique pour occuper quelques diplomates en attente de poste, avec une pincée de fonctionnaires issus d'autres horizons. Lionel Jospin, rencontré à la conférence des ambassadeurs de 1999, un an après celle au cours de laquelle je l'avais mis en difficulté, ne paraissait plus se souvenir de la mission qu'il m'avait confiée, en dépit des cent trente auditions de personnalités que j'avais conduites pour la mener à bien. D'ailleurs, en 1999, il n'avait pas pris le risque d'un débat avec les ambassadeurs. Il s'était contenté d'un discours dans les jardins de Matignon, suivi d'une réception...

Le chemin de Sarajevo mène à Bagdad

Au bout d'une année d'incertitude, Paris tenta de m'envoyer en Ouzbékistan. Poste équivalent, pour qui connaît la hiérarchie implicite des postes au Quai d'Orsay, à la déportation en Sibérie pour un fonctionnaire russe au temps de Staline. Refus. Enfin, on me proposa Sarajevo. Dans l'esprit du Quai d'Orsay, c'était à peine mieux que Tachkent. Mais j'acceptai, car j'étais attiré par la zone des Balkans, située quasiment à nos frontières et dont le dernier drame en date venait tout juste de se terminer. C'était aussi à Sarajevo qu'une étincelle, l'assassinat de François-Ferdinand de Habsbourg, le 28 juin 1914, avait mis le

feu à la poudrière européenne. Je ne regretterais jamais cette décision. En fait de punition, j'ai beaucoup aimé ce pays, martyrisé par lui-même et ses voisins, mais si attachant, par ses différentes cultures, sa langue, ou plutôt ses langues, ses paysages sublimes.

J'étais à Sarajevo depuis presque quatre ans quand, en février 2003, je compris que Paris envisageait de m'envoyer à Bagdad : « Les Américains vont attaquer, me dit le secrétaire général du Quai d'Orsay, Hubert Colin de Verdière, lors d'un de mes passages à Paris. Saddam va être renversé et tu pourrais prendre tes fonctions juste après. » De retour à Sarajevo, j'entrepris donc de rafraîchir mon arabe, alors que je commençais tout juste à bien maîtriser le serbo-croato-bosniaque. Quand je passai à Paris, au mois de mai suivant, les Américains venaient de renverser Saddam Hussein. Je me trouvais dans le bureau du directeur de cabinet du ministre, Dominique de Villepin, quand celui-ci fit irruption dans la pièce : « Bon, alors, vous avez fini votre conversation de café du Commerce ? J'ai besoin pour Bagdad d'un teigneux qui parle arabe. Tu ferais bien l'affaire. Mais si tu y vas, tu n'es pas obligé de rester longtemps. D'ailleurs, je ne te force pas à y aller : je te verrais bien aussi à Riyad ou Islamabad ; ce sont deux pays qui m'intéressent et où je ne comprends pas bien ce qui se passe. » Mais le vrai défi était Bagdad. Défi ou dépit ? Choisir le plus difficile des trois postes était une façon de dire « zut ». Je fis semblant de prendre deux jours de réflexion, avant de faire savoir à Dominique de Villepin que j'acceptais Bagdad.

J'y passerais trois pleines années, dont neuf mois de suite sans avoir la possibilité de revenir en France. Chère lectrice et cher lecteur, vous vous demandez pourquoi. Patience. Je vous l'expliquerai. Au terme de ce séjour en Irak, j'espérais, affaires d'otages et risque physique aidant, être traité avec un peu plus d'égards que je ne l'avais été à l'issue de mes postes précédents. Ce fut en partie le cas – Chirac me décernerait une belle médaille après le dénouement de deux affaires d'otages. Mais en partie seulement. Mon successeur à Bagdad serait nommé en juin 2006, alors que je n'étais toujours pas fixé sur mon sort. J'avais demandé Moscou, tandis que le président Chirac souhaitait me voir prendre la direction d'ANMO au Quai d'Orsay. Mais pour moi, ce poste-là avait un air de déjà-vu. Finalement, on me laissa choisir entre Alger et Brasília. J'étais très tenté par le Brésil, pays à la fois complexe et attirant sur un continent que je ne connaissais pas. Pourtant, à la surprise du président Chirac, je pris Alger. Mon premier séjour dans cette capitale, vingt-huit ans plus tôt, m'avait donné des idées, que je souhaitais mettre en œuvre.

Rue de l'Élysée

Février 2008. Je n'étais à Alger que depuis quatorze mois. Appel de l'Élysée : le président de la République, m'expliqua-t-on, envisageait de créer auprès de lui un coordonnateur national du renseignement. Cette idée lui avait été proposée dans le cadre de la préparation du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Serais-je prêt à relever un tel défi si le chef de l'État me le demandait ? Oui, bien sûr.

Les collaborateurs du Président, en suscitant ma candidature, cherchaient à éviter, me semble-t-il, la nomination à ce poste d'un proche de Nicolas Sarkozy, qui leur aurait complètement échappé, voire leur aurait fait de l'ombre. Ils auraient plus facilement la main, pensaient-ils, sur un fonctionnaire, *a fortiori* diplomate (sur ce point, ils se trompaient, comme la suite le montrerait). Le bon déroulement des deux visites que le Président avait effectuées à Alger, en juillet et décembre 2007, leur faisait en outre penser que ma candidature serait bien accueillie par le chef de l'État s'ils la lui proposaient.

Dans une courte note au président de la République datée du 31 mars 2008, Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, expliquait que, parmi les quatre profils sélectionnés au sein de différents corps de l'État, ma candidature lui paraissait devoir être retenue. Il faisait valoir « le grand avantage [que j'avais] de très bien connaître le monde islamique, qui [était] [leur] principal sujet de préoccupation ». Nicolas Sarkozy revêtit la note d'un gros « oui ». L'Élysée m'en informa un samedi soir vers 23 heures, alors que j'étais de passage chez moi en France. Ma prise de fonctions était envisagée pour le mois de juillet.

Juste avant de quitter Alger, j'y reçus François Fillon. Dans l'avion du retour, où il m'avait offert de l'accompagner, le Premier ministre ne me cacha pas les réserves que lui inspirait le principe même du poste qui allait m'être confié : celui-ci allait être perçu, craignait-il, comme un « cabinet noir » et exposer le Président. Je ne partageais pas son appréciation. Mon intention, lui expliquai-je, était de superviser, coordonner et orienter les services de renseignement. Pas d'exécuter les basses œuvres du pouvoir. Loin d'exposer le Président, je m'efforcerais au contraire de le protéger. J'attribuais l'attitude du Premier ministre au rattachement à l'Élysée de la coordination du renseignement, fonction censée être exercée par Matignon depuis Michel Rocard. Mais elle s'y était enlisée dans la bureaucratie.

Je resterais à l'Élysée deux ans et demi. Au cours de cette période, mes relations avec les services de renseignement n'ont pas posé de problème. J'avais rassuré leurs chefs en leur expliquant que je n'avais pas l'intention de m'imposer comme leur supérieur hiérarchique ni de me mêler de leurs activités opérationnelles. Ce n'était pas le rôle du coordonnateur. Je m'efforcerais au contraire de les soutenir, de les aider à travailler les uns avec les autres.

En revanche, les relations internes à l'Élysée ont été tendues, car je n'acceptais pas d'autre autorité que celle du Président et du secrétaire général. Certains des conseillers du chef de l'État, qui voulaient exercer une sorte de tutelle, ou au moins de contrôle, sur mes activités, en furent pour leurs frais : « Tu as taillé ton poste à la hache et tu as failli sauter », me dit l'un d'entre eux (qui avait sans doute tenté d'y contribuer). Ma situation me faisait penser à Woody Allen glissant sur une peau de banane géante³.

Au bout de deux ans et demi, le nouveau dispositif était sur pied. Le coordonnateur national du renseignement était installé dans le paysage administratif. Un premier « Plan national d'orientation du renseignement » avait été élaboré. L'acquisition de drones Reaper avait été actée par le Président⁴ ; le programme de satellites européens d'observation Musis mis sur les rails ; l'académie du renseignement créée, ainsi qu'une délégation interministérielle à l'intelligence économique (dont on ne peut que regretter la disparition après quelques années d'existence).

En revanche, je fus progressivement mis à l'écart. Je n'étais pas invité aux réunions du matin avec le Président et les principaux conseillers. Mes rendez-vous avec Claude Guéant s'espaçaient. Une ou deux fois, on « oublia » de me convier à des réunions auxquelles participaient certains des services que j'étais censé coordonner. Le Président lui-même ne paraissait plus accorder le même intérêt à la structure qu'il avait voulue. Je demandai à partir. L'ambassade à Kaboul se trouvant disponible, je la sollicitai : on ne pouvait me refuser ce poste, et son obtention ne pourrait apparaître comme une faveur. Je ne devrais rien à personne.

En faisant ma visite d'adieu à Nicolas Sarkozy, le 18 février 2011, je lui suggérai un rééquilibrage de la communauté du renseignement au profit de sa branche intérieure : la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), issue de la fusion, en 2008, entre la DST et une petite partie des RG, serait promue au rang de direction générale. « La réforme que vous avez faite en 2008, expliquai-je à Nicolas Sarkozy, est un premier pas positif. Mais elle n'est pas allée jusqu'au bout. La DCRI porte essentiellement la marque de la DST, qui avait une tradition de coopération internationale, mais était dépourvue de maillage territorial. Pour renforcer ce dernier, il faut regrouper trois éléments : la DCRI, la SDIG⁵, issue elle aussi du démembrement des RG, et la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris. D'autre part, il n'y a aucune raison que les gendarmes soient exclus du principal service de renseignement intérieur, dont il faut de toute façon diversifier le recrutement. Notre communauté du renseignement serait ainsi solidement structurée autour de deux

grandes directions générales, l'une pour le renseignement extérieur, la DGSE, et l'autre pour le renseignement intérieur, la DGRI⁶. » Le chef de l'État m'avait paru réceptif à cette idée. Le jour même de mon départ pour Kaboul, le 21 février, il la relaya, en ma présence, auprès de la délégation parlementaire au renseignement, qui connaissait d'ailleurs mes idées à ce sujet⁷.

De Kaboul au boulevard Mortier

Je reverrais Nicolas Sarkozy le 12 juillet 2011 à Kaboul, où je resterais en poste pendant près de deux ans et demi. Le 7 mai 2012, comme j'avais cherché à joindre François Hollande pour le féliciter de son élection la veille, il me rappela. Nous parlâmes du retrait de nos troupes d'Afghanistan. Puis, à la fin de la conversation, il évoqua mon avenir : « Je ne sais pas ce que tu comptes faire plus tard. Tu me diras ce que tu veux le moment venu. Je voudrais aussi te parler du renseignement, car cela m'intéresse. Je n'oublie rien. Je me rappelle qu'à Alger nos bureaux étaient voisins. Mais le tien était plus grand... — Je suis bien à Kaboul, lui répondis-je, et ne demande rien. Mais si tu as besoin de moi à un moment ou à un autre, je serai toujours là. »

Chaque fois que nous nous parlions, il me disait la même chose : « On ne va pas te laisser à Kaboul », et je faisais la même réponse. En réalité, je ne songeais pas à la DGSE, car j'imaginai, à tort, que mes fonctions précédentes auprès de Nicolas Sarkozy me disqualifiaient pour un poste aussi sensible. J'avais sous-estimé à la fois le pragmatisme de François Hollande et ses sentiments de fidélité.

Un jour, c'était, je crois, le 6 décembre 2012, je lui rendis visite à l'Élysée. Il me fit passer par une porte dérobée s'ouvrant par une boiserie dans son bureau (celle-là même que Jacques Chirac m'avait fait emprunter un jour).

« Tu connais parfaitement ces lieux, me dit-il.

— Oui, lui répondis-je, c'est la porte de Félix Faure, celle par laquelle sa maîtresse avait pris la fuite après lui avoir causé la plus douce des morts [en fait, j'ai appris depuis que cette scène s'était passée dans une autre pièce de l'Élysée].

— Tu t'intéresses au renseignement, reprit François Hollande [je lui avais fait passer un papier à ce sujet], et j'ai pensé à toi pour la DGSE. »

Surpris et flatté, je lui fis valoir (pour ne pas paraître dire « oui » tout de suite) que j'avais entendu parler d'autres candidats, qui étaient mieux orientés que moi politiquement.

« Ah bon, lesquels ? »

Je hasardai quelques noms. Il fit un geste de la main comme pour les balayer, puis :

« Ah non, moi je veux surtout pour ce poste quelqu'un en qui j'aie une totale confiance. Enfin, penses-y. »

Nous nous revîmes le 11 mars 2013. Je fis part à François Hollande de mon accord et, de son côté, il me confirma sa décision. Je prendrais mes fonctions le 28 avril.

Après deux prolongations dans mes fonctions, dont une par voie législative, je quitterais la DGSE le 21 mai 2017, date de mes 68 ans. Je n'ai donc servi qu'une semaine sous l'autorité d'Emmanuel Macron et ai assisté à un seul conseil de défense sous sa présidence.

Le fait d'avoir exercé des responsabilités dans le domaine sensible du renseignement sous l'autorité directe de deux personnalités aussi différentes que Nicolas Sarkozy et François Hollande a pu intriguer à l'étranger et en France et peut-être jusqu'aux intéressés eux-mêmes.

Ce parcours est en cohérence avec ma conception du service de l'État et de la République que j'ai exposée. De plus, travailler à ce niveau et avec des personnalités aussi exceptionnelles, quoique antinomiques, est un grand privilège. Ma relation avec chacun d'entre eux était cependant d'une nature différente.

Je ne connaissais pas, ou peu, Nicolas Sarkozy avant ses deux déplacements à Alger. Je ne faisais pas partie de son premier cercle. Cela ne serait jamais le cas. Et c'était beaucoup mieux ainsi : il fallait asseoir la fonction de coordonnateur national du renseignement en tant qu'institution et ne pas l'exposer aux contingences politiques, sans quoi elle aurait été balayée à la première alternance (de ce point de vue, François Fillon n'avait pas tort). C'est Nicolas Sarkozy, je ne l'ai pas oublié, qui m'a mis le pied à l'étrier dans le domaine du renseignement. Il m'a accordé sa confiance et m'a protégé – je l'ai appris par la suite – face aux tentatives de déstabilisation à l'intérieur de l'Élysée. J'ai trouvé stimulant de travailler avec un homme au parcours si différent du mien, à l'intelligence vive, au caractère bien trempé et qui, pourtant, n'aimait guère les fonctionnaires (et parmi ceux-ci, les diplomates arrivaient assez bas dans l'échelle de sa considération, peu avant les magistrats et les conseillers d'État). Ainsi, un jour, lors d'une réunion avec des parlementaires, on en arriva à parler d'un haut fonctionnaire qui se trouvait être un diplomate : « C'est un type bien, commenta Sarkozy ; c'est même un ami, mais c'est un ambassadeur. » Puis, croisant soudain mon regard perplexe : « Euh, vous aussi, Bernard, vous en êtes un, euh, mais bon, ce n'est pas pareil. » Cette attitude à l'égard des fonctionnaires m'amusait plutôt.

Plus important, j'ai surpris à plusieurs reprises Nicolas Sarkozy en flagrant délit de sensibilité et d'humanité, qualités (ou faiblesses ?) qu'il arrivait assez bien à dissimuler. Nicolas Sarkozy n'était pas un cynique. Il avait aussi un souci, dont on pourra s'étonner, de transparence. Il assumait ses décisions. J'avais des difficultés à le convaincre que certaines d'entre elles devaient rester secrètes : « Il n'y a plus de secrets, avait-il l'habitude de dire. Tout finit par se savoir. »

Mais ce qui m'avait frappé, dès les premières réunions sous sa présidence, c'était la servilité de la plupart de ses collaborateurs, mais aussi de ses ministres, à de rares exceptions près. Tétanisés face à lui, ils n'osaient pas lui tenir tête, et Nicolas Sarkozy les humiliait, parfois devant témoins. Je n'étais pas loin de penser qu'ils le méritaient. Jamais je n'aurais accepté un tel traitement. J'avais d'ailleurs remarqué que Nicolas Sarkozy, quand il envoyait des piques (dont il m'est arrivé d'être la cible), tolérait qu'on lui réplique (et peut-être l'appréciait, car il avait besoin de sentir une résistance en face de lui). Mais je reconnais que, n'ayant pas à travailler au quotidien avec lui, cela m'était plus facile.

Ma relation avec François Hollande, beaucoup plus ancienne, était – et est toujours – d'une autre dimension. Comme on l'a vu, elle ne doit rien à la politique. Elle est faite d'amitié, de fidélité, d'estime et de complicité respectueuse. Pour autant, je ne suis pas un intime de François Hollande et n'ai jamais été associé, par exemple, à sa vie familiale. Contrairement à ce qui s'est parfois dit ici et là, nous n'échangions pas quotidiennement des textos lorsque j'étais le chef de la DGSE. Je ne dérangeais le président de la République qu'en dernier recours, pour les décisions ou les orientations qui ne pouvaient émaner que de lui, tout en informant – je le souligne – mon ministre de tutelle. Au total, je ne pense pas avoir abusé de ma relation avec François Hollande, que j'évitais du reste d'étaler. Ainsi, en présence de tiers, je veillais à le vouvoyer.

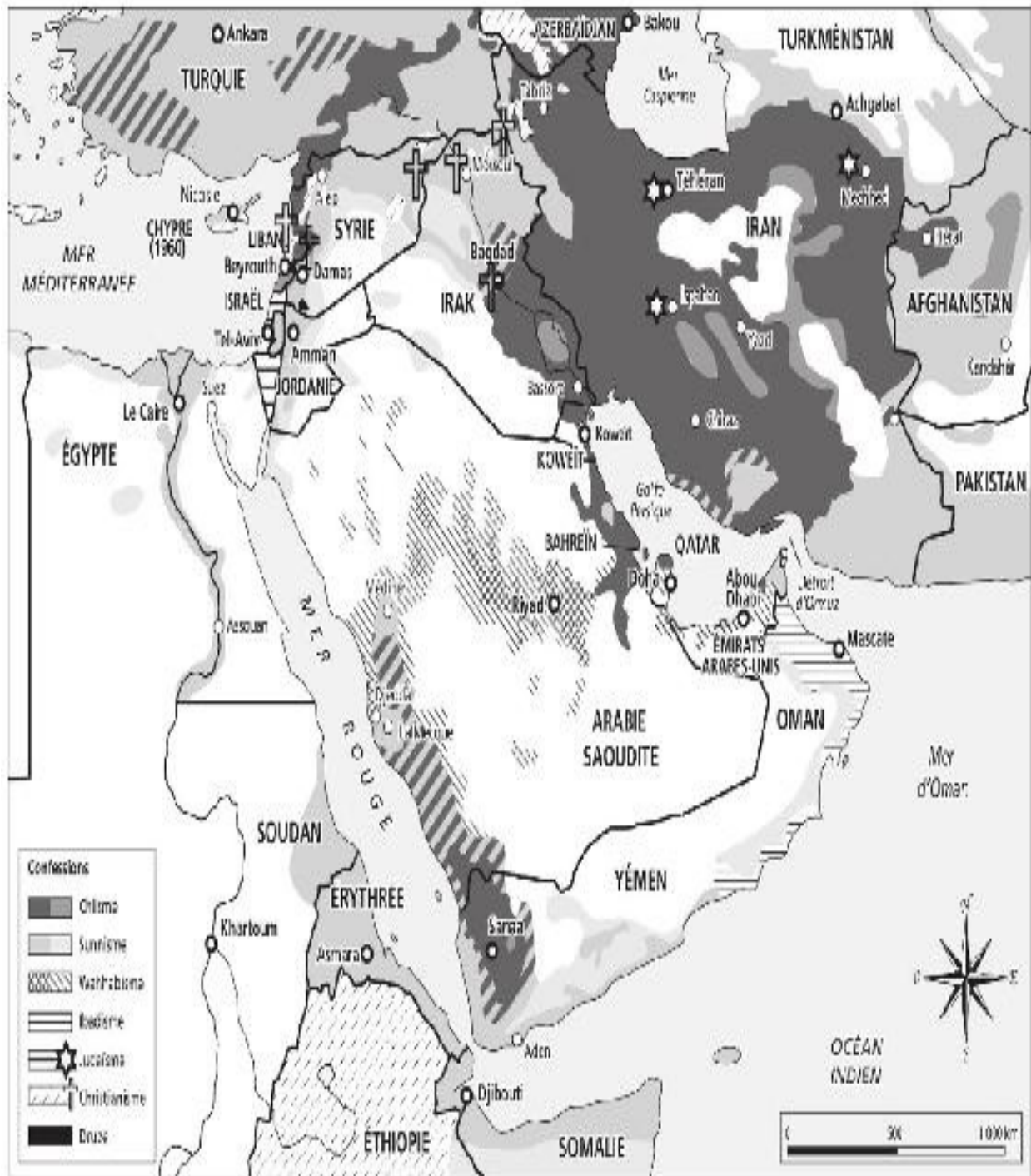
Pour autant, je n'oubliais pas, et je n'oublierai jamais, que c'est à lui que je dois les années les plus passionnantes de ma vie professionnelle. Je n'oublierai pas non plus toutes les attentions qu'il a eues pour moi. J'ajoute que j'ai toujours obtenu de lui les directives dont j'avais besoin, avec la plus grande clarté. Certaines d'entre elles demandaient du courage politique, et celui-ci ne lui a jamais fait défaut.

* * *

Maintenant, chère lectrice, cher lecteur, je vous invite à m'accompagner au Levant et au Moyen-Orient, région à laquelle j'ai consacré de longues années de ma vie et qui sera au cœur de mon propos. Mais avant cela, je vous propose de

faire un petit détour par les religions. Il en sera souvent question dans les pages qui suivent : des Balkans à l'Afghanistan, du Maghreb au Proche- ou au Moyen-Orient, elles ont servi de toile de fond à bien des développements que l'Orient et l'Afrique du Nord ont connus au cours de ces quarante dernières années.

PROCHE- ET MOYEN-ORIENT, CONFESSIONS (2018)



Notes

1. Voir l'excellent ouvrage d'Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*, Fayard, 2003.
2. Il est doublement mon arrière-grand-oncle à la 11^e génération, par ma grand-mère et par mon grand-père paternel.
3. *Woody et les robots* (1973).
4. Cette décision serait remise en cause par le ministère de la Défense, avant d'être reprise quelques années plus tard par Jean-Yves Le Drian.
5. Aujourd'hui Service central du renseignement territorial.
6. Que j'aurais préféré appeler ainsi plutôt que DGSI, qui peut prêter à confusion avec la DGSE, surtout en anglais, et donner le sentiment d'une volonté d'imitation, voire de concurrence, par rapport à cette dernière.
7. La création en 2014 de la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) n'est allée que très partiellement dans le sens que j'avais recommandé. La réforme du renseignement intérieur français reste à faire.

Les religions, ou Dieu trahi par les hommes

Sunnites et chiïtes

Palais de l'Élysée, bureau du Président, mi-novembre 2006

« Ah bon ? Vous êtes sûr ? L'ayatollah Sistani, un homme sage ? Dites, je peux prendre des notes ? — Bien sûr, monsieur le Président. De toute façon, je vous laisserai un papier. »

Mon « élève » est le président Chirac. Il m'a fait asseoir dans un fauteuil à son côté. Devant lui, sur une table basse, des feuilles blanches, sur lesquelles il jette des mots, des membres de phrase, en m'écoutant. Je suis en train de faire au chef de l'État un exposé sur le chiïsme et sa relation avec le sunnisme.

Jacques Chirac m'avait déjà reçu une dizaine de jours plus tôt, le 7 novembre, et nous avons longuement parlé de l'Algérie, où j'allais bientôt prendre mes fonctions. Nous en vîmes à parler du Sahara occidental, puis de l'Irak et de Khomeini :

« Quand j'étais Premier ministre de Giscard, puis maire de Paris, me révéla Jacques Chirac, Saddam Hussein m'avait dit deux choses. La première, c'était : "Ne laissez pas faire un Sahara occidental indépendant, car sinon, l'Afrique va éclater." La deuxième, c'était à propos de Khomeini, qui était en Irak depuis quatorze ans : "Je vais l'expulser, m'avait dit Saddam, car il fout le bordel chez moi. Ne l'accueillez pas et laissez-le aller en Libye, seul autre pays prêt à l'héberger. En effet, personne n'entendra ce qu'il dira chez Kadhafi, tandis que, s'il s'exprime depuis chez vous, cela aura une autre résonance." Mais Giscard a voulu faire un beau coup, et on a vu le résultat. Saddam Hussein n'avait pas que des défauts. Vous croyez qu'il va être exécuté ?

— Dans le contexte irakien, monsieur le Président, cela me paraît inévitable.

— Nous, nous sommes contre la peine de mort. »

À la fin de l'entretien, alors que Jacques Chirac se levait, j'étais revenu sur l'Irak :

« Au fait, monsieur le Président, vous avez reçu Jalal Talabani¹ il y a quelques jours, comment sa visite s'est-elle passée ?

— Très bien, je l'ai reçu à déjeuner. Et je peux vous dire qu'il a un sacré appétit ! Qu'est-ce qu'il bouffe ! Je l'ai assuré de notre soutien à l'Irak et il m'a paru très satisfait.

— Vous l'aviez déjà reçu en décembre 2003 en compagnie du chiite Abdelaziz al-Hakim. C'était une très bonne chose, car, en France, nous connaissons mal les chiites et ceux-ci pensent que nous ne les aimons pas. Pourtant, ils sont très influents, en Iran évidemment, mais désormais en Irak. Nous pourrions, me semble-t-il, rééquilibrer notre perception.

— C'est très intéressant ce que vous me dites, répondit Jacques Chirac. Il faudrait que nous en reparlions, mais là, je suis un peu à la bourre. Je vais vous faire signe de nouveau, très vite. »

Mes remarques n'avaient rien d'improvisé. Ce jour-là, en entrant dans le bureau du Président et même s'il s'agissait de préparer mon prochain poste en Algérie, j'avais bien l'intention d'aborder avec lui la question des chiites. À plusieurs reprises, il s'était laissé aller à des commentaires critiques à leur égard, directement ou devant des visiteurs qui avaient rapporté ses propos. J'attribuais son préjugé à l'influence de ses amis dans le monde arabo-musulman – et il en avait beaucoup –, qui étaient presque tous sunnites. Très probablement, ceux-ci lui disaient pis que pendre des chiites : des hérétiques, des faux jetons, qui érigeaient la dissimulation en vertu. Il fallait l'amener à nuancer son jugement, d'autant que la donne avait changé en Orient. Les chiites s'étaient débarrassés de leur complexe historique. Ils étaient ambitieux. Ils tenaient le haut du pavé. On ne pouvait les ignorer. À l'instigation de son équipe diplomatique, j'avais adressé au chef de l'État plusieurs notes sur ce sujet, qui n'avaient pas eu d'effet : il avait récidivé. C'était la raison pour laquelle j'étais revenu à la charge à la fin de l'entretien.

Une dizaine de jours plus tard, donc, le président de la République me fixait un nouveau rendez-vous. « J'ai demandé qu'on ne nous dérange pas », me précisa-t-il.

Voici en substance ce que j'expliquai ce jour-là à Jacques Chirac.

La scission entre sunnites et chiites est née d'un différend sur la succession du prophète Mahomet, à la mort de celui-ci, en 632 de notre ère. Elle était donc, au départ, de nature essentiellement politique et non pas religieuse. Elle opposait les

partisans d'Ali, cousin et gendre du Prophète, à ceux d'Abou Bakr, fidèle parmi les fidèles. Les premiers mettaient en avant les liens du sang, qui avaient créé une grande proximité entre Mahomet et Ali. Ils devinrent les chiites, c'est-à-dire les « partisans ». Les seconds privilégiaient la conformité à la doctrine. Ils attachaient une importance toute particulière à la Sunna qui, au-delà du Coran, rassemble les paroles, les actes, les pratiques du Prophète et ses valeurs morales, d'où l'appellation de sunnites qu'ils recevraient plus tard.

Abou Bakr, soutenu par une majorité de musulmans, l'emporta et fut désigné calife, mot qui signifie « successeur ». Les deux califes suivants, Omar puis Othmane, seraient assassinés, et Ali deviendrait lui-même calife en 656. Mais il serait assassiné à son tour en 661 par des dissidents de son propre mouvement, les kharijites (« ceux qui sont sortis »)², qui lui reprochaient d'avoir accepté un arbitrage sur ses droits imprescriptibles.

Le schisme deviendrait irrémédiable sous le règne de Mo'awiya, qui s'inscrivait dans la lignée des trois premiers califes et s'était fait éléver à cette dignité à la mort d'Ali. Il s'était installé à Damas, ville dont il avait été le gouverneur, et y fonda la dynastie des Omeyyades. À sa mort, en 680, son fils Yazid lui succéda au califat, au détriment de Hussein, le deuxième fils d'Ali (l'aîné, Hassan, était décédé en 670). À Kerbala (aujourd'hui en Irak), en cette même année 680, les troupes de Yazid massacrèrent Hussein et une grande partie de sa famille, écartant ainsi définitivement la descendance d'Ali du califat. La tête de Hussein fut envoyée à Damas, où elle se trouve toujours, à la mosquée des Omeyyades, à quelques pas du corps, lui sans tête, de saint Jean-Baptiste.

Les chiites commémorent aujourd'hui le martyre de Hussein, symbole de la lutte contre l'injustice, lors de l'Achoura. Les hommes s'y flagellent jusqu'au sang en repentir de l'abandon de Hussein par leurs ancêtres. On n'est pas loin de la notion chrétienne de rédemption par la souffrance.

On pourrait aussi attendre de cette pratique de la mortification une prédisposition au suicide de la part des chiites. Mais ce n'est pas le cas : la quasi-totalité des kamikazes qui se donnent la mort dans des attentats suicide sont sunnites. Pourtant, selon la plupart des autorités musulmanes, chiites ou sunnites, l'islam interdit le suicide³.

À Bagdad, il m'est arrivé d'être témoin de défilés de l'Achoura, qui étaient interdits sous Saddam Hussein. Le jour d'une de ces commémorations, je remarquai des portraits du martyr sur la lunette arrière des voitures, rappelant de façon frappante les représentations de Jésus-Christ chez les chrétiens orientaux, avec des cheveux et une barbe noirs. Pourtant, l'islam interdit normalement la représentation des êtres vivants.

Après la bataille de Kerbala, les chiites refusèrent l'autorité des califes omeyyades (661-750), puis abbassides, qui prirent le relais à Bagdad (750-1258), ne se reconnaissant que dans les imams, descendants et successeurs d'Ali, jusqu'au 12^e d'entre eux, d'où leur nom de chiites duodécimains. Ils tiennent ce dernier, disparu, enfant, en 874, pour « occulté » aux yeux des hommes : c'est le Mahdi, qui doit réapparaître à la fin des temps, un Messie, en quelque sorte.

Au fil des siècles, des différences de doctrine, de pratique et d'organisation se sont creusées entre chiites et sunnites, en faisant deux communautés distinctes, bien que se reconnaissant mutuellement comme musulmanes.

Il existe plusieurs écoles au sein du sunnisme, allant de celles qui admettent une marge d'interprétation des textes à celles qui en préconisent une lecture littérale (wahhabites, salafistes), cherchant ainsi à se rapprocher de ce qu'elles estiment avoir été l'islam des origines. Mais on peut dire, de manière générale, que le chiisme fait plus de place au libre arbitre et à l'interprétation des textes sacrés qui, aux yeux de ses adeptes, est un processus continu : c'est l'*ijtihad*, effort sur soi-même, qui vient de la même racine que *jihad*. Cet effort d'interprétation est d'autant plus nécessaire que, pour certains chiites, le Coran, au-delà de son sens apparent, a un sens caché.

Les chiites duodécimains, au contraire des sunnites, s'appuient sur un clergé très structuré. Au sommet de la pyramide, on trouve les ayatollahs (« signes de Dieu ») et, parmi eux, un tout petit nombre de référents, les *marja'*, sources d'imitation pour les fidèles, dont chacun doit choisir le sien. Les *sayyed*, descendants du Prophète, que l'on distingue par leur turban noir, jouissent d'un prestige particulier. Mais ils peuvent n'avoir aucun grade religieux.

Les chiites duodécimains sont majoritaires en Iran et en Irak, où ils sont au pouvoir, ainsi qu'en Azerbaïdjan et au Bahreïn. Ils forment d'importantes communautés au Liban, en Arabie Saoudite et en Afghanistan (les Hazaras). Au Yémen, les zaïdites sont sans doute les sunnites les plus proches des chiites, mais n'en sont pas eux-mêmes. En Syrie, les alaouites sont issus du chiisme, mais leur appartenance à l'islam est contestée. Les ismaéliens, eux, dont le chef est l'Aga Khan, ont divergé au VIII^e siècle avec la branche majoritaire du chiisme : ils reconnurent alors Ismaïl comme septième imam, au lieu de son frère Moussa, qui poursuivit la lignée duodécimaine.

La cartographie politico-religieuse a changé au fil de l'histoire : les chiites, à travers une des branches ismaéliennes, les Fatimides, ont gouverné l'Afrique du Nord, Égypte incluse, du X^e au XII^e siècle. L'Iran n'est devenu chiite qu'en 1502, lorsque la dynastie des Safavides en a fait la religion de l'État.

On distingue aussi plusieurs courants au sein du chiisme duodécimain. Ainsi, avec la révolution de 1979 en Iran, le haut clergé a concentré entre ses mains le pouvoir religieux et le pouvoir politique, instaurant un régime appelé *Velayat-e-Faqih* (le « gouvernement du docte »). Au contraire, les quiétistes, dont l'ayatollah Ali Sistani⁴, principal dignitaire chiite d'Irak, préconisent la séparation du politique et du religieux.

C'est à ce point de mon exposé que le président Chirac m'interrogea :

« Oui, monsieur le Président. On peut dire que Sistani est un homme sage, dans la mesure où il rejette la confusion entre le politique et le religieux, au contraire de ses coreligionnaires en Iran. Cela ne l'a pas empêché d'influencer la politique en Irak, mais il l'a fait de façon subtile et discrète, et en général dans le sens de la modération. Pour autant, il a veillé à consolider le pouvoir des chiites. Ce faisant, il a une part de responsabilité dans la marginalisation des sunnites, elle-même porteuse d'instabilité et de terrorisme. D'autre part, sur les questions de société, l'ayatollah est extrêmement conservateur.

— Mais vous, ce gars-là, vous le connaissez personnellement ?

— Non, il ne m'a jamais reçu. J'ai tenté, par le canal d'amis chiites, de le rencontrer. Mais il m'a fait répondre qu'il ne souhaitait pas créer de précédent dont mon homologue américain aurait pu se prévaloir. Il ne voulait pas recevoir d'officiel américain, disait-il, tant que l'occupation persisterait. Franchement, j'ai trouvé cette attitude un peu fausse, car, dans la pratique, il existait une convergence de fait entre la politique de l'ayatollah et celle des États-Unis, qui avaient porté la communauté chiite au pouvoir à Bagdad.

— Eh bien, tout cela n'est pas simple... », conclut le Président.

Ce fut là mon dernier entretien avec Jacques Chirac en sa qualité de président de la République. Au terme de son deuxième mandat, au mois de mai suivant, il se retirerait de la vie politique.

Les mandéens-sabéens

Bagdad, mars 2006

Un homme à la belle barbe fleurie, tout de blanc vêtu, tunique ceinturée à la taille par une double corde, keffieh serré par un seul tour de turban, en sandales, s'avance vers moi, en s'appuyant sur son long bâton de baptiste. N'eût été la paire de fines lunettes dorées qu'il portait, on aurait pu le croire sorti tout droit des Évangiles. L'homme qui m'accueille est cheikh Sattar Jabbar Hélou. C'est le chef de la secte des mandéens-sabéens, disciples de Jean le Baptiste, le saint

Jean-Baptiste des chrétiens. Mandéen, de l'araméen *manda*, la connaissance, et sabéen, du verbe *sabaa*, « plonger dans l'eau ».

Cette secte existait avant même l'arrivée de Jésus, m'explique le cheikh, puisqu'elle remonte quasiment à la Création. « Mais selon les Évangiles, lui objecté-je, quand Jean, qui est en train de baptiser, voit arriver Jésus, il dit, en s'adressant à la foule de ses disciples : “Je ne suis pas digne de délier ses souliers.” Reconnaissez-vous ces paroles ? – Oui, me répond le cheikh. Mais ce sont des paroles d'humilité. Pas de soumission. Notre premier prophète, poursuit le patriarche, est Adam, et le dernier Jean. C'est Adam qui a révélé notre livre sacré, le *Ginza Rabba*, le Grand Trésor. Entre les deux, nous avons eu de nombreux autres prophètes, dont nous partageons quelques-uns, mais pas tous, avec les juifs, les chrétiens et les musulmans. Noé est l'un d'entre eux. »

Adam, c'est malin de leur part, pensé-je, car personne ne peut leur disputer l'antériorité (le Coran, lui, selon la tradition musulmane, a été révélé à Mahomet par l'ange Gabriel).

Les mandéens sont les descendants de ceux des disciples de Jean qui ont refusé de se rallier à Jésus. Cent ans plus tard, ils ont fui la Palestine après la terrible répression romaine de l'an 135, d'abord pour la Transjordanie et le Golan, puis la Mésopotamie. Les manuscrits les plus anciens du *Ginza Rabba* conservés aujourd'hui datent du ^{xvi}^e siècle. Mais les experts sont en mesure de démontrer que les originaux transcrits à cette époque remontaient au ⁱⁱ^e siècle de notre ère.

Jusqu'à aujourd'hui, le rite du baptême est central pour les mandéens et peut être renouvelé à l'âge adulte. Les fidèles se pressent par centaines au bord du Tigre ou de l'Euphrate, comme jadis sur les rives du Jourdain, avant de se plonger complètement dans l'eau sous la conduite de leurs patriarches.

« Il y a, et ce depuis plusieurs siècles, repris cheikh Hélou, un débat parmi les musulmans sur le point de savoir si nous appartenons ou pas aux religions du Livre. Pourtant, c'est très clair : nous croyons en un dieu unique et le Coran nous mentionne à trois reprises, au côté des juifs et des chrétiens. Cela a une très grande importance. Car si la réponse est positive, cela veut dire que nous avons le droit de vivre et de prier. Dans le cas contraire, on peut nous tuer. Or, après la chute de Saddam Hussein, les musulmans irakiens – sunnites comme chiites – n'ont pas voulu nous accorder ce statut. Nous ne sommes pas autorisés à construire des lieux de prière. La rumeur s'est même répandue que nous pratiquions la sorcellerie, ce qui est un pur mensonge. Pourtant, plusieurs membres de notre communauté ont été tués à cause de cela. La réalité est que les musulmans ne veulent plus voir d'autres religions en Irak que l'islam. Dans ces

conditions, un grand nombre de familles mandéennes ne voient leur salut que dans l'émigration, aux États-Unis, au Canada ou en Australie. »

Mon conseiller culturel, Georges Tate, auquel j'avais signalé mon intention de rendre visite aux mandéens-sabéens, m'avait fait une demande : « Essayez d'obtenir un exemplaire du Ginza Rabba, car il n'en existe aucune traduction en français. Nous pourrions nous en charger. Comme vous le savez peut-être, me précisa-t-il, la langue mandéenne est une version orientale de l'araméen, la langue de Jésus-Christ. Ce livre est divisé en deux parties : le Ginza Rabba de gauche et celui de droite. Rien à voir avec la politique ! Le livre se lit dans les deux sens. Pour lire le Ginza Rabba de gauche, il faut retourner le livre deux fois, en commençant par la fin et de bas en haut. »

Je me rappelai cette conversation juste avant de prendre congé de cheikh Hélou : « Je serais tellement heureux, lui dis-je, de pouvoir contribuer à une meilleure connaissance de votre religion. » Le cheikh s'absenta quelques instants, puis revint avec un livre soigneusement emballé. À peine de retour à l'ambassade, j'allai, triomphant, le porter à Georges Tate. Mais hélas, nous découvrîmes qu'il s'agissait d'une version en arabe, qui n'avait pas d'intérêt, car elle était déjà connue, et faire la traduction d'une traduction ne pouvait qu'éloigner du texte original.

À l'occasion d'une deuxième rencontre avec le cheikh, je lui présentai donc ma demande d'une version en mandéen. « Je voudrais bien, regretta-t-il, mais les exemplaires que nous avons en mandéen sont manuscrits et de ce fait uniques. » Je revins donc bredouille, et le texte en mandéen conserve son mystère.

Au moment où j'écris ces lignes, cheikh Hélou continue à présider au destin de cette communauté. Lorsque je l'avais rencontré, celle-ci comptait peut-être encore 5 000 personnes en Irak. Aujourd'hui, elle y est, sinon éteinte, du moins en voie d'extinction. Elle en représentait pourtant une des composantes les plus anciennes et les plus authentiques. Avec elle, l'Irak a aussi perdu ses meilleurs orfèvres.

Les yézidis

Ambassade de France à Bagdad, 2005

« Votre visiteur est arrivé, me signala un gendarme du poste de sécurité. Je le fais accompagner jusqu'à votre bureau. » Ce visiteur, c'était Mir Farouk Saïd Beg, prince des yézidis. Il venait déposer une demande de visa diplomatique et j'avais souhaité le voir. Un de mes collaborateurs, un sunnite, m'avait mis en

garde : « On dit qu'ils adorent le diable. Ah, un conseil : évitez de porter du bleu. Ils ont cette couleur en horreur. »

En réalité, c'était de façon abusive que chrétiens et musulmans avaient qualifié les yézides, comme on les appelait en France au ^{xvii}^e siècle, d'adorateurs du diable. Les yézidis croient en un dieu unique, Xwadé (prononcer « khouadé », à comparer au persan et au kurde *Khoda*, Dieu). Celui-ci, après avoir créé le monde, s'en est remis pour le faire tourner à sept anges, dirigés par le plus éminent d'entre eux, Taous Malek, l'Ange-Paon, dans lequel certains ont cru voir le démon. En fait, après avoir refusé de s'incliner devant Adam, également créé par Xwadé, Taous Malek a été invité à choisir entre le bien et le mal. Finalement, il a opté pour le premier. Donc rien de satanique dans son comportement. Mais il est vrai que les yézidis se refusent à maudire le diable : on ne sait jamais. D'ailleurs, il est en chacun et chacune d'entre nous.

En attendant le prince Farouk, je me faisais la réflexion suivante : si l'on considère les misères qui s'abattent sur le monde et que Dieu tolère – les catastrophes naturelles, les injustices, la mort d'enfants, les maladies qui emportent bons et méchants, les imperfections des êtres qu'il a créés, et dont les prétendument plus évolués que nous sommes s'entretuent et détruisent la nature qui les nourrit –, c'est que ou bien il n'existe pas, ou bien Satan est diablement puissant. Les yézidis auraient donc bien raison de le ménager. On pourrait aussi voir leur croyance sous un autre angle, sans doute plus juste : Dieu, après avoir créé le monde, ne s'occupe plus des affaires courantes. Les anges font ce qu'ils peuvent, mais ne sont ni parfaits ni tout-puissants.

La religion yézidie est une des plus anciennes de la terre et, pour cela aussi, mérite le respect. Ses trois lettres YZD figurent sur des tablettes en écriture cunéiforme datant de plusieurs millénaires. Ses fidèles la font remonter à 6 768 ans⁵, ce qui est peut-être un peu exagéré. Elle est issue, semble-t-il, du mazdéisme, qui commença à se développer chez les Mèdes, dans l'actuel Iran, au deuxième millénaire avant notre ère. Elle est une branche parallèle au zoroastrisme – lui aussi dérivé du mazdéisme – formée par ceux qui ne suivirent pas la réforme de Zoroastre (Zarathoustra) vers le ^{vii}^e siècle avant notre ère. Beaucoup plus tard, au ^{xii}^e siècle de notre ère, la religion yézidie fut influencée par un musulman soufi⁶, cheikh Adi, qui lui donna sa forme actuelle.

Un autre motif d'incompréhension pour les musulmans est la prétendue adoration du soleil et du feu par les yézidis. Ces derniers font en effet leur prière du matin face au soleil levant, assimilé à Taous Malek, et considèrent le feu comme une autre manifestation de cet ange de lumière. Dans leur tradition figure

aussi un serpent noir. Symbole de sagesse à leurs yeux, mais dans lequel chrétiens et musulmans voient un signe diabolique.

On frappa à la porte. Ce ne fut pas Asmodée que l'on introduisit dans mon bureau, mais un homme d'une cinquantaine d'années, au visage avenant, coiffé d'un keffieh traditionnel.

Le prince Farouk m'expliqua que sa communauté vivait en bonne intelligence avec les Kurdes, dont la plupart étaient peut-être les descendants de yézidis, eux-mêmes originaires de Médie, ensuite convertis à l'islam. En revanche, et bien que les yézidis fussent monothéistes, ils n'étaient pas considérés par les musulmans comme des gens du Livre. Bien au contraire, et ceci leur avait valu des siècles de persécution. Ils pourraient compter aujourd'hui jusqu'à 600 000 croyants en Irak. Enfin une bonne nouvelle : la Constitution irakienne de 2005 venait de leur garantir le droit de pratiquer leur religion et leur permettait d'être représentés au Parlement.

Las ! les yézidis devaient subir au cours des mois et des années suivantes un véritable martyre et furent même menacés de génocide.

Le 14 août 2007, un an après mon départ d'Irak, de terribles attentats allaient faire près de huit cents morts et le double de blessés dans deux villages yézidis du nord-ouest de l'Irak, Qahtaniya et Adnaniya. Quatre camions contenant au total 2 tonnes d'explosifs détruisirent soixante-dix maisons. C'étaient les attentats terroristes les plus meurtriers dans le monde depuis ceux du World Trade Center en septembre 2001.

Au début du mois d'août 2014, Daech, après avoir pris Mossoul, se lança à l'assaut des yézidis réfugiés dans les monts Sinjar, à l'extrême nord-ouest de l'Irak, que les soldats kurdes, les pechmergas⁷, venaient d'abandonner. Les femmes âgées, les hommes qui refusaient de se convertir et même des bébés furent massacrés et parfois enterrés vivants, les jeunes femmes et les adolescents réduits en esclavage. Le bilan s'éleva à plusieurs centaines de tués, plusieurs milliers de femmes enlevées, dont une partie est toujours portée disparue, et des dizaines de milliers de déplacés et réfugiés. La communauté yézidie, une des plus anciennes, voire la plus ancienne du pays, est ainsi profondément déstructurée.

Et le prince Farouk, qu'est-il devenu ? J'ai appris que sa santé avait décliné au fil des années. Il est finalement décédé dans un hôpital de Hanovre en septembre 2016.

Juifs en terre musulmane

Kamichli, été 1988

Ce samedi-là, je suis venu chasser dans la plaine de la Jéziré, en Haute Mésopotamie syrienne, avec mon ami Bassel, un homme d'affaires sunnite. La chasse est un prétexte pour découvrir cette région, où jadis les califes traquaient le lion, car nous n'attrapons pas grand-chose. Nous décidons de faire un tour à Kamichli, principale ville de la province, aux confins de l'Irak et de la Turquie. Fondée en 1926 sous le mandat français à partir d'une petite gare, elle avait d'abord accueilli de nombreuses familles assyriennes, chrétiens orthodoxes qui avaient fui le génocide en Turquie. Dans leur sillage, beaucoup de Kurdes s'installèrent dans la nouvelle ville. Ils y sont aujourd'hui majoritaires.

Nous passons devant un joli jardin, d'où sortent des groupes d'hommes vêtus de tuniques soignées. Je remarque qu'ils portent tous la kippa : ce sont des juifs qui viennent d'assister à la prière dans la synagogue. « Allons les voir ! », dis-je à mon ami, à vrai dire peu rassuré : dans la Syrie de Hafez al-Assad, les contacts avec les juifs sont, sinon interdits, du moins tenus en forte suspicion. Bassel n'en a jamais rencontré. Depuis son enfance, on lui en dit les pires choses : certes, ils font partie des gens du Livre, les *Ahl al-Kitab*, mais ils ont trahi le Prophète et, aujourd'hui, ce sont des espions d'Israël, l'ennemi juré.

La synagogue s'est vidée de ses fidèles, mais deux rabbins sont encore là. Nous nous présentons. Ils sont ravis de nous voir, tout sourires. L'un d'entre eux va chercher la Torah, dont ils sont très fiers : un manuscrit de plus de quatre cents ans, sur parchemin, qu'il déroule devant nous. Nous parlons de leur communauté à Kamichli, qui comprend environ deux cents personnes, vivant, affirment-ils, en bonne intelligence avec les fidèles des autres religions.

Ce n'était pas mon premier contact avec les juifs de Syrie. Ceux-ci étaient à l'époque encore relativement nombreux à Damas et à Alep, 4 000 environ au total. Dans le souk Hamidiyé de la capitale, les commerçants de la rue des Dinandiers étaient presque tous juifs. L'antiquaire le plus célèbre du souk, dont la boutique se trouvait à l'entrée du palais Azem, Dabdoub, était juif, lui aussi.

Les rabbins de Kamichli ne nous avaient pas tout dit. Ils ne le pouvaient pas. En réalité, les juifs de Syrie subissaient toutes sortes de discriminations. Un quota limitait l'accès des jeunes à l'université. La fonction publique leur était fermée. Une mention « *moussaoui* » (« disciple de Moïse », c'est-à-dire juif) barrait leur carte d'identité, en lettres rouges (puis bleues, dans un geste de mansuétude du régime). L'émigration leur était interdite, mais quand elle serait autorisée, à partir de 1994, la plupart d'entre eux feraient leur *aliya*⁸ pour Israël.

C'est ainsi que cette communauté, vieille de deux mille ans, et qui comptait encore quelque 30 000 membres avant 1948, n'est plus composée aujourd'hui

que de quelques dizaines d'individus, à Damas et Alep.

Ailleurs, au Yémen, en Libye, en Égypte, en Irak, les communautés juives ont suivi une évolution comparable. Le Yémen fut pourtant un royaume juif pendant deux cents ans, entre les ^{iv}^e et ^{vi}^e siècles de notre ère. Mais la quasi-totalité de la population juive en fut évacuée par un pont aérien organisé par les Américains et les Britanniques, en 1949, appelé « Tapis volant ». La communauté juive d'Irak est passée, elle, de plus de 100 000 membres avant 1948 à quelques individus aujourd'hui. Et pourtant, elle était encore plus ancienne que celle de Syrie. Elle remontait à la captivité de Babylone, lorsque, aux ^{vii}^e et ^{vi}^e siècles avant J.-C., Assurbanipal puis Nabuchodonosor avaient emmené les Juifs de Judée en captivité. Quand le roi de perse Cyrus le Grand prit Babylone en 539 avant J.-C., il leur rendit la liberté, mais une partie d'entre eux décidèrent de rester sur place.

La communauté juive a puissamment contribué à forger la culture irakienne, entre autres dans le domaine musical. Ses artistes ont écrit de nombreux morceaux destinés à accompagner les *maqamat* (sortes de récits poétiques improvisés). L'ambassade de France à Bagdad est installée dans un ancien club de la communauté juive, comme le rappellent des étoiles de David sculptées dans les stucs d'un plafond.

Lorsque j'étais en poste en Irak, on me signala depuis la France un juif irakien dont la vie était menacée. Lorsque nous parvînmes à le localiser, il venait d'être assassiné.

En Algérie, le décret Crémieux conféra, en 1870, la nationalité française aux juifs algériens, à l'exception de ceux du Mzab (Ghardaïa). Ce décret serait suspendu par le régime de Vichy de 1940 à 1943. Les juifs d'Algérie, qui avaient adopté une attitude de neutralité au début de la guerre d'Algérie, furent pourtant victimes d'exactions imputées aux musulmans. Ils finiraient ainsi par lier leur sort à celui des autres pieds-noirs et la plupart d'entre eux émigreraient pour la France à la veille de l'indépendance. Il en reste aujourd'hui quelques dizaines. J'en ai bien connu les représentants lors de mon deuxième séjour en Algérie, de 2006 à 2008.

Ainsi, les juifs, dont le nombre dans les pays arabes et l'Iran approchait le million avant 1948, ont vu leurs effectifs fondre sous le double effet des discriminations, voire des persécutions dont ils ont été victimes, surtout après les guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1973), et de la politique d'immigration de l'État d'Israël.

La survie des petites communautés juives qui subsistent çà et là est problématique en raison du risque d'endogamie. Dans le monde arabo-persan, il n'y a plus aujourd'hui que trois communautés encore significatives, et encore,

très relativement : en Iran (peut-être 10 000 personnes), au Maroc (3 000 environ) et en Tunisie (approximativement 1 000).

Et les deux rabbins que j'avais rencontrés avec mon ami Bassel à Kamichli, il y a maintenant trente ans, que sont-ils devenus ? Vivent-ils encore ? Si c'est le cas, ce n'est probablement pas en Syrie : la petite communauté juive de Kamichli a aujourd'hui complètement disparu.

Le drame des chrétiens d'Orient

Maaloula, à une soixantaine de kilomètres à vol d'oiseau au nord-est de Damas, 1 500 mètres d'altitude, 1988

Le père Michel, un tout petit curé vêtu d'une soutane élimée, nous accueille avec son sourire malin et ses yeux pétillants, mes parents et moi, à l'entrée du monastère de Mar Sarkis et Mar Bakhos : saint Serge et saint Bacchus, deux saints vénérés localement. Officiers romains d'origine syrienne, ils s'étaient convertis au christianisme et furent martyrisés. Le religieux, de rite grec catholique (que l'on appelle encore « melkite »), nous offre une délicieuse liqueur (hommage à saint Bacchus ?), dont je ne pourrais plus dire de quelle plante elle était extraite. Puis il nous fait passer par une porte très basse. Lui n'a pas à se baisser beaucoup : on dirait que le chambranle, pourtant construit il y a près de deux mille ans, a été fait exprès pour lui. Nous, en revanche, nous devons vraiment courber l'échine. « Il faut être humble pour entrer dans la maison du Seigneur », nous dit le père.

Celui-ci nous montre les icônes du ^e^{III} siècle, puis l'autel, une ancienne table de sacrifice de l'époque romaine qui a conservé ses rigoles d'origine. « L'église, nous explique-t-il, a été consacrée en l'an 320 et la cérémonie a été célébrée sur ce même autel. Depuis, elle n'a jamais cessé de fonctionner. C'est la plus ancienne en service dans le monde chrétien. Nous avons soumis des échantillons des portes et des poutres de la charpente à des analyses dendrochronologiques⁹ et avons ainsi eu la preuve que les arbres dont elles sont faites poussaient il y a près de deux mille ans. »

Ce lieu chargé d'histoire et de spiritualité a été profané en septembre 2013 par des jihadistes du Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, lors de la prise de la ville. Ses rarissimes icônes ont été détruites ou détériorées de façon irréversible. Ce sacrilège s'ajoutait aux exactions commises contre les habitants.

À l'époque où je servais en Syrie, on parlait encore l'araméen, la langue de Jésus-Christ, à Maaloula. Mais sa survie était déjà menacée : les nouvelles

générations la comprenaient, mais ne la parlaient plus.

On pratiquait aussi l'araméen, avec quelques variantes, dans le nord-est de la Syrie. Il s'agissait d'Assyriens, dont les grands-parents ou arrière-grands-parents avaient, comme j'y ai fait allusion, fui les massacres organisés par la Turquie. Un jour, mes parents et moi eûmes l'occasion d'assister à une messe dans une église de la vallée du Khabour, un affluent de l'Euphrate, au sud de Hassaké. Quand nous entrâmes dans l'édifice, par une porte latérale que nous croyions plus discrète, plusieurs centaines de paires d'yeux noirs se braquèrent sur nous. L'église était divisée en deux moitiés, non pas de part et d'autre de l'allée centrale comme en France, mais de façon transversale : les hommes, couverts de leur keffieh blanc, tels autant de saint Joseph, occupaient la moitié avant de l'église ; les femmes, coiffées de leur mantille noire, remplissaient celle du fond.

À partir de février 2015, Daech a occupé pendant plusieurs mois la trentaine de villages assyriens de la vallée du Khabour, contraignant la plupart des habitants à la fuite, tandis que quelques dizaines d'autres étaient pris en otages.

Pendant mon séjour en Syrie, je m'étais attaché tout particulièrement à un lieu où l'Esprit paraissait souffler encore plus qu'ailleurs : Notre-Dame de Saidnaya, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Damas. Fondé au ^{vi}^e siècle par l'empereur Justinien, ce couvent est desservi par des sœurs de rite grec orthodoxe. Il renferme une rare icône représentant la Vierge à l'Enfant, à laquelle on prête des vertus miraculeuses. De ce fait, une multitude d'ex-voto représentant de petites béquilles ou d'autres symboles de guérison sont fixés au mur. Chrétiens, mais aussi musulmans, s'y pressent lorsqu'ils sont confrontés à des situations désespérées. On se déchausse pour pénétrer dans le sanctuaire, comme dans une mosquée.

En novembre 2013 et en janvier 2014, ce sanctuaire à vocation interreligieuse serait cependant la cible du Front al-Nosra, dont les roquettes causeraient quelques dommages.

Jérusalem, Yerushalayim, Al-Qods, ville trois fois sainte, « nos yeux nomades se tournent vers toi, ô ville de la paix », chantait Fairuz, avec sa voix incomparable. M'y voici, en quête d'inspiration : en ce mois d'avril 1992, je viens d'être chargé d'une mission sur les réfugiés palestiniens. Après une visite au mur des Lamentations, au pied de l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les juifs), je me rends au Saint-Sépulcre.

L'église de la Résurrection, qui, selon la tradition, renferme les lieux où le Christ a été crucifié puis enseveli, est envahie par une foule compacte. Pas facile de s'y concentrer, bousculé que l'on est par les touristes bruyants et colorés venus du monde entier, qui photographient tout et n'importe quoi. Les

marchands de bibelots kitch, descendants en droite ligne de ceux que Jésus a chassés du Temple, sont venus y troubler son repos. Il faut faire un énorme effort d'imagination pour reconstituer le mont Golgotha, retaillé en un cube de marbre, ou la tombe du Christ, enfumée par une multitude de lampes. Malgré tous ces obstacles, on ne peut s'empêcher d'être submergé par l'émotion dans ce lieu empreint de la foi de ceux qui, pendant des siècles, sont venus y conforter leur espérance.

Le maillage du sanctuaire par les différentes communautés, qui s'y disputent le moindre centimètre carré, résume bien les divisions de la chrétienté. Le « Statu quo » qui régit les lieux a pour origine un firman édicté par le sultan ottoman en 1852, ensuite confirmé par plusieurs traités internationaux. Il donnait le pas aux Grecs orthodoxes, dominants dans l'Empire ottoman, sur les Arméniens et même sur les catholiques latins, représentés en l'occurrence par les Franciscains, qui avaient pris possession des lieux au ^{xiv}^e siècle. Plus tard, ces trois principales communautés firent une petite place aux coptes égyptiens, aux Éthiopiens orthodoxes et aux syriaques. On distingue les prêtres de ces différentes obédiences par les couvre-chefs dont ils se parent.

Mais aucune d'entre elles ne possède les clés de l'église, confiées, après la reconquête de Jérusalem par Saladin, en 1187, à deux grandes familles musulmanes, les Nousseibeh et les Joudeh. Plus précisément, les premiers détiennent la clé, tandis que les seconds gardent la porte. Sinon, ce serait trop simple. Ce statu quo est symbolisé par une échelle de bois posé sur un balcon de la façade romane, que personne n'ose retirer de peur de déclencher une nouvelle guerre à coups de balai et d'encensoir, comme il s'en est produit il n'y a pas si longtemps. Heureusement, cette organisation complexe n'a pas empêché la restauration, achevée en 2017, des parties les plus sensibles du Saint-Sépulcre.

La France jouit d'un statut particulier à Jérusalem, qui a pour origine les « capitulations », c'est-à-dire les concessions, accordées par le sultan ottoman au roi de France à partir du début du ^{xvi}^e siècle. Près de quatre cents ans plus tard, elles trouvèrent leur prolongement dans les accords de Mytilène (1901) et de Constantinople (1913) conclus entre la République et la Sublime Porte. Ces textes ont donné à la France un droit de protection diplomatique sur un certain nombre d'établissements catholiques en Terre sainte, cent trente au total. Reconnus dès sa création par l'État d'Israël (correspondance Chauvel-Fischer en 1948-1949), ils sont toujours en vigueur. Outre l'extraterritorialité, ils confèrent aux établissements figurant sur la liste des avantages très pratiques, fiscaux notamment. Lorsque j'étais le numéro 2 de la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ANMO) au Quai d'Orsay, je veillais à ce qu'ils ne fussent pas

perdus de vue. De façon anecdotique, ils valent à notre consul général à Jérusalem (qui représente aussi la France dans les territoires palestiniens) des honneurs liturgiques au Saint-Sépulcre.

Au-delà de la protection des communautés catholiques, ces accords, pourtant signés par des gouvernements laïcs, sont un élément de l'influence française au Proche-Orient. Ils ne sont pas une survivance folklorique et doivent être préservés.

La séparation entre orthodoxes et catholiques a pour toile de fond l'éclatement de l'Empire romain entre empire d'Orient et empire d'Occident dans les premiers siècles de la chrétienté. En 330, l'empereur Constantin avait fondé Constantinople sur le site de l'antique Byzance, pour suivre la translation vers l'est du centre de gravité économique et culturel de l'Empire, mais aussi échapper à la pression des barbares, qui menaçaient Rome après en avoir été les mercenaires. L'Empire eut ainsi deux capitales. Mais, en 395, à la mort de l'empereur Théodose, il se sépara en deux parties, chacune avec son empereur, l'un à Constantinople, l'autre à Ravenne (à partir de 402).

Les chrétiens relevaient, au milieu du v^e siècle, de cinq patriarches, dont les plus influents étaient celui de Rome – qui prit le nom de pape – et celui de Constantinople. Des querelles théologiques, que l'on appela bientôt « byzantines », les opposèrent. Mais le schisme ne fut consommé, officiellement, qu'en 1054, lorsque le légat du pape, le cardinal Humbert de Moyenmoutier, osa déposer sur l'autel de Sainte-Sophie à Constantinople une bulle excommuniant Michel Cérulaire, le patriarche byzantin. C'est après cet épisode que les quatre patriarchats orientaux prendraient le nom d'« orthodoxe », c'est-à-dire « de la juste pensée », face à l'église de Rome, qui restait sur ses positions.

L'Orient se vide de ses chrétiens. Cette hémorragie, commencée au début du xx^e siècle, s'est accélérée au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, on ne dénombre plus que de 9 à 14 millions de chrétiens dans les pays à majorité musulmane, soit 3 ou 4 % de la population, alors qu'au début du xx^e siècle ils en représentaient un habitant sur quatre. Comment en est-on arrivé là, sur des terres où le christianisme est né et s'est développé à partir du I^{er} siècle de notre ère ?

Dans les parties de l'Empire byzantin conquises par les musulmans au vii^e siècle, les chrétiens ont d'abord plutôt bien accueilli les nouveaux venus, qui les ont délivrés de la tutelle tatillonne de Constantinople. Dans les premières décennies de l'islam, il n'y a pas eu de conversions forcées, ou très peu. Les deux cultures se sont mutuellement enrichies. Pendant les soixante-dix premières années du règne omeyyade, le grec est resté en usage dans l'administration. La

mosquée des Omeyyades de Damas, construite à partir de 705, porte la marque de l'art byzantin. Cette situation a perduré, bon an mal an, sous le règne des Abbassides, à Bagdad, mais s'est détériorée avec l'arrivée des Seldjoukides.

Venus des steppes d'Asie centrale à partir du XI^e siècle, ceux-ci s'emparèrent du pouvoir à Ispahan, Bagdad et Damas, réduisant le calife à un rôle symbolique. Leur politique intransigeante à l'égard des chrétiens suscita l'appel à la première croisade. Dès lors, les chrétiens d'Orient furent perçus comme les alliés des croisés. Cependant, des dissensions apparurent bientôt entre les uns et les autres.

Après la chute de Constantinople, en 1453, les Ottomans imposèrent aux chrétiens et aux juifs le régime de la *dhimma* : les fidèles des deux communautés pourraient pratiquer leur religion moyennant le paiement de la *jizya*. Ils devenaient ainsi des sujets tolérés, mais de seconde zone. Entre 1894 et 1896, d'effroyables massacres d'Arméniens préfigurèrent le génocide de ce peuple, planifié et mis en œuvre en 1915 et 1916. Aux yeux des Jeunes-Turcs alors au pouvoir, il s'agissait d'éliminer une population qui menaçait l'unité de la nation et collaborait avec l'ennemi russe. Les autres communautés chrétiennes et les yézidis ne furent pas épargnés. Selon un bilan dressé par l'un de ses commanditaires, le génocide aurait fait 1,2 million de victimes au sein de la seule communauté arménienne. Les Kurdes, qui se présentent volontiers aujourd'hui en protecteurs des chrétiens, ont participé à certains de ces massacres.

Dans les années 1950 à 1970, les chrétiens s'accommodèrent aisément des idéologies nationalistes arabes, laïques et qui prônaient l'unité du monde arabe, sans distinction de confession. Le parti Baas fut d'ailleurs cofondé par un chrétien irakien, Michel Aflak, et un sunnite syrien, Salah Bitar. Mais l'échec des régimes issus de cette idéologie fut suivi par la montée de l'islamisme politique, que les gouvernements en place tentèrent de ménager. C'est ainsi par exemple que la charia fut introduite dans la Constitution égyptienne dès 1971 sous le régime du président Sadate. Dans la quasi-totalité des pays arabes ou musulmans, il existe des discriminations juridiques en faveur des musulmans, qui ont pour effet de prolonger, d'une autre façon, le statut de « *dhimmi* » des chrétiens : ou bien la charia est source de loi, ou bien l'islam est religion d'État, ou encore la construction, voire la réparation, d'églises est interdite ou sérieusement compliquée. Bien souvent, au-delà du droit, les discriminations portent, dans la pratique, sur l'accès à certains emplois et l'attitude de l'Administration, qui peut aller de la mauvaise volonté jusqu'à des formes de harcèlement.

Lors des conflits qui ont dévasté l'Orient au cours des dernières décennies, les chrétiens ont parfois été perçus dans l'imaginaire des populations musulmanes comme les alliés de l'Occident et y remplacèrent les juifs, quasiment disparus, dans le rôle d'ennemis intérieurs.

Les guerres d'Irak et de Syrie et la montée du terrorisme ont entraîné un nouvel exode des chrétiens. En Irak, ceux-ci, qui étaient encore près de 1 million lors de ma prise de fonctions en 2003, ne sont plus aujourd'hui que 300 000. Plusieurs attentats meurtriers contre la communauté chrétienne ont marqué les esprits. Citons l'assaut contre l'église Notre-Dame-du-Salut à Bagdad en octobre 2010 qui a fait une cinquantaine de victimes, dont les deux prêtres qui célébraient la messe, ou encore les attentats contre deux églises coptes en Égypte, à Tanta et Alexandrie, le dimanche des Rameaux, en avril 2017, qui ont fait quarante-cinq morts. Mais il ne s'agit là que de deux attaques parmi les dizaines qui ont endeuillé les coptes d'Égypte ces dernières années.

L'avenir de ces communautés est sombre, sauf là où leur poids reste significatif. C'est le cas au Liban, où pourtant les chrétiens ont perdu en influence politique depuis les accords de Taëf, en 1989. Ça l'est aussi en Égypte, où la communauté copte, en dépit des attentats qu'elle a subis, connaît un vrai dynamisme. Elle est cependant exposée à deux risques : celui d'une trop grande proximité avec le pouvoir en place et celui d'un repli communautaire. Il faut enfin saluer l'optimisme inébranlable des dominicains d'Irak, qui ont fondé ces dernières années l'Académie de Bagdad pour les sciences humaines, ouverte aux Irakiens de toutes les confessions. C'est un projet dont ils me parlaient déjà dans les années 2003-2006. On imagine l'énergie et le courage qu'il leur a fallu pour le mener à bien.

Au total, avec l'exode des juifs, des mandéens-sabéens, des yézidis et des chrétiens, c'est la biodiversité culturelle de l'Orient qui disparaît, et avec elle une grande partie de son identité. Ces communautés, installées dans la région bien avant l'islam, la rattachaient à ses racines historiques plongées dans la nuit des temps. Le monde arabo-islamique se replie sur lui-même.

L'apprentissage du Coran

C'est en Syrie que j'ai lu et relu le Coran. Il m'avait en effet semblé qu'on ne pouvait prétendre bien connaître l'arabe classique sans avoir lu le Livre sacré, qui, aux yeux de tous les musulmans, est la référence suprême en matière grammaticale. Par exemple, le pluriel « prophètes » se conjugue au féminin singulier : « ja'at ar-roussoul », les prophètes, elle est venue. Pourquoi ? Parce

que c'est ainsi dans le Coran. C'était mon seul différend avec mon professeur d'arabe, une chrétienne, qui ne l'avait jamais lu et ne voulait pas le faire. Il existe de nombreuses traductions du Livre sacré, mais aucune n'est satisfaisante : ou bien le traducteur privilégie l'élégance et tente de saisir le sens du texte, mais il peut faire des erreurs d'interprétation ; ou bien il préfère coller au texte, mais tombe dans le charabia. J'avais choisi une version de compromis, qui avait aussi l'avantage de présenter la traduction en français en regard du texte original en arabe. Ceci me permettait d'éviter de consulter trop fréquemment le dictionnaire.

Souvent, à Damas, je me rendais dans une mosquée, Coran sous le bras. L'ambiance de recueillement propre à ce type d'endroit me paraissait propice à la lecture. En fait, je fréquentais plusieurs mosquées, où je tentais de saisir l'atmosphère des différents quartiers de la capitale. La présence de ce « Frangie » (Franc, en fait, étranger) intriguait les imams (et plus encore sans aucun doute les *moukhabarat*¹⁰ qui surveillaient les mosquées). Souvent, l'imam venait me voir et me demandait :

« Tu es musulman ?

— Non, mais je m'intéresse à l'islam et au Coran.

— Si tu as des difficultés pour comprendre tel ou tel verset, n'hésite pas à venir me voir », me disait-il encore.

Un petit village de l'est de la France, 15 août 1989

En cette fête de l'Assomption, des dizaines de paroissiens ont pris place sur des bancs disposés en arc de cercle dans l'avant-cour de ma maison, face à l'autel fleuri par les dames du village : tous les deux ans, depuis une époque lointaine que personne ne peut dater, une messe de secteur rassemblant les paroisses environnantes se tient en ce lieu et à cette date.

« Aujourd'hui, m'avait averti le curé, c'est vous qui prononcerez l'homélie. C'est normal, puisqu'on est chez vous.

— De quoi voulez-vous que je parle ? lui demandai-je.

— Vous pourriez partager avec nous votre expérience de dialogue avec les croyants des autres religions dans les pays où vous avez été en poste. »

Lorsque vint mon tour, après la lecture des Évangiles, je me présentai devant le micro, avec sous le bras un livre de messe en arabe, la Bible et le Coran. Je commençai ma démonstration : « Lorsque les chrétiens d'Orient disent la messe en arabe, ils appellent Dieu "Allah", comme les musulmans. Allah n'est donc pas le Dieu des seuls musulmans, mais aussi celui des chrétiens arabes. Les chrétiens syriaques ou chaldéens, lorsqu'ils récitent la messe en araméen, la

langue du Christ, disent “Allaha”. C’était ainsi que Jésus lui-même appelait Dieu. Et c’est le même mot, car, dans les langues sémitiques, comme l’arabe, l’araméen ou l’hébreu, la racine des mots est composée uniquement de consonnes et ce sont celles-ci que l’on écrit¹¹. Prenons la Torah, la Bible en hébreu. Le premier verset dit : “Au commencement, Elohim créa le ciel et la terre.” Elohim, qui, grammaticalement est un pluriel, veut dire “Dieu”. Il est issu de la même racine que Allah et Allaha : ALH. Ces trois lettres se prononcent : en arabe : *alif, lam, ha* ; en hébreu : *alef, lamed, hé* ; en araméen : *alaf, lamad, hé*. Ce sont les mêmes, et cela montre que c’est bien le même Dieu que prient les fidèles des trois religions. Et c’est bien là l’essentiel, en dépit de toutes les luttes qui les ont opposés. »

Puis je pris le Coran et lus quelques versets de la sourate XII, celle de Joseph, fils de Jacob qui, vendu par ses frères ivres de jalousie, deviendra vice-roi d’Égypte. « Cette sourate, expliquai-je, est très proche du texte de la Genèse : “Ô mon père, j’ai vu onze étoiles, le soleil et la lune, oui je les ai vus se prosterner devant moi”, dit Joseph lorsqu’il raconte à son père le songe qu’il vient de faire. »

Puis je récitai un extrait de la sourate XIX consacrée à Marie : « Les douleurs la surprirent au pied d’un palmier », et c’est là qu’elle donna naissance à Jésus.

Mon intervention suscita des réactions contrastées, dans cette région de foi vive et traditionnelle : « Quand on vous a vu arriver avec votre Coran sous le bras, me dit un agriculteur avec un bon accent comtois, on a eu très peur. On s’est dit : “On les a arrêtés à Poitiers en 732, et les voilà qui reviennent jusque dans notre petit village.” Mais bon, ensuite, vous vous êtes rattrapé. »

Près de trente années ont passé depuis cette messe de secteur, et il faut bien reconnaître que le dialogue entre les trois religions du Livre n’a guère progressé. Trop de sang a coulé entre-temps sous les ponts du Tigre, de l’Euphrate et du Nil ou à l’intérieur des remparts de Jérusalem.

Durant mon long périple sur les terres qui ont vu naître le monothéisme, j’ai rencontré un grand nombre d’hommes de religion, mais peu d’hommes, ou de femmes, de Dieu. Parmi ces derniers, des religieux et religieuses de foi chrétienne, que j’ai croisés en Algérie, en Irak et en Afghanistan, ont forcé mon admiration par leur humilité, leur abnégation et leur ouverture envers les musulmans, en dépit des contraintes, et parfois des vexations, qu’ils subissaient. Dans cette catégorie des hommes de Dieu, je range aussi plusieurs de mes interlocuteurs musulmans, sunnites et chiïtes, que j’ai connus en Bosnie et en Irak, plus particulièrement.

Au bilan, les trois religions du Livre, au cours de leurs quatorze siècles de coexistence, ont plus attisé les conflits qu'elles ne les ont apaisés. C'est au nom du Christ que les croisés ont massacré la population musulmane et juive de Jérusalem en 1099. Toujours en se réclamant de lui que les conquérants espagnols ont exterminé les Indiens d'Amérique du Sud, dont l'or resplendit aux plafonds des basiliques de Rome. La tolérance de l'islam a varié selon les époques et les courants, mais a toujours été relative. L'islam a rabaisé les juifs et les chrétiens à un statut inférieur, leur a infligé des discriminations. Il interdit de tuer, mais le permet à l'encontre de ceux qui sèment la corruption sur la terre¹², en laissant n'importe lequel de ses fidèles juge de ce qu'est la corruption. C'est en exploitant, abusivement, de telles ambiguïtés que les terroristes d'Al-Qaïda et de Daech invoquent le nom de Dieu pour commettre les pires atrocités. Quant au judaïsme, certains de ses fidèles s'en réclament pour dénier aux Palestiniens le droit de vivre sur une terre qui n'aurait été promise qu'à eux.

La religion répond à une soif d'absolu, de perfection et d'éternité. Elle préconise en principe le bien. Mais, dévoyée, elle a parfois exacerbé chez l'homme – limité, imparfait et mortel – ses plus sombres instincts. Dieu a été trahi par celui qu'il a créé, ou qui l'a créé.

Notes

1. Alors président de la République d'Irak, Jalal Talabani avait été reçu par le président Chirac le 2 novembre 2006.

2. Les ibadites, que l'on trouve en Oman et dans le Mزاب, autour de Ghardaïa, en Algérie, seraient issus des kharijites.

3. À vrai dire, le passage du Coran le plus souvent invoqué (sourate IV, verset 29) est ambigu. L'injonction « *La taqtoulou anfousakoum* », littéralement « Ne tuez pas vous-mêmes », peut signifier « Ne vous suicidez pas » aussi bien que « Ne vous entretuez pas ». Mais les docteurs de l'islam citent aussi de nombreux hadiths (paroles du Prophète) proscrivant le suicide.

4. Né en 1930 à Mashhad, en Iran, l'ayatollah Sistani est le chef de la Marjaiya (la « Référence ») de la ville sainte de Najaf, et à ce titre l'autorité religieuse chiite la plus influente d'Irak, où il réside depuis plusieurs décennies.

5. En 2018.

6. Le soufisme désigne un courant spirituel et intérieur de l'islam sunnite. Les confréries soufies sont présentes de l'Afrique du Nord ou subsaharienne au Pakistan.

7. Militaires du gouvernement régional du Kurdistan.

8. « Ascension » en hébreu, c'est-à-dire immigration en Terre sainte, en Eretz Israël.

9. Méthode de datation du bois.

10. Agents des services secrets.

11. La lettre « alif » n'est qu'un support, la voyelle pouvant être « a », « ou » ou « i ». Elle est donc considérée comme une consonne.

12. Coran V, 32 et 33.

À l'ombre du mont Qassioun¹, ou le drame syrien

La Syrie se révolte

18 mars 2011. Une « journée de la dignité » a été proclamée ce vendredi dans tout le pays. Des milliers de personnes défilent à Alep, Damas, Homs, Baniyas et surtout à Deraa, dans le sud, non loin de la frontière jordanienne. Une quinzaine d'enfants y ont été arrêtés deux semaines plus tôt pour avoir tagué sur le mur de leur école un slogan visant Bachar : « *jaï alek ed dor, ya doctor* », « c'est maintenant ton tour, docteur » (Bachar est médecin ophtalmologiste). Trois d'entre eux, Bachir, Nayef et Ahmed, ont signé leur graffiti. Passés à tabac, ils ont été contraints de dénoncer leurs camarades. Plusieurs d'entre eux ont subi des violences. On les a fouettés sur la plante des pieds avec des câbles électriques. On leur a arraché les ongles. Le chef du clan des gamins, les Abazeid, se rend alors auprès du responsable local de la sécurité, un cousin de Bachar, paraît-il. Il s'entend répondre : « Les gosses, tu peux les oublier. Vous en referez d'autres. Et si vous n'y arrivez pas, amenez-nous vos femmes. Nous nous en occuperons. » Cette fois, c'est l'honneur qui est atteint. C'en est trop. La scène se colporte, de maison en maison, de rue en rue, de quartier en quartier. Lors de la prière du vendredi, les hommes crient « *Allah Akbar* », puis descendent dans la rue. Avec eux, quelques adolescents et des enfants.

Ben Ali avait pris la fuite le 14 janvier précédent. Moubarak avait démissionné le 11 février. Mais la Syrie, elle, n'avait pas bougé jusque-là, ou presque. Tout au plus quelques dizaines de manifestants, çà et là, qui réclamaient « Dieu, la Syrie, la liberté, et c'est tout ».

Le 18 mars, à Deraa, les forces de l'ordre tirent pour la première fois à balles réelles sur la foule. On ramasse les premiers morts. Quatre au moins. Plusieurs dizaines de blessés sont soignés dans les hôpitaux. Les jours suivants, la

situation s'envenime dans tout le pays. Les manifestations se font plus violentes et la répression plus brutale. À Deraa, les protestataires déboulonnent une statue de Hafez al-Assad. Crime de lèse-majesté, inconcevable naguère. Le palais de justice et plusieurs bâtiments officiels sont incendiés. On voit apparaître des slogans demandant la chute du régime : « *Irhal, irhal, ya Bachar* », « Va-t'en, va-t'en, Bachar ». Mais on lit aussi : « Pas de terrorisme, on veut la liberté. » Début avril, des policiers sont tués, pour la première fois. L'armée est envoyée pour prendre la ville rebelle. Mais plusieurs soldats font défection et affrontent les troupes qu'ils viennent de quitter.

Quelques mois plus tard, le régime apparaît vraiment en danger. Il a perdu le contrôle de régions entières : la frontière avec la Turquie lui échappe, puis Alep, puis l'Est, tandis que les Kurdes renforcent leur emprise en Jéziré, dans le nord, entre le Tigre et l'Euphrate. Pour discréditer l'opposition aux yeux de la communauté internationale et la diviser, Bachar al-Assad fait libérer dans le courant du printemps et de l'été 2011 des centaines de jihadistes. Un peu après, on verra certains d'entre eux à la tête de groupes radicaux, voire terroristes. Parmi eux, Abou Mohammed al-Joulani, qui créera quelques mois plus tard le Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. Fin 2012-début 2013, alors que le régime ne contrôle plus que la « Syrie utile », on commence à parler dans les cercles du pouvoir d'un repli autour du fief alaouite, dans le nord-ouest du pays, si Damas venait à tomber.

Depuis Kaboul, où j'ai pris mes fonctions en février 2011, je suis la situation avec anxiété. Des souvenirs refont surface.

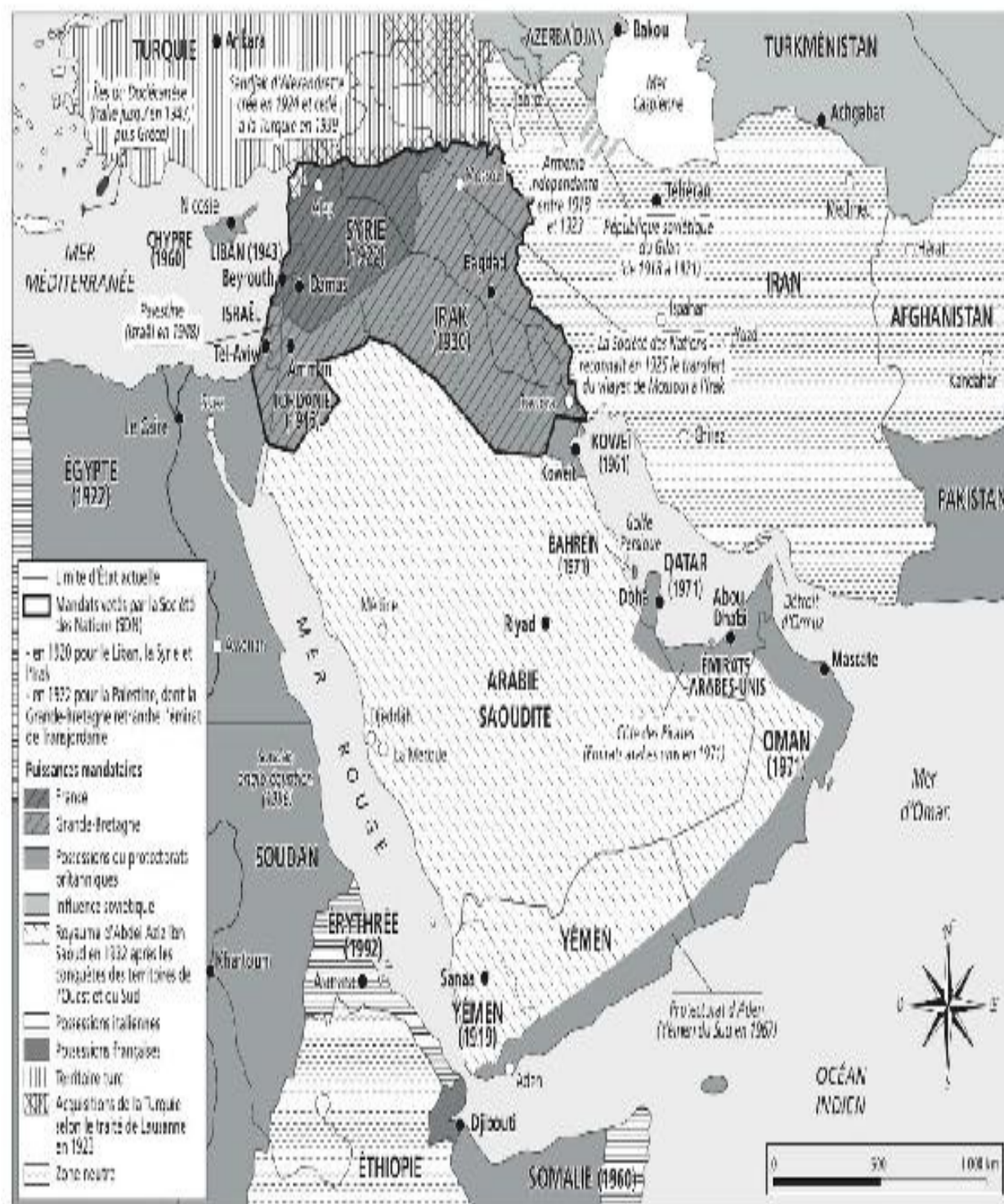
En Syrie, vingt-trois ans plus tôt : à la découverte de la société syrienne

Si rien au départ ne me prédestinait à faire l'essentiel de ma carrière dans le monde arabo-islamique, j'avais *a priori* moins de dispositions encore pour servir en Syrie. Je m'étais en effet juré de ne pas y mettre les pieds ou, tout au moins, de ne jamais serrer la main de ses représentants officiels. C'était en septembre 1981. Je venais d'apprendre l'assassinat de Louis Delamare. J'en avais été un proche collaborateur deux ans auparavant au service d'information et de presse du Quai d'Orsay qu'il dirigeait alors.

Ce jour-là, le 4 septembre 1981, à 13 h 30, Louis Delamare, ambassadeur de France à Beyrouth, venait de quitter son bureau du quartier Clemenceau pour la résidence des Pins. Son véhicule, une 604 « pierre de lune », était conduit par un chauffeur libanais. Il passa devant l'hippodrome, non loin d'un point de contrôle syrien. Une BMW noire lui barra la route. Trois hommes en descendirent. L'un

d'entre eux tenta d'ouvrir la portière côté passager. Mais celle-ci était verrouillée de l'intérieur. L'homme déchargea une rafale à travers la vitre. L'ambassadeur fut touché de onze balles. Il décéderait dans un hôpital voisin vingt minutes plus tard.

PROCHE- ET MOYEN-ORIENT MANDATAIRES (VERS 1920)



Pour Paris, il ne faisait aucun doute que le commanditaire se trouvait à Damas. L'ambassadeur avait payé ses efforts pour rétablir la paix au Liban. Il se savait menacé. Mais il ne voulait pas d'escorte ni de voiture blindée. « Si l'ambassadeur doit se protéger, disait-il, c'est la fin de la diplomatie. »

À Paris, le choc fut immense. Le Quai d'Orsay secoué. Le service de presse plongé dans le deuil. Marie-Thérèse et Martine, les secrétaires de Louis Delamare, que celui-ci n'avait pourtant pas ménagées, étaient en larmes. Elles savaient les qualités humaines que leur ancien patron cachait sous ses airs de Normand bourru. Mes relations avec lui avait été orageuses, car, s'il avait mauvais caractère, j'avais le sang chaud, et on connaît la devise des Lorrains : « Qui s'y frotte s'y pique. » Un jour, le ministre du moment, Jean François-Poncet, voulut connaître pour le lendemain matin (comme d'habitude) l'ensemble des commentaires de la presse française et internationale sur l'élection, qui venait d'être décidée, du Parlement européen au suffrage universel. Après y avoir travaillé toute la nuit, j'étais venu, à la première heure, présenter le dossier au directeur. Le ton était vite monté :

« Comment voulez-vous qu'un ministre lise un tel pavé ?

— Il y a un sommaire et une note de synthèse. Le ministre y trouvera facilement ce qu'il cherche, et puis, si vous n'êtes pas content, c'est la même chose.

— Foutez-moi le camp !

— D'accord. Je m'en vais. Mais je ne remettrai pas les pieds ici tant que vous ne m'aurez pas fait des excuses. »

Je quittai le bureau en claquant la porte, puis rentrai chez moi. Le dossier fut quand même porté à François-Poncet, qui s'en dit très satisfait. Le soir, Louis Delamare convoqua tous les cadres de la direction à une réunion, dont moi, pour nous le faire savoir. Ce geste était élégant, courageux, même. J'appréciais aussi chez Louis Delamare sa totale distance à l'égard de l'esprit de cour qui régnait alors autour du ministre.

Et pourtant, quand le « Quai » décida de m'envoyer à Damas, je n'opposai aucune résistance. Oubliés, les serments faits à moi-même sous le coup de la colère. J'allais en serrer, des mains tachées du sang de mon ancien patron, dont celle du probable commanditaire de son assassinat ! Ce furent mes premiers pas dans la Realpolitik.

Alors que je terminais une année sabbatique à Harvard, au début de 1986, je reçus un appel du directeur du personnel, Michel Drumetz : « Vous avez mangé votre pain blanc, mon cher Bernard. Maintenant, il vous faut consentir à un poste plus difficile. » Curieusement, je n'ai eu aucun moment d'hésitation. Je ne m'attendais pas à cette proposition, mais j'eus aussitôt envie de découvrir un

pays dont je connaissais un peu l'histoire et une région dont j'ignorais tout. Un pays difficile ? Je savais combien cette appréciation pouvait être subjective.

Une fois sur place, je me suis vite rendu compte que ce n'était pas le cas, bien au contraire. On était accueilli en Syrie à bras ouverts, dans tous les milieux et toutes les communautés, à l'exception de l'alaouite, plus fermée, et du cercle dirigeant. « Chez nous, nous aimons les étrangers », me disait-on en Syrie. Je n'ai jamais entendu une telle phrase ailleurs.

Cette xénophilie singulière, il faut en rechercher l'origine dans les racines profondes de ce pays. La civilisation y est née, grâce à la mer, au commerce du blé, qui y poussait naturellement, et celui de la laine. Le mouton était domestiqué en Palestine dès le ^e siècle avant J.-C. Très tôt, les Syriens ont été confrontés aux étrangers. Ils avaient besoin du commerce pour survivre.

La Syrie est un empilement extraordinaire de civilisations, dans lequel l'islam ne représente que l'une des couches les plus récentes. La transition entre l'ère byzantine et la période musulmane s'est faite de façon progressive. Les Omeyyades, qui ont régné, on s'en souvient, sur le monde arabe de 661 à 750, s'attachèrent plus à arabiser le pays qu'à l'islamiser. Pendant cette période, l'islam est entré en contact avec la pensée antique à Damas et Alep. L'Empire omeyyade en a été profondément imprégné et c'est en partie par lui que l'héritage gréco-romain, avec sa philosophie, sa littérature et sa médecine, nous a été transmis pendant le Moyen Âge et la Renaissance.

Ce passé prestigieux et ininterrompu avait créé chez les Syriens un complexe de supériorité qui contribuait à les mettre plus à l'aise encore avec leurs interlocuteurs étrangers. Nulle part ailleurs je n'ai autant ressenti la trace d'une vieille civilisation. En Syrie, on percevait dans les manières, la façon de recevoir, la cuisine raffinée, le produit d'une urbanisation très ancienne. Damas et Alep sont parmi les plus vieilles villes du monde. Cette impression, je la ressentais dans les familles de la bourgeoisie, mais aussi dans celles, plus modestes, des quartiers populaires, comme le Haret al-Midan, où l'on parle le dialecte syrien avec un accent si chantant et si drôle. On imagine avec quel chagrin j'ai vu se dérouler le désastre de ces dernières années.

Le cheval, animal prestigieux dans le monde arabe, fut pour moi un auxiliaire précieux pour accéder aux classes dirigeantes, et jusqu'à la famille présidentielle. Je ne m'étonne pas que Caligula ait nommé le sien au sénat romain ! Les grands bourgeois sunnites possédaient des chevaux. L'un d'entre eux, qui devint un ami proche, avait entrepris d'établir un *stud-book*, un registre, du pur-sang arabe syrien. Pour authentifier l'origine d'un cheval, il fallait obtenir les empreintes de trois témoins. Nous étions ainsi allés ensemble faire le tour de

quelques tribus gardiennes de vieilles lignées de pur-sang arabes. Nous avons rencontré à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, la famille Feydan, éleveuse de chevaux, qui disait avoir vendu en 1704 un étalon appelé Manak au consul d'Angleterre à Alep, Thomas Darley. Cet étalon, rebaptisé Darley Arabian, est le principal ancêtre des pur-sang anglais modernes. Enfin, des prétendus pur-sang : Darley Arabian et deux autres étalons ont été croisés avec des juments anglaises aux origines incertaines pour obtenir le *thoroughbred*. Pour les chevaux comme pour les êtres humains, la « race pure » est un mythe, et la race chevaline anglaise est bien plus mélangée que d'autres, comme le pur-sang arabe ou l'Akhal Téké.

La langue arabe a été pour moi un autre vecteur. Dans le monde arabe, comme partout ailleurs, la langue est une porte d'entrée de la culture. Il ne suffit pas de parler la langue d'un pays pour bien le comprendre. Mais à défaut, il est plus difficile de le faire. C'est pourquoi je me suis attaché à apprendre celle de chacun des pays où j'ai été en poste. Je n'étais pas spécialement doué pour les langues, contrairement à certains de mes collègues qui les apprenaient avec une facilité déconcertante. Dans mon cas, la curiosité, le travail et une oreille exercée par la musique m'ont aidé à surmonter les difficultés. Puis, à force d'apprendre des langues, on acquiert une méthode. L'un de mes camarades qui en parlait une trentaine m'avait encouragé : « Tu verras, à partir de la dixième, cela devient plus facile. » Je n'ai pu vérifier la pertinence de ce seuil, m'étant arrêté en dessous.

En arrivant en Syrie, je n'avais que des bases d'arabe classique acquises auprès d'une religieuse, sœur Lucienne Brousse, lors de mon premier séjour en Algérie. Une fois à Damas, je décidai de porter mon effort en priorité sur le dialecte local. En réalité, il s'agit d'une véritable langue, dérivée de l'arabe, comme le français du latin. Mais pour les musulmans, il ne peut y avoir d'autre langue que celle du Coran, les autres parlers étant relégués au rang de dialectes. C'est la raison pour laquelle seuls des chrétiens, comme ma professeure, Marika, consentaient à enseigner ces derniers. Le seul manuel de dialecte syrien alors disponible avait été écrit dans les années 1930 par un prêtre, Jean Kassab. Au bout de quelques mois, je le savais quasiment par cœur et commençais à me débrouiller. Mais mes expressions désuètes amusaient beaucoup en société. On imagine un étudiant étranger qui parlerait le français de l'entre-deux-guerres ! La pratique quotidienne a progressivement effacé ce travers. Au souk, quand des gamins m'interpellaient pour vendre on ne sait quoi, « *Mister, Mister* », en roulant le « r », je leur lançais : « *Ma btehki arabi enté ?* [Tu ne parles pas arabe, toi ?] — *Mbala !* [Mais si] », répondait le garçon désarçonné.

Le parler syrien est sans doute, avec l'égyptien, le plus doux du monde arabe, contrastant avec le rude accent irakien, et j'avais pris goût à le pratiquer. Mais la connaissance de l'arabe classique est indispensable pour lire les journaux, regarder la télévision et, surtout, accéder à la littérature. J'avais donc entrepris de lire les *Mille et Une Nuits* dans une version intégrale en quatre tomes rééditée à Damas en 1981. La langue y est pure, mais d'un accès relativement aisé. Une fois qu'on a lu un tel livre, on peut en aborder d'autres, plus difficiles. C'est aussi pour perfectionner mon arabe classique que j'ai lu et relu le Coran. Comme je l'ai expliqué, il ne me semble pas possible de maîtriser cette langue sans passer par cette étape.

Le fossé entre les communautés

Lors de mes pérégrinations au sein de la société syrienne, j'avais été frappé par l'intensité de la haine qu'éprouvaient les sunnites à l'égard des alaouites au pouvoir. Ce sentiment était répandu dans tous les milieux de la société, de la haute bourgeoisie des quartiers huppés de Mazzé ou Malki au petit peuple du Haret al-Midan. Un ami sunnite, aisé et qui fréquentait lui-même la famille Assad, mais dont le père avait été victime d'une purge du parti Baas, m'avait dit un jour en confidence : « Je travaille avec le pouvoir, parce que je n'ai pas le choix. Mais un jour, je vengerai mon père. » Mêmes propos dans le quartier populaire de Barzé : « Les alaouites, me dit mon hôte, sont des paysans parvenus qui oppriment le peuple et sont responsables de sa misère. Mais un jour, le peuple se soulèvera. »

Lors d'un dîner autour d'une toile cirée que l'on étendait par terre, on m'avait raconté l'anecdote suivante, bien sûr totalement fictive : Hafez al-Assad, ayant des doutes sur la fiabilité des rapports rassurants que lui faisaient ses services sur sa popularité, se rendit un soir au souk Hamidiyé, sans escorte et sous un déguisement. Comme il feignait de se plaindre de la situation et de la famille au pouvoir, tous ses interlocuteurs abondèrent dans son sens, allant même plus loin dans la critique. Perturbé par ce qu'il venait d'entendre et alors que la plupart des commerçants avaient déjà baissé leur rideau, Assad tomba dans un égout dont la plaque avait disparu, comme c'était fréquent. Ses cris attirèrent un de rares passants à cette heure avancée, qui lui tendit une corde. Sorti crotté et puant de son trou et cachant son visage avec son manteau, Assad lui dit :

« Demande ce que tu veux, et tu l'auras.

— Mais qui es-tu pour parler ainsi, demanda le vagabond, un djin ? »

Assad se découvrit alors.

« Oh, le président Assad !

— Alors, quel est ton vœu ?

— Je peux vraiment tout te demander, tout, et je ne risque rien ?

— Oui, tout ce que tu veux. Tu as ma parole.

— Alors, reprit l'autre, voici ma demande : ne dis jamais à personne que je t'ai tiré de là. »

On entendait la même chose dans toute la Syrie, de Damas à Lattaquié (dont la moitié de la population était, à cette époque, de confession sunnite), de Homs à Alep, et jusqu'aux confins de la vallée de l'Euphrate. J'avais ainsi passé une dizaine de jours dans une famille à Abou Kamal, là où le fleuve pénètre en Irak. La population y avait un grief supplémentaire : le parti pris pro-iranien de Hafez al-Assad dans la guerre opposant Téhéran et Bagdad. Mes hôtes étaient clairement pro-irakiens. En jetant du bois dans le « tannour », le four à pain local fait d'une grosse jarre de terre cuite enterrée, la mère de famille marmonnait : « Brûlez, brûlez, mes petits Iraniens ! »

Le régime syrien, alaouites et sunnites

Pour comprendre les causes profondes de la guerre civile syrienne et évaluer les perspectives de sortie de crise, il faut revenir aux fondamentaux. Les alaouites, qui exercent leur domination sur la Syrie depuis les années 1960, sont passés en quelques décennies de l'ombre à la lumière et du plus bas au plus haut, dans un étrange retournement du sablier de l'histoire.

Aujourd'hui, le régime syrien est aux mains des alaouites (10 à 12 % de la population peut-être), au point que, au fil des ans, l'appartenance confessionnelle est devenue un critère pour apprécier la réalité du pouvoir détenu par tel ou tel individu, quel qu'en soit le titre officiel : si le titulaire est alaouite, il y a des chances pour que sa position ait un vrai contenu. S'il est sunnite, il est probable que le poste soit surtout honorifique.

Les alaouites, ainsi appelés d'après Ali, le quatrième calife, gendre et cousin du prophète Mahomet, sont dérivés du chiisme, mais en sont en fait très éloignés (il ne faut pas confondre le nom de cette secte avec l'épithète appliquée à la dynastie marocaine, qui tient également son nom d'Ali, dont elle est supposée descendre par son fils aîné Hassan, comme d'ailleurs les Hachémites de Jordanie). L'origine de la secte remonte à Ibn Nousaïr, notable originaire de Bassorah (aujourd'hui en Irak), qui vivait au IX^e siècle. De ce fait, on en appelle parfois les membres les Nousaïri.

La religion alaouite est un syncrétisme de différentes religions : phénicienne,

mazdéenne, manichéenne, musulmane, mais peut-être avant tout chrétienne. Ali y incarne la divinité, comme Jésus pour les chrétiens ; on y retrouve une Sainte Trinité (Mahomet, Ali et Salman le Perse, un esclave affranchi) ainsi que nombre de saints chrétiens (en plus de la Vierge Marie, déjà présente, on l'a vu, dans le Coran) ; on y pratique la liturgie du pain et du vin ; on y célèbre Noël, l'Épiphanie, Pâques, la Pentecôte, les Rameaux. Mais on y croit aussi à la métempsychose. Cette religion rejette la charia et ne comporte pas d'interdits alimentaires, vestimentaires ou autres ; les alaouites ne font pas le pèlerinage, ne pratiquent pas les ablutions, ne récitent pas les prières, mais ont une forme de jeûne, comme les musulmans et les chrétiens.

Au total, les sunnites ne les considèrent pas comme des musulmans. Ainsi, Ibn Taïmiyya (1268-1328), un des fondateurs du salafisme, les jugeait plus infidèles encore que les chrétiens ou les juifs. Les alaouites érigent la dissimulation en vertu. C'est la *batiniya* (de la racine *batin*, « ventre »), équivalent de la *taqiya* (« dissimulation ») chiite. Elle se traduit par des rites initiatiques secrets, seulement d'ailleurs pour les hommes, les femmes n'ayant pas d'âme. La valeur accordée à la dissimulation faisait que Hafez al-Assad n'avait aucune difficulté à se rendre pour les grandes fêtes musulmanes à la mosquée des Omeyyades de Damas, ville qui valait bien ce sacrifice, comme Paris une messe pour Henri IV.

Le secret dont les alaouites entourent leur religion a suscité les pires rumeurs sur ses adeptes, réputés se livrer à toutes sortes de débauches et de déviations. Ces mystères et les soupçons d'hérésie ont exposé les Nousaïri à de terribles persécutions : 20 000 d'entre eux furent massacrés en 1317 et 10 000 en 1516 lors de la prise du pouvoir par les Ottomans en Syrie.

Le souvenir de ces massacres est resté très vif dans la mémoire collective des alaouites, réfugiés dans leur montagne, le Jebel Ansariyé, au sud-est de Lattaquié. Ce confinement a encore accru leur introversion ésotérique et leur endogamie, comme cela a été le cas d'autres montagnards hérétiques, tels nos cathares ou les bogomiles des Balkans. Poussés par la misère et méprisés, les alaouites ne descendaient de leurs montagnes que pour servir d'esclaves aux sunnites. Jusque dans les années 1950, la bourgeoisie d'Alep ou de Damas achetait des jeunes filles alaouites âgées de 8 à 12 ans pour servir de bonnes à vie. Parfois leurs parents les retiraient, une fois adolescentes, pour les livrer aux maisons de prostitution de Beyrouth. On peut donc comprendre que les alaouites, une fois arrivés au pouvoir, se soient attachés à rabaisser une classe urbaine qui avait humilié leurs mères et leurs sœurs. Un jour, une dame sunnite s'est plainte devant moi : « Mon cher monsieur, c'est vraiment affreux : depuis que ces alaouites sont au pouvoir, on ne trouve plus de domestiques. » Une autre, plus chanceuse, avait pu recruter un cuisinier alaouite : « Ne vous attendez pas à

des merveilles, m'avait-elle dit avant le dîner. Il n'est pas très doué. Mais quelle revanche d'avoir un des leurs à notre service ! »

C'est en grande partie grâce à la France que les alaouites ont commencé à s'affranchir de leur condition de sous-hommes. En effet, au début du mandat qu'il avait obtenu de la Société des Nations, notre pays avait créé un « État des alaouites », avec Lattaquié pour capitale. Cette décision avait été reçue par la majorité de cette communauté, qui se sentait peu de points communs avec les « Syriens », c'est-à-dire les sunnites, comme une mesure de protection. Les alaouites, pro-français pour la plupart (ils se sont quand même révoltés en 1921), se sont ensuite engagés comme supplétifs de l'armée française, qu'ils ont aidée à mater des soulèvements. En somme, en Syrie, ils étaient nos harkis. La III^e République a dispensé ses bienfaits dans le domaine de l'enseignement également dans les pays sous mandat. Les alaouites, dont la plupart étaient jusque-là illettrés, ont pu ainsi accéder à des écoles de formation de sous-officiers et d'instituteurs, catégories qui plus tard fourniraient son ossature au parti Baas (« la résurrection »).

Au lendemain de l'indépendance, les alaouites, prédisposés au métier des armes pendant le mandat français, se sont engagés massivement dans l'armée, ainsi que dans le parti Baas, fondé en 1943. Ils étaient attirés par la triple référence au socialisme, à la laïcité et à la nation arabe. La première était porteuse d'un espoir de justice, la deuxième relativisait l'appartenance à une religion considérée comme hérétique par la majorité musulmane, tandis que la troisième diluait l'origine communautaire des alaouites dans le vaste concept de l'arabité. Les sunnites, en revanche, n'avaient que mépris pour l'armée et l'Administration. À l'exact opposé des valeurs de la France d'Ancien Régime, ils plaçaient (et placent toujours) le commerce, qui a fait naître, comme on l'a vu, la civilisation sur les bords orientaux de la Méditerranée, au rang du plus noble des métiers.

C'est ainsi que les alaouites, après avoir noyauté l'armée par un recours systématique à la cooptation, jouèrent un rôle central dans la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963. En février 1966, les officiers alaouites écartèrent le sunnite Amine el-Hafez puis, en 1970, Hafez al-Assad l'emporta sur son rival alaouite Salah Jedid, à la faveur de Septembre noir (je reviendrai sur cet épisode). Après la prise de pouvoir d'Assad, les alaouites ne cessèrent de renforcer leur emprise, en s'appuyant sur les autres minorités, druze et chrétienne notamment, cependant domestiquées et confinées le plus souvent dans des postes mineurs, à quelques exceptions près.

La répartition des rôles qui s'était établie dans les années 1970 – les alaouites contrôlant l'armée et les « services » (l'Administration n'ayant elle-même quasiment aucune importance) et les sunnites l'économie – convenait parfaitement à ces derniers. Mais la situation a progressivement évolué au fil des ans. En effet, alors que les alaouites s'étaient longtemps contentés d'infiltrer l'armée et, surtout, les services secrets (Assad père en avait créé une demi-douzaine, rivaux les uns les autres), laissant les sunnites dominer l'activité économique, ils se sont eux-mêmes peu à peu investis dans l'économie, en utilisant le plus souvent des méthodes mafieuses. Ainsi, le cousin germain de Bachar, Rami Makhlouf, non content de faire main basse sur des secteurs rémunérateurs, comme la téléphonie mobile, devint l'un des points de passage obligés pour qui voulait faire des affaires en Syrie, accaparant les contrats les plus intéressants. On comprend pourquoi les souks de Damas et d'Alep, qui n'avaient pas bougé lors de la terrible répression de Hama quelque trente ans plus tôt, ont pris le parti des manifestants au début de l'insurrection de 2011.

Ce contexte social et culturel explique pourquoi le régime syrien est irréformable. Aux yeux des alaouites, les sunnites, communauté majoritaire, ne peuvent être associés au pouvoir que de façon faciale. Toute participation effective de leur part serait dangereuse pour les alaouites, car pouvant porter au pouvoir une majorité assoiffée de vengeance, et ceci bien davantage encore après sept ans d'une guerre civile impitoyable. Les alaouites, dans ce conflit, jouent leur survie. Lorsque le régime s'est trouvé en réelle difficulté, de la fin de 2012 à l'automne 2013, le spectre d'un retour à leur condition servile, voire de massacres, est réapparu chez eux. Cette crainte a conduit certains responsables de la communauté internationale à se préoccuper du risque d'un « Srebrenica² alaouite » et à s'interroger sur les garanties qu'il aurait été possible de donner à cette minorité. En fait, aucune n'était crédible, comme l'avait hélas démontré le précédent de Bosnie-Herzégovine.

Hafez al-Assad

Assad père s'est emparé du pouvoir à la force du poignet après avoir gravi tous les échelons de la carrière d'officier. Pourtant, il ne pouvait se prévaloir de faits d'armes glorieux : il était ministre de la Défense lors de la guerre des Six Jours, en 1967, et notre ambassadeur de l'époque à Damas lui avait même prédit un sombre avenir. Mais porte-parole éloquent d'un nationalisme arabe alors très populaire, Assad rejoignait les aspirations de millions de Syriens et bien au-delà.

Il parlait un très bon arabe classique, quoique avec l'accent syrien, qui

déforme la prononciation de certaines consonnes arabes (notamment le *dhal*, comme le font tant de nos compatriotes avec le *the* anglais, qu'ils prononcent « ze »). Ceci suscitait quelques moqueries faciles dans les pays voisins, qui pourtant ont leurs particularismes, mais pas les mêmes. Hafez al-Assad était un homme simple et austère, qui n'aimait pas le luxe, et ceci également contribuait à son image. Pourtant, c'est lui qui fit, ou peut-être plutôt laissa, construire l'immense palais présidentiel sur une sorte de « mont chauve » à Damas. Il a commencé à y recevoir ses hôtes officiels à partir de 1990. Mais il a toujours préféré résider dans sa maison, assez modeste, du quartier de Malki. Il n'a, à ma connaissance, jamais habité le palais privé construit à côté du bâtiment officiel. J'avais pu le visiter, et son luxe m'avait impressionné, avec sa piscine intérieure protégée par d'immenses vitres blindées, ses lavabos en lapis-lazuli, ses ascenseurs. Un détail m'avait intrigué, mais pas surpris : dans cet immense espace de plusieurs milliers de mètres carrés, aucun n'avait été prévu pour une mosquée...

Assad père, figé dans une attitude hiératique, du moins devant ses visiteurs étrangers, auxquels il infligeait de longs monologues, n'inspirait pas la sympathie. Il ricanait plus qu'il ne riait, et en général de ses propres traits d'humour, assez rares au demeurant. Mais il avait réussi à se bâtir une stature d'homme d'État estimé par les principaux acteurs de la scène internationale. Exigeant dans la négociation, il savait tenir la parole donnée. Prévisible et fiable, il contribuait à la stabilité régionale, ce que même son pire (ou son meilleur ?) ennemi, Israël, appréciait. Dans le pays même, Assad n'était pas aimé. Il était même souvent haï, mais il était respecté, pas toujours pour de bonnes raisons. Combien de fois ai-je entendu des Syriens, habituellement critiques, louer son hostilité à Israël, voire son antisémitisme ?

La nature du régime rendait impossible toute perspective de paix avec Israël. Assad ne souhaitait pas la guerre. Mais la paix avec Israël lui aurait retiré l'un de ses très rares motifs de légitimité aux yeux de la population ainsi, plus à court terme, que le prétexte au maintien de l'état d'urgence. La situation de non-paix était une composante incontournable de la stratégie de survie du régime. C'est encore plus vrai aujourd'hui avec un Bachar affaibli et lié par son parrain iranien : la paix avec Israël n'est pas pour demain.

Hafez al-Assad gouvernait de façon solitaire et autocratique : « Je n'ai pas de conseillers, disait-il, mais seulement des informateurs. » Il était implacable et faisait éliminer sans hésitation tout individu qui lui paraissait menacer son pouvoir. C'est ainsi qu'à Alep, puis à Hama au début de 1982, il avait laissé se développer l'insurrection, pour l'amener à se découvrir, avant de frapper sans

pitié. Son biographe britannique, Patrick Seale³, pourtant bien disposé à l'égard du régime, évaluait à 8 000 environ le nombre de victimes à Hama. D'autres sources sérieuses évoquent jusqu'à 20 000 morts.

Un jour, j'eus l'occasion d'entendre le récit du massacre par un de ses principaux acteurs, un général des services secrets syriens. Nous attendions ensemble à l'aéroport le patron de la DST, dont l'avion avait une heure et demie de retard. Aucun remords, mais au contraire, une sorte de joie fauve, des flammes dans les yeux : « Connaissez-vous Hama ? Quel dommage que vous n'y soyez pas allé juste après la bataille : il ne restait pas pierre sur pierre, sauf quelques bâtiments historiques le long de l'Oronte ! Nous avons encerclé la ville, fixé un ultimatum pour que les femmes, les enfants et les vieillards en sortent, puis nous avons détruit tout ce qui était à l'intérieur avec les chars et l'aviation. » En réalité, les familles n'avaient pas voulu se séparer, et le carnage n'avait épargné personne.

Si Assad père n'avait aucune espèce de scrupule à massacrer des milliers d'êtres humains quand cela lui paraissait nécessaire à la survie de son régime ni à en envoyer des centaines d'autres en prison, sa répression était plus ciblée que celle de Saddam Hussein. Alors que ce dernier, selon la tradition mésopotamienne, n'hésitait pas à éliminer des familles entières pour éviter les actes de vengeance des survivants, Assad épargnait les proches lorsque ceux-ci ne lui avaient pas manifesté d'hostilité particulière. Ainsi, il avait fait assassiner un de ses anciens ministres des Finances, devenu opposant. Mais il n'avait pas manqué de présenter des condoléances à sa veuve pour les quarante jours du décès de son mari. Plus : il lui avait fourni une Mercedes et payé les études de son fils, qui était un de mes amis. Il n'y avait là ni cynisme ni remords, mais simplement une forme de discernement dans la cruauté.

On imagine que le régime syrien n'avait pas grand-chose à voir avec ce que l'on peut appeler une démocratie. Un jour, un « député », qui expliquait son parcours à mon ambassadeur, commit un lapsus révélateur : « Puis le président Assad me nomma député... euh, enfin, je veux dire, euh... j'ai été élu au Parlement. » Un soir, le ministre de l'Intérieur du président Assad, Mohammed Harba, parfait francophone, nous raconta lors d'un dîner l'anecdote suivante, fictive mais révélatrice, dans laquelle il se mettait lui-même en scène. Quelques mois avant les élections législatives syriennes, le représentant d'une société japonaise vint le trouver pour lui soumettre une proposition :

« Nous Japonais savons que, lors des élections précédentes, vous avez eu des difficultés pour compiler les résultats et qu'il vous a fallu plusieurs jours avant d'y parvenir. Notre société, qui a été sélectionnée par le gouvernement japonais

pour organiser le dépouillement du dernier scrutin, peut faire la même chose en Syrie ; nous vous garantissons l'annonce des résultats, avec une fiabilité proche de 100 %, en moins de vingt-quatre heures.

— Et combien ça coûte, votre truc ? demanda le ministre syrien.

— 10 millions de dollars seulement.

— Vous êtes une belle bande de salopards ! s'exclama le ministre. Vous me demandez 10 millions de dollars pour me donner les résultats des élections vingt-quatre heures après, alors que, moi, je les ai trois semaines avant ! »

Et le ministre (le vrai) de s'esclaffer. On peut dire que sur ce plan, la situation n'a pas beaucoup changé.

Assad père ne recherchait pas le contact avec le peuple. Il l'évitait, au contraire. Il savait régner par la peur qu'il inspirait et non pas par l'adhésion à sa personne. Il tissait sa toile comme l'araignée au fond de sa caverne, tel notre Louis XI, « l'Universelle Aragne ». Il n'assistait jamais au Conseil des ministres. Il travaillait, seul, dans son bureau, parfois jusqu'à l'aube, donnant ses ordres par téléphone. Ses rares sorties faisaient faire le vide dans les rues qu'il traversait. Quand il se produisait en public, c'était, au mieux, devant une foule de policiers en civil rassemblés dans un stade dominé par l'ombre de sa propre statue dorée. Car, en dépit de sa vive intelligence et de sa simplicité naturelle, il avait fini, au crépuscule de sa vie, par céder au culte de la personnalité, laissant applaudir son nom chaque fois qu'il était prononcé, afficher en tout lieu sa photographie et ériger ses statues, même dans les endroits les plus reculés. À la fin des années 1980, la Syrie était devenue la « Syrie d'Assad », comme l'Arabie celle des Saoud.

Hafez al-Assad en voulait à la France, bien que celle-ci fût à l'origine de la promotion de sa communauté. Dès le début de sa carrière politique, il s'était démarqué de l'approche communautaire de la puissance coloniale, à laquelle adhérerait une partie de ses coreligionnaires.

« Je demanderai beaucoup à la France, déclara-t-il en juin 1990 à François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, que le gouvernement français avait dépêché à Damas, car elle nous doit beaucoup : elle a reçu en mandat un pays uni, elle l'a dépecé. » J'assistais à cet entretien en qualité de preneur de notes, et cette phrase m'est restée en mémoire.

Pour Assad, la référence implicite était celle de la « Grande Syrie », à laquelle la France s'était résolument opposée à partir de 1920, alors que la Société des Nations venait de lui confier un mandat sur les deux pays levantins. Assad n'a lui-même jamais employé cette expression, peu conforme à l'objectif officiel de l'unité arabe. Mais c'est bien la carte que dessinaient, mises bout à bout, ses différentes déclarations des années 1970 et 1980 : « La Syrie et le Liban sont un

seul pays et un seul peuple » ; « la Jordanie a été créée pour démembrer la Syrie » ; « la Palestine est la Syrie du Sud ». Cette conception explique aussi bien les tentatives d'Assad pour mettre Arafat au pas, voire l'éliminer, que son obsession libanaise.

François Scheer lui avait répondu en substance : « Le Liban, vous en avez vous-même reconnu l'indépendance ; la cause palestinienne, vous la soutenez officiellement. Mais, c'est vrai, nous avons fait des erreurs. » L'envoyé de Paris faisait allusion à une décision spécifique qu'Assad ne pardonnait pas à la France : le rattachement à la Turquie, en 1939, du sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui Iskenderoun, dont une partie de la population était (et est toujours) alaouite. Rapidement mené sous le couvert d'un pseudo-référendum, ce démembrement au détriment de la Syrie visait à obtenir la neutralité d'Ankara dans le conflit qui s'annonçait avec l'Allemagne.

Au total, c'était un personnage aux deux visages, tel Janus, qui régnait en maître absolu sur la Syrie : un homme humble, mais qui ne souffrait aucune atteinte à son autorité ; un homme habituellement lucide, mais trompé par l'image qu'il se faisait renvoyer ; un homme cruel, mais d'une grande courtoisie ; un homme rancunier, mais à la vision lointaine.

Bassel al-Assad

Bassel, le fils aîné de Hafez al-Assad, était programmé pour lui succéder. Je l'ai bien connu, mieux que son frère cadet Bachar. À ce moment-là, Bassel était le numéro 2 de la garde présidentielle, unité d'élite de 50 000 hommes commandée par le cousin germain de sa mère, le général Adnan Makhoul. Il avait 25 ans et portait le grade de capitaine. Nous nous étions rencontrés au club d'équitation de Sahnaya, à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de Damas, sur la route de Deraa, où nous pratiquions le saut d'obstacles. Bassel faisait venir de l'étranger, en particulier des Pays-Bas, des chevaux exceptionnels.

De mon côté, j'avais acheté un bel étalon gris pommelé, âgé de 6 ans. Il s'était d'abord illustré sur le champ de courses de Beyrouth et j'en avais fait, non sans mal, un cheval d'obstacles. J'obtenais malgré tout des résultats, car cet animal volait littéralement au-dessus des obstacles et effectuait les parcours en un temps record. À l'hippodrome de Beyrouth, il était connu sous le nom de « Dynamite », nom parfaitement mérité, mais qui ne seyait guère à un cheval de diplomate, surtout dans le contexte libano-syrien de l'époque. Je l'avais donc renommé « Jaouhar », comme le cheval de Jaouhar al-Saqali, conquérant arabe d'origine sicilienne qui aimait tellement sa monture qu'il lui avait cédé son nom.

Problème : sans doute maltraité dans sa vie de cheval antérieure, Jaouhar était caractériel et totalement imprévisible. Un matin très tôt, alors que nous étions à l'entraînement, comme tous les jours, soudain pris de folie, il m'avait embarqué à son triple galop de cheval de course jusque sur la route de Damas. Seule façon de l'arrêter, je l'avais déséquilibré pour le faire tomber. Il s'était effondré sur moi, avant de me traîner sous lui sur quelques mètres. Résultat : de multiples fractures et trois semaines à l'hôpital italien.

Cet incident eut au moins un effet secondaire positif : pour cacher une plaie au crâne, je me mis à porter une calotte arabe (*taqiya*, *ta'iya* selon la prononciation locale) et parfois, tant qu'à faire, une *jellabah*. Mon ambassadeur, Alain Grenier, gêné de me laisser participer dans cette tenue à des réunions ou cérémonies diplomatiques – tout en comprenant mon attitude, car il était lui aussi peu conformiste –, m'en dispensait. Ce stratagème m'a ainsi permis d'échapper pendant plusieurs semaines aux réceptions diplomatiques et aux réunions européennes, qui me barbaient au plus haut point, comme l'ambassadeur lui-même, qui jusque-là m'y déléguait. On y pratiquait en effet moins la coordination stratégique que les spéculations de café du Commerce, en premier lieu sur la santé du président Assad, qui a fait patienter le corps diplomatique pendant plusieurs décennies. À un moment, il a peut-être fait semblant d'être plus malade qu'il ne l'était afin que les candidats à sa succession, dont son propre frère Rifaat, se découvrirent, comme le vieux Goupi dans le film de Jacques Becker. C'est ainsi que Rifaat serait contraint à l'exil en 1984, une fois son frère de nouveau sur pied (sous l'Empire ottoman, un nouveau sultan s'empressait, paraît-il, de faire mettre à mort ses frères, ou au moins de les aveugler).

Mon accident de cheval ayant été suivi de quelques autres, moins sérieux cependant, j'étais devenu un abonné de l'hôpital italien, excellent au demeurant, au point que je n'avais plus besoin de donner d'explications aux bonnes sœurs qui m'y voyaient arriver. Elles s'écriraient aussitôt : « *Signor Bernardo, quel cavallo L'ucciderà !*⁴ » Bassel al-Assad ne me disait pas autre chose : « Vends ton cheval, il va te tuer. » Je ne l'ai pas fait. Question de face. Et puis, ce cheval fou était mon meilleur fixe, comme diraient les journalistes. Lorsque Bassel décida de créer son propre club, appelé Rimaya, près de Dimas, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la capitale, sur l'ancienne route de Beyrouth, dans une emprise militaire, il m'invita à l'y rejoindre aussi souvent que je le voudrais. Parfois, il passait me prendre chez moi dans une de ses voitures de sport, et nous y allions ensemble.

Mon Pégase m'a mis une fois dans une situation embarrassante : je participais à un concours officiel à l'école militaire, en présence de Bassel et du général Moustapha Tlass, ministre de la Défense. Après avoir effectué un premier parcours sans faute, j'étais descendu de cheval. Mais comme nous étions plusieurs *ex aequo*, il me fallait remonter, pour ce qu'on appelle le « barrage » (on augmente la hauteur des obstacles, mais on en réduit le nombre, pour départager les concurrents). Et là, impossible d'enfourcher ma monture, tant celle-ci, impatiente de repartir à l'assaut du parcours, se cabrait, tournoyait, ruait, comme si elle n'avait pas besoin de moi pour effectuer sa prestation. Enfin, devant un public hilare, je pus sauter sur le cheval et terminer le concours.

À Dimas, nous nous retrouvions souvent avec Bassel et ses amis, cavaliers ou pas, au *club house*, entouré de fossés où barbotaient de petits canards. Certains de ces amis sont devenus des gens importants, d'autres ont mal tourné, parfois les deux. De mon côté, j'invitais Bassel chez moi (une seule fois, il s'est rendu à l'ambassade même pour la remise d'une décoration à un ami commun, ce qui était très rare pour un membre de la famille au pouvoir, qui ne fréquentait pas le corps diplomatique). Un soir, j'avais invité Bassel à dîner dans le jardin de ma jolie maison du quartier de Malki, afin de le présenter à l'ambassadeur Alain Grenier. Nous l'attendîmes un long moment. Puis, quand il arriva enfin, vers 21 h 30, au volant de sa Porsche 928 S, il s'excusa : « Je suis venu aussi vite que j'ai pu : j'ai mis deux heures trois quarts depuis Lattaquié. » Ce soir-là, une pensée me traversa l'esprit : il se tuerait sur la route. Bassel collectionnait les voitures de sport et de luxe et aimait la vitesse. Ayant reçu à la naissance tous les dons de la nature, ou presque, et élevé au rang d'un quasi-demi-dieu, il pouvait être tenté de se croire invulnérable, voire immortel.

C'était un homme de taille moyenne, bien bâti, quoiqu'un peu trapu. Plusieurs de ses traits – son grand front, son nez assez fort, ses yeux marron et perçants, durs parfois, soulignés par des sourcils arqués – rappelaient son père, auquel il ressemblait plus que Bachar. Ses cheveux noirs bien fournis et sa barbe soigneusement taillée lui donnaient un air un peu ténébreux, qui ne déplaisait pas aux femmes. Nombreuses étaient celles qui papillonnaient autour de lui. Et en général, elles n'étaient pas vilaines. Le plus souvent, je le voyais en jean ou en tenue sportive. Mais il savait aussi s'habiller de façon élégante.

Fin et intelligent, non dépourvu d'humour, Bassel al-Assad, bien qu'ayant le goût du secret, était relativement ouvert au monde extérieur. Plus en tout cas que les autres membres de la minorité dirigeante repliée sur elle-même, quasiment inaccessible et sectaire. Au moins, lui voyageait parfois et acceptait, voire recherchait, mais dans une certaine mesure seulement, le contact avec les étrangers. En somme, Bassel avait des défauts à la mesure de ses qualités, ou

l'inverse, car le pouvoir et la notoriété exacerbent les premiers comme les secondes. Et si la nature avait fait de Bassel un homme simple, il n'aurait pas eu la force de résister à la fascination du pouvoir, à la facilité de l'argent, ni aux flatteries de sa petite cour et de son escadron volant.

Moyennement travailleur mais consciencieux, honnête, je crois, peu intéressé par les « affaires », il passait le plus souvent les matinées à son bureau et consacrait ses après-midi au sport. Excellent cavalier, il pratiquait également la voile avec brio. Ainsi, un jour, il m'avait invité à participer avec lui et quelques amis à une régate de planche à voile à Lattaquié. Il n'avait pas eu de mal à me battre à plate couture : « Mais qu'as-tu fabriqué ? », m'avait-il lancé à mon arrivée.

Bassel considérait que, pour des raisons d'image, il ne pouvait qu'être le premier cavalier du pays. Un jour où, rentrant de vacances, je lui demandais (naïvement) qui avait gagné un concours auquel je n'avais pu participer, il m'avait répondu : « Devine ? » Car, s'il avait un vrai talent équestre, il n'était pas le meilleur cavalier de Syrie. Il était surpassé par un de nos camarades syriens. Son challenger, qui refusait de tricher, a dû fuir le pays, en dépit de mes tentatives de médiation. Pour faire pression sur lui, Bassel fit arrêter son frère, lui aussi cavalier et que nous connaissions bien tous les deux. Je laissai passer quelques semaines puis tentai d'intercéder en faveur de l'intéressé. « Ça ne te regarde pas, m'avait sèchement répondu Bassel. Si tu m'en reparles une seule fois, tu ne remets plus les pieds ici. » Plusieurs démarches que j'ai faites après sa mort n'ont pas davantage abouti. Je m'entendis répondre : « Seul celui qui l'a mis là où il est peut l'en tirer. » Puis, en 2010, j'ai appris que cet ami avait été tué en prison lors d'une mutinerie. Au moment de son arrestation, il avait deux enfants en bas âge, qu'il n'a, m'a-t-on dit, jamais revus.

Vingt ans de prison, avec la mort à l'issue, pour l'assouvissement d'une petite vengeance de feu l'héritier du trône... Ainsi Bassel, en dépit de ses bonnes dispositions naturelles, mais produit par excellence d'un régime dur et autoritaire, pouvait se montrer impitoyable, voire injuste.

Les personnages troubles que je rencontrais parfois dans son entourage me rappelaient la nature du régime dont il avait vocation à prendre la tête. Un jour, alors que j'étais en compagnie de quelques amis syriens, nous vîmes arriver au club de Sahnaya une grosse voiture noire américaine, suivie d'un véhicule d'escorte cabossé et hérissé d'antennes. Aucun doute : c'était un chef des *moukhabarat*, les services secrets. En sortit un homme d'une quarantaine d'années, un peu déplumé. Les palefreniers, tremblants, lui apportèrent un cheval. Notre homme l'enfourcha, fit quelques tours de piste au galop, sauta à terre et nous rejoignit.

« *Nakhod chaï* ? [On prend un thé ?] », nous lança-t-il.

Intrigué, je tentai d'en savoir plus :

« On ne vous voit pas souvent ici.

— Non, car je sors d'un nouveau séjour de plusieurs mois à l'hôpital.

— Ah bon ? Vous étiez malade ?

— Non, un attentat. Ils m'ont mis huit balles dans la peau, mais j'en ai buté deux. »

Puis, tout d'un coup, ce personnage inquiétant passa de l'arabe au français, un français parfait, ce qui accrut ma curiosité.

« Où l'avez-vous appris ?

— À Tours. »

De retour au bureau, je n'eus guère de peine à savoir qu'il s'agissait de Jaoudat Mehri, l'homme qui était soupçonné d'avoir tué Salah Bitar, à Paris, le 21 juillet 1980. Une balle dans la nuque. Le sicaire était entré en France sous le faux nom chrétien de François Najjar, puis s'était exfiltré aussitôt après avoir commis son crime. Sa victime, cofondateur du parti Baas et ancien Premier ministre syrien, était devenu un opposant au régime. À l'époque, c'était sur l'ordre direct de Rifaat al-Assad, le frère de Hafez, que Mehri avait agi. Mais plus tard, il s'en était éloigné, alors que son patron tombait en disgrâce. Ce dernier avait voulu venger cette « trahison » en tentant de le faire assassiner, en 1983, sur l'autoroute de Mezzé. Depuis, notre sympathique personnage avait fait plusieurs séjours à l'hôpital militaire de la place des Omeyyades, où tout un étage lui était réservé. Aussitôt sur pied, il avait été nommé chef de la sécurité du palais présidentiel.

Mon histoire avec Jaoudat Mehri ne s'est pas arrêtée là. Quelques jours plus tard, il me fit une demande : « Tu as un excellent palefrenier. Peux-tu me le prêter pendant mes vacances à Qourdaha [son village dans le jebel alaouite, qui était aussi celui de la famille Assad] ? » Mon palefrenier, prénommé Bassel, terrorisé par la réputation de l'intéressé, me fit connaître son refus. Mehri le fit alors enlever et amener à Qourdaha. Bassel le palefrenier, battu puis attaché en plein soleil, parvint à s'enfuir. Il vint se réfugier chez moi, à Damas, paniqué : « Il veut me tuer », criait-il. Je suis alors intervenu auprès de Bassel al-Assad, qui accorda aussitôt sa protection au malheureux.

Au départ, la politique était bannie de mes conversations avec Bassel al-Assad. C'était une règle implicite, mais évidente pour moi, et cela a duré deux ans. Puis tout d'un coup, alors que le général Michel Aoun, chef du gouvernement de Beyrouth-Est, venait de lancer, le 14 mars 1989, sa « guerre de libération contre l'armée syrienne », Bassel m'interpella : « Tu as vu ? Aoun est complètement fou, qu'est-ce que tu en penses ? » Clairement, cela voulait dire

que Hafez al-Assad, évidemment au courant de notre relation, avait demandé à son fils d'ouvrir avec moi un canal de discussion sur le Liban. Par cette voie, nous pourrions peut-être faire passer des messages de façon informelle, mais presque directe, au plus haut niveau. Nous avons donc continué à échanger sur ce sujet, et seulement sur celui-là. Avec le recul, j'ai le sentiment que ce dialogue n'a pas produit de résultats. Mais peut-être a-t-il au moins permis d'éviter quelques malentendus et de mieux comprendre nos buts respectifs.

21 janvier 1994

Une épaisse nappe de brume enveloppait la route de l'aéroport de Damas. Une Mercedes 600 SLE la perçait à plus de 200 kilomètres/heure. Au volant : Bassel al-Assad. Il se rendait en Allemagne avec un de ses cousins, Hafez Makhoul. Derrière, le chauffeur et un garde du corps. Mais soudain, la voiture heurta le dernier rond-point avant l'aéroport. Elle fit plusieurs tonneaux sur le côté. Bassel fut tué sur le coup. Le dispositif de coussins d'air n'avait pas fonctionné. Lorsque le président libanais Elias Hraoui appela Hafez al-Assad pour lui présenter ses condoléances, celui-ci pleurait. Ce fut le seul témoignage de faiblesse et d'humanité que l'on aurait de lui. Au-delà de l'affection que son père éprouvait pour lui, Bassel emportait aussi dans la mort les espoirs que celui-ci avait placés en son fils aîné.

Bassel aurait-il épargné à la Syrie la tragédie qu'elle est en train de vivre ? À la fin des années 1980, je me demandais si l'héritier désigné serait capable de « tenir » le pays, et j'hésitais sur la réponse. Bassel, bien que préparé à l'exercice du pouvoir et en dépit de ses qualités intellectuelles, de son courage et de sa fermeté, pour ne pas dire sa dureté, et du prestige que lui conféraient ses performances sportives – même un peu arrangées –, resterait un « enfant gâté » aux yeux des grands chefs militaires et de l'oligarchie alaouite. À plus forte raison, je me suis posé la même question lorsque Bachar a été rappelé au pays, puis désigné pour prendre la suite de son frère.

Rencontre avec Bachar al-Assad

*Une propriété au pied de la montagne dans les environs de Damas,
septembre 1988*

Il était déjà 15 heures passées. Un soleil de plomb. Nous étions en nage. Nous fîmes monter les chevaux, tout aussi trempés, dans les camions. Bien contents de rejoindre la piscine, près de laquelle un généreux buffet avait été préparé. Avec

Bassel al-Assad et un groupe d'amis, nous venions de disputer un marathon dans les collines pierreuses qui entourent la capitale, où en été le sol renvoie la chaleur ardente qu'il reçoit. Nous devions partir à la fraîche, mais Bassel n'était arrivé que vers 10 heures. Pendant la course, deux de nos chevaux étaient morts d'un arrêt cardiaque. Deux chevaux européens peu adaptés à la chaleur et à la montagne. Ce à quoi il fallait ajouter le zèle des cavaliers, soucieux de montrer leur bravoure à l'héritier désigné. Mon cheval Jaouhar avait bien tenu le coup.

Puis nous rejoignîmes les invités non cavaliers pour le déjeuner. Deux d'entre eux avaient commencé en nous attendant une partie de « taoula », le trictrac syrien. Je m'assis à côté d'eux, puis le vainqueur, un jeune homme aux yeux bleus et au crâne plagiocéphale, me demanda : « *Bt'aref tel'ab ?* [Sais-tu jouer ?] — *É* [Oui], répondis-je, *bas 'ala-t-tariqa-l-frangié* [mais à la franque]. » Il y a en effet en Syrie deux règles principales, l'une assez basique et l'autre plus subtile. Je n'avais jamais pu me faire à la seconde, la *tariqa-l-mahbousa* (« à la prisonnière »), pas plus sans doute que nos ancêtres francs, êtres mal dégrossis inventeurs de la méthode plus simple à laquelle ils ont laissé leur nom.

« Qui es-tu, que fais-tu en Syrie ? me demanda mon partenaire de jeu.

— Je m'appelle Bernard, je suis un ami de Bassel et suis conseiller à l'ambassade de France. Et toi ?

— Eh bien moi, je m'appelle Bachar et je suis le frère de Bassel. »

Puis la conversation se poursuivit :

« La politique ? Ah non, moi, ça ne m'intéresse pas, c'est pour Bassel. Je veux être médecin et viens de terminer mes études à Damas. Je voudrais bien poursuivre ma spécialité d'ophtalmologiste à l'étranger, mais mon père ne veut pas que j'aille à Paris. Je ne sais pas pourquoi. Cela dit, pas à Paris, ça ne veut pas dire pas en France, non ? Tu connais une bonne faculté pour l'ophtalmologie en dehors de Paris ? »

C'est ainsi que, après avoir pris conseil çà et là, j'avais entrepris des démarches pour inscrire Bachar à l'université de Lyon. Quelques semaines plus tard, la réponse de Hafez al-Assad tomba : « Non, mon fils, tu ne m'as pas compris : quand j'ai dit pas à Paris, cela voulait bien dire pas en France. » Finalement, Bachar achèvera ses études d'ophtalmologie au St Mary's Hospital de Londres à partir de 1992.

Pourquoi le président Assad ne voulait-il pas que son fils allât étudier en France ? Un personnage proche du pouvoir m'a expliqué que, lorsque ses enfants étaient jeunes, le chef de l'État syrien était soucieux d'éviter une rivalité entre Bassel et ses frères et avait veillé à éloigner ces derniers de la politique. On répétait à Bachar, comme à Maher ou Majid, qu'il n'était pas destiné à faire de la politique et il avait lui-même fini par s'en convaincre. Pour les mêmes raisons,

on veillait à ce que son train de vie fût plus modeste que celui de son frère aîné. Il devait ainsi se contenter d'une vieille Peugeot. À Paris, il y avait quantité de Syriens et de Libanais, amis ou adversaires du régime, mais dont la présence dans la capitale française aurait pu soumettre Bachar à la tentation de faire de la politique ou l'aurait exposé à un risque d'instrumentalisation. Je n'ai jamais eu une explication plus convaincante.

Qu'aurait dit Hafez al-Assad de l'état dans lequel son cadet a plongé la Syrie ? En paraphrasant les propos qu'il tenait sur la France, on pourrait lui faire dire : « Mon fils, je t'ai légué un pays uni, indépendant et respecté ; tu l'as réduit en cendres, livré à des puissances étrangères et privé de toute influence. » Il trouverait en effet un pays plus divisé que jamais par des fractures communautaires désormais irrémédiables. Un pays sous double tutelle iranienne et russe et dont l'armée turque occupe une « zone tampon » dans le Nord. Un pays privé pour longtemps de toute autonomie d'action. Un pays devenu l'un des épicoques du terrorisme, et qui continuera sans doute à l'être en dépit des pertes territoriales de Daech. Un pays exsangue, que 5 millions de ses citoyens ont fui, tandis que 6 millions d'autres sont déplacés en Syrie même. Un pays où la guerre civile a déjà fait à cette heure plusieurs centaines de milliers de morts (300 000, 400 000, on ne sait). Un pays dont les infrastructures et l'économie sont par terre.

Souvent, je revois l'image de cette partie de trictrac avec Bachar et m'imaginais dans le rôle du chevalier d'Ingmar Bergman jouant aux échecs avec la Mort. Dans *Le Septième Sceau*, le chevalier, sur le point d'être mis échec et mat, renverse l'échiquier dans un geste de révolte. La Mort remet calmement en place, une à une, toutes les pièces, à l'endroit où elles se trouvaient. D'ailleurs, « mat » vient de l'arabe et veut dire : « il est mort ». Au fait, cette partie de trictrac, qui l'a gagnée ? Je ne m'en souviens pas. Bachar, sûrement. Et cette scène du trictrac, je l'ai revue quand Hafez al-Assad est mort en juin 2000, puis quand Bachar a été proclamé président en juillet. Elle m'est remontée également au moment des premières manifestations en Syrie, puis lors de l'attaque chimique du 21 août 2013 dans la Ghouta, qui a fait des centaines de victimes, dont un grand nombre de femmes et d'enfants.

Pourtant, selon un dicton local, la Ghouta, jadis oasis dont les vergers et les maraîchages nourrissaient la capitale, « entourait Damas comme le halo entoure la lune ». Mais que d'événements n'a-t-elle pas connus dans son histoire ? C'était déjà là que Louis VII et Conrad III de Hohenstaufen avaient échoué en 1148 devant la ville qu'ils assiégeaient. Près de neuf cents ans plus tard, la Ghouta, rongée par la croissance urbaine, a quasiment disparu, et sa partie orientale est peuplée de centaines de milliers de personnes vivant dans des

conditions précaires. La majorité d'entre elles a très vite pris fait et cause pour l'opposition. Celle-ci y établirait l'un de ses bastions.

Comment Bachar en est-il arrivé là ? Aurais-je imaginé pour lui un tel destin ? Après l'épisode du trictrac, il m'est arrivé de l'apercevoir de nouveau. Lui-même ne montait pas à cheval mais venait applaudir son frère aux concours d'obstacles ou assister à ses anniversaires. Il m'avait fait l'impression d'un jeune homme discret, peut-être timide, modeste, un peu embarrassé par son grand corps longiligne, bien élevé et même plutôt doux, plein d'admiration pour son frère aîné, voire complexé à son égard. En somme, trop gentil pour diriger un jour la Syrie. En tout cas, c'était ce que j'aurais dit à cette époque. Mais je n'y songeais même pas. Sa personnalité tranchait avec celle de nombre de ses cousins, fils de Jamil ou de Rifaat, les frères de Hafez. Ceux-là étaient des bandits, parfois même de véritables criminels.

Une petite anecdote qu'on m'a racontée à l'époque – authentique celle-ci – donne une idée de cette famille encombrante. L'un des cousins germains de Bassel et Bachar, qu'on va appeler « l'avocat », car il se faisait passer pour tel, sévissait à Lattaquié. Il envoyait quotidiennement l'un de ses spadassins saisir les dossiers de dédouanement des marchandises qui arrivaient au port, se faisant fort de les débloquer (il lui suffisait de les rendre), moyennant finances. Mais il était aussi amateur de chevaux. Un jour, un médecin fortuné de la ville (vrai, celui-là) – appelons-le « le docteur » –, croyant utile de se faire bien voir d'un personnage aussi influent, l'invita à venir voir son haras. L'avocat fut subjugué par un étalon : « Prête-le-moi. Seulement trois semaines. Je t'en prie. Le temps que je lui fasse saillir ma meilleure jument. » Demande qui ne pouvait se refuser. Passèrent les trois semaines. Pas de nouvelle de l'étalon. Puis deux mois. Toujours rien. Un peu inquiet, notre docteur appela l'avocat, qui lui répondit : « C'est vrai, je t'avais dit trois semaines. Mais je me suis attaché à ce cheval et ne peux m'en séparer. Viens dîner chez moi avec ta femme. On trouvera une solution. » Le médecin et son épouse, parée de ses plus beaux bijoux, se rendirent donc le soir convenu à la villa de l'homme de loi. « Je te propose 400 000 livres syriennes pour te dédommager, lui dit ce dernier. Tiens, les voici. » Le docteur ne pouvait refuser cette somme, relativement correcte. Sa femme et lui saluèrent leurs hôtes après le dîner puis repartirent en voiture avec des sentiments mêlés. Ils n'avaient pas fait 400 mètres que des hommes en armes arrêtaient le véhicule, s'emparèrent de l'enveloppe contenant l'argent ainsi que des bijoux de madame. Le lendemain, le docteur appela l'avocat qui lui dit : « Que veux-tu que j'y fasse ? Appelle la police ! » L'affaire ne se termina pas là. Quelques semaines plus tard, l'avocat téléphona au docteur : « Finalement, ton

cheval n'est pas si bien que cela. Je te le renvoie et tu me rends les 400 000 livres. »

Cette anecdote, puisée parmi d'autres, montre que Bassel et Bachar n'étaient pas les pires de la famille, tant s'en faut. Souvent, Bassel était chargé de faire le ménage au sein du clan. Il avait ainsi mis en prison (pour quelques mois) l'un de ses cousins trafiquant de drogue, qui avait tué des policiers lancés à sa poursuite. Le garnement avait jeté une grenade sous leur véhicule.

Bachar au pouvoir

Quand j'appris la mort de Bassel et la désignation de Bachar, mes doutes sur l'hypothèse d'une succession dynastique à Hafez al-Assad ne firent que se renforcer. Au début de 1994, un de mes collaborateurs, à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avait rédigé un papier sur l'option Bachar. J'y portai l'annotation manuscrite suivante : « Je ne crois pas du tout à l'hypothèse Bachar al-Assad, jeune homme réservé, qui ne s'intéresse qu'à la médecine. » Double erreur : d'une part, si Bachar, jusque-là, ne s'intéressait qu'à la médecine, c'était aussi parce que, comme je l'ai expliqué, jusqu'à la mort de Bassel, Hafez al-Assad veillait à ce que ses cadets ne fissent pas d'ombre à l'aîné ; d'autre part, j'avais ignoré que la communauté alaouite n'aurait d'autre solution que de faire corps autour du successeur désigné par Hafez al-Assad, quel que fût son peu de dispositions ou de capacité pour exercer le pouvoir. C'était pour elle une question de survie. Au contraire, la relative ou apparente faiblesse de Bachar pouvait laisser croire aux généraux les plus puissants qu'ils conserveraient leur influence. Mais, une fois président, Bachar a écarté nombre d'entre eux.

Plusieurs des dirigeants français qui se sont succédé depuis la mort de Hafez al-Assad ont tenté d'établir des relations de confiance avec Bachar, mais aucun d'entre eux n'y est parvenu, en raison d'un trait de caractère particulier de ce dernier : alors que Hafez al-Assad, s'il pouvait manier le silence ou l'ambiguïté, ne pratiquait pas le mensonge, arme du faible, Bachar, peut-être parce que relégué depuis son plus jeune âge au second rang, y était davantage enclin. On m'a rapporté la petite scène suivante, qui s'était déroulée au moment où Bachar faisait des démarches à Londres pour s'inscrire à l'université. Ayant laissé passer le délai de péremption de son passeport, il avait donné de fausses raisons pour son retard au fonctionnaire britannique qui avait le pouvoir de le régulariser. Ce dernier, sans même songer à les mettre en doute, avait tamponné le passeport.

« Vous avez vu, s'était étonné Bachar auprès de son accompagnateur anglais en sortant du bureau, il m'a cru ! »

Jacques Chirac avait entrepris de guider Bachar dans ses premiers pas, avant même la mort de Hafez al-Assad. Il l'avait reçu à Paris, en novembre 1999, et lui avait ouvert la porte de quelques autres dirigeants européens. Mais ces efforts n'empêchèrent pas l'assassinat de Rafic Hariri, proche ami du président français, le 14 février 2005, dont il était difficile de ne pas attribuer la responsabilité au régime syrien.

Prenant le contre-pied de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy a tenté à son tour de renouer avec Bachar al-Assad, qu'il a invité à trois reprises, dont une fois aux cérémonies du 14 Juillet, aux côtés d'autres dirigeants méditerranéens, en 2008. Les « printemps arabes », puis le début de la répression sanglante en Syrie et les attaques contre l'ambassade de France à Damas par des partisans du régime, en juillet 2011, mirent fin à ces velléités de rapprochement.

La question n'eut pas à se poser sous le mandat de François Hollande. Au moment où celui-ci commençait, la guerre civile était déjà engagée. Tout donnait alors à penser que le régime vivait ses derniers mois. Mais ce calcul fut déjoué par plusieurs facteurs, internes et externes : les divisions de l'opposition et l'incompétence de l'« Armée syrienne libre » ; le soutien massif de l'Iran, indirect, *via* le Hezbollah libanais, puis direct ; la reculade du président Obama à l'été 2013, qui a sans doute constitué le tournant de la guerre ; l'entrée en scène de la Russie en septembre 2015 et les stratégies concurrentes des pays du Golfe, dont le soutien à l'opposition s'est en outre révélé inefficace. Cependant, les exactions, les tortures, le bombardement de populations civiles par barils et l'utilisation avérée d'armes chimiques avaient créé pour François Hollande un point de non-retour, en dépit de l'évolution de la situation en faveur du régime.

Après son investiture, en juillet 2000, Bachar avait engagé, pendant un peu plus de six mois, une politique de libéralisation, ouvrant notamment les portes des prisons à plusieurs centaines de prisonniers politiques (qui n'étaient pas, à cette époque, que des islamistes). Il s'était aussi attaché à renouveler profondément les cadres du parti Baas. Mais cette ouverture ne pouvait aller bien loin, en raison de la nature du régime. Bachar avait ainsi fait sien, probablement sans l'avoir jamais su, le constat de Tocqueville : « [Le] moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. »

Prudent sur le plan politique, Bachar a en revanche poursuivi son entreprise de libéralisation économique, notamment dans le domaine bancaire, dans l'espoir de rallier la communauté sunnite à son régime et de créer une classe moyenne pouvant, à l'avenir, en assurer la pérennité. En 2009, donc avant le « printemps

arabe », alors que je faisais part à l'un de mes collègues du Quai d'Orsay de mes doutes sur les chances de réussite de cette politique, il m'avait répondu : « Tu te trompes, la Syrie n'est plus celle que tu as connue il y a vingt ans. Bachar a vécu à l'étranger ; il a épousé une sunnite dont la famille est originaire de Homs ; il est en train de réformer le pays, et les sunnites adhèrent à cette politique ; on ne peut plus analyser la situation à travers un prisme communautaire, etc. »

La suite, on la connaît : la révolte, la répression de plus en plus brutale, les crimes de guerre, dont la plupart – mais pas tous – sont imputables au régime. Comment juger l'attitude de Bachar dans ce contexte : autisme ? cynisme ? brutalité du faible ? reste de cruauté juvénile ? Je ne l'ai pas suffisamment fréquenté pour me prononcer. Une chose est certaine : l'Histoire sera sévère pour lui.

Alors, quelle solution au drame syrien ?

On parle beaucoup d'une « solution politique » en Syrie. Que signifie-t-elle ? Pas la même chose aujourd'hui, après la victoire militaire du régime – ou plutôt de ses parrains russe et iranien –, qu'en 2012 lorsque l'opposition paraissait pouvoir l'emporter.

En théorie, une solution politique serait une formule « inclusive » dans laquelle les différentes communautés de la société syrienne seraient représentées de façon équitable au sein des institutions, afin de rétablir la stabilité du pays. Pour ma part, je ne croyais pas à une telle solution hier et je n'y crois toujours pas aujourd'hui. Comme je l'ai expliqué, le régime est irréformable. Toute association réelle de la communauté sunnite au pouvoir, au-delà d'une présence purement faciale comme cela est le cas depuis plusieurs décennies, signifierait à terme la fin de la domination alaouite. Une solution de compromis entre la majorité sunnite et la minorité alaouite n'aurait pas tenu dans la durée. On aurait assisté à un phénomène comparable à celui qu'a connu l'Irak, mais inversé et accentué : à Bagdad en 2003, les Américains, en voulant y faire triompher la démocratie, selon le principe du respect de la majorité, ont porté au pouvoir les chiites, qui constituaient 55 % de la population irakienne. Mais alors que les autres communautés étaient représentées de façon relativement équitable dans le Conseil de gouvernement établi en 2003 sous l'égide des États-Unis, elles ont été progressivement marginalisées. À plus forte raison en Syrie, où les sunnites représentent 70 % de la population, une solution fondée sur des critères démocratiques de représentation aurait vite conduit à une domination sunnite et à la marginalisation des alaouites, c'est-à-dire certainement à l'élimination

violente d'une grande partie d'entre eux, au mieux à leur relégation dans le Jebel Ansariyé. Pour ces raisons, le conflit syrien ne pouvait se terminer que par la victoire d'un camp et la défaite de l'autre.

La situation des rapports de force sur le terrain fait qu'aujourd'hui un tel compromis n'est de toute façon pas envisageable. Ce qu'on appelle « solution politique » ne saurait donc aller au-delà d'un habillage, auquel il est peu probable que des éléments authentiquement représentatifs des communautés autres que l'alaouite souhaitent se prêter. Cet habillage pourrait comprendre, dans la meilleure des hypothèses, le départ de Bachar al-Assad, ou encore offrir à un respectable sunnite le premier rôle protocolaire, pourvu que l'essentiel, à savoir la préservation du pouvoir alaouite, soit assuré. Beaucoup de monde pourrait y trouver son compte : l'Occident, qui sauverait la face ; la Russie, qui ne pourra financer seule la reconstruction ; l'Iran, qui préférerait le maintien de Bachar, mais souhaite surtout celui des alaouites, qu'il fait semblant de considérer comme des coreligionnaires. D'ailleurs, l'intérêt de la France elle-même est-il que les sunnites, dont beaucoup sont désormais des islamistes radicalisés par sept ans de guerre, prennent le pouvoir en Syrie, à la place de ses anciens protégés, les alaouites ? Ce qui reste des chrétiens en Syrie ne le souhaite sans doute pas.

Une question qui se posera vite sera celle du statut du Kurdistan syrien. Les Kurdes, qui se disent volontiers les descendants des Mèdes, vainqueurs des Assyriens au VII^e siècle avant notre ère, d'abord peu nombreux en Syrie, s'y sont progressivement implantés, aux confins nord-est, en provenance de Turquie et d'Irak. Bien qu'ayant échoué à assurer la jonction entre leurs deux territoires, avec Afrin à l'ouest et le « Rojava⁵ » à l'est, séparés par la « zone tampon » turque, les Kurdes défendront résolument leur autonomie chèrement acquise. On peut imaginer que le régime sera tenté de remettre celle-ci en cause, avec le soutien de la Turquie et de l'Iran. Ce serait l'honneur de la France de se souvenir que, sans les Kurdes, Daech n'aurait pu être vaincue dans le nord-est de la Syrie.

Notre pays peut paraître, pour l'heure, relégué dans le camp des perdants.

Au moins la position intransigeante du président Hollande a-t-elle eu trois mérites : celui de la clarté, celui de la cohérence et celui de la morale. L'ancien Président pourrait dire, tel François I^{er} après la bataille de Pavie : « J'ai tout perdu, fors l'honneur. » Mais c'est déjà beaucoup, tous ne pouvant mettre en avant de tels scrupules, y compris certains de nos partenaires européens. Toute velléité éventuelle de l'actuel exécutif de renouer avec Bachar al-Assad se

heurtera – comme on l’a déjà vu – aux mêmes écueils que ceux sur lesquels les tentatives de Jacques Chirac, puis de Nicolas Sarkozy, se sont fracassées.

Vladimir Poutine a fait preuve, comme souvent, d’une grande agilité tactique, créant la surprise et jouant la bonne pièce au bon moment, en excellent joueur d’échecs qu’il est. L’objectif de la Russie était sans doute de disposer d’un point d’appui en Méditerranée. Mais peut-elle le trouver dans un régime discrédité, qui régnera sur un champ de ruines qu’elle n’aura pas la capacité de relever ?

Si j’ai toujours été impressionné par la réactivité de Vladimir Poutine à court terme, sa stratégie de long terme me paraît plus difficile à cerner. En aidant Bachar à combattre l’opposition modérée et en négligeant, au moins au départ, les véritables groupes terroristes, dans lesquels combattaient 4 000 russophones, ne s’est-elle pas exposée à un danger futur ?

Plus fondamentalement, la Russie ne risque-t-elle pas de s’épuiser dans sa nouvelle compétition avec l’Occident, sans qu’elle en ait les moyens ? Elle n’a pas réussi à moderniser son économie ni à la diversifier ; sa démographie décline. Vladimir Poutine va-t-il répéter les erreurs de ses prédécesseurs de l’Union soviétique ? Oublie-t-il que sa vraie rivale, à terme, dans le monde, comme celle de l’Occident, c’est la Chine, plutôt que les États-Unis ou l’Europe ?

L’Iran apparaît, pour le moment, comme le véritable vainqueur des bouleversements intervenus depuis 2003 dans la région. Il est en passe, par alliés interposés, de réaliser son rêve de continuité territoriale jusqu’au Liban, *via* l’Irak et la Syrie. Pendant le même temps, le monde arabe sunnite s’est affaibli de façon tout aussi spectaculaire. L’Irak est passé aux mains des chiites et rentré dans l’orbite iranienne ; l’Égypte est absorbée par ses problèmes intérieurs, politiques, sécuritaires et économiques ; l’Arabie Saoudite a du mal à peser, en dépit de l’activisme, pas toujours heureux, de son prince héritier.

Les États-Unis, qui se plaignent aujourd’hui de l’influence iranienne, ont puissamment contribué à la stimuler : qu’il s’agisse de l’administration Bush, par son intervention en Irak en 2003 et sa gestion de l’après-guerre, ou de celle d’Obama, qui a renoncé en 2013, de façon honteuse, à sanctionner le régime syrien pour son recours, avéré, à l’arme chimique. Toutefois, la sortie des États-Unis de l’accord nucléaire avec l’Iran et les lignes rouges qu’Israël a fixées à celui-ci en Syrie et au Liban changent en partie la donne, pour le meilleur et pour le pire.

Quant à la Turquie, elle paraît s’être résignée au maintien de Bachar, après avoir espéré l’arrivée au pouvoir des sunnites qui aurait, pensait-elle, renforcé son influence dans la région. Sa priorité est désormais la lutte contre les « terroristes » du PYD, pendant syrien du PKK, qu’elle affecte de placer sur le

même plan que Daech. En réalité, tiède et ambiguë dès le départ dans la lutte contre les groupes jihadistes, elle a déçu ses partenaires, russe comme occidentaux, en matière de lutte contre le terrorisme. Face aux Européens, elle dispose, avec la question des réfugiés, d'un autre moyen de pression pour limiter leur marge de manœuvre. Les purges massives qui ont suivi la tentative de coup d'État de juillet 2016 ont profondément affaibli l'armée et divisé la société turque. Le référendum constitutionnel du mois d'avril 2017, remporté à une courte majorité, puis l'élection présidentielle de juin 2018, gagnée par Recep Tayyip Erdoğan dès le premier tour, ont créé la situation paradoxale d'un président renforcé dans une Turquie plus fragile.

* * *

Cette Syrie que j'ai connue, et où il faisait bon vivre, du moins pour un étranger ou un Syrien aisé (car pour le peuple, c'était autre chose), n'est plus et ne sera plus jamais. Damas, qui, avec Le Caire et Bagdad, rayonnait et donnait le ton au monde arabe, n'est plus qu'une étoile éteinte. La société s'est déchirée. Le pays s'est libanisé et le régime transformé en milice sectaire qui, sans le soutien de l'Iran et de la Russie, s'effondrerait. La Syrie connaîtra encore, dans tous les cas de figure, des soubresauts de violence, peut-être des assassinats de dirigeants, sans aucun doute des actes de vengeance, notamment de la part du régime s'il reprend le contrôle de la plus grande partie du pays – et c'est d'ailleurs là un des obstacles majeurs à un accord de sortie de crise. Le pouvoir alaouite continuera de tout faire, quel qu'en soit le prix, pour se maintenir. Et on ne voit pas, aujourd'hui, ce qui pourrait l'en empêcher, sauf changement de régime à Téhéran – toujours possible mais que rien n'annonce aujourd'hui – ou prise de conscience (improbable) de la Russie du piège dans lequel elle s'est elle-même enfermée en soutenant sans réserve un régime criminel, retors à son encontre et incapable de s'ouvrir.

Notes

1. Colline qui domine Damas, au nord-ouest (1 150 mètres).
2. Ville de Bosnie dans laquelle les Bosno-Serbes ont massacré 8 000 hommes bosniaques (musulmans) en juillet 1995.
3. Patrick Seale, *Asad of Syria, the Struggle for the Middle East*, 1988.
4. « Monsieur Bernard, ce cheval vous tuera ! »
5. Bande de territoire le long de la frontière avec la Turquie, limitée par l'Euphrate à l'ouest et le Tigre à l'est, avec pour villes principales Kobané (Aïn el-Arab) et Kamichli.

Israël et les Palestiniens : le rendez-vous manqué

Madrid, jeudi 31 octobre 1991, dans l'après-midi

« Nous, peuple de Palestine, nous tenons devant vous avec toute notre douleur, notre fierté et notre attente, car nous portons depuis trop longtemps un vif désir de paix et un rêve de justice et de liberté. Depuis trop longtemps, le peuple palestinien est ignoré, réduit au silence et notre identité niée pour des raisons d'opportunité politique, notre lutte légitime contre l'injustice calomniée et notre existence occultée par la tragédie passée d'un autre peuple. »

La voix qui résonnait dans la salle des Colonnes du palais royal occupait tout l'espace. Le plafond à caissons, les lourdes tentures de brocart, les dorures baroques, les lustres de cristal teintés des nuances de l'arc-en-ciel s'étaient comme effacés. Évanoui, ce décor pompeux, comme une vieille photo affadie par la lumière. Cette voix qui sonnait, forte et claire, émanait d'un vieil homme d'humble apparence, front dégarni et tempes blanches : c'était celle de Haider Abdel Chafi, président du Croissant-Rouge de Gaza et chef de la délégation palestinienne¹. Ou plutôt, il aurait fallu dire : « porte-parole de la composante palestinienne de la délégation jordano-palestinienne ».

Car le gouvernement israélien n'avait pas voulu que les Palestiniens fussent représentés en tant que tels à la conférence de paix de Madrid. Et encore moins l'Organisation de libération de la Palestine, l'OLP, qu'il ne reconnaissait pas. Par provocation, un membre de la délégation palestinienne, Saeb Erekat, était entré dans la salle en arborant une écharpe aux couleurs de l'Organisation. Il s'était aussitôt fait sortir par les Américains. Mais je savais que c'était de l'OLP, et même de Yasser Arafat en personne, que Haider Abdel Chafi tenait ses instructions.

Et cette voix, je l'écoutais, assis sur une chaise dorée, au cinquième ou sixième rang, derrière le président de la délégation européenne. Ce dernier était Hans van den Broek, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui exerçait la présidence tournante des Douze. Mon ministre, Roland Dumas, s'était démené pour que la France fût présente à la conférence puis associée aux discussions qui devaient suivre. Les Américains, les Russes et les Israéliens n'y tenaient aucunement. Ils souhaitaient seulement une présence de la Communauté européenne, sur laquelle ils comptaient pour financer le développement économique d'un Proche-Orient pacifié par leurs soins. En fait, ceux de Washington. Seule solution : que chacun des pays membres fût représenté au sein de la délégation européenne, en plus de la présidence tournante et de la Commission. C'est ce qu'obtint Roland Dumas. La délégation de Hans van den Broek comportait ainsi quatorze membres : la présidence, la Commission, et un représentant de chacun des États membres.

La taille des autres délégations serait calquée sur ce nombre, sauf pour les coparrains, qui auraient droit au double, même si l'état de décomposition avancée de l'Union soviétique faisait de son coparrainage un pur trompe-l'œil.

À cette époque, je suivais le processus de paix au Quai d'Orsay en ma qualité de directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Roland Dumas me désigna donc tout naturellement pour représenter le gouvernement français à la conférence. Pour donner le maximum de solennité à sa décision, il avait écrit à une vingtaine de ses collègues, dont James Baker, l'Américain, et Boris Pankine, le Soviétique. Van den Broek, qui avait reçu la même lettre, l'avait très mal prise : à ses yeux, les pays européens ne devaient pas avoir d'autre représentant que leur président en exercice. Une polémique publique s'était ensuivie entre les deux ministres. La veille de la conférence, van den Broek et moi avions pris un verre ensemble au bar de l'hôtel où nous résidions : « Trinquons à la paix et faisons-la entre nous ! » L'incident était clos.

Pendant que Haider Abdel Chafi prononçait son discours, le Premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, ratatiné sur sa chaise, affectait l'assoupissement. Visage chiffonné, cheveux poivre et sel, sourcils broussailleux, il avait l'air d'un vieux chat endormi. Mais comme tout vieux chat qui se respecte, il gardait un œil ouvert. Tout d'un coup, il sursauta. L'orateur s'adressait directement à Israël : « Au nom du peuple palestinien, nous souhaitons nous adresser directement au peuple israélien avec lequel nous avons trop longtemps partagé des souffrances : partageons plutôt l'espoir. Nous sommes prêts à vivre côte à côte sur la terre et avec la promesse de l'avenir. Mais le partage nécessite deux partenaires ayant la volonté de partager entre égaux [...]. Votre sécurité et la nôtre sont mutuellement dépendantes, aussi entrelacées que les peurs et les

cauchemars de nos enfants. Nous avons vu certains d'entre vous avec ce que vous avez de meilleur et de pire, car l'occupant ne peut rien cacher à celui qui subit l'occupation, et nous sommes témoins du tribut que l'occupation vous a fait payer, à vous et aux vôtres. Nous avons vu votre angoisse, quand vous regardez vos fils et vos filles se transformer en instruments d'une occupation aveugle et violente [...]. Nous vous avons vu vous retourner, dans la plus grande tristesse, vers la tragédie de votre passé et regarder, avec horreur, la transformation de la victime en oppresseur. Ce n'est pas de cela que vous avez nourri vos espoirs et vos rêves, ni ceux de vos enfants. »

À ces mots, qui reconnaissaient l'humanité des Israéliens et faisaient appel à la leur envers les Palestiniens, le Premier ministre Likoud² avait tressailli. Homme dur et inflexible, il avait, dans sa jeunesse, au temps du mandat, fait assassiner des personnalités britanniques, voire, disait-on, des camarades de combat jugés excessivement tièdes. On a même attribué au groupe qu'il dirigeait, le Lehi, l'assassinat du médiateur de l'ONU, le comte Bernadotte. Le matin même, Shamir avait prononcé un discours sans concession. Tout le monde dans la salle, ou presque, avait eu droit à sa volée de bois vert. Jusqu'à l'hôte espagnol, auxquels les autres délégués avaient adressé d'insipides hommages. Lui, au contraire, ne s'était pas gêné pour rappeler, dès la troisième phrase de son intervention, l'expulsion des juifs d'Espagne, en 1492, tout juste cinq cents ans auparavant.

Les Israéliens, avait-il plaidé, ne devaient leur État, établi sur des terres où les juifs se trouvaient depuis quatre mille ans, qu'à eux-mêmes. Pas à l'ONU ni à personne d'autre. Ils s'étaient constamment heurtés à l'hostilité de leurs voisins arabes. À ces derniers, Yitzhak Shamir n'avait qu'un seul message à adresser : « Le problème n'est pas celui des territoires, mais celui de notre existence. » Ce que l'on pouvait traduire par : reconnaissez d'abord le droit d'Israël à l'existence ; alors nous pourrions parler des territoires que nous vous avons pris.

Yitzhak Shamir était sans doute un homme qui avait souffert, lui aussi. Il avait fait son *aliya* dès 1935, laissant derrière lui, en Biélorussie, ses parents et ses deux sœurs, qui allaient disparaître dans l'Holocauste. Pouvait-il rester insensible aux propos de Haider Abdel Chafi ? À y regarder de plus près, si le discours qu'il avait prononcé quelques heures plus tôt ne comportait pas beaucoup d'ouvertures (encore y aurait-il été disposé que sa fragile coalition ne lui en aurait guère permis), il ne fermait aucune porte non plus. Il appelait au réalisme et à la patience : « Aujourd'hui, avait-il conclu son intervention, le gouffre séparant les deux côtés est encore trop large ; l'hostilité des Arabes à l'égard d'Israël trop profonde ; le manque de confiance trop immense pour

permettre un aboutissement rapide et spectaculaire. Mais nous devons commencer sur ce long chemin de la réconciliation avec ce premier pas dans le processus de paix. »

Revenons à Haider Abdel Chafi. Dans son discours, celui-ci glissa une référence à l'OLP. Yitzhak Shamir fit alors passer un petit billet à James Baker l'avertissant qu'à la prochaine incartade du Palestinien sa délégation s'en irait. Baker griffonna sur le papier que, pour sa part, il n'en ferait rien et le renvoya à son expéditeur. Dans la dernière phrase de son adresse, Haider Abdel Chafi s'enhardit jusqu'à mentionner le « président Arafat ». Aucun des quatorze membres de la délégation israélienne ne bougea.

La conférence s'était ouverte solennellement la veille, le mercredi 30 octobre à 10 h 15, sous la coprésidence de George Bush et de Mikhaïl Gorbatchev. Coprésidence ? Le président Bush, debout devant son fauteuil, attendait, seul, à côté du siège vide réservé au président de l'URSS. Où diable Mikhaïl était-il passé ? Peut-être s'était-il perdu dans les couloirs ? Bush se décida à aller le chercher lui-même. Il sortit de la salle et revint quelques minutes plus tard, sous les applaudissements de l'assistance, en compagnie d'un Gorbatchev hagard. Quand le président des États-Unis lui céda la parole, ce dernier fit une longue digression sur la situation intérieure en Union soviétique.

Moins de deux mois plus tard, le 26 décembre 1991, celle-ci aurait cessé d'exister.

Le cérémonial de la conférence de Madrid avait fait l'objet d'une préparation minutieuse. De vives discussions avaient eu lieu sur le statut et le volume de la délégation palestinienne. Finalement, les Israéliens parvinrent à imposer l'idée d'une délégation commune jordano-palestinienne. Mais les Palestiniens obtinrent toutes les marques de l'autonomie au sein de cette dernière. Les tractations avaient porté jusqu'à la distance entre les deux composantes de la délégation commune !

La salle des Colonnes, à l'ouverture de la conférence, faisait penser à un jeu d'échecs. Chaque pièce était à sa place, avec au centre le roi et la dame, entourés de leurs fous, tours et cavaliers et, de chaque côté, des pions se faisant face. Aux échecs, la disposition au départ est toujours la même. Blancs et noirs sont strictement à égalité. Et pourtant aucune partie n'est identique à une autre. À Madrid, les deux côtés n'étaient pas vraiment à égalité. L'un d'entre eux – Israël – avait l'avantage sur le terrain. Pourtant, rien ne paraissait joué d'avance, et l'espoir était encore permis.

En marge de la conférence, j'avais entrepris de rencontrer chacune des délégations. Tous les soirs, j'envoyais mon compte rendu à Roland Dumas. Le

1^{er} novembre 1991, après la séance de clôture, je lui fis part de mes premières impressions : « Le véritable apport de la conférence de Madrid, écrivais-je, réside dans la dimension qu'elle a reconnue à la cause palestinienne et au statut qu'elle a donné à ses représentants. [...] Au-delà, M. Abdel Chafi, que son apparence modeste et effacée ne paraissait pas prédisposer à un tel rôle, a placé son intervention à une hauteur au-dessus des autres délégations. »

Cette conférence, qui donnait le coup d'envoi à des négociations entre les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi leurs autres voisins arabes – Jordanie, Liban et Syrie (la paix ayant déjà été conclue avec l'Égypte) –, était un coup de maître des Américains. Au côté de George Bush, James Baker en avait été le principal inspirateur. J'étais impressionné par cet homme peu sympathique, mais dont l'intelligence tactique, le courage politique et la détermination forçaient l'admiration. J'eus un jour l'occasion de le lui dire. Il fut surpris, vaguement gêné, de ce compliment venant d'un Français.

Car la rencontre de Madrid, sous une ombrelle américaine de fait, n'était pas la conférence internationale que la France avait appelée de ses vœux. Celle-là se serait tenue sous l'égide de l'ONU et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Dans la capitale espagnole, l'ONU et la France avaient été marginalisées. L'Union soviétique ne faisait que de la figuration. Mais au fond, était-ce si important ? La conférence de Madrid constituait une avancée historique. Même si j'étais relégué sur un strapontin, je ne pouvais que m'en réjouir. La confiance que les Palestiniens nous témoignaient, la bonne image de François Mitterrand en Israël, notre désintéressement nous permettraient, le moment venu, de nous rendre utiles. J'en étais alors convaincu.

La nouvelle donne internationale avait offert aux États-Unis une marge de manœuvre sans précédent : l'Irak, dont l'armée avait été expulsée du Koweït puis anéantie, en février 1991, était hors jeu. L'Union soviétique hors piste. Les pays arabes que celle-ci avait soutenus se retrouvaient seuls face à l'unique superpuissance. Washington disposait d'un atout supplémentaire : Israël avait besoin, pour absorber ses migrants, d'une garantie américaine à un prêt de 10 milliards de dollars. En dépit d'un *lobbying* intense des Israéliens, l'Administration réussit à obtenir du Congrès, en septembre 1991, l'autorisation de suspendre sa décision pendant cent vingt jours, faisant ainsi peser une forte pression sur le gouvernement Shamir. Sur le terrain, la première *intifada*, ou « guerre des pierres », qui harcelait les forces de sécurité israéliennes depuis décembre 1987, constituait une incitation supplémentaire à trouver une solution.

Moscou, fin janvier 1992

Des bonnets de neige coiffaient les bulbes colorés et joyeux de la basilique Saint-Basile-le-Bienheureux, construite par Ivan le Terrible pour célébrer sa victoire sur les Tatars. Il fallait de l'héroïsme pour affronter le froid polaire qui enveloppait Moscou, éviter les glissades sur les trottoirs verglacés et échapper aux gerbes de boue neigeuse projetées par les véhicules. Le chauffeur de l'ambassade m'avait déposé là, sur la place Rouge, à notre retour de Zagorsk³.

Nous avons d'abord fait halte dans un restaurant sur le bord de la route. Nous étions les deux seuls clients. Un serveur en costume noir luisant d'usure nous avait apporté le menu. J'avais lu de la stupéfaction sur le visage de mon chauffeur : le prix d'un repas équivalait à son salaire mensuel. Il m'avait semblé plus décent de renoncer à ce déjeuner et de rentrer à Moscou.

J'entrai au Goum⁴ pour tenter de trouver un casse-croûte. Après avoir fait la queue, je réussis à acheter un quignon de pain rassis et deux rondelles de saucisson rance. Était-ce là la nouvelle Russie ?

La veille, nos hôtes russes nous avaient invités à un spectacle de ballet au Bolchoï. Des portraits des tsars, remplaçant peut-être ceux de dignitaires soviétiques, avaient été accrochés aux murs des galeries. Les spectateurs moscovites passaient et repassaient devant ces tableaux, incrédules, s'interrogeant sur la réalité de ce qu'ils voyaient, se demandant ce que le destin leur réservait encore.

J'étais à Moscou pour le lancement des négociations multilatérales. La réunion se tenait dans la salle de bal du ci-devant Cercle de la noblesse de l'époque des tsars, rebaptisé « Maison des syndicats » sous l'ère soviétique. Mais c'était aussi là que s'étaient déroulés, dans les années 1930, les sinistres procès staliniens qui avaient envoyé au peloton d'exécution des centaines d'opposants. La sécurité de la réunion était entièrement assurée par les États-Unis. C'étaient des agents américains qui scannaient les serviettes des délégués.

Ceux-ci étaient relativement peu nombreux : la Syrie – et donc le Liban – mais aussi les Palestiniens avaient boudé la réunion. Les deux premiers pays ne voulaient pas, disaient-ils, mettre la charrue avant les bœufs, permettre à Israël d'engranger une apparence de normalisation avant d'avoir fait la moindre concession. Les Palestiniens, eux, étaient à Moscou, mais choisirent de rester derrière la porte : plus de la moitié des membres de leur délégation avaient été recusés par Israël. En revanche, plusieurs pays qui n'étaient pas présents à Madrid avaient fait le déplacement. C'était le cas notamment de l'Arabie Saoudite, dont je rencontrai pour la première fois le ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal⁵.

Cette réunion entérina le format des négociations multilatérales, avec cinq groupes de travail : eau, environnement, développement économique, réfugiés et contrôle des armements. J'avais demandé la présidence du groupe sur les réfugiés. Mais les Israéliens et les Américains se méfiaient des positions de la France sur un sujet aussi sensible et préférèrent la confier au Canada. La France fut malgré tout invitée à participer à ce groupe et c'était moi qui l'y représenterais. La Communauté européenne se vit attribuer la présidence du groupe sur le développement économique, ce qui confirmait nos appréhensions quant au rôle dévolu à l'Europe : celui de tiroir-caisse.

Réfugiés

Le groupe de travail sur les réfugiés tint ses deux premières réunions à Ottawa, en mai puis en novembre 1992. Il se transporta ensuite à Oslo, en mai 1993. Il était présidé par un diplomate canadien, Marc Perron.

Le démarrage du groupe fut laborieux. Les Israéliens boycottèrent la première réunion. Réticents sur le principe même du groupe, que James Baker leur avait imposé, ils s'opposaient résolument à l'inscription à l'ordre du jour de la résolution 194 des Nations unies, qui fonde le droit au retour des réfugiés de 1948, sur laquelle insistaient les Palestiniens, et notamment le chef de leur délégation, Elias Sanbar. Celui-ci, écrivain franco-palestinien, était lui-même le fils de réfugiés de 1948.

Je fis la proposition suivante à Elias Sanbar : on inscrirait la question du regroupement familial – dont personne ne pouvait contester la légitimité sur un plan humanitaire – à l'ordre du jour. En somme, le droit au retour par la petite porte. Parallèlement, les Palestiniens continueraient à évoquer la résolution 194, pour bien marquer que le traitement du problème du regroupement familial ne préjugait en aucune façon une solution, dans le cadre du statut définitif, englobant tous les réfugiés. Le gouvernement français rappellerait lui-même cette résolution. Accord conclu.

Dans ma propre intervention en séance, je m'abstins de mentionner la fameuse résolution, pour ne pas compromettre la participation ultérieure des Israéliens. Mais le porte-parole du Quai d'Orsay, Maurice Gourdault-Montagne, s'en chargea juste après la conférence.

À la deuxième réunion d'Ottawa, en novembre 1992, les Israéliens étaient présents. Mais ils boudèrent la séance d'ouverture, en raison d'un soupçon d'appartenance à l'OLP du nouveau chef de la délégation palestinienne. Enfin, le lendemain, ils parurent en réunion. Et on ne les avait pas attendus pour rien ! Le

chef de leur délégation, Shlomo Ben Ami, évoqua un « compromis historique » avec les Palestiniens dont le règlement du problème des réfugiés serait une composante essentielle. Il fit aussi preuve d'honnêteté, voire de courage : « La condition des Palestiniens vivant sous administration israélienne, reconnut-il, constitue un affront à la dignité humaine. »

Il était vrai que le gouvernement israélien avait changé (en juillet 1992). Mais rien n'était gagné pour autant : les Israéliens refusaient toujours d'entendre parler, non seulement de la résolution 194, mais aussi du regroupement familial, sujet dont ils considéraient qu'il devait être traité dans les discussions sur le statut permanent. L'idée de confier une mission de consultation à la France commençait à se faire jour. Mais les Israéliens hésitaient devant les objectifs trop ambitieux à leurs yeux que les Palestiniens et les Jordaniens assignaient à une telle mission. Shlomo Ben Ami demanda des instructions à son ministre, Shimon Peres, qui maintint ses objections. Dans ces conditions, le groupe « réfugiés » perdait tout intérêt.

Quelques semaines plus tard, le Canadien Marc Perron vint me trouver à Paris, sans doute avec l'accord des Américains, sinon à leur instigation, pour me proposer les termes, prudents, d'une mission de médiation, qui cette fois recueillaient l'agrément des Israéliens. C'est ainsi que j'acceptai de faire une tournée de tous les pays de la région pour rapprocher les points de vue. « Émissaire » officiel du groupe, je me contenterais d'écouter les uns et les autres, sans faire de proposition. Intéressant retournement de situation, quand on se souvient que, quelques mois plus tôt, Israéliens et Américains nous en refusaient la présidence !

Du 27 avril au 2 mai 1993, je fis donc le tour des principales capitales du Proche-Orient par air et par route : Amman, Tel-Aviv et Jérusalem, Le Caire, Beyrouth et Damas. Puis je me rendis à Rome pour y rencontrer Ahmad Qoreï (Abou 'Ala⁶), chef du département économique de l'OLP et coordonnateur des négociations multilatérales. Il était en effet, après Arafat, le principal décideur palestinien sur la question des réfugiés. J'aurais à le rencontrer par la suite à de nombreuses reprises et nouerais une relation solide avec cet homme à la fois pragmatique et visionnaire⁷.

Mon marathon proche-oriental me permit de mesurer plus concrètement le caractère artificiel des barrières que la France et la Grande-Bretagne avaient érigées au lendemain de la Première Guerre mondiale dans un Proche-Orient finalement petit et relativement homogène.

Après mes entretiens d'Amman, je me rendis à Jérusalem en voiture. Le consul général, Jean de Glinasty, camarade de promotion de l'ENA, m'accueillit

au pont Allenby, situé sur la frontière, puis m'accompagna à la Maison d'Orient pour mes entretiens avec les officiels palestiniens. Nous nous rendîmes ensuite au camp de réfugiés d'Amari, près de Ramallah.

Au ministère israélien des Affaires étrangères, ce fut le directeur général, équivalent du secrétaire général du Quai d'Orsay, Joseph Hadass, qui me reçut. Ses amis l'appelaient « Yossi », comme je le ferais moi-même plus tard. Hadass était d'un abord rugueux. Mais cela n'était pas pour déplaire au Lorrain que je suis. La franchise de nos échanges nous permit, je crois, d'établir une relation de confiance et d'avancer un peu. Yossi m'avait, dès le départ, fixé ses limites et fait quelques ouvertures. Il m'expliqua la crainte d'Israël qu'une définition large du regroupement familial ne conduisît à des retours massifs de réfugiés, qui mettraient en jeu ses équilibres démographiques, voire son existence. Pour autant, Israël pouvait accepter un certain niveau de retours, et finalement ne s'opposerait pas à ce que le problème fût en partie abordé dans notre groupe de travail. Je l'informai que, de leur côté, les interlocuteurs palestiniens que je venais de rencontrer étaient disposés à tenir compte des contraintes démographiques et politiques d'Israël. Ils faisaient des propositions très concrètes, notamment pour alléger les procédures.

En vérité, Yossi Hadass était un faux dur, qui pouvait comprendre les souffrances de l'émigration, même volontaire : lui-même avait dû s'arracher à son pays natal, la Syrie. Enfant, il rêvait d'être diplomate. Son père, un commerçant d'Alep, lui avait ouvert les yeux : « Mon fils, si tu veux être diplomate, tu ne le pourras pas en Syrie où la fonction publique est fermée à notre communauté. La seule façon pour toi de servir dans la diplomatie est de faire ton *aliya* en Israël. » Yossi Hadass parlait parfaitement l'anglais et le français. Parfois aussi, nous conversions en dialecte syrien, sa langue maternelle. D'ailleurs, au ministère israélien des Affaires étrangères, Yossi était surnommé « le Syrien ».

Au terme de nos entretiens, Yossi Hadass offrit un dîner en mon honneur. À la fin du repas, on échangea des cadeaux, comme il est d'usage. « Monsieur Bajolet, annonça-t-il, il y a un cadeau, même pour vous. » J'ouvris la bouche pour le remercier. Il ne me laissa pas sortir un mot : « Avant de me remercier, regardez plutôt ce que c'est. » J'ouvris l'écrin. C'était une médaille frappée de l'inscription : « Jérusalem, capitale éternelle et réunifiée d'Israël. » Il y avait aussi un livre dans un emballage bien ficelé. Cette fois, je jugeai plus prudent d'attendre mon arrivée à la prochaine étape pour l'ouvrir.

J'avais eu tort. À l'aéroport, les policiers israéliens me réprimandèrent durement et me retinrent de longues minutes, en dépit de mon passeport diplomatique :

« Qu'est-ce que c'est ? demanda l'un d'entre eux.

— Un livre, comme vous le voyez.

— Mais pourquoi ce livre n'est-il pas déballé ?

— C'est un cadeau du directeur général de votre ministère des Affaires étrangères.

— Mais qui vous dit qu'un autre livre, contenant une bombe, ne lui a pas été substitué à votre insu ? Vous auriez dû vérifier le contenu du paquet. »

Je me demandai si les policiers agissaient de leur propre initiative, en suivant leurs consignes habituelles, ou s'il s'agissait d'un coup monté avec le ministère des Affaires étrangères pour me faire mieux comprendre le poids de la menace sécuritaire pesant sur Israël.

Le « même pour vous » de Yossi Hadass traduisait probablement, sous un trait d'humour, l'image d'intransigeance à l'égard d'Israël – ou plutôt de la politique du gouvernement précédent, dirigé par le Likoud – que j'avais dans ce pays. Elle n'était pas imméritée. Je considérais en effet qu'Israël, puissance occupante, avait un devoir vis-à-vis des Palestiniens. La France, à mes yeux, devait soutenir le faible, l'opprimé, face au fort, qui détenait l'autorité et la puissance. Avec cependant des lignes rouges : le recours à la violence, qui devait être condamné de quelque côté qu'il vînt, et la sécurité d'Israël. Tout épisode de répression à l'encontre des Palestiniens, lorsque l'usage de la force me paraissait disproportionné, toute annonce d'un nouveau projet de colonie, me faisait ainsi réagir vivement, de façon directe, auprès de mes interlocuteurs israéliens.

Un jour de printemps 1992, alors que je prenais l'ascenseur pour me rendre à mon bureau au deuxième étage du Quai d'Orsay, j'y croisai un homme au visage avenant, qui me tendit la main :

« Yehuda Lancry, nouvel ambassadeur d'Israël à Paris.

— Bernard Bajolet, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

— Ah, c'est vous le fameux Bajolet ? Eh bien, au Mossad⁸, ils ont un dossier comme ça sur vous (et, pour en montrer l'épaisseur, l'ambassadeur plaça ses paumes l'une au-dessus de l'autre à une distance d'une bonne quarantaine de centimètres).

— Vous savez, lui répondis-je, à la CIA, ils en ont trois fois plus ! »

Je poursuivis mon périple. En Égypte, je fus reçu par Oussama el-Bas, un proche conseiller du président Moubarak, puis, au ministère des Affaires étrangères, par Ali Maher, que je connaissais depuis 1975 et allais retrouver de nouveau à Paris comme ambassadeur. Entre deux entretiens, je m'octroyai une fantaisie : une promenade à cheval, dans la douceur du crépuscule, au pied de la pyramide à degrés de Djoser, la plus vieille d'Égypte. Cette escapade et les

autres visites touristiques dont j'émaillais mon voyage m'aidaient à réfléchir et à relativiser la difficulté et l'importance de ma mission à l'échelle du temps.

Au Liban, Farès Boueiz, le ministre des Affaires étrangères, m'invita à aller le trouver dans sa belle maison de la montagne libanaise. Il s'inquiéta devant moi d'une possible paix entre la Syrie et Israël, dont il craignait qu'elle ne conduisît l'État hébreu à se désintéresser de l'indépendance du Liban et par là même à renforcer l'emprise de Damas.

À Beyrouth, l'ambassadeur, qui était absent, avait mis à ma disposition sa résidence provisoire de Mar Takla, un quartier de la capitale. Cette villa reflétait le goût un peu particulier de son constructeur, un émir du Golfe. Le lit de la chambre principale, rond et qu'un mécanisme permettait de faire tourner, était surmonté d'un dais en mosaïque de miroirs. On en imaginait la fonction : ce lieu seyait mieux aux ébats de son premier propriétaire qu'à la dignité de l'ambassadeur de France. Mais celui-ci devait patienter : sa résidence officielle était en ruine.

Je m'y rendis le lendemain matin, à l'aube. La résidence des Pins, construite en 1915 dans un style néo-ottoman pour servir de casino, avait été habitée par le général Gouraud, qui y avait proclamé le Grand Liban, puis par le général de Gaulle en 1940 et 1941. Mais située sur la ligne de front, elle avait été gravement endommagée pendant la guerre civile, qui venait de se terminer. Le parc avait été déminé, mais des arbres, il ne restait plus que quelques troncs calcinés. Les splendeurs passées du palais avaient fait place à quelques pans de murs noircis et béants, dont un angle était étayé par de grosses poutres. J'eus du mal à retenir mes larmes⁹.

Deux ans après la fin de la guerre, la vie reprenait cependant peu à peu ses droits dans la ville si durement éprouvée. Ainsi, on m'emmena dîner sur la place des Martyrs. Les maisons qui entouraient celle-ci paraissaient détruites, mais le restaurant, au milieu des ruines, était climatisé. Des couples élégants y devisaient gaiement.

Je me rendis par la route à Damas, où le ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Charaa, me fit un accueil chaleureux. Mais il avait mis une condition à mon déplacement : celui-ci serait présenté comme une visite amicale sans lien avec le groupe sur les réfugiés, puisque la Syrie ne participait pas au volet multilatéral. Cet artifice ne me posait pas de difficulté. Mais à la suite de notre entretien, Charaa, extrapolant quelque peu le message, assez convenu, qu'Alain Juppé m'avait autorisé à lui transmettre, fit annoncer par son porte-parole l'intention du gouvernement français de « renforcer le dialogue et la

coopération » avec Damas. À la lecture de la dépêche que l'AFP fit de cette déclaration, Juppé s'en étonna auprès de son cabinet...

Le 11 mai à Oslo, je pus enfin présenter mon rapport, qui ne contenait pas de propositions de ma part, mais rapportait celles des parties, en fait des Palestiniens. En séance, Yossi Hadass, tout en faisant bon accueil à mon papier, prétendit que celui-ci ne reflétait pas tout à fait les propos qu'il m'avait tenus en Israël. C'était faux, puisque je le lui avais soumis préalablement, comme à tous les chefs de délégation. En aparté, je lui en fis le reproche. Il me fit comprendre qu'il voulait se réserver une marge de manœuvre par rapport à ce qu'il m'avait dit et qu'il avait quand même voulu faire savoir. Ah, la diplomatie ! D'« émissaire », je devins « chef de file » et, cette fois, chargé de faire des propositions.

En octobre 1993, une conférence se tint à Tunis sur le thème spécifique du regroupement familial des Palestiniens. Le choix du lieu (par les Américains) n'était pas neutre : il permettait de « mouiller » un pays arabe, dont l'implication dans la problématique proche-orientale s'était jusque-là limitée à l'accueil d'Arafat pendant une douzaine d'années. La délégation israélienne était conduite par Yossi Beilin, vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement Rabin, qui était aussi un des chefs de file de la gauche israélienne. J'avais moi-même inclus dans ma délégation une brillante sociologue, Sonia Dayan, et un juriste de renom, Géraud de La Pradelle.

L'enjeu était de parvenir à une définition consensuelle de la famille sur la base de laquelle le regroupement serait opéré. La délégation israélienne avait d'abord tenté de diluer le débat en faisant ressortir le caractère flou et extensible de la notion de famille, surtout au Proche-Orient. Finalement, nous réussîmes à rallier l'ensemble des participants à une définition pragmatique de la famille qui, au-delà du noyau familial, pourrait comprendre les ascendants et descendants directs qui en dépendaient. En attendant un hypothétique statut permanent, elle aurait permis de faire face aux problèmes humanitaires les plus urgents, sans bouleverser la démographie des Territoires ni celle d'Israël. Très concrètement, Yossi Beilin avait donné son accord au retour de 10 000 Palestiniens sur deux ans et accepté plusieurs des demandes palestiniennes sur les procédures.

Les accords d'Oslo : une percée majeure

Le 24 août 1993, mon ami de longue date Ali Maher, ambassadeur d'Égypte à Paris, vint m'informer qu'un accord venait d'être conclu à Oslo entre Israéliens et Palestiniens. C'était l'aboutissement de négociations secrètes menées sous la

supervision de Shimon Peres et Ahmad Qoreï. L'ambassadeur n'en connaissait pas la teneur précise. De son côté, le président Moubarak avait appelé François Mitterrand pour lui annoncer l'envoi à Paris d'un émissaire palestinien, Yasser Abed Rabbo, chef du département de l'information de l'OLP, qui nous en dirait plus. Arafat venait de téléphoner au raïs¹⁰ égyptien à ce sujet.

L'Élysée passa le message au Quai d'Orsay, et le cabinet d'Alain Juppé me demanda de recevoir l'émissaire palestinien, que je connaissais déjà, avant qu'il ne fût reçu, éventuellement, à un niveau plus élevé. Yasser Abed Rabbo était lui-même arrivé à Paris le 24 août.

En France, les élections du mois de mars 1993 avaient balayé la gauche et donné aux partis de droite une écrasante majorité à l'Assemblée. En matière de politique étrangère, le gouvernement d'Édouard Balladur souhaitait prendre des distances à l'égard de la ligne Mauroy-Dumas, jugée trop complaisante à l'égard des Palestiniens et des pays arabes « progressistes ». Roland Dumas m'avait avoué son attirance pour les interlocuteurs sulfureux. Kadhafi lui avait un jour confié : « Vous savez, monsieur Dumas, je vous aime bien et j'aime bien le président Mitterrand, mais je ne le dis pas publiquement afin de ne pas vous embarrasser. » Ce contexte expliquait la prudence du Quai d'Orsay à l'annonce d'un possible accord.

Quand Yasser Abed Rabbo, jeune cinquantaine, grand front dégarni, grosse moustache, entra dans mon bureau, il affichait un sourire de bon augure. Il me décrivit les grandes lignes de l'accord conclu à Oslo.

Celui-ci établissait formellement le régime intérimaire d'autonomie prévu par la lettre d'invitation à la conférence de Madrid. Il prévoyait la création d'une Autorité palestinienne, puis d'un conseil législatif élu, y compris par les Palestiniens de Jérusalem, qui exercerait ses compétences sur Gaza et la Cisjordanie. Les Palestiniens se voyaient transférer les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé et des affaires sociales, en plus des impôts directs et du tourisme. Une police palestinienne serait créée ainsi que plusieurs administrations : une autorité pour l'électricité, une autre pour le port de Gaza, une banque de développement, etc.

L'armée israélienne se retirerait de la bande de Gaza et d'Hébron dans un délai maximum de quatre mois. Elle se redéploierait dans les autres territoires au plus tard avant les premières élections législatives.

L'accord ne préjugait pas le contenu du statut permanent qui, conformément aux termes de référence de Madrid, ferait l'objet de négociations à partir de la troisième année de la période intérimaire. Celles-ci porteraient sur Jérusalem, les

implantations (colonies israéliennes dans les territoires palestiniens), les arrangements de sécurité, les frontières et la coopération avec les pays voisins.

Je savais que quelque chose se tramait à Oslo. Dans l'été, nos services de renseignement m'avaient informé de la tenue de nombreuses réunions secrètes entre Israéliens et Palestiniens. Mais je ne m'attendais pas à une avancée aussi spectaculaire.

En mai 1993, je m'étais rendu dans la capitale norvégienne pour la réunion du groupe de travail sur les réfugiés dont j'ai déjà parlé. Yossi Hadass, qui avait été remplacé au ministère israélien des Affaires étrangères par Uri Savir, dirigeait la délégation israélienne. C'était un choix judicieux, car Yossi, proche du Likoud, serait un pare-feu contre d'éventuelles critiques. D'autre part, comme on se le rappelle, son parcours lui donnait une légitimité certaine en matière de réfugiés. Quant à Abou 'Ala (Ahmad Qoreï), il pilotait la délégation palestinienne depuis sa chambre au 11^e étage du Plaza, l'hôtel où se tenait la réunion, à laquelle il n'avait toujours pas le droit d'apparaître. Un jour, je tombai par hasard au pied de l'ascenseur sur Abou 'Ala et Yossi Hadass, qui ne se connaissaient pas. Je les présentai l'un à l'autre. Ils se serrèrent la main, puis échangèrent quelques mots dans l'ascenseur. Avant d'en sortir, Yossi me souffla à l'oreille : « Cette poignée de main n'a jamais existé. Si vous en faites état, je la démentirai. »

Je ne pense pas que cet épisode ait joué un rôle dans les contacts qui allaient bientôt se nouer : les deux parties ne manquaient pas de médiateurs prêts à faciliter leur rapprochement, dont les Norvégiens, qui organisèrent une série de réunions jusqu'au mois d'août.

Ce que j'ignorais, en recevant l'ambassadeur d'Égypte puis Yasser Abed Rabbo, c'était que, de son côté, Shimon Peres avait informé lui-même François Mitterrand, qu'il était allé voir secrètement à Paris¹¹, avant ou après – cela, je ne le sais pas – mes entretiens avec les deux visiteurs. Mais si l'engagement de Shimon Peres ne faisait pas de doute, on se demandait à Paris dans quelle mesure Yitzhak Rabin avait donné son aval à l'accord. Notre ambassadeur à Tel-Aviv était chargé de le vérifier. Nous en aurions confirmation vingt-quatre heures plus tard, soit que Rabin lui-même fût hésitant, soit qu'il dût s'assurer du soutien de l'ensemble de son gouvernement avant de prendre position. Quoi qu'il en fût, son approbation fit de lui un homme de paix au regard de l'Histoire.

Le 9 septembre 1993, Arafat signait une lettre pour Yitzhak Rabin et Johan Jørgen Holst, le ministre norvégien des Affaires étrangères, acceptant « le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité ». Les articles de la charte palestinienne niant ce droit étaient désormais « inopérants et sans validité ».

Rabin répondit le lendemain en reconnaissant l'OLP comme « le représentant du peuple palestinien ».

La France avait joué un rôle important dans cette étape. Symboliquement, c'était à Paris que s'étaient tenues les négociations préalables à cet échange de lettres¹². Plus en profondeur, cet aboutissement était la consécration des efforts de François Mitterrand pour rapprocher les deux parties depuis déjà plusieurs années : dès le mois de mai 1989, c'était à son instigation que Yasser Arafat avait déclaré, dans un entretien à TF1, que les dispositions de la charte de l'OLP impliquant la disparition d'Israël étaient « caduques ». Puis, en novembre 1992, lors d'un déjeuner à l'hôtel King David de Jérusalem, François Mitterrand avait vivement encouragé les dirigeants israéliens à s'adresser directement à l'OLP : « Ce sont, avait-il plaidé, les représentants légitimes du peuple palestinien et eux seuls peuvent parler au nom de leur peuple. » À l'occasion de cette visite, François Mitterrand avait annoncé, sur ma proposition, un programme de cent bourses d'études supérieures pour des étudiants palestiniens.

Le 13 septembre 1993, trois jours à peine après l'échange des lettres de reconnaissance mutuelle, les télévisions du monde entier passaient en boucle la poignée de main – un peu hésitante – entre Rabin et Arafat, dans la roseraie de la Maison Blanche, sous le regard de Bill Clinton. Quelques minutes plus tôt, Shimon Peres, Mahmoud Abbas – aujourd'hui président de l'Autorité palestinienne –, Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, et son homologue russe, Andreï Kozyrev, avaient apposé leur signature sur la « déclaration de principes » négociée à Oslo.

La mise en œuvre de celle-ci se révélant laborieuse, Yitzhak Rabin et Yasser Arafat se retrouvèrent au Caire, le 4 mai 1994, pour en préciser les dispositions et lancer officiellement le régime intérimaire, qui devait, selon les termes de leur accord, laisser la place au statut définitif cinq ans plus tard, donc le 4 mai 1999.

Une nouvelle étape serait encore franchie en septembre 1995 avec l'accord dit « de Taba », station balnéaire égyptienne sur la mer Rouge, qui répartit les Territoires palestiniens en trois zones : A, B et C. Dans la première, les Palestiniens exerceraient désormais l'ensemble des responsabilités, tant en matière civile que de sécurité ; dans la deuxième, leur compétence se limiterait aux affaires civiles ; dans la troisième, l'Autorité palestinienne aurait la responsabilité des affaires civiles, mais pas de celles liées à la terre : contrôle du sol, du sous-sol et de l'eau, c'est-à-dire pratiquement aucune. La zone C devait passer progressivement en zone B ou A.

Dans cette période, tout semblait possible. Les problèmes les plus complexes paraissaient pouvoir trouver une solution, parce qu'il y avait, de part et d'autre,

une volonté politique et, pour la servir, des personnalités d'exception, capables d'une vraie vision. J'étais particulièrement impressionné par la qualité des Palestiniens « de l'intérieur », comme Fayçal Hussein et Hanane Achraoui, qui enseignait à l'université de Beir Zeit.

En tête de ces questions complexes figurait – et figure toujours – le statut de Jérusalem, « capitale éternelle d'Israël », mais dont les Palestiniens veulent faire aussi celle de leur futur État. La Maison d'Orient de Jérusalem, alors dirigée par Fayçal Hussein, faisait office, après les accords d'Oslo, de bureau officieux de l'Autorité palestinienne dans la Ville sainte, avec l'accord tacite du gouvernement Rabin. Elle pouvait ainsi préfigurer une formule dans laquelle les Palestiniens auraient pu administrer leur État à partir de locaux situés dans Jérusalem et bénéficiant de privilèges d'extraterritorialité comparables à ceux des ambassades, sans que la ville fût de nouveau divisée.

Lors d'un séminaire franco-italien qui s'était tenu à Taormine, en Sicile, à l'automne 1992, j'avais convaincu Roland Dumas de proposer la création d'un groupe de réflexion franco-italien sur Jérusalem. Les Italiens accueillirent l'idée avec enthousiasme. Mais le ministre ferait ensuite machine arrière, en raison sans doute du caractère explosif de ce sujet.

La Maison d'Orient a été fermée par le gouvernement Sharon en août 2001, douchant les espoirs qu'elle avait fait naître. Le transfert à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis en Israël, en mai 2018, préjuge le statut de la Ville sainte, en contradiction avec le droit international.

Yitzhak Rabin

J'avais eu l'occasion de rencontrer Yitzhak Rabin une première fois en mai 1992, quand il était encore dans l'opposition, en compagnie de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui faisait une visite de travail en Israël. Le Quai d'Orsay avait imposé ma présence au ministre, ce qui me mettait dans une position peu confortable. À l'aéroport, avant de monter dans l'autobus, DSK m'avait présenté à Anne Sinclair, qui était aussi du voyage : « Chérie, je te présente l'œil de Moscou : M. Bajolet, du Quai d'Orsay. » J'accompagnai le ministre chez les deux Yitzhak : Shamir, le Premier ministre, puis Rabin (qui lui succéderait deux mois plus tard). Sur le moment, je dois avouer que ce dernier, visage rougeaud, voix caverneuse, peu disert sur le processus de paix, ne me fit pas une très forte impression. Je n'avais pas perçu, sous le masque, les qualités profondes de l'homme que son courage, l'Histoire et la mort allaient grandir.

Je revis Yitzhak Rabin au Quai d'Orsay, le 30 juin 1993, dans le salon de la Rotonde, le somptueux bureau du ministre français des Affaires étrangères. Le Premier ministre israélien effectuait une visite officielle à Paris, comprenant, entre autres, un entretien avec Alain Juppé. Celui-ci m'avait convié à y assister.

Une semaine avant cette visite, j'étais allé trouver Abou 'Ala à Tunis, qui m'avait demandé de passer le message suivant au chef du gouvernement israélien : « Dites-lui qu'il nous faut la paix, que l'occasion ne se présentera pas une deuxième fois ; les Israéliens ne peuvent nous ignorer plus longtemps ; il nous faut vivre ensemble et nous sommes prêts, pour notre part, à toutes les formes de coopération et de coexistence. »

« Mon gouvernement, expliqua Rabin à Juppé en écho à ce message, a assoupli sa position par rapport à celui de Shamir. Mais il a aussi ses limites, car il ne peut aller au-delà de ce qu'il considère comme essentiel pour Israël. Et puis, n'oubliez pas : nous sommes une démocratie qui négocie avec des États qui n'en sont pas. Israël doit donc se réserver une marge de sécurité. »

Rabin précisa ses intentions à l'égard de la Syrie : « Je suis prêt à envisager une évacuation du Golan et un retrait sur une frontière sûre et reconnue, assura-t-il. Mais en échange, nous souhaitons une normalisation complète avec Damas, comprenant ouverture d'ambassades, visas, circulation des personnes, etc. Nous voulons une normalisation entre les gens, pas seulement entre les gouvernements. Mais Assad ne répond pas à nos propositions. Nous avons demandé aux Américains de le relancer. »

Le Premier ministre israélien énonça les domaines qu'Israël était prêt à transférer aux Palestiniens. Puis il évoqua la lutte d'influence entre ceux de l'intérieur et Arafat. « Ce dernier, expliqua-t-il, veut être certain qu'il sera le chef après les élections palestiniennes. Il craint de rester à Tunis, où il serait marginalisé. C'est pourquoi il est tenté d'anticiper sur le statut final et n'est pas intéressé par le régime intérimaire. Cela nous pose problème. Pour nous, il est essentiel de bien distinguer les deux phases et de ne pas aborder tout de suite la question du statut définitif, sans quoi on irait tout droit à l'impasse. » En écoutant Rabin, je pensais que la politique intérieure israélienne lui imposait d'avancer par étapes.

« Aujourd'hui, lui répondit Alain Juppé, l'Europe a les yeux tournés vers l'ancienne Yougoslavie, qui est en train de se désagréger. Nous ne sommes pas partie prenante dans le processus de paix au Proche-Orient, mais vous pouvez compter sur notre soutien. Nous sommes disponibles, si nous pouvons être utiles. Le capital d'amitiés que nous avons dans la région peut servir. Nous sommes attachés à la sécurité d'Israël. Mais il est clair pour nous qu'il n'y aura pas de paix si les droits des Palestiniens ne sont pas reconnus.

» Je voudrais vous poser deux questions, poursuivit Alain Juppé : je comprends la distinction que vous faites entre régime intérimaire et statut final. Mais ne peut-on au moins tracer des perspectives pour le second ? Quand pourra-t-on poser la question de Jérusalem ? Deuxième question : excluez-vous tout dialogue direct avec l'OLP ? Il me semble difficile de progresser si vous ne le faites pas.

— À ce stade, Jérusalem-Est ne fera pas partie des territoires administrés par les Palestiniens, répondit Yitzhak Rabin. En revanche, j'y ai annulé les projets de construction de logements. C'était du gaspillage. Dans le statut final, Jérusalem devra rester réunifiée. »

Le dirigeant israélien ne répondit pas à la deuxième question : au moment de l'entretien, les négociations directes entre Israël et l'OLP avaient déjà commencé à Oslo.

Yasser Arafat

J'avais rencontré une première fois Yasser Arafat, également dans le bureau de la Rotonde, alors occupé par Roland Dumas. C'était en octobre 1991, quinze jours avant la conférence de Madrid. Arafat rayonnait. Un accord, béni par Washington, venait d'être scellé avec la Jordanie sur les modalités de représentation des Palestiniens à la conférence. Arafat était heureux de son coup : Haider Abdel Chafi, qui allait diriger la délégation palestinienne, n'était pas formellement membre de l'OLP. Mais c'était tout comme. Dans la pratique, ce serait l'OLP, donc lui Arafat, qui dirigerait la commission chargée de lui donner ses instructions. Et les Israéliens le savaient. « Parfois, ils font semblant d'être bêtes. Mais on ne peut cacher le soleil avec son doigt, s'amusa Arafat, en joignant le geste à la parole. Ils savent bien ce qu'il en est quand ils interceptent mes conversations téléphoniques et mes fax. »

Puis Roland Dumas me présenta à Arafat, en lui annonçant ma nomination pour représenter la France à la conférence de Madrid.

« Que pourrions-nous faire pour vous aider ? demanda le ministre.

— Le rôle de la France sera important dans les coulisses, répondit Arafat, notamment pour empêcher la construction de nouvelles implantations dans les Territoires palestiniens. C'est avec cela que Shamir peut dynamiter les négociations de paix. »

Force est de constater qu'Arafat avait vu juste : dans les années et les décennies suivantes, ce serait bien en truffant les Territoires palestiniens de

colonies israéliennes que l'État hébreu parviendrait à compromettre, sans doute de façon irrémédiable, les perspectives de paix avec les Palestiniens.

Comme on l'a vu, le gouvernement français changea à la suite des élections du mois de mars 1993, avec une posture globalement plus favorable à Israël et plus réservée à l'égard des Palestiniens. Il existait cependant des nuances en son sein : le ministre de la Défense Létard voulait renforcer les relations militaires avec Israël, y compris en livrant à ce dernier des équipements sensibles ; Alain Juppé s'inscrivait davantage dans la continuité de la politique française. Il était en phase, sur ce dossier comme sur plusieurs autres, avec le président Mitterrand. Quant au Premier ministre Balladur, il se montrait méfiant, voire carrément hostile, à l'égard d'Arafat, au point de vouloir éviter toute situation dans laquelle il aurait été contraint de lui serrer la main.

Ainsi, dans le courant de l'été 1993, une rumeur parvint à ses oreilles selon laquelle Arafat avait été invité à la cérémonie marquant l'inscription de la cathédrale Saint-Étienne de Bourges sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, cérémonie prévue pour le 4 septembre 1993. Or, Édouard Balladur avait lui-même l'intention de s'y rendre. Pour éviter une promiscuité aussi fâcheuse, Matignon nous demanda de veiller à ce que la visite à Bourges du chef palestinien se limitât au 3 septembre. Finalement, un conseiller souffla au Premier ministre que Yasser Arafat était bien capable de la prolonger jusqu'au 4. Édouard Balladur préféra alors rester à Paris.

En fait, comme l'entourage d'Arafat me le confirmerait par la suite, celui-ci n'avait jamais eu l'intention d'aller à Bourges. Il n'était même pas au courant de l'invitation dont un conseiller municipal, Khaled Boudali, avait pris l'initiative !

Après la signature de la « déclaration de principes » à Washington, Arafat voulut se rendre à Paris pour remercier François Mitterrand qui, on le sait, avait joué un rôle important dans la coulisse pour rapprocher Israël des Palestiniens. Le président de la République lui fixa aussitôt un rendez-vous. Dès lors, Édouard Balladur ne pouvait pas ne pas recevoir le chef palestinien. D'autant que les accords d'Oslo et leur bénédiction solennelle à la Maison Blanche avaient changé la donne.

Vendredi 22 octobre 1993

Trois lourdes berlines noires franchirent le portail de la rue de Varennes et entrèrent dans la cour de l'hôtel de Matignon. L'une d'entre elles vint aborder le perron en crissant sur le gravier. En descendit un Arafat en uniforme militaire et keffieh. Il fut rejoint sur les marches par Farouk Qaddoumi, dinosaure de l'OLP qui faisait office de ministre des Affaires étrangères, Fayçal Hussein, Yasser

Abed Rabbo et Leila Chahid, la nouvelle « déléguée générale de Palestine » en France. Poignées de main, présentations. On monta à l'étage. Balladur entraîna d'abord Arafat dans son bureau et l'y retint une vingtaine de minutes. Comme le Premier ministre nous le dirait lui-même plus tard, le chef palestinien déploya devant lui une carte de Jérusalem, pour lui en expliquer la problématique. Puis les deux hommes d'État vinrent nous rejoindre dans la salle de réunion, où je représentais le Quai d'Orsay, au côté de Jean de Gliniasty, notre consul général à Jérusalem.

Tandis qu'on servait le thé dans des tasses en porcelaine de Sèvres, j'observais les deux interlocuteurs qui se faisaient face, dont l'un, un mois et demi plus tôt, refusait d'envisager de serrer la main de l'autre. On ne pouvait imaginer personnages plus dissemblables : d'un côté l'homme politique aux airs gourmés que les dessinateurs croquaient avec une perruque poudrée et, de l'autre, l'ancien chef de guerre rusé à la barbe de trois jours, avec son keffieh disposé en forme de Palestine :

« Alors, monsieur Arafat, demanda le Premier ministre, à quel montant estimez-vous votre budget de fonctionnement pour la première année ?

— 50 millions de dollars, répondit le chef de l'OLP, comme s'il venait de jeter une mise sur une table de poker.

— Ah, c'est très raisonnable, commenta Édouard Balladur de sa voix ouatée.

— Mais il faut ajouter 500 millions pour la police, précisa Arafat, 600 pour les écoles, les universités et les hôpitaux, plus 400 millions pour les grands projets d'investissement : ports, aéroports, assainissement, télécommunications, électricité et eau. Donc, au total, il faut compter entre 1,5 et 1,7 milliard de dollars.

— Nous ne pourrons pas tout faire, recula le Premier ministre, mais nous souhaitons vous aider, accompagner vos efforts dans cette période difficile pour que les choses aillent jusqu'au bout. La bonne formule, c'est de prendre contact avec les ministres compétents. Mes collaborateurs verront avec les vôtres pour savoir avec qui parler et de quoi. Les ministres français concernés recevront les instructions nécessaires. »

Édouard Balladur termina la réunion sur une note chaleureuse, qui contrastait avec ses réserves quelques semaines plus tôt :

« La position de la France sur le Proche-Orient a été constante depuis le général de Gaulle, déclama-t-il, et je m'inscris moi-même dans cette continuité. Si vous réussissez, ce que je souhaite de tout cœur, la région connaîtra davantage de stabilité. C'est notre intérêt égoïste. En tout cas, aucun État ne pourra plus prendre prétexte de votre différend avec Israël. Cela fait deux générations que le conflit dure. Au regard de l'Histoire, c'est peu. Mais c'est une vie d'homme,

la vôtre, monsieur Arafat. D'ailleurs, je dirais la même chose à M. Rabin, auquel il a fallu aussi beaucoup de courage.

— Si les négociations secrètes aboutissent, commenta Arafat, ce sera parce que le ministre des Affaires étrangères israélien, Shimon Peres, a une large vision des choses. C'est un peu moins le cas de Rabin, qui est un militaire.

— Ça fait vingt ans qu'il est dans la politique, rétorqua Balladur. Il a eu le temps d'évoluer. En tout cas, vous avez tout notre soutien. »

Nous descendîmes dans le vestibule. Balladur raccompagna Arafat à sa voiture. Puis il revint vers nous et nous déclara, en soignant les liaisons :

« Au moment où je le reconduisais à son véhicule, M. Arafat m'a glissé à l'oreille le nom d'un intermédiaire avec lequel il faudrait que je me mette en relation si je voulais faire des affaires avec lui. Comme il ne prononce pas très bien le français, je ne suis pas sûr d'avoir compris. C'est un nom comme [...]. Voyez-vous de qui il s'agit ?

— Ce ne doit pas être quelqu'un de bien important, commenta Jean de Gliniasty, car ce nom ne me dit rien.

— Monsieur le consul général, vous ne connaissez pas nécessairement tous les gens importants.

— Évidemment, monsieur le Premier ministre, si vous allez le chercher dans un gourbi... »

À ce mot Balladur sursauta.

« Euh, tu crois que j'ai fait une gaffe ? » me souffla Gliniasty.

Renseignement pris dès mon retour à mon bureau, je pus rapprocher le nom rapporté par le Premier ministre d'un individu en chair et en os. C'était un personnage trouble, qui avait ses entrées à l'Élysée. Arafat était en train de faire la paix. Mais il n'avait pas renoncé à ses pratiques douteuses, bien éloignées des règles de la bonne gouvernance.

Deux mois plus tôt, Leila Chahid, issue par sa mère d'une grande famille palestinienne de Jérusalem, les Husseini, avait été nommée déléguée générale de Palestine en France, on l'a dit. Sa finesse, son charisme et ses qualités de communicante ont contribué à rendre populaire la cause palestinienne dans la classe politique et l'opinion françaises. Très simple et excellente cuisinière, elle invitait ses interlocuteurs à la bonne franquette. Un jour, elle me convia dans son appartement du VI^e arrondissement à partager un poisson qu'elle avait préparé elle-même. Elle faisait des allers et retours entre la casserole où mijotait la sauce et le téléphone, qui ne cessait de sonner. « Ah, excusez-moi, dit-elle, c'est Arafat. »

Leila Chahid resterait en poste à Paris pendant onze ans, avant de prendre les mêmes fonctions auprès de l'Union européenne jusqu'en 2015, date à laquelle elle se retirerait du service diplomatique palestinien.

Dans les derniers jours d'octobre 1995, je revis les principaux acteurs du processus de paix à Amman, où j'étais ambassadeur, à l'occasion d'un « sommet économique régional ». La France y était représentée par Yves Galland, ministre de l'Industrie, que j'avais bien connu au Parlement européen. J'organisai pour ce dernier des entretiens avec le roi Hussein, son Premier ministre le maréchal Zeid Ben Chaker et Yasser Arafat. Puis j'offris un dîner à ma résidence pour Shimon Peres, qui y venait pour la deuxième fois et me faisait l'honneur de me considérer comme un ami. Ce soir-là, nous eûmes une discussion passionnante avec lui, marquée par sa confiance dans le processus de paix qu'il avait largement contribué à mettre sur les rails.

Quelques heures plus tôt, les Jordaniens avaient offert un déjeuner-buffet pour les délégations. À un moment, Arafat s'était trouvé seul à sa table, que ses voisins avaient désertée pour aller se servir. J'étais allé m'asseoir à côté de lui.

« Monsieur le Président, votre parcours est extraordinaire, lui avais-je dit. Avec Yitzhak Rabin et Shimon Peres, vous êtes en train d'écrire l'Histoire. Il ne faut pas perdre de temps, car leur position est fragile en Israël, et vous ne trouverez plus jamais d'interlocuteurs tels qu'eux.

— Je le sais, répondit Arafat. Et je sais aussi ce que je dois à la France. Sans elle, je ne serais pas là aujourd'hui. Elle m'a toujours soutenu. Elle m'a même sauvé à Beyrouth en 1982, puis à Tripoli l'année suivante¹³. »

Yitzhak Rabin était également présent, mais nous ne pûmes le rencontrer, car il repartit aussitôt après avoir prononcé son discours. Il ne lui restait que six jours à vivre.

Le soir du 4 novembre 1995, sur la place des Rois d'Israël à Tel-Aviv, Rabin exprimait sa foi en la paix devant des milliers de partisans des accords d'Oslo : « Le gouvernement que j'ai l'honneur et le privilège de diriger, aux côtés de mon ami Shimon Peres, a décidé de donner sa chance à la paix [...]. J'ai toujours eu la conviction que la majorité de la population aspirait à la paix, était prête à prendre des risques pour son avènement [...]. La violence est opposée aux fondements de la démocratie israélienne. Elle doit être condamnée, rejetée, mise au ban. »

Au moment où il regagnait sa voiture, Yitzhak Rabin fut atteint de trois balles, tirées dans son dos par un extrémiste, Ygal Amir. Son décès serait annoncé peu de temps après son admission à l'hôpital. Dans sa poche, on trouverait sur un

billet taché de son sang les paroles d'une chanson chantée ce soir-là par la foule : *Shir la Shalom*, « chanson pour la paix ».

Cet assassinat n'était pas l'œuvre d'un fou isolé. Il s'inscrivait dans le contexte d'un climat de violence orchestré par la droite israélienne. Les jours précédents, on avait vu le chef de l'opposition, Benjamin Netanyahu, encourager des manifestants opposés aux accords d'Oslo, dont certains brandissaient des pancartes « Mort à Rabin » ou mettaient le feu à des portraits du Premier ministre en uniforme nazi.

* * *

Avec Rabin, c'était aussi la paix qui était assassinée. Sa dynamique brisée. Sept mois après la tragique disparition du Premier ministre, les élections portèrent de nouveau le Likoud au pouvoir. Benjamin Netanyahu, qui avait fait campagne contre les accords d'Oslo, en freina la mise en œuvre autant qu'il le put. Ehud Barak, qui lui succéda en mai 1999 à la tête d'un gouvernement travailliste, se montrerait incapable de relancer le processus de paix. Les efforts du président Clinton pour remettre celui-ci sur les rails, à Washington (octobre 1996), Wye Plantation (octobre 1998) puis à Camp David (juillet 2000), seraient autant d'échecs. Les Israéliens et, parfois les Américains, attribuèrent ceux-ci à Arafat. En réalité, les propositions sur lesquelles ce dernier était invité à se prononcer étaient toutes en retrait par rapport aux accords d'Oslo.

L'accord sur Hébron (janvier 1997) conclu par le gouvernement Netanyahu avec Arafat introduisit la notion de réciprocité, qui permettrait à Israël de prendre prétexte de tout incident de sécurité pour remettre en cause ses engagements, notamment en matière de redéploiement. Cette attitude tranchait avec celle de Rabin qui était déterminé à « faire la paix comme si le terrorisme n'existait pas et à combattre le terrorisme comme si le processus de paix n'existait pas ».

La deuxième intifada palestinienne, déclenchée par une visite d'Ariel Sharon, alors chef de l'opposition, sur l'esplanade des Mosquées/mont du Temple en septembre 2000, inaugura une nouvelle période de violence de part et d'autre, qui durerait plusieurs années.

Aucune des échéances des accords d'Oslo n'a été respectée. Les négociations sur le statut permanent sont en carafe depuis plusieurs années. Le régime intérimaire est toujours en place. Le redéploiement des troupes israéliennes s'est figé au début des années 2000. Les zones A et B de la Cisjordanie, dans lesquelles l'Autorité palestinienne exerce des responsabilités plus ou moins

larges, représentent 40 % du territoire et 84 % de la population palestinienne. La zone C, qui est sous le contrôle exclusif d'Israël, recèle, dans les 60 % restants, l'essentiel du sol encore disponible et des ressources en eau.

De plus, les zones A et B sont morcelées. Elles représentent une sorte d'archipel aux multiples îlots, entourés et séparés les uns des autres par la zone C, qui contient les colonies (implantations¹⁴) israéliennes et les routes qui les relient entre elles. Or ces colonies de peuplement juif en territoire palestinien, pourtant déclarées illégales par le Conseil de sécurité des Nations unies¹⁵, se sont considérablement développées. Leur construction, poussée par Menahem Begin (1977-1983) puis gelée par Yitzhak Rabin (hors croissance naturelle), a été reprise par Benjamin Netanyahu. Aujourd'hui, on compte cent trente-cinq colonies/implantations en Cisjordanie, auxquelles il faut ajouter les logements construits pour les Israéliens dans Jérusalem-Est. Au total, les colons seraient 530 000.

Israël a entrepris, à partir de 2002, la construction d'une « clôture de sécurité » le long de la « ligne verte » le séparant des Territoires palestiniens, qui empiète çà et là sur ceux-ci et inscrit un autre fait accompli sur le terrain. Israël a justifié cette construction par la multiplication des actes terroristes dont sa population était victime. Mais l'insécurité est aussi, au moins en partie, la conséquence du blocage, essentiellement de son fait, du processus de paix.

Ces développements ont privé progressivement de tout contenu un éventuel statut permanent et de toute viabilité l'État palestinien que celui-ci serait susceptible de comporter. Israël, c'est vrai, fait face à un problème existentiel : un État palestinien établi en Cisjordanie et à Gaza, avec éventuellement son siège à Jérusalem, ne serait-il pas, aux yeux des Palestiniens, une simple étape conduisant dans un deuxième temps à la reconquête du reste de la Palestine et à la disparition d'Israël ? La paix comporte un risque. Rabin avait décidé de le prendre. Mais ne pas faire la paix, n'est-ce pas prendre un risque encore plus grand ? La pérennité d'Israël peut-elle être assurée sur le fondement d'une injustice, d'un déni aussi criant des droits de tout un peuple ?

L'attitude partielle de l'administration Trump, dont certains membres de l'entourage sont proches du parti des colons israéliens, contribue au blocage de la situation. L'absence de perspective de paix, voire de perspective tout court, ne peut que favoriser l'extrémisme au sein de la population palestinienne en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza. Elle fait aussi peser une menace sur la pérennité de la Jordanie, dans laquelle certains responsables israéliens voient – cela n'est pas nouveau – un État palestinien de substitution.

Au moment où j'ai pris mes fonctions de directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient – c'était au lendemain de la guerre du Golfe de 1990-1991 –, j'étais sceptique quant aux chances de la paix que l'administration Bush tentait de promouvoir. La conférence de Madrid, puis, surtout, les accords d'Oslo m'avaient fait changer d'avis. Aujourd'hui, il est difficile de rester optimiste. La responsabilité de ce gâchis est partagée, mais pas de façon égale, car les deux parties n'ont pas le même poids ni les mêmes pouvoirs.

Notes

1. Haider Abdel Chafi est décédé le 25 septembre 2007 dans la bande de Gaza, à l'âge de 88 ans.
2. Grand parti de droite israélien.
3. Aujourd'hui Serguiev Possad.
4. Grand magasin sur la place Rouge.
5. Le prince Saoud al-Fayçal aura été ministre des Affaires étrangères de son pays pendant quarante ans, de 1975 à 2015. Je l'ai rencontré pour la dernière fois à Paris, peu de temps avant sa mort, le 9 juillet 2015, dans le bureau de Laurent Fabius.
6. Au Proche- et au Moyen-Orient, on appelle familièrement – mais cela reste très respectueux – les personnes par le nom de leur fils aîné (Arafat était ainsi Abou Ammar, « le père de Ammar » ; Mahmoud Abbas, son successeur, est Abou Mazen. Cela s'applique aussi aux femmes. Ainsi en est-il de la grande chanteuse égyptienne Oum Kalthoum, « la mère de Kalthoum »).
7. Ahmad Qoreï, principal négociateur palestinien des accords d'Oslo, serait ensuite Premier ministre d'Arafat, puis de Mahmoud Abbas.
8. Services secrets israéliens.
9. La résidence des Pins, qui a fait l'objet d'une restauration très réussie, est de nouveau habitée par l'ambassadeur de France au Liban depuis 1998.
10. Raïs : en arabe, « le chef », « le président ». La racine *r'as* signifie « tête » et le verbe qui en est issu « diriger ».
11. Uri Savir, « François Mitterrand et son rôle méconnu dans l'accord de 1993 entre Israël et les Palestiniens », *La Lettre de l'Institut François-Mitterrand*, 10 février 2014, n° 46.
12. *Ibidem*.
13. Alors que les Russes avaient refusé de l'évacuer, pour ne pas indisposer les Américains, avaient-ils expliqué.
14. Colonies est le terme le plus couramment utilisé en français. Le mot « implantations », plus neutre, est préféré par les Israéliens.
15. Résolution 446 du 22 mars 1979.

Jordanie : un royaume en sursis ?

L'adoubement

Paris, palais de l'Élysée, 9 mars 1994

La belle pendule du salon des Huissiers, au premier étage, indique 11 h 50. Installé dans un canapé Premier Empire recouvert de soie bleue, je contemple les tapisseries de Beauvais qui ornent le mur d'en face en attendant l'audience présidentielle. Je ne me doute pas alors que je serai amené à m'asseoir dans ce même salon et sur ce même canapé des dizaines de fois avant d'être reçu par quatre autres présidents. Ni que je connaîtrai ensuite par leur prénom plusieurs générations d'huissiers. Cette fois-ci, c'est François Mitterrand qui m'a donné rendez-vous pour midi. Je suis en partance pour Amman, où je viens d'être nommé ambassadeur. J'avais sollicité une audience, à tout hasard, car ce président-là n'a pas pour habitude de recevoir ses ambassadeurs. J'ai donc été surpris qu'il donne suite à ma demande. J'en ai informé Dominique de Villepin, directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, en lui demandant s'il avait des consignes particulières. « Une seule, m'a-t-il répondu : sois poli. » Et ce fut tout.

J'avais déjà eu l'occasion de rencontrer, ou plutôt d'entr'apercevoir, François Mitterrand lors de mon séjour en Italie, entre 1982 et 1985, dans tous les lieux superbes où se déroulaient les sommets bilatéraux ou européens : Rome, Venise, Florence et Milan. François Mitterrand aimait autant l'Italie que les dirigeants italiens lui inspiraient une forme de condescendance, voire de méfiance : Bettino Craxi, président du Conseil, Sandro Pertini, président de la République, et Giulio Andreotti, ministre des Affaires étrangères, ne trouvaient pas grâce à ses yeux, sans parler du pape Jean-Paul II, qui fascinait le chef de l'État, mais avec lequel celui-ci prendrait ses distances à partir de 1984 : il le soupçonnait d'avoir

encouragé en sous-main les manifestations en faveur de l'école libre¹. Peut-être était-ce l'une des raisons qui le conduiraient à éviter Rome lors des visites qu'il effectuerait ensuite en Italie.

Jacques Chirac, alors maire de Paris, jouait au contraire sur la défiance entre l'Élysée et le Vatican. Il s'était rendu dans la Ville éternelle en mai 1983, sous couvert du jumelage Paris-Rome, en fait pour rencontrer le pape. Je lui avais servi d'interprète pour la partie « laïque » de son programme et fis ainsi sa connaissance.

En novembre 1983, dans le cadre merveilleux de l'île San Giorgio à Venise, j'avais assisté à une passe d'armes entre Mitterrand et Andreotti. Le second reprochait au premier d'avoir ordonné des bombardements au Liban, en représailles à l'attentat contre le Drakkar², sans en avoir informé ses partenaires européens. Il avait exprimé ses critiques publiquement, le jour même du sommet. Dans ce contexte tendu, les deux hommes politiques avaient eu un accrochage sur l'élargissement de l'Europe à l'Espagne et au Portugal. François Mitterrand y était favorable, mais il l'abordait avec une certaine prudence, comme il l'avait expliqué lors de la réunion, en raison des inquiétudes des agriculteurs français.

« Malgré cela, avait osé insinuer Andreotti, votre prédécesseur Giscard d'Estaing, lui, s'était montré généreux à ce sujet. Mais je ne veux pas m'ingérer dans la politique intérieure française. — C'est pourtant exactement ce que vous faites », lui avait rétorqué Mitterrand.

Le soir, les deux délégations s'étaient rendues en gondole, à la lueur des torches, au palais Pisani Moretta, sur le Grand Canal, illuminé tout du long par des *fiaccole*³. Dans la gondole que je partageais avec eux, Edith Cresson et Jacques Delors, indifférents au cadre, devisaient sur les montants compensatoires monétaires, sujet alors d'actualité à Bruxelles. Pendant le dîner, on jouait un opéra de Pergolèse. Mais l'ambiance fut sinistre.

Il y avait pourtant force points communs entre Andreotti et Mitterrand, qui eussent pu l'un et l'autre servir de modèle à Machiavel. L'homme politique italien offrait une cible facile aux caricaturistes avec son port voûté et sa grosse tête de gargouille : lunettes d'écaille cachant des yeux malins, visage triangulaire, fendu d'une large bouche en tirelire et flanqué par de gigantesques oreilles en aérofreins. Il avait coutume de dire en plagiant Mussolini : « Gouverner les Italiens, ce n'est pas impossible, c'est inutile. »

À Florence, en juin 1985, le Premier ministre Craxi avait donné en l'honneur du président français un somptueux déjeuner. Il avait choisi pour cadre la Villa la Loggia, là même où, en 1478, la famille Pazzi avait tissé les fils d'une conjuration pour renverser les Médicis. *Branzino brasato, filetto di manzo in*

*crosta*⁴, le tout arrosé d'un délicieux *Villa Antinori*. Malgré cela, on avait frôlé l'incident diplomatique. Dans son toast, Bettino Craxi avait voulu rappeler l'épisode historique de 1478. Mais l'interprète, peu familier de l'histoire italienne, avait traduit quelque chose comme : « L'ombre des fous (*pazzi* en italien) plane au-dessus de notre rencontre. » Mitterrand avait fixé, interloqué, le président du Conseil italien, avant de comprendre qu'il s'agissait d'une erreur de traduction.

Mais, au-delà de ces frictions de personnalités, c'étaient des divergences de fond qui séparaient François Mitterrand de ses interlocuteurs italiens. Ce dernier leur reprochait de n'être « *europeisti* », comme ils se qualifiaient eux-mêmes, qu'en surface, se refusant à envisager de vraies perspectives politiques ou des solutions industrielles autonomes pour l'Europe face à la superpuissance américaine. En réalité, les Italiens se défiaient d'une Europe forte dans laquelle ils auraient été dominés par la France et l'Allemagne et, tout compte fait, préféraient apparaître auprès de Washington comme son meilleur allié sur le continent européen. Or, le dessein européen était vraiment la grande affaire de François Mitterrand. Je me souviens ainsi d'un discours sublime, plein de cette foi européenne, qu'il avait improvisé vers minuit, à l'issue d'un dîner, en février 1982, sous les fresques splendides de la Villa Madama, dans la campagne romaine, tirant l'assistance, subjuguée, de l'assoupissement qui commençait à la gagner.

La pendule marquait 12 h 20 lorsqu'un huissier à chaîne d'argent et queue-de-pie vint me tirer de mes rêveries. Il me fit traverser le Salon vert, puis m'introduisit dans le Salon doré, qui avait été le bureau du général de Gaulle. À partir de là, le cérémonial fut identique en tout point à celui que le grand homme avait instauré, ponctualité en moins : on était introduit chez le Général quand la pendule sonnait l'heure, ou la demi-heure, fixée. François Mitterrand, lui, ignorait le plus souvent l'adage de Louis XVIII : « L'exactitude est la politesse des rois et le devoir de tous les gens de bien. »

Le chef de l'État, qui était assis derrière son bureau, dos à la cheminée, me désigna un siège en face de lui (alors que tous ses successeurs me recevraient dans la partie salon, près de la porte d'entrée). Sans se lever, il me tendit la main à travers son bureau et me salua d'un « Bonjour, monsieur ». « Je reçois rarement les ambassadeurs, expliqua-t-il. Mais dans votre cas, j'ai souhaité le faire, en raison des liens personnels que j'entretiens avec le roi Hussein. Nous nous téléphonons de temps en temps⁵. Le roi a eu beaucoup d'attentions pour moi lors de ma dernière visite⁶. Il comprend le français, mais ne le parle pas, sans doute par timidité. Vous verrez, le roi a l'esprit ouvert, encore que... [Je me

suis longtemps interrogé sur cet « encore que ».] Et vous, connaissez-vous la culture et la langue de ces pays ? », question montrant que mon illustre interlocuteur n'avait pas regardé de bien près ma biographie. Et comme je répondais par l'affirmative : « C'est bien. Est-ce difficile d'apprendre l'arabe ? »

Puis François Mitterrand me livra son analyse, percutante et réaliste :

« La Jordanie n'est pas un pays, affirma-t-il. Historiquement, elle n'existe pas. Elle est entourée de puissances plus ou moins hostiles : Assad, sans doute, n'aime pas Hussein. Quant au roi Fahd, il éprouve une rancune tenace à l'égard de son voisin depuis la guerre du Golfe.

— En effet, opinai-je : Hussein vient de faire son petit pèlerinage à La Mecque, mais Fahd ne l'a pas reçu.

— Ça ne m'étonne pas, reprit le chef de l'État. La dynastie hachémite, de son côté, considère les Saoud comme des parvenus et des usurpateurs. »

Nous abordâmes ensuite la question des relations entre la France et la Jordanie.

« Les Jordaniens font beaucoup pour la langue française, se félicita François Mitterrand. On reçoit maintenant à Amman de bonnes émissions en français, qu'il s'agisse de TV5 ou de CFI⁷. La Jordanie est un pays où la position de la France est bonne et a progressé. En revanche, il n'y a pas grand-chose à attendre sur le plan économique. Cela étant, on a beaucoup espéré de l'Arabie Saoudite, par exemple, et on n'en a pas obtenu grand-chose. Les Saoudiens sont prodiges en bonnes paroles, mais donnent tous les contrats aux Américains, sans se souvenir de notre engagement dans la guerre du Golfe. Lors de l'escale que j'ai faite récemment à Djedda⁸, le roi a été dithyrambique sur la France. Il m'aurait arraché des larmes. Et pourtant, avez-vous vu comment s'est passée la visite du Premier ministre⁹ ? [Il hésite, ou plutôt savoure le qualificatif qu'il va appliquer à ce déplacement d'Édouard Balladur.] Je dirais... d'une façon... hum... médiocre.

» En somme, conclut François Mitterrand, vous ne devriez pas rencontrer de grands problèmes à votre arrivée.

— Monsieur le Président, demandai-je, souhaitez-vous me charger d'un message pour le roi Hussein ?

— Bien sûr, mais ce sera forcément banal. Dites-lui mon intérêt pour la Jordanie, mon souci de maintenir de bonnes relations avec elle et ne manquez pas de lui transmettre mon souvenir amical, toutes raisons pour lesquelles j'ai souhaité vous voir avant votre départ. »

Puis cette fois, le chef de l'État se leva et me raccompagna jusqu'à la porte de son bureau : « Au revoir, monsieur l'ambassadeur, vous me verrez sans doute en

Jordanie. » Ce « monsieur l’ambassadeur », lui aussi à la manière du général de Gaulle, signifiait que j’étais désormais adoubé. Je reverrais encore trois fois François Mitterrand, mais à Paris, à l’occasion de visites du roi Hussein. Deux fois François Mitterrand nous accueillit à déjeuner. Mais une autre fois, en août 1994, très malade, il nous reçut dans son bureau, laissant le Premier ministre Balladur donner le déjeuner.

Dominique de Villepin m’avait, de son côté, fait des recommandations peu encourageantes. Lorsque ma nomination à Amman fut acquise, en décembre 1993, il me tint ce langage, que je cite *in extenso*, car il me paraît bien refléter l’état d’esprit de notre futur ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre : « Le Moyen-Orient, ce n’est pas notre affaire. Ce n’est pas une priorité pour nous. Il est plus important d’obtenir un rôle pour l’UEO¹⁰ qu’une place dans le processus de paix israélo-palestinien. La “politique arabe de la France”, c’est terminé. Il faut en finir avec le sentimentalisme. Laissons cela aux Américains. Si un coup se présente, il faut le faire. Mais au total, il faut porter un regard serein sur les choses. Ton rôle sera important, car c’est l’analyse d’Amman qui donne le ton. Il ne faut rien faire qui dépasse. Il faut éviter les situations ou fréquentations compromettantes. Mieux vaut renoncer à une information que se prêter à un contact dangereux. Cette région, on en voit bien les dangers et les risques. Il faut chercher à les éviter. » Et de me citer l’exemple d’un collègue qui a bien réussi parce que son pays de résidence « n’est pas son truc » et un autre qui a raté son coup parce qu’il a surestimé l’importance du sien.

Je me suis alors demandé si cette mise en garde devait être prise au premier degré ou si mon interlocuteur avait un peu forcé sa pensée pour refréner mon enthousiasme naturel, qu’il connaissait bien. La réponse se situe sans doute quelque part entre ces deux hypothèses. À la lumière de cette tirade, le célèbre discours à l’ONU de Dominique de Villepin, le 14 février 2003, pourrait apparaître comme un beau coup sans lendemain. J’y reviendrai.

Je n’ai pas vraiment tenu compte des recommandations que Dominique de Villepin m’avait prodiguées, car j’ai toujours pensé que la France avait un rôle particulier à jouer dans cette région. Je le pense encore.

La Jordanie, pas un pays ?

« Il y a cinquante ans, aucun des pays de la région n’existait, sous sa forme actuelle, et personne ne peut dire aujourd’hui lequel existera encore dans cinquante ans. Mais en attendant, ne trouvez-vous pas que ce que nous autres, les

Hachémites¹¹, avons fait est extraordinaire ? » Celui qui me tenait ces propos était un prince de la famille royale, neveu du roi Hussein, alors investi d'importantes responsabilités dans le domaine du renseignement. Sa remarque, pleine de lucidité, rejoignait, sous une forme moins brutale, l'appréciation de François Mitterrand. Pourtant, la Jordanie est une réussite politique. Elle a toujours joué et joue encore un rôle modérateur au Proche- et au Moyen-Orient. Sa survie est indispensable aux équilibres dans la région et à la stabilité de celle-ci. Mais jamais elle n'a été aussi menacée qu'aujourd'hui.

La création de la Jordanie n'était pas envisagée dans les accords conclus pendant la Première Guerre mondiale, dont les fameux accords Sykes-Picot (1916). Elle est le fruit, comme beaucoup de situations dans l'histoire, du jeu de la politique et du hasard.

Les Hachémites ont été, depuis le XII^e siècle et jusqu'en 1926, les gardiens des deux lieux saints de La Mecque et Médine. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le chérif¹² de La Mecque s'appelait Hussein. Son fils aîné, Fayçal, avait été placé par les Britanniques sur le trône d'Irak, après avoir été chassé de Damas, au début de 1920, par le général Gouraud. Son cadet, Abdallah (le futur Abdallah I^{er} de Jordanie), était en disgrâce : en novembre 1919, il s'était fait battre par les troupes d'Ibn Saoud, le futur fondateur de l'Arabie Saoudite. Craignant la colère de son père, il s'était enfui vers le nord, puis à Ma'an, aujourd'hui dans le sud de la Jordanie. Les Britanniques saisirent l'occasion pour créer une zone tampon entre la Syrie et l'Arabie afin de contenir les ambitions de la France. C'est ainsi qu'ils créèrent un nouvel émirat, qu'ils appelèrent Transjordanie (la Cisjordanie désigne les territoires à l'ouest du Jourdain). Ils nommèrent Abdallah à sa tête, tout en s'en réservant les postes les plus importants. En 1921, Abdallah, après avoir hésité entre Salt et Amman, choisit finalement cette dernière ville, plus proche de la ligne de chemin de fer, comme capitale. C'est ainsi qu'Amman, qui, au début des années 1900, n'était qu'un village de tentes autour des ruines de l'antique Philadelphia, est aujourd'hui une capitale de 3 millions d'habitants, tandis que Salt n'en compte que quelques dizaines de milliers.

Abdallah prit le titre de roi de Transjordanie en 1946, sous le nom d'Abdallah I^{er}, puis de Jordanie en 1949. À la faveur de la guerre israélo-arabe de 1948, Abdallah s'empara de la Cisjordanie et de la partie arabe de Jérusalem, située à l'est de la ville. Mais ses ambitions lui valurent de mortelles animosités, dont celle du grand mufti. Abdallah I^{er} fut assassiné à Jérusalem le 20 juillet 1951 en présence de son petit-fils Hussein. Celui-ci fut sauvé par une décoration qu'il

portait sur sa poitrine et qui arrêta une balle autrement fatale. Un an plus tard, il monterait sur le trône de Jordanie sous le nom de Hussein I^{er}. C'est « notre » roi Hussein.

Entre-temps, les Hachémites avaient perdu la garde des deux lieux saints d'Arabie, qu'ils détenaient depuis huit cents ans : le chérif Hussein, cupide et de plus en plus caractériel, s'était mis à dos ses propres sujets, mais aussi les pèlerins, qu'il taxait abusivement, ainsi qu'une bonne partie du monde arabe, et jusqu'à ses anciens protecteurs britanniques. Quand il se proclama calife lors de l'abolition de cette dignité par l'Assemblée nationale turque en mars 1924 et se prétendit roi de toute la péninsule arabique, il provoqua l'entrée en guerre d'Ibn Saoud, dont j'ai déjà parlé. Celui-ci s'empara de La Mecque et se fit proclamer roi d'Arabie, appelée aussitôt « Saoudite », en 1932.

La fortune n'a pas davantage souri aux Hachémites d'Irak : Fayçal II, le petit-fils du premier roi, fut assassiné le 14 juillet 1958 lors de la révolution conduite par le général Abdel Karim Qassem.

À l'issue de la guerre des Six Jours, en 1967, les Hachémites perdirent aussi la Cisjordanie, puis Jérusalem-Est, annexé par Israël en 1980.

C'est ainsi que s'éteignit pour les Hachémites l'espoir de poser leur couronne sur le grand royaume arabe que les Anglais, en particulier le colonel Thomas Edward Lawrence, dit Lawrence d'Arabie, leur avaient fait miroiter pendant la Première Guerre mondiale. Ils avaient été chassés d'Arabie par une dynastie relativement récente et qui n'appartenait pas à la famille du Prophète. À partir de la fin des années 1950, les Hachémites ne régneraient plus que sur la Jordanie.

Ils conservent cependant la garde des deux lieux saints musulmans de Jérusalem : la mosquée Al-Aqsa et le dôme du Rocher, sur l'esplanade que les Israéliens appellent le mont du Temple : c'est en effet sur ce promontoire que se dressait l'unique temple du judaïsme, celui d'où Jésus avait chassé les marchands. Les Romains le détruisirent en 70 de notre ère pour punir les Juifs, qui s'étaient soulevés. Le mur des Lamentations est un côté de l'ancien soubassement de cet édifice.

Arrivée en Jordanie

La première personnalité que je rencontrai à mon arrivée à Amman, le 16 mars 1994, fut le prince Abdallah, l'actuel roi de Jordanie, qui se trouvait à l'aéroport en partance pour je ne sais plus quelle destination, en compagnie de son épouse, la princesse Rania. Celle-ci était alors enceinte de leur fils Hussein, aujourd'hui prince héritier.

Je présentai mes lettres de créance au roi Hussein une dizaine de jours plus tard. Dans les pays occidentaux, cette cérémonie est aujourd'hui plus ou moins expédiée, et les nouveaux ambassadeurs sont reçus à la chaîne ou en groupe. Dans d'autres pays, en revanche, les chefs d'État y attachent une importance particulière : manifestation de souveraineté par excellence, elle leur permet d'afficher leur influence internationale. C'était le cas en Jordanie. Quel que soit le pays cependant, on ne peut avoir aucun contact officiel avant la présentation des lettres de créance. Souvent, pour éviter aux ambassadeurs une trop longue période d'attente, ceux-ci sont invités à présenter au ministre des Affaires étrangères du pays de leur résidence la « copie figurée » de leurs lettres de créance, ce qui leur permet de commencer à travailler.

Après avoir passé en revue une compagnie de la garde royale en grand uniforme, je fus introduit auprès du souverain, auquel je remis les lettres de créance signées par François Mitterrand. À l'époque, celles-ci étaient encore rédigées dans un style très louis-quatorzien. Le dernier paragraphe en était ainsi formulé : « [...] Je Vous prie, très cher et grand ami, de l'accueillir [c'est-à-dire moi] avec Votre bienveillance accoutumée et d'ajouter foi et créance entière à tout ce qu'il Vous dira de Ma part, surtout lorsqu'il exprimera à Votre Majesté les assurances de Ma haute estime et de Ma constante amitié. » Cette formule désuète avait l'avantage de contenir le mot « créance ». Elle a ensuite été simplifiée par le président Sarkozy. Après la cérémonie formelle, le roi m'accorda une audience pour entendre le message oral du président Mitterrand dont je lui avais fait savoir que j'étais porteur.

Quelques heures plus tôt, l'ambassadeur des États-Unis Wesley Egan, arrivé deux semaines avant moi, avait eu droit exactement au même traitement. Le souverain avait souhaité que la présentation des lettres de créance des ambassadeurs américain et français eût lieu le même jour. Ce faisant, il cherchait à afficher une forme d'équilibre dans les relations de la Jordanie avec ces deux partenaires étrangers, la proximité du royaume avec Washington suscitant quelques réserves dans le pays. Bien sûr, cet équilibre relevait du trompe-l'œil, telles les fresques du palais Farnèse à Rome, où, dans la salle des Fastes, une fausse cheminée fait pendant à la vraie : en aucun cas l'influence et les moyens de la France ne pouvaient, en Jordanie, être comparés à ceux des États-Unis. Mais, tout au long de mon séjour, j'ai joué sur ce souci d'affichage du monarque et cherché à obtenir plus qu'un trompe-l'œil pour notre pays en amenant le roi à trancher aussi souvent que possible en faveur des intérêts français.

Ce souci de positionnement par rapport aux États-Unis figurait dans la lettre d'instructions qu'Alain Juppé m'avait adressée (et que j'avais contribué à rédiger, comme c'est l'usage) : « L'objectif principal de votre mission en

Jordanie, m'écrivait-il, sera d'y développer notre influence sur les plans politique, militaire, culturel et économique, de telle sorte que la France puisse apparaître comme le partenaire du royaume le mieux à même de l'aider à éviter une relation trop exclusive avec les États-Unis d'Amérique. » Le décor était planté. La mission claire.

C'est ainsi que, quinze jours après mon arrivée, je proposai au roi Hussein d'engager la négociation d'un accord de coopération militaire, tout en lui précisant que je n'avais à ce stade aucune instruction de Paris à ce sujet. Je souhaitais seulement le sonder sur ce projet pour le soumettre à mes autorités, s'il y était favorable. Le roi accepta avec enthousiasme, et après quelques mois de négociations l'accord serait signé en décembre 1995. Il sert toujours de base aux relations de nos armées avec la Jordanie et a démontré récemment son utilité lors de la guerre contre Daech. Le ministre de la Défense, Charles Millon, m'avoua, après avoir signé l'accord, qu'il l'aurait bloqué si la Jordanie n'avait pas conclu préalablement un traité de paix avec Israël.

Dans le domaine civil, le dossier le plus important que j'eus à suivre fut celui de l'A340 d'Airbus, que j'espérais faire acquérir par Royal Jordanian. La tâche n'était pas facile, car la Jordanie estimait que les conditions financières qui lui avaient été faites pour le paiement des dix avions A310 et A320 acquis en 1986 et le rééchelonnement de la dette qui en avait résulté étaient excessivement sévères.

Au début de mon séjour en Jordanie, je ne pouvais compter pour ce dossier sur l'appui de François Mitterrand, qui ne s'intéressait pas aux affaires bilatérales. Pour l'avoir ignoré, j'ai failli le mettre en difficulté (et m'y mettre par la même occasion). Lors d'un déjeuner du roi Hussein à l'Élysée, en mars 1995, j'avais cru habile d'amener le dossier de l'A340 dans la conversation :

« Je garde un souvenir inoubliable du survol de Pétra¹³, alors que vous étiez aux commandes de l'hélicoptère, se souvint François Mitterrand. Finalement, ce n'était pas une si grande imprudence que j'avais commise en acceptant d'y monter.

— Sa Majesté est aussi un excellent pilote d'avion, remarquai-je. C'est le roi qui pilotait l'appareil qui nous a amenés à Paris et il a eu l'occasion de tester l'A340¹⁴.

— Ah bon, reprit le Président, parce que vous avez déjà des A340 dans votre flotte ?

— Pas encore, mais nous étudions cette possibilité », répondit le souverain en m'adressant un regard amusé.

Raté ! la démonstration du manque d'intérêt présidentiel n'était évidemment pas de nature à faire avancer la cause d'Airbus. Il en irait tout autrement de Jacques Chirac qui ne quittait jamais des yeux, pendant les déjeuners de travail, la feuille de format A5 que ses conseillers lui avaient préparée. Il n'hésitait pas, entre deux plaisanteries, à aborder très directement et précisément les questions bilatérales.

De son côté, mon homologue américain Wesley Egan poussait la carte de Boeing. C'était de bonne guerre. Cette compétition entre nous se déroulait à la loyale, et parfois même avec humour. Lorsque mon collègue me fit sa visite d'adieu, peu de temps avant mon propre départ, nous échangeâmes des T-shirts de Boeing et Airbus.

J'avais quitté la Jordanie depuis plusieurs mois lorsque celle-ci acquit trois Airbus supplémentaires, dont un A340 pour l'usage du roi. Je ne sais dans quelle mesure j'ai contribué à ce résultat, d'ailleurs assez modeste.

Wesley Egan se piquait d'en savoir toujours un peu plus que moi sur les coulisses de cette petite cour de Turlipatan.

En voici un exemple :

Le corps diplomatique s'interrogeait sur les causes d'une hospitalisation du roi Hussein, que la presse venait d'annoncer. Mon collègue américain m'apprit aussitôt que le souverain devait être opéré d'un furoncle mal placé. Rien de grave. Je citai alors Montaigne : « Sur le plus haut trône du monde, on n'est jamais assis que sur son cul. » Mon collègue s'empressa de répéter cette phrase au souverain, qui n'eut pas de mal à en deviner l'origine : l'ambassadeur des États-Unis n'était pas réputé pour sa connaissance de la littérature française.

Le roi Hussein

Le roi Hussein eut un destin extraordinaire. Après l'assassinat de son grand-père Abdallah I^{er}, c'est son père, Talal, qui devint roi. Mais celui-ci, atteint de schizophrénie, fut déposé un an plus tard par le Parlement. Hussein lui succéda ainsi en août 1952 à l'âge de 17 ans. Il devait régner quarante-sept ans et connut tous les grands du monde de la seconde moitié du xx^e siècle : Churchill, de Gaulle, Kennedy, Khrouchtchev, Nasser, Nehru, et bien d'autres.

Il y eut inévitablement dans la longue carrière de ce souverain des épisodes sombres. L'un d'entre eux fut la « trahison » du chef d'état-major des armées, Ali Abou Nouwar, qui n'en était peut-être pas une. Le roi raconte dans *Mon métier de roi*¹⁵ que, en avril 1957, Ali Abou Nouwar avait ourdi un complot pour

le renverser, voire l'assassiner. Lorsque le projet fut découvert, Abou Nouwar vint implorer sa grâce, à genoux, devant le roi, qui l'autorisa à quitter le pays. Le général obtiendrait son pardon en 1965, puis même un poste d'ambassadeur à Paris, en 1971.

La réalité était certainement plus politique (et un peu moins glorieuse pour le roi) : en 1956, Abou Nouwar, qui était un nationaliste arabe proche des « officiers libres », autrement dit de Nasser, avait convaincu Hussein de renvoyer Glubb Pasha, un officier britannique qui commandait l'« Arab Legion », embryon d'armée jordanienne, et de le nommer à sa place.

Mais dans le contexte de la guerre froide, l'influence que les nationalistes arabes paraissent exercer sur le roi Hussein inquiétait les États-Unis et la Grande-Bretagne. En avril 1957, le roi remercia le Premier ministre nassérien, Souleïman Naboulsi, puis écarta Ali Abou Nouwar, sous prétexte d'implication dans le prétendu complot.

L'épisode le plus sanglant du règne de Hussein fut sans nul doute la répression des Palestiniens, connue sous le nom de « Septembre noir ». À la suite de la guerre des Six Jours de juin 1967, des milliers de Palestiniens s'étaient réfugiés en Jordanie. Deux ans plus tard, ils étaient devenus un État dans l'État, disposant de leurs propres milices de combattants, les « fedayine ». En décembre 1969, le roi Hussein déclara son intérêt pour le « plan Rogers », du nom du secrétaire d'État américain de l'époque, visant à mettre fin à l'état de guerre entre les pays arabes et Israël. Arafat et Habache, chef du FPLP, un mouvement palestinien radical, crièrent à la trahison et appelèrent ouvertement au renversement du roi.

L'évènement déclencheur de Septembre noir fut le détournement par le FPLP, le 6 septembre 1970, de trois avions de ligne qu'il fit poser sur la base de Zarqa, dont il avait le contrôle. Le roi, après avoir réussi à faire libérer les otages, fit bombarder les camps palestiniens disséminés dans le pays. La guerre cessa une dizaine de jours plus tard grâce à la médiation de Nasser. Mais elle avait fait des milliers de victimes parmi les Palestiniens et précipité des milliers d'autres vers le Liban. Cet afflux de réfugiés serait à l'origine de la guerre que ce pays connaîtrait moins de cinq ans plus tard.

Les troupes syriennes, qui avaient fait mouvement vers la Jordanie pour venir au secours des Palestiniens, firent demi-tour à la suite d'un revirement de Damas. Au contraire de Salah Jedid, qui dirigeait alors le gouvernement syrien, Assad, son ministre de la Défense, plus pragmatique, refusait d'aider les Palestiniens. Menacé de limogeage, il prit les devants en faisant arrêter Jedid en novembre 1970. Hafez al-Assad devenait le maître absolu de la Syrie.

J'allais nouer avec le roi Hussein une relation exceptionnelle. J'appréciais chez ce souverain son habileté et son courage politiques, sa sagesse, mais aussi

sa générosité, son humanité, son attention aux autres, quel que fût leur rang social, et sa profonde humilité. Je n'hésite pas à dire que c'est auprès de lui que j'ai appris le plein sens de ce mot « humilité ». Parfois, le roi me recevait chez lui, en bras de chemise, assis sur un coin de canapé et sollicitait mon avis, comme s'il s'adressait à un pair expérimenté. Ses yeux brillaient d'intelligence et de malice, mais se mouillaient aussi facilement, car il était sensible. En résumé : j'éprouvais du respect pour le chef d'État et de l'affection pour la personne.

Le courant passa très vite entre nous. Lors d'un de nos premiers entretiens, le roi me proposa de venir le voir aussi souvent que je le voudrais et m'encouragea à l'appeler au téléphone en cas de besoin. Je n'hésitais pas à le faire et usai de cet accès tout particulièrement en juillet-août 1995, alors que la crise de l'ex-Yougoslavie atteignait son paroxysme. Après le drame de Srebrenica, dont le président Chirac souhaitait éviter à tout prix la répétition, à Sarajevo, Goražde, Bihać ou Žepa, nous nous appelions quasiment tous les jours et parfois plusieurs fois par jour. Si je n'en prenais pas l'initiative, c'était le roi qui le faisait. Il me disait son admiration pour la politique courageuse du président Chirac et souhaitait la soutenir en usant de son influence dans le monde musulman.

Si je demandais à voir le souverain pour traiter une question urgente, il me recevait dans la journée, s'il était à Amman, mais pouvait me faire patienter dans son antichambre, le temps que son agenda se libère. J'eus ainsi tout le loisir d'y méditer une prière écrite par un pasteur américain¹⁶ qu'il y avait fait afficher : « Mon Dieu, donne-moi la grâce d'accepter avec sérénité les choses que je ne peux changer, le courage de changer celles qui doivent l'être et la sagesse de distinguer les unes des autres. »

Le roi eut un jour l'occasion de m'expliquer comment il voyait sa position de monarque, alors que je lui disais combien celle-ci me paraissait enviable :

« Vous n'avez pas eu à vous battre pour le pouvoir, lui faisais-je valoir ; vous êtes né pour l'exercer et y avez été préparé dès votre enfance ; vous êtes un descendant du Prophète, ce qui vous donne une légitimité naturelle ; vous avez un Premier ministre pour prendre les décisions impopulaires, que vous pouvez renvoyer quand vous le voulez, et vous ne vous en privez pas [d'ailleurs, l'un d'entre eux, Abdelkarim Kabariti, m'avait dit avoir lui-même suggéré au roi de l'utiliser « comme un Kleenex »].

— Détrompez-vous, me répondit le roi. Aujourd'hui, ça ne marche plus comme cela et c'est beaucoup plus compliqué d'être roi que d'être président de la République : quand on est président de la République, on peut dire au peuple, s'il n'est pas content : « C'est vous qui m'avez élu et si à la fin de mon mandat

vous n'êtes toujours pas satisfait de moi, vous en éliez un autre." Certes, comme vous l'avez rappelé, je descends du Prophète et cela contribue au prestige de la Couronne. Mais cela ne peut, à soi seul, asseoir une légitimité. Je dois, tous les jours, œuvrer pour la mériter aux yeux de mon peuple et le servir du mieux que je peux. C'est aussi la raison pour laquelle je m'efforce d'être irréprochable et exige de toute ma famille qu'elle observe un comportement exemplaire. Je lui demande de vivre dignement, mais sans ostentation. Ainsi, j'interdis aux femmes de s'habiller chez les grands couturiers, aux princes et aux princesses de rouler dans des voitures de luxe. Ils doivent conduire eux-mêmes leur véhicule. Ils ont toute la sécurité nécessaire, mais pas de chauffeur. »

En janvier 1995, le roi me reçut, cette fois-là, en tenue militaire, dans une petite pièce de son palais, derrière un modeste bureau de fer, type Sécurité sociale des années 1950, qui aurait pu être celui d'un de ses secrétaires. Il était déçu du sommet de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) qui s'était tenu à Casablanca le mois précédent, peut-être parce qu'il n'avait pas réussi à y faire saluer le traité de paix qu'il venait de signer deux mois plus tôt avec Israël. « Un vrai gâchis », se désola-t-il. Il me livra une galerie de portraits de ses homologues arabes : du Maghreb au Machrek, aucun ne trouvait grâce à ses yeux, ou presque. Il se montra critique à l'égard de Hassan II, organisateur du sommet : « À quoi rime son baisemain, à l'aube du ^{xxi}^e siècle ? ironisa-t-il en baisant sa propre main. D'ailleurs, je l'ai dit à Hassan II. Certaines républiques, qui tentent de se transformer en monarchies, ne valent guère mieux. Ainsi Assad, qui veut placer Bachar. Ceux-là se trompent. Il est plus important de traiter les problèmes économiques et sociaux, et en même temps d'ouvrir progressivement nos pays à la démocratie et au pluralisme. Il n'y a pas d'autre solution. »

Puis il ajouta : « Quant à moi, je réfléchis à ma propre succession, que je souhaite préparer de la façon la plus responsable possible. »

J'interprétei cette dernière remarque comme signifiant que la désignation de Hassan, frère du roi et alors prince héritier, n'était pas acquise.

Hussein appréciait et estimait la personne du président Moubarak, mais se plaignait de la difficulté qu'il avait à traiter avec lui : « Quand je normalise avec Israël, il n'est pas content, car il trouve que j'en fais trop ; quand je durcis ma position, il n'est pas content non plus. En somme, il veut qu'on ne fasse rien sans lui ; mais quand je lui propose de nous rendre ensemble à Washington¹⁷, pour y rencontrer Netanyahou et Arafat, il se dérobe. »

Flattant, je l'avoue, les sentiments du roi Hussein à l'égard du président égyptien, je lui avais raconté l'anecdote suivante, que j'avais entendue au Caire :

À l'approche d'un 4 mai, date anniversaire de Hosni Moubarak, ses ministres s'interrogeaient sur le cadeau qu'ils allaient bien pouvoir lui offrir. Cette fois, il fallait sortir des sentiers battus. L'un d'entre eux eut soudain une idée : « Pourquoi pas un puzzle ? » Aussitôt dit, aussitôt fait. Le choix était le bon : le raïs s'enferma dans son bureau et, toutes affaires cessantes, se mit à assembler les pièces une à une. Les heures, puis les jours passèrent. Les dossiers s'accumulaient sur le bureau du chef de cabinet, et les ministres commencèrent à s'inquiéter. « Atef¹⁸, c'est toi le Premier ministre, dit l'un d'eux, va voir où il en est. » Le Premier ministre frappa délicatement à la porte du bureau présidentiel. « Tfaddal, entre ! lui cria Moubarak. Ça y est, j'ai terminé, et je n'ai mis que sept jours, alors que, sur la boîte, regarde ! C'est écrit : de 3 à 5 ans ! » Hussein, bon public, rit de bon cœur.

Le roi, qui avait déjà été soigné en 1992 d'un cancer au rein gauche, dont il avait subi l'ablation, fut quelques années plus tard atteint d'un lymphome¹⁹. Il parlait de sa maladie à certains de ses visiteurs, dont je faisais partie. J'étais touché par cette confiance, mais aussi par cette attitude sereine et lucide face à la maladie et à la mort.

Hussein et François Mitterrand se virent pour la dernière fois en mars 1995, lors de ce déjeuner dont j'ai relaté l'épisode « Airbus ». Cette rencontre fut empreinte d'émotion et de nostalgie. François Mitterrand, en fin de mandat, mais aussi de vie, faisait peine à voir : la peau parcheminée de son visage collait aux os et il avait perdu beaucoup de cheveux. « Vous verrez, c'est difficile d'être octogénaire », dit-il au roi, dont il paraissait surestimer l'espérance de vie.

Avant le déjeuner, le roi m'avait sondé sur l'idée qui lui était venue de donner le nom de François Mitterrand à une forêt en Jordanie, comme il l'avait fait deux décennies plus tôt pour le général de Gaulle. C'était un geste presque posthume déjà, chargé de symboles. Prudent, j'interrogeai à mon tour Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée. « Cette idée va lui plaire, me dit-il, mais il va vous demander de quels arbres il s'agit. » Puis le Président se leva, donnant le signal de la fin du déjeuner. Alors que nous nous dirigions vers un salon pour le café, je glissai à François Mitterrand l'idée du roi, pour m'assurer de son consentement. « Je suis très touché par sa délicate attention, me dit-il. Mais savez-vous de quels arbres il s'agit ? » Je n'en savais rien, mais avais eu le temps d'y réfléchir : « Monsieur le Président, ce sont des pins d'Alep, des cyprès, des chênes verts, des eucalyptus. »

Puis nous nous installâmes dans le salon. Je fis un petit signe au roi, pour lui faire comprendre qu'il n'y avait pas d'objection. Il exposa sa décision à son hôte. Et François Mitterrand : « Je suis très sensible à votre geste. J'aime

beaucoup les arbres. J'ai moi-même planté des chênes à Latche, il y a trente ans, et aujourd'hui, je me repose à leur ombre. Mais dites-moi, Sire, de quels arbres s'agit-il ? » Et le roi, sans se démonter : « Des cyprès, des pins d'Alep, des eucalyptus, des chênes. » Ouf ! Cette anecdote montrait deux choses : la première, c'est qu'Hubert Védrine connaissait son Mitterrand sur le bout des doigts ; la seconde, que celui-ci ne faisait confiance à personne, recoupant les informations qu'on lui donnait, même sur les sujets les plus futiles.

La reine Nour

Mon premier contact avec la reine Nour fut assez rude. Cela peut surprendre, s'agissant d'une femme très douce et aux manières policées. En voici les raisons. Nour fixa mon audience d'arrivée une quinzaine de jours après la présentation de mes lettres de créance. On me fit attendre dans une antichambre. Et l'attente se prolongea. Au bout d'une heure trois quarts, je me levai pour partir. Averti, le directeur de cabinet de la souveraine, Adnan Talhouni²⁰, se précipita pour me retenir :

« C'est votre premier poste d'ambassadeur, en plus auprès d'une cour. Vous ne connaissez pas les usages. Vous devriez savoir que les deux premiers personnages dans un royaume sont le roi et la reine. Les ambassadeurs sont à leur disposition.

— Si j'avais été l'ambassadeur des États-Unis, lui répliquai-je, je n'aurais pas attendu un quart d'heure. Un ambassadeur de France n'attend pas.

— Je m'abstiendrai de rapporter vos propos à Sa Majesté.

— Au contraire, allez Lui en faire part immédiatement. »

Quelques petites minutes plus tard, la reine arriva, un peu paniquée, la main dans ses beaux cheveux blonds. Elle ne me ferait jamais plus attendre, ni personne d'ailleurs, hormis parfois le roi, comme je l'ai expliqué.

Nous devînmes même bons amis. Nour, que j'encourageais à parler français, s'est impliquée de façon efficace dans la coopération culturelle avec la France. Ainsi par exemple, elle m'a aidé, tout comme Bernadette Chirac et Maryvonne Pinault, à organiser une « semaine de la Jordanie à Paris », en mars 1997, marquée par des expositions à l'Hôtel de Ville et au Printemps de Paris.

Nous fondâmes ensemble une « Association des amis de Jerash », dont le but était de financer la reconstruction d'un petit temple grec, érigé au I^{er} siècle avant J.-C. et démonté deux siècles plus tard, dont nos archéologues avaient retrouvé les pierres, presque intactes, à quelques mètres sous terre. L'idée que j'avais au

départ était de restituer le temple, sur le modèle de la petite pyramide égyptienne du Metropolitan Museum de New York, à l'intérieur d'un bâtiment construit spécialement. Le Louvre nous procura une partie du financement, en échange du prêt à durée indéterminée par la Jordanie d'une statue provenant du site de Aïn el-Ghazal, près d'Amman, et datant de neuf mille ans. C'est encore aujourd'hui, je crois, la statue la plus ancienne de notre musée national. Mais les montants recueillis ne furent pas suffisants et nous dûmes nous contenter de restaurer un cryptoportique – longue galerie semi-souterraine – de l'époque romaine pour y exposer les pierres.

Archéologie

Je m'étais intéressé à un autre chantier archéologique : celui d'Iraq el-Amir, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Amman, un palais érigé au II^e siècle avant notre ère par un grand dignitaire juif. Deux mois avant mon départ de Jordanie, j'avais obtenu de Paris un financement pour construire près du monument un petit musée de site. Je ne m'attendais pas à le voir terminé.

C'était compter sans le dynamisme du ministre du Tourisme et des Antiquités de l'époque, Aqel Biltaji, qui était aussi un ami proche. Quelques jours avant mon départ, il m'avait donné rendez-vous dans un hôtel d'Amman. Il m'y enleva carrément : on me banda les yeux, puis on me fit monter dans un bus. Au bout d'une petite demi-heure, on m'en fit descendre, avant de me rendre la vue. J'étais à Iraq el-Amir. La nuit était tombée. Le site était éclairé par d'innombrables torches. Aqel me fit inaugurer à ses côtés le petit musée, qui avait été réalisé en un temps record. Puis nous dînâmes sur la montagne surplombant les ruines au son des instruments d'un orchestre traditionnel.

La paix avec Israël

La paix entre l'Égypte et Israël, préparée par les discussions de Camp David en 1978 entre Anouar el-Sadate et Menahem Begin, sous l'égide du président Jimmy Carter, avait été conclue le 26 mars 1979. À la suite de cette signature, l'Égypte avait été exclue de la Ligue arabe, mais elle y avait été réintégrée en 1989. De leur côté, Palestiniens et Israéliens, comme nous l'avons vu, s'étaient engagés dans le processus d'Oslo, qui avait débouché sur la « déclaration de principes » de Washington, en septembre 1993. La voie était donc ouverte au roi Hussein pour engager des négociations de paix avec Israël.

Il y fut encouragé par Bill Clinton, qui lui fit miroiter l'effacement de la dette jordanienne, ainsi que par Hosni Moubarak, qui souhaitait ne pas rester isolé dans sa relation avec Israël. Pour des raisons symétriques, Hafez al-Assad mettait le roi en garde : « Discutez avec Israël, lui conseillait-il, mais ne signez rien. » Les négociations allèrent bon train : les contentieux territoriaux entre Israël et la Jordanie étaient minimes. Le royaume avait perdu la Cisjordanie et Jérusalem-Est pendant la guerre des Six Jours, mais ne revendiquait plus ces territoires qui étaient supposés faire l'objet de négociations entre l'État hébreu et les Palestiniens. Le monarque hachémite ne conserverait que la garde des deux lieux saints musulmans de Jérusalem, en attendant en tout cas un éventuel accord de paix sur le statut définitif des Territoires palestiniens. Les négociations aboutirent à une déclaration, à Washington, en juillet 1994, puis à la signature du traité de paix entre la Jordanie et Israël, le 26 octobre 1994, sur la frontière entre les deux États, dans le Wadi Araba, à peu de distance de la mer Rouge. Ce fut l'événement le plus marquant de mon séjour en Jordanie.

Les quelque 5 200 invités avaient pris place dans les tribunes dressées en amphithéâtre au beau milieu du désert. Les Américains avaient réquisitionné tous les hôtels d'Aqaba et j'avais eu du mal à trouver trois chambres pour la délégation française, que conduisait Simone Veil, numéro 2 du gouvernement d'Édouard Balladur. Notre ministre d'État était assise devant moi, au deuxième rang. Hillary Clinton, alors *First Lady*, siégeait, elle, au premier rang, de l'autre côté de l'allée, près de la reine Nour. Toutes deux portaient une robe turquoise.

Simone Veil se retourna vers moi :

« Vous avez vu la mère Clinton ?

— Chut ! pas si fort, elle pourrait nous entendre. Qu'est-ce qu'elle a fait ?

— Eh bien, reprit Simone Veil à voix basse, elle porte la même robe que la semaine dernière à Washington ! »

En fait, les dames devaient tenir leurs jupes et leurs chapeaux, car un terrible vent de sable soufflait sur la cérémonie. Sur l'estrade, les deux Premiers ministres, Yitzhak Rabin et Abdessalam Majali, apposèrent leur signature au bas du texte du traité, sous les regards du roi Hussein et du président israélien Ezer Weizman, qui échangèrent une chaleureuse poignée de main.

Puis Bill Clinton prononça un discours, que personne n'entendit, à cause du vent soufflant dans les micros. À plusieurs reprises, il essuya ses yeux rougis, autant par les particules de sable que par l'émotion. Enfin, la foule se dispersa dans une cohue indescriptible. C'est à ce moment-là que Simone Veil me signifia : « Je veux saluer le président Clinton. » Je chaussai mes lunettes de soleil. Mon talkie-walkie faisait une bosse à travers ma veste à la hauteur de la ceinture. Je pouvais me faire passer pour un garde du corps (car, comme simple

ambassadeur, je n'avais aucune chance de traverser les cordons de malabars du *Secret Service*) : « *French security, French security !* », criais-je en jouant des coudes. Nous pûmes ainsi parvenir jusqu'au président américain, que Simone Veil félicita. Puis nous rentrâmes à Amman. Bill Clinton prononça un très beau discours devant les deux chambres réunies du parlement jordanien. Une première. Ses phrases étaient courtes, percutantes. La diction (aidée par un invisible prompteur) parfaite. Je m'en souviendrais pour notre président (à l'exception du prompteur, auquel je le savais rétif).

J'eus l'occasion de recevoir Simone Veil en Jordanie à une autre reprise. Elle s'y rendait cette fois-là à titre bilatéral pour une visite de travail. Elle voulut aussi profiter du week-end pour découvrir le pays. Le vendredi, comme je n'avais pas de personnel, j'organisai pour elle un barbecue auquel j'avais aussi convié Shimon Peres, qui était de passage à Amman, ainsi qu'un opposant colombien, Andrés Pastrana Arango, qui y participait à un séminaire : mon excellente secrétaire, Françoise Malmenaide, m'avait suggéré d'inviter ce dernier, qui, selon elle, avait des chances d'être élu président de son pays. Et ce serait le cas en 1998 ! Puis j'emmenai Simone Veil dans une petite bourgade perdue près de la frontière jordano-syrienne, Mafraq, à l'occasion de la fête de la Musique. Nous avons loué un train à vapeur, qui transportait un orchestre de musique arabo-latino-américaine. Le petit train sifflait, puis s'arrêtait dans tous les villages traversés. L'orchestre en descendait, et les habitants dansaient au rythme de cette musique, inhabituelle et accessible à la fois pour eux.

La tournée de Jacques Chirac au Proche-Orient

La visite du président Chirac à Amman, les 23 et 24 octobre 1996, fut un autre temps fort de ma période jordanienne. Elle s'inscrivait dans une vaste tournée régionale comprenant aussi la Syrie, Israël, les Territoires palestiniens, le Liban et l'Égypte. Le chef de l'État pouvait ainsi adresser des messages forts et marquer la volonté de la France d'être présente au Proche-Orient.

Cette tournée avait été préparée collectivement par les diplomates français en poste dans la région, les conseillers du Président, tout particulièrement Bernard Émié, et le Quai d'Orsay. Nous formions une sorte de club avec mes collègues des pays voisins : Jean-Noël de Lacoste à Tel-Aviv, Stanislas de Laboulaye à Jérusalem, Daniel Jouanneau à Beyrouth, Jean-Marc de La Sablière au Caire et Jean-Claude Cousseran, puis Charles-Henri d'Aragon à Damas. En février 1996, j'avais pris l'initiative de les inviter avec leur épouse dans le désert du Wadi Roum, à la frontière jordano-saoudienne. Cette réunion fut baptisée

la « Conférence des sables ». Elle fut suivie par d'autres, dans des cadres tout aussi originaux, en Égypte et au Liban notamment. Leur philosophie était la même : il s'agissait de nous coordonner, d'échanger des points de vue et de proposer des initiatives à nos autorités politiques, dans une ambiance informelle et conviviale.

Les discours que Jacques Chirac prononça lors de son périple furent bâtis à partir d'une trame parisienne, qui tourna ensuite entre nous où elle fut soumise à nos critiques et à nos propositions. Le texte définitif était bien sûr arrêté par l'Élysée. Nous débattîmes ainsi du point de savoir si le Président devait ou non évoquer la création d'un État palestinien, et en quels termes. Débat vite tranché quand nous nous rappelâmes que François Mitterrand l'avait fait dès 1982, et cela devant la Knesset.

À Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne, Jacques Chirac prononça le 23 octobre 1996 devant le Conseil législatif palestinien, élu pour la première fois au mois de janvier précédent, un discours de haute tenue. Yasser Arafat, assis à ses côtés, était ému aux larmes. Après l'assassinat de Rabin, puis l'accession au pouvoir de Benjamin Netanyahou, le processus de paix était menacé. Et c'étaient des paroles d'espoir, d'encouragement et de paix que Jacques Chirac portait aux représentants du peuple palestinien. « Combattez, leur dit-il, la tentation du repli et de la haine ! Gardez l'espoir chevillé au corps ! Que d'obstacles franchis depuis le temps – c'était hier – où l'existence même d'un peuple palestinien était niée par beaucoup ! Comme les autres, votre peuple a une histoire, il a une culture enracinée dans sa terre, une unité profonde et une aspiration naturelle à décider librement de son destin, à obtenir un État. » Puis : « C'est un ami qui vous parle. Continuez à brandir le rameau d'olivier, comme je l'ai vu dans tant de mains de jeunes, en particulier entre l'aérodrome et le Parlement. » En même temps, le Président rappelait la nécessité « que l'aspiration légitime d'Israël à la sécurité soit partout comprise et admise ».

À Amman, j'avais insisté auprès du roi pour que Jacques Chirac pût, comme Bill Clinton, s'exprimer devant les deux chambres réunies du Parlement. Problème : celui-ci n'était pas en session. Qu'à cela ne tienne ! Le roi le ferait convoquer en session extraordinaire. J'avais proposé à l'Élysée (et obtenu) que le discours du chef de l'État à Amman fût centré sur la relation entre la République et l'islam, sujet ô combien délicat, mais dont je pensais depuis longtemps qu'il devait faire l'objet d'une explication en direction des musulmans du monde entier.

Jacques Chirac souligna ce qui rapprochait les religions du Livre : « Nos cultures, nos civilisations puisent aux mêmes sources, celles de l'islam, du christianisme, du judaïsme, les trois voies de l'Unique pour prier un seul et

même Dieu. Trois religions sorties de ce même petit canton de l'univers, porteuses du même message d'Abraham, les trois monothéismes que rapprochent tant de convergences et tant de correspondances. »

Puis il s'attacha à expliquer le concept français de laïcité : « La France respecte les croyances et les convictions de chacun. Elle respecte tous les cultes et garantit leur libre expression. Elle respecte naturellement l'islam et honore la dignité de ceux qui se reconnaissent musulmans. Pour autant, la France, républicaine et laïque, la France de la Déclaration des droits de l'homme n'accorde de statut officiel à aucune confession. Je sais combien ce concept de laïcité peut être parfois difficile à comprendre. La laïcité ne signifie pas l'athéisme. Elle prolonge en réalité le principe du pluralisme. »

Enfin, le Président lançait un appel à la tolérance, contenu dans le concept coranique de juste milieu, en même temps qu'une mise en garde – prémonitoire – contre l'extrémisme et les amalgames : « Et pourtant, islam et extrémisme religieux n'ont rien de commun. Toutes les religions, sans exception, ont, dans l'Histoire, produit et produisent encore leurs fanatiques, qui en déforment le message de paix, de justice et d'amour. »

Le discours de Jacques Chirac fut salué par une ovation debout des parlementaires. Au-delà de sa teneur, ce que ceux-ci applaudissaient, c'était l'homme qui, la veille, avait tancé les agents de sécurité israéliens à Jérusalem. Les rues de la vieille ville avaient été bloquées et un cordon de policiers empêchait tout contact de Chirac avec les habitants palestiniens. Il avait explosé : « Je commence à en avoir assez ! *What do you want ? Me to go back to my plane and go back to France ? Is that what you want ? [...] This is a provocation*²¹ ! »

Ce coup de colère, qui était totalement improvisé, eut un écho considérable dans le monde arabe. Jacques Chirac en devint une sorte de héros, qui avait touché concrètement ce que signifiait l'occupation israélienne et l'avait dénoncé. Quand il arriva à Amman, le soir même, il était très en forme. Je l'installai à l'hôtel Intercontinental : notre président n'aimait pas les résidences officielles, où il se sentait trop contraint. J'avais seulement pris la précaution de faire retirer le baldaquin à pompons roses de la « suite impériale » et de faire arrêter pour la nuit les moteurs du système de climatisation qui ronronnaient au-dessus de la chambre présidentielle.

Le lendemain, Jacques Chirac donna un déjeuner à ma résidence pour le roi Hussein, qui ne s'y était pas rendu depuis 1984. Le souverain fit allusion en riant à la visite mouvementée de la veille à Jérusalem. Jacques Chirac lui répondit sur

le même ton : « Si vous retournez un jour à Jérusalem, Majesté, ce que je vous souhaite, je vous conseille de vous munir de chaussures de sécurité. »

Il me fallait accueillir pour ce déjeuner deux cents personnes en tout (car le Président avait amené de nombreux journalistes). Je dus faire construire spécialement la table d'honneur pour tenir compte des susceptibilités de la délégation française. Chaque membre de la petite cour qui accompagnait le chef de l'État estimait y mériter une place. Je ne pus limiter leur nombre en deçà de dix, ce qui, avec les deux chefs d'État et la suite du roi, faisait vingt-deux couverts. Salade landaise aux œufs de caille pochés, coquelet caramélisé au miel d'oranger, corton-charlemagne 1990 (auquel Jacques Chirac préféra sa Corona), etc. En un mot, ce déjeuner fut divin, car le Président était venu avec tous les ingrédients nécessaires, sa vaisselle, son intendant et trois de ses chefs, qui préparèrent le repas avec l'aide de mes deux cuisiniers prénommés l'un et l'autre Sébastien.

J'avais proposé de tout faire sur place, avec mes moyens, par souci d'économie. Le déjeuner aurait été moins somptueux, mais malgré tout très correct. Ma table, à laquelle je recevais régulièrement des membres de la famille royale, avait bonne réputation. Refus de l'intendance élyséenne, qui m'imposa ce déménagement gastronomique. Jacques Chirac en apprit l'existence seulement à son retour et fut très contrarié, comme on me le dirait par la suite. Les coupables se disculpèrent en mettant ce caprice dispendieux sur mon compte...

Le déjeuner me donna l'occasion de clore un petit incident dont la fille aînée du roi Hussein, Alia, s'était plainte auprès de moi quelques jours avant la visite du chef de l'État : présidente, à l'époque, de la fédération équestre de Jordanie, elle avait offert deux ou trois ans plus tôt au président Chirac (qui ne s'en souvenait plus) un étalon de pur-sang arabe. Celui-ci avait été expédié aux haras de Pompadour, qui venaient d'adresser à la princesse la facture des frais d'entretien de l'animal depuis son arrivée, et elle était salée ! J'avais informé Jacques Chirac et lui avais préparé une petite fiche précisant le nom du cheval, la couleur de sa robe, enfin, tout ce qu'il fallait pour qu'il pût remercier Alia et lui présenter ses excuses.

L'après-midi, Jacques Chirac reçut la communauté française dans les jardins de la résidence, tandis que l'orchestre symphonique de l'armée jordanienne, après avoir joué « La Marseillaise », enfilait des airs d'opéra. Il n'avait rien à me refuser, car je lui avais déniché (aux frais du roi) un chef d'orchestre français talentueux, bien que fantasque. Poursuivi par ses créanciers, celui-ci avait besoin de se refaire une santé financière. L'histoire de cette formation musicale est originale : le roi avait pris au hasard dans son armée quarante Bédouins dont il

avait décidé de faire des musiciens. Il les avait envoyés à Vienne se former pendant quatre ans. Le résultat n'était pas toujours convaincant : une fois, j'avais fait venir l'orchestre à la résidence, où j'hébergeais Claude Cheysson, ancien ministre des Relations extérieures de Mitterrand. Sachant que j'appréciais Rameau, l'orchestre prit le risque de jouer les *Concerts en sextuor*, pièces particulièrement délicates, qu'il massacra. Mais l'intention était louable et, avant de quitter la Jordanie, je laissai à l'orchestre mon propre violon, produit de la lutherie de Mirecourt, en Lorraine.

La réception de la communauté française fut un moment de joie. Chirac, auquel j'avais signalé plusieurs des invités, y compris parmi les plus humbles, eut un mot pour chacun, aidé par sa prodigieuse mémoire. Une femme de la communauté française, à laquelle je le présentais, excusa sa fille qui n'avait pu assister à la réception. « Elle a un entretien d'embauche, elle est tellement désolée, monsieur le Président ». Et Chirac : « Si elle est aussi jolie que sa maman, son regret sera largement partagé. »

Le roi Hussein et Benjamin Netanyahu

L'assassinat d'Yitzhak Rabin, en novembre 1995, avait été un grand choc pour le roi sur le plan personnel, mais aussi un revers sur le plan politique : la paix entre Israël et les Palestiniens était (et est toujours) un enjeu majeur pour la stabilité de la Jordanie. Six mois plus tard, aux élections du 29 mai 1996, Benjamin Netanyahu battait, avec un avantage de seulement 1 %, Shimon Peres, qui avait succédé à Rabin à la tête du gouvernement. Le 16 juin, Netanyahu accédait au poste de Premier ministre d'Israël. Ce n'était pas non plus une bonne nouvelle pour la paix (comme la suite, jusqu'à aujourd'hui, le démontrerait amplement) : pendant la campagne électorale, le vainqueur avait insisté sur la sécurité plus que sur la paix et avait adopté une ligne dure sur les principaux thèmes de la négociation avec les Palestiniens – colonies juives en Cisjordanie, création d'un État palestinien, statut de Jérusalem.

Néanmoins, Hussein avait eu la sagesse d'observer une totale neutralité pendant la campagne électorale israélienne. Il s'était souvenu, comme il me le confierait plus tard, de la recommandation de son « ami Rabin » : « N'interférez jamais dans la politique intérieure israélienne. » « Je l'ai toujours écouté depuis, me dirait-il, et ne m'en suis que mieux porté. » Il salua malgré tout, comme il se devait, de façon positive la nomination du nouveau Premier ministre d'Israël devant la presse.

En privé, il se montrait plus circonspect, tout en pratiquant la méthode Coué : « Ce n'est pas un vote contre la paix, me dit-il au début du mois de juin 1996 ; la preuve : le traité de paix israélo-jordanien a été approuvé à la Knesset à une écrasante majorité ; la paix est un engagement entre États ; elle est une option stratégique et se poursuivra ; des facteurs personnels ont joué dans l'élection : Peres a bien servi son pays, mais il a mené son parti à la défaite à quatre ou cinq reprises. »

Le Premier ministre jordanien Kabariti se voulait, lui, carrément optimiste : « Netanyahou est jeune²², me dit-il ; il voudra laisser une trace dans l'histoire ; de plus, le Likoud pourra plus facilement faire la paix que le parti travailliste, car il inspire davantage confiance aux colons et aux partis religieux. »

Mais le roi et son Premier ministre devaient rapidement déchanter. En août 1996, Hussein accueillit « Bibi » Netanyahou à Amman. Ce dernier lui annonça un allègement du bouclage des Territoires palestiniens. Mais dès le mois suivant, il décida d'ouvrir un tunnel sous le mont du Temple (ou l'esplanade des Mosquées) à des fins archéologiques. Cette décision ne pouvait qu'embarrasser le souverain hachémite, auquel, on se le rappelle, le traité de paix entre les deux pays avait confirmé la garde des deux lieux saints musulmans de Jérusalem.

En février 1997, Netanyahou annonça au roi, qui le recevait une fois de plus à Amman, sa décision de créer un nouveau quartier juif, Har Homa, à Jérusalem-Est. Le souverain l'exhorta à renoncer à ce projet, mais Netanyahou resta intraitable. En dépit de ce contexte, Hussein continuait à ne ménager aucun effort pour préserver la paix. Ainsi, lorsqu'un soldat jordanien tua, dans un accès de fureur meurtrière, sept jeunes filles israéliennes et en blessa quatre autres, en mars 1997, le roi eut le courage de se rendre en Israël pour y rencontrer les familles des victimes.

Mais quelques mois plus tard, un épisode scabreux ébranla davantage la confiance que le souverain pouvait encore éprouver à l'égard du Premier ministre israélien.

Le jeudi 25 septembre 1997, dans l'après-midi, le roi m'appela au téléphone. Il était très en colère et me raconta une histoire à peine croyable : « Ce matin, m'expliqua-t-il, des agents du Mossad ont tenté d'assassiner Khaled Mechaal²³ alors qu'il se rendait à son bureau dans la basse ville [d'Amman]. Au moment où il sortait de sa voiture, l'un d'entre eux lui a vaporisé un poison dans l'oreille gauche. Son état s'aggrave d'heure en heure et il vient de tomber dans le coma. Nous avons arrêté deux des agents israéliens, grâce au chauffeur de Mechaal qui les a pris en chasse alors qu'ils s'enfuyaient. Ils étaient porteurs de passeports

canadiens, mais nous n'avons aucun doute quant à leur appartenance au Mossad. D'autres se sont réfugiés à l'ambassade d'Israël. Les Israéliens refusent de fournir l'antidote qui permettrait de sauver Mechaal. Je vais appeler Bill Clinton et lui dire que si Netanyahou ne nous le procure pas, je dénoncerai le traité de paix avec Israël. Je vous assure que je le ferai. J'appelle aussi vos homologues des autres pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies pour leur dire la même chose. S'il vous plaît, informez de ma part mon ami le président Chirac. C'est très grave. » Ce que le roi ne me dit pas, c'est qu'il avait aussi menacé de faire pendre les deux agents israéliens si Mechaal mourait.

Netanyahou s'exécuta. Un des agents israéliens encore présents à Amman (à l'hôtel Intercontinental, je crois) était en possession de l'antidote, pour le cas où l'un des exécuteurs serait contaminé. Il reçut ordre de le remettre à un agent du GID, les services secrets jordaniens. L'antidote fut ainsi administré à Mechaal, qui se mit à ressusciter. Mais l'affaire ne se termina pas là. Le roi, humilié et mis en difficulté vis-à-vis de son opinion publique, avait besoin d'une compensation politique. Quelques jours après l'incident, Netanyahou, accompagné par Ariel Sharon, se rendit à Amman pour présenter ses excuses. Le roi refusa de le recevoir et demanda à son frère, le prince héritier Hassan, de s'en charger, non sans avoir exigé la libération d'une vingtaine de prisonniers palestiniens, dont cheikh Ahmad Yassine.

Ce dernier, chef « spirituel » du Hamas, alors âgé de 61 ans, était tétraplégique, aveugle et sourd, mais, hélas pour les Israéliens, pas muet, et ceci lui avait valu un séjour de huit ans dans les geôles israéliennes. Il reçut, le 6 octobre, un accueil triomphal à Gaza. Mais il ne perdait rien pour attendre : après une première tentative avortée en 2003, les Israéliens l'élimineraient en octobre 2004 par un missile tiré depuis un hélicoptère. Cette opération ferait onze autres victimes.

Mechaal n'était pas un saint, et les Israéliens avaient quelques bonnes raisons pour le neutraliser : le 30 juillet 1997, deux kamikazes s'étaient fait exploser sur un marché de Jérusalem, faisant seize victimes israéliennes. Le 4 septembre, un autre attentat tuait quatre Israéliens et en blessait beaucoup d'autres dans une rue piétonne de la Ville sainte. Les deux attentats avaient été revendiqués par le Hamas. Mechaal ne figurait pas, semble-t-il, en tête de la liste des cibles du Mossad, mais était la plus accessible. Politiquement, cependant, vouloir l'éliminer dans la capitale d'un pays avec lequel Israël avait signé la paix deux ans plus tôt était d'une grande bêtise. De plus, l'opération, mal préparée et mal exécutée, portait atteinte à l'image de professionnalisme du Mossad.

Attiré par les histoires sulfureuses comme le requin l'est par le sang, Gérard de Villiers se rendit à Amman et me demanda de le mettre en contact avec

Mechaal. Celui-ci, on s'en doute, ne faisait pas partie du cercle de mes interlocuteurs. Mais j'avais la possibilité d'organiser une rencontre, et je le fis, à une condition : je remettrais à l'auteur des SAS une liste de questions à soumettre au chef islamiste palestinien et il m'en rapporterait les réponses. Gérard de Villiers, comme dans ses romans, fut pris en charge par des hommes cagoulés et en armes, qui lui bandèrent les yeux, puis, après force détours et changements de véhicule, se trouva face au miraculé. Comme promis, il posa les questions dont j'avais dressé la liste et me transmis les réponses. Celles-ci étaient fort intéressantes. Elles l'étaient même tellement que Gérard de Villiers eut l'idée de vendre l'interview à un hebdomadaire à sensation. Aussitôt informé par nos services, je l'en dissuadai. On imagine le scandale qu'une telle publication aurait suscité, surtout si l'on avait appris l'identité de l'auteur des questions...

Quelques jours après l'assassinat manqué de Mechaal, le roi me confia sa perplexité : « *I am puzzled* [Je suis déconcerté], me dit-il, par l'attitude de Netanyahou. Je ne sais plus quoi faire avec lui. » Pourtant, il ne désespérait toujours pas totalement : « Il peut encore évoluer », s'efforçait-il de croire. Hussein pensait Netanyahou sous l'emprise d'une « certaine mafia américaine » (le lobby pro-israélien conservateur aux États-Unis ?). Aujourd'hui, on peut se demander si ce n'est pas plutôt l'inverse : la mouvance conservatrice américaine a-t-elle le moindre recul par rapport aux milieux israéliens les plus radicaux ?

Pour promouvoir la paix dans la région, le roi devait aussi se réconcilier avec Arafat. Je l'y encourageais vivement. Au début du mois de janvier 1995, alors que je plaçais une nouvelle fois en ce sens, le roi Hussein m'annonça qu'il allait l'inviter à Amman. Il le fit trois semaines plus tard. Les ombres du passé pesaient sur leurs relations et les deux hommes n'avaient pas beaucoup d'atomes crochus. Mais ils savaient que leurs intérêts étaient liés.

Le roi Hussein et l'Irak

La Jordanie a besoin de la paix entre Israël et les Palestiniens. Mais elle a aussi besoin d'une Syrie stable et d'un Irak apaisé. Le roi Hussein avait commis l'erreur de soutenir Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït en août 1990, sans doute sous l'influence de son opinion publique, très largement favorable au dictateur irakien. Mais au fond de lui-même, il n'avait aucune sympathie pour ce dernier. En revanche, il était, et je crois sincèrement, préoccupé par la terrible situation humanitaire de l'Irak, qui résultait en grande partie de l'embargo imposé à ce pays en 1990 par une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

« Les Irakiens, m’expliqua-t-il en juillet 1995, affirment avoir rempli toutes les conditions mises par la commission spéciale [créée en avril 1991 par la résolution 687²⁴]. Bien sûr, ce sont eux qui le disent. Mais ils ont l’impression que, chaque fois qu’ils remplissent une condition, le Conseil de sécurité des Nations unies en rajoute une autre.

— Détrompez-vous, Majesté, objectai-je. Les Irakiens continuent à traîner les pieds. Contrairement à ce qu’ils prétendent, ils savent parfaitement ce que l’on attend d’eux. La commission spéciale est très déçue de sa récente visite à Bagdad. Les Irakiens lui ont fourni deux cents pages de documents inexploitable. »

Le roi Hussein m’assura, à plusieurs reprises, n’avoir aucune ambition en Irak ni pour lui ni pour sa famille. Je le croyais bien volontiers : la fin tragique de la dynastie hachémite à Bagdad était assez dissuasive.

Un épisode sinistre allait illustrer la relation complexe de la Jordanie avec son voisin irakien. Le 8 août 1995 à 3 h 30 du matin, Hussein Kamel al-Majid, ministre irakien de l’Industrie, se présentait à la frontière jordanienne. Il était accompagné notamment de sa femme Ragha, fille de Saddam Hussein, de son jeune frère Saddam et de l’épouse de ce dernier, Rana, une autre fille du dictateur irakien. Il demanda à voir le roi Hussein, qui lui accorda l’asile politique et le fit installer au palais Hachémiyé, dans la banlieue d’Amman.

Cet homme, qui appartenait au premier cercle du pouvoir, était mouillé jusqu’au cou dans les actes de répression du régime. Mais une rivalité ouverte l’opposait à Oudaï, l’un des deux fils de Saddam Hussein, et son étoile commençait à pâlir. Peut-être aussi Hussein Kamel sentait-il que le vent commençait à tourner pour le régime irakien.

Quelques semaines après l’arrivée du défecteur, le roi m’expliqua sa décision : « Le régime irakien pourrait bien s’effondrer sans que personne puisse en prévoir le moment. Mieux vaut donc se préparer à une telle éventualité. » Mais en accueillant Hussein Kamel, il souhaitait sans doute aussi se rapprocher des monarchies du Golfe.

Le président irakien envoya secrètement son fils Oudaï à Amman pour demander au roi le renvoi de ses gendres, ou au moins de ses filles. Le souverain appela les deux femmes au téléphone devant Oudaï et activa le haut-parleur. Elles confirmèrent leur refus de rentrer en Irak.

Il se trouva que Hussein Kamel n’avait pas beaucoup de secrets à livrer, qu’il n’en eût pas ou ne le voulût pas. De plus, ses tentatives pour rassembler autour de lui l’opposition en exil n’eurent aucun écho : il avait trop de sang sur les

maines. L'hôte, qui ne présentait plus d'intérêt politique pour le roi Hussein, devenait encombrant.

Parallèlement, Saddam Hussein manœuvrait dans la coulisse en faisant passer des messages à son gendre par différents canaux : « Rentre », « Saddam a fait des erreurs », « Il t'a pardonné », « Il a besoin de toi », « Il sait que tu n'as rien dit aux Américains », etc. Les Jordaniens ne perdaient pas une miette de ces conversations, car toutes les pièces du palais Hachémiyé étaient équipées de micros et tous les téléphones de la famille Kamel placés sur écoute. Encouragé par son Premier ministre Kabariti, le roi donna le petit coup de pouce qui décida le défecteur à prendre le chemin du retour. Désormais, fit savoir le Palais, la présence de Kamel et de sa famille n'était plus souhaitée en Jordanie.

Hussein Kamel allait jouer sa vie à quitte ou double. Il le savait. Le mercredi 21 février 1996, à l'aube, il donna le signal du départ. Il alla réveiller son frère Saddam Kamel, qu'il n'avait pas prévenu. Celui-ci refusa : il n'avait aucun doute, lui, sur le sort qui l'attendait. Il était en pyjama. Hussein Kamel lui mit son pistolet sur la tempe et l'obligea à monter dans un véhicule, sans même lui laisser le temps de s'habiller. À quatre ou cinq reprises, sur la route traversant le désert de Jordanie, le jeune Saddam fit arrêter le convoi sous prétexte d'aller se soulager derrière quelque touffe d'alfa. Chaque fois, il tenta de s'enfuir et, chaque fois, il fut ramené au convoi sous la menace.

Oudaï attendait de l'autre côté de la frontière. À peine le convoi la franchit-il que le groupe fut séparé en deux : les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Dès le lendemain, les deux filles de Saddam furent contraintes d'annoncer leur divorce. Elles étaient graciées, mais pas leur mari. Le jour suivant, la villa où les deux Kamel avaient été assignés à résidence était attaquée par les forces de leur oncle Ali Hassan al-Majid (dit « Ali le Chimique »), sous le regard d'Oudaï. Ils y périrent, ainsi qu'un autre frère et leur père, qui avaient été forcés de les rejoindre.

La défection de Hussein Kamel attira Gérard de Villiers, qui s'annonça à Amman dès le mois de septembre 1995. J'organisai un dîner pour lui et son épouse Christine. Mes assistantes s'étaient amusées à donner à chaque table le nom d'un roman que Gérard de Villiers n'avait pas encore écrit. J'avais invité des personnalités qu'on s'attendait à voir chez un ambassadeur bien élevé – ministres, diplomates et journalistes –, mais aussi le genre de personnages qu'on croissait plutôt dans les thrillers de gare de mon invité d'honneur : individus sulfureux, informateurs supposés de services de renseignement et beautés peu farouches. À ces deux derniers titres et à celui de journaliste, j'avais trois bonnes raisons d'y avoir convié une jolie créature : correspondante d'un grand média anglo-saxon, elle passait pour travailler avec ses sources plus dans son lit ou

dans le leur que dans son bureau. Pour qu'elle ne se sentît pas trop seule, j'avais également invité deux des amants que je lui connaissais (dont un ambassadeur arabe).

Gérard de Villiers, posté près de l'entrée de ma résidence, guettait du coin de l'œil les invités qui arrivaient. Un peu surpris, il avait l'air de se demander si je voulais l'aider à écrire son prochain livre ou si je me payais sa tête. Puis mon adjoint, Stéphane Romatet, passa près de moi avec un sourire amusé et me glissa à l'oreille : « Je ne sais pas si vous l'avez fait exprès, mais vous avez invité Zahra²⁵ avec quatre de ses amants, dont deux ministres en exercice, et pas des moindres. — Ah bon ? m'étonnai-je un peu vexé, je n'en connaissais que deux. » Il avait raison : à la fin du dîner, les deux ministres, un peu éméchés, se disputèrent pour raccompagner Zahra chez elle et en vinrent presque aux mains. Décidément, j'avais un excellent premier conseiller !

Gérard de Villiers tira de son déplacement un roman intitulé *La Résolution* 687. Les diplomates, habitués à voir le numéro d'une résolution du Conseil de sécurité sur un papier à en-tête de l'ONU avec son triste logo bleu, le découvrirent cette fois sur fond de brune pulpeuse armée d'un pistolet-mitrailleur. Venu trop tôt avant le dénouement, l'auteur défend une thèse qui s'est révélée erronée : celle d'une manipulation de Saddam Hussein, qui aurait organisé une fausse défection de son gendre pour obtenir la levée des sanctions onusiennes. Petite revanche sur le fameux dîner ? Dans son livre, Gérard de Villiers me met en scène en chef de station de la CIA, ce qui *a posteriori* ne manque pas de sel quand on connaît la suite de mon parcours. Son personnage joue, comme moi, au polo avec le prince héritier Hassan. Dans son bureau, on le voit sur une photo, maillet à la main, au côté de ce dernier. Il commente : « Nous jouons assez régulièrement au polo. Hélas, il [Hassan] n'aime pas perdre... »

Hassan de Jordanie

Pendant la durée de mon séjour en Jordanie, le prince héritier avait en effet eu la gentillesse de mettre à ma disposition ses chevaux et ses deux entraîneurs pakistanaï. Nous jouions pendant la saison tempérée une fois par semaine, le plus souvent sur un terrain situé dans l'enceinte de la base aérienne de Marka, mais aussi parfois au bord de la mer Morte ou de la mer Rouge. Rien à voir avec les belles pelouses de polo de Deauville ou Chantilly : à Marka, le sol était fait d'une sorte de sable caillouteux, qu'on aspergeait d'huile de vidange pour contenir la poussière. Mieux valait ne pas tomber. Mais l'ambiance était amicale et sportive.

Au-delà de cette activité, j'ai noué des liens d'amitié, qui ont perduré, avec le prince Hassan, son épouse d'origine pakistanaise, Sarvath, et leur famille. Homme cultivé, francophone, maîtrisant aussi parfaitement plusieurs autres langues, promoteur infatigable de la tolérance entre les religions et les cultures, Hassan était un interlocuteur attachant et passionnant, même si parfois le sens de ses propos pouvait échapper aux non-initiés. Je compris la très grande ouverture d'esprit de cet homme, descendant du Prophète, à l'égard des chrétiens, le jour où je vis à sa table un dominicain de l'École biblique de Jérusalem, le père Raymond-Jacques Tournay²⁶, qui avait été son professeur. Homme d'une haute valeur morale, résistant, protecteur des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, le père Tournay était aussi un grand scientifique. J'avais été frappé par les attentions et le respect que lui manifestait le prince héritier.

En février 1997, je fis inviter le prince Hassan à Paris par Alain Juppé, alors Premier ministre, qui offrit en son honneur un dîner de gala au Quai d'Orsay. Avant le dîner, j'avais donné au Premier ministre quelques clés pour décoder les propos du prince. Ainsi préparé, Alain Juppé se montra très à l'aise devant son interlocuteur, alors que ses conseillers étaient quelque peu décontenancés. À l'occasion de la visite du prince à Paris, Maurice Druon, alors secrétaire perpétuel de l'Académie française, organisa une soirée au palais Mazarin, pendant laquelle Hassan improvisa un très beau discours, dans un français impeccable.

Abdallah de Jordanie

J'avais commencé mon séjour en Jordanie par une rencontre, fortuite, avec Abdallah. Je le terminerais aussi avec lui, lors d'un déjeuner qu'il donna à l'occasion de mon départ. Il me remit une belle décoration, puis m'annonça que, dès le lendemain, il se rendrait à Rochester, dans le Minnesota, au chevet de son père le roi Hussein, qui était hospitalisé à la célèbre clinique Mayo.

Abdallah ne paraissait pas, à ce moment-là, se préparer à ceindre la couronne. En tout cas, s'il en concevait le secret désir, il ne se découvrit pas devant moi. Son ambition, me dit-il, était de prendre la tête des armées. Elle était parfaitement légitime : Abdallah y avait fait toute sa carrière et commandait les forces spéciales. Je le crus d'autant plus volontiers que l'interprétation faite à l'époque par la plupart de mes collègues diplomates de la Constitution jordanienne (le roi doit être « musulman, fils légitime de parents musulmans ») paraissait l'exclure de la succession. Cette lecture était un peu rapide : si la mère

d'Abdallah, Antoinette Gardiner, deuxième épouse du roi Hussein, était née britannique, elle s'était convertie à l'islam avant son mariage.

Le 25 janvier 1999, à l'article de la mort (il devait décéder le 7 février), le roi Hussein nomma Abdallah prince héritier, retirant ainsi cette dignité à son frère cadet Hassan qui la détenait depuis trente-quatre ans. Ce dernier l'avait reçue alors qu'Abdallah n'avait que 3 ans. Pour expliquer la mise à l'écart de Hassan, les commentateurs mirent en avant son comportement pendant les derniers mois de la maladie de son frère : il aurait avancé ses pions trop vite en faisant nommer plusieurs de ses proches à des postes de responsabilité et aurait ainsi indisposé Hussein, prématurément enterré. On a aussi rappelé l'animosité entre les deux épouses : Nour et Sarvath. D'autres ont évoqué la méfiance, ou au moins la perplexité, des États-Unis vis-à-vis de Hassan.

Pour ma part, je me garderai de spéculer : n'étant plus en Jordanie à ce moment-là, je ne dispose d'aucune information privilégiée. J'ai malgré tout le sentiment que, au-delà des éléments de circonstance qui ont servi de prétexte ou pu avoir un effet déclencheur, Abdallah disposait de plusieurs atouts, qui ont joué en sa faveur : son pragmatisme, sa popularité au sein de l'armée et l'origine palestinienne de son épouse Rania. Peut-être le roi Hussein aurait-il aimé voir Hamza, le premier fils qu'il avait eu de Nour, lui succéder (comme je l'indiquerai plus loin). Mais pour cela, il lui aurait fallu modifier la Constitution, qui privilégiait le fils aîné du souverain régnant, et il n'en avait pas le temps. Selon le souhait du roi défunt, Hamza fut désigné prince héritier lorsque Abdallah monta sur le trône. Mais cette position lui serait retirée en 2004, avant d'être attribuée en 2009 au prince Hussein, fils d'Abdallah et de Rania, à l'échéance de ses 15 ans, là aussi en application de la Constitution.

Bien qu'à demi britannique et non francophone, Abdallah a toujours eu le souci, comme son père, de maintenir une relation forte avec la France. Très symboliquement, c'était lui qui, la plupart du temps, représentait la famille royale à notre fête nationale. Il se rendait aussi à des dîners privés à ma résidence et m'invitait chez lui ou au restaurant. Au-delà des rapports chaleureux que j'entretenais avec lui, je veillais à développer une coopération de substance entre les forces spéciales jordaniennes, qu'il commandait, et leurs homologues françaises, ainsi que le GIGN²⁷. Une délégation de cette unité d'élite se rendit en Jordanie en janvier 1995, quelques jours après le dénouement du détournement de l'Airbus sur l'aéroport de Marignane. Cette visite était programmée de longue date, mais le hasard du calendrier lui donna un éclat particulier, d'autant que plusieurs des gendarmes qui firent la présentation devant le roi Hussein et le prince Abdallah avaient participé à l'assaut final.

Un autre hasard me fit susciter la première visite d'Abdallah à l'Élysée, pendant le mandat de Jacques Chirac. Alors que le roi Hussein, que j'accompagnais, y était invité à déjeuner, j'appris qu'Abdallah se trouvait à Satory pour une session d'entraînement avec notre GIGN. Après m'être assuré de l'accord du roi Hussein, je proposai au président Chirac de faire venir Abdallah. Celui-ci, qui n'avait pas eu le temps de se changer, arriva en treillis. Pendant le déjeuner, je m'arrangeai pour lui donner la parole à plusieurs reprises, ce qu'il ne faisait qu'après avoir sollicité du regard l'assentiment de son père.

Quelques mois plus tard, ce fut le roi qui prit l'initiative, de façon tout aussi impromptue, de faire venir un autre de ses fils, Hamza, qui se trouvait à Paris, à un déjeuner à l'Élysée. De toute évidence, il souhaitait le présenter au président Chirac. Il me sonda et j'obtins aussitôt l'accord du chef de l'État, qui fit rajouter un couvert. Cette fois-là, ce fut le roi qui invita son fils à s'exprimer.

La coopération entre forces spéciales jordaniennes et françaises eut pour effet secondaire de me faire sauter en parachute. Alors que les militaires français étaient venus s'entraîner en Jordanie avec leurs camarades jordaniens, le prince Abdallah me demanda, sur un ton de défi : « Vous sautez avec nous ? » Et moi de répondre, sans aucune hésitation : « Avec plaisir. » Mais les jours suivants, Abdallah, craignant un accident et ses conséquences diplomatiques, se montra fuyant. Comme j'insistais, il me fit signer une décharge et finalement, c'est lui qui me remettrait à mon arrivée au sol l'insigne des parachutistes jordaniens.

Nos autorités politiques souhaitaient qu'un détachement des forces spéciales jordaniennes servît sous notre commandement au sein de la SFOR, la force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Nos troupes accueillaient déjà en leur sein un contingent marocain. Mais il était important pour elles, notamment à l'égard des Bosniaques (c'est-à-dire des musulmans de Bosnie²⁸), d'avoir à leurs côtés des soldats d'un pays musulman non francophone. J'avais évoqué ce souhait auprès d'Abdallah. Mais c'était le roi qui décidait, et il tardait à le faire. J'allai donc également plaider cette cause auprès de lui, en détaillant les conditions de la participation jordanienne :

« Le transport et tous les équipements seront à la charge de la France, expliquai-je au roi, mais pas les soldes.

— La décision est difficile pour moi, me répondit le souverain, car les Américains m'ont demandé la même chose et aux mêmes conditions.

— Venez avec nous, Sire, lui proposai-je : vous mangerez mieux ! »

Le roi éclata de rire. C'était gagné.

Abdallah, qui avait une trentaine d'années lorsque j'étais en poste en Jordanie (il est né en 1962), était assez facétieux. Un jour, alors qu'il avait convié à

déjeuner l'ambassadeur britannique, sir Peter Hinchcliffe, il avait pris des dispositions pour faire jouer « La Marseillaise » et hisser le drapeau tricolore lors de l'arrivée au palais du représentant de sa Gracieuse Majesté. Mais, à la dernière minute, Peter Hinchcliffe fut convoqué par le roi, privant Abdallah du bon tour qu'il voulait lui jouer. Mon collègue britannique, qui arborait en toute saison et en toute occasion des chaussures à semelle de crêpe, et dont la résidence était voisine de la mienne, était au demeurant un excellent collègue. La rivalité entre nos deux pays appartenait bien au passé.

Cette anecdote, choisie parmi d'autres, montre simplement que l'atmosphère à la petite cour d'Amman était détendue et teintée d'humour. Depuis son accession au trône, j'ai eu l'occasion de revoir Abdallah à plusieurs reprises, et chaque fois comme si nous nous étions quittés la veille.

Et c'est un paradoxe : ce pays qui n'aurait pas dû exister a réussi en moins d'un siècle, ce qui est peu à l'échelle de l'Histoire, à se créer une identité. Les Jordaniens, tous milieux confondus, se sont montrés les plus fidèles des interlocuteurs que j'ai pu croiser au cours de ma longue carrière. Je correspond toujours avec nombre d'entre eux. Cette identité n'est évidemment pas une garantie de survie. Mais elle en est un des éléments indispensables.

Notes

1. En réaction au projet de loi Savary, annoncé en décembre 1982, visant à intégrer les établissements privés dans un grand service de l'Éducation nationale.

2. Le 23 octobre 1983, deux attentats simultanés frappèrent les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth, faisant 241 victimes parmi les soldats américains et 58 au sein des parachutistes français. L'immeuble abritant ces derniers était appelé « Drakkar ».

3. Soucoupes de métal contenant une grosse mèche plongée dans la paraffine, que l'on accroche sous les fenêtres des immeubles.

4. Loup de mer braisé, chateaubriand en croûte.

5. Au moment où le président Mitterrand me recevait, il avait déjà rencontré le roi Hussein une vingtaine de fois depuis le début de son premier mandat, treize ans plus tôt.

6. En novembre 1992.

7. Canal France International.

8. En octobre 1993.

9. Édouard Balladur s'était rendu à Riyad en janvier 1994 dans l'espoir de signer d'importants contrats. Mal renseigné sur les réseaux saoudiens, il en revint bredouille.

10. Union de l'Europe occidentale, organisation européenne de défense et de sécurité. Créée en 1951, elle a été remplacée par la Politique de sécurité et de défense commune, PSDC, issue du traité de Lisbonne de 2007, puis dissoute en 2011.

11. Dynastie régnant actuellement sur la Jordanie, Les Hachémites sont réputés descendre du prophète Mahomet et de l'arrière-grand-père de ce dernier, Hachem Ibn al-Manaf.

12. Chérif, pluriel achraf : descendant du Prophète.

13. Lors de la visite d'État de François Mitterrand de novembre 1992. Pétra est un site nabatéen taillé dans le grès rose. Le roi l'avait fait survoler à son hôte aux commandes de son hélicoptère.

14. Le patron d'Airbus, Jean Pierson, était venu en Jordanie présenter l'A340 au roi.

15. *Mon métier de roi*, propos recueillis par Freidoune Sahebjam, 1975.

16. Reinhold Niebuhr (décédé en 1971).

17. En octobre 1996.

18. Atef Sedki (Premier ministre de 1986 à 1996). Cette anecdote est bien sûr totalement fictive.

19. Cancer des ganglions lymphatiques.

20. Adnan Talhouni serait ensuite ambassadeur de Jordanie en France de 1997 à 2001.

21. « Que voulez-vous ? Que je retourne à mon avion et que je rentre à Paris ? C'est ça que vous voulez ? [...] C'est une provocation ! »

22. À 46 ans, Benjamin Netanyahu était alors le plus jeune Premier ministre de l'histoire d'Israël.

23. Chef du bureau politique du Hamas, mouvement palestinien proche des Frères musulmans. Mechaal était alors basé en Jordanie. En 1999, les Jordaniens ayant émis un mandat d'arrêt contre lui, il devrait s'expatrier pour Doha, puis Damas, avant de retourner à Doha au début de la guerre civile en Syrie. Quelques années plus tard, il dirigerait le Hamas jusqu'à son retrait en mai 2017.

24. La résolution 687 interdit la fabrication et la détention par l'Irak d'armes chimiques, bactériologiques et nucléaires et instaure une commission spéciale dotée de larges pouvoirs pour en vérifier l'application.

25. Zahra Sirb : appelons-la ainsi, c'est le nom que lui donne Gérard de Villiers dans son livre.

26. Le père Tournay est décédé en novembre 1999.

27. Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale.

28. Les habitants de la Bosnie-Herzégovine sont les Bosniens. Le mot « bosniaque » désigne les musulmans ou la variante de la langue serbo-croato-bosniaque qu'ils parlent.

En Bosnie : la page est tournée

Les racines du mal

Pour mieux comprendre les événements que j'ai vécus entre 1999 et 2003 en Bosnie-Herzégovine, un rapide retour historique me paraît nécessaire.

Les plaques tectoniques orthodoxe, catholique et musulmane se chevauchent dans les Balkans, traversés par les lignes de partage entre les Empires romains d'Orient et d'Occident, mais aussi entre le monde chrétien et l'Empire ottoman.

Lors du schisme de 1054 qui sépara catholiques et orthodoxes, la majorité de la population des Balkans décida de rester fidèle à Constantinople. Une minorité se rallia à Rome, tandis qu'une autre ne choisit aucune des deux capitales et décida de suivre le pope Bogomil. Celui-ci, qui appartenait au même courant que nos cathares (« les purs »), rejetait la croix, les saints, l'eucharistie et n'acceptait pour prière que le seul Notre-Père. Lorsque, après la chute de Constantinople, en 1453, les Ottomans s'emparèrent de la Bosnie, les bogomiles furent les premiers à se convertir à l'islam. Ostracisés par les chrétiens orthodoxes ou catholiques qui dénonçaient leur hérésie, ils cherchaient aussi, grâce à leur conversion, à échapper à l'impôt spécifique aux non-musulmans et au recrutement forcé de leurs enfants dans le corps des janissaires. Les orthodoxes devinrent les Serbes, les catholiques les Croates, les nouveaux convertis à l'islam les Bosniaques. Aujourd'hui, ces derniers sont principalement présents en Bosnie, dont ils forment un peu plus de la moitié de la population, mais aussi en Serbie, dans la province appelée Sandjak. Les Serbes et les Croates de Bosnie sont appelés Bosno-Serbes et Bosno-Croates.

Pendant la période ottomane, la majorité des albanophones se sont convertis à l'islam. Aujourd'hui, ils sont présents en Albanie, bien sûr, mais aussi au Kosovo et en Macédoine.

Au XVIII^e siècle, alors que l'Empire ottoman commençait à lâcher prise, l'Autriche entreprit de recruter des Serbes pour garder les marches de son empire. Ce seraient les Krajina (de *krai*, « la fin »), enclaves serbes au cœur de pays à majorité croate ou bosniaque, qui joueraient un rôle particulier dans la guerre de Bosnie des années 1990. En 1908, l'Autriche-Hongrie finit par annexer la Bosnie-Herzégovine. La rivalité entre elle et la Russie pour la domination des Balkans serait l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale. Conséquence de celle-ci, un « royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » vit le jour, en 1929, puis un « royaume de Yougoslavie ». Démantelé par les Allemands en 1941, cet État fut reconstitué par Tito au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, sous la forme d'une « République fédérative socialiste de Yougoslavie ».

Fragilisée par la mort de Tito, en mai 1980, la Yougoslavie ne résisterait pas à l'effondrement du bloc de l'Est, en dépit de la position particulière qu'elle y occupait. Des dirigeants nationalistes furent élus dans deux des États fédérés : Slobodan Milošević en Serbie, en 1986, et Franjo Tuđman, en Croatie, en 1990. En 1991, la Slovénie et la Croatie déclarèrent leur indépendance. La Bosnie-Herzégovine fit de même, en mars 1992, à la suite d'un référendum. Mais celui-ci avait été boycotté par les Serbes de Bosnie, qui firent sécession. C'était le début d'une guerre sanglante, à laquelle les accords négociés à Dayton et signés à Paris mettraient fin en décembre 1995.

Le conflit avait fait près de 100 000 victimes, dont presque 40 000 civils, et déplacé 2 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population de la Bosnie.

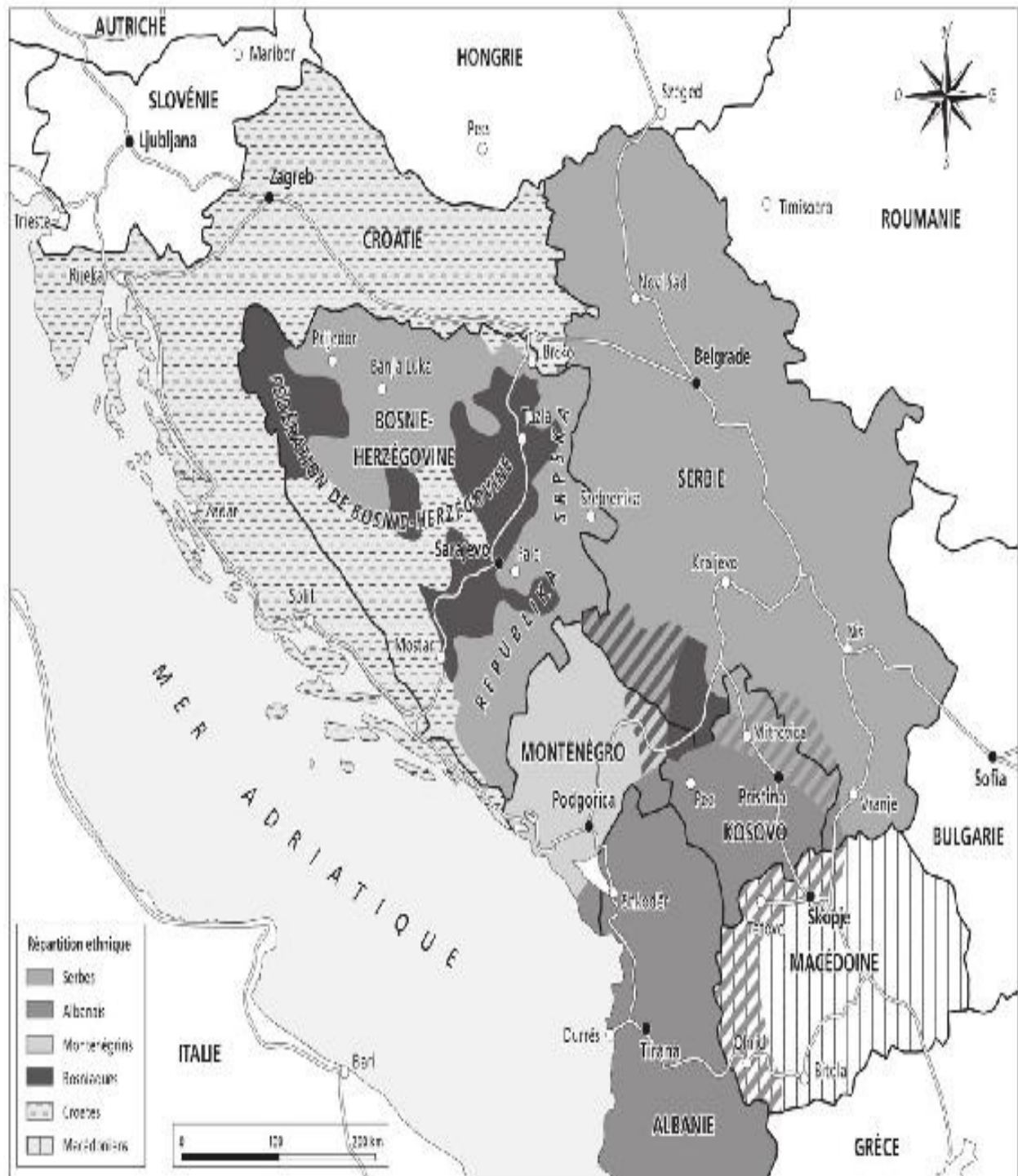
La guerre a creusé les clivages entre les différentes communautés. Ainsi, en Bosnie-Herzégovine, Bosniaques (musulmans), Croates (catholiques) et Serbes (orthodoxes) refusent d'admettre qu'ils parlent la même langue, alors que celle-ci ne se différencie d'une communauté à l'autre que par des nuances d'accent et quelques particularités grammaticales ou lexicales, que chacune s'attache à rendre plus systématiques. Ainsi, les Croates de Bosnie ont exhumé des grimoires médiévaux des mots tombés en désuétude. La principale différence entre ces langues reste que les Serbes écrivent la leur en cyrillique, tandis que les Bosniaques et les Croates utilisent les caractères latins.

La France, dépositaire des accords de Dayton-Paris, n'a pu en produire les textes dans toutes les langues des parties. Les versions en serbe de Serbie et en croate de Croatie n'ont pas posé de problème. Nous sommes également parvenus à produire les versions en serbe et en croate de Bosnie, mais pas celle en bosniaque : les Bosniaques considèrent en effet que leur langue est le bosnien

(sous-entendu la langue de l'ensemble du pays), et non pas le bosniaque (langue des seuls musulmans). Mais ceci n'était pas acceptable par les deux autres communautés !

Tel est le pays – si tant est qu'il en fût un – dans lequel je m'installai à la fin de 1999.

RÉPARTITION ETHNIQUE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX (2018)



Un dossier enfoui au-dessous de la pile

Une fois désigné en Conseil des ministres, puis officiellement nommé après l'obtention de l'agrément des autorités locales, le nouvel ambassadeur partait avec des instructions. Les miennes portaient la signature du secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay. En les relisant vingt ans après, je suis frappé par la banalité de leurs constats, leur absence de vision stratégique, l'empilement de prescriptions bureaucratiques : la Bosnie, qui avait pourtant mobilisé la diplomatie française pendant trois ans, était passée de mode quatre ans après la fin de la guerre. Le dossier, laissé en déshérence par les politiques, était géré par des fonctionnaires à la vision courte et à l'ambition limitée, qui, de plus, se bouffaient le nez : une rivalité ouverte opposait sur le dossier des Balkans la direction géographique à la direction politique. Au sommet de l'édifice, le cabinet du ministre, Hubert Védrine, se montrait incapable de rendre les arbitrages qui eussent été nécessaires.

Une fois sur place, l'ambassadeur élaborait, dans un délai de six mois après sa prise de fonctions, un plan d'action qui était soumis au ministre. Dans celui que j'adressai à ce dernier en juin 2000, j'insistais sur un objectif : renforcer l'influence de la France, tant au sein de la communauté internationale civile, où elle était quasiment absente, que sur le plan bilatéral – économique et culturel. Hubert Védrine, dans une lettre très courte mais claire, tout en approuvant mes propositions, insista sur un autre objectif, plus important à ses yeux : rapprocher la Bosnie-Herzégovine de l'Union européenne. Au moins avait-il une vision, lui. J'en tiendrais compte.

L'absence de pilotage parisien m'amènerait à prendre des initiatives, pour lesquelles je ne recevrais quasiment jamais l'appui des bureaux. Au contraire, au cours de cette période, intrigues et tentatives de déstabilisation ne manquèrent pas, d'autant qu'on me savait en pénitence. L'atmosphère s'améliorerait nettement avec le changement de gouvernement, en mai 2002, mais la substance continuerait à faire défaut.

À la fin du mois de mai 2002, dans une note confidentielle au nouveau ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, je posais la question de savoir si la France avait une stratégie dans les Balkans. La réponse était négative : « Depuis ma prise de fonctions à Sarajevo, il y a deux ans et demi, j'ai vu nos priorités dans la région suivre les caprices de l'actualité, donc des médias. » Et, plus loin : « Nos diplomates en poste dans la région ont souffert et souffrent d'un manque d'intérêt, quasiment avoué, du Département¹ pour les

Balkans (mais au fond, à quoi le Département s'intéresse-t-il vraiment au-delà de l'actualité immédiate ? Quels sont les priorités, les objectifs, les ambitions de la diplomatie française ?) [...]. En deux ans et demi, je ne me souviens pas d'avoir reçu de Paris quelque télégramme² que ce soit ou note de synthèse sur ce qu'est, ce que n'est pas ou ce que pourrait être notre politique dans les Balkans – et sans doute pour cause. En dehors de la conférence des ambassadeurs, nous n'avons jamais été invités à formuler nos réflexions. »

S'agissant plus particulièrement de la Bosnie-Herzégovine, je soulignais le contraste entre l'engagement du président Chirac à la fin de la guerre en 1995 et l'effacement quatre ans plus tard de notre pays, qui avait abandonné la Bosnie « à un régime de semi-protectorat anglo-américain ».

Quelques semaines après, j'allai voir Dominique de Villepin pour lui faire part de vive voix de mes réflexions et lui soumettre un certain nombre de propositions. Comme on le verra, je ne réussirais pas à le convaincre. Pour la France, la page de la Bosnie, et au-delà des Balkans, était bien tournée.

Un pays meurtri

J'arrivai à Sarajevo en septembre 1999. Les canons s'étaient tus près de quatre ans plus tôt mais avaient laissé un pays profondément traumatisé et divisé. Le contexte régional restait tendu. Les principaux acteurs de la guerre étaient restés en fonctions : Milošević à Belgrade, Tuđman à Zagreb et Izetbegović à Sarajevo, ce dernier au sein d'une présidence collégiale qu'il dirigerait jusqu'à sa retraite de la vie politique en octobre 2000.

Je m'attendais à voir une ville en ruine. À ma surprise, celle-ci avait déjà pansé ses blessures, comme si elle avait voulu oublier, le plus vite possible, la guerre et les trois années du terrible siège qu'elle avait subi. Seuls les impacts d'obus sur les trottoirs, cimentés de rouge sang, la tour effondrée du journal *Oslobođenje* (« Libération ») et la grande bibliothèque de style néo-ottoman portaient le témoignage des destructions et des massacres commis du haut des collines par l'artillerie bosno-serbe. Pourtant, les clochers et les bulbes des églises, les minarets de l'époque ottomane, les synagogues, tout cela n'était plus qu'un décor : les Bosniaques, les musulmans donc, représentaient 90 % de la population de la capitale, alors qu'ailleurs le nettoyage ethnique les avait chassés de territoires entiers où ils étaient établis depuis des siècles.

De mois en mois, les équipes internationales continuaient de découvrir des charniers où avaient été entassés, dans la quasi-totalité des cas, des Bosniaques exécutés sommairement par les troupes bosno-serbes. Je me rendis sur plusieurs

sites d'exhumation, notamment à Tuzla et dans la région de Srebrenica³ où, en juillet 1995, avait été commis le plus important de ces massacres, qualifié de « génocide » par la justice internationale, quasiment sous les yeux des casques bleus de l'ONU. 8 000 hommes de tous âges, adolescents, adultes, vieillards, tous désarmés, étaient tombés sous les balles des Bosno-Serbes. Je n'oublierai jamais l'odeur de mort qui flottait au-dessus de ces lieux sinistres, honte de l'humanité.

Une commémoration de ce terrible événement fut organisée pour la première fois, quelques mois après mon arrivée, dans un champ à Potočari⁴, là où cinq ans plus tôt les femmes avaient été séparées de leurs maris, fils, frères, tous promis à la mort. Au départ, le Haut Représentant Wolfgang Petritsch, qui craignait des violences, voulait que la cérémonie se tînt à Sarajevo. Mais l'ambassadeur des États-Unis et moi, convaincus par la représentante de l'ONU à Srebrenica, Célhia de Lavarène⁵, estimâmes que, finalement, elle ne pouvait se dérouler que là où les massacres avaient eu lieu.

En ce 11 juillet 2000, des milliers de familles, beaucoup de femmes, certaines en pleurs, d'autres retenant leurs larmes, étaient rassemblées. Les autorités religieuses, les dirigeants du pays, les principaux responsables internationaux et le corps diplomatique étaient là. Cette cérémonie n'aurait pu avoir lieu sans l'énergie infatigable de Célhia, qui avait réussi à rallier les redoutables « mères de Srebrenica » et, surtout, obtenu des Bosno-Serbes la promesse qu'ils s'abstiendraient de toute provocation. Le grand mufti Mustafa Čerić⁶ prononça un discours très digne. Les ambassadeurs européens étaient mal à l'aise, et je n'étais pas le dernier : comment, un demi-siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, avions-nous pu permettre une telle horreur, quasiment à nos portes ?

Criminels de guerre

La chasse aux criminels de guerre, principalement Radovan Karadžić et Ratko Mladić⁷, avait été confiée à une unité de nos forces spéciales. Le général Philippe Rondot se rendait souvent à Sarajevo, très discrètement, pour faire le point avec nos militaires et leur transmettre les orientations des autorités politiques. Il venait parfois me rendre visite à l'ambassade. Pas toujours. Mais j'étais le plus souvent informé de sa présence, par exemple lorsque mes équipes repéraient son Falcon blanc sur le tarmac de l'aéroport. Pourtant, la question

continuait à me tenailler : comment expliquer que, quatre ans après la fin de la guerre de Bosnie, ces deux criminels fussent toujours en cavale ?

Cette question, je la posai au président Chirac lors d'un passage à Paris, quelques mois après ma prise de fonctions. En réalité, je lui en voulais de m'avoir laissé tomber après mon incident avec Jospin⁸. J'avais envie d'aller au *clash*. Je lui fis part de ma frustration à propos des deux criminels de guerre.

« C'est plus facile à dire qu'à faire, objecta-t-il.

— Oui, repris-je. Mais si la volonté politique avait été là, on les aurait serrés depuis longtemps.

— Je vous prie d'arrêter là cette conversation », m'ordonna le chef de l'État.

Mais j'insistai. Quelques phrases encore sur le même ton, et je m'aperçus que les mains de mon interlocuteur s'étaient mises à trembler. Il était temps de passer à un autre sujet. J'abordai celui du « DETAIR », le détachement de notre armée de l'air déployé à l'aéroport de Sarajevo depuis le début de la guerre. Je tenais à son maintien pour quelque temps encore. Huit soldats français avaient sacrifié leur vie pour cette mission, qui restait importante.

Tout d'un coup, le Président, encore tendu, dents serrées, me demanda : « Prenez-moi la main. » Je ne comprenais pas. Un photographe, que je n'avais pas vu, était entré. Ah ! c'était pour la photo. Nous échangeâmes une poignée de main à la soviétique tandis que le photographe figeait nos sourires crispés. Les politiques n'étaient pas les seuls capables de faire la gueule tout en la badigeonnant d'une couche de risettes. Puis le chef de l'État fit quelques pas avec moi dans le Salon vert pour me raccompagner. Il était un peu calmé. « Je sais que vous avez commencé à faire du bon travail », concéda-t-il. Il semblait avoir compris la raison de ma mauvaise humeur.

Avec le recul, je dois reconnaître que j'avais été injuste. Jacques Chirac méritait moins que quiconque les reproches que je lui avais adressés. Il avait rééquilibré la politique de la France. D'entrée de jeu, il avait annoncé la couleur : le 27 mai 1995, dix jours après son investiture à la présidence de la République, les troupes françaises reprenaient, sur son ordre, le pont de Vrbanja, à Sarajevo. Deux marsouins y laissèrent leur vie, tandis que les Bosno-Serbes perdaient quatre soldats.

Jacques Chirac aurait la magnanimité de ne pas m'en vouloir du vif incident qui nous avait opposés, comme je le constateraï dans la suite de ma carrière.

Un système institutionnel ingérable

Les accords que le Quai d'Orsay insistait pour appeler « de Dayton-Paris »

avaient mis en place un système institutionnel d'une incroyable complexité, et, pour tout dire, ingérable. Mais sans doute était-ce là le prix de la paix. Ces accords créaient une « République de Bosnie-Herzégovine » composée de deux entités : la République serbe de Bosnie, la Republika Srpska, avec 49 % du territoire, et une entité croato-bosniaque, appelée « Fédération de Bosnie-Herzégovine », établie sur les 51 % restants. Les Croates n'avaient pas réussi à obtenir leur propre entité et avaient dû se résigner à partager le pouvoir avec les Bosniaques, qui désignaient le Premier ministre du gouvernement de cette entité. Celle-ci était elle-même divisée en dix cantons, chacun avec sa propre Constitution et son propre Premier ministre. Cela aurait été encore trop simple si certaines villes – Sarajevo, Mostar, Tuzla et Brčko – n'avaient disposé d'un statut particulier.

Au sein de cet « État » virtuel, les deux entités n'étaient reliées que par des institutions faibles : une présidence collégiale – un Bosniaque, un Croate et un Serbe qui se relayaient à sa tête tous les huit mois – et un Parlement chargé de voter les lois pour l'ensemble du pays. Le drapeau, imaginé par le chef de la mission de l'ONU, fut imposé par le Haut Représentant de la communauté internationale.

Au fond, cet État faible convenait aux groupes politico-mafieux qui avaient alimenté la guerre et restaient très influents dans la Bosnie souterraine, celle qui échappait à la communauté internationale. La complexité ne dérangeait pas davantage les habitants des Balkans, que l'Histoire avaient habitués à s'en accommoder : « Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? », ironisaient-ils.

L'un de mes objectifs au cours de ma mission a été de travailler au renforcement de l'État central, de le rendre plus fonctionnel, en évitant toutefois la rupture avec les Bosno-Serbes, qui tenaient à leur entité. C'est la raison pour laquelle je me suis opposé à la disparition, réclamée par les Bosniaques, de celle-ci, qui n'aurait été possible qu'à travers une renégociation des accords de Dayton. Pardon, de Dayton-Paris.

Dans la réalité, l'essentiel des pouvoirs était détenu par la communauté internationale militaire et, surtout, civile.

Un pays sous tutelle

Au moment de mon arrivée, la force de stabilisation de l'OTAN, la SFOR, avait pour principale mission, avec ses 31 000 soldats, d'empêcher la reprise des hostilités. La France y contribuait avec un contingent de 3 700 militaires. Le

premier après celui des États-Unis, mais loin derrière. Elle détenait le poste de numéro 2 de la SFOR et exerçait le commandement d'une des trois régions militaires, celle ayant son quartier général à Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine, dans le sud-ouest. Au moment de mon départ, en 2003, les effectifs de la SFOR auraient été ramenés à 12 000 et ceux du contingent français à 1 400, le faisant passer au cinquième rang.

Le pays, s'il s'acheminait clairement vers la stabilisation, connut encore quelques soubresauts au cours de ma mission. À Mostar, la situation restait tendue. L'évêque, Mgr Ratko Perić, un dur, avait fait dresser une croix de 30 mètres de haut sur une colline vertigineuse, tandis que les Franciscains, dignes héritiers des chevaliers du Temple, avaient fait ériger une énorme basilique en béton dont le clocher, du haut de ses 80 mètres, narguait les quartiers musulmans.

En mars 2001, le chef nationaliste bosno-croate Ante Jelavić, qui, à Sarajevo, faisait partie de la présidence collégiale, déclara l'« autonomie temporaire » des zones croates. Cela revenait à créer une nouvelle entité. Il fut aussitôt limogé par le Haut Représentant Wolfgang Petritsch, sous forte pression américaine.

Le mois suivant, toujours à l'instigation de mon collègue américain (qui ne m'en avait rien dit), la SFOR lança un raid sur six agences de l'Hercegovačka Banka, banque suspectée de financer le parti de Jelavić. Le 6 avril, au petit matin, les troupes de la division Sud-Ouest, commandées par un général français, investirent les locaux de la banque à Mostar et dans cinq autres villes d'Herzégovine. Elles y saisirent une quantité importante de documents, dont certains pouvaient être compromettants pour les nationalistes bosno-croates. Mais les troupes, insuffisamment nombreuses, furent vite débordées. À Mostar, les miliciens croates extrémistes bloquèrent les ponts, empêchant le repli des soldats de la SFOR. Dans une autre localité, onze soldats furent pris en otages. Il fallut négocier et pour cela passer sous les fourches caudines de l'évêque Perić. La crise se termina dans des conditions humiliantes pour la SFOR. Une quinzaine de véhicules militaires avaient été incendiés, dont celui du général. Le volant, pris en trophée, doit se trouver aujourd'hui quelque part dans la maison d'un chef nationaliste bosno-croate. Surtout, la SFOR dut restituer la totalité des documents saisis. On trouva un bouc émissaire : le général commandant la division Sud-Ouest. Mais les vrais responsables se trouvaient à Sarajevo. Ils avaient mal conçu cette opération et refusé les renforts demandés. Eux tirèrent leur épingle du jeu.

De son côté, la communauté internationale civile disposait d'effectifs importants, pour ne pas dire pléthoriques. La mission onusienne, la plus importante en nombre, était dirigée d'une poigne de fer par Jacques Paul Klein,

un ancien général américain d'origine alsacienne. Très talentueux dans la synthèse politique comme dans l'action, il avait coutume de dire que les effectifs à sa disposition (4 000 !) se divisaient en trois tiers : un excellent, un médiocre et un nul, voire nuisible.

En mai 2001, Jacques Paul Klein décida de créer un programme pour lutter contre le trafic d'êtres humains, très florissant en Bosnie. Il confia la direction de cette mission à Célhia de Lavarène, qui venait de faire ses preuves à Srebrenica. C'est ainsi que naquit STOP (Stop Trafficking Of People), une structure policière qui effectuait des raids dans les boîtes de nuit soupçonnées de pratiquer la prostitution de mineures. Le soir de la Saint-Sylvestre 2002, Célhia de Lavarène, à la tête de son commando, surprit dix soldats français dans un de ces établissements. Les jeunes militaires seraient mis dans l'avion dès le lendemain. Des dizaines de bars louches furent fermés. L'entrave de cette activité très lucrative mettait Célhia en danger. Elle serait agressée dans la rue et son appartement serait visité en son absence par de mystérieux individus.

Mais le vrai patron du pays, c'était le « Haut Représentant ». Désigné par une dizaine de pays avec la bénédiction du Conseil de sécurité des Nations unies, il disposait de pouvoirs extraordinaires. Voire quasi dictatoriaux s'il les utilisait. Il pouvait ainsi révoquer tous les responsables locaux, imposer des lois ou annuler celles votées par le parlement local.

Autant la place de la France était forte dans le dispositif militaire, autant elle était faible dans les institutions civiles, où elle ne détenait aucun poste majeur. Comme je m'en étais fixé l'objectif dans mon plan d'action, je m'attachai à corriger cette situation. À mon départ, la situation serait inversée, avec une forte présence française dans la communauté internationale civile et un effacement au sein de la SFOR, justifié par la stabilisation sécuritaire et le remplacement de l'OTAN par des structures européennes.

J'ai connu deux Hauts Représentants, aussi différents l'un de l'autre qu'on pourrait l'imaginer, par leur parcours autant que par leur personnalité ou leur approche philosophique. Au moment où je m'installai à Sarajevo, cette fonction était occupée par Wolfgang Petritsch, déjà cité, un diplomate autrichien issu d'une famille d'origine slovène. Courtois, posé, consciencieux, mais aussi parfois faible et indécis, Wolfgang Petritsch avait pour maître mot « *ownership* », c'est-à-dire l'appropriation par les Bosniens de leur destin. Loin de se substituer à eux, il fallait les amener progressivement à prendre leurs responsabilités. C'était là le meilleur moyen de les préparer à entrer un jour dans l'Union européenne. Le Haut Représentant devait donc utiliser ses pouvoirs avec modération.

Sur le fond, Wolfgang Petritsch avait raison. Mais trop tôt : les Bosniens, encore traumatisés par la guerre, n'étaient pas mûrs pour s'entendre entre eux, prendre collectivement des décisions stratégiques, améliorer seuls les institutions héritées des accords de Dayton, en un mot pour se passer de la communauté internationale. D'ailleurs, l'avant-veille de son départ, Wolfgang Petritsch imposerait lui-même quarante-deux décisions, marquant bien les limites de sa politique d'« *ownership* ».

Surtout, le Haut Représentant autrichien devait faire face à l'hostilité des Américains, qui détenaient les autres postes clés du dispositif international. Certains d'entre eux ne l'appelaient en privé que l'« archiduc ». Cette situation faisait que, dans la pratique, c'était l'ambassadeur des États-Unis, Tom Miller, qui donnait le ton. Issu du sérail de Richard Holbrooke, principal négociateur des accords de Dayton, il pouvait compter sur le soutien de Washington. Il avait rallié notre collègue britannique, Graham Hand, et ce tandem imposait ses décisions au Haut Représentant. Face à ces deux poids lourds, celui-ci ne pouvait que s'exécuter. Dans la pratique, le pays était donc dirigé par deux ambassadeurs, sous le couvert du Haut Représentant.

À peine arrivé à Sarajevo en septembre 1999, je lançai une grosse boule dans ce jeu de quilles. Les ambassadeurs américain et britannique avaient décidé de faire imposer par Petritsch la révocation de vingt-deux hauts responsables, accusés d'obstruction ou de malversation, et dont la liste respectait un habile dosage entre les trois « peuples ». Jusque-là, les propositions américano-britanniques passaient comme une lettre à la poste. Mais je fis savoir mon opposition, en prétextant que les dossiers n'étaient pas suffisamment étayés. En réalité, tous les individus figurant sur la liste méritaient d'être révoqués. Mais je n'avais pas été consulté préalablement et voulais adresser un message à mes collègues américain et britannique. Problème : les autorités parisiennes, que j'avais informées de mon intention, et qui n'avaient pas objecté, me lâchèrent à Bruxelles lors de la réunion du conseil supervisant la mise en œuvre des accords de Dayton.

Malgré cela, le message était passé. Quelques semaines plus tard, comme il me le raconterait lui-même, Tom Miller avait sondé son complice Graham Hand : « *Bajolet is OK. Isn't he ?* » C'est ainsi que le tandem devint un trio, dans lequel je m'attachais cependant à arrondir les angles avec Wolfgang Petritsch et à obtenir son adhésion. La présidence tournante de l'Union européenne, que j'exerçai localement au deuxième semestre 2000, me donna un levier supplémentaire.

C'est ainsi que notre trio suscita une coalition de dirigeants (relativement) modérés des trois communautés : l'« Alliance pour les Changements », présidée

par Zlatko Lagumdžija, chef du parti social-démocrate, qui se voulait multiethnique. Notre objectif était d'écarter les partis nationalistes encore au pouvoir en Bosnie-Herzégovine et d'accompagner dans ce pays les évolutions intervenues dans la région : à Zagreb et Belgrade, Tuđman et Milošević avaient cédé la place à Mesić et Koštunica, respectivement en décembre 1999 et septembre 2000. Les premières réunions de ces chefs politiques se tinrent à ma résidence, en présence de mes deux collègues du trio, parfois élargi à d'autres ambassadeurs.

Au printemps 2001, l'Alliance gagna les élections. Après de laborieuses négociations pilotées par notre petit comité, elle réussit à former des gouvernements au niveau central et à celui de la Fédération croato-bosniaque. Dans l'autre entité, la République serbe de Bosnie, je souhaitais porter au pouvoir un des membres de l'Alliance, Mladen Ivanić, chef d'un parti bosno-serbe modéré. Tom Miller était réticent, car le Premier ministre sortant de cette entité, Milorad Dodik, était son « *proxy* ».

« *He's a crook*⁹, plaidai-je auprès de mon collègue.

— *Yes, but he's our crook*¹⁰ », fit valoir l'ambassadeur américain.

Quelques jours plus tard, comme j'insistais, Tom Miller me rappela :

« Bon, on en a parlé, Graham et moi. Finalement, nous pensons que tu as raison. Dodik n'est pas un modèle de bonne gouvernance et Mladen serait très bien à Banja Luka comme Premier ministre. Mais à une condition, c'est que tu ailles expliquer toi-même à Dodik qu'il est débarqué.

— D'accord, mais je lui dirai que c'est notre décision collective. »

J'allai donc trouver Milorad Dodik à Banja Luka pour lui annoncer qu'il ferait un excellent chef de l'opposition. Je dois dire qu'il accepta cette sentence avec dignité. Il eut aussi l'élégance de ne pas m'en vouloir, ou en tout cas de ne pas me le faire sentir, lorsque j'aurais l'occasion de le rencontrer de nouveau¹¹.

L'Alliance que nous avons contribué à mettre en place – et aidée à rédiger son programme de gouvernement – ne tiendrait que deux ans : elle serait battue aux élections d'octobre 2002. Son bilan n'était pas négligeable. Mais la durée de son mandat était trop brève pour que la population commençât à percevoir les résultats de son action. Le soutien, trop visible, de la « communauté internationale » n'avait pas non plus joué en sa faveur. En revanche, à Banja Luka, Mladen Ivanić resta en place pour quelque temps encore.

L'entrée en scène de lord Ashdown dans la fonction de Haut Représentant, en mai 2002, marqua un nouveau tournant. Ancien membre des commandos de marine britannique, il s'était illustré dans la lutte contre l'IRA. Devenu président du parti libéral-démocrate, troisième force potentielle dans un paysage politique

londonien jusque-là binaire, il espérait entrer au gouvernement britannique après les élections de mai 1997. Mais le parti travailliste conduit par Tony Blair avait obtenu à lui seul la majorité absolue des sièges. Il n'avait pas besoin des libéraux-démocrates pour gouverner. Paddy Ashdown vit ainsi s'évanouir ses ambitions politiques au Royaume-Uni et se rabattit sur le poste de Haut Représentant en Bosnie. Il l'exerça avec talent et brio, mais aussi avec autant d'assurance que s'il avait été élu au suffrage universel en Bosnie, expression évidente de ses frustrations. À peine arrivé à Sarajevo, il prononça devant le parlement de Bosnie-Herzégovine un discours-programme de très haute tenue. Mais ce n'était pas celui d'une autorité internationale chargée d'aider un pays ruiné et traumatisé à se remettre sur les rails. C'était celui d'un Premier ministre vainqueur.

Avec cette personnalité hors du commun, mon rôle allait changer, mais aussi celui de mes nouveaux collègues américain et britannique, choisis de toute évidence par Washington et Londres pour ne pas lui faire de l'ombre. La détermination du nouveau Haut Représentant privait de toute façon le trio de sa raison d'être. Mon influence s'exercerait à travers ce dernier, avec lequel le courant était aussitôt passé. Paddy deviendrait un ami. Nous nous retrouvions sur les pistes de ski de Jahorina, en République serbe de Bosnie. Suivre cet excellent sportif était un défi ! Je l'invitai aussi une fois chez moi, en province, pendant nos congés. Le programme incluait une intronisation dans la Confrérie des chevaliers du Tastevin au château du Clos de Vougeot, en Bourgogne.

Paddy Ashdown était expéditif dans ses décisions, ce qui nous changeait des atermoiements de son prédécesseur, mais avec le risque inverse. Ainsi, un soir, je l'encourageai à simplifier l'administration locale.

« Les fonctions de Premier ministre et de gouverneur font double emploi à la tête des cantons, lui fis-je remarquer. L'une des deux est de trop.

— Tu as raison, me dit-il. Laquelle des deux supprime-t-on ?

— Pour ma part, j'aurais une préférence pour la suppression du poste de Premier ministre. Cela permettrait de commencer à réduire le poids des cantons, qui nuit à l'unité du pays.

— Je comprends, commenta Paddy. Mais le risque politique est trop fort. Il serait plus sage de supprimer la fonction de gouverneur. »

Nous nous accordâmes sur ce point. Paddy appela un de ses collaborateurs et lui fit rédiger devant moi un projet de loi tendant à supprimer les postes de gouverneur. Dès le lendemain, le texte fut déposé sur le bureau du Parlement. Si celui-ci ne le votait pas, il lui serait imposé, ce qui, je crois, advint. En une nuit, les dix postes de gouverneur avaient disparu.

Lord Ashdown a introduit de nombreuses réformes, qu'il aurait fallu autrement des années pour mener à bien et qui ont contribué à rapprocher la Bosnie-Herzégovine de son adhésion à l'Union européenne. Mais cette gestion autoritaire du pays préparait mal la classe politique locale à prendre la relève.

La France prend sa place dans la communauté internationale

À mon arrivée, je l'ai dit, la France était quasiment absente dans la communauté internationale civile. J'avais soutenu la candidature de Paddy Ashdown. Celui-ci, homme de parole, me renvoya l'ascenseur : il créa auprès de lui un poste d'adjoint en charge de l'État de droit – dossier majeur – qui fut confié à un diplomate français, Bernard Fassier. J'avais déjà obtenu de son prédécesseur la nomination d'un Français, Jean-Pierre Berçot, au poste d'administrateur de Mostar et d'un autre, issu de Bercy, au poste de directeur des affaires économiques auprès du Haut Représentant. Jacques Paul Klein, lui, choisit un officier français de gendarmerie pour diriger la police internationale, le général Vincent Coeurderoy. Enfin, le poste de numéro 2 du bureau local de l'OSCE¹² fut confié à un Français, Henry Zipper de Fabiani, qui me succéderait à Sarajevo en 2003. La France pourrait ainsi peser davantage dans les décisions.

Je souhaitais renforcer plus particulièrement notre influence à Mostar : comme on l'a vu, la France commandait déjà la région militaire, et c'était la raison pour laquelle j'avais insisté pour obtenir également le poste d'administrateur civil. La ville était divisée entre l'Est (bosniaque) et l'Ouest (croate). La municipalité commune, qui devait réunir les deux communautés, n'existait que sur le papier. Pour en faire une réalité, je fis voter par le Parlement, *via* le Haut Représentant, une loi transférant à la nouvelle municipalité les revenus collectés par la compagnie d'électricité sur son territoire, revenus qui jusque-là étaient détournés par les partis nationalistes. Ceux-ci suscitèrent un recours en annulation auprès de la Cour suprême, qu'ils perdirent. La municipalité réunifiée put ainsi voir le jour.

À Mostar, la France s'était engagée, avant mon arrivée, dans la reconstruction du Stari Most, « le vieux pont ». Ce remarquable ouvrage, construit sur ordre de Soliman le Magnifique au XVI^e siècle, enjambait d'une seule volée les eaux émeraude de la Neretva. Il avait été détruit par les milices bosno-croates en novembre 1993, volontairement, pour infliger une blessure culturelle, faire mal à l'Histoire. Un ingénieur français, Gilles Péqueux, avait effectué, quasiment pierre par pierre, les travaux préparatoires et même fait copier les outils anciens

trouvés sur le site. L'utilisation de ces reproductions permettrait ainsi une reconstruction très fidèle. De mon côté, j'avais fondé à Mostar une école de tailleurs de pierre, dont les élèves venaient de toutes les communautés du pays. Le pont restauré (par une entreprise turque sur la base des travaux français) serait inauguré en juillet 2004.

À Mostar, comme ailleurs en Bosnie, il nous fallait corriger l'image de la France parmi les Bosniaques (musulmans), qui la jugeaient proserbe. Ceux-ci étaient confortés dans leurs préjugés par des insinuations récurrentes de la part des Américains. C'était pourquoi j'avais tenu à faire sortir des murs de l'ambassade le monument aux morts que le président Chirac y avait inauguré en avril 1998. Parmi toutes les nations, c'était la France qui avait eu le plus de pertes pendant la guerre et après : au moment de mon départ, quatre-vingt-quatre de ses soldats avaient donné leur vie pour la paix et la justice en Bosnie-Herzégovine. Il fallait le rappeler aux habitants de Sarajevo. La municipalité, d'abord réticente, finit par m'accorder un terrain en bordure d'un parc public à proximité de l'ambassade, mais bancal dans tous les sens. Qu'importe, je le ferais aménager selon les plans réalisés gracieusement par mon frère Jean-Louis, paysagiste. Les quatre *Gardiens de l'espace* de Xavier Dambrine, superbes et émouvants, veillent désormais sur nos morts dans ce bel endroit.

Mais c'était d'abord sur le centre André-Malraux, fondé en pleine guerre par Francis Bueb, que je comptais pour assurer le rayonnement de la France à Sarajevo. Cette institution de statut privé disposait d'un financement original, fondé en grande partie sur le mécénat. La semaine européenne du livre, les présentations de films français organisées avec la participation de leurs réalisateurs, actrices et acteurs, les expositions d'art contemporain français avaient un retentissement bien au-delà des frontières de la Bosnie-Herzégovine.

Le souci d'améliorer notre image auprès des Bosniaques ne devait pas nous empêcher de valoriser notre prestige historique auprès des Serbes de Bosnie. À Banja Luka, leur « capitale », nous avons ouvert un bureau franco-allemand, dirigé pour sa moitié française par un talentueux diplomate, Yves Manville. Allemands et Français travaillaient ainsi main dans la main et rendaient compte de leurs contacts dans des télégrammes communs rédigés en français et en allemand.

Nous suivions de près le retour en République serbe de Bosnie des déplacés, musulmans et croates, qui avaient été chassés pendant la guerre. Alors que Michel Sapin, ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, effectuait une visite de travail en Bosnie, nous lui fîmes visiter un village, près de Prijedor, où des musulmans avaient commencé à se réinstaller. Une mosquée était en cours de construction, tandis que, dans une rue parallèle, une église

orthodoxe sortait de terre. Une église ? Enfin, c'était ce que le maire avait voulu nous faire croire. Nous allâmes d'abord sur le site de la mosquée, puis sur celui de l'église. Le bâtiment en construction, flanqué de quatre tours, avait quand même un air bizarre. J'interrogeai les ouvriers en serbe : « C'est bien une église que vous construisez ? » Et eux de s'esclaffer aux larmes : « Vous avez entendu ? Une église ! » Je compris qu'il s'agissait d'un lieu de plaisir. Le ministre pensa peut-être que sa visite avait mis les ouvriers de bonne humeur. Je me gardai de le détromper.

Le chemin vers l'Europe

La perspective de rejoindre un jour l'Union européenne était le seul ciment de nature à faire vivre ensemble les trois peuples de Bosnie, que les accords de Dayton avaient seulement juxtaposés. Elle était aussi le seul facteur susceptible de stimuler les réformes, de toute façon nécessaires, pour faire de la Bosnie-Herzégovine un pays digne de ce nom. Hubert Védrine avait eu raison d'en faire le principal objectif de ma mission. La perspective européenne était tout aussi importante pour la stabilité de la région : dès lors que la Croatie, puis la Serbie aspiraient à rejoindre l'Union européenne, elles devaient renoncer à leurs ambitions irrédentistes sur la Bosnie-Herzégovine, ce qui par ricochet privait de débouché les forces centrifuges à l'œuvre au sein des communautés serbe et croate de Bosnie.

La première étape à franchir était celle d'un « accord d'association et de stabilisation » avec l'Union européenne. La délégation européenne à Sarajevo mit au point un échéancier pour y parvenir en dix-huit étapes, qui ressemblait fort à un chemin de croix en autant de stations¹³.

Un des critères portait sur l'organisation de scrutins irréprochables. Des élections générales se tinrent ainsi en novembre 2000 sous la supervision de l'OSCE. Les ambassades, renforcées par des parlementaires venus des capitales, avaient été invitées à envoyer des observateurs dans tous les bureaux de vote, même les plus reculés, pour y porter l'étendard de la démocratie. Un binôme que j'avais dépêché dans un hameau blotti au creux des montagnes, auquel on n'accédait que par un chemin de terre, tomba sur une famille d'ours. Observateurs et ours prirent la fuite dans deux directions opposées.

Kofi Annan ayant décidé le retrait de la mission onusienne, je militai pour le remplacement de sa composante policière par une force européenne. En dépit des réticences initiales des Américains et de la quasi-totalité des Européens, nous obtînmes finalement la création d'une « Mission de police de l'Union

européenne », dont le premier commandant serait un général français de gendarmerie. Les deux principaux contributeurs seraient la France et l'Allemagne, à égalité. Autre originalité : le contingent français était composé à parts égales de policiers et de gendarmes, ce qui n'allait pas de soi, car chacun lorgnait les privilèges supposés de l'autre. Seule, au départ, l'Italie nous avait appuyés. La réticence initiale des autres Européens s'expliquait par la crainte d'un désengagement américain des Balkans. Au contraire, j'estimais que si l'Europe ne s'était, dans l'ensemble, guère illustrée pendant la guerre, elle devait désormais assumer le problème des Balkans.

Nous rencontrâmes les mêmes objections lorsque nous plaidâmes pour qu'une force militaire européenne succédât à la SFOR. Ce serait malgré tout le cas : en décembre 2004, un peu plus d'un an après mon départ, une force européenne, l'EUFOR, se déploierait en Bosnie. L'opération « Althea », avec ses 7 000 soldats, fut la première de cette ampleur pour l'Union européenne¹⁴.

En revanche, je n'ai pas réussi à faire aboutir mon projet de « consulat européen ». Il s'agissait en réalité de juxtaposer dans un bâtiment unique les sections « Schengen » des ambassades européennes, qui auraient ainsi délivré avec davantage de coordination et d'affichage les visas européens. Cette formule, compatible avec nos contraintes constitutionnelles, nécessitait un simple accord intergouvernemental.

Dans l'ensemble cependant, l'Union européenne s'appropriait progressivement la gestion du dossier de la Bosnie.

Deux ministres des Affaires étrangères dans mes filets. Enfin, je le croyais...

La complexité de la situation en Bosnie-Herzégovine dissuadait nos dirigeants politiques de s'y investir, alors qu'ils n'en voyaient plus l'enjeu. Je m'efforçais, dans ma correspondance, d'être aussi pédagogique que possible. Malgré cela, mes télégrammes, comme on me le disait parfois, restaient trop longs et détaillés pour être lus au niveau politique. Aussi ne fus-je pas accablé de visites ministérielles pendant mon séjour, à l'exception de celles, régulières, des ministres de la Défense Alain Richard puis Michèle Alliot-Marie.

Le premier, d'un caractère grognon, n'était pas facile à gérer. Un jour, je l'avais accompagné à Mostar, en hélicoptère, avec son homologue de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Celui-ci, un Croate modéré qui n'aurait pu se rendre dans cette ville sans notre protection, se servit de la conférence de presse comme d'une tribune politique. Il submergea les journalistes sous un flot

de paroles. Alain Richard s'impatientait. Il me fit passer un billet : « Si dans trente secondes il ne s'arrête pas, je m'en vais. » Je dus mettre fin moi-même à la logorrhée du ministre bosnien.

Au début de 2001, je me plaignis dans un télégramme de n'avoir jamais reçu la visite du ministre des Affaires étrangères. Le cabinet d'Hubert Védrine me répondit presque aussitôt, à ma surprise et à ma grande joie : le ministre avait vu mon télégramme. Il allait se rendre en Bosnie quelques jours plus tard. Ce fut le 9 mars 2001. Je dus déchanter : les coups de fil qui accaparaient le ministre me firent comprendre qu'il s'agissait d'abord pour lui d'éviter de se trouver dans son bureau pendant que les juges y effectuaient une perquisition. L'affaire Falcone était l'objet de leur curiosité.

Au dîner, j'avais invité les principales personnalités des différentes communautés, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, etc. Mais Hubert Védrine m'avait donné pour consigne : « On ne parle pas de politique. Je souhaite sentir l'ambiance. Donc, faites-les parler de choses et d'autres. » En réalité, il n'avait pas pris le temps d'ouvrir le dossier. Nous passâmes ainsi la soirée à entendre des histoires de Joha, le Toto local.

Je n'eus guère plus de chance avec Dominique de Villepin. Quand j'étais allé le voir, peu de temps après sa nomination au Quai, je lui avais soutiré la promesse d'effectuer une visite en Bosnie. Il la fit au début du mois de septembre 2002. Dominique me prévint dès son arrivée à Sarajevo :

« La Bosnie est le 28^e pays que je visite depuis ma prise de fonctions. Je suis crevé. Tu as un dîner ce soir ? Bon, alors tu me le fais terminer à 21 h 30.

— C'est, objectai-je, l'heure à laquelle les invités arrivent habituellement. Mais j'essaierai.

— Je ne te demande pas d'essayer, mais de le faire ! »

Ce soir-là, mes invités, ou plutôt ceux du ministre, étaient partis à 21 h 45, avec seulement un quart d'heure de retard par rapport à la limite fixée. Dur métier !

Le 11 septembre 2001 depuis les Balkans

Mes parents et moi passâmes le cap de l'an 2000 à l'opéra de Sarajevo. On y jouait *Lakmé* de Léo Delibes. Cet opéra léger, joué dans une ville que la musique avait désertée pendant plusieurs années, les robes élégantes des dames, les conversations frivoles, tout cela avait un air prometteur de normalité. Juste avant minuit, nous sortîmes avec le public pour assister au feu d'artifice. La neige tombait à gros flocons. Un tonnerre d'applaudissements ponctué de sifflets

éclata : un nouveau siècle et un nouveau millénaire venaient de commencer. Seraient-ils moins cruels pour ce pauvre pays, pour l'Europe et pour le monde, que ceux qui venaient de se terminer ?

Ils commenceraient mal. À peine deux ans plus tard, le 11 septembre 2001, dans l'après-midi, j'étais en transit à l'aéroport de Ljubljana, en Slovénie. Je devais y prendre un avion pour Bruxelles, où se réunissait, le lendemain, le comité supervisant la mise en œuvre des accords de Dayton. J'y croisai Stéphane Hessel, illustre diplomate pour lequel j'avais un immense respect, et qui était lui aussi en transit :

« Vous avez vu ce qui vient de se passer aux États-Unis, me demanda-t-il ?

— Non, je sors de l'avion.

— C'est incroyable, reprit-il. On dirait un scénario de politique-fiction. On n'aurait pu imaginer pire. »

Et il me raconta les événements terribles qui étaient en train de se dérouler à New York et Washington : les deux avions projetés contre les tours jumelles du World Trade Center, les pauvres gens qui se jetaient des fenêtres pour échapper aux flammes, l'attaque du Pentagone. Arrivé à Bruxelles, je restai paralysé pendant des heures devant la télévision de mon hôtel, n'arrivant pas à croire ce que je voyais. Le lendemain, les réunions prévues furent maintenues. J'admirai la grande dignité de la délégation américaine, qui ne voulut rien changer au programme.

Un pape en pays serbe

Un autre souvenir fort me revient de mon séjour en Bosnie-Herzégovine : la visite de Jean-Paul II à Banja Luka.

Des dizaines de milliers de fidèles catholiques, enthousiastes, étaient rassemblés sur une colline aux abords de la ville. Des Croates en plein pays serbe. La scénographie était réglée avec une précision d'horloge. Une cinquantaine de prélats, tous vêtus et mitrés de blanc, exécutait les figures d'un ballet parfait sur une haute estrade. Le pape Jean-Paul II, qui y avait été hissé par une sorte de monte-charge, célébrait une grande messe à l'occasion de la béatification d'un prêtre local, Ivan Merz. C'était le 23 juin 2003.

Les Croates de Bosnie (catholiques) avaient tenté d'instrumentaliser cette cérémonie, qui se tenait sur le site d'un monastère franciscain d'où avait été organisé par les Oustachis, des fachistes croates, un des pires massacres de Serbes de la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Père n'avait été informé de ce contexte historique qu'à la dernière minute. Sa faiblesse physique faisait peine à

voir. Chacun de ses gestes était assisté mécaniquement, par les bras de son fauteuil ou d'autres artifices. Il s'exprimait difficilement, mais dans un serbo-croate sans faute et presque sans accent. Pourtant, il eut la lucidité et le courage de trouver les mots justes : « De cette ville, marquée au cours de son histoire par tant de souffrance et de sang, j'implore le Seigneur tout-puissant pour sa miséricorde envers les fautes commises contre l'homme, sa dignité et sa liberté, y compris par des fils de l'Église catholique. » Ces mots parurent se briser sur le silence glacial de la foule.

Au premier rang, parmi les invités d'honneur du pape, j'aperçus l'archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine, celui-là même que Georges Marchais avait traité de « dinosaure » quelque vingt ans plus tôt. « Je préside une commission réunissant les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie, m'expliqua-t-il. Je tente de les aider à rentrer dans l'Union européenne. J'estime avoir une responsabilité historique à leur égard. » Je considérais l'archiduc comme un compatriote, en quelque sorte. En 1951, il avait tenu à se marier à Nancy, dans la chapelle des Cordeliers du palais ducal où sont enterrés ses ancêtres les ducs de Lorraine. Je connaissais bien cet endroit : enfant, je me rendais souvent au Musée lorrain, dont la chapelle fait partie. C'est ainsi que j'avais appris l'histoire de la Lorraine, en même temps de celle de France à laquelle elle n'a été rattachée qu'en 1766, deux ans seulement avant la Corse.

Je me rappelai alors une anecdote que l'on racontait à Strasbourg. Otto de Habsbourg cherchait des commensaux pour un dîner qu'il improvisait. Tous les députés qu'il approcha déclinèrent son invitation.

L'un d'entre eux expliqua :

« Vous ne trouverez personne, monseigneur : nous serons tous devant notre poste de télévision pour regarder le match Autriche-Hongrie.

— Ah bon, aurait demandé l'archiduc. Ils jouent contre qui¹⁵ ? »

* * *

Avant mon départ de Sarajevo, je fis une visite d'adieu, à son domicile, à Alija Izetbegović, qui souffrait de sérieux problèmes cardiaques. On se déchaussait avant d'entrer chez lui, comme dans une mosquée. J'éprouvais du respect pour cet homme duquel émanait une grande autorité naturelle, une sorte d'épaisseur qu'on ne trouvait chez nul autre dirigeant politique en Bosnie. Mais je lui en voulais de ne pas avoir été le Mandela de Bosnie, qui aurait œuvré à la réconciliation des différentes communautés. L'aurait-il pu ?

« Que puis-je vous souhaiter, monsieur le Président ? lui demandai-je.

— Vous pouvez me souhaiter bonne santé, mais pas longue vie. »

De fait, il mourrait quelques mois plus tard, le 19 octobre 2003.

Je quittai la Bosnie avec une chanson. La veille de mon départ, accompagné par un orchestre local, je chantai pour mes collaborateurs, rassemblés sur les bords de la Miljacka, une vieille chanson bosniaque qui célèbre cet endroit, en amont de Sarajevo. J'avais l'habitude de m'y promener à bicyclette, entre les champs de mines : « *Kad ia pođzoh, na Bembašu, na Bembašu na vodu, ia povedoh bijelo janje, bijelo janje sa sobom*¹⁶ », etc. De la Bosnie, j'emportai l'image de ses paysages sublimes, qui en feraient une destination touristique si elle était déminée, mais aussi le souvenir de ses habitants avec lesquels, toutes « nationalités » confondues, j'avais établi une relation de profonde empathie. Le communisme titiste avait au moins laissé un héritage positif : l'effacement du sentiment de classe sociale, qui amenait les gens à voir dans les autres les personnes avant leur statut social. J'étais reçu dans les familles et mes hôtes regardaient en moi l'individu et non pas l'ambassadeur, attitude qui tranchait sur le sentiment de caste si fort au Proche- ou au Moyen-Orient (même si celui-ci ne m'avait pas empêché, mais comme jeune conseiller, d'évoluer dans toutes les classes sociales de Syrie).

Cela me plaisait, car je n'ai moi-même jamais été impressionné par les puissants, dans lesquels je vois avant tout des êtres humains, avec leurs qualités et leurs défauts, parfois sublimés par le pouvoir et le sentiment de domination. Mais cette culture de simplicité et d'égalité résistera-t-elle à l'émergence d'une classe de nouveaux riches, d'origine mafieuse la plupart du temps ?

Dans les années qui suivirent mon départ, la cohésion de la Bosnie-Herzégovine serait mise à mal par la proclamation de leur indépendance par le Monténégro, en juin 2006, puis le Kosovo, en février 2008. Comment justifier le maintien de la République serbe au sein de la Bosnie-Herzégovine, alors que deux territoires s'étaient séparés de la Serbie ? Le cas du Kosovo fut le plus problématique, car il avait suscité un clivage au sein de l'Union européenne et de la communauté internationale. On aurait pu imaginer d'autres formules que l'indépendance. Le maintien formel du Kosovo au sein de la Serbie pouvait se concilier avec une autonomie quasi totale.

Ces dernières années ont été marquées par la résurgence des nationalismes – bosno-serbe et bosno-croate notamment – tandis que les réflexes communautaires sont attisés par la Russie (qui agit sur les orthodoxes) et la Turquie (sur les musulmans), dans toute la région des Balkans et pas seulement en Bosnie. La République serbe de Bosnie a menacé un moment de faire sécession mais n'est, heureusement, pas allée jusqu'au bout de sa démarche. La

disparition de cette entité ne paraît pas réaliste. Les Bosno-Croates, de leur côté, sont toujours tentés de créer la leur. Pourtant, la Bosnie devra renforcer le pouvoir de ses institutions centrales, à mesure qu'elle se rapprochera de son adhésion à l'Union européenne. Depuis septembre 2016, elle a désormais le statut officiel de candidate. Les négociations prendront encore plusieurs années.

Alors que je raccompagnais Dominique de Villepin à l'aéroport de Sarajevo, en septembre 2002, il m'interrogea sur mes souhaits quant à mon prochain poste.

« Au temps de l'Empire ottoman, lui expliquai-je, quand un pacha avait déplu, on l'expédiait à Sarajevo. Puis, s'il revenait en grâce, on le rappelait auprès de la Sublime Porte¹⁷. C'est ce qu'explique Ivo Andrić dans un de ses romans, *Omer Pacha Latas*. Donc, je te demande Ankara.

— Ankara ne va pas se libérer tout de suite, me répondit-il, car l'ambassadeur souhaite rester encore un an. Comme il est socialiste, on m'accuserait de sectarisme si je refusais. Mais je vais réfléchir à autre chose. »

Cette réflexion me conduirait à Bagdad.

Notes

1. Le Quai d'Orsay, dans la correspondance diplomatique. Il s'agit d'une survivance de la dénomination d'Ancien Régime : « le Département des Affaires étrangères ».

2. Le télégramme chiffré était à l'époque la forme la plus usitée de la correspondance diplomatique.

3. Prononcer « Srébrénitsa ».

4. Prononcer « Pototchari ».

5. Célia de Lavarène, *Les étoiles avaient déserté le ciel*, Balland, 2016.

6. Prononcer « Tchéritch ».

7. Radovan Karadžić et Ratko Mladić seraient livrés par la Serbie au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, le premier en 2008, le second en 2011. Karadžić a été condamné en 2016 à quarante ans d'emprisonnement, et Mladić en 2017 à perpétuité.

8. Voir les pages 25 à 27.

9. « C'est un filou. »

10. « Oui, mais c'est notre filou. »

11. Milorad Dodik serait de nouveau Premier ministre de la République serbe de Bosnie de 2006 à 2010, date à partir de laquelle il en devint président. Sa posture nationaliste serbe ne se distingue guère de celle de l'ancien parti de Karadžić, auquel il s'était pourtant opposé fermement.

12. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, produit lointain de l'accord d'Helsinki (1975).

13. L'accord d'association et de stabilisation serait conclu en juin 2008.

14. Malheureusement, la France est aujourd'hui quasiment absente de cette mission.

15. Otto de Habsbourg-Lorraine est décédé le 4 juillet 2011.

16. « Quand je me promène à Bembacha, à Bembacha au bord de l'eau, je prends avec moi un agneau blanc. »

17. Constantinople.

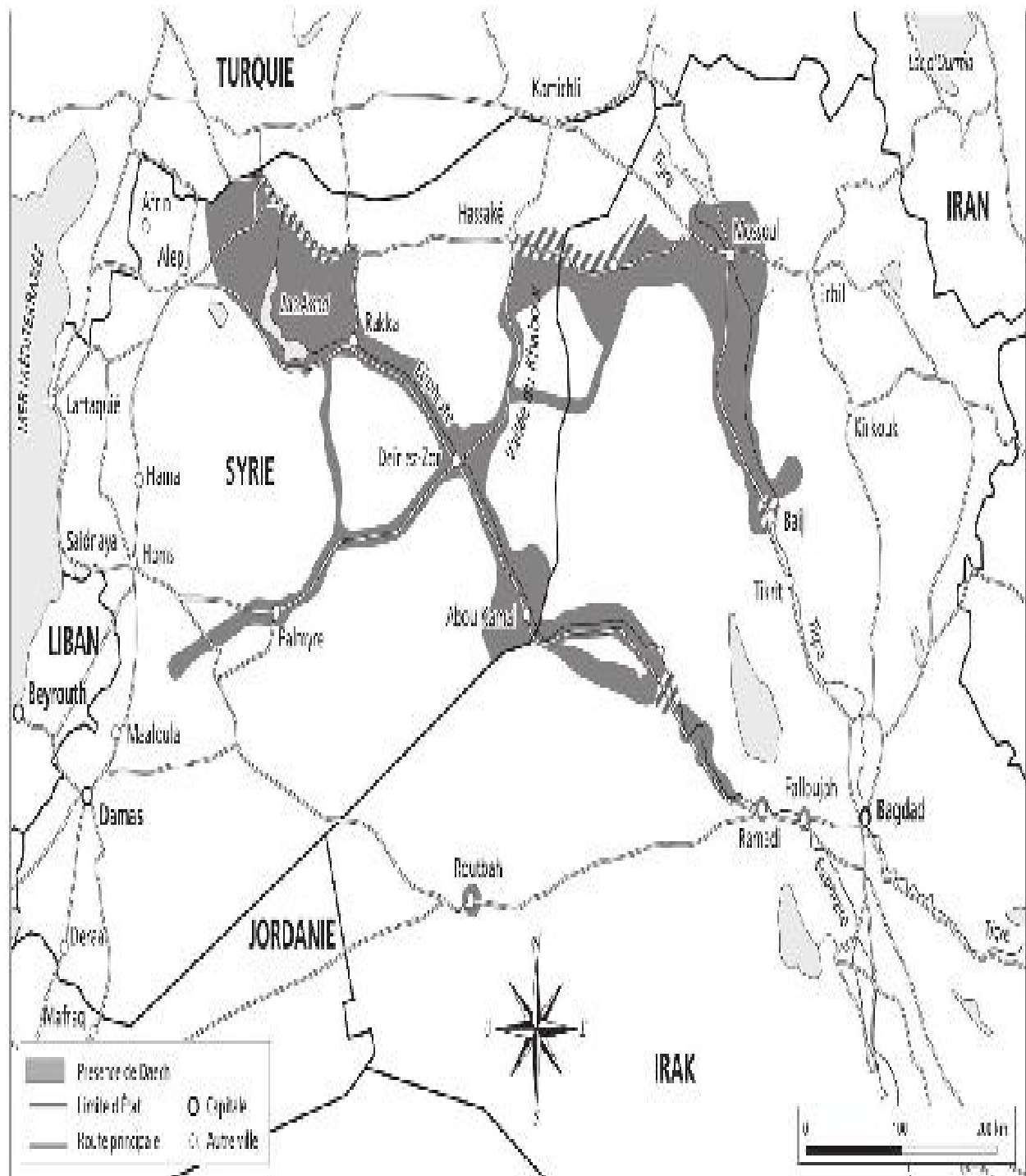
Le chaos irakien, terreau de Daech

Le chef de l'État islamique apparaît pour la première fois en public

Sixième jour du mois de Ramadan 1435 (4 juillet 2014). Nous sommes à Mossoul, deuxième ville d'Irak, en la mosquée Al-Nouri, la plus grande de la ville. Elle porte le nom de Nouredine al-Zanki¹, qui reprit le comté d'Édesse aux croisés en 1144. Mais seul le minaret penché, la Hadba, date du grand roi². La mosquée, elle, a été entièrement reconstruite en 1942.

Ce jour-là, donc, un peu après 17 heures, un homme à la barbe noire ourlée de gris, turban noir et tunique noire, gravit, lentement, du même pied, les marches du minbar, la chaire de la mosquée. « *Es salam 'alaïkoum, oua ramatoullah, oua barakatouh*, [« La paix soit sur vous et Sa miséricorde et Sa bénédiction »] », salue-t-il d'une voix claire. Puis cet homme, qu'aucun des habitués de la mosquée ne connaît, s'assoit. Détail insolite que remarquent

EXPANSION TERRITORIALE MAXIMALE DE DAESH (ÉTÉ 2015 APRÈS LA PRISE DE PALMYRE)



quelques yeux exercés : une montre de luxe, produit de l'excellence industrielle de quelque pays mécréant, brille au poignet droit du prêcheur. On est bien au ^{xxi}^e siècle, et l'austérité a ses limites.

Tous les fidèles ont été fouillés à l'entrée de l'édifice, dans lequel se trouvent aussi des dizaines de jeunes hommes au regard dur, également inconnus jusqu'à là dans la ville. Les communications ont été brouillées et les fidèles des premiers rangs distinguent des kalachnikovs et autres fusils d'assaut posés contre le mur du minbar ou à même le sol.

La chaleur est étouffante et les ventilateurs, comme celui qui tourne derrière le maître de la prière, assis en haut de sa chaire, ne brassent que de l'air chaud. L'homme s'éponge les lèvres. Il se lève lourdement, s'approche du micro et entame son prêche.

Cet homme, c'est le chef de l'État islamique, qui vient d'être proclamé quelques jours plus tôt. Il se fait appeler Abou Bakr al-Baghdadi. Ibrahim al-Badri, car tel est son nom, est né à Falloujah en 1971. Après une scolarité médiocre dans le secondaire, il a poussé ses études jusqu'à un doctorat ès sciences islamiques à l'université de Bagdad. Engagé dans l'insurrection après l'invasion américaine de 2003, il a été arrêté par les forces US, puis libéré en décembre 2004, après dix mois de détention.

Abou Bakr al-Baghdadi lance : « *Bismillah al-Rahman, al-Rahim*³ [Au nom de Dieu le clément, le miséricordieux] », puis prononce son discours, sans notes. L'arabe est parfait, la diction très étudiée. Pas une hésitation, pas un accroc. Sans doute l'apprentissage par cœur du Coran et des hadiths a-t-il préparé le terroriste en chef à cet exploit oratoire.

« Au cours de ce mois, l'appel au jihad est lancé », déclare-t-il. Puis Abou Bakr al-Baghdadi confirme le rétablissement du califat, que les musulmans avaient « perdu pendant plusieurs siècles ». Donc, il ne reconnaît pas le dernier califat. Celui établi par les Ottomans en 1517 et aboli par Atatürk en 1924. L'homme en noir annonce sa propre nomination à la tête de l'institution ainsi restaurée : « Grâce à Allah, je suis affligé de cette charge immense [...]. »

La conquête de Mossoul par Daech

Les fidèles qui écoutent le prêche s'étaient réjouis, quelques semaines plus tôt, quand Daech avait annoncé « la fin de l'occupation safavide⁴ » à Mossoul. Le 12 juin, ils avaient applaudi les hommes sombres défilant fièrement dans les blindés pris à l'ennemi. Désormais, c'était le drapeau noir des Abbassides⁵,

vainqueurs des croisés, qui flotterait sur tous les édifices publics, avec en son centre le sceau du Prophète : « *Allah, Rassoul, Mouhammad.* »

Depuis le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, l'orgueilleuse héritière de Ninive, où est enterré le Jonas de la Bible, Yunus pour les Arabes, était humiliée sous le joug des chiïtes de Bagdad. Le Premier ministre Maliki y avait envoyé ses milices pour renforcer l'armée, elle-même à dominante chiïte et perçue par les habitants, arabes sunnites pour la plupart, comme une force d'occupation.

Certains des fidèles qui écoutent le prêche du nouveau seigneur des lieux en ce jour du 6 Ramadan n'en reviennent toujours pas : comment cette ville de 1,5 million d'habitants a-t-elle pu être conquise en quatre jours par quelques centaines d'hommes, 1 500 à 3 000 au plus, venus de Rakka, en Syrie, alors que les forces du régime en comptaient plusieurs dizaines de milliers ?

Daech n'était pas seule. Elle avait été appuyée dans son offensive par des organisations proches des Frères musulmans – mouvance conservatrice qui rejette en général le terrorisme –, voire issues du parti Baas, comme celle d'Izzat Ibrahim al-Douri⁶. Un certain nombre d'anciens officiers du régime de Saddam Hussein, qui se cachaient à Mossoul depuis plusieurs années, prêtèrent ainsi main-forte au groupe terroriste. Ce regroupement contre nature de mouvements sunnites à la philosophie divergente était le résultat de la politique sectaire de Nouri Maliki, mais aussi, de façon plus lointaine, de l'invasion américaine de 2003.

Les combattants déterminés que Daech avait pu regrouper sous sa bannière ne trouvèrent en face d'eux qu'une armée démotivée et corrompue, dont les effectifs réels étaient bien inférieurs à ceux affichés. En effet, un grand nombre de soldats versaient une partie de leur solde à leurs supérieurs pour être dispensés de service. Les forces loyales au gouvernement n'alignaient ainsi pas plus de 10 000 hommes face aux envahisseurs.

Enfin, facteur inattendu, les Kurdes de Massoud Barzani avaient donné un discret petit coup de pouce à ces derniers, en incitant le gouverneur, puis les généraux de l'armée gouvernementale, à se réfugier à Erbil, ce qui accéléra la débandade généralisée de l'armée. Tous les soldats qui le purent quittèrent ainsi la ville sous les jets de pierre des habitants. Pourquoi cette attitude paradoxale du gouvernement régional d'Erbil, alors que celui-ci était jusque-là farouchement opposé aux islamistes de Daech ?

Barzani avait mis à profit le chaos pour récupérer des territoires disputés sur sa frontière sud, agrandissant ainsi son territoire de 40 %. D'autre part, il savait que sa contribution, quelques mois plus tard, serait indispensable au

gouvernement de Bagdad pour reprendre Mossoul. Il pourrait ainsi monnayer son aide, espérait-il, contre la conservation d'une partie des territoires annexés.

C'était un jeu dangereux. Tant que la province de Ninive n'était pas définitivement conquise, Daech évita d'inquiéter les Kurdes. Mais la situation évolua rapidement : aussitôt achevée la conquête de la province, l'organisation terroriste commença à se montrer menaçante. C'est alors seulement que les autorités d'Erbil envoyèrent en Europe et aux États-Unis des émissaires pour crier au feu.

La conquête n'allait pas s'arrêter là : quelques semaines plus tard, Daech s'emparerait également d'autres provinces irakiennes, en partie ou en totalité, dans le nord de l'Irak (Saladin, Kirkouk, Diyala), s'ajoutant à celle d'Al-Anbar, à l'ouest, déjà presque entièrement sous son contrôle. Bagdad n'était plus qu'à une centaine de kilomètres. L'ensemble de ces territoires représentait le tiers de l'Irak.

En Syrie, l'organisation terroriste avait déjà fait main basse sur de vastes territoires, à l'est et au nord : la quasi-totalité de la province de Rakka, une grande partie de celle de Deir-ez-Zor et une portion de celle d'Alep. Moins d'un an plus tard, le nouvel État islamique prendrait aussi la cité antique de Palmyre.

En quelques mois, quelques petits milliers de terroristes avaient redessiné, pour quelque temps, la carte du Moyen-Orient. La frontière entre l'Irak et la Syrie ? Effacée ! Les accords Sykes-Picot de 1916, par lesquels la France et l'Angleterre s'étaient partagé le pays de Cham et celui des deux fleuves ? Abolis ! Ailleurs dans le monde, ces victoires fulgurantes eurent un retentissement souterrain, au plus profond des sociétés malades : chez le petit-fils d'immigrés algériens mal dans sa peau, le Palestinien humilié, le laissé-pour-compte de la société, l'adolescent révolté, le jeune à la recherche d'absolu ou en mal d'aventure, le petit délinquant en quête de rachat, ou tout individu à l'esprit fragile. Comment tous ceux et celles-là, de l'Orient à l'Occident, n'auraient-ils pas été tentés d'y voir la main de Dieu ? Ce sont ces sentiments que la propagande du groupe terroriste allait brillamment exploiter.

Le 29 juin 2014, Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de Daech, pouvait annoncer la transformation de l'État islamique en Irak et au Levant (dont l'acronyme en arabe est Daech) en un État islamique tout court, exprimant ainsi une aspiration à l'universalité, avec à sa tête le calife Ibrahim. C'était cela que l'homme en noir, à la barbe grisonnante et à la démarche claudicante, était venu dire en ce jour du 6 Ramadan 1435 à l'ombre de la Hadba. Ce minaret penché, l'État islamique, une fois vaincu à son tour, le ferait sauter, avec la mosquée Al-Nouri tout entière, en juin 2017. La tombe de Jonas, qui datait des premiers siècles de l'ère chrétienne, avait, elle, été détruite dès le mois de juillet 2014.

Le calvaire de Mossoul sous la botte de Daech

Le soulagement qui avait accompagné l'arrivée de Daech et le départ des forces gouvernementales, en juin 2014, serait de courte durée. Une fois solidement établi, l'État islamique commença par se débarrasser de ses anciens alliés baasistes. Ceux qui échappèrent aux exécutions entrèrent dans la clandestinité. La charia fut appliquée avec la dernière rigueur, sous l'étroite surveillance de la police religieuse. Des couples convaincus d'adultère furent lapidés, des homosexuels précipités du haut des immeubles. Télévision et radio furent interdites. Treize gamins coupables d'avoir regardé un match de foot furent exécutés. À l'université, les facultés de droit, de sciences politiques, des beaux-arts et d'éducation physique furent fermées dès octobre 2014.

Répression religieuse, mais aussi politique. Toute critique de Daech fut durement réprimée. Des contrevenants pris en flagrant délit se virent coudre la bouche. Un professeur d'université qui avait refusé de collaborer à la mise au point d'armes chimiques fut exécuté devant ses étudiants. Un mouvement de contestation commença à voir le jour. Des slogans hostiles apparurent sur les murs. Après le début de l'offensive des forces irakiennes et de la coalition internationale pour reprendre Mossoul, à partir d'octobre 2016, la répression de Daech se fit plus féroce encore. Les anciens membres des forces de police furent assassinés par centaines. Les civils ne furent pas épargnés.

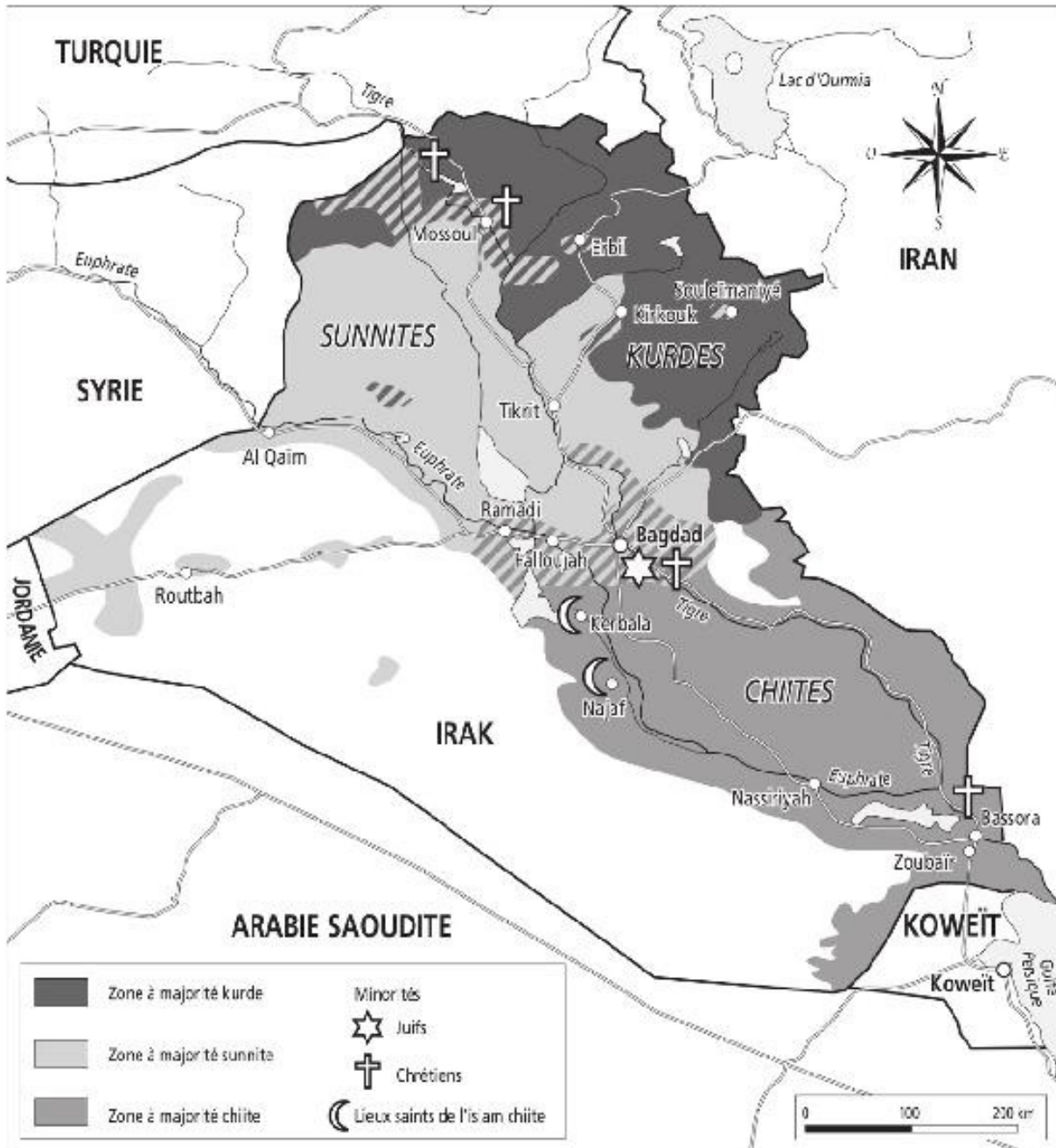
La défaite de Daech, et après ?

Le 10 juillet 2017, le Premier ministre Abadi annonçait la reprise totale de Mossoul. Dans sa reconquête, l'armée irakienne avait reçu le soutien des Kurdes, des milices chiites de la « Mobilisation populaire », financée et entraînée par l'Iran, et de la coalition dirigée par les États-Unis. L'armée irakienne et les milices ne furent pas en reste pour les exactions, y compris, là aussi, contre les civils. Leur victoire fut néanmoins saluée par la population dans une ville réduite en cendres, de la même façon que leur départ l'avait été trois ans plus tôt. La férule de Daech puis la bataille auront laissé des milliers de victimes.

Un retour sur les bouleversements que l'Irak a connus depuis l'invasion américaine de 2003 aidera à comprendre le contexte politique grâce auquel Daech a pu si facilement conquérir de vastes territoires et auquel le terrorisme continuera vraisemblablement de prospérer dans les prochaines années.

* * *

IRAK : CHIITES, SUNNITES ET KURDES (2018)



Descente aux Enfers – première journée à Bagdad

Dimanche 21 septembre 2003

Le petit bimoteur à hélices de l'ONU avait décollé deux heures et demie plus tôt de l'aéroport militaire de Marka, en Jordanie. Je m'y trouvais en compagnie de sept « humanitaires » de l'ONG « Handicap International ». Nous étions serrés comme des sardines.

Je n'étais pas très frais. La nuit, que j'avais passée à la résidence de l'ambassadeur à Amman, dans mon ancienne chambre, avait été presque blanche. Bruits de tuyaux, ou autre chose ? Je venais d'apprendre qu'Aquila Hachémi, membre du Conseil de gouvernement irakien établi après la chute de Saddam Hussein, venait d'être blessée dans un attentat à son retour à Bagdad. Elle était entre la vie et la mort. Dominique de Villepin me l'avait présentée à Paris quelques jours plus tôt. Chiite, francophone et francophile, elle pouvait nous aider. Sombre présage.

Nous survolâmes le Tigre. Puis l'avion, après s'être comme immobilisé dans son vol, bien haut au-dessus de l'aéroport de Bagdad, amorça sa chute en vrillé-piqué. En « hippodrome » ou « en feuille morte », disent les spécialistes. Un mélange de grand huit et de rotor géant, dans le vacarme des sirènes protestant que l'appareil soit forcé à piquer du nez au-delà des limites autorisées. Les filles poussaient de petits cris. Les garçons n'osaient pas, mais je remarquai que mon voisin, de l'autre côté de l'allée, avait les mains crispées sur les accoudoirs de son siège. Plus tard, on m'expliquerait qu'il s'agissait de descendre dans une sorte de cylindre invisible, que les défenses antiaériennes étaient censées protéger des missiles. La même procédure était prescrite pour le décollage, à la quasi-verticale. Au cours des cinq mois précédents, on avait recensé vingt et une tentatives des « insurgés » pour abattre des avions dans les phases vulnérables des atterrissages ou décollages classiques par paliers. Deux avaient fait mouche.

À l'approche de la piste, notre bombe volante amorça une trajectoire presque horizontale. À travers le hublot, on voyait peu d'avions garés sur le tarmac, mais de nombreux hélicoptères militaires. Puis notre appareil se posa, roula, s'immobilisa. Le copilote ouvrit la porte. Une bouffée de chaleur s'engouffra dans la cabine.

Je me rappelai alors les propos que m'avait tenus quelques jours plus tôt un de mes collègues, François Dopffer, chef d'une minuscule « mission pour la reconstruction de l'Irak », reconstruction à laquelle la France espérait malgré tout participer. Il m'avait reçu dans la sous-pente d'un immeuble décati, rue Oudinot, je crois, et me prévint : « Vous verrez, ce sera éprouvant. Très éprouvant. Le danger, la chaleur, les conditions de vie, l'hostilité des Américains et des nouvelles autorités irakiennes. Ce ne sera pas une partie de plaisir. »

Deux soldats américains nous accueillirent au pied de l'avion. L'un d'entre eux, au teint poupin, me conduisit vers des toilettes de campagne à la saleté repoussante (je crus que ma vessie allait éclater). Il était là depuis quatre mois. Il souffrait de la chaleur. L'armée américaine avait réquisitionné l'ancienne aérogare internationale, et le bâtiment ouvert aux rares passagers civils avait l'air d'un aéroport improvisé dans la brousse. Il y avait des ordures partout. Un modeste guichet était installé dans un bâtiment modulaire. Une employée irakienne au gabarit fellinien se mit à recopier, non sans peine, les données de mon passeport sous la surveillance d'une soldate américaine. Au-dessus d'elle pendait un ruban tue-mouches, où ces idiots d'insectes venaient s'engluer.

Enfin, je pus rejoindre mon adjoint, Antoine Sivan, qui m'attendait avec une escorte de gendarmes français. La 605 blindée fonça vers Bagdad, distante d'une vingtaine de kilomètres. La route, bordée de palmiers empoussiérés, était presque déserte. Elle avait été attaquée les jours précédents à plusieurs reprises. La ville était plate, jaunâtre, écrasée de soleil, immense. Peu de monde dans les rues. La poussière, toujours la poussière, sur des alignements de maisons assez tristes, d'où émergeaient cependant, çà et là, de courageux palmiers. La capitale, avec ses *T-walls* (murs de béton en forme de « T » inversé), ses chicanes, ses barbelés tranchants, appelés « *concertina* », ses hommes en armes, partout, ressemblait à un camp retranché. En revanche, la présence américaine était discrète. Deux GI's perchés sur leur char surveillaient la place Ferdaous, où la statue de Saddam avait été déboulonnée le 9 avril. Celle-ci avait été remplacée par une sculpture informe, symbole peut-être du flou du « nouvel Irak », que des zélateurs avaient ensuite barbouillée du vert cru de l'islam.

Nous arrivâmes à la chancellerie⁷, beau bâtiment des années 1930 qui fut jadis le club de la communauté juive de Bagdad. Un drapeau roumain aux couleurs incertaines flottait sur le toit : l'ambassade de France avait été fermée en 1991 et avait fait place depuis à une « section des intérêts français » sous protection de la Roumanie. Quelques jours plus tard, je renverrais le drapeau, nettoyé, à l'ambassade de Roumanie, avec des fleurs et un mot de remerciement. La Roumanie était certes un pays ami. Mais elle faisait partie de la coalition. De plus, à défaut de pouvoir travailler sous les couleurs françaises (officiellement, nous n'existions pas), je préférais me passer de tout drapeau.

Les principaux cadres de l'ambassade m'accueillirent dans le hall de style Agatha Christie. Puis je découvris mon bureau. Il était meublé en faux Louis XVI tapissé de rouge groseille, mais ne manquait pas de charme.

Un peu plus tard, on me conduisit à l'hôtel Rimal, où une suite m'avait été réservée. Aucune protection n'avait été prévue. Cet hôtel se trouvait en face de

celui où résidait Sérgio Vieira de Mello, le malheureux représentant de l'ONU tué un mois plus tôt dans un attentat avec une vingtaine de ses collaborateurs. Pendant le déjeuner, j'interrogeai Antoine Sivan sur l'opportunité de faire une visite d'arrivée à certaines personnalités irakiennes influentes, mais peu recommandables. « Attendez qu'elles soient assassinées, me conseilla-t-il, ce qui ne saurait tarder. » Au sortir du restaurant, mes gardes m'indiquèrent qu'un coup de feu venait d'être tiré tout près de là.

Nous nous rendîmes ensuite à la résidence de l'ambassadeur, enfin, ce qu'il en restait. Le jardin était magnifiquement entretenu, la piscine en parfait état. Mais de la maison, il ne restait que les murs en briques. Tout à l'intérieur – meubles, rideaux, carrelages, robinets, tuyaux, huisseries – avait été pillé le 11 avril, deux jours après la chute de Saddam, probablement par des gens du quartier. Seul vestige d'une certaine douceur de vivre d'antan, la caisse d'un piano quart de queue, amputée de ses pieds, gisait sur la terrasse.

« Tu as bien de la chance, m'avait dit mon prédécesseur, André Janier, c'était tellement moche ! Tu vas pouvoir tout refaire. » Il n'avait pas tort, et le chantier de la résidence serait l'une des principales distractions de mon séjour. Je ferais réaliser une grande peinture murale dans la salle à manger par un calligraphe, Saad el-Haj. L'artiste y déroulerait un poème de Louise Labé (xvi^e siècle) évoquant Sémiramis, reine de Babylone que l'amour avait détournée de la guerre :

*Et en montrant un louable exemple aux siens,
Trouva Amour, qui si fort la pressa,
Qu'armes et lois, vaincue, elle laissa.*

La restauration de la résidence ne serait terminée que peu de temps avant mon départ d'Irak et je ne l'habiterais jamais.

Cette première journée à Bagdad s'acheva dans le jardin d'un restaurant syrien voisin de l'ambassade, la Ghouta, nom de l'oasis qui entoure, ou plutôt entourait, Damas. Je demandai au patron, un jeune sunnite, comment il voyait son pays dans les années à venir : « *Balad al qital hatta Yaoum ed din* » [« Le pays des tueries jusqu'au jour du jugement dernier »], répondit-il. Pas vraiment encourageant.

Une boisson locale, le « *nomi basra* », à base de citron vert grillé à l'huile d'olive, et un narguilé parfumé à la pomme conclurent le dîner, ponctué tout au long de rafales d'armes automatiques, tandis qu'au loin le ciel s'éclairait des lueurs de tirs d'artillerie. Il me fallut rentrer à l'hôtel avant 23 heures, heure du

couvre-feu. « Au-delà, m'avait-on averti, les Américains tirent sur tout ce qui bouge. »

L'ambassade de France à Bagdad

La section des intérêts français, puis ambassade de France, à Bagdad, était, lorsque je la dirigeais, une assez petite structure. J'eus pour adjoint Antoine Sivan puis Franck Gellet, deux diplomates très expérimentés, d'un dévouement et d'une loyauté sans limites. Notre équipe comportait aussi deux conseillers politiques, occasionnellement renforcés par un troisième, un conseiller culturel et un chef de la section consulaire. Il n'y avait pas d'attaché de défense ni de service commercial. Je n'avais même pas de secrétaire. Celle que je trouvai à mon arrivée ne parlait pas arabe et ne pouvait donc prendre mes rendez-vous. Je ne souhaitais pas non plus confier cette tâche à des agents locaux, qui pouvaient faire l'objet de pressions. Je m'en chargeais donc moi-même. Je tapais mes rapports. Ma secrétaire, désœuvrée, partirait donc peu de temps après ma prise de fonctions. Au total, sécurité et agents irakiens compris, la représentation française comptait soixante à soixante-dix personnes.

Son activité était avant tout politique : il fallait remettre la France dans le jeu et tenter d'infléchir dans le bon sens le processus de transition piloté par les États-Unis. Ce travail s'effectuait en étroite coordination, par téléphone, en général chiffré, ou par télégramme, avec le directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ANMO) du Quai d'Orsay, Bernard Émié, le conseiller diplomatique du président de la République, Maurice Gourdault-Montagne, ainsi qu'avec mes collègues de New York et de Washington, Jean-Marc de La Sablière et Jean-David Levitte. Parfois cependant, je recevais mes directives directement du président de la République Jacques Chirac, lors de mes passages à Paris, ou des ministres des Affaires étrangères successifs : Dominique de Villepin, Michel Barnier, puis Philippe Douste-Blazy.

Dominique de Villepin m'appela le 2 décembre 2003 : « Bon, on a les deux pieds dans la merde », commença-t-il. Il avait à peine achevé sa phrase que nous fûmes interrompus par une énième panne d'électricité (nous n'avions du courant que quelques heures par jour). Je le rappelai sur une ligne chiffrée :

« Vu le ton sur lequel tu as démarré, lui dis-je, il vaut mieux poursuivre sur cette ligne.

— Je veux des idées, reprit-il. La période qui va s'écouler risque d'être catastrophique. Que peut-on faire pour passer ce cap ? Il faut reprendre l'initiative. Est-il possible de trouver, tous ensemble, le chemin d'une sortie de

crise ? Il faut avoir une approche globale, car tous les problèmes de la région – Proche-Orient, Irak, etc. – sont liés. Il faut associer l'ensemble des pays voisins. Que pouvons-nous apporter à nos alliés ? Y a-t-il un geste fort que nous pourrions faire, étant entendu que ce ne sont probablement pas des soldats qu'il faut envoyer – 25 000 hommes de plus ou de moins ne changeraient rien – et que nos moyens budgétaires sont limités ? Il nous faut rentrer dans le jeu, mais comment ? Réfléchis et envoie-moi tes idées par message personnel. Je demande la même chose à Jean-David. »

En réalité – je l'apprendrais un peu plus tard –, cet appel faisait suite à un entretien que Jacques Chirac avait eu le jour même avec le sénateur américain Joe Biden⁸. Celui-ci, démocrate mais favorable à la guerre en Irak, avait dit en substance à son illustre interlocuteur : « C'est vous qui aviez raison. Vous seul pouvez sauver la situation. L'administration Bush n'attend qu'un geste de votre part. » Ce discours flatteur était assorti d'une proposition : le passage des forces coalisées sous la bannière de l'OTAN. Le président Chirac promit d'y réfléchir, d'où l'appel de son ministre.

Plus en profondeur, le débat paraissait évoluer à Washington. Un hebdomadaire très lu dans la classe politique américaine, *The Nation*, avait publié un mois plus tôt un article intitulé : « Et si les Français avaient eu raison ? »

Je peaufinai ma réponse, qui serait suivie par d'autres échanges avec mes collègues de Paris, New York et Washington, teintés par quelques nuances entre nous. Pour l'essentiel, cependant, notre politique dans les mois à venir s'articulerait autour de quelques principes assez simples.

Il s'agissait d'abord d'accélérer le retour à la souveraineté de l'Irak, à une vraie souveraineté, dans l'intérêt même des États-Unis : en effet, plus l'occupation durerait et plus l'opposition se radicaliserait. Dès cette époque, nous avions en tête la menace terroriste qui, à terme, pouvait aussi viser notre pays.

Ce plaidoyer en faveur de la souveraineté de l'Irak, je le martèlerais du premier au dernier jour de ma mission : à l'occasion de mon départ, en août 2006, le ministre irakien des Affaires étrangères, Hochiar Zébari, offrirait un déjeuner, auquel il convierait, entre autres, mon collègue américain Zalmay Khalilzad. J'étais assis entre ces deux personnages. À Zébari, je suggérai, à haute voix, que son gouvernement devrait se démarquer des États-Unis pour acquérir davantage de crédibilité. Le laissant rouge de confusion, je me tournai vers l'Américain : « Zal, les États-Unis devraient accorder plus de marge aux

Irakiens pour respirer. » Khalilzad éclata de rire : « Vous voyez ces Français qui poussent les Irakiens à la rébellion ! »

Il fallait, d'autre part, priver les terroristes de leur base sociologique et, pour cela, réintégrer les sunnites dans le jeu politique. Les groupes terroristes étaient en effet exclusivement composés de sunnites. Ceux-ci avaient été marginalisés par la chute de Saddam Hussein qui s'appuyait principalement sur eux. La nouvelle classe politique que les Américains avaient installée était à l'inverse dominée par les chiïtes. Il fallait rétablir un minimum d'équilibre entre ces deux communautés. Les sunnites subordonnaient leur participation au processus politique à la fixation d'un calendrier de retrait des forces étrangères. Nous devions donc, au moins, obtenir que le gouvernement irakien issu des premières élections démocratiques pût se prononcer sur le maintien ou le départ de ces troupes. Nous insistions aussi pour qu'il eût son mot à dire sur les principales opérations militaires que la coalition menait sur son propre sol.

Toujours pour attirer les sunnites dans le jeu politique, nous demandions qu'ils fussent associés à la rédaction de la Constitution. Mais cette dernière fut adoptée sans eux en octobre 2005. Or, elle ouvrait la voie à la création de grandes régions sur des bases confessionnelles, dans une vision fédéraliste marquée par la culture constitutionnaliste américaine. Les sunnites étaient attachés à l'unité de l'Irak, qui, en raison de leur poids démographique moindre, était seule de nature à préserver leur influence. Ils l'étaient d'autant plus qu'ils auraient été parqués dans une région dépourvue de ressources naturelles connues.

Nous étions nous-mêmes hostiles au démembrement de l'Irak, qui aurait risqué de faire tache d'huile dans les pays voisins. Unité de l'Irak et stabilité du Moyen-Orient sont étroitement liées. De plus, une grande région chiite dans le sud n'aurait pas manqué de tomber sous l'emprise de l'Iran. C'était pourquoi, après l'adoption de la Constitution, nous ne cessâmes de plaider pour sa révision. Finalement, ces grandes régions, n'ont, au moment où j'écris ces lignes, pas vu le jour.

Pour les mêmes raisons, si nous soutenions l'autonomie du Kurdistan, nous n'étions pas favorables à son indépendance. C'était pour cela que, pendant ma mission à Bagdad, j'avais exprimé des réserves quant à l'éventuelle annexion de Kirkouk par les Kurdes. Le pays environnant est riche en pétrole et constitue la clé d'un Kurdistan indépendant. Il s'agit de plus d'une ville multiconfessionnelle, qui ne peut tomber sous le contrôle des seuls Kurdes. Aussi avais-je proposé pour elle un statut spécial inspiré de celui de Brčko, en Bosnie-Herzégovine, dans lequel les différentes communautés auraient été associées à l'administration de la ville.

Mes collègues du Quai d'Orsay et moi avons enfin plaidé pour un rôle plus important de l'ONU dans la transition. Or, les Américains n'en attendaient qu'une simple caution. Ils souhaitent garder la maîtrise du processus. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, était resté ferme : l'ONU aurait le premier rôle, sinon aucun. Son attitude avait suscité de fortes tensions avec la Maison Blanche. Pourtant, en dépit de la position de leur secrétaire général, les Nations unies apporteraient leur caution, sans vraie contrepartie, à la position américaine, comme on le verra plus loin.

Lors d'un passage à Bagdad en octobre 2003, l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, chargé par Kofi Annan d'une enquête sur l'attentat du mois d'août contre les bureaux des Nations unies, me prit à part à l'issue d'une réunion :

« J'ai une idée, me dit-il, pour renforcer la sécurité de la mission des Nations unies en Irak : il s'agirait de créer une unité spécifique de protection. La France pourrait y participer. Pour des raisons d'efficacité et de logistique, cette unité serait intégrée au sein de la force multinationale (elle-même sous commandement américain). Qu'en pensez-vous ?

— Je vais informer mes autorités de votre proposition, lui répondis-je. Mais je m'attends à ce qu'elles soient très réticentes. Elles ne voudront probablement pas mettre le doigt dans l'engrenage d'une présence militaire en Irak. »

De toute évidence, Ahtisaari relayait, avec de gros sabots, un message américain.

Le service culturel était dirigé par Georges Tate, que j'avais connu à Damas en qualité de directeur de l'IFAPO, l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient. Spécialiste de la période byzantine, il avait écrit un livre passionnant sur l'empereur Justinien et sa femme Théodora. Un couple original : le premier était issu d'une famille de paysans des Balkans orientaux et la seconde, fille d'un dresseur d'ours, avait d'abord exercé ses talents dans les lupanars de Constantinople. Georges Tate expliquait comment un affrontement, en 532, entre les hooligans des courses de chars, les Bleus – soutenus par l'empereur – et les Verts, avait dégénéré en une guerre civile qui détruisit une grande partie de la capitale⁹.

Le centre culturel de Bagdad n'a jamais été fermé, en dépit des menaces dont il faisait l'objet. Une nuit, il fut mitraillé. Je fis mon enquête. Les auteurs de cette prétendue agression n'étaient autres que les gardes de sécurité irakiens qui voulaient prouver leur utilité et justifier l'augmentation de salaire qu'ils réclamaient. Le centre resterait cependant en veilleuse, n'accueillant que les Irakiens qui y étaient déjà inscrits. Aussi l'activité culturelle de l'ambassade

consistait-elle surtout à parrainer les artistes irakiens et à les aider à se faire connaître en France.

Pendant cette période de 2003 à 2006, nos activités commerciales fonctionnaient, elles aussi, au ralenti. Les contacts étaient tout de même maintenus, soit par le Medef à Paris, soit lors de salons organisés à Amman pour nos industriels à destination du marché irakien. J'incitais Total, née en Irak¹⁰, à y reprendre pied. Du temps de Saddam Hussein, la compagnie française avait négocié des contrats pour l'exploitation de champs pétroliers très prometteurs, Majnoun et Ben Omar, mais ne les avait pas signés en raison des sanctions de l'ONU. J'avais finalement obtenu de Total l'envoi d'une délégation pour reprendre contact. Cette première visite, en mars 2004, fut peu encourageante : le ministre du Pétrole d'alors demanda d'entrée de jeu à ses visiteurs une commission de 50 millions de dollars comme « ticket d'entrée ». J'appris qu'il avait exigé le double des représentants du groupe russe Lukoil, qui étaient aussi venus le voir. Les discussions de Total reprendraient plus tard sur des bases plus saines. Mais les conditions proposées par les Irakiens parurent trop peu attractives au patron de la compagnie, Christophe de Margerie. Finalement, le champ de Majnoun serait attribué à Shell, en partenariat avec la compagnie malaisienne Petronas. Total devrait se contenter d'une participation à 25 %, au côté de la société chinoise PetroChina, pour l'exploitation du champ de Halfaya, dont les réserves étaient nettement moins importantes que celles du gisement de Majnoun.

Nous souhaitions témoigner notre solidarité au peuple irakien par des projets de développement. Mais j'étais consterné par l'inefficacité de l'aide multilatérale, notamment celle passant par les agences onusiennes qui était, dans certains cas, carrément détournée. J'avais de même une opinion mitigée sur l'aide transitant par les organisations non gouvernementales. Pour des raisons de sécurité, celles-ci ne pouvaient contrôler sur place la bonne utilisation de l'aide qu'elles dispensaient et s'en remettaient à des relais locaux qui la gardaient pour eux.

Je pus en faire la constatation concrète lors d'une visite à l'hôpital pédiatrique de Bassorah. Celui-ci se trouvait dans un état lamentable, alors qu'il était supposé avoir reçu des centaines de milliers d'euros des donateurs (dont près de 300 000 euros du Quai d'Orsay, *via* une ONG, pour le service d'oncologie). Dans les couloirs de l'hôpital, je surpris une altercation entre le père d'un enfant malade et le directeur. Le premier jeta une poignée de billets à la figure du second pour le supplier de sauver son fils. Plus loin, une mère tint à nous entraîner au chevet du sien pour nous faire partager sa détresse. Au terme de

cette visite, je pensai à la clinique privée du directeur qui, elle, devait être florissante, grâce à l'argent des contribuables ou des généreux donateurs de différents pays.

Je tirai les conséquences de ces différentes visites : à l'inverse de la doctrine du Quai d'Orsay, qui privilégie, pour des raisons d'affichage et de commodité de gestion, l'aide multilatérale, j'obtins de pouvoir financer des projets en aide directe, en passant toutefois par l'Agence française de développement.

Nous soutenions ainsi une vingtaine d'écoles dans des quartiers déshérités, que nous dotions de groupes électrogènes et de sanitaires. Je visitais systématiquement chacun de ces établissements, pour m'assurer que les entreprises avaient bien fait le travail demandé, mais aussi pour m'enquérir de la situation dans ces quartiers. Ces visites comptent parmi mes meilleurs souvenirs d'Irak. Elles me permettaient de rencontrer des institutrices motivées et fières de leur métier (les instituteurs étaient rares), en dépit de la surcharge des classes. J'entrais dans des salles aux vitres cassées, sans chauffage en hiver ni climatisation en été (avant notre intervention). Pourtant, en dépit de cela et du contexte sécuritaire, les parents n'auraient voulu pour rien au monde laisser leurs enfants manquer l'école. Tous les petits étaient là, le sourire aux lèvres et parfaitement habillés, car les parents, même pauvres – et c'était le cas de la plupart –, y mettaient un point d'honneur.

Ces déplacements dans les quartiers périphériques n'étaient pas sans risque. Lors d'une visite de reconnaissance, nos gendarmes furent pris à partie par une milice et désarmés. Je dus envoyer des renforts pour les tirer d'affaire. Le soir, je leur passai un bon « savon ». « Si nous n'avions pas remis nos armes, objecta l'un d'entre eux, vous auriez eu quatre morts sur la conscience. »

Nous aidions l'hôpital Saint-Raphaël, qui abritait également un orphelinat. Il était tenu par les sœurs de la Présentation de Tours, institution fondée sous Louis XV par la bienheureuse Marie Poussepin, dont le buste trônait au milieu d'une pelouse impeccable, bordée de roses. Un luxe dans cette ville alors jonchée d'immondices. Notre soutien permit à l'hôpital d'abriter la plus importante maternité privée de Bagdad, qui accueille ses patientes sans considération de religion. Il était dirigé par sœur Maryanne, une Irakienne. Un sacré petit bout de bonne sœur en vérité, gestionnaire irréprochable, capable de monter un dossier parfaitement ficelé en quelques jours ! Elle recevrait la seule Légion d'honneur que j'épinglerais pendant mon séjour à Bagdad.

Nous avons soutenu la création par les dominicains d'Irak, qui dépendent de la « Province de France » de leur ordre, d'un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales, quelle que fût leur communauté d'appartenance. Cette initiative était particulièrement courageuse venant de

chrétiens et ce, dans une société où une femme battue ou violée n'a aucune chance de faire valoir ses droits en justice.

Notre attention s'était portée également sur les réfugiés chrétiens du Nord. Nous étions informés de leur situation par la ministre en charge de ce dossier, Pascale Warda, une Franco-Irakienne. Nous obtînmes de Paris une aide financière. Les réfugiés (sunnites) de Falloujah ne furent pas oubliés. Nous leur offrîmes 22 000 couvertures par l'intermédiaire du Croissant-Rouge irakien. Comme on le devine, ces actions répondaient à des objectifs à la fois humanitaires et politiques, visant les chrétiens comme les musulmans.

Notre aide financière fut sollicitée par le nouveau gouvernement irakien. Paris dut céder sur la dette : les deux tiers de celle détenue par les pays membres du Club de Paris, que préside la France, furent effacés en trois étapes, soit 33 milliards de dollars sur 40, à partir de 2004. Ce dernier montant ne représentait lui-même que le tiers du total de la dette irakienne, qui comprenait aussi les créances détenues par les autres États, dont ceux du Golfe, et le secteur privé. En revanche, la France se refusa à fournir une aide budgétaire directe. « Nous n'avons pas à payer pour ce que nous n'avons pas détruit », disait Jacques Chirac.

À l'été 2006, les Américains élaborèrent un projet d'aide à l'Irak baptisé « Compact Iraq ». À mon instigation, Paris mit à notre éventuelle contribution des conditions sévères. Lors d'une réunion avec les Américains et les Irakiens, sous la présidence du vice-Premier ministre Barhem Saleh, j'objectai que, avant de solliciter la générosité des donateurs, l'Irak devrait d'abord faire le ménage chez lui et assurer la maîtrise de sa production pétrolière. Très contrarié, le vice-Premier ministre demanda à me voir en tête à tête :

« Vous avez gâché la réunion. Qu'entendez-vous par “maîtrise de la production pétrolière” ? gronda-t-il.

— Il est pour nous hors de question de participer à une aide quelconque, lui expliquai-je, tant que votre gouvernement ne mettra pas fin au détournement massif des ressources pétrolières du pays au profit de milices ou d'individus. Il s'agit des Kurdes, qui vendent illégalement du pétrole à la Turquie. Il s'agit aussi des chiïtes, qui en livrent aux Iraniens, dans le Sud. Le pétrole, acheminé par des tuyaux de dérivation branchés sur les oléoducs, est chargé dans de petits bateaux à double fond, puis traverse le Chott-el-Arab à partir d'une quarantaine de miniports clandestins. Je suis allé moi-même en constater l'existence sur place. J'estime que les hydrocarbures ainsi détournés représentent pour votre budget une perte annuelle de 2,5 à 5 milliards de dollars. »

Barhem Saleh réfléchit, puis reconnut :

« Non, c'est plus que cela. »

Les Américains

Mes contacts avec les Américains furent, au départ, fortement lestés par l'opposition active de la France à l'intervention américaine de mars 2003, mais aussi par mes propres prises de position publiques. Depuis la Bosnie, j'avais un jour déclaré : « On ne peut imposer la démocratie au son du canon. » Plus : réagissant aux critiques de Donald Rumsfeld sur la « vieille Europe », j'avais répliqué que le secrétaire américain à la Défense (71 ans à ce moment-là) n'était pas forcément le mieux placé pour nous faire la leçon au nom de la jeune Amérique. Ma remarque n'était pas du meilleur goût, et je l'admets plus volontiers encore à mesure que mon âge se rapproche de celui qu'avait alors Donald Rumsfeld.

Après la conquête de Bagdad, les Américains avaient mis en place une administration d'occupation : l'Autorité provisoire de la coalition (Coalition Provisional Authority – CPA). George Bush Junior désigna pour la diriger un ancien collaborateur de Henry Kissinger, Paul Bremer. Aussitôt après ma prise de fonctions à Bagdad, je demandai un rendez-vous au proconsul américain.

En attendant, j'allai rencontrer son adjoint britannique, sir Jeremy Greenstock, à l'hôtel Rachid, où il avait convié quelques diplomates européens. Adjoint ? Pas vraiment : sir Jeremy tint à me préciser qu'il ne faisait pas partie de la CPA. Mais alors, lui demandai-je, quel est votre statut ? « *I am floating*¹¹ », me répondit-il. Après son départ du Foreign Office, sir Jeremy se montrerait très critique dans ses propos publics sur la décision de Londres d'entrer en guerre contre l'Irak et sur la gestion de l'après-Saddam Hussein.

Trois semaines après mon arrivée, n'ayant toujours pas de réponse de Paul Bremer, je décidai d'aller quand même faire un petit tour en CPA. Histoire de sentir l'atmosphère. Ma demande de rendez-vous resterait d'ailleurs sans suite jusqu'au départ de l'intéressé, qui ne me serrerait jamais la main. Je devrais me contenter de le voir de loin lors de cérémonies officielles. Il y apparaissait en costume, mais chaussé de rangers, pour souligner la double dimension, civile et militaire, de son autorité. En somme, l'équivalent de la couronne de haute et de basse Égypte.

Paul Bremer avait installé son administration dans la « zone verte », sur la rive ouest du Tigre. Plus précisément dans le palais de la République, là où Saddam Hussein avait son principal bureau. C'était sans doute à dessein que l'aviation américaine avait épargné ce bâtiment, pour permettre à l'autorité d'occupation de s'y installer. Pendant toute la durée de mon séjour, je ne cesserais de recommander aux Américains la restitution de ce symbole du pouvoir aux

nouvelles autorités irakiennes. Toutes proportions gardées, c'était un peu comme si l'ambassade américaine à Paris s'était installée à l'Élysée. En vain : ce transfert n'aurait lieu qu'en 2009, quand la nouvelle ambassade américaine, elle aussi située dans la zone verte, serait achevée.

Une fois passé les innombrables chicanes, barbelés, points de contrôle, servis par des soldats américains plutôt débonnaires, même avec les Français, c'était dans un monde complètement différent que l'on pénétrait. L'enceinte de béton armé englobait, sur plusieurs centaines d'hectares en plein cœur de Bagdad, l'hôtel Rachid, le centre de conférences, le Conseil de gouvernement et, surtout, le saint des saints, le palais de la République. On n'accédait à ce dernier qu'après avoir franchi une autre enceinte, sous le regard inquiétant de quatre colossales têtes dorées, perchées sur le toit du palais, représentant Saladin sous les traits de Saddam Hussein. Quand je vis ces sculptures, je m'amusai à imaginer qu'elles seraient peut-être remplacées un jour par la tête de Bush avec son chapeau texan. Elles seraient descendues quelques mois plus tard.

Dans ce paradis artificiel, en plein cœur d'un pays en guerre, les soldats et civils de la CPA, hommes et femmes, pouvaient courir et faire de la bicyclette avec sans doute plus de sécurité que dans Central Park. Ils pouvaient se rafraîchir dans les piscines, ou encore profiter tout à loisir du *fast-food* disposé dans l'ancien mess des collaborateurs de Saddam. Ils pouvaient prier en toute quiétude dans l'ancienne salle d'apparat, aux lourdes portes de bronze sculpté, transformée en « chapelle multiconfessionnelle ». J'y remarquai toutefois un détail insolite : les fresques décorant le plafond, au lieu d'angelots dodus, représentaient des missiles aux couleurs de l'Irak perçant les nuages.

Dans les immenses salles au mobilier baroque oriental, les fonctionnaires de la CPA rivaient à leur ordinateur tapaient leurs rapports. Mais que pouvaient-ils savoir de l'Irak ? En octobre 2003, tous les « ministères », en fait, leurs tuteurs de la CPA, étaient rangés côte à côte dans la même aile du palais – un ministère par pièce –, un peu comme dans les simulations de crise organisées par les instituts stratégiques à Washington. En somme, ici, on jouait au gouvernement irakien.

Sous les alignements de lustres de cristal, dans les interminables couloirs de marbre, le son des explosions n'arrivait qu'assourdi et celui des rafales y était à peine perceptible. De temps en temps, des projectiles tombaient sur la zone verte. Mais, statistiquement, le risque qu'ils atteignent une cible était faible, en raison de l'étendue du périmètre. Pourtant, dix jours après ma visite, une trentaine de roquettes seraient tirées contre l'hôtel Rachid, où séjournait Paul Wolfowitz, adjoint de Donald Rumsfeld au Pentagone. Le sous-secrétaire d'État sortit de l'hôtel, hagard et débraillé. Un colonel de sa suite avait été tué et une quinzaine d'autres personnes blessées. On retrouverait la remorque qui avait

servi à transporter les lance-roquettes près du zoo. « Quel dommage qu'ils aient raté ce microbe ! », s'écria le chef druze libanais Walid Joumblatt. Déclaration qui lui valut un an de suspension de visa pour les États-Unis.

« *Please, tell me, how is it outside*¹² ? », me demanda le GI qui m'accompagnait. Il n'avait jamais mis les pieds en dehors de la zone verte. Je passai voir Susan Johnson, diplomate américaine qui exerçait la tutelle du ministère irakien des Affaires étrangères. Elle venait d'être nommée « superviseur » de Brčko, en Bosnie, et était pressée de prendre ses nouvelles fonctions. Très lucide, elle se défiait du risque d'auto-intoxication des autorités d'occupation : « Les sondages d'opinion que nous faisons sont positifs, me dit-elle ; nos interlocuteurs irakiens nous assurent que ça va mieux. Ils nous aiment bien et veulent que nous restions. Mais à vous, que disent-ils ? »

Susan, comme tous les fonctionnaires civils américains, ne pouvait quitter la zone sécurisée que protégée d'un gilet pare-balles et d'un casque lourd, ce qui ne rendait pas les contacts très faciles. Je lui proposai de l'« enlever » pour un déjeuner en ville, histoire de humer l'air « *outside* », ce qu'elle accepta bien volontiers. Comme beaucoup d'Américains, Susan estimait que la France aurait pu faire valoir son opposition sans prendre la tête de la rébellion. De la même façon qu'à ses collègues, je lui répondais : « Les Français sont comme vous : quand ils croient en quelque chose, ils vont jusqu'au bout. »

Coupés du pays comme ils l'étaient, comment les nouveaux maîtres de l'Irak pouvaient-ils le comprendre ? D'une certaine façon, ils imitaient le régime précédent : ils le gouvernaient de loin, du fond de palais isolés du peuple, en s'entourant d'infinies précautions de sécurité. Mais Saddam Hussein infiltrait toute la société par le parti Baas et les *moukhabarat* (services secrets). Les Américains ne disposaient pas de tels relais. Leurs sources leur donnaient, moyennant finances, des informations tronquées. Et quand bien même cela n'aurait pas été le cas, ils auraient eu besoin pour exploiter les renseignements recueillis de spécialistes parfaitement familiers de la culture du pays.

Début décembre 2003, à l'occasion du départ de Susan Johnson, le chargé d'affaires de Russie donna un dîner, auquel il m'avait convié. Des tirs d'armes automatiques contre sa résidence vinrent interrompre nos réjouissances. Les dizaines de gardes du corps armés jusqu'aux dents qui accompagnaient les invités avaient sans doute attiré l'attention de quelque groupe rebelle. Les invités plongèrent sous la table. L'ambassadeur d'Italie, Gianludovico di Montegiordano, sortit de la poche intérieure de sa veste un petit pistolet plat à crosse de nacre. Il n'eut finalement pas à s'en servir : les agents de sécurité russes et leurs collègues, un peu paniqués, poussèrent les convives dans une

pièce aveugle, puis les exfiltrèrent après que les tirs eurent cessé. Je m'amusai à penser que c'était peut-être une manière originale d'abréger un repas qui traînait en longueur.

À défaut de pouvoir rencontrer Paul Bremer, je voyais régulièrement ses plus proches collaborateurs, notamment l'un de ses conseillers, Scott Carpenter, et son directeur de cabinet, Pat Kennedy. Mon premier contact avec ce dernier eut lieu dans des circonstances particulières. Nous nous trouvions côte à côte en novembre 2003 à la cathédrale Saint-Joseph pour un office à la mémoire de dix-neuf Italiens, dont treize carabiniers, tués dans un attentat quelques jours plus tôt, à Nassiriyah. Paul Bremer était devant nous. Des soldats américains étaient postés sur le toit de l'édifice, que survolaient des hélicoptères. Les rues aux alentours étaient bloquées par des chars d'assaut. Quelle démonstration de force pour protéger le libérateur en chef ! Ce dernier, qui était catholique, communia. Je profitai du « donnez-vous la paix » pour saisir la main de Pat Kennedy, froide comme une patte de crocodile.

Mais de Bremer lui-même, aucun signe. Les mois passant, cette situation devenait un sujet de plaisanteries au Quai d'Orsay. Pour ne pas être en reste, j'en fis un « poisson » : le 1^{er} avril 2004, juste avant de partir pour une période de « respiration » en France, j'envoyai un télégramme rendant compte d'un entretien fictif avec l'administrateur américain.

Le rapport commençait on ne pouvait plus sérieusement, en appâtant le lecteur parisien par l'intérêt que Paul Bremer manifestait pour le projet français de conférence internationale (qui en réalité n'intéressait personne). Puis, progressivement, le responsable américain apparaissait gagné par la folie d'un proconsul omnipotent. À la fin du télégramme, on le voyait juché sur un trône doré. Il m'annonçait sa décision d'appliquer la charia : « Vous savez, la loi 137 [texte qui abrogeait le code de la famille], c'était moi. » Puis il faisait rentrer Ahmad Chalabi¹³, qu'il avait surpris en train de faire les poches de ses collègues du Conseil de gouvernement, assoupis après des heures de délibération sur la Constitution provisoire. Il lui avait fait couper la main droite et l'accablait d'insultes : « *Ibn al kalb ! Ibn al qahba !* [Fils de chien ! Fils de pute !] » En prenant congé, je disais avoir exprimé à M. Bremer l'immense soulagement que son prochain départ susciterait dans l'ensemble du pays.

Cette plaisanterie fut très peu appréciée à Paris. Mon avion venait à peine de se poser à l'étape d'Amman qu'on m'informa de ma convocation au Quai d'Orsay, par le secrétaire général, et, à l'Élysée, par le conseiller diplomatique du Président. Le premier me déclara : « S'il y a la moindre fuite, tu sautes. » Cette menace ne m'impressionna guère : il aurait fallu trouver un candidat pour

me remplacer. À l'Élysée, le second assura que mon télégramme, s'il était rendu public, risquait de remettre en cause les efforts patients de la diplomatie française pour rétablir le dialogue avec Washington. Mais c'était ailleurs qu'il fallait chercher la véritable raison de leur réaction : mes interlocuteurs avaient pris mon télégramme au premier degré et l'avaient fait remonter comme tel aux autorités politiques qui, elles, je le supposais, avaient détecté le poisson d'avril.

Les fonctionnaires qui m'avaient convoqué étaient contrariés de voir leur discernement pris en défaut. « Ton papier était rédigé de façon diabolique, se justifia l'un d'eux : on rentrait dans le jeu et on ne se rendait plus compte de l'énormité de ce que tu racontais. » Ce que mes austères censeurs ignoraient, c'était qu'ils avaient échappé à une première version, nettement plus *hard*, de mon récit.

Le Quai d'Orsay ordonna un autodafé de tous les exemplaires du télégramme. Celui-ci fut même, d'ordre du secrétaire général, effacé des mémoires du service du chiffre, comme s'il n'avait jamais existé, de sorte qu'on ne pût jamais le retrouver. Ceci eut pour effet d'inciter ceux qui en étaient destinataires à le conserver et ceux qui ne l'étaient pas à se le procurer. Quelques années plus tard, j'apprendrais qu'un célèbre journal satirique paraissant le mercredi disposait du texte. Mais, se doutant que sa publication aurait pu me mettre en difficulté, il avait de lui-même décidé de le garder pour lui. Qu'il soit ici remercié de sa retenue !

J'exagérais à peine dans mon télégramme de 1^{er} avril : Bremer ne laisserait pas beaucoup de regrets. Au moment de son départ, l'armée d'occupation, accueillie sous une pluie de roses en avril 2003, battait des records d'impopularité. Le scandale de la prison d'Abou Ghraib, de sinistre réputation déjà sous Saddam Hussein, y avait contribué : le 28 avril 2004, la chaîne CBS avait montré les photographies de soldats américains en train d'humilier des prisonniers. Cette publication eut un retentissement considérable en Irak et dans le monde.

En fait de liberté, les femmes, sans qu'il y eût aucun ordre de l'Administration, mais dans le contexte de pesanteur religieuse que les Américains avaient suscité sans le vouloir, se mirent tout d'un coup, au premier semestre 2004, à cesser de conduire.

Dans le domaine politique, les mesures prises par l'administrateur américain sous l'empire de son idéologie avaient aggravé le traumatisme subi par les Irakiens, notamment les sunnites. Sans doute fallait-il des mesures d'épuration après des décennies d'une dictature sanglante. Mais elles auraient pu être modulées. La « débaassification » systématique que Bremer avait ordonnée allait

ainsi jeter quantité d'anciens baassistes, qui n'avaient pas tous du sang sur les mains, dans les bras des insurgés, puis des terroristes d'Al-Qaïda et, plus tard, de Daech.

La dissolution de l'armée a aussi été une grave erreur. Paul Bremer avait lui-même dit au chef kurde Jalal Talabani, qui me l'avait répété, qu'il en ferait une « *puppet army* », une armée d'opérette, qui ne menacerait plus jamais personne. Il ne faut donc pas s'étonner que, dix ans plus tard, en 2014, cette armée se soit effondrée à Mossoul, sans avoir tiré un coup de feu, à l'approche des envahisseurs.

Les États-Unis ne se sont pas non plus rendu compte que, en portant au pouvoir des partis chiites proches de Téhéran et en affaiblissant les sunnites, ils déroulaient durablement le tapis rouge à l'Iran.

Bremer quitta Bagdad le 28 juin 2004, à l'avant-veille de la fin officielle de l'occupation et du transfert, tout aussi théorique, de la souveraineté aux Irakiens. Il fut remplacé par un ambassadeur en titre : John Negroponte, un diplomate de très grande classe qui était jusque-là le représentant permanent des États-Unis auprès des Nations unies. Mes relations avec le principal responsable américain en Irak allaient changer du tout au tout. Le terrain avait été préparé par notre ambassadeur à Washington, Jean-David Levitte, qui avait bien connu Negroponte dans son poste précédent à New York.

Je rendis visite à John Negroponte à la fin du mois de juillet 2004. Je pénétrai ainsi pour la première fois dans le bureau qui avait été celui de Bremer. Negroponte dirigeait la plus grosse ambassade américaine dans le monde, avec 1 700 employés. Il se montra très aimable et nous évitâmes l'un et l'autre, lors de cette première rencontre formelle, les sujets de controverse. Je lui fis cependant remarquer que le nouveau Premier ministre, Iyad Allaoui, réputé très proche de Washington, devrait s'en démarquer s'il voulait gagner en crédibilité auprès du peuple irakien. John Negroponte en convint, tout en me disant qu'il se refuserait à susciter des désaccords de façon artificielle : ceux-ci viendraient d'eux-mêmes. En réalité, ce ne fut pas le cas.

Nos entretiens ultérieurs furent parfois plus rugueux, mais toujours cordiaux. Ainsi, en novembre 2004, alors que j'étais allé le trouver, John Negroponte fit sortir ses collaborateurs. Il souhaitait s'entretenir avec moi en tête à tête. Il était contrarié par notre insistance sur l'élaboration d'un calendrier de retrait de la force multinationale (dirigée par les États-Unis)¹⁴. « Et si l'on vous demandait de retirer vos troupes de Côte-d'Ivoire, me reprocha-t-il, alors que vous les pensez nécessaires à la stabilisation du pays, comment le prendriez-vous ? » J'expliquai notre position : « Il ne s'agit pas pour nous d'embêter les États-Unis,

mais de faciliter la réintégration des sunnites dans le jeu politique. Pour cela, ceux-ci ont besoin, non pas du retrait immédiat des troupes américaines, mais d'une perspective de retrait. » L'ambassadeur se dit d'accord sur l'objectif – rallier les sunnites – mais pas sur la méthode que nous proposons. Il admettait – honnêtement – que la situation sécuritaire se dégradait dangereusement. Mais il ne proposait aucune solution pratique.

À la mi-février 2005, John Negroponte m'annonça qu'il venait d'être nommé directeur national du renseignement à la Maison Blanche, poste que le président Bush venait de créer pour mettre fin aux dysfonctionnements de la communauté américaine du renseignement constatés à la suite des attentats du 11 septembre 2001. J'acceptai son invitation à aller le voir à Washington.

Encouragé par l'Élysée, je fis la traversée de l'Atlantique au début du mois de janvier 2006. John Negroponte me reçut à déjeuner dans son club en compagnie d'un haut responsable de la CIA. J'allai voir aussi plusieurs conseillers du Président à la Maison Blanche. Enfin, à New York, je rendis visite à l'ambassadeur américain aux Nations unies, John Bolton¹⁵.

À tous ces interlocuteurs, je fis passer le même message : la France souhaitait contribuer à la stabilisation de l'Irak, au côté des États-Unis, sans quoi le risque terroriste serait appelé à croître. Mais pour cela – il me fallait le répéter –, il était indispensable de réintégrer les sunnites dans le jeu et leur offrir un horizon de retrait de la coalition.

Tous me dirent leur inquiétude au sujet de l'influence de l'Iran :

« Les sunnites nous accusent d'avoir livré l'Irak à l'Iran sur un plateau d'argent. Qu'en pensez-vous ?

— Ce qui m'étonne, leur dis-je, c'est que vous le découvriez seulement maintenant. »

Ils étaient déçus : alors que l'Iran avait accepté un dialogue avec les États-Unis sur l'Afghanistan, il le refusait sur l'Irak. Téhéran avait décliné une ouverture en ce sens du nouvel ambassadeur américain à Bagdad, Zalmay Khalilzad, dont le dari (version afghane du persan) était la langue maternelle.

Le départ de John Negroponte de Bagdad laissa un vide. Zalmay Khalilzad ne paraissait pas pressé de prendre contact avec moi. Il ne le ferait que cinq mois après sa prise de fonctions, quand il apprendrait que j'allais me rendre à Washington. En dépit de nos relations distantes à Bagdad, il passerait me voir à Kaboul fin 2012 ou début 2013 pour solliciter mon soutien en vue de sa candidature à la présidence de l'Afghanistan (le président Karzaï ne pouvait pas se représenter pour un troisième mandat).

Les Irakiens

Après le renversement de Saddam Hussein, les autorités d'occupation avaient mis en place un « Conseil de gouvernement » composé de vingt-cinq personnalités irakiennes, censées refléter les équilibres politiques et communautaires de la société. En miroir de ce conseil, le gouvernement proprement dit était composé de vingt-cinq ministres. En réalité, la plupart de ces personnalités étaient d'anciens exilés, dont beaucoup avaient fait leur retour dans les fourgons américains après plusieurs années, voire plusieurs décennies, d'absence. Le parti Baas était exclu de ces instances. Chaque ministère était chapeauté par une équipe de conseillers américains.

Pour faciliter mes contacts avec le Conseil de gouvernement, je comptais sur Aquila Hachémi, à laquelle, on se le rappelle, Dominique de Villepin m'avait présenté à Paris avant mon départ. Mais, le 25 septembre 2003, quatre jours après mon arrivée à Bagdad, j'appris qu'elle n'avait pas survécu à ses blessures. Elle payait sans doute sa « trahison » (elle avait été baassiste et proche de Tarek Aziz¹⁶).

Le lendemain, j'allai présenter mes condoléances à sa famille dans une banlieue chiite de Bagdad. J'étais le seul étranger présent. Le frère d'Aquila lut devant la foule le message que Dominique de Villepin m'avait chargé de transmettre. Puis le corps, escorté par les cris déchirants des femmes, sortit de la maison, en partance pour Najaf où il devait être enseveli à l'ombre du mausolée de l'imam Ali.

Ma première prise de contact avec le Conseil de gouvernement n'en fut que plus rude. Le 12 octobre 2003, je rendis visite à Iyad Allaoui, qui le présidait pour un mois. Allaoui était chiite, mais ancien baassiste et l'un des rares laïcs figurant au sein des nouvelles instances. Il avait fondé un « Mouvement d'entente nationale », dont l'audience, à ce moment-là, ne devait guère dépasser l'espace de son bureau et dont on avait des raisons de penser qu'il était financé par la CIA. Il me reçut en bras de chemise.

Sur un ton jovial, il me débita ses reproches :

« La politique de la France a été perçue de façon négative par les Irakiens avant, pendant et après l'intervention américaine. De façon très négative.

— Monsieur le Président, lui dis-je à mon tour, vous avez adressé récemment des critiques publiques à la France. Vous l'avez accusée de se servir de l'Irak comme d'un pion pour vider sa querelle avec les États-Unis. C'est faux. Vos propos ont été mal reçus à Paris.

— Eh bien, moi, reprit-il, je vous demande de faire attention à vos contacts à Bagdad et je vous conseille vivement d'éviter de rencontrer des personnalités hostiles au Conseil de gouvernement.

— Je représente un gouvernement souverain et j'ai bien l'intention de rencontrer qui je voudrai, c'est-à-dire tout le monde, à la seule exception de ceux qui appellent à la violence. »

C'est alors que Jeremy Greenstock (le Britannique flottant) passa la tête : il n'avait pas besoin de rendez-vous. Allaoui se précipita vers la chaise où il avait laissé sa veste, qu'il enfila avec empressement, pour paraître décemment devant l'un de ses maîtres.

Tandis que je sortais de cet entretien, une violente explosion secoua ma voiture blindée : un attentat venait d'avoir lieu sur l'itinéraire que nous devions emprunter, à quelques dizaines de mètres devant nous. Une colonne de fumée rougeâtre s'éleva, puis une seconde, noirâtre celle-là. L'objectif visé était l'hôtel Bagdad, dont la rumeur publique voulait qu'il abritât une antenne de la CIA, voire du Mossad. Une foule affluait, comme si elle allait aux résultats, pendant que les voitures de police et les ambulances, sirènes hurlantes, tentaient de se frayer un chemin. L'attentat avait fait six ou sept morts, tous irakiens, et plusieurs dizaines de blessés. Pendant mon séjour, cet hôtel serait visé une dizaine de fois. Un de mes collaborateurs réchapperait de justesse à l'un de ces attentats. Les six véhicules précédant le sien seraient détruits avec leurs dix-sept occupants. Lui s'en tirerait avec un choc auditif.

Mes relations avec Iyad Allaoui, qui serait Premier ministre de juin 2004 à mai 2005, connaîtraient encore quelques épisodes grinçants, marqués par des déclarations désagréables de l'intéressé. Puis elles prendraient un tour plus serein. Je fis le geste d'aller le voir en mai 2005, alors que son départ du gouvernement était acquis : c'est quand le cours d'une action est bas qu'il faut l'acheter... Lorsque je rencontrai une nouvelle fois Iyad Allaoui, en novembre 2005, son attitude à notre égard avait complètement changé. « Les différends du début avec la France appartiennent au passé, m'assura-t-il en balayant l'air de sa main ; aujourd'hui, nous avons besoin d'elle, car elle n'a pas d'agenda particulier en Irak et elle y est respectée. » Nous avons bien progressé, depuis notre premier entretien !

Très vite après mon arrivée, je rencontrai deux autres personnages clés du Conseil de gouvernement : Abdelaziz al-Hakim et Jalal Talabani, qui me firent l'un et l'autre bon accueil et furent tout au long de mon séjour des interlocuteurs très précieux, et même amicaux.

Le premier était le chef du parti chiite irakien le plus influent, l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak)¹⁷. Il s'était installé dans l'ancien palais de Tarek Aziz au bord du Tigre, où il s'entourait d'innombrables précautions de sécurité. Non sans raison : son frère Baqer avait été assassiné deux mois plus tôt à Najaf avec une centaine de ses partisans. Il me reçut coiffé de son turban noir de *sayyed*, titre attribué chez les chiites, comme on s'en souvient, aux descendants du Prophète. Un peu hiératique au début de notre entretien, il se détendit progressivement, jusqu'à me proposer une cigarette, dont je remarquai qu'elle était iranienne... Abdelaziz al-Hakim fumait beaucoup. Il mourrait d'un cancer des poumons en 2009. Lors de cette première rencontre, nous parlâmes du transfert de la sécurité aux Irakiens. Sur le principe, nous étions bien d'accord. Mais, de la part de mon interlocuteur, cette position n'était pas dépourvue d'arrière-pensées : son parti possédait une puissante milice, le groupe Badr. Un désengagement progressif des Américains permettrait aux chiites d'affirmer leur domination nouvelle.

Dès le début de mon séjour, je nouai une relation d'amitié avec le numéro 2 du parti d'Abdelaziz al-Hakim, Adel Abdel-Mehdi. Après un parcours politique sinueux (dans sa jeunesse, Adel avait été maoïste), il avait finalement rejoint le principal parti religieux chiite. Entre-temps, il avait passé plusieurs années comme réfugié politique en France, où ses quatre enfants sont nés. Ministre des Finances, puis vice-président de la République et, enfin, ministre du Pétrole de 2014 à 2016, Adel Abdel-Mehdi, habile, modéré et jamais à court d'imagination, a non seulement été pour moi un interlocuteur de grande qualité, mais aussi un élément modérateur sur la scène politique irakienne. Son talent de négociateur a fait merveille lors de la renégociation de la dette irakienne au Club de Paris, à partir de 2004.

Adel Abdel-Mehdi avait alors pour conseiller Farid Yassine, qui avait d'abord été celui d'Adnan Pachachi¹⁸. Farid, formé à Lausanne, puis à Boston, au MIT, a beaucoup fait pour m'aider à décrypter les mystères de la vie politique irakienne. Il deviendrait aussi pour moi un ami, que je retrouverais plus tard comme habile ambassadeur à Paris. Au moment où j'écris ces lignes, il est ambassadeur d'Irak à Washington.

Adel était très réticent pour s'installer en zone verte, comme ses collègues ministres l'avaient fait. Je l'y encourageais : il était une des personnalités les plus visées par les groupes armés sunnites. Il m'invitait régulièrement à son domicile, non loin de l'ambassade. Comme ce samedi 6 novembre 2004 où il m'attendait pour dîner. Mais dans la soirée, je reçus sur l'un de mes ordinateurs un message des ravisseurs de Chesnot et Malbrunot. Il me fallait consulter Paris,

puis y répondre en arabe. Ce fut avec une vingtaine de minutes de retard que je me mis en route pour le dîner. Alors que nous étions en chemin, nous entendîmes une formidable explosion. Aussitôt, les habituelles colonnes de fumée, la rougeâtre puis la noire, s'élevèrent dans la direction où nous allions. Nous eûmes un pressentiment. Nous étions maintenant presque arrivés. La rue de notre hôte était en feu. Des chars américains, menaçants, s'interposèrent. Nous ne pouvions plus avancer.

Inquiet, j'appelai Adel, qui me rassura :

« Heureusement que tu étais en retard ! me dit-il. Je n'ai rien, mais mon chauffeur a été tué. Je suis obligé d'annuler le dîner, car je n'ai plus de vitres.

— De toute façon, lui dis-je, ta rue est interdite par les Américains.

— On va reporter, reprit-il. Es-tu libre mercredi ? »

Quand nous revînmes quatre jours plus tard, nous fûmes impressionnés par les dégâts : les trois maisons voisines de celles d'Adel étaient complètement détruites. Notre ami dut se résoudre à habiter en zone verte. Ne pouvant plus s'en prendre à lui, les insurgés tuèrent son frère.

À la tête de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani régnait sur le tiers oriental du Kurdistan irakien, avec pour capitale Souleïmaniyé. Après avoir adhéré très jeune au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) fondé par Moustapha Barzani, le père de Massoud, son chef actuel, Jalal Talabani avait progressivement pris ses distances dans les années 1960, jusqu'à fonder son propre parti, l'UPK, en 1975. Les deux factions s'étaient même fait la guerre entre 1994 et 1998, tout en pactisant à tour de rôle avec le bourreau de leur peuple, Saddam Hussein. Jovial, volubile, roublard, Jalal Talabani avait été surnommé affectueusement « Mam Jalal » (« Oncle Jalal ») par ses partisans, et je l'appelais moi-même parfois ainsi quand je m'adressais à lui.

Fort d'un réseau international tissé dès sa jeunesse et enclin au compromis, « Mam Jalal » aura beaucoup œuvré à la stabilisation de l'Irak de l'après-Saddam. Il avait contribué à préparer le terrain à l'intervention américaine de 2003. Mais il n'avait jamais rompu avec la France, à laquelle il avait toujours manifesté sa sympathie, de façon plus marquée, il est vrai, avec ses intellectuels et hommes politiques de gauche. D'ailleurs, l'UPK avait rejoint l'Internationale socialiste.

Talabani me reçut une première fois début novembre 2003, en présence d'un de ses fils, Qoubad. Il commença par une mise en garde, prononcée sur un ton doux et calme :

« Attention de ne pas vous mettre hors jeu, me dit-il. Ce serait dommage, car les entreprises françaises sont les bienvenues en Irak.

— Pourtant, lui fis-je remarquer, ce n'est pas ce que vous venez de déclarer au *Washington Times*.

— Ah bon, et qu'est-ce que j'ai dit ?

— Vous avez dit que les amis de l'Irak, ceux qui l'avaient libéré, seraient privilégiés. » Et lui, sans se démonter :

« Justement, la France fait partie de nos amis. »

Puis il desserra la ceinture de son pantalon, libérant une généreuse bedaine.

« Comment voyez-vous la transition politique, lui demandai-je ? Pour ma part, il me semble qu'un gouvernement provisoire, qui aurait plus de crédibilité auprès des Irakiens, devrait rapidement prendre la suite du Conseil de gouvernement.

— Je ne suis pas contre, répondit-il, mais je parlerais plutôt d'un gouvernement intérimaire, pour souligner davantage son côté éphémère. (Puis :) Vous m'excuserez, car aujourd'hui, je suis un peu pressé, mais je vous inviterai dans les tout prochains jours à un *iftar*¹⁹. »

Quelques jours plus tard, « Mam Jalal » m'invita avec mes principaux collaborateurs. Il avait convié chez lui plusieurs membres du Conseil de gouvernement, dont Adnan Pachachi et Ahmad Chalabi. La présence de ce dernier, que je n'avais, au départ, pas l'intention de rencontrer, était embarrassante. J'avais l'impression de m'être fait piéger. Ce fut pourtant Chalabi que ses collègues chargèrent d'exposer les attentes du Conseil de gouvernement à l'égard de la France : une coopération dans le domaine de la sécurité ; la renégociation de la dette irakienne ; un appui politique : le Conseil voulait envoyer une délégation à Paris.

Ce n'est qu'à la fin de mon séjour en Irak que j'accepterais une invitation d'Ahmad Chalabi : j'avais fini par reconnaître que, en matière de corruption, la principale différence entre lui et nombre de ses collègues du nouvel Irak n'était qu'une affaire de notoriété. Chalabi avait organisé un déjeuner dans sa « ferme », une propriété de 3 hectares au nord de Bagdad. Les ambassadeurs s'y étaient déplacés avec leur escorte. Les gardes de sécurité étaient si nombreux que leur ombre se projetait sur nos tables. J'avais l'impression de me trouver au milieu des soldats de Vélasquez, dont les pertuisanes et les mousquets auraient été remplacés par des fusils d'assaut et des lance-roquettes.

L'ambassadeur d'Australie était venu avec son équipage habituel de sept véhicules blindés, dont deux chars d'assaut, qui campaient sur la pelouse. Quand ce collègue faisait ses emplettes chez les antiquaires, il ne passait pas inaperçu, car sa petite armée stationnait sur le trottoir. On aurait pu ironiser sur cet affichage burlesque s'il n'avait été à l'origine d'un grave incident : un jour de

juin 2006, alors que l'ambassadeur allait voir le ministre du Commerce Abdel Falah al-Soudani, un de ses gardes tua un de ceux du ministre et en blessa trois autres. Le ministre menaça d'annuler tous les contrats avec l'Australie.

L'autre grand chef kurde, Massoud Barzani, ne me recevrait qu'en janvier 2004, quatre mois après mon arrivée. Il ne s'intéressait qu'au Kurdistan, et peu aux jeux politiques de Bagdad, sinon dans la mesure où ils pouvaient affecter la situation au Kurdistan. C'était pour lui une corvée de se rendre dans la capitale. Aussi l'y voyait-on rarement. Il m'accueillit dans une immense salle, où trônaient, tout au fond, deux énormes fauteuils dorés, dans lesquels nous nous installâmes. La petite cour qui l'accompagnait s'assit sur les sièges alignés de part et d'autre. Le ministre des Affaires étrangères d'Irak, Hochiar Zébari, qui était aussi l'oncle maternel de Barzani, se plaça à la gauche de ce dernier. Massoud Barzani était habillé à l'occidentale. Lors de nos entretiens ultérieurs dans sa capitale, à Erbil, il serait en uniforme de pechmerga, coiffé du turban traditionnel kurde. Il n'était pas très loquace. Il fallait lui arracher les mots de la bouche. Tout le contraire de Talabani.

« Je ne comprends pas, me dit-il, pourquoi les Américains se sont reconnu un statut d'occupants alors qu'ils sont les libérateurs. » Il trouva, lors de cette première rencontre, des mots aimables pour la France. Mais je savais que, au fond de lui-même, il en voulait à notre pays de ne pas s'être associé aux États-Unis pour renverser Saddam Hussein. Il regrettait sans doute les années Mitterrand, où le pouvoir parisien s'était montré nettement plus favorable à la cause kurde. Le bon temps, c'était Danielle Mitterrand et sa fondation, France Libertés.

Massoud Barzani dut revenir à Bagdad en avril pour sa période de présidence du Conseil de gouvernement. Je le reverrais à plusieurs reprises pendant mon séjour en Irak, puis, plus tard, en ma qualité de chef de la DGSE. J'ai ainsi appris à connaître et apprécier cet homme sobre et réservé, à la parole rare, mais précise, qui aura consacré toute sa vie au destin de son peuple.

Tout opposait Talabani et Barzani : leur histoire personnelle, leur physique, leur personnalité. En janvier 2006 à Erbil, j'eus ainsi l'occasion de les voir assis l'un en face de l'autre à un dîner, auquel assistaient aussi d'autres ambassadeurs. Les deux chefs ne s'adressaient pas un mot, pas un regard. On aurait dit qu'ils jouaient dans deux films différents que l'on aurait juxtaposés.

Mais plus en profondeur, ce qui les séparait, c'étaient deux approches de la relation avec l'État irakien : Barzani montrait plus de hâte à réaliser l'aspiration des Kurdes d'Irak à l'indépendance, tandis que Talabani, tout en partageant sans doute cet objectif pour le long terme, s'accommodait plus aisément du cadre irakien.

Pour autant, les deux chefs kurdes savaient prendre le téléphone pour se mettre d'accord lorsque les intérêts de leur peuple étaient en cause. C'était notamment le cas de la question de Kirkouk, qui était et reste, comme je l'ai expliqué, la clé d'une éventuelle future indépendance du Kurdistan. Jalal Talabani me disait : « C'est notre Qods », notre Jérusalem. Une Jérusalem à forte odeur d'hydrocarbures en vérité. Cet enjeu avait conduit Saddam Hussein à modifier les équilibres démographiques de la ville en y implantant de force des milliers de familles chiites. Depuis 2003, l'UPK, qui l'administrait, s'était attachée à inverser cette évolution en faveur des Kurdes. La reprise du contrôle de la province, en octobre 2017, par le gouvernement central de Bagdad, apparaît comme une réponse au référendum sur l'indépendance organisé quelques semaines plus tôt par Massoud Barzani, qui n'avait pas suffisamment assuré ses arrières.

Jalal Talabani, victime d'un accident vasculaire cérébral en décembre 2012, a été remplacé en juillet 2014 à la présidence de la République par Fouad Massoum, kurde et issu comme lui de l'UPK. « Mam Jalal » est décédé à Berlin le 3 octobre 2017. Son talent de négociateur et sa sagesse manqueront à l'Irak et à la région. La France a perdu un ami.

Si les dirigeants du nouvel Irak se montraient dans l'ensemble plutôt courtois à mon égard, ce n'était pas le cas des seconds couteaux, qui ne ménageaient pas leurs critiques : si la France s'était opposée à l'intervention américaine, affirmaient-ils, c'était en raison des intérêts qui la liaient à l'ancien régime. À ceux-là, je rappelais que la France s'était éloignée de Saddam Hussein après l'invasion du Koweït en août 1990. Elle avait rejoint la coalition conduite par les États-Unis pour en expulser l'Irak, ce qui avait amené Saddam Hussein à rompre les relations diplomatiques avec Paris en février 1991. J'appris aussi à mes interlocuteurs l'épisode suivant : en mars 1998, après avoir œuvré pour épargner à l'Irak de nouvelles frappes américaines, le président Chirac avait envoyé un émissaire à Bagdad, Bertrand Dufourcq, avec un message très ferme pour Saddam Hussein. En substance : « Nous avons agi en considération du peuple irakien, et non pas pour soutenir votre régime. Maintenant, nous vous demandons de respecter les accords sur le démantèlement de votre arsenal de destruction massive et d'accepter les inspections de la commission spéciale des Nations unies. »

Si, en revanche, la France s'était opposée à l'invasion américaine de 2003, c'était parce que celle-ci était fondée sur de fausses informations (la détention d'armes de destruction massive et les prétendues relations de Saddam avec Al-Qaïda). De plus, cette intervention n'avait pas été autorisée par les Nations unies. Aujourd'hui, expliquais-je, notre pays prenait acte de la chute de Saddam

Hussein. Il était prêt à travailler avec les nouvelles autorités, pour autant que celles-ci fussent issues d'élections démocratiques et libres de leurs décisions.

Un événement changea radicalement mes relations avec le Conseil de gouvernement irakien : l'invitation à Paris de ses dirigeants en décembre 2003. On l'a vu, une telle invitation m'avait été suggérée lors d'un *iftar* chez Jalal Talabani. Je dus insister pour que la délégation, présidée par Abdelaziz al-Hakim, fût reçue par le président Chirac. L'entourage de celui-ci avait exigé la présence de Talabani, pour éviter qu'il n'y eût « trop de turbans dans le bureau du Président ». Je dus m'employer à convaincre le chef kurde de sortir de sa tanière de Souleïmaniyé pour se joindre à la délégation.

Un problème protocolaire se posa toutefois : le *sayyed* refusant que du vin fût servi à sa table, ni le Président ni le Premier ministre n'acceptèrent d'offrir un déjeuner ou un dîner. Le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Édouard Balladur, qui paraissait s'ennuyer dans cette fonction, se dévoua. Abdelaziz al-Hakim était placé en face de ce dernier, et j'étais à sa gauche. C'était son premier voyage en Occident. Tout ce qui était servi à table était pour lui nouveau et mystérieux. Pour s'assurer que la nourriture présentée était bien conforme aux prescriptions de l'islam, il me poussait du coude à chaque arrivée de plat pour que je lui en explique le contenu. Au plat de résistance, coup de coude. C'était du poisson, mais lequel ? Je consultai le menu : « suprême de barbie à l'étuvée ». L'ancien Premier ministre avait fait fort. Je traduisis : « poisson ».

En recevant la délégation, le président Chirac s'était montré ouvert mais ferme : la France manifesterait sa solidarité avec l'Irak, s'agissant notamment de la dette, mais seulement lorsqu'il y aurait à Bagdad un gouvernement souverain. En fait, Chirac était irrité. Il venait d'apprendre l'existence d'un document signé par Paul Wolfowitz excluant des contrats sur aide américaine les pays qui s'étaient opposés à la guerre. « Une finesse de la diplomatie américaine²⁰ », avait-il ironisé devant ses visiteurs.

Malgré cela, la visite, qui intervenait dans le contexte de l'arrestation de Saddam Hussein à Tikrit deux semaines plus tôt, fut une réussite : elle permettait à la France de se remettre dans le jeu, sans rien céder sur le fond. De plus, l'accueil à Paris de la délégation du Conseil de gouvernement ouvrit à celui-ci la porte des dirigeants allemands et russes. Des démarches françaises auprès de Berlin et Moscou avaient préparé la voie.

Seule ombre légère à ce tableau : le ministre des Affaires étrangères irakien, Hochiar Zébari, se montra un peu désagréable lors de son entretien au Quai d'Orsay avec Dominique de Villepin. Celui-ci me fit passer un billet : « Dois-je

lui rentrer dans le lard ? » (Zébari était un peu enveloppé.) Je le lui renvoyai avec un « Pas la peine ». Quelques mois plus tard, Zébari aurait lui-même évolué. Il me dirait avoir découvert dans les archives de son ministère que les relations de la France avec le régime de Saddam Hussein n'étaient pas aussi bonnes qu'il l'avait cru. Peut-être avait-il trouvé le compte rendu de l'entretien de Bertrand Dufourcq avec Saddam Hussein en 1998 ? Par la suite, Hochiar Zébari se montrerait toujours bienveillant et même amical. Nous nous appelions par nos prénoms.

Un an plus tard, je fis inviter à Paris les chefs de quatorze partis politiques irakiens représentant les différentes communautés et sensibilités. Les contacts que nous avons ainsi développés se révéleraient très utiles par la suite pour savoir ce qui se passait dans les coulisses ou recueillir les impressions et analyses de nos interlocuteurs après chaque élection.

Notre handicap initial vis-à-vis des États-Unis et des nouvelles autorités irakiennes s'atténua ainsi progressivement. Et nous avions sur eux un avantage : nous parlions à tout le monde. Aux chiites radicaux de Moqtada al-Sadr, auxquels j'allais rendre visite à Sadr City, banlieue chiite pauvre d'au moins 1 million d'habitants. Aux mouvements sunnites parfois proches de l'insurrection, à la seule exclusion, cela va sans dire, des groupes terroristes, dont j'allais bientôt devenir une cible.

Nos contacts étaient favorisés par la localisation de l'ambassade hors de la zone verte, dans un endroit classé « rouge » par les Américains, qui nous valait le respect de l'ensemble des mouvances politiques irakiennes, plus particulièrement de celles hostiles à l'occupation américaine.

Au sein de la communauté sunnite, je fréquentais deux mosquées très influentes autant que rivales : la mosquée Oum el-Qoura, où siégeait le Comité des oulémas de cheikh Hareth al-Dhari, qui représentait, en quelque sorte, le sunnisme officiel, et la mosquée Ibn Taïmiyya, siège de la mouvance salafiste du cheikh Mehdi Soumaïdaï.

La mosquée Oum el-Qoura (« la mère des villages ») était un cadeau de Saddam Hussein à la communauté sunnite. Inaugurée sous le nom de « Oum el-Ma'areq » (« la mère des batailles »), elle fut renommée après la chute de Saddam sous son appellation actuelle. Située au nord de Bagdad, elle était dominée par quatre minarets en forme de scuds²¹ placés sur leur rampe de lancement. Ses bâtiments se reflétaient dans les eaux croupies d'un bassin qui avait la forme du monde arabe. Cheikh Dhari, petit-fils d'un des chefs de la révolte contre les Britanniques en 1920, était un homme austère, peu souriant,

mais qui jouissait dans sa communauté d'une réelle influence. Il n'était pas faux de voir en lui le chef spirituel de la résistance irakienne, y compris armée.

Cheikh Dhari a été pour moi un interlocuteur intransigeant, mais franc, loyal et disponible. Il s'est montré efficace dans l'affaire Chesnot-Malbrunot, en faisant lever la menace qui pesait sur la vie des deux journalistes (j'y reviendrai). Au fil des mois, je développai avec ce dignitaire une forme d'amitié. Nous parlions plus de politique que de religion, et nos conversations se déroulaient exclusivement en arabe, le plus souvent sans témoin. Cheikh Dhari réprouvait les méthodes terroristes d'Al-Qaïda (ce qui n'empêcha pas Oussama ben Laden de lui rendre hommage en 2006). Il n'était pas antiaméricain, mais souhaitait, comme nous, la fixation d'un calendrier de retrait des forces américaines.

Le numéro 2 de l'ambassade des États-Unis, James Jeffrey, me demanda de lui organiser une rencontre avec le dignitaire sunnite. Celle-ci eut lieu le 8 janvier 2005. Le cheikh resta ferme sur son idée de calendrier et ce début de dialogue n'alla pas plus loin. Mais, ce faisant, cheikh Dhari s'était montré plus courageux que l'ayatollah Sistani, qui refusait de rencontrer les Américains, tout en les aidant en sous-main, au moins au début de l'occupation.

Ma relation avec cheikh Dhari ne fut cependant pas un long fleuve tranquille. Ainsi, au début du mois de décembre 2004, nous eûmes un sérieux accrochage. Le cheikh était furieux du ralliement de la France à une conférence des pays de la région à Charm el-Cheikh, en Égypte, sur la mer Rouge, à laquelle l'opposition armée irakienne n'avait pas été invitée. Il me fit une violente scène en présence de journalistes. Je fis sortir les caméras et lui dis ses quatre vérités : « La résistance ne nous a pas aidés à plaider sa cause. Où est-elle, d'ailleurs ? Elle n'a pas d'unité, pas de façade politique, pas de programme. Rien à voir avec l'OLP ou le FLN algérien d'autrefois. Au lieu de s'attirer la sympathie des médias, certains groupes qui s'en réclament enlèvent des journalistes, dont des Français, voire les tuent²². » D'abord piqué au vif, le cheikh se radoucit. Je lui dis encore : « Le boycott des élections que vous préconisez est une erreur, qui ne peut conduire qu'à la marginalisation des sunnites. » Puis j'allai répéter cette dernière remarque devant la presse, rendant ainsi à cheikh Dhari la monnaie de sa pièce.

Décrété d'arrestation en novembre 2006 par le gouvernement Maliki, cheikh Dhari fut contraint à l'exil et ce fut, à mon avis, une grave erreur. Cette décision accentuait la marginalisation de la communauté sunnite et écartait un interlocuteur de poids. Hareth al-Dhari tint à me rendre visite en 2007 à Alger, où j'étais alors en poste. Il est mort d'un cancer, à Istanbul, en mars 2015. Depuis sa disparition, le Comité des oulémas a perdu beaucoup de son influence.

L'autre mosquée, Ibn Taïmiyya²³, celle des salafistes, était située sur la route de l'aéroport. Son imam, cheikh Mehdi Soumaïdaï, était lui aussi opposé à l'enlèvement de Français et avait tenté de nous aider : il était allé trouver le chef des ravisseurs de Chesnot et Malbrunot, qu'il avait identifié et localisé, pour demander la libération des deux journalistes. Il était reparti bredouille et sous la menace. Il me recevait le plus souvent en présence d'un aréopage de dignitaires, parmi lesquels j'ai cru reconnaître, à plusieurs reprises, des chefs de l'insurrection dont on m'avait présenté les photos.

Lors d'une de ces rencontres, je tentai de démontrer à l'assistance combien il était contre-productif d'enlever des journalistes : les correspondants de presse, désormais menacés, ne pouvaient qu'accompagner les soldats de la coalition et, de ce fait, rendaient compte de la situation en Irak de façon biaisée. À ce moment-là, un vieux cheikh prit la parole d'une voix chevrotante : « L'ambassadeur de France a raison, nous devrions relâcher ces journalistes et renoncer à en enlever d'autres. » Des « skot ! » (« ta gueule ! ») fusèrent de l'assistance.

Cheikh Soumaïdaï fut arrêté par les Américains en novembre 2004, avec une vingtaine de ses proches. Le saint homme avait souhaité la mort des soldats américains et d'Allaoui après l'offensive contre Falloujah. Un petit arsenal de quatorze fusils d'assaut AK 47 et quatre lance-roquettes fut découvert dans la mosquée.

Au sein de la communauté sunnite, j'avais aussi pour interlocuteurs les dirigeants du Parti islamique d'Irak, proche des Frères musulmans. Ils acceptaient le jeu des nouvelles institutions (bien que tentés, à plusieurs reprises, par le boycott), tout en défendant des positions qui les rapprochaient de l'opposition armée. Ils étaient en effet hostiles à l'occupation américaine et s'opposèrent à la Constitution d'octobre 2005, qu'ils jugeaient excessivement fédéraliste. L'un d'entre eux, Tareq al-Hachémi, vice-président de la République de 2006 à 2011, ferait l'objet d'un mandat d'arrêt du gouvernement Maliki. Condamné à mort en 2012, après un procès aux allures politiques, il dut s'exiler.

Je rencontrais régulièrement le chérif Ali bin Hussein, rescapé de la famille hachémite d'Irak et prétendant au trône. Il était par sa mère à la fois un neveu et un cousin issu de germain du dernier roi d'Irak, Fayçal II²⁴. Il n'en était pas forcément l'héritier le plus légitime : le prince Raad bin Zeid de Jordanie, que j'avais bien connu à Amman, aurait pu aussi y prétendre en sa qualité de petit-fils du chérif Hussein, père de Fayçal I^{er} d'Irak. Mais le premier était né à Bagdad et le second à Berlin, où son père était ambassadeur. De plus, le prince Raad ne s'intéressait nullement à ce sceptre ensanglanté autant qu'incertain.

« Altesse, lui demandai-je un jour, cette couronne que certains vous voient sur la tête, ne vous pèse-t-elle pas trop ? » Et ce sage me répondit : « Vous savez, moi, ces sunnites, ces chiites et ces Kurdes, je n'y comprends rien et cela ne m'intéresse pas. Demandez plutôt à Hussein [le roi] : il a peut-être une idée, lui. »

Chérif Ali me recevait dans une luxueuse villa des bords du Tigre mise à sa disposition par le prince kurde Baban, riche et monarchiste (oui, tous les cas de figure existent en Irak !). Droit dans son fauteuil aux allures de trône, surmonté du drapeau des Hachémites, il faisait penser à l'un de ces acteurs un peu faisantés des films égyptiens des années 1950. C'était dommage, car ses analyses étaient le plus souvent fines et pertinentes. Le plus souvent, mais pas toujours : une fois, il m'avait intrigué en comparant son destin à celui de Louis-Napoléon Bonaparte. Je lui donnais de l'« Altesse », appellation qu'il savourait avec un visible plaisir. Il avait besoin d'une alliance chiite pour corriger l'image de sa famille, sunnite jusqu'au bout des ongles. Mais il fit un mauvais calcul : il choisit Ahmad Chalabi. Cet attelage bizarre n'obtint aucun siège aux élections de janvier 2005 pour l'Assemblée constituante.

Parmi les « chiites d'opposition » rayonnait une personnalité pour laquelle j'avais un respect particulier : cheikh Jawad al-Khalissi. Petit-fils, comme cheikh Dhari, d'un des chefs de la révolte de 1920 contre les Britanniques, il dirigeait une université coranique et avait créé un parti, la « Conférence fondatrice », qui avait la particularité de compter parmi ses rangs des chiites, certes, mais aussi des sunnites, des chrétiens et même un juif. L'objectif de ce parti était l'instauration d'un Irak souverain, libéré de l'occupation américaine, démocratique et multiconfessionnel. De cet homme au regard bleu et d'une grande culture émanaient autant d'esprit de tolérance qu'une courageuse détermination. Nous avions avec le cheikh des conversations philosophiques ou religieuses que l'on pouvait rarement tenir avec d'autres dirigeants irakiens.

J'aimais me rendre dans le quartier sur lequel il régnait, Kadhimayn, un des rares de Bagdad qui eussent conservé leur caractère, avec ses ruelles étroites et ses maisons de pisé en encorbellement. Un jour d'avril 2005, cheikh Khalissi me fit l'honneur de m'inviter à l'occasion du Mouloud, la naissance du Prophète. Les rues étaient trop étroites pour nos voitures. Nous nous rendîmes de l'école coranique à la mosquée à pied. Alors que nous traversions le souk, l'un des plus anciens de Bagdad, les gens du quartier se précipitaient vers le cheikh pour lui baiser la main. Puis, au fond d'une place, apparut la mosquée, une merveille du ^{xvi}^e siècle, avec ses coupes d'or et ses façades turquoise, semées de mosaïques multicolores. On nous mit au premier rang, dans la cour intérieure. Les orateurs

qui se succédaient dénonçaient l'occupation et appelaient les Irakiens à s'unir. De façon exceptionnelle, mes gendarmes avaient été autorisés à pénétrer en ce lieu en armes.

Dans ce quartier nous ne risquions rien, car les habitants nous savaient sous la protection de leur cheikh. Mais une fois, nous avons été repérés au moment où nous y entrions. Un groupe armé nous attendait à la sortie et commença à tirer sur notre convoi. Nous dûmes rebrousser chemin et attendre l'approche du couvre-feu pour regagner l'ambassade.

La question du voile en France fut un élément de complication dans nos relations avec l'ensemble de nos interlocuteurs, chiites comme sunnites. L'invasion américaine avait eu pour effet de faire disparaître la mouvance laïque, à l'exception du parti communiste irakien et du mouvement d'Iyad Allaoui, l'un et l'autre peu influents, et de susciter l'émergence de groupes religieux. Il me fallut expliquer le sens de la loi votée par notre Parlement en mars 2004 « encadrant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics », appelée par raccourci « loi sur le voile islamique ». Aux dignitaires musulmans, je faisais valoir que la loi portait sur l'ensemble des signes religieux et pas seulement sur ceux révélant l'appartenance à l'islam. Je tentais aussi de faire comprendre la notion française de laïcité, intraduisible en arabe. Le mot qu'on utilise en général pour l'exprimer est issu de la racine '*ilm*, qui veut dire « science ». Je faisais valoir que la laïcité était une forme de neutralité, protectrice des religions minoritaires, dont l'islam : alors que le concordat napoléonien faisait de la religion catholique celle « de la majorité des Français », la République, elle, depuis la loi de 1905, ne reconnaissait aucune confession, mais les respectait toutes. Sous-entendu : au contraire de la plupart des pays à majorité musulmane (dont l'Irak, avec sa Constitution de 2005), où l'islam dispose d'un statut privilégié, la France ne reconnaît à la religion catholique aucune prééminence. Cette situation avantageuse pour les musulmans doit avoir pour contrepartie le respect par eux des lois de la République.

Il nous fallut également gérer les réactions en Irak à la publication le 8 février 2006 par *Charlie Hebdo* d'un numéro spécial reproduisant les douze caricatures danoises, que l'hebdomadaire complétait par une de son cru. Cette parution suscita des réactions indignées dans le monde arabo-musulman, mais également ailleurs. Ainsi, un journal brésilien dénonça « la bêtise gratuite et une conception extrémiste de la liberté d'expression », opinion que je n'étais pas loin de partager. Je fis part de mon sentiment à Paris. Cette publication d'un goût douteux mettait en danger les ressortissants français à l'étranger. Il ne s'agissait

plus d'une question de liberté d'expression, mais d'ordre public. Je pris des dispositions pour évacuer l'ambassade.

Le lendemain, à l'issue du Conseil des ministres, Jacques Chirac rappela que la liberté d'expression devait « s'exercer dans un esprit de responsabilité ». « Je condamne, ajoutait-il, toutes les provocations manifestes, susceptibles d'attiser dangereusement les passions. » Puis le chef de l'État demandait au gouvernement « d'être particulièrement vigilant sur la sécurité de nos ressortissants à l'étranger ». Cette déclaration et les contacts pris avec plusieurs dignitaires religieux nous permirent d'éviter des incidents. Abdelaziz al-Hakim avait appelé les manifestants à ne pas attaquer les ambassades. Moqtada al-Sadr, auquel j'avais fait passer un message, avait veillé à les tenir à distance de nos locaux.

L'attentat dont *Charlie Hebdo* a été victime en janvier 2015 m'a conduit à m'interroger sur l'attitude que j'avais adoptée neuf ans plus tôt. Au-delà de la compassion que j'éprouvais pour les journalistes et les policiers assassinés – dont un avait été mon garde du corps en Afghanistan –, j'ai ressenti de la fierté que la France n'ait pas cédé à l'intimidation. Je n'ai pas changé d'avis sur le journal lui-même. Le drame qu'il a vécu ne m'a pas fait trouver ses articles de meilleur goût. Mais aujourd'hui, j'ai envie d'ajouter : « Vive le droit au mauvais goût ! »

En 2003, les chrétiens revendiquaient environ 900 000 fidèles pour l'ensemble de l'Irak, dont 600 000 pour les Chaldéens, descendants d'un vieux peuple mésopotamien. J'ai souvent eu l'occasion de rencontrer leur chef spirituel, Emmanuel III Delly, patriarche de Babylone des Chaldéens, chez lui ou à l'ambassade. Mes collaborateurs l'avaient surnommé le « Petit Chaperon rouge », en raison de sa soutane vermillon, qui virerait au pourpre lorsque Benoît XVI l'élèverait, en 2007, à la dignité de cardinal²⁵.

D'abord favorable à la création d'une province chrétienne autonome, au sud-est de Mossoul, le patriarche se montra ensuite plus réservé. Pragmatique, il avait rencontré l'ayatollah Sistani, qu'il appréciait. Quand il me recevait dans ses locaux du quartier de Mansour, il siégeait à côté de son trône patriarcal, de style Frankenstein oriental. Ses propos étaient empreints de gentillesse et de bienveillance. Mais nous avions un point de désaccord : alors que je préconisais une liste chrétienne commune aux élections, le patriarche rendit ce projet impossible en s'opposant au vocable « assyro-chaldéen », souhaité par la communauté assyrienne, mais dépourvu de réalité historique. Résultat : dans l'Assemblée constituante élue en janvier 2005, les chrétiens en tant que tels n'obtiendraient qu'un seul siège (quatre d'entre eux pourraient cependant se

faire élire sur la liste kurde et un sur celle d'Allaoui). J'en fis gentiment le reproche au patriarche : « Le bon Dieu vous a puni, Béatitude. »

L'ambassade avait aussi tissé des liens étroits avec les dominicains de Bagdad et de Mossoul, qui vivaient parmi les musulmans. J'admirais leur courage, leur abnégation, leur culture et leur optimisme nourri par l'espérance de la foi.

À Bagdad, j'avais noué une relation d'amitié avec l'archevêque « latin », Mgr Jean Slimane, un Libanais. Son archevêché avait été fondé en 1638 par une dame française, qui avait souhaité rester anonyme (et l'est toujours près de quatre siècles plus tard), à la condition que son titulaire fût français, et ceci avait été le cas jusqu'au début du xx^e siècle²⁶.

Les diplomates

Avec mes collègues allemand, Bernd Erbel, et russe, Vladimir Chamov, nous formions une sorte de Sainte-Alliance, dans laquelle la France aurait remplacé l'Autriche. L'opposition de nos pays à la guerre et les vexations que les Américains nous infligeaient nous avaient rapprochés. Nous nous retrouvions régulièrement chez l'un ou chez l'autre pour des déjeuners que nous mettions un point d'honneur à rendre aussi agréables que possible. Un jour, Vladimir Chamov nous offrit un délicieux repas tatar. Nous fîmes venir le cuisinier pour le féliciter. En juin 2006, le malheureux serait assassiné par Al-Qaïda avec quatre de ses collègues de l'ambassade de Russie. Ils avaient été enlevés alors qu'ils faisaient leurs courses au même endroit, le même jour et à la même heure qu'à leur habitude. Un garde de sécurité fut tué alors qu'il tentait de protéger ses collègues, « un héros », me dirait l'ambassadeur. Les autres furent assassinés quelques jours plus tard, avant même l'expiration de l'ultimatum fixé à Moscou.

Le gouvernement irakien avait peut-être donné un petit coup de pouce à cette issue fatale : quelques jours avant l'exécution des Russes, le journal *Zaman*, proche de certains milieux officiels, avait publié un article affirmant que Moscou avait contribué, grâce à des renseignements, à l'élimination de Zarqaoui, chef d'Al-Qaïda en Irak, le 7 juin.

L'ambassadeur de Russie, prostré, ne voulait parler à personne. Je lui fis une visite impromptue. Outre son cuisinier, il avait perdu son assistant personnel, qui était aussi un ami de son fils, son chauffeur et deux gardes de sécurité. Ma signature fut la première sur le registre de condoléances.

Plusieurs autres collègues de Bagdad m'ont laissé un souvenir particulier.

C'est le cas de mon homologue britannique des derniers mois, William Patey, que je devais retrouver quelques années plus tard en Afghanistan. Écossais pourvu d'un humour inoxydable, il s'amusait à faire déjeuner ou dîner ses hôtes irakiens, lorsque j'étais présent, à la table sur laquelle, selon ses dires, avaient été signés les accords Sykes-Picot en 1916. Sur le fond, cependant, il défendait une ligne britannique sans originalité, totalement calquée sur celle des États-Unis, contrairement à sir Jeremy Greenstock.

L'ambassadeur d'Italie, Gianludovico di Montegiordano, avait déjà échappé à une demi-douzaine d'attentats lorsqu'il vint me rendre ma visite d'arrivée. Il était seul.

« Mais où est ton escorte ? lui demandai-je.

— *Non c'é l'ho.*

— Comment, tu n'en as pas ? Comment es-tu venu ?

— *Ma, col tassi.*

— En taxi, *ma sei pazzo !*

— Mais non, je ne suis pas fou. Personne ne peut se douter que je me déplace en taxi, et c'est le moyen le plus discret pour ne pas me faire repérer. Je prends un chauffeur en qui j'ai confiance. »

Plus tard, après une énième tentative d'attentat, Gianludovico devrait quitter sa belle ambassade et se réfugier en zone verte. Faute de bâtiment disponible, il y ferait dresser une tente, où il recevait somptueusement. Veuve Clicquot, penne all'arrabiata, flambeaux et couverts d'argent : on était plus dans le registre du Drap d'Or que dans celui d'un campement militaire.

En fait, ne sachant pas de quoi le lendemain serait fait, ceux qui le pouvaient prenaient du bon temps. J'avais moi-même récupéré au marché noir deux bouteilles de dom pérignon 1962, qui provenaient, m'avait-on dit, de la cave de Tarek Aziz et que je bus avec mes gendarmes.

Dans le genre décalé, il m'est impossible de ne pas mentionner mon collègue grec. Il avait été secrétaire général de son ministère, et tout le monde se demandait quelle grosse bêtise il avait bien pu faire pour être envoyé en Irak. Il faisait la collection d'uniformes militaires européens du XVIII^e siècle, et Bagdad n'était de toute évidence pas l'endroit où il la complèterait. Toujours tiré à quatre épingles, il s'était d'abord inquiété, lors de la visite de courtoisie qu'il m'avait faite à son arrivée, de la possibilité de faire graver des cartons d'invitation à Bagdad. Il avait fait venir de Grèce une grande tapisserie des Flandres représentant la prise de Babylone par Alexandre le Grand. Il avait un peu hésité avant de la tendre au mur de son vestibule : les Américains n'allaient-ils pas y voir un message subliminal ? Si cet ambassadeur vivait luxueusement, il n'avait aucune sécurité autre que celle, aléatoire, fournie par les Irakiens. Mon escorte était toujours un peu inquiète lorsque nous devions nous rendre chez lui, ce que nous dûmes faire régulièrement quand il prit son tour de présidence de l'Union européenne en novembre 2005.

Notre homologue turc, Osman Paksüt, voulait vivre normalement. Il avait fait venir sa femme, et le couple cherchait des partenaires de bridge. Las ! le 12 octobre 2003, un véhicule bourré d'explosifs se lança contre sa résidence, dans le quartier de Waziriya. Le mur d'enceinte céda sur 5 mètres. La façade de la villa fut criblée d'éclats et le toit s'effondra en partie. On n'eut à déplorer qu'une seule victime, un passant. Par miracle, il n'y en eut aucune à l'intérieur de l'ambassade. Pourtant, l'ambassadeur y donnait un déjeuner au moment de l'attentat. Mais les convives furent protégés par le mur de refend de la salle à

manger. Quelques jours plus tard, je rendis visite à mon collègue pour lui exprimer ma solidarité. Je le trouvai errant dans les ruines de son ambassade, hagard, un pistolet glissé dans la ceinture. Nous nous assîmes sur un canapé couvert de plâtras. Osman avait renvoyé sa femme en Turquie. Adieu, les parties de bridge !

Peu de temps après mon arrivée, je pris contact avec le chef de la section des intérêts syriens, pour fixer un rendez-vous. Les relations diplomatiques entre Damas et Bagdad avaient été rompues à cause du soutien de Hafez al-Assad à Téhéran pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran. La représentation syrienne était placée sous drapeau algérien. « Vous serez très surpris, me dit au téléphone le diplomate syrien, dans un français parfait, car nous nous connaissons. » Et, surpris, je le fus : mon collègue, Nouredine Labbad, était le neveu de mon entraîneur d'équitation à Damas. À la demande de ce dernier, je l'avais fait entrer à l'ambassade comme huissier. Nouredine avait appris le français et était passé au service des visas. De là, il avait préparé et réussi le concours du ministère syrien des Affaires étrangères. Après quelques années d'expérience, il avait été envoyé à Bagdad comme consul, puis y avait été promu chef de la section d'intérêts.

La transition politique : de l'occupation à la souveraineté

Le calendrier politique fixé par la puissance occupante était logique. Sa mise en œuvre fut cependant jalonnée d'erreurs et d'occasions manquées.

Comme je l'ai expliqué, les Américains avaient mis en place après la conquête de Bagdad un régime d'occupation géré par l'« Autorité provisoire de la coalition », avec à ses côtés un « Conseil de gouvernement », composé de vingt-cinq personnalités irakiennes. Ce conseil était présidé à tour de rôle par chacun de ses membres pour une durée d'un mois. L'un de ses présidents, Ezzedine Salim, serait assassiné alors qu'il se rendait à son bureau, le 17 mai 2004.

En octobre 2003, les États-Unis parvinrent à faire voter par le Conseil de sécurité une résolution qui reconnaissait l'Autorité provisoire de la coalition et le Conseil de gouvernement. Elle autorisait une force multinationale sous commandement unifié, ce qui revenait à légitimer la présence des troupes étrangères sous la direction des États-Unis. Bien plus, le Conseil de sécurité pria instamment les États membres « de fournir une assistance, y compris des forces militaires, à la force multinationale ». Le Conseil de sécurité vota cette résolution à l'unanimité de ses quinze membres.

Pour la France, c'était une capitulation en rase campagne. J'avais fortement recommandé l'abstention sur un texte qui allait à contre-courant de la courageuse posture politique que la France avait adoptée tout au long des mois précédents et que Dominique de Villepin avait si brillamment illustrée devant le Conseil de sécurité le 14 février 2003. Mais je ne fus pas suivi. Que s'était-il passé ?

Dans l'après-midi du 16 octobre, quelques heures avant le vote, Chirac, Schröder et Poutine avaient tenté de se concerter au cours d'une conférence téléphonique. Ils étaient convenus que le texte était mauvais et qu'il fallait y apporter de substantielles améliorations. En réalité, avant même cette conférence téléphonique, et comme nous l'apprendrions par la suite de très bonne source, Vladimir Poutine avait décidé de voter en faveur du projet américain. En concertation avec Washington, la délégation russe obtint de légères améliorations, en réalité assez théoriques, qui lui donnèrent le prétexte dont elle avait besoin pour voter positivement. Dès lors, Paris et Berlin tenant avant tout à l'unité du trio, le vote de la Russie entraîna celui de ses deux partenaires.

La récompense n'allait pas tarder : Moscou obtiendrait bientôt de substantiels contrats de maintenance pétrolière en Irak. Trois cents de ses techniciens y furent envoyés pour les mettre en œuvre. Résultat, probablement, d'un *deal* secret avec Washington.

La suite du processus politique irait bon train. Le 1^{er} mars 2004, à l'aube, le Conseil de gouvernement adopta, sous la dictée de Paul Bremer et de ses collaborateurs, une « loi sur l'administration de l'État irakien pendant la période transitoire ». En raccourci : la « Loi d'administration transitoire » (LAT). Cette sorte de Constitution provisoire contenait quelques bons principes, mais aussi de lourds sous-entendus communautaires. Elle prévoyait un système parlementaire, dont l'Irak n'avait jamais fait l'expérience et dont on pouvait craindre dès le départ qu'il ne débouchât sur une domination chiite. L'ONU n'avait eu aucune part à son élaboration.

Je remarquai cependant dans ce texte une disposition intéressante : le futur référendum constitutionnel serait rejeté en cas de vote négatif de plus des deux tiers des votants dans trois gouvernorats ou plus (sur un total de dix-huit). Cette disposition revenait à donner un droit de veto aux sunnites et aux Kurdes. De ce fait, elle avait suscité une réaction négative de l'ayatollah Sistani, principale autorité religieuse chiite d'Irak, et retardé la signature du texte.

Au total, j'avais conseillé à Paris une réaction des plus sobres sur cette étape. Je m'abstins d'assister moi-même à la cérémonie de signature de la loi, à laquelle je déléguai mon nouvel adjoint, Franck Gellet.

Le 28 juin 2004, une discrète cérémonie marqua la fin théorique de l'occupation et le transfert du pouvoir aux autorités irakiennes qui venaient d'être désignées : Ghazi al-Yaouar, membre de la grande tribu des Chammar (sunnite), devint président de la République, avec pour adjoints Ibrahim al-Jaafari (chiite) et Roj Nouri Chaouis (kurde). Iyad Allaoui, très proche à cette époque, on l'a vu, des services américains, fut choisi pour le poste de Premier ministre, qui concentrait l'essentiel du pouvoir exécutif. Une réception, à laquelle je me rendis cette fois, sanctionna ce « transfert ». Réception bien modeste en vérité : le nouveau « chef de l'État » dut aller lui-même se servir de l'eau chaude à un distributeur pour y tremper son petit sachet de thé.

Paul Bremer était parti quelques heures plus tôt. Il allait bientôt être remplacé par John Negroponte, nanti, comme on l'a vu, du titre d'ambassadeur et non plus d'administrateur.

Les Américains parvinrent à mouiller les Nations unies, en faisant avaliser leurs principaux choix, notamment celui d'Allaoui, par un envoyé que Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, avait spécialement dépêché. Cet émissaire, Lakhdar Brahimi, avait été ministre des Affaires étrangères de son pays, l'Algérie, et jouissait d'un grand respect. Les États-Unis eux-mêmes n'osaient pas proposer la candidature d'Allaoui, trop ouvertement proaméricain. Mais les dissensions entre les chiites, qui n'arrivaient pas à se départager entre leurs deux principaux favoris, Adel Abdel-Mehdi et Ibrahim Jaafari, les aidèrent à pousser leur pion. Il ne leur restait plus qu'à feindre de faire entériner leur décision par Lakhdar Brahimi. Plus tard, Condoleezza Rice, conseillère nationale de sécurité du président Bush, avouerait à son homologue français de l'Élysée qu'Allaoui était le « seul cheval » de l'administration américaine. Celle-ci ne ménagerait pas son soutien à son canasson qui, malgré cela, tiendrait moins d'un an à son poste.

En attendant, le pourtant talentueux Lakhdar Brahimi s'était laissé jouer : il avait fourni, sans le vouloir, aux Américains la pierre philosophale qui allait transformer l'occupation en protectorat. En apparence. Car personne ne fut dupe de ce tour de magie, en dépit de la qualité du prestidigitateur.

Bien plus : Washington avait réussi à faire bénir ce semblant de transition par une nouvelle résolution de l'ONU, votée le 8 juin 2004. À mon instigation, le gouvernement français, relayé par notre représentation permanente à New York, avait tenté d'obtenir quelques infléchissements : droit du gouvernement irakien de s'opposer aux opérations militaires majeures de la coalition ; fixation d'une date butoir pour le mandat de la force multinationale. Le président Chirac lui-même était monté au créneau en réclamant « de sérieuses améliorations » au projet anglo-américain. Mais nous ne pouvions pas nous montrer plus irakiens

que les Irakiens, même si ceux-ci étaient en réalité complètement subordonnés aux Américains.

Ces derniers s'étaient montrés habiles tactiquement, mais avaient commis une erreur stratégique : en ayant la main trop lourde, ils avaient pris le risque de décrédibiliser le processus. Le gouvernement intérimaire, dirigé par un homme à leurs ordres et composé presque exclusivement d'anciens exilés, n'offrait quasiment aucun renouvellement du personnel politique mis en place après la conquête ni aucune ouverture. Dans ces conditions, l'opposition ne pourrait que s'exprimer en dehors du cadre institutionnel. Informé de mes réserves, le Premier ministre désigné, Iyad Allaoui, menaça de « foutre tous les Français dehors ». Il m'appela quand même, le 6 juin, pour écouter mes propositions. Il n'en reprendrait cependant que quelques formulations qui ne prêtaient pas à conséquence.

Jalal Talabani ne s'était rallié qu'avec beaucoup de réticence au gouvernement intérimaire : il s'était vu refuser la présidence de la République : « Vous ne vous imaginez tout de même pas à ce poste, vous, un Kurde ! », lui avait dit Bremer. Il boudait dans son fief de Souleïmaniyé et m'avait promis : « Si vous venez me voir, je vous raconterai tous mes secrets. » Je ne m'étais pas fait prier. Comme je me trouvais à Erbil, « Mam Jalal » vint m'y chercher lui-même et, après toutes sortes de détours pour déjouer d'éventuels attentats, m'invita à déjeuner sur le site merveilleux de Dokan. C'était le lac de retenue d'un barrage que l'entreprise Dumez avait construit dans les années 1950. Une immense table était dressée face aux eaux bleues que cernaient des montagnes glabres au sommet enneigé. Jalal Talabani tint à me servir lui-même ainsi que mes gendarmes. Puis il s'assit. Un serviteur vint lui nouer une immense serviette verte autour du cou.

Après le déjeuner, « Mam Jalal » m'entraîna dans son bureau : « Je vous ai fait une promesse et vais la tenir. » Pendant deux heures et demie, il me livra ce qu'il avait sur le cœur. Il était révolté contre l'ingratitude des États-Unis, qu'il avait aidés, ô combien, à faire tomber Saddam Hussein. Pour surmonter ses réticences face aux nouvelles institutions intérimaires, Bremer était allé le trouver à deux reprises en hélicoptère et n'avait pas lésiné sur les promesses : le Kurdistan obtiendrait 2,6 milliards de dollars sur le fonds de développement mis en place par les États-Unis ; Barzani et lui pourraient garder chacun 31 000 pechmegas, etc.

Pour autant, le transfert officiel de la souveraineté aux Irakiens eut plusieurs effets juridiques. Le premier fut la remise aux autorités irakiennes de Saddam Hussein, qui comparut pour la première fois devant son juge le 1^{er} juillet 2004. Mais la scène, retransmise par la télévision irakienne, tourna à l'avantage de

l'ancien président. Il n'était plus ce SDF que les Américains avaient complaisamment montré le 13 décembre de l'année précédente en train de se faire examiner la bouche, comme un cheval qu'un maquignon voudrait acheter. Amaigri, mais portant une barbe soigneusement taillée, élégant dans son costume gris sur une chemise à col ouvert, il interpella son juge, auquel il réussit à faire dire qu'il avait été nommé par la coalition : « Cela veut dire, conclut Saddam, que vous êtes un Irakien représentant les forces qui occupent votre pays. » Aux yeux d'une partie des téléspectateurs irakiens, l'ancien dictateur avait marqué un point. D'autres cependant le jugèrent arrogant (j'avais fait un petit sondage parmi nos employés irakiens).

Un autre effet de ce retour formel de la souveraineté irakienne fut le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et l'Irak. Je dus susciter une lettre du ministre irakien des Affaires étrangères, Hochiar Zébari. C'était en effet, on se le rappelle, à l'initiative de l'Irak que les relations avaient été rompues treize ans plus tôt. Le 12 juillet 2004 à 14 heures, sous une chaleur accablante, je fis hisser nos couleurs sur le toit de l'ambassade. Ainsi, le lendemain, je pus organiser une modeste réception pour notre fête nationale, en présence de quatre-vingts personnalités irakiennes. Les invitations avaient été faites le matin même, pour des raisons de sécurité. Un petit orchestre irakien composé d'un accordéon, d'un violon et d'une flûte joua une « Marseillaise » aussi émouvante qu'incertaine.

Le 15 juillet à Paris, le Conseil des ministres me désigna comme ambassadeur (arrivé en qualité de chef de la section des intérêts français, j'étais depuis le 12 juillet chargé d'affaires). Les autorités irakiennes donnèrent leur agrément quelques jours plus tard. Mais il me faudrait attendre le mois d'octobre pour présenter mes lettres de créance au président Ghazi al-Yaouar.

Le 26 août 2004, à l'occasion de mes congés, je passai voir le président Chirac à l'Élysée. Celui-ci, très bronzé, portait la marque de ses récentes vacances. Je le trouvai nerveux. Il avait peu de temps, me dit-il. Je lui fis le point de la situation politique : « Si les élections se tiennent, lui dis-je, les sunnites ne seront pas contents des résultats, et l'instabilité persistera. Si elles ne se tiennent pas, ce seront les chiites qui descendront dans la rue.

— Eh bien, résuma le Président, on n'est pas sorti de l'auberge. » Il me fit partir par la porte dérobée derrière son bureau (porte que j'aurais l'occasion d'emprunter encore à plusieurs reprises sous les mandats suivants). Jacques Chirac pensait me revoir avant mon retour à Bagdad, car le nouveau président irakien, Ghazi al-Yaouar, était attendu à Paris. Mais finalement, je dus rentrer plus tôt à Bagdad pour gérer l'affaire des deux journalistes, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, qui venaient d'être enlevés le 20 août.

Bloqué en Irak par les affaires d'otages, je ne reverrais Jacques Chirac que neuf mois plus tard, le 16 mai 2005. Je lui fis, comme lors de notre rencontre précédente, un tableau de la situation politique. Il le commenta cette fois de façon crue : « Eh bien, on est dans la merde et on va y rester ! »

Entre ces deux dates, la situation sécuritaire s'était fortement dégradée. Le 8 novembre 2004, Iyad Allaoui avait décrété l'état d'urgence pour une durée initiale de soixante jours dans tout le pays. Le décret permettait aux autorités d'imposer le couvre-feu, d'interdire des réunions, de surveiller les communications et de procéder à des arrestations. Le pays, qui avait connu cela pendant des décennies, ne fut pas surpris. Mais il fut déçu : ce n'était pas ce qu'on lui avait promis. L'état d'urgence serait encore en vigueur au moment de mon départ en août 2006.

Quelques jours plus tard, un déluge de feu s'abattit sur Falloujah et Ramadi (dont le nom en arabe veut dire « cendres »). Les Américains avaient décidé de lancer une puissante offensive sur les villes rebelles, qui servaient de sanctuaire aux combattants sunnites, dont les terroristes et autres preneurs d'otages. Il s'agissait de faire place nette en vue des élections de janvier pour l'Assemblée constituante. Le résultat fut inverse. Pourtant, Kofi Annan avait écrit fin octobre au président Bush pour le mettre en garde. Cette opération jeta 300 000 réfugiés sur les routes. Le Comité des oulémas appela au boycott des élections. Le Parti islamique, principale formation sunnite qui avait accepté le jeu des institutions, suspendit sa participation.

Ces élections, les premières (à peu près) dignes de ce nom en Irak depuis un demi-siècle, eurent lieu le 30 janvier 2005, veille de la date limite fixée par la résolution des Nations unies de juin 2004. La circulation avait été interdite dans Bagdad, et les rues de cette capitale de 6 millions d'habitants étaient transformées par les enfants en autant de terrains de foot. Un silence étrange enveloppait la ville, faisant ressortir le vrombissement des Tornado britanniques et des Apache américains qui la survolaient, mais aussi de temps à autre les tirs de roquettes et les explosions. Il y eut sept attentats suicide dans la journée. Les kamikazes, faute de voiture, utilisèrent des ceintures piégées. Les habitants, qui hésitaient d'abord à s'engager dans les rues désertes, s'enhardirent au cours de la journée, stimulés les uns par les autres.

Les résultats préliminaires ne furent publiés par la commission électorale « indépendante » (en fait placée sous la supervision de la coalition) que le 13 février suivant. Ils donnèrent 48 % des voix à la liste chiite d'Abdelaziz al-Hakim, qui, grâce au mode de scrutin, obtenait, mais de peu, la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. La liste kurde reçut 26 % des voix, celle du Premier ministre Allaoui seulement 14 % (en dépit du bourrage d'urnes organisé à son

profit, selon nos informations, par la CIA), tandis que celle du chef de l'État Ghazi al-Yaouar dut se contenter de moins de 2 %.

Le taux de participation avait été de 58 % pour l'ensemble du pays. Raisonnable donc, mais pas « massif », comme l'AFP l'avait annoncé faussement et hâtivement au lendemain du scrutin, donnant le ton à l'ensemble de la presse occidentale. Ce taux était très honorable, de 61 à 75 %, dans les provinces à majorité chiite, écrasant, voire suspect, dans les provinces kurdes (de 82 à 92 %), mais très faible dans celles à majorité sunnite, par exemple 2 % dans le gouvernorat d'Al-Anbar.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Ils expliquent bien les difficultés que connaît l'Irak depuis le renversement de Saddam Hussein : la terrible dictature de celui-ci a fait place à la domination des chiïtes, tandis que les Kurdes tirent plus ou moins leur épingle du jeu. Les sunnites sont les grands perdants. Ainsi marginalisés, en partie de leur fait, puisqu'ils ont boycotté les élections, ils ont alimenté l'insurrection et fourni l'humus sur lequel le terrorisme a prospéré. Celui-ci continuera de sévir, même après la défaite de Daech, tant qu'une forme d'équilibre communautaire n'aura pas été trouvée, en Irak comme en Syrie.

Le 21 février 2005, Jacques Chirac dîna à l'ambassade américaine de Bruxelles avec George Bush Junior, qui venait d'entamer son second mandat un mois plus tôt. Selon les échos que j'obtins de ses collaborateurs, il fut peu question de l'Irak. Au fond, le Président devait se dire qu'on ne pouvait plus faire grand-chose. Les Américains apprendraient sur le terrain, sans doute à leurs dépens. Il était inutile de continuer à les contrer sur ce dossier. Nous avions désormais d'autres priorités.

Début mars, j'allai trouver le Premier ministre pressenti, Ibrahim Jaafari, qui avait coutume d'évoquer, de façon assez approximative, Jean-Jacques Rousseau et le général de Gaulle. Il se montra réticent à la nomination de Jalal Talabani à la tête de l'État. Les sunnites risquaient de mal le prendre. Je lui fis remarquer que, pour les sunnites, il était plus important de participer à la rédaction de la Constitution que d'occuper le poste, assez protocolaire, de président de la République. Mais pour les réintégrer dans le jeu, il fallait aussi revoir les lois sur la débaassification et mettre en place un calendrier de retrait des forces étrangères (ma vieille lubie, comme le lecteur s'en est aperçu !). Ibrahim Jaafari me répondit sur ce dernier point qu'il préférait avoir un calendrier de montée en puissance des forces de sécurité irakiennes plutôt qu'un calendrier de retrait de la coalition.

L'ambassadeur des États-Unis John Negroponte me prit à part lors d'une réception, pour me dire quasiment la même chose : non seulement il n'était pas favorable à la fixation d'un calendrier de retrait de la force multinationale, mais

il n'excluait pas qu'un futur gouvernement irakien souhaitât le maintien durable des forces américaines ou de l'OTAN, voire concédât des bases permanentes aux États-Unis.

Parallèlement, j'encourageais cheikh Dhari, chef des oulémas et personnalité sunnite la plus influente, à parler aux chiïtes.

« C'est la clé du problème, lui dis-je ; c'est ainsi que vous obtiendrez le départ des Américains, beaucoup plus sûrement qu'en harcelant l'armée américaine, dont les pertes sont supportables pour l'opinion aux États-Unis. D'autre part, quand les Américains seront partis, il faudra bien que vous vous entendiez avec les chiïtes. Peut-être même vous faudra-t-il accepter un président chiïte, car cette communauté est la plus nombreuse. Quant aux terroristes, ils divisent le peuple irakien et tuent des civils innocents.

— Je ne peux pas parler à Abdelaziz al-Hakim, me dit-il. Il a fait tuer trop de gens de ma famille.

— Alors, lui suggérai-je, pourquoi ne cherchez-vous pas à vous rapprocher de l'ayatollah Sistani ?

— J'ai essayé, me répondit-il. Mais cela n'a pas marché, car il est lui-même entre les mains d'al-Hakim. J'ai coupé tous les ponts. »

Quelques jours plus tard, j'allai plaider dans le même sens auprès d'Abdelaziz al-Hakim. Celui-ci, à son habitude, m'accueillit très aimablement, mais ne se montra pas plus ouvert : « Le Comité des oulémas, m'objecta-t-il, n'est qu'une couverture des terroristes. Il n'est pas question que je lui parle. »

Au début du mois d'avril 2005, la nouvelle assemblée élut Jalal Talabani à la présidence de la République, avec pour vice-présidents Ghazi al-Yaouar (sunnite) et Adel Abdel-Mehdi (chiïte). C'étaient tous les trois des amis. On était bien loin de l'isolement dont souffrait la France deux ans plus tôt !

Fin avril, le nouveau gouvernement fut enfin constitué. Sous la présidence de Jaafari, il comprenait 37 ministres, dont 19 chiïtes, 9 Kurdes, 7 sunnites, 1 chrétien et 1 Turcoman. La communautarisation du nouvel Irak était malheureusement consacrée. Les sunnites n'obtenaient que des ministères secondaires, à l'exception de celui de la Défense.

Peu de temps après la formation de ce gouvernement s'engagea un débat sur l'organisation territoriale de l'Irak. Les chiïtes, en tout cas leur principal parti, celui d'Abdelaziz al-Hakim, préconisaient la division de l'Irak en trois grandes régions : une chiïte, une kurde et une sunnite. La région chiïte, avec Bassorah pour chef-lieu, ferait ainsi pendant au Kurdistan, déjà largement autonome. Elle aurait annexé plusieurs provinces à population mixte, chiïte et sunnite, comme Hilla et Al-Kout. Quant aux sunnites, ils auraient été confinés dans une région dépourvue de ressources, le long de la vallée de l'Euphrate, à l'ouest de Bagdad.

« Ils seraient mal venus de se plaindre, ironisa Jalal Talabani devant moi : il paraît qu'il y a des diamants dans cette région ! » Les Kurdes soutenaient ce projet de division territoriale, qui aurait conforté l'autonomie du Kurdistan, voire facilité son accession à l'indépendance, et affaibli l'État central irakien. De plus, ils réclamaient avec insistance l'inclusion de Kirkouk dans leur apanage.

Pour ma part, j'étais vivement opposé à ce projet, qui aurait préfiguré le démembrement de l'Irak, aurait renforcé l'influence de l'Iran et risqué de déclencher une guerre civile, pour autant que celle-ci n'eût pas déjà commencé.

À Abdelaziz al-Hakim, je fis valoir ma conception d'un « fédéralisme différencié », les Kurdes seuls bénéficiant d'une plus grande autonomie. En effet, en dépit de leurs différences religieuses, sunnites et chiites arabes avaient la même histoire, parlaient la même langue, partageaient la même culture. Mon interlocuteur rejeta cette analyse : à ses yeux, il y avait autant de différence entre les sunnites et les chiites arabes qu'entre ces deux communautés et les Kurdes.

Je tentai de convaincre mes collègues iraniens, que j'allai voir dans leur colossale ambassade, construite au temps du Chah pour impressionner ces rustauds d'Arabes mésopotamiens. Je leur fis valoir le danger, pour l'Iran si composite, d'un Irak divisé en grandes régions sur une base communautaire. Leur pays aurait risqué d'en subir la contagion. Mes interlocuteurs abondèrent en partie dans mon sens : Téhéran était, comme nous, favorable à un système fédéral, pas confédéral ; ils admirent même que la création de mini-États sur une base ethnique serait dangereuse pour l'Iran lui-même. En revanche, ils ne partageaient pas mon idée de fédéralisme différencié, selon lequel le statut du Kurdistan aurait été déconnecté de celui des autres régions irakiennes. Pour eux, le fédéralisme devait être appliqué de façon identique à toutes. Cette position était la même – on n'en sera pas surpris – que celle d'Abdelaziz al-Hakim.

Mes collègues iraniens m'avaient dit une autre chose intéressante : Téhéran ne cherchait pas à promouvoir une République islamique en Irak. Les chiites irakiens, faisaient-ils valoir, avaient leur identité propre. Cette position sage pouvait cependant cacher une autre considération : les mollahs au pouvoir à Téhéran craignaient peut-être qu'une République islamique d'Irak ne leur fît de l'ombre, d'autant que les principaux lieux saints chiites se trouvaient dans le pays voisin.

Les diplomates iraniens m'avaient aussi expliqué que l'Irak ne constituerait pas un terrain d'affrontement entre l'Iran et les États-Unis : Téhéran préférait vider sa querelle avec l'Amérique en un autre endroit, à la condition que celle-ci ne se maintînt pas en Irak au-delà de ce qui convenait (c'est-à-dire – je traduis – à la condition qu'elle s'en allât dès que les chiites, portés par elle au pouvoir, auraient suffisamment consolidé leur domination). Pour autant, comme on l'a vu,

les Iraniens ne sont pas allés jusqu'à accepter un dialogue avec les Américains à propos de l'Irak. Si, objectivement, les États-Unis servaient (sans le vouloir) les intérêts de Téhéran, les mollahs ne souhaitent pas leur rendre la vie trop facile.

Le 15 octobre 2005, les Irakiens furent de nouveau appelés aux urnes pour participer au référendum constitutionnel. Cette journée électorale se déroula sans incident sécuritaire majeur. Les tirs d'armes lourdes qui la ponctuèrent relevaient désormais de la routine. En revanche, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, le Pakistanais Achraf Qazi, décida de suspendre l'annonce des résultats. Il soupçonnait une « manipulation à une échelle significative ». Les résultats en faveur du « oui », qui dépassaient 90 % dans certains gouvernorats²⁷, lui paraissaient invraisemblables. L'enjeu était surtout de savoir si le « non » l'avait emporté à la majorité des deux tiers dans au moins trois gouvernorats, ce qui, on le voit, aurait entraîné le rejet du projet constitutionnel. Ce score avait été atteint, de façon quasi certaine, dans les gouvernorats d'Al-Anbar (Ramadi) et de Saladin (Tikrit). Il était plus incertain dans celui de Ninive (Mossoul), où, selon les résultats préliminaires, le « non » l'avait emporté, mais avec seulement 55 % des voix.

Mon collègue américain, Zalmay Khalilzad, et, surtout, le Britannique, William Patey, se montrèrent particulièrement nerveux. Le résultat du référendum à Mossoul resta contesté. Le vice-président Al-Yaouar était persuadé qu'il avait été truqué. Pour autant, les résultats définitifs proclamés quelques jours plus tard confirmeraient l'adoption de la Constitution.

Celle-ci, toujours en vigueur aujourd'hui, instaure un régime parlementaire, avec deux assemblées : un Conseil des représentants et un Conseil fédéral. L'essentiel du pouvoir exécutif est détenu par un Premier ministre élu par le Conseil des représentants. Le président de la République est flanqué d'un seul vice-président. Le texte accorde une grande autonomie aux provinces, qui peuvent fusionner, si elles le souhaitent, en grandes régions. L'islam est religion d'État, et aucune loi ne peut contrevenir à ses préceptes.

Le pays avait désormais une Constitution. Mais les conditions dans lesquelles celle-ci avait été adoptée – avec les voix des chiites et des Kurdes, mais contre celles de la majorité des sunnites, qui, cette fois-ci, avaient participé au scrutin – creusaient les profonds clivages communautaires qui divisaient le pays.

Quatre jours après la tenue du référendum, le 19 octobre 2005, s'ouvrit le procès de Saddam Hussein, soulignant ainsi de nouveau l'articulation entre le calendrier politique et le jugement de l'ancien dictateur. La séance se tint dans un bâtiment de la zone verte qui abritait naguère le quartier général du parti Baas. Alors que ses sept coaccusés avaient déjà pris place dans l'enclos

barreaudé de fer du tribunal, Saddam entra à son tour. Il se plaignit d'avoir attendu depuis deux heures du matin (histoire peut-être de l'épuiser). Il refusa de décliner son nom et retourna la question au président du tribunal, un Kurde : « Qui êtes-vous ? » Il contesta la légitimité du tribunal : « Je ne reconnais pas l'agression ; tout ce qui a été bâti sur elle est nul ; je respecte vos personnes, mais ne reconnais pas la partie qui vous a habilités. (Puis :) Je suis le président de l'Irak [...] ; je me réserve le droit constitutionnel de faire valoir mes prérogatives de chef d'État ; je refuse de répondre. » Ensuite, il joua l'indifférence, tirant sur sa barbe ou se réajustant sur son siège. L'audience fut retransmise en direct, mais la qualité du son était très mauvaise, surtout quand les accusés s'exprimaient...

Le procès ne portait « que » sur le massacre de cent quarante-huit chiïtes, à Doujaïl, en 1982, après un prétendu attentat contre un convoi de Saddam. On ne parlerait pas des autres crimes de celui-ci, des exécutions d'opposants politiques qu'il avait ordonnées par milliers, de l'usage systématique de la torture, du gavage de milliers de Kurdes et d'Iraniens, de sa responsabilité dans la guerre entre l'Irak et l'Iran de 1980 à 1988, qui avait fait 1 million de morts au total, dont la moitié de civils. On ne parlerait pas non plus de l'invasion du Koweït. Ce procès tronqué, téléguidé et biaisé ne fut pas celui qu'auraient mérité le peuple irakien et la cause de la justice. L'épisode retenu pour faire condamner Saddam Hussein avait cependant un avantage : on n'évoquerait pas les autres dossiers, nettement plus importants, qui auraient mis en lumière la complaisance des pays occidentaux (dont les États-Unis et la France) envers le dictateur, du moins jusqu'à l'invasion du Koweït en 1990.

Le 14 décembre, les électeurs furent de nouveau appelés aux urnes, pour la troisième fois en un an, cette fois pour élire le Conseil des représentants créé par la Constitution d'octobre. La consultation sembla s'être mieux passée que les deux précédentes, avec un taux de participation élevé (presque 80 %). On me signala toutefois des fraudes, çà et là, comme à Kirkouk, où quarante-cinq bus avaient acheminé des électeurs kurdes depuis Erbil. L'élément nouveau de cette consultation était qu'une partie des sunnites avaient ignoré l'appel au boycott des élections. De ce fait, les chiïtes enregistraient un léger recul et perdaient, de peu, la majorité absolue à l'Assemblée.

Cette élection mettait un terme au processus de transition de l'après-Saddam Hussein. Le décor de la scène politique était planté pour les années suivantes. Ibrahim al-Jaafari était critiqué par ses collègues irakiens pour son exercice très personnel du pouvoir : « Il veut tout faire lui-même et n'y arrive pas », me disait l'un d'entre eux. Quant aux Américains, ils lui reprochaient sa difficulté à se concentrer sur ses dossiers (« *He's not focused* », disaient-ils). En somme, c'était

l'aptitude de Jaafari à gouverner le pays qui était mise en doute. En mai 2006, il fut remplacé par Nouri al-Maliki, membre, comme son prédécesseur, du parti chiite Daoua. Il passait pour être mieux organisé, plus énergique, voire autoritaire. Ce fut le cas. Ce serait à lui que je ferais ma visite de départ le 1^{er} août 2006.

Guerre civile entre Irakiens, roulette russe pour les étrangers

Les conditions de sécurité n'avaient cessé de se dégrader depuis la chute de Saddam Hussein. Quand je quittai l'Irak en août 2006, le pays était en situation de guerre civile. Certains épisodes en ont été particulièrement terribles. Ainsi, le 13 juillet 2005, trente-deux enfants de 10 à 13 ans furent tués dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad Jadida, quartier populaire de la capitale, alors que des soldats américains leur offraient du chocolat. Avertis de la présence d'une voiture piégée dans le quartier, les GI's l'avaient bouclé. Puis, rassurés après quelques contrôles, ils avaient commencé à distribuer des friandises aux gamins. Un père reconnut son fils à la morgue grâce à son visage, car le corps était calciné. Un autre a retrouvé son enfant, mais celui-ci avait perdu ses deux jambes. Une mère découvrit la tête du sien dans les décombres...

La destruction partielle de la mosquée de Samarra, à 120 kilomètres au nord de Bagdad, le 22 février 2006, constitua un tournant dans la violence. Ce jour-là, tôt le matin, deux énormes charges provoquèrent l'effondrement de la coupole d'or de la mosquée et firent tomber l'un des minarets. Ce joyau de l'islam, qui renferme les mausolées des 10^e et 11^e imams successeurs d'Ali, est l'un des lieux les plus vénérés par les chiites d'Irak. Cette blessure de caractère communautaire entraîna un cycle de représailles entre chiites et sunnites. On pouvait la comparer, par sa méchanceté gratuite, au bombardement de la cathédrale de Reims par l'artillerie allemande en septembre 1914.

À la fin de 2006, le nombre de victimes civiles atteignit un pic de 3 500²⁸ par mois, à comparer aux 2 500 de la fin de 2004. La guerre civile se terminerait en 2008 par une victoire des milices chiites, après qu'elles eurent chassé une grande partie de la population sunnite de la capitale. En octobre 2013, avec la montée en puissance de Daech, le bilan sanglant retrouverait pour quelque temps son niveau de 2006.

Des conditions de vie monastiques

Je ne restai pas plus d'une semaine à l'hôtel où l'on m'avait logé à mon

arrivée à Bagdad, en août 2003. Les gendarmes s'inquiétaient pour ma sécurité et proposèrent de m'héberger dans la villa qu'ils habitaient eux-mêmes et qui avait été celle du représentant du groupe Schneider. Ils m'installèrent dans la seule chambre disponible, et pour cause : elle était située au-dessus du groupe électrogène. J'avais l'impression de coucher au-dessus d'un semi-remorque dont le moteur n'aurait cessé de tourner toute la nuit.

Puis je me mis à la recherche d'une résidence provisoire en attendant la remise en état de l'officielle. Je visitai ainsi une trentaine de villas, ce qui me donna l'occasion de faire connaissance avec autant de familles irakiennes. Je jetai un moment mon dévolu sur une maison splendide dont le jardin donnait sur le Tigre. Le propriétaire était chiite, sa femme sunnite, et ils avaient un fils de 18 ans, Fahd. Dans le vestibule, je remarquai un tableau criblé de balles : « C'est le portrait de mon mari, expliqua la maîtresse de maison. Mon fils a tiré une rafale dessus un jour où il était fâché avec son père. Il valait mieux qu'il tire sur la copie plutôt que sur l'original, vous ne croyez pas ? » Chez cette famille bourgeoise, il y avait des armes dans quasiment toutes les pièces : dans la cuisine et jusque dans la chambre de Madame, où une kalachnikov reposait au travers du couvre-lit de soie rose. Le loyer demandé pour cette villa était exorbitant.

« Vous vous rendez compte que votre prix est aussi élevé que pour un grand appartement à New York ? — C'est normal, s'écria le jeune Fahd : nous sommes le 51^e État des États-Unis ! »

Finalement, je renoncerais à cette maison. Entre-temps, en effet, nous avions dû faire construire un mur de béton armé autour de l'ambassade, tant la sécurité se détériorait vite, et nous n'eûmes même pas le temps d'attendre l'autorisation de Paris. Il fallait faire des économies.

J'invitai aussitôt les élèves de l'École des beaux-arts de Bagdad à venir décorer la portion de mur donnant sur la rue, sur une longueur de 53 mètres. Je fis inaugurer cette fresque, qui exprimait l'espoir et la gaieté dans une ville accablée de tristesse et de grisaille, par Adnan Pachachi, alors président du Conseil de gouvernement.

Finalement, je choisirais une villa relativement modeste dans le quartier de Karrada, dont la population était mixte, chiite et sunnite. Il y avait aussi dans ma rue quelques familles chrétiennes et même encore une famille juive. Nos gendarmes surnommèrent « Camion » cette villa, qui avait été celle du représentant de Renault Véhicules Industriels. Ils n'étaient guère rassurés par mon choix : je ne voulais aucune protection extérieure, afin de ne pas attirer l'attention, et il n'y avait qu'un seul accès, donc aucune issue en cas d'attaque sur l'entrée principale. Je m'installai dans cette maison en décembre 2003. Je

devrais la quitter en juillet 2005, dans des conditions que j'expliquerai plus tard. J'habiterais ensuite mon bureau pendant neuf mois, avant d'emménager dans un studio en face de l'ambassade.

Quand je suis arrivé à Bagdad, les membres de l'ambassade étaient logés dans des maisons dispersées en ville. Mais, très vite, il apparut que cette situation les exposait de façon excessive. Je commençai par regrouper tout le personnel expatrié dans quatre endroits différents, dont j'avais fait renforcer la sécurité. Mais, moins de six mois plus tard, le danger se faisant plus pressant, je dus ordonner à tous mes collaborateurs de s'installer à l'ambassade. Ils dormiraient dans leur bureau sur des lits picot²⁹, transformés le jour en banquettes pour l'accueil des visiteurs.

Par la suite, je fis construire des logements modulaires dans le jardin et louai pour trente ans un immeuble situé en face de l'ambassade, dont la rumeur disait qu'il avait abrité autrefois un hôtel de passe. Je fis alors fermer la rue des deux côtés par des portes de fer, sans demander l'autorisation à personne. Puis j'entrepris d'aménager la « maison d'en face » et m'y réservai un studio de 25 mètres carrés, car j'espérais pouvoir habiter bientôt la résidence officielle. En réalité, j'y passerais les dix derniers mois de mon séjour en Irak. L'ancienne lingère de la résidence de France, Esther, une chrétienne assyrienne, venait m'y faire de la cuisine irakienne.

Pas vraiment l'ambassade Ferrero Rocher ! Mais l'atmosphère était conviviale et, faute de personnel le soir, en raison du couvre-feu, nous préparions nous-mêmes les repas et faisons la plonge, ambassadeur compris. Je m'amusais à soumettre à ce même régime les visiteurs de passage, tout illustres fussent-ils. Le secrétaire général du Quai d'Orsay et le général Rondot (nom de code : « Tonton Roméo ») n'y échappèrent pas. Ils s'y plièrent de bonne grâce.

À l'extérieur de notre petit fortin, j'avais loué une ancienne imprimerie, dont le propriétaire se plaignait des désagréments que nous lui causions, pour y héberger la centaine de policiers irakiens – nombre autant pléthorique que théorique – qui étaient censés assurer notre sécurité, mais dans lesquels je n'avais qu'une confiance limitée. En effet, la plupart d'entre eux appartenaient à des milices chiïtes. Un jour, l'un d'entre eux tira sur ma voiture alors que je sortais de notre camp retranché. Ses chefs m'assurèrent qu'il s'agissait d'une erreur. Malgré tout, pendant le Ramadan, je ne manquais pas d'inviter ces policiers à des *iftar*. Des tentes étaient dressées pour l'occasion dans le jardin.

Des gendarmes d'exception

Un peu plus d'un an après mon arrivée, en septembre 2004, une unité d'élite, l'Escadron parachutiste d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN), vint relever l'équipe de gendarmes « OPEX » (opérations extérieures) qui assurait jusque-là notre sécurité, mais dont le profil n'était plus adapté à la situation. Je négociai âprement les conditions de déploiement de cette unité : je tenais à rester maître au sein de l'ambassade et à ne pas me laisser dicter mes décisions par l'équipe de sécurité.

Nous dûmes renoncer progressivement à toute activité privée afin de ne pas exposer nos gendarmes pour nos loisirs. Mais ceux-ci, et c'est tout à leur honneur, ne refusèrent jamais de m'accompagner pour des contacts professionnels, même dans les quartiers les plus hasardeux de la capitale ou dans certaines zones dangereuses de province. Ainsi, en avril 2006, je pus me rendre à Bassorah et, surtout, à Zubair, enclave sunnite 10 kilomètres plus au sud, pour tenter de retrouver le corps de Frédéric Nérac, un cameraman qui y avait été tué en mars 2003. Ce faisant, nous avons bravé les lourdes mises en garde des Américains et des Britanniques, mais aussi celles du gouverneur. Celui-ci avait non seulement refusé de nous faire escorter dans ce « repaire d'Al-Qaïda », mais nous avait annoncé qu'il n'y garantirait pas notre sécurité. Dans le langage local, cela équivalait à une menace.

C'est à la qualité des renseignements que recueillaient nos gendarmes, à la justesse de leurs analyses, à leur capacité d'anticipation de la situation, à la discrétion du profil qu'ils faisaient adopter à nos convois que nous devons de n'avoir eu aucune perte pendant la période que j'ai passée à Bagdad. Les ambassades d'Allemagne, de Turquie, du Japon, d'Algérie, d'Égypte, d'Iran et d'Italie ont eu des victimes³⁰. Elles n'avaient pas correctement analysé la menace, ne l'avaient pas anticipée ou, tout simplement, n'avaient pas eu de chance. Nous en eûmes davantage, et pourtant, nous sortions pour nos contacts plus que la plupart de nos collègues.

Tous les soirs, nous tenions une réunion de sécurité dans mon bureau. Les gendarmes marquaient sur une carte de Bagdad par des punaises de couleurs différentes, selon la nature de l'attaque – voiture piégée, ceinture explosive, roquette, arme automatique, etc. –, les incidents qui s'étaient produits dans la journée. Aujourd'hui, il existe des logiciels qui permettent de faire la même chose sur un écran. Mais la méthode artisanale s'est révélée efficace. Ce travail permettait de préparer les itinéraires pour les déplacements du lendemain, qui éviteraient les zones de concentration des punaises. Cela ne nous garantissait évidemment pas contre les attentats, mais réduisait la probabilité de nous voir compter parmi les « dommages collatéraux ». En 2005-2006, on relevait en

moyenne, pour la seule ville de Bagdad, une soixantaine d'incidents de sécurité par jour, avec des pics d'une centaine, dont une dizaine sur la seule route de l'aéroport.

Or, les Américains nous refusaient le badge qui donnait accès à la voie rapide pour prendre l'avion ou en revenir, exposant ainsi notre vie lors de chacun de ces déplacements. D'ailleurs, un Français (qui n'appartenait pas à l'ambassade) fut tué sur la route de l'aéroport en avril 2005. Nous devions prendre la voie lente réservée aux Irakiens, sur laquelle nous restions visibles, malgré la discrétion de nos convois. Cette discrimination persisterait après le départ de Paul Bremer. Michel Barnier et Michèle Alliot-Marie intervinrent à plusieurs reprises pour tenter de mettre un terme à cette situation auprès de leur homologue respectif, Colin Powell et Donald Rumsfeld. Ce dernier finirait par accorder ce sésame en juillet 2005, dans une lettre au ton méprisant : les fameux badges seraient accordés à l'ensemble des ambassades des pays de l'OTAN, et ceci « *should ease the concerns of yours folks in Baghdad working to improve Iraq's future*³¹ ». ».

Des loisirs sous haute surveillance

Nous profitâmes d'un week-end, un mois après mon arrivée, pour nous rendre au souk. J'en trouvai les abords sinistres. Rien à voir avec le Khan al-Khalili du Caire ou le souk Hamidiyé de Damas. Nous n'étions pas forcément les bienvenus : les regards que nous croisions étaient, au mieux, indifférents, parfois hostiles : après tant d'années de souffrance, les gens en avaient assez des étrangers, qu'ils mettaient tous dans le même sac. D'ailleurs, l'Irak, au contraire de la Syrie, n'a jamais été xénophile. Pourtant, la rue Moutanabbi, qui était celle des libraires, ne manquait pas de charme. Elle était pleine de monde. Je me rappelai l'adage selon lequel, dans le monde arabe, « les livres s'écrivent en Égypte, s'impriment au Liban et se lisent en Irak ». Son vieux café, rendez-vous des intellectuels, était bondé. J'achetai de vieux livres arabes, introuvables en France. Mais impossible de négocier. Le marchand me dit qu'il n'avait « pas de temps à perdre ». Les souks de Damas m'avaient habitué à la culture de la négociation : ne pas marchander y aurait signifié un manque d'intérêt, presque de courtoisie. La culture irakienne, moins urbaine et davantage imprégnée des mœurs bédouines, est bien différente de la syrienne. Il faut en tenir compte dans les négociations diplomatiques. Trop de pression peut casser définitivement une relation. J'en ai fait l'expérience.

À la sortie du souk aux livres, un automobiliste fonça sur nous puis se détourna au dernier moment. Décidément, ici, on n'aimait pas les étrangers.

D'ailleurs, nous étions les seuls. Puis on me guida vers la « Cour carrée », repaire des brocanteurs et des chineurs. On me présenta à un marchand kurde qui me proposa un verre de thé et une partie de tric-trac. Il était déçu du vote de la France à New York, qui venait de donner sa voix à la résolution proposée par les Américains (c'était en octobre 2003). « De toute façon, me dit-il, cela ne changera pas grand-chose. L'Irak connaîtra une période d'instabilité de plusieurs années. À l'échelle de l'Histoire, ce n'est rien. »

Cette première visite au souk serait suivie d'une seconde quelques semaines plus tard. Mais ce serait la dernière pour moi : nos gendarmes estimaient que cet endroit était devenu trop dangereux. Je dus me contenter de fréquenter le vendredi, jour férié pour l'ambassade, une salle des ventes fondée dans les années 1930. Mais je devrais y renoncer également, après une visite mouvementée en avril 2005. Ce jour-là, nous trouvâmes sur notre itinéraire les voitures en flammes de quatre attentats successifs, survenus par hasard peu de temps avant notre passage. Les gendarmes m'informèrent que la voiture de tête de notre convoi était prise sous le feu. Je décidai de faire demi-tour. Mais nous étions piégés dans le quartier. Tous les accès étaient bloqués par des barrages de police. Enfin, nous réussîmes à nous en extraire.

Dès lors, notre seule sortie de loisir serait le terrain de tennis tout proche de l'ambassade. Il faisait partie du club « Al-Wiya », fondé par les Britanniques dans les années 1920. Nous pouvions nous y rendre sans être vus. Les gendarmes se postaient alors sur les toits des immeubles environnants pendant que nous échangeions des balles (de tennis) avec nos deux entraîneurs, deux frères, Farès et Mohammed. Farès avait fait partie de l'équipe nationale de tennis sous Saddam Hussein. Un des deux fils de ce dernier, Oudaï, qui supervisait les sports, l'avait puni après la défaite de son équipe lors d'une rencontre internationale. Il l'avait fait enfermer pendant dix jours dans un conteneur métallique placé en plein soleil. Ce supplice lui avait causé une calvitie précoce.

Le 23 juin 2005, je jouais avec Farès, que son frère devait rejoindre, quand une explosion se fit entendre, non loin de là. L'habituelle colonne de fumée rougeâtre, bientôt teintée de noir, s'éleva. « C'est près de chez moi, constata Farès », qui habitait, comme moi, le quartier de Karrada. On l'appela sur son portable : Mohammed avait été blessé dans l'attentat. Dans l'après-midi, le malheureux décéderait des suites de ses blessures. Un peu plus tard, j'allai présenter mes condoléances. Une tente avait été dressée au milieu de la rue. Conformément à la tradition, je bus le café amer et prononçai devant chaque membre de la famille la formule consacrée, comme j'eus si souvent l'occasion de le faire à Bagdad : « *Al baqa fi hayatikoum* » (« Que le reste de votre vie soit heureuse »), ce dernier mot étant sous-entendu. « *Al baqa fi hayatikoum, al baqa*

fi hayatikoum... » Farès, qui était très proche de son frère, pleurait à chaudes larmes. Un des membres de sa famille me supplia de ne pas prolonger ma présence, qui mettait en danger tous les participants. Dans la journée, quatre attentats avaient fait dans le même quartier dix-sept morts, dont Mohammed, et une cinquantaine de blessés. La veille, trois attentats y avaient causé la mort de dix-huit personnes et en avaient blessé quarante-six autres.

Quelques semaines plus tard, une ou deux roquettes tombèrent sur le court. Mais l'événement décisif qui nous contraignit à renoncer à nos parties de tennis fut un attentat survenu à l'entrée du club le 24 octobre 2005.

Ce jour-là, vers 17 heures, je tenais une réunion dans mon bureau avec mes principaux collaborateurs. Une formidable explosion secoua tout le quartier. Deux pendeloques du lustre en (faux) cristal de la pièce se détachèrent, et des débris de plâtre tombèrent du plafond. Nous avions à peine eu le temps de nous ressaisir qu'une deuxième explosion ébranla le bâtiment. Les gendarmes nous invitèrent à revêtir nos gilets pare-balles et nos casques lourds et à descendre dans la cave. Un épais nuage de poussière commença à envelopper l'ambassade. Tout le monde s'accroupit contre un mur du sous-sol, dans le plus grand calme. Le reste du détachement de gendarmerie vint nous rejoindre, en tenue de combat et armé de lance-roquettes, au cas où le commando terroriste profiterait d'une brèche pour nous attaquer. Tous les membres de l'ambassade, y compris le personnel irakien, étaient désormais à l'abri. Une troisième explosion, beaucoup plus forte que les deux précédentes, fit alors trembler les murs. Le conseiller culturel, Georges Tate, plus familier des balistes de l'époque justinienne que des engins de guerre contemporains, affirma doctement qu'il s'agissait d'un mortier de 120 tombé sur l'ambassade.

En réalité, c'était une attaque contre l'hôtel Sheraton, situé à proximité. Deux véhicules-béliers, chargés chacun de 300 kilos d'explosif, devaient ouvrir la voie, tandis qu'un camion toupie, qui en contenait 800, devait pulvériser l'hôtel. Mais, après les deux premières explosions, un soldat américain posté sur son char près de l'hôtel eut le réflexe de tirer un obus contre le camion, qui explosa à l'entrée du parking bordant le mur nord de l'ambassade.

Une demi-heure après la troisième explosion, je sortis de mon trou pour aller constater les dégâts. Le faux plafond du vestibule était tombé. La porte de mon bureau avait été soufflée et une fenêtre blindée déchaussée. De l'autre côté de la rue, le souffle avait traversé mon studio, qui était dévasté. Dans le jardin, les cinq logements modulaires avaient subi d'importants dégâts. Deux s'étaient complètement effondrés sous le poids des débris métalliques. Sur le parking, nous ramassâmes une jambe humaine avec son genou. Le moteur du camion avait été projeté contre la façade d'un immeuble voisin, sur laquelle il avait

laissé un impact à une dizaine de mètres de hauteur. Heureusement, l'ambassade n'eut à déplorer aucune victime ni aucun blessé, à l'exception de troubles auditifs chez deux gendarmes, qui étaient à l'extérieur au moment de la première explosion.

Je partis dans la foulée pour l'ambassade britannique, dans la zone verte, où mon homologue donnait un dîner en l'honneur du directeur politique du Foreign Office, John Sawers³². Un gendarme de mon escorte me fit remarquer que mes cheveux étaient poudrés de plâtre. « Ça fait très vieille France, me dit-il en riant, mais c'est passé de mode. »

Des autorités parisiennes inquiètes

Quelques semaines après mon arrivée à Bagdad, je m'interrogeais sur mes chances de survie. Je les évaluais à un ratio compris entre une sur deux et deux sur trois. Ma mission s'apparentait à un jeu de roulette russe, dans lequel deux à trois emplacements du barillet sur six seraient chargés. Avec le recul, et en réévaluant le niveau de la menace à la lumière des attentats auxquels nous avons effectivement échappé, je juge aujourd'hui que mon estimation de départ était un peu pessimiste. Peut-être n'y avait-il qu'une seule balle dans le barillet ? Un mélange de professionnalisme de mon équipe de sécurité et de chance fait qu'elle n'a pas été tirée.

Nous assumions parfaitement cette situation. Quand nous partions pour un rendez-vous, et nous en avions tous les jours, nous savions que nous pouvions ne pas en revenir. Mon adjoint Franck Gellet et moi ne sortions jamais en même temps, afin que l'ambassade eût toujours un chef en cas d'incident. Un jour, je lui dis machinalement : « Franck, si je ne reviens pas, vous avez la combinaison de mon coffre et vous savez où sont les dossiers. » Il me répondit, avec son flegme habituel : « Dans ce cas, monsieur l'ambassadeur, soyez assuré que je vous ferai des obsèques somptueuses. »

En revanche, Paris avait beaucoup plus de mal que nous-mêmes à assumer les risques auxquels nous étions exposés. Chaque fois qu'un attentat ou une menace frôlait l'ambassade, les autorités parisiennes étaient tentées de réduire nos effectifs, voire de nous rappeler tous. Et c'était nous qui, paradoxalement, devions les inciter à faire preuve de résilience et de courage politique.

Dès le mois de décembre 2003, j'écrivais à Paris, dans un télégramme : « 6 000 Français meurent chaque année sur les routes³³. Ne serions-nous plus prêts à accepter que quelques fonctionnaires, privilégiés à bien des égards, prennent des risques au service de l'État ? Tous les agents de cette section, que j'ai interrogés individuellement, sont prêts à les assumer. »

En juin 2005, j'enfonçais le clou : « Mes collaborateurs et moi assumons, en pleine connaissance de cause, le risque physique. Mais c'est au Département³⁴ et aux autorités françaises qu'il appartient de dire si notre volonté d'être présents justifie ce risque. Si leur réponse est positive, il leur revient d'en assumer au premier chef la responsabilité politique. Il ne faut pas se voiler la face : nous avons eu jusqu'à présent beaucoup de chance. Mais statistiquement, l'éventualité de pertes, si la situation ne se stabilise pas, ne peut être écartée [...]. Une telle éventualité ne pourra être gérée comme un fait inattendu et il faudra avoir le courage de relever ceux qui pourraient, hélas, tomber. C'est à mon sens la seule attitude digne pour un État comme la France [...]. Pour autant, il va de soi que j'ai également la responsabilité et le souci prioritaire et constant d'exposer le moins possible mes collaborateurs, qu'il s'agisse des diplomates ou des gendarmes qui assurent notre sécurité et dont la plupart ont charge de famille. »

Une dizaine de jours plus tard, le président Chirac me donnerait l'occasion de revenir à la charge, cette fois au plus haut niveau. Il m'avait appelé après la libération de Florence Aubenas et m'avait demandé de lui faire un rapport sur la sécurité de l'ambassade. Dans mon rapport, je lui répétais mot pour mot ce que j'avais écrit au Quai d'Orsay.

On dit parfois que dans ce type de situation, on développe une addiction au risque. En somme, celui-ci serait une sorte de drogue, dont on ne pourrait plus se passer. La réalité est plus complexe et profonde. Ce que j'appréciais, pour ma part, c'était la plus grande vérité que la menace permanente faisait apparaître dans les choses et chez les êtres : la confrontation quotidienne à la vie, à la souffrance et à la mort aide à faire la part entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas. Elle fait davantage ressortir les caractères et les sentiments. Elle met en lumière les forces et les faiblesses des uns et des autres, que l'on ne décèlerait peut-être pas autrement. Les vernis s'écaillent. Nous vivions au jour le jour, plus fortement. Les sentiments que j'éprouvais pour les êtres, même éloignés, étaient exacerbés. La chaleur souvent écrasante, même la nuit tombée, l'apparence lugubre de cette ville couverte de poussière jaunâtre, rien de cela ne nous empêchait d'apprécier les petits plaisirs qui s'offraient à nous. Curieusement, en dépit de l'enfermement et d'une relative promiscuité, les tensions furent rares au sein de mon équipe. La bonne humeur des gendarmes, disciplinés, mais déchaînés lorsqu'ils fêtaient une relève, était contagieuse.

Pendant la durée de mon séjour, deux de mes collaborateurs ont cependant « craqué », ne supportant plus l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de leur tête. Je ne leur en voulais pas et les ai laissés partir. Je les y ai même encouragés,

en veillant à ce qu'à leur retour ils trouvent un point de chute récompensant la période, même abrégée, qu'ils avaient passée à Bagdad.

Des risques collatéraux quotidiens

Les principaux risques, au début de mon séjour, résultaient d'attentats qui ne nous ciblaient pas spécifiquement, mais pouvaient se produire à proximité de notre convoi ou de l'ambassade (dommage collatéral), ou bien visaient tout véhicule paraissant étranger (attentat d'opportunité).

En voici quelques exemples. Un jour, alors que nous nous rendions à l'ambassade depuis ma résidence provisoire, nous fûmes ralentis par une voiture juste devant nous, qui nous parut suspecte : le coffre semblait lourdement chargé et le conducteur était seul. Nous ne pouvions nous échapper : à gauche, la hauteur de la bande centrale interdisait tout franchissement ; à droite, des véhicules en stationnement rendaient la chaussée trop étroite pour un dépassement. Une file de véhicules nous suivaient. Nous pûmes juste ralentir la vitesse pour accroître de quelques dizaines de mètres la distance qui nous séparait du véhicule douteux. Puis, à un carrefour, celui-ci dut s'arrêter à un barrage de police. Presque aussitôt, un des policiers tira sur le conducteur à travers le pare-brise. Quand nous fûmes autorisés à dépasser le véhicule, nous aperçûmes le chauffeur. Il avait la tête en sang, affalée sur le volant, auquel ses mains étaient attachées : c'était ainsi que les chefs terroristes s'assuraient que leurs kamikazes ne se déroberaient pas à la dernière minute. Un peu plus tard dans la journée, nos gendarmes apprendraient que le coffre contenait 250 kilos d'explosifs.

Depuis la fenêtre de mon bureau, je voyais de temps en temps passer des missiles, pas très loin, avec leur traînée de feu. Nous n'étions pas leur cible : tirés depuis notre quartier, ils visaient la zone verte, de l'autre côté du Tigre. Mais, le 12 septembre 2004, à l'aube, un projectile mal ajusté tomba sur notre parking, détruisant deux véhicules. Un de nos gardes irakiens et deux policiers qui se trouvaient à proximité furent juste choqués. Le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, m'appela pour exprimer sa solidarité.

Mais la journée n'était pas terminée. Dans l'après-midi, en revenant d'un rendez-vous de l'autre côté du Tigre, nous tombâmes sur une zone de combats. Un char Bradley avait sauté sur une mine, rue Haïfa. Une foule en liesse s'était rassemblée autour du blindé en partie détruit et un jeune encagoulé était monté dessus en brandissant le drapeau noir du Taouhid oual Jihad, le mouvement de Zarqaoui³⁵. Un hélicoptère américain tira sur la foule : cinq morts au moins, dont un journaliste palestinien, comme je l'apprendrais par la suite. Depuis notre

voiture, nous voyions les hélicoptères tourner au-dessus du lieu des combats, d'où s'élevait une fumée noire. Nous fîmes un détour compliqué pour éviter cette zone, puis nous engageâmes sur le pont du 14-Juillet³⁶ qui enjambait le Tigre. Un char américain était posté au milieu du pont. Le soldat qui le servait nous fit signe de nous arrêter : ma berline ne ressemblait pas à un véhicule de la coalition et portait une plaque d'immatriculation ordinaire. Mais le gendarme qui me conduisait, sans doute troublé par la pression que nous venions de subir, ne vit pas les sommations. Le GI se mit en position de tir. Je hurlai : « Halte ! » de toutes mes forces. Le gendarme, sorti de ses méditations, s'arrêta *in extremis*.

Certains de mes collaborateurs ont échappé plusieurs fois à des attentats d'opportunité. Un jour, un pick-up transportant trois individus armés se porta à la hauteur d'un véhicule de l'ambassade, qui venait d'en sortir. Ses occupants ouvrirent le feu. Une balle perça une durite sous le capot du véhicule, qui s'immobilisa devant une mosquée. L'imam qui desservait celle-ci avait vu la scène. Il fit signe à mes collaborateurs, qui réussirent à se réfugier dans l'édifice sous les tirs des assaillants. Informés, nos gendarmes envoyèrent très rapidement des renforts qui mirent ceux-ci en fuite.

Puis des menaces ciblées

Un de mes interlocuteurs proche de l'« insurrection » m'avait recommandé, au début de mon séjour, d'afficher sur nos véhicules « *Safara al-Faransiya* », « Ambassade de France ». Il avait donné le même conseil à mes collègues russe et allemand. À ce moment-là, l'opposition de nos trois pays à l'invasion américaine valait immunité aux yeux de la résistance armée.

Mais la situation changea quelques mois plus tard : Zarqaoui, le « prince des égorgeurs », avait pris l'ascendant sur l'ensemble des groupes, et sa stratégie n'épargnait aucun pays, qu'il fût occidental ou arabe. Bien au contraire, il lui fallait combattre encore plus férocement ceux qui travaillaient à rapprocher les communautés. C'était sur les tensions intercommunautaires que reposait son « fonds de commerce ». La réconciliation entre les communautés l'en aurait privé. Aujourd'hui, cette stratégie est toujours celle des groupes terroristes.

C'est ainsi que deux diplomates algériens, dont le chargé d'affaires, et l'ambassadeur d'Égypte seraient assassinés. Ce dernier, Ilhab al-Charif, arrivé un mois plus tôt à Bagdad, fut enlevé le 2 juillet 2005. Il avait garé sa voiture, qu'il conduisait lui-même, puis en était descendu pour aller acheter son pain et son journal. Cinq jours plus tard, il serait égorgé sans que les terroristes eussent tenté la moindre négociation. En juillet 2005 également, le chargé d'affaires du

Bahreïn échappa miraculeusement à une tentative d'enlèvement. Blessé, il réussit à s'enfuir. Le même jour, son roi le promut ambassadeur.

L'informateur qui m'avait recommandé d'identifier mon véhicule quelques mois plus tôt me donna alors le conseil inverse : désormais, nous étions des cibles au même titre que les représentants de la coalition. Cela allait bientôt se vérifier.

Mon domicile avait fait l'objet de plusieurs repérages, que nous avions détectés, dans le courant du premier semestre de l'année 2005. Le 23 juillet, entre 22 heures et minuit, alors que je m'y trouvais, plusieurs responsables de l'ambassade des États-Unis, puis de Grande-Bretagne, nous informèrent d'un projet d'enlèvement ou d'assassinat – cela revenait au même – me visant. Je soupçonnais une manipulation américano-britannique pour m'impressionner ou me faire partir : je ne changerais pas mes plans et dormirais chez moi.

Mais le lendemain matin, je quitterais cette résidence pour ne plus jamais y revenir : dans la journée, à Paris, nos services de renseignement avaient obtenu des précisions donnant du crédit à la menace. Le projet avait été élaboré par Zarqaoui. Il devait être mis en œuvre par un commando de vingt-cinq individus, qui devaient m'enlever sur le trajet entre mon domicile et l'ambassade, ou m'éliminer avec tous mes accompagnateurs en cas de résistance.

Le 25 juillet, Dominique de Villepin, Premier ministre depuis le 31 mai, me demanda de rentrer à Paris dès que possible. J'étais très réticent : je ne pouvais fuir le navire et abandonner mes collaborateurs face au danger. Mais le Premier ministre resta inflexible. L'annonce, le 27 juillet, par Zarqaoui de l'exécution des deux diplomates algériens enlevés six jours plus tôt n'était pas de nature à le faire changer d'avis. Le 29 juillet, j'étais dans l'avion. Cela ne changeait pas grand-chose, puisque j'avais de toute façon prévu de prendre des congés début août.

Dans le courant du mois, nos services recueillirent, de sources indépendantes, des informations supplémentaires, qui détruisaient, ou en tout cas affaiblissaient sérieusement, l'hypothèse d'une manipulation. J'avais le pressentiment que mon retour allait poser problème.

Le mardi 30 août, alors que je me trouvais à Paris pour la conférence des ambassadeurs, j'eus la mauvaise surprise de lire dans le *Figaro*, sous la signature de Georges Malbrunot, un article intitulé : « L'ambassadeur de France en Irak est menacé ». Publié sous le compte rendu du discours de Jacques Chirac devant les ambassadeurs, on ne pouvait le manquer. Le journaliste se référait à des sources au sein des services de renseignement français et me faisait dire que je n'étais « pas certain de regagner mon poste ».

Je m'étais fait piéger. Malbrunot m'avait appelé chez moi quelques jours plus tôt, sans me dire qu'il était en train d'écrire un article, et m'avait demandé si j'avais l'intention de repartir pour l'Irak à l'issue de mes congés. Croyant à une question amicale, j'avais dû lui répondre quelque chose comme : « Je ne sais pas quand je rentre, ni même si je rentre. » J'avoue que, en lisant l'article, et sous le coup de la colère, je me suis demandé si j'avais bien fait de me démener comme je l'avais fait pour tirer ce journaliste de la geôle de l'Armée islamique en Irak...

Le lendemain, après le petit déjeuner auquel il avait convié les ambassadeurs, Dominique de Villepin me donna la consigne suivante : « Tu rentres, mais tu vas, tu viens et tu fais en sorte que tes séjours à Bagdad soient aussi aléatoires que possible. » Le président de la République, lui, était d'un autre avis. Une heure plus tard, au Conseil des ministres, il trancha : « Bajolet ne repart pas. » Je ne l'apprendrais que le samedi suivant, alors que mes valises étaient prêtes pour Bagdad. Le même jour, le président Chirac, victime d'un léger malaise, avait été hospitalisé au Val-de-Grâce. Il était vain de vouloir le faire changer d'avis tant qu'il y serait. À sa sortie, je revins à la charge à plusieurs reprises auprès de ses conseillers. Le fait d'être en quelque sorte planqué à l'arrière tandis que mes collaborateurs étaient exposés au danger m'était insupportable. Mais le Président ne se laissa pas fléchir.

Le ministre irakien des Affaires étrangères commençait de son côté à s'inquiéter : il craignait un effet de contagion sur les autres diplomates en poste à Bagdad. Il nous le dit lors d'une escale à Paris : « *We need you back in Baghdad* [C'est important pour nous que vous rentriez en Irak]. »

Enfin, le Président céda, en assortissant sa décision de consignes renforcées de prudence. Le 12 octobre, après une absence de presque deux mois et demi, j'étais de retour à Bagdad. À Amman, j'avais failli manquer l'avion car je voyageais sous un faux nom, et le personnel de la Royal Jordanian refusait de me laisser embarquer. Nous redoublâmes de précautions. Je n'utiliserais plus mon véhicule officiel, dont nous avions appris entre-temps qu'il avait été repéré par Al-Qaïda. Nos convois adopteraient un profil furtif, qui les rendrait beaucoup plus difficiles à détecter.

Je recommandai à nos gendarmes de combattre jusqu'au dernier en cas d'attaque, plutôt que de se rendre. Le sort qui nous attendait tous en cas d'enlèvement était désormais connu et, pour qu'il n'y eût aucun doute, je faisais passer aux nouveaux arrivants une terrible vidéo montrant la décapitation d'un otage américain. Mais, quelle que fût la décision que les gendarmes prendraient pour eux-mêmes – je ne pouvais leur imposer de se sacrifier –, je leur demandais de s'engager à ne jamais me laisser prendre vivant. On pouvait imaginer le coût politique et médiatique de l'enlèvement d'un ambassadeur de la République.

Ce message avait été compris. Certains gendarmes étaient même prêts à aller jusqu'au sacrifice de leur vie. En juillet 2005, un jeune lieutenant venait de prendre le commandement de mon détachement de sécurité. Quelques jours après son arrivée, nous apprîmes qu'il figurait sur la liste d'aptitude au grade de capitaine. Ses camarades organisèrent une fête précédée d'un gag : ils firent croire à l'officier qu'il avait été rayé de la liste d'aptitude à la suite d'intrigues parisiennes, mais que j'avais pu le faire intégrer dans les forces irakiennes. Après un petit discours, je lui remis les trois étoiles de capitaine de l'armée irakienne. C'est à ce moment que le jeune officier réalisa qu'il s'agissait d'un canular. Rires, champagne, chants. Puis le nouveau capitaine vint me trouver pour me dire son « enthousiasme » et son « sens du sacrifice ». Je notai ces mots, inhabituels, dans mon journal. Cet officier s'appelait Arnaud Beltrame³⁷.

* * *

Depuis les élections législatives de décembre 2005, trois autres se sont tenues en Irak : en mars 2010, en avril 2014 et en mai 2018. Ces consultations n'ont fait que confirmer les clivages ethniques et communautaires du pays. La dernière en date a cependant été marquée par l'avancée du chef chiite populiste Moqtada al-Sadr, soucieux d'indépendance à l'égard des États-Unis comme de l'Iran et qui a toujours été favorable au dialogue avec les sunnites. Mais ce résultat a été entaché par un taux de participation exceptionnellement faible (44,5 %).

En 2007, les excès d'Al-Qaïda en Irak dans les zones qu'elle contrôlait, en particulier dans le gouvernorat d'Al-Anbar, provoquèrent un mouvement de révolte au sein de la communauté sunnite. Il était encadré par des milices, appelées « *Sahwa* », « le Réveil », sous la direction d'un chef tribal, Ahmad Abou Richa. Avec le soutien de l'armée américaine et l'engagement personnel du général américain David Petraeus, les *Sahwa* firent reculer les terroristes. Mais Nouri al-Maliki décida de les dissoudre, laissant le champ libre aux seules milices chiites. Cette situation, on l'a vu, a ouvert la voie à Daech quelques années plus tard.

Les États-Unis, qui envisageaient de laisser quelques milliers d'hommes en Irak pour former l'armée irakienne, furent contraints d'en retirer la totalité, en raison du refus du gouvernement Maliki d'accorder pour les soldats américains les immunités qu'ils avaient exigées. Question de principe pour les Irakiens, prise en compte d'une opinion publique excédée par l'impunité des troupes

américaines, ou pressions de l'Iran, hostile à toute présence militaire américaine ? La question reste ouverte.

Le retrait américain, commencé en 2009, serait parachevé à la fin de 2011 et les cinq cent cinq bases dont disposait l'armée US seraient remises aux autorités irakiennes. Le 18 décembre 2011, le dernier soldat combattant américain quitterait l'Irak. Les effectifs de l'armée américaine dans ce pays, qui atteignaient encore 140 000 hommes en janvier 2009, se trouveraient réduits à quelques dizaines. Ce résultat n'avait pas été souhaité par Washington, qui était en train de négocier le maintien de 3 000 à 4 000 instructeurs. Par un étrange retournement de l'histoire, l'armée américaine, qui était perçue en 2003 par les sunnites comme leur persécutrice, était devenue en 2011 leur protectrice de fait face à la domination chiite. Le retrait des troupes américaines, voulu au départ par les sunnites, le serait ensuite par les chiites, dès lors que leur domination était assurée.

Le retrait de ses soldats privait Washington de tout levier sur le gouvernement irakien pour le rétablissement d'un minimum d'équilibre communautaire. Ensuite, l'offensive de Daech en 2014 et la conquête par cette organisation d'un tiers du territoire irakien conduiraient les États-Unis à déployer de nouveau et temporairement en Irak quelques milliers de soldats.

Quant au Kurdistan, il est revenu à la situation *quo ante*, celle qui prévalait avant la prise de Mossoul. Le référendum d'indépendance organisé à contretemps par Massoud Barzani en septembre 2017, en dépit de ses 93 % de « oui », a conduit à une impasse. L'armée irakienne, désormais aguerrie, a repris sans combattre les territoires conquis en 2014 par les Kurdes, y compris ceux autour de Kirkouk. Barzani a annoncé sa démission du gouvernement régional du Kurdistan le 29 octobre 2017. La mort de Jalal Talabani, le 3 octobre, avait déjà privé le Kurdistan de son autre chef, dirigeant, comme on l'a vu, modéré, respecté et habile.

Quel bilan peut-on tirer de ces années de guerre ? Le président George W. Bush a fait tomber l'un des dictateurs les plus sanguinaires du ^{xx}^e siècle. Massacreur de son propre peuple, Saddam Hussein avait contribué à déstabiliser la région en faisant la guerre à l'Iran, puis en envahissant le Koweït. Personne ne peut décemment le regretter, même si son exécution est intervenue dans des conditions indignes et à l'issue d'un procès peu glorieux. La guerre s'est faite sur la base d'un mensonge : la prétendue détention par Bagdad d'armes de destruction massive. Même avec le recul du temps, il apparaît que la France a eu raison de ne pas s'y associer. Sans doute les États-Unis ont-ils sincèrement tenté d'établir un régime démocratique en Irak. Mais leur intervention aura eu des

effets catastrophiques, au-delà même des pertes militaires (près de 4 500 soldats tués pour les seuls États-Unis) et civiles (entre 100 000 et 200 000 Irakiens ont trouvé la mort depuis 2003, tandis que 2,5 millions ont quitté leur pays).

La politique de débaassification, menée sans discernement par Paul Bremer, et la dissolution de l'armée ont marginalisé les sunnites, créant ainsi le terreau sur lequel le terrorisme continuera de prospérer pendant des années. Les États-Unis ont installé un système de pouvoir favorisant les chiites et ouvert une autoroute à l'Iran. Certes, les chiites irakiens sont loin d'être tous pro-iraniens et ce n'est même pas le cas, très probablement, de la majorité d'entre eux. Mais les milices les plus influentes sont financées, armées et commandées par Téhéran. L'Irak n'est plus maître chez lui.

On peut très bien comprendre que l'Iran, après la terrible guerre que Saddam Hussein lui a imposée dans les années 1980, veille à ce que son voisin irakien ne représente plus une menace pour lui, voire reste un pays durablement amical à son égard. En revanche, ses ambitions régionales sont un facteur d'instabilité pour l'avenir. L'intérêt de la paix mondiale est qu'il y ait au Proche- et au Moyen-Orient un équilibre entre les puissances régionales.

Maliki, mis en cause par les Kurdes et les sunnites pour sa politique sectaire et jugé responsable de la prise de Mossoul par Daech, a dû lui-même s'effacer au profit de Haydar el-Abadi en septembre 2014. Pourtant, celui-ci, en dépit de sa bonne volonté, mais contraint par sa base chiite elle-même sous pression de l'Iran, n'a initié, et encore moins mené à bien, aucun processus sérieux de réconciliation. On verra si la nouvelle donne issue des élections irakiennes du mois de mai 2018 fait évoluer cette situation.

Daech a désormais perdu ses bases territoriales en Irak. Mais le terrorisme, lui, est loin de disparaître. Il continuera de menacer tous les États du Proche- et du Moyen-Orient, comme ceux du monde entier. Comparons seulement deux chiffres : une quarantaine de Français avaient été impliqués dans des groupes terroristes pendant le conflit afghan ; 2 000 l'ont été pendant les récentes guerres de Syrie et d'Irak, qu'ils aient combattu, aient tenté de rejoindre les terres de « jihad » ou en soient rentrés.

Notes

1. En arabe, on prononce az-Zanki, ou an-Nouri, car Z et N sont des lettres solaires, qui se doublent en faisant disparaître le « l »..., tant leur éclat est fort.

2. Nouredine al-Zanki, issu d'une tribu turque, régna sur la Syrie et une partie de l'Irak de 1146 à 1174.

3. Le « r » est également une lettre solaire. On prononce donc « ar-Rahman, ar-Rahim ».

4. Les Safavides ont régné sur l'Iran de 1501 à 1736. Dynastie sunnite au départ et peut-être d'origine kurde, elle s'était convertie au chiisme dès le début de cette période, entraînant tout le pays avec elle. Ce qualificatif est employé par Daech pour dénoncer le gouvernement de Bagdad dominé lui-même par les chiites.

5. On l'a dit, les Abbassides ont régné sur l'Irak et la Syrie actuels de 750 à 1258. Leur étendard noir et celui – blanc – des Omeyyades (661-750) se retrouvent dans certains des drapeaux modernes des pays arabes.

6. Roi de trèfle dans le jeu de cartes diffusé par les Américains, le général Douri était le numéro 2 du régime de Saddam Hussein au moment de l'attaque des États-Unis.

7. Chancellerie : bâtiment où l'ambassadeur et ses proches conseillers ont leur bureau, distincte du consulat, des services culturels ou de la résidence de l'ambassadeur.

8. Joe Biden serait le vice-président de Barack Obama de 2009 à 2017.

9. Georges Tate, *Justinien. L'épopée de l'empire d'Orient (527-565)*, Fayard, 2005. Georges Tate est décédé le 5 juin 2009.

10. La Compagnie française des pétroles, la CFP, a été créée en 1924 pour reprendre, au titre des dommages de guerre, 25 % des actions que la Deutsche Bank détenait dans la Turkish Petroleum Company, elle-même ancêtre de l'Iraq Petroleum Company. En 1954, la CFP commença à commercialiser ses produits raffinés sous le nom de Total.

11. « Je flotte. »

12. « S'il vous plaît, dites-moi, comment est-ce, dehors ? »

13. Ahmad Chalabi, condamné en 1992 par un tribunal jordanien pour la faillite de la Petra Bank, passait pour avoir fourni à l'administration américaine de fausses informations sur la détention d'armes de destruction massives par le régime de Saddam Hussein. Bien entendu, l'épisode raconté ici est purement fictif.

14. C'était pourtant ce que faisaient les États-Unis quelques années plus tard en Afghanistan, sous l'administration Obama.

15. Au moment où j'écris ces lignes, John Bolton est le conseiller national de sécurité du président Trump.

16. Issu d'une famille de chrétiens chaldéens, Tarek Aziz a exercé d'importantes responsabilités, notamment celle de ministre des Affaires étrangères auprès de Saddam Hussein. Il est mort à l'hôpital de Nassiriyah le 5 juin 2015.

17. Abdelaziz al-Hakim, emprisonné à plusieurs reprises sous le régime de Saddam Hussein, avait dû s'exiler en Iran à partir de 1980. Pendant son long séjour à Téhéran, il avait développé une relation de grande proximité avec les autorités iraniennes.

18. Membre du Conseil du gouvernement, Adnan Pachachi avait été ministre des Affaires étrangères de l'Irak dans les années 1960, avant la prise de pouvoir par le Baas.

19. Repas de rupture de jeûne, au coucher du soleil, pendant le Ramadan.

20. L'Élysée me demanderait de retirer cette phrase du compte rendu de la réunion.

21. Missiles de moyenne portée d'origine soviétique.

22. Allusion à l'assassinat du journaliste italien Enzo Baldoni, en août 2004.

23. Ibn Taïmiyya est un théologien musulman qui vivait aux XIII^e et XIV^e siècles. Il est utilisé comme référence par les salafistes, parfois de façon abusive.

24. Ali, père du chérif Hussein de La Mecque, était son grand-père maternel.

25. Emmanuel III Delly est décédé le 8 avril 2014.

26. C'est à la mémoire de Mgr Jean Duval (1597-1669), évêque latin de Bagdad – donc de Babylone –, que la rue du VII^e arrondissement de Paris doit son nom. Mgr Duval y possédait en effet plusieurs maisons. Plus tard, il serait évêque d'Ispahan.

27. L'Irak compte, je le rappelle, dix-huit gouvernorats, ou provinces, dont trois constituent la région du Kurdistan.

28. Soit dix fois plus en moyenne que pendant les années les plus meurtrières de la guerre d'Afghanistan.

29. Lits de camp.

30. Japon : deux diplomates tués en novembre 2003 sur la route de Tikrit ; ambassade d'Allemagne : deux policiers tués sur l'autoroute reliant l'Irak à la Jordanie, au printemps 2004 ; Turquie : cinq policiers tués près de Mossoul, en décembre 2004 ; Égypte : assassinat de l'ambassadeur en juillet 2005 ; Algérie : assassinat de deux diplomates, dont le chargé d'affaires, également en juillet 2005 ; Russie : cinq membres du personnel de l'ambassade assassinés en juin 2006, etc.

31. Ceci « devrait apaiser les craintes de vos types à Bagdad qui travaillent pour assurer un meilleur avenir à l'Irak ».

32. Plus tard, John Sawers serait nommé à la tête du SIS (MI6), les services secrets britanniques. Je le retrouverais ainsi lorsque je serais moi-même le chef de la DGSE, à partir d'avril 2013.

33. Chiffre approximatif en 2003. Il a heureusement beaucoup baissé depuis.

34. C'est ainsi, je le rappelle, que le ministère des Affaires étrangères se nomme lui-même et que son personnel le désigne depuis l'Ancien Régime.

35. Branche irakienne d'Al-Qaïda.

36. En référence à la date du renversement de la monarchie hachémite par le général Abdel Karim Qassem, le 14 juillet 1958.

37. Décédé le samedi 24 mars 2018, des suites de ses blessures, après s'être substitué à une femme prise en otage à Trèbes, près de Carcassonne.

À la villa des Oliviers

Élysée, bureau du Président, 7 novembre 2006

« Vous m’avez bien entendu, hein ? me répéta Jacques Chirac, vous ne parlez pas arabe. » Il insista : « Vous êtes arabisant, et je ne sens pas cela à Alger. Vous allez les mettre mal à l’aise. D’ailleurs, j’ai hésité un moment avant de vous y nommer, pour cette raison. Donc, je vous interdis de parler arabe. » En me raccompagnant, il parut un peu se raviser : « Enfin, nuança-t-il, vous verrez bien sur place. »

De fait, j’enfreignis à l’occasion la consigne présidentielle : pendant mon séjour à Alger, je fis plusieurs discours en arabe, notamment le jour de notre fête nationale. Non pas que les Algériens ne comprissent pas le français : bien au contraire, la plupart des dirigeants le maîtrisaient parfaitement. Mais s’adresser à eux en arabe classique était une façon de marquer du respect pour leur culture, que la France leur semblait avoir méprisée pendant les cent trente-deux ans de sa domination.

Le 14 juillet 2007, dans les jardins de la villa des Oliviers, non content de prononcer une partie de mon discours en arabe, je fis jouer le *Qasaman*, l’hymne national algérien, après « La Marseillaise ». Les invités algériens écoutèrent les deux hymnes les larmes aux yeux. C’était la première fois qu’on les entendait ensemble en ces lieux : les Algériens seraient partis si l’on n’avait joué que « La Marseillaise ». C’était pourquoi, à notre fête nationale, on ne jouait jusque-là aucun des deux hymnes. Ma décision n’allait pas de soi, car le *Qasaman* (« le Serment ») était l’hymne du FNL et contient des paroles hostiles à la France : « Ô France, voici le jour venu où il te faut rendre des comptes, prépare-toi, voici notre réponse. »

Mais les paroles de l’hymne algérien, d’ailleurs bien moins sanglantes que celles de notre « Marseillaise », ne furent pas chantées ce jour-là. Dans mon esprit, il s’agissait aussi de reconnaître la légitimité du combat des Algériens

pour leur dignité, même si ce combat avait été mené contre mon propre pays. Celui-ci, oublieux de l'universalité des droits de l'homme dont il avait éclairé le monde, avait refusé d'appliquer aux Algériens la devise qu'il inscrit au frontispice de ses immeubles : « Liberté, égalité, fraternité ». Il n'avait pas voulu, ou pas su, les préparer à l'indépendance et à la démocratie. De Montesquieu il n'avait voulu reconnaître que la relativité de la valeur des systèmes politiques selon les latitudes. Admettre ces manquements n'est pas tomber dans la repentance, mais seulement assumer sa propre histoire, comme chaque peuple doit le faire. À mes yeux, on ne peut en avoir une vision sélective, n'en retenir que les pages de gloire et enfouir les plus sombres qui font tout autant partie de notre héritage. Ce travail de mémoire, qui au fond est la recherche de la justice historique, ne doit pas non plus conduire à ignorer les souffrances des pieds-noirs, chassés de la terre qui les avait vus naître, qu'ils aimaient et avaient fait fructifier.

Lors de notre entretien du 7 novembre 2006, Jacques Chirac, pourtant très populaire en Algérie, ne m'avait pas fait un tableau encourageant des relations franco-algériennes : « Elles sont foiroteuses, m'avait-il dit. Le peuple est beaucoup plus francophile que les dirigeants, qui sous-estiment ce sentiment. Je l'ai senti quand je suis allé en Algérie. Il y a des signes qui ne trompent pas. »

Ma longue histoire avec l'Algérie

Jacques Chirac avait raison. Trente ans plus tôt, lors de mon premier séjour en Algérie, j'avais déjà été frappé par la gentillesse des Algériens, qui m'accueillaient chez eux en famille dans toutes les régions du pays. Certains d'entre eux avaient pris les armes contre la France entre 1954 et 1962. Ils avaient peut-être tué des Français, sans doute aussi perdu des proches. Ils avaient défendu leur liberté. Mais ils n'en voulaient pas à la France et encore moins aux Français. J'avais sillonné ce magnifique pays dans tous les sens. Jamais je ne vis de haine dans les regards ni entendis le moindre propos revanchard.

Contraste saisissant avec les relations officielles qui, elles, étaient glaciales, voire inexistantes. L'ambassadeur, Guy de Commynes, n'était jamais reçu par le président de l'époque, Houari Boumédiène. Ce dernier, peut-être pour le faire bisquer, s'entretenait en revanche régulièrement avec Paul Balta, le correspondant du *Monde*. Les lecteurs algériens surnommaient notre célèbre journal du soir, qu'ils trouvaient complaisant à l'égard du régime, « Le Mondjahid », par analogie avec le journal officieux local, le *Moudjahid*. Un jour, lors de la réception qu'il donnait, comme chaque année, pour la fête

nationale du 1^{er} novembre, Boumédiène, revêtu de sa cape noire, seul derrière la table du buffet, faisait appeler auprès de lui à tour de rôle les ambassadeurs de son choix. Le soviétique, l'américain, l'allemand, tel diplomate arabe furent ainsi invités à s'entretenir avec lui. Mais pas l'ambassadeur de France. Celui-ci ne voyait pas non plus le ministre des Affaires étrangères, à l'époque Abdelaziz Bouteflika, qui ne passait quasiment jamais à son bureau. Le malheureux Commines devait se rabattre sur les fonctionnaires du ministère.

Le passé colonial encore proche, et toujours prêt à ressurgir, n'était pas la seule cause de cette froideur. En novembre 1975, après un avis ambigu de la Cour internationale de justice, le roi Hassan II avait lancé une « Marche verte » au Sahara occidental pour affirmer la souveraineté du Maroc sur ces quelques arpents de sable. Peu de temps après, l'Espagne concéda le contrôle des deux tiers du territoire au Maroc et du tiers à la Mauritanie. Cette dernière y renoncerait trois ans plus tard. Entre-temps, des accrochages armés avaient opposé la Mauritanie et le Maroc aux indépendantistes du Front Polisario, appuyés par l'Algérie. Or le président Giscard d'Estaing avait décidé de soutenir le Maroc. En 1977 et en 1978, il enverrait même des Jaguar français attaquer les positions des Sahraouis en Mauritanie. Les Algériens firent alors *a posteriori* une lecture négative de la visite – la première d'un chef d'État français – que Valéry Giscard d'Estaing avait faite en Algérie en avril 1975. Ils se dirent blessés par les propos condescendants que celui-ci avait tenus en posant le pied sur le sol algérien : « La France historique salue l'Algérie indépendante. »

L'enjeu du Sahara occidental, au-delà des arguments des uns et des autres, est d'abord une lutte d'influence entre le Maroc, défavorisé par le partage colonial du désert, et l'Algérie, qui instrumentalise le Polisario sous le prétexte de défendre le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Lorsque j'étais directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, au début des années 1990, j'avais rencontré secrètement les dirigeants du Front Polisario dans un hôtel parisien pour les sonder sur leur disposition à envisager un compromis. Cette tentative n'avait pas abouti.

En novembre 2006, je pris l'initiative d'aborder ce dossier avec Jacques Chirac. « On était près d'un accord, me révéla ce dernier. Mais les Marocains ont tout fait capoter. » Le Président était tout particulièrement remonté contre le ministre marocain des Affaires étrangères de l'époque, qu'il ne paraissait pas tenir en grande estime.

Ce fut aussi l'un des premiers sujets que le président Bouteflika souleva avec moi, pour constater, sans animosité, que Paris avait toujours soutenu la position marocaine depuis l'époque du président Giscard d'Estaing.

« La position de la France, lui expliquai-je, ne relève pas d'un quelconque parti pris. Mais elle peut être influencée par le sentiment que cette affaire est vitale pour le Maroc, alors qu'elle ne l'est pas pour l'Algérie.

— Oui, c'est vrai, concéda Bouteflika. Elle n'est pas vitale pour nous. Mais sachez qu'il n'y aura pas de lune de miel avec le Maroc, pas de Maghreb arabe tant qu'une solution équitable ne sera pas trouvée. »

Je reviendrais sur cette affaire lors de mon audience de départ, en juillet 2008 : « Ce que je vais vous dire, monsieur le Président, n'est pas politiquement correct. Je sais qu'à vos yeux, c'est le Polisario qui est partie au différend, non pas l'Algérie. Pourtant, je pense que celui-ci ne trouvera pas sa solution à New York, ni à Washington, ni à Paris. Mais seulement à travers un dialogue direct entre vous et le Maroc. Le principe de l'autodétermination doit être mis en œuvre, mais après une négociation entre les deux principaux pays concernés. » Le président algérien avait esquivé, en passant à un autre sujet.

Dans les premiers jours de décembre 2006, je m'installai à la villa des Oliviers, résidence des ambassadeurs de France à Alger, que le général de Gaulle avait habitée en 1942. Du grand salon, on a une vue époustouflante sur la baie d'Alger. Cette pièce n'existait pas du temps du Général. Georges Gorse, qui fut notre deuxième ambassadeur à Alger, m'avait expliqué, lors d'une rencontre en 1981, comment il avait obtenu les crédits pour la construire. Il était allé trouver le général de Gaulle :

« Mon général, vous connaissez la villa des Oliviers. L'espace de réception est beaucoup trop petit. Mais le Quai d'Orsay me refuse les crédits pour l'agrandir. J'ai besoin de votre soutien.

— Gorse, avait répondu le Général, comment pouvez-vous dire que cette résidence est trop petite pour vous, alors qu'elle a été bien assez grande pour moi ? »

Gorse obtint quand même ses crédits. Mon illustre prédécesseur m'avait aussi expliqué comment il avait été contraint par Ben Bella, en 1963, de transférer la nue-propriété de la villa des Oliviers à l'État algérien pour clore la négociation sur le patrimoine immobilier. En contrepartie, il avait obtenu un bail emphytéotique de soixante ans. Celui-ci vient à échéance en 2023...

Avant d'engager cette négociation, Ben Bella avait envoyé Abdelaziz Bouteflika, déjà, auprès du général de Gaulle pour sonder ce dernier sur son intention de nationaliser les « biens vacants » laissés par les pieds-noirs. Bouteflika m'a lui-même raconté son entrevue avec le Général. Très intimidé, il se fit répondre : « Bouteflika, vous ne vous imaginiez tout de même pas que j'allais réparer vos ascenseurs jusqu'à la fin des temps ? »

À Alger, je retrouvai les parfums du soir embaumés de jasmin, les cascades de bougainvillées débordant des murs de villas éclatantes de blancheur. Je me rappelai mon arrivée par la mer, en 1975, et le spectacle inoubliable de la ville étagée sur ses collines.

Et pourtant, c'était fâché que j'avais quitté l'Algérie à l'issue de ce premier séjour, en juillet 1978. Je n'en avais rien emporté, pas même une petite cuillère. Et cela pour une histoire de cheval ! Peu de temps après mon arrivée, j'avais acheté un superbe étalon barbe à un collègue de l'ambassade, un militaire, qui était sur le départ. Ce cheval s'appelait « Qalbi », « Mon cœur » en arabe. Mais comme son propriétaire n'arrivait pas à prononcer le « *qaf* », il l'avait rebaptisé « Colibri ». Qalbi avait une robe blanche, des crins argentés et un foutu caractère. Il m'avait toléré sur son dos une fois par jour pendant presque une semaine. Mais dès qu'il comprit que son ancien maître ne reviendrait plus, il se mit à m'infliger des séances quotidiennes (et publiques) de rodéo qui se terminaient systématiquement pour moi dans la poussière. Je finirais par l'apprivoiser et, pendant trois ans, ce serait un vrai régal. Tous les matins, je me levais très tôt pour le monter, dans un club à une douzaine de kilomètres à l'est d'Alger. Nous faisions une « *targa* », un galop sans retenue, sur la plage, puis un parcours d'obstacles fixes disposés dans les replis des dunes. Ce cheval fut aussi un excellent vecteur pour m'introduire dans la société locale, comme ses semblables le seraient plus tard en Syrie puis en Jordanie.

Mais lorsqu'il me fallut quitter l'Algérie, ce fut un drame : les autorités refusèrent de m'accorder le permis d'exportation, en dépit de multiples démarches, sous le prétexte que ce cheval appartenait à une race protégée. En réalité, aucun fonctionnaire algérien ne voulait prendre le risque de m'accorder ce qui aurait pu apparaître comme une faveur à un diplomate français.

Malgré cet incident, bien mineur avec le recul, je voulus retourner en Algérie. Mon premier séjour m'avait laissé sur ma faim. Je pensais qu'il fallait aborder ce pays d'une façon différente, en assumant le passé, mais en même temps sans complexe, sans condescendance et avec franchise, marque la plus accomplie du respect.

Entre mes deux séjours dans ce pays, j'avais eu l'occasion de suivre les dossiers algériens au début des années 1990, et cela à un double titre : celui de directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ANMO) et celui du Comité interministériel du renseignement (CIR), dont je présidais le groupe de travail « Maghreb ». Le CIR était la première tentative pour coordonner le renseignement français. Le mérite en revenait à Michel Rocard. Premier ministre de 1988 à 1991, celui-ci avait obtenu sur le dispositif envisagé un accord peu

enthousiaste du président Mitterrand : « Si ça vous amuse... ». Le groupe dont j'avais la responsabilité comprenait la DGSE, la DST, les RG et la DRM.

Quand je pris mes fonctions à ANMO, l'Algérie vivait son « printemps » démocratique. À la suite d'émeutes en octobre 1988, le pays avait commencé à se libéraliser. Une nouvelle Constitution l'avait ouvert au multipartisme. Des journaux indépendants avaient vu le jour. Je fis un voyage à Alger et à Oran, où je déjeunai avec des journalistes algériens. Je fus frappé par le changement. Mais celui-ci fut mal maîtrisé. Ainsi, parmi les nouvelles formations politiques, le Front islamique de salut, le FIS, fut autorisé, alors que la Constitution interdisait la création de partis sur des bases religieuses. Aux élections municipales de juin 1991, le FIS remporta la majorité des voix. Le pays commença à sombrer dans l'anarchie. Les partis démocratiques se montraient incapables de se rassembler. Le premier tour des élections législatives, qui avaient été reportées, se déroula le 26 décembre 1991. Le FIS y obtint 47,5 % des voix. Sa victoire au deuxième tour ne faisait pas de doute.

Dans les tout premiers jours de janvier, j'étais chez moi à la campagne lorsque je reçus un appel d'Edgard Pisani. Ancien ministre du général de Gaulle et de François Mitterrand, il était alors président de l'Institut du monde arabe. Nous nous connaissions bien. Et il avait ses entrées en Algérie auprès des hauts responsables militaires.

« L'armée algérienne a décidé d'annuler le deuxième tour de l'élection, m'apprit-il.

— Alors, lui répondis-je, ce sera la guerre civile. »

Le 11 janvier 1992, les autorités algériennes annoncèrent l'annulation du deuxième tour des élections législatives, qui devait se tenir le 16 janvier.

Cette décision faisait partie des différentes hypothèses que nous avions envisagées au sein de mon groupe du CIR. Elle avait suscité entre nous des opinions divergentes. Les uns considéraient que c'était l'option la plus raisonnable : si le FIS prenait le pouvoir en Algérie, il ne le rendrait pas ; sa victoire risquerait de provoquer une émigration massive vers la France ; elle pourrait faire tache d'huile dans l'ensemble du monde musulman ; elle remettrait en cause les acquis des femmes algériennes et la liberté de la presse. Les autres – dont j'étais à ce moment-là – craignaient une guerre civile, voire une montée du terrorisme, si les islamistes étaient privés de leur victoire. Si au contraire on la leur laissait, ils devraient se montrer plus pragmatiques et compter avec la France. Ils évolueraient vers plus de modération. Comme ils se disaient libéraux dans le domaine économique, ils s'attacheraient, peut-être, à favoriser l'essor du secteur privé en Algérie. Débat théorique, puisque nous n'avions aucune prise sur les événements qui se déroulaient à Alger.

Le président Mitterrand parut trancher dans le sens de la seconde école, celle dont je faisais partie : « Il faut au plus tôt que les dirigeants algériens renouent le fil de la démocratisation », déclara-t-il le 14 janvier, en marge d'un sommet européen à Luxembourg. Dans la logique de cette position, le gouvernement français afficha une prise de distance avec le pouvoir algérien. Je regretterais cependant, *a posteriori*, que nous n'ayons pas donné sa chance à Mohamed Boudiaf, figure emblématique de la révolution algérienne et homme intègre, que la junte militaire avait rappelé de son exil. Il fut assassiné le 29 juin 1992, un peu plus de cinq mois après son retour à Alger, probablement à l'instigation de ceux qui l'avaient porté au pouvoir, auxquels il commençait à échapper. Cette froideur des autorités françaises à l'égard du régime algérien ne les empêcha pas de lui fournir en sous-main une aide matérielle et financière, surtout après la victoire de la droite aux élections législatives françaises de mars 1993.

L'Algérie, trente ans après mon premier séjour

Lorsque je pris mes fonctions d'ambassadeur à Alger en décembre 2006, je fus immédiatement frappé par la profondeur du traumatisme que les « années noires », comme on les appelait pudiquement, avaient causé dans l'ensemble de la population. Quand j'allais à une réception ou à un dîner, c'était le premier sujet dont me parlait. Même les militaires, habituellement réservés, s'en ouvraient. Le « printemps » raté de la fin des années 1980 et la guerre civile des années 1990 – plus l'habile gestion tactique de Bouteflika – expliquent pourquoi l'Algérie est passée entre les mailles du mouvement de 2011 dans le monde arabe. La lutte fratricide qui avait déchiré les familles elles-mêmes, ce sang, ces horreurs, les soupçons illustrés par le questionnement du « qui tue qui ? », le peuple algérien n'en voulait plus, à aucun prix.

Ainsi, l'Algérie que je retrouvais était en convalescence, ses blessures encore à vif. Je débarquai à l'aéroport tout neuf et pris l'autoroute, elle aussi récente, qui le reliait à la capitale : le pays avait développé ses infrastructures. De part et d'autre, je constatai l'extension de la ville : la population avait doublé depuis mon premier séjour. En revanche, à Alger, du métro, il n'y avait toujours que les bouches, construites depuis plusieurs décennies, sans doute pour faire patienter les Algérois¹.

En dépit de ces équipements récents et bienvenus pour la population, c'était plutôt une impression de déjà-vu qui me frappa lors de ce retour. C'était un peu comme si l'on était revenu au point de départ. Après quinze ans d'un « socialisme » dur au sortir de la guerre d'indépendance et quelques mois d'une

ouverture chaotique imposée par la rue, l'Algérie, au moment où je la retrouvais, venait à peine de se libérer de dix ans de terrorisme. Elle avait perdu beaucoup de temps, et l'administration qui la dirigeait n'était pas de nature à le lui faire rattraper : les ministères s'étaient vidés d'une grande partie de leurs cadres de qualité et, au fond, l'État se résumait pratiquement à l'armée, véritable ossature du pays, et à la Sonatrach, la compagnie pétrolière. Le processus de décision paraissait grippé, le système de représentation en panne : le peu de représentativité des organes centraux ou locaux de gouvernement entraînait une désaffection des citoyens à l'égard de la chose publique.

Le cauchemar prophétique de Frantz Fanon² s'était réalisé : « Ne subsiste que le parti formel, l'appellation, l'emblème et la devise ; le parti organique s'est transformé en syndicats d'intérêts individuels ; tout observateur, même superficiel, peut se rendre compte que l'ancien parti, devenu squelettique, ne sert qu'à immobiliser le peuple. »

L'Algérie, tout en étant consciente de l'épuisement programmé de ses ressources pétrolières, n'avait pas réussi sa diversification. Déjà Boumédiène avait sacrifié l'agriculture aux « industries industrialisantes », objet d'expérimentations hasardeuses qui échoueraient toutes, à l'exception de la liquéfaction du gaz naturel. Ce concept, inspiré par l'école économique de Grenoble, fut abandonné, mais remplacé, d'une certaine façon, par celui des « infrastructures structurantes ». Cet effort de remise à niveau des équipements était nécessaire, mais son effet d'entraînement sur l'économie ne pouvait qu'être limité, du fait du recours, en partie inévitable, à des entreprises étrangères.

Il aurait fallu pousser le secteur privé, seul moteur possible de croissance. Mais le pouvoir, de toute évidence, ne le voulait pas, comme s'il craignait l'émergence d'une classe d'entrepreneurs qui aurait pu un jour le contester et exiger un partage de la décision. Ainsi, je découvris un tissu, encore embryonnaire, de PME dynamiques. Mais le gouvernement ne l'aidait pas à se développer, et Bouteflika lui-même m'avoua un jour qu'il n'y croyait pas. Il n'y avait pas non plus en Algérie de grands capitalistes prêts à investir massivement dans le pays. La demi-douzaine d'hommes d'affaires que l'on présentait comme tels étaient plutôt des capitalistes d'État, voire des affairistes, liés aux « services » ou au pouvoir, qu'ils contribuaient à corrompre.

Car je fus pris de vertige par les sommets que la corruption avait atteints, touchant jusqu'à la famille du chef de l'État. En janvier 2008, je confiai mes impressions à ce sujet à mon collègue américain Robert Ford qui en rendit compte, très fidèlement, au département d'État. Las ! son télégramme fut rendu public trois ans plus tard par WikiLeaks alors que j'étais en poste à l'Élysée. Ces

révélations ne suscitèrent pas les protestations qu'on aurait pu craindre de la part des autorités algériennes, tant celles-ci les savaient fondées. Ainsi, l'ambassadeur d'Algérie à Paris, qui m'avait adressé une invitation avant leur publication pour un déjeuner qui devait se tenir un peu après, ne l'annula pas. Au cours de notre rencontre, il ne fut pas question de ces fuites.

Sur le plan social, la classe moyenne, qui vivait bien du temps de Boumédiène, s'était paupérisée et avait quasiment disparu. Les logements où elle vivait n'avaient pas été entretenus ; les services publics qui les desservaient étaient médiocres, voire inexistantes. Les salaires misérables.

Dans ce tableau, il y avait, heureusement, des aspects positifs : un niveau d'éducation très honorable, avec un taux d'alphabétisation de 96 % et plus de 1 million d'étudiants à l'université, alors qu'en 1962 on ne comptait que huit cents étudiants algériens. Mais les jeunes les mieux formés, quand ils en avaient la possibilité, allaient terminer leurs études à l'étranger, pour ne pas en revenir, le plus souvent.

À ma surprise, la langue française, en dépit de la violente campagne d'arabisation de Boumédiène puis de l'influence des chaînes de télévision du Golfe, manifestait une résilience remarquable. Ses positions s'étaient dégradées, mais pas autant que je le craignais. Les dirigeants algériens avaient compris que la maîtrise de la langue française, même si c'était celle de l'ancien colonisateur, était un atout pour l'Algérie. Sans l'avouer, et alors que celle-ci n'était qu'observatrice au sein de l'Organisation internationale de la francophonie, l'OIF, elle faisait – et fait toujours – pour la langue française beaucoup plus que bien des pays qui ne l'ont rejointe que pour des raisons politiques.

Je remarquai également la difficulté que les Algériens continuaient d'éprouver pour assumer un héritage autre que celui lié à la culture arabo-islamique. Ainsi, ils n'avaient pratiquement pas touché aux sites antiques, où les fouilles avaient quasiment cessé. Saint Augustin venait seulement de faire son entrée dans l'histoire de l'Algérie, à l'initiative du président Bouteflika (que l'âge et la maladie feraient ensuite retomber dans une posture plus mystique et moins tolérante). Quant au patrimoine architectural de l'époque coloniale, remarquable dans toutes les villes du pays, les Algériens commençaient seulement à se l'approprier.

C'était pour contribuer à cette évolution que j'avais insisté, lors de la visite de Nicolas Sarkozy à Constantine en décembre 2007, pour que le déjeuner officiel offert par le président Bouteflika se tînt dans l'ancien hôtel de ville. Celui-ci, magnifique construction du début du ^exx^e siècle, dont la grande salle est ornée de fresques, était alors vide et complètement abandonné. Lorsque le protocole de

l'Élysée vint reconnaître les lieux quelques semaines avant le déplacement présidentiel, les Algériens durent en enfoncer les portes, car personne ne savait plus où étaient les clés. Le déjeuner, somptueux, y eut lieu, comme je l'avais souhaité. Mais le bâtiment n'avait pu être dératé à temps. J'aperçus, courant sous les tables, un énorme rat, sans doute alléché par la perspective d'un festin royal. Heureusement, je fus, semble-t-il, le seul à le remarquer.

Comme c'était déjà le cas dans les années 1970, les Algériens avaient tendance à attribuer leurs retards et leurs échecs à la France coloniale. La question de la mémoire restait aussi vivace qu'à l'époque de Boumédiène. Il y avait à cela deux raisons : le groupe au pouvoir avait le sentiment que la France n'était pas allée au bout du chemin ; il avait besoin, pour conforter une légitimité discutable, de continuer à s'appuyer sur la geste fondatrice du FLN.

De façon paradoxale, j'étais, lors de mon retour en Algérie, plus enclin à l'indulgence vis-à-vis de ce rappel des responsabilités coloniales que je ne l'étais trente ans plus tôt : entre-temps, j'avais lu plusieurs écrits d'Alexis de Tocqueville sur l'Algérie qui donnaient une clé d'explication. Ainsi, dans un rapport au Parlement daté de 1847, Tocqueville recommandait au gouvernement de Louis-Philippe d'éviter l'émergence de quelque pouvoir algérien que ce fût, y compris celui qui commençait à s'esquisser autour d'Abdel Kader : l'homme de la démocratie en Amérique n'était pas celui de la démocratie en Algérie. Dans sa colonie nord-africaine, la France décida d'exercer toutes les responsabilités et n'en délégua aucune aux « indigènes ». De ce fait, lorsque l'Algérie devint indépendante, la France se retira avec toute l'administration qu'elle avait mise en place. Les nouvelles autorités, qui n'en avaient aucune expérience, ne purent s'appuyer que sur une culture et des structures qui leur avaient réussi pour mener leur guérilla contre la France, mais ne convenaient pas pour diriger un État.

Les difficultés que rencontrèrent les autorités algériennes de la période postcoloniale pour gouverner leur pays trouvaient donc en partie leur origine dans une conception absolue de la colonisation de la part de la France, qui contrastait avec l'approche pleine de sagesse que Lyautey avait fait prévaloir au Maroc. Le contexte, il est vrai, y était différent : le Maroc disposait depuis plusieurs siècles d'un pouvoir monarchique déjà solidement établi, et la période de protectorat y avait été nettement plus courte (de 1912 à 1956).

Pour autant, ce legs, ou plutôt cette absence de legs, ne suffit pas à excuser les échecs de l'Algérie indépendante. L'accaparement du pouvoir et des richesses par un petit groupe, la perte du sens de l'intérêt général, la prévalence des intérêts particuliers à tous les niveaux y ont leur part.

Les Algériens, en tout cas les dirigeants au pouvoir lors de mon deuxième séjour, dont certains étaient nés français (à commencer par le Président),

tendaient à regarder la France comme une sorte de mère indigne, qui les avait mal traités et qu'ils avaient rejetée, tout en gardant pour elle un fond d'affection (souvent dissimulé), sans savoir s'ils souhaitaient la voir davantage présente, mais dont ils exigeaient en tout cas une relation préférentielle, sinon quasi exclusive : la France les avait fait souffrir, et parce qu'elle les avait fait souffrir, pendant si longtemps, elle leur devait plus.

Or, la France ne pouvait et ne peut répondre à leur attente, car si, pour les Algériens, même ceux qui lui sont les plus hostiles, elle reste la référence, il n'en est pas de même pour elle vis-à-vis de l'Algérie : les Français ont tourné la page et, face aux enjeux mondiaux et européens, l'Algérie tient une place, certes non négligeable dans leurs cœurs et leurs esprits, mais relative. De ce fait, les Algériens ressentent cette différence de perception comme une humiliation supplémentaire, que certains d'entre eux ne sont pas loin de croire délibérée.

La charge historique et émotionnelle des relations franco-algériennes demeure donc réelle sur la rive sud de la Méditerranée, du moins en attendant que les nouvelles générations prennent la relève. Dans ces conditions, le meilleur parti n'est-il pas de faire un atout de cette dimension affective ? Force est cependant de reconnaître que celle-ci a plutôt été jusqu'à présent un handicap. Depuis l'indépendance de l'Algérie, elle n'a cessé de soumettre les relations entre Paris et Alger à des mouvements oscillatoires de grande ampleur.

Une poignée de parlementaires noctambules avait voté en février 2005 un article de loi faisant état du « rôle positif de la présence française outre-mer ». Monté en épingle des mois plus tard, cet article déclencha une vive polémique en Algérie. « Pas de quoi fouetter un chat ! », me dirait après coup Chirac, qui pourtant avait fait abroger cette disposition l'année suivante. Mais trop tard : cet incident servit de prétexte à l'enterrement du projet de traité d'amitié envisagé un moment. Prétexte, car le pouvoir algérien n'était pas mûr pour établir une relation aussi ambitieuse avec la France.

Je tirai un enseignement de cet épisode : pour assainir les relations entre les deux pays, il fallait tourner résolument la page du passé, non pas en l'occultant, mais en l'assumant, dans la dignité, c'est-à-dire en reconnaissant les faits. En ôtant cette épine du pied des relations entre les deux pays, celles-ci pourraient prendre un cours plus serein. On priverait d'arguments ceux qui, de part et d'autre de la Méditerranée, prospéraient sur l'instrumentalisation politique du passé.

Mon prédécesseur à Alger, Hubert Colin de Verdière, avait fait un premier geste pour évoquer les massacres de mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata, qui firent des milliers de victimes, presque toutes algériennes. Il qualifia habilement cette « tragédie » d'« inexcusable ». « Inexcusable », car on ne pouvait pas

trouver de circonstances atténuantes à ses auteurs (les colons et l'administration coloniale). Mais comme elle était « inexcusable », il n'y avait pas lieu de présenter des excuses. Subtil chef-d'œuvre d'un diplomate expérimenté !

Je décidai d'élargir la voie ouverte par mon collègue. De crainte de ne pas obtenir l'accord des autorités parisiennes sur les propos que j'allais tenir, je m'abstins de le solliciter, me contentant de les informer du déplacement prévu et de la signification que j'entendais lui donner. À l'université de Guelma, j'évoquai les « épouvantables massacres » de 1945 et annonçai que « le temps de la dénégation [était] terminé ». Pour autant, j'insistai pour aller me recueillir non seulement devant le monument à la mémoire des victimes algériennes, mais aussi sur les tombes de la centaine de Français dont le massacre par des Algériens avait déclenché la terrible répression coloniale. Les autorités locales ne s'opposèrent pas à ma demande. Bien plus : elles m'accompagnèrent au cimetière européen.

Ce travail de mémoire doit en effet être bilatéral. Pour le moment, c'est l'ancienne puissance coloniale qui a fait l'essentiel du chemin, et c'est normal. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire du côté algérien. La France donne accès, désormais, à la quasi-totalité des archives de la période coloniale (tout en refusant de céder les originaux, car il s'agit d'« archives de souveraineté »). Il reste à l'Algérie d'ouvrir celles du FLN.

D'autre part, s'il convient de dénoncer les injustices du système colonial, il ne faut pas donner à croire que l'histoire franco-algérienne a commencé en 1830. Il y a aussi un avant. C'est la raison pour laquelle j'avais, pour ma part, émis des réserves quant à la restitution à l'Algérie d'un canon, appelé par les Algériens « Baba Merzoug » et par nous « La Consulaire ». Ce canon, fondu au xvi^e siècle, semble-t-il par des Vénitiens pour le dey d'Alger, avait une portée de 4 800 mètres, considérable pour l'époque. Son rôle était d'éloigner les flottes européennes qui tentaient de reprendre les matelots réduits en esclavage. En 1683, alors que l'amiral Duquesne menaçait Alger, le canon servit à exécuter le consul de France, Jean Le Vacher, d'où le nom qu'il reçut. En 1830, l'amiral Duperré saisit le canon et l'expédia à Brest. Depuis, celui-ci se dresse verticalement sur la rade du port, surmonté d'un coq posant sa patte sur un globe terrestre à l'emplacement de l'Afrique.

L'épisode du malheureux Le Vacher n'excuse aucunement la colonisation ni les souffrances qu'elle a causées. Mais il témoigne qu'il y a une histoire antérieure qu'il n'y a aucune raison d'occulter. Une restitution pure et simple n'avait pas lieu d'être pour moi. L'expérience tend d'ailleurs à démontrer que les

gestes diplomatiques sans contrepartie sont aussitôt oubliés. Ils ne sont pas appréciés à leur juste valeur, puisqu'ils n'ont rien coûté.

Je fis valoir ces arguments auprès de trois présidents successifs : Chirac, Sarkozy et Hollande. Les Algériens n'ignoraient pas ma position sur cette affaire symbolique, pour la simple raison que je ne la leur avais pas cachée. Lorsque je me rendis pour la première fois à Alger en ma qualité de patron de la DGSE, un de mes homologues algériens m'offrit un livre – d'ailleurs assez objectif – sur le fameux canon.

Les Algériens reçoivent avec égard les pieds-noirs qui reviennent voir les lieux où ils ont vécu, et même les anciens appelés du contingent. Ils entretiennent, dans la mesure de leurs moyens, les cimetières français, que j'avais dû faire regrouper. En revanche, un blocage existe toujours vis-à-vis des harkis et de leurs descendants, dont les autorités ne veulent pas entendre parler. Leur abandon par la France en 1962 est à mes yeux une grande honte, dont je me souviendrais en Afghanistan, même si la comparaison entre les harkis et les interprètes utilisés par nos armées a ses limites.

« Sur les affaires algériennes, m'avait dit Jacques Chirac, je tiens à consulter le chef d'état-major des armées, le général Georgelin. J'estime en effet que nos militaires, du fait de l'Histoire, ont leur mot à dire. » Jacques Chirac avait lui-même servi comme sous-lieutenant en Algérie. Je pensais important pour ce travail à la fois de mémoire et de normalisation que le général Georgelin se rendît en Algérie. Il serait le premier chef des armées françaises à le faire depuis l'indépendance, en octobre 2007. Très symboliquement, il y remit, comme il s'y était engagé auprès de moi, les plans de pose des mines que les sapeurs français avaient enfouies en 1957 et 1959 le long des frontières avec la Tunisie et le Maroc. Cet événement inspira le talentueux caricaturiste Dilem, qui montra un Bouteflika en plein milieu d'un champ de mines, expliquant, désolé : « Oui, c'est pour ça qu'on n'a pas bougé depuis 1962. »

Le général Georgelin reçut un accueil très chaleureux de ses pairs militaires. Ils l'emmenèrent à Tamanrasset, dans le Grand Sud, où une fête touarègue avait été préparée en son honneur.

« Nous devons revêtir la tenue locale, l'avertis-je : une tunique, qu'on appelle le *takakat*, et le *taghelmoust*, qu'on enroule autour de la tête. Vous verrez, ces vêtements indigo ne manquent pas d'allure.

— Non mais, vous rigolez ! s'écria-t-il de sa voix de stentor. Vous croyez que je vais me livrer à une telle mascarade ? »

Le généralissime s'y livra si bien que sa photo en Touareg tout bleu trônait sur une console de son bureau à Paris quand je vins ensuite lui rendre visite.

Nicolas Sarkozy et l'Algérie

Nicolas Sarkozy se voyait, lui, comme un homme nouveau. N'ayant aucune histoire personnelle avec l'Algérie, il pouvait, croyait-il, repartir de zéro, s'affranchir des questions de mémoire. « Je ne suis pas venu pour m'excuser », déclara-t-il lors de sa première visite à Alger en tant que président, en juillet 2007. Personne au demeurant ne le lui avait demandé.

C'est au cours de sa visite d'État de décembre 2007 en Algérie qu'il mesurera le poids des questions mémorielles. Ce déplacement comportait des enjeux très lourds : signature d'une convention de partenariat (accord de coopération) ; renouvellement des contrats d'approvisionnement gaziers ; coopération dans le domaine du nucléaire civil ; relations en matière de défense ; questions de circulation, etc.

Mais les augures n'étaient pas favorables : quatre jours avant la date prévue pour la visite, le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Chérif Abbas, mettait en cause le président Sarkozy dans des propos antisémites : « Vous connaissez ses origines, déclara-t-il au journal *El-Khabar*, et vous savez quelles parties l'ont porté au pouvoir [...] : c'est le lobby juif qui a le monopole de l'industrie en France. »

J'avais des raisons de penser que cette sortie avait été inspirée par les « services » pour embarrasser le président Bouteflika. À mon instigation, celui-ci appela le président Sarkozy, tandis que son ministre fit marche arrière, s'étonnant des propos qui lui avaient été prêtés...

Tous les projets d'accord avaient été bouclés *in extremis* la veille du déplacement présidentiel, dont la fameuse « convention de partenariat », à laquelle le président Sarkozy tenait tout particulièrement. En privé, il l'appelait son « traité d'amitié simplifié ». C'était une petite revanche sur le président Chirac.

C'est alors que je fus convoqué par le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, un homme mesuré pour lequel j'avais beaucoup d'estime. Malheureusement, c'était pour m'entendre dire que les Algériens ne signeraient rien. Plus de convention de partenariat, plus d'accord gazier (qui représentait alors 16 % de nos approvisionnements), plus d'accord en matière de coopération nucléaire civile. À moins que nous n'acceptions d'ouvrir le dossier des essais nucléaires français au Sahara (que les accords d'Évian avaient autorisé la France à poursuivre jusqu'en 1966).

Informé de ce contretemps, Nicolas Sarkozy décida de maintenir sa visite, contre l'avis de certains de ses proches. Le soir de son arrivée, le président Bouteflika lui infligea, en ma présence, une véritable scène, qui ne visait pas à

personne, mais le pays qu'il incarnait : « La France, déclara-t-il au bord des larmes, nous a tout pris : elle nous a volé notre culture, et c'est pourquoi j'ai parlé de "génocide culturel" ; elle a dévoyé notre religion, notre identité ; nous ne savons plus qui nous sommes, arabes, africains ou européens. »

Dans la nuit, nous parvînmes à un accord sur l'ensemble des sujets avec les ministres concernés. Le lendemain matin, j'arrivai, pas très frais, dans la salle où les deux présidents avaient déjà pris place dans des fauteuils côte à côte. Posté près de l'entrée, Mourad Medelci m'informa que l'Algérie voulait compléter l'accord sur les essais nucléaires par le même dispositif sur les essais dans le domaine chimique et, le cas échéant, biologique³.

« Monsieur le ministre, éclatai-je à haute voix, vous chargez la barque, et à force de la charger, vous allez la faire couler.

— Que se passe-t-il ? », lança Nicolas Sarkozy du fond de la salle.

Je m'approchai des deux présidents pour le leur expliquer.

« On a fait des essais chimiques au Sahara, oui ou non ? me demanda Sarkozy.

— Oui, monsieur le Président, dans les années 1960 et même, je crois, dans les années 1970.

— Bon, alors les Algériens ont raison. Arrangez-moi ça. »

Puis, se tournant tout sourires vers Abdelaziz Bouteflika :

« On a un ambassadeur un peu rugueux. »

Ce que, venant de lui, je reçus comme un compliment. Finalement, tous les accords seraient signés. Avec les ministres algériens, il me revenait de parapher, sur toutes les pages, certains des textes, qui devaient faire l'objet d'une signature ultérieure. Sarkozy, debout derrière moi au côté de Bouteflika, s'impatenait : « Grouillez-vous ! », me soufflait-il.

Il avait bien reçu le message du premier soir sur les questions de mémoire. À Alger, lors du déjeuner officiel, puis à Constantine, devant les étudiants de l'université, il prononça des mots forts, injustement oubliés depuis, pour reconnaître les souffrances causées par la colonisation, sans pour autant tomber dans la repentance : « Beaucoup de ceux qui étaient venus s'installer en Algérie étaient de bonne foi. Ils étaient venus pour travailler et pour construire, sans l'intention d'asservir ni d'exploiter personne. Mais le système colonial était injuste par nature et il ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation. »

Le choix de Constantine, où aucun chef d'État français ne s'était rendu depuis 1975, n'était pas celui de la facilité. Oran avait été exclu d'emblée, car le président Chirac y avait reçu un accueil triomphal, en mars 2003, dans le contexte de l'opposition de la France à l'invasion américaine de l'Irak. « Vous

avez entendu, ironisait Nicolas Sarkozy, les gens criaient “Visas, visas !”. » En fait, il reçut lui-même dans la grande ville de l’Est un accueil tout aussi chaleureux. Une pluie de confettis s’abattit sur lui et le président Bouteflika alors qu’ils descendaient une étroite rue à arcades. Devant l’hôtel de ville, d’où l’on a une vue vertigineuse sur les gorges en contrebas, le président Bouteflika offrit à son hôte un cheval barbe à la robe grise nommé « *Kheir* » (« le Bien »). Je pensai alors à mon cher Qalbi que j’avais dû abandonner à Alger trente ans plus tôt.

Cette visite en Algérie avait amené le président Sarkozy à faire le grand écart, puisque, à son retour, il dut présider dans la foulée, non sans courage, la cérémonie nationale d’hommage aux morts de la guerre d’Algérie et des combats au Maroc et en Tunisie. Ce faisant, il tentait de faire le pont entre ces deux mondes qui s’étaient combattus et avaient toujours du mal à se parler.

Le président Bouteflika

Pendant mon séjour, j’avais établi une relation chaleureuse avec Abdelaziz Bouteflika, qui me recevait souvent pendant de longues heures. Un jour où l’entretien n’avait duré « que » trois heures, un caricaturiste avait titré : « Refroidissement dans les relations franco-algériennes ». Lors de notre premier entretien, en décembre 2006, quelques jours après mon arrivée, je lui fis part du message « d’amitié, d’estime et d’affection » que le président Chirac m’avait chargé de lui transmettre. Cela ne lui suffisait manifestement pas : le président Chirac ne se cachait pas d’entretenir des relations quasiment familiales avec le roi du Maroc. « On nous a parlé de relations privilégiées avec l’Algérie, se plaignit Bouteflika. Mais en réalité, les privilèges ont été réservés au Maroc et à la Tunisie. L’Algérie, elle, n’a rien vu. » Le ton était donné.

Dans nos entretiens, le président Bouteflika se livrait à de vastes tours d’horizon sur la situation internationale, où se manifestait la grande acuité de ses analyses. « Je me demande pourquoi je vous dis tout cela, s’étonna-t-il lui-même un jour. Peut-être parce que cela peut vous être utile. Mais au fond, il n’y a qu’une chose qui m’intéresse : c’est l’Algérie. » Et il me confiait ses attentes, mais souvent aussi ses frustrations. Il se montrait en effet d’une extrême lucidité. De mon côté, n’ayant pas à forcer ma nature, j’étais tout aussi direct et avais le sentiment que cela lui plaisait.

« Au moins, vous, vous n’êtes pas protocolaire, me lança-t-il une fois.

— Dois-je prendre votre remarque pour un compliment ou un reproche, monsieur le Président ?

— Vous la prenez comme vous voulez », m'avait-il répondu.

D'Alger à l'Élysée

Je n'étais à Alger que depuis un an et demi lorsqu'on me fit savoir que le président Sarkozy songeait à moi pour le poste de coordonnateur national du renseignement qu'il avait décidé de créer. Je le connaissais peu, mais le courant était bien passé lors des deux visites qu'il avait effectuées à Alger, avec quand même de petits accroc.

Lors de la première visite, celle de juillet 2007, il y avait une telle cohue à la descente de l'avion qu'à un moment je perdis mon président de vue. Il s'était noyé dans la foule. En attendant de le retrouver dans mon champ de vision, je faisais la conversation à Abdelaziz Bouteflika. Puis on me tapota dans le dos. Lancé dans ma discussion, j'ignorai l'importun. Nouvelles tapes, un peu plus fortes. Puis de nouveau. Cette fois-ci, je me retournai, assez vivement : c'était Nicolas Sarkozy. « Coucou, c'est moi, je suis là. » Le méchoui offert en petit cercle par le président algérien nous fit ensuite passer un bon moment.

Pour la visite d'État de décembre, les Algériens et moi avions prévu un programme excessivement dense. Le deuxième jour de la visite, le protocole algérien nous avait imposé de prendre la route pour aller sur le site antique de Tipasa, refusant l'utilisation de notre hélicoptère (par crainte qu'il ne fût utilisé à des fins d'espionnage ?). À la fin de la journée, après avoir reçu la communauté française à la villa des Oliviers, le président Sarkozy était épuisé.

« Bon, alors maintenant, c'est fini ? me demanda-t-il.

— Ah, non, monsieur le Président. Maintenant, vous avez un dîner avec des représentants de la société civile algérienne. Vous en avez approuvé le principe.

— Comment ? Moi qui vous prenais pour un mec intelligent. Et vous me foutez un dîner à la con !

— T'as raison, Nicolas, intervint Rachida Dati. On n'a qu'à aller bouffer dans un restaurant !

— Nous sommes déjà allés au restaurant hier, objectai-je, et on ne peut pas improviser une telle sortie comme ça, pour des raisons de sécurité. Monsieur le Président, vous avez vu des apparatchiks pendant deux jours et vous allez encore en voir d'ici votre départ. Là, vous aurez l'occasion d'entrevoir un autre visage de l'Algérie. Celle de demain. En plus, il y aura l'archevêque, Mgr Teissier, que vous aimez bien.

— Ah bon ? Teissier est là ? »

Cette salve d'arguments avait commencé à ébranler le refus présidentiel, sans en avoir eu complètement raison. Il me restait l'*ultima ratio* :

« Et puis, il y aura aussi de jolies femmes.

— Bon, finit par céder le Président. Alors vingt minutes et pas une de plus. Et puis, pas de dîner assis. Transformez-moi ça en buffet. »

Tout le petit groupe, président à mes côtés, se transporta à pied, à la villa Nedjma, celle de mon adjoint, depuis la résidence des Oliviers. Nicolas Sarkozy pria Didier Barbelivien, qui faisait partie de sa suite, de se joindre à nous avec sa guitare. C'est ainsi que Président, ministres, archevêque, diplomates et représentant(e)s de la société civile passâmes la soirée en chansons. Pendant deux heures et demie. Le Président partit en me faisant un clin d'œil amical. Les invités algériens furent déçus de ne pas avoir d'échanges sur le fond avec lui. Mais j'avais forcé la dose.

Contrairement à ce que l'on a parfois écrit, les relations avec l'Algérie sous la présidence de Nicolas Sarkozy n'ont pas été « exécrables ». Le président Bouteflika m'avait au contraire tenu des propos chaleureux sur son homologue français lors de mon audience de départ, en juillet 2008. Mais, moins d'un mois plus tard, se produisit un incident qui allait empoisonner les relations bilatérales pendant deux ans : le 14 août 2008, le numéro 2 du service algérien du protocole, diplomate mais qui ne bénéficiait juridiquement d'aucune protection en France, était arrêté à son arrivée à l'aéroport de Marignane et mis en examen pour « complicité d'assassinat » dans l'affaire d'un opposant algérien, Ali Mécili, tué à Paris en 1987. Ce diplomate s'appelait Mohammed Ziane Hasseni. Je le connaissais très bien. Il avait aidé l'ambassade à débrouiller une quantité d'affaires compliquées. Il clama son innocence. Il fut autorisé à repartir pour l'Algérie en février 2009. Mais ce ne serait qu'en août 2010 que la cour d'appel de Paris prononcerait un non-lieu lavant le diplomate de tout soupçon. Sa mise en cause reposait, semble-t-il, sur un témoignage douteux et une homonymie, d'ailleurs approximative, avec le commanditaire supposé de l'assassinat.

Cette erreur judiciaire s'est traduite par un quasi-gel des relations bilatérales. J'étais à l'époque coordonnateur national du renseignement à l'Élysée et fus envoyé à Alger pour tenter de renouer les fils. Sans résultat. La visite d'État que le président Bouteflika devait faire en France fut reportée (et n'aurait jamais lieu). Un jour, j'appris que le chef de l'État algérien était de passage à Paris pour des examens médicaux. À mon instigation, Nicolas Sarkozy tenta de le joindre au téléphone, mais le président algérien refusa de le prendre. La justice française est indépendante, même quand elle se trompe. Globalement, c'est une bonne

chose. Mais il est difficile de le faire comprendre à certains de nos partenaires étrangers.

Quelques années plus tard, une crise présentant un certain parallélisme avec l'affaire Hasseni, affecterait, cette fois, nos relations avec le Maroc pendant un an. L'origine en était, là aussi, une décision de justice. Le 20 février 2014, des policiers se présentèrent à la résidence de l'ambassadeur du Maroc en France pour porter une convocation de la justice française visant Abdellatif Hammouchi, directeur général de la surveillance du territoire, objet d'une plainte pour « tortures ». Le haut fonctionnaire marocain, qui accompagnait son ministre, n'était pas présent et ne répondrait pas, de toute façon, à cette convocation maladroite. J'appris un jour que le roi du Maroc se trouvait en France pour un séjour privé. Je conseillai à François Hollande de l'appeler au téléphone. Mais il ne put le joindre.

L'affaire ne s'apaiserait qu'après une visite à Rabat, en février 2015, du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Celui-ci s'en tirerait avec une Légion d'honneur, que le récipiendaire n'avait rien fait pour mériter et que personne ne voulait lui remettre. Pendant cette période, la coopération entre les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme avait été suspendue, de façon unilatérale, par le Maroc. La France, patiente, avait continué de fournir à ses partenaires marocains tout élément pouvant affecter la sécurité de leur pays. C'était la seule attitude responsable.

Au-delà de cet incident, en soi mineur, le fond de cette brouille était, plus en profondeur, l'interrogation du Maroc sur l'équilibre de nos relations avec chacun des deux grands pays maghrébins, équilibre bien difficile à tenir, surtout dans la perception de l'un et de l'autre. Mes conversations avec le président Bouteflika montraient que celui-ci avait, à cette époque, des soupçons symétriques. Les relations de la France avec ces deux partenaires majeurs pour elle relèvent autant de la psychologie que de la diplomatie.

* * *

Avant de quitter Alger, en juillet 2008, j'écrivis pour le Quai d'Orsay une note de réflexion. « L'Algérie, constatais-je, est comme frappée d'une sorte de malédiction : elle a tous les atouts pour réussir, dont certains, comme la richesse du sous-sol, peuvent faire envie à ses voisins. Mais elle n'arrive pas à en tirer parti, car cette même richesse est gaspillée ou accaparée, quasiment depuis l'indépendance, par une nomenclature indéboulonnable et qui se renouvelle par cooptation, tandis que le peuple, habitué aux (très relatives) facilités de l'État

providence et éloigné de la culture de l'effort qui permettrait au pays de décoller, n'attend lui-même que la distribution d'une partie de la manne, qu'on lui accorde chichement quand il le faut. »

Pourtant, je relevais aussi « des facteurs de vitalité et de renouvellement porteurs d'espoir », à commencer par la jeunesse. « En son sein, écrivais-je, émergent des individus, encore trop peu nombreux, qui bravent de multiples obstacles pour fonder et faire fonctionner des entreprises dont certaines n'ont rien à envier à leurs homologues françaises (par exemple dans les domaines du médicament ou de l'électronique). Ce sont aussi les étudiants formés à l'étranger, qui se mettraient volontiers au service de leur pays si celui-ci leur offrait les conditions adéquates, notamment en matière de qualité de vie. Il suffirait d'un peu d'ouverture pour que ces talents, ce dynamisme contenu se donnent libre cours. »

J'avais proposé la création d'une université franco-algérienne, établie en Algérie et dont les diplômes auraient bénéficié d'une équivalence avec ceux délivrés par les universités ou grandes écoles françaises. Le président Bouteflika, d'abord favorable à ce projet, s'y était finalement opposé. C'était surtout l'équivalence des diplômes, pourtant gage de qualité, qui le gênait. Au cours d'un déjeuner où je me trouvais à côté de lui, je lui en avais demandé les raisons :

« Vous allez aspirer toute notre jeunesse éduquée, se justifia-t-il.

— C'est tout le contraire, monsieur le Président : les quelque 5 000 nouveaux étudiants algériens auxquels nous accordons chaque année des visas d'études ne retournent que rarement chez vous, alors que ceux qui seraient formés en Algérie auraient plus de chance d'y rester. »

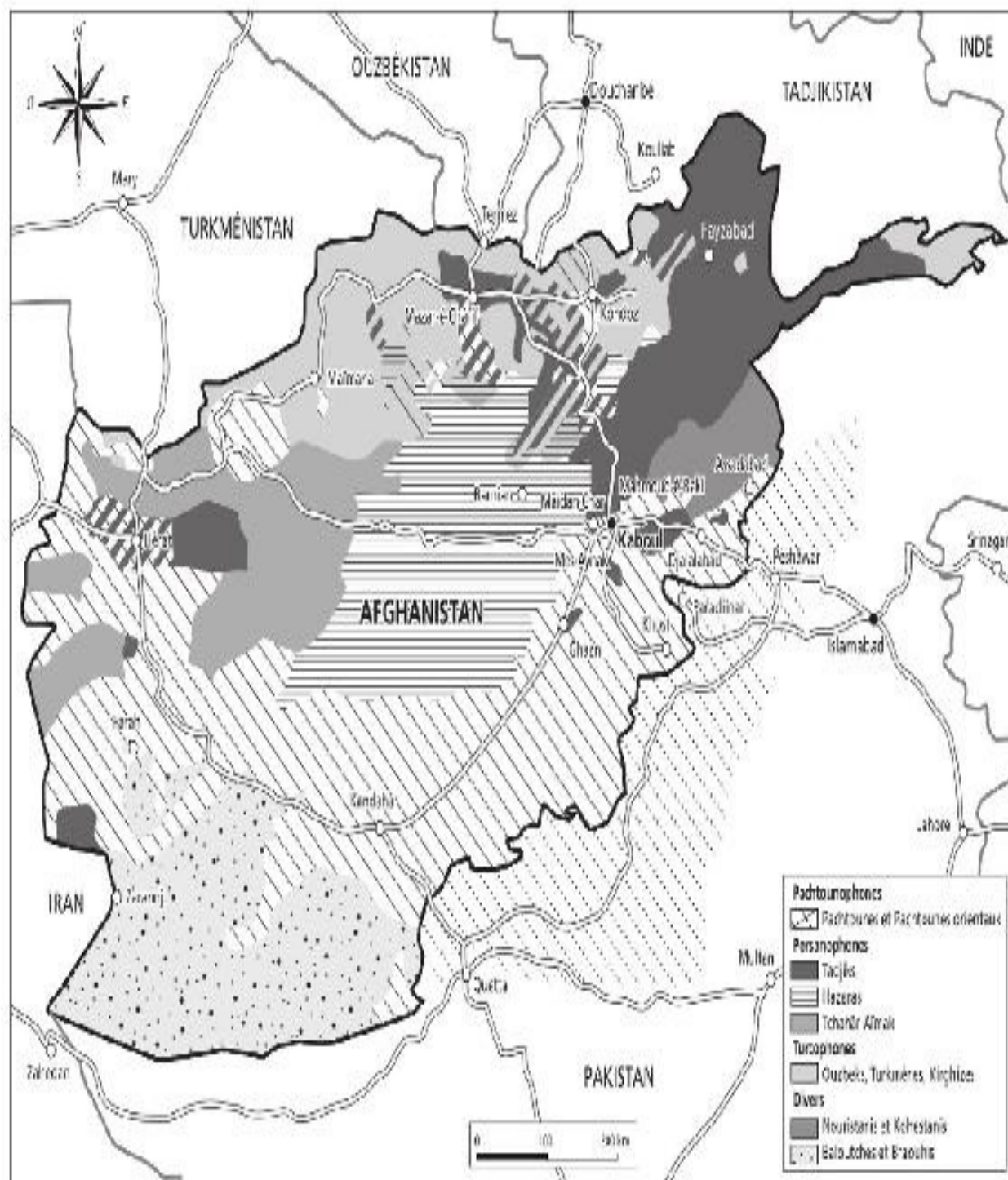
Un autre atout de l'Algérie, que je signalais dans ma note de départ, est celui de sa société civile, même si celle-ci, « en dépit d'un grand nombre d'éléments brillants – artistes, écrivains, réalisateurs, quelques militants d'ONG –, n'a, pas plus que le secteur privé, atteint le seuil critique qui lui permettrait de peser ».

En juillet 2012, je suggérais au nouveau président François Hollande, depuis Kaboul où je me trouvais alors, une approche progressive : « À défaut de pouvoir se garantir complètement contre les variations de la relation franco-algérienne, lui écrivais-je, on peut en limiter l'ampleur, en rabotant les pics pour les transformer en sinusoïdale, de préférence ascendante. Cela veut dire qu'il ne faut pas mettre trop haut les ambitions, porteuses de déceptions tout aussi grandes quand elles ne se réalisent pas, en évitant les gestes spectaculaires et en travaillant dans le concret, l'humain surtout et l'économique, plutôt d'ailleurs le microéconomique – ce qui ne doit pas empêcher quelques beaux projets. » En somme, « l'heure du “grand soir” franco-algérien n'est pas encore venue

[viendra-t-elle jamais ?]. C'est plutôt à l'issue d'une patiente démarche faite de petits pas et qui prendra plusieurs années que l'on pourra arriver à des percées majeures et peut-être au fameux traité d'amitié. »

J'ajoute aujourd'hui qu'une telle relation ne pourra être bâtie qu'à deux. Cela suppose non seulement une volonté du côté français, mais aussi, du côté algérien, un renouvellement du personnel politique et une ouverture progressive, qui devra cependant éviter les écueils de la fin des années 1980.

RÉPARTITION ETHNIQUE EN AFGHANISTAN ET AUX CONFINS DU PAKISTAN (2018)



Notes

1. Depuis, une première ligne a été inaugurée en 2011 et deux autres ont été mises en service en 2015 et 2018.
2. *Les Damnés de la Terre*, 1961.
3. Par la suite, nos recherches ne permettraient de recueillir aucun élément sur l'existence d'essais français de cette nature au Sahara.

Au pied de l'Hindou Kouch

Élysée, bureau du Président, vendredi 18 février 2011

« Alors, me demanda Nicolas Sarkozy, vous êtes content de partir pour Kaboul ? »

Ça devait le titiller un peu, car il m'avait posé la même question quelques jours plus tôt, à l'issue d'un conseil restreint.

« Oui, monsieur le Président. C'est un vrai poste, avec de vrais enjeux.

— Je comprends votre décision de retourner sur le terrain. C'est légitime. »

Depuis ma prise de fonctions à l'Élysée comme coordonnateur national du renseignement, en juillet 2008, j'avais participé à un grand nombre de réunions présidées par le chef de l'État, dont cinq conseils restreints sur la lutte contre le terrorisme, que j'étais chargé d'instruire et d'animer à son côté. Mais c'était la première fois, en deux ans et demi de présence à l'Élysée, que le Président me recevait en tête à tête. Il était temps, car, trois jours plus tard, je partais pour Kaboul. J'avais souhaité faire part au chef de l'État de mes réflexions sur l'organisation du renseignement en France. De son côté, il me consulta (pour la forme sans doute, car les jeux étaient manifestement faits) sur ma succession à la tête de la Coordination nationale du renseignement. Puis nous abordâmes la question de l'Afghanistan.

Au terme de cet échange, je posai la question rituelle :

« Monsieur le Président, avez-vous des instructions particulières à me donner ?

— Non, je vous fais entièrement confiance. Entièrement confiance, répéta-t-il. C'est important d'avoir un homme de confiance comme vous là-bas. Appelez-moi de temps en temps. Si, si, n'hésitez pas. J'irai peut-être là-bas. D'ailleurs, nous nous verrons encore avant votre départ : lundi, je reçois la délégation parlementaire au renseignement et je souhaite que vous soyez présent.

— C'est le jour de mon départ, monsieur le Président.

- Ah bon ? Votre avion est à quelle heure ?
- Il faut que je quitte mon bureau à midi pour aller à l'aéroport.
- Bon, on fera la réunion à 11 heures. À lundi. »

Le Président n'était pas le seul que ma décision de quitter l'Élysée pour aller à Kaboul intriguait. Un mois plus tôt, alors que je poireautais dans le salon des Huissiers du premier étage, en haut de l'escalier d'honneur, j'y croisai François Fillon. Celui-ci sortait du Conseil des ministres, où ma nomination avait été entérinée. Il était monté pour un rendez-vous avec le Président. « Vous avez pris votre gilet pare-balles ? me demanda-t-il. Attendez, il faut que je vous montre quelque chose. » Le Premier ministre sortit son portable et fit défiler les photos qu'il y avait enregistrées. Il m'en montra une, où on le voyait avec mon prédécesseur à Kaboul, Jean d'Amécourt, tous deux casqués et caparaçonnés. « C'est vraiment ça que vous voulez ? »

Dans l'après-midi du 19 janvier 2011, l'AFP annonça ma nomination à Kaboul. Elle n'aurait normalement pas dû le faire, puisque celle-ci était soumise à l'agrément du gouvernement afghan. À la suite de cette annonce, pas un coup de fil de l'Élysée ni de personne. Sauf d'Alain Juppé. Moment d'hésitation, puis : « Mais dites-moi, c'est bien vous qui allez à Kaboul ? Eh bien, vous n'allez pas vous amuser. » J'adressai un petit mot manuscrit au Président pour le remercier (même s'il n'y avait pas vraiment de quoi) et lui proposer d'aller le saluer avant mon départ. Deux jours après, le petit mot me revint avec un tampon « LU PAR LE PRÉSIDENT » et les initiales manuscrites de Claude Guéant (qui voyait tout au retour, sinon à l'aller), sans un commentaire.

C'est ainsi que Nicolas Sarkozy, qui s'était plutôt montré bienveillant à mon égard, m'avait reçu avant mon départ. Mais en dehors de cela, je n'eus droit de la part de mes collègues de l'Élysée à aucune marque de sympathie. Même pas au verre amical que le secrétaire général offrait habituellement pour les partants. En fait, je crois que Claude Guéant, dont l'attitude avait contribué à ma décision, en était en même temps un peu vexé. Il avait compris que mon choix de Kaboul était une façon d'envoyer promener tout le monde, à commencer par lui. Heureusement, un groupe d'amis me fit oublier ce manque d'élégance en organisant une réception privée à l'hôtel de La Vaupalière, siège d'AXA.

Arrivée à Kaboul, la brigade « La Fayette »

J'arrivai à Kaboul le 22 février 2011 par un vol de Safi Airlines, une compagnie afghane, dont le terminal à Dubaï, isolé du reste de l'aéroport, était tenu dans une sorte de quarantaine sécuritaire. Ce vol très rustique, succédant au

trajet Paris-Dubaï dans un luxueux A380 d'Emirates, faisait office de sas avant l'arrivée à Kaboul. À l'accueil sur le tarmac : une équipe de policiers français dans des tenues dépareillées (j'y mettrais bientôt bon ordre).

L'un d'entre eux m'informa de la mort d'un chasseur alpin tué au combat trois jours plus tôt. Je n'oublierai jamais son nom. Il s'appelait Clément Chamarier. Il avait 19 ans. Le lendemain, j'assistai à la cérémonie de levée du corps. La première pour moi.

Au moment où j'arrivais en Afghanistan, la France y avait 4 000 soldats, sans compter les 200 gendarmes qui participaient à des actions de formation. La moitié de nos militaires servaient au sein de la brigade « La Fayette » déployée à l'est de Kaboul dans la province de Kapisa et le district de Surobi¹. Ces deux territoires contigus étaient importants pour la sécurité de la capitale, qu'ils séparaient d'autres provinces, plus à l'est, où les talibans, armés par le Pakistan voisin, concentraient de gros effectifs.

Je rendais très régulièrement visite à nos militaires sur le terrain. J'utilisais généralement un hélicoptère, qui se déplaçait en vol « tactique », c'est-à-dire à très basse altitude, dans une gorge dont il frôlait les parois. Officiellement, il s'agissait d'échapper aux tirs des insurgés. En réalité, il y avait aussi des raisons techniques à cette façon de procéder, nos hélicoptères ne pouvant voler à haute altitude (Kaboul et la Kapisa sont à près de 2 000 mètres au-dessus du niveau de la mer). Raisons plus humaines aussi : les pilotes, des as, se faisaient plaisir (encore plus quand ils transportaient des personnalités parisiennes, qu'il fallait équiper de sacs en papier).

J'ai connu cinq des généraux qui se sont succédé à la tête la brigade « La Fayette ». Ils étaient relevés tous les six mois, puis tous les ans, avec l'ensemble des militaires placés sous leurs ordres, ce qui pouvait parfois poser des problèmes de continuité. Une partie de la mémoire se perdait d'une brigade à la suivante, et l'approche conceptuelle des généraux pouvait varier sensiblement. J'ai retrouvé deux d'entre eux dans mes fonctions ultérieures de chef de la DGSE : le général Jean-François Hogard, devenu le patron de la DRSD², l'un des partenaires privilégiés du service de renseignement extérieur, et le général Jean-Pierre Palasset qui, après avoir commandé l'opération « Barkhane » au Sahel, deviendrait mon directeur de cabinet. En plus de la responsabilité militaire de ces territoires, la France disposait de quelques postes clés dans le dispositif otanien, en particulier le poste de chef d'état-major – en fait numéro 3 – des troupes interalliées³. Cette fonction fut occupée à partir de novembre 2011 par le général Olivier de Bavinchove, qui s'y distingua particulièrement.

Peu de temps après mon arrivée, j'eus l'occasion de me rendre en Kapisa, cette fois dans un hélicoptère américain volant à haute altitude, en compagnie du général David Petraeus, à la fois chef des troupes interalliées et de l'armée américaine en Afghanistan, qui en était la principale composante. Après la Bosnie et l'Irak, c'était la troisième fois que j'étais appelé à travailler avec cet officier brillant, qui, au fil des années, était devenu un ami. J'aurais dû le croiser une quatrième fois : en septembre 2012, David fut nommé à la tête de la CIA, tandis que, en avril 2013, je prendrais la direction de la DGSE. Mais j'anticipe.

La présentation du général Hogard fit une forte impression sur le généralissime américain, lecteur de David Galula, l'un des théoriciens français de la contre-insurrection. Nos soldats connaissaient les villages et les hameaux de la vallée de la Kapisa maison par maison. Ils vivaient parmi la population, privant les talibans de leurs points de passage habituels. Ceci ne se faisait nulle part ailleurs en Afghanistan. L'action de nos militaires était composée d'un subtil dosage entre des opérations proprement militaires, menées avec audace, l'établissement de relations de proximité et de confiance avec la population et des projets de développement. Ces derniers étaient complétés par les programmes de coopération de l'ambassade.

Je disposais pour cela d'une équipe d'une douzaine d'experts et d'un budget de quelques dizaines de millions d'euros. Je pourrais ainsi inaugurer au cours de mon séjour une ligne électrique desservant la Kapisa du nord au sud, au côté d'un ancien seigneur de guerre, Ismaïl Khan, reconverti en ministre de l'Énergie. Nous développons aussi de petits projets dans les domaines de l'apiculture, de l'aviculture et de la pisciculture pour fournir un appoint de revenu ou de nourriture aux paysans locaux. Mais il était difficile d'en suivre la réalisation dans les zones les plus dangereuses.

Un coût humain élevé

Les résultats obtenus, fragiles, avaient un coût. Après la cérémonie pour Clément Chamarier, je participerais au cours de mon séjour en Afghanistan à dix-neuf autres levées de corps, parfois pour plusieurs soldats. Pendant la durée de ma mission, cinquante-quatre au total tombèrent pour la cause de la stabilisation de l'Afghanistan. Toutes ces cérémonies m'ont marqué, mais plus spécialement certaines d'entre elles.

Dans la nuit du 17 au 18 juillet 2011, j'assistai ainsi à la cérémonie de levée des corps de sept soldats français tombés les jours précédents. Cinq d'entre eux avaient été tués à Joybar, en Kapisa, par le porteur d'une ceinture piégée, alors

qu'ils assuraient la sécurité d'une « choura », c'est-à-dire d'une assemblée, de « Barbes blanches », des notables représentant les habitants. Juste au lendemain de la visite de Nicolas Sarkozy. Il y avait forcément un lien, pensa celui-ci. Mais rien ne permit de l'établir. Les cercueils arrivèrent vers minuit dans la demi-obscurité de l'aéroport, accompagnés par l'hymne à saint Michel, patron des parachutistes, puis « La Marseillaise », chantée *a cappella* sur fond de rotation d'hélicoptères. Le lendemain, le président de la République rendrait un hommage national à ces sept soldats dans la cour de l'hôtel des Invalides, sous une pluie battante.

Un mois plus tard, à 8 heures du matin, j'allai m'incliner sur les dépouilles de deux légionnaires tués quelques jours plus tôt dans l'impasse de Jang'Ali, au nord-est de l'Afghanistan. Alors que je présentais mes condoléances à leur capitaine, celui-ci me répondit : « Monsieur, dans la Légion, nous ne pleurons pas nos morts, nous les honorons. »

Le dimanche 22 janvier 2012, j'assistai à une émouvante cérémonie en l'honneur des quatre soldats français tués l'avant-veille par un militaire afghan alors qu'ils faisaient leur course à pied quotidienne. Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, et le chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, étaient venus de Paris. La neige tombait sur les cercueils. Puis le ministre repartit dans le Falcon médicalisé, qui transportait aussi cinq blessés graves, dont un devait décéder quelques jours plus tard.

Avant de quitter Kaboul, j'inaugurerai le monument aux morts que j'avais fait construire à l'entrée de l'ambassade pour nos soldats. Il portait quatre-vingt-huit noms (dont celui des trente-quatre militaires tombés avant ma prise de fonctions). À ces morts il faut ajouter plus de sept cents blessés, parfois graves. L'armée américaine, elle, déplorerait près de 2 400 morts et plus de 20 000 blessés depuis 2001.

Le traité d'amitié et de coopération

Quelques semaines après mon arrivée, je lançai l'idée d'un traité d'amitié et de coopération avec l'Afghanistan. Dans mon esprit, il s'agissait de préparer, le plus en amont possible, la transition entre une présence essentiellement militaire – appelée tôt ou tard à s'effacer – et un appui civil à un pays que l'on espérait voir pacifié. En faisant cette proposition, j'espérais aussi faire aboutir à Kaboul ce qui n'avait pu l'être à Alger : un traité d'amitié. Une fois acquis – sans difficulté – l'accord de Paris, j'allai trouver le président Hamid Karzaï pour lui

soumettre mon projet. Il l'accueillit chaleureusement et nous nous mîmes au travail.

Le traité serait signé à Paris le 27 janvier 2012 par les présidents Sarkozy et Karzaï. Le président Hollande le reprendrait ensuite à son compte. Il obtiendrait du parlement français, en juillet 2012, le vote de la loi qui l'autorisait à le ratifier.

En revanche, le parlement afghan traînait les pieds. Le texte était bloqué à la commission des lois de la Chambre des députés. L'un des membres de cette commission demanda à me voir. Cela tombait bien. Je vis entrer dans mon bureau un robuste barbu en tenue traditionnelle accompagné de son « assistante humanitaire », une femme aux formes généreuses et au regard affranchi. Le député n'y alla pas par quatre chemins :

« Voilà, me dit-il, je contrôle la quasi-totalité des voix à la commission des lois. Sans notre avis positif, le Parlement ne pourra autoriser la ratification du traité.

— Je me réjouis de l'influence que vous me dites avoir, lui répondis-je, car je suis certain de pouvoir compter sur vous : vous aimez votre pays et vous aimez la France. C'est pourquoi je ne doute pas que vous allez recommander à la commission de rendre un avis favorable.

— Ça, c'est du baratin, me coupa-t-il. Moi, ce qui m'intéresse, c'est la coopération économique entre la France et l'Afghanistan, plus particulièrement dans le domaine minier.

— C'est prévu, assurai-je : regardez, là, l'article 9 évoque une coopération entre le Service géologique afghan et notre BRGM, le bureau des recherches géologiques et minières.

— Ça, je m'en fiche ; c'est pour les bureaucrates. Il faut associer la société civile. Je veux du concret. Mes ONG exploitent trois mines dans le Nangarhar⁴, et la France pourrait acheter des minerais à leur profit.

— Ah bon, et de quel minerais s'agit-il ? demandai-je.

— Je n'en connais pas le nom scientifique, reprit le député. Mais moi, je l'appelle la « pierre blanche ».

— Elle peut aussi être noire, ajouta d'une petite voix l'assistante humanitaire, qui jusque-là n'avait rien dit.

— D'ailleurs, proposa le député, j'en ai quelques échantillons avec moi, dans le coffre de ma voiture. C'est pour vous. »

Je préférerai y envoyer mon conseiller, Yves Manville, qui assistait à l'entretien. Je raccompagnai mes visiteurs, puis mon collaborateur revint pour me rendre compte de ses constatations : « La voiture était gardée par quatre malabars à la

mine patibulaire et armés jusqu'aux dents, me rapporta-t-il. Quant au minerai, il s'agit apparemment de vulgaires morceaux de calcaire. »

En Afghanistan, les votes s'achetaient. Nous restâmes fermes, et la Chambre des députés voterait la loi de ratification. Ce serait ensuite le tour d'un tierceron de sénateurs afghans de soulever des objections : comment pouvait-on mettre le mot « amitié » dans le titre d'un traité avec un pays mécréant ? s'indignèrent-ils. J'allai voir le président du Sénat et, finalement, le traité serait ratifié définitivement au mois d'octobre 2012. C'était l'intérêt des Afghans. Le texte prévoyait une aide française de 308 millions d'euros au cours de la première période de cinq ans⁵.

Le texte comportait, entre autres, l'assurance de la poursuite du soutien de Paris à l'Institut médical français pour l'enfant de Kaboul. Pôle d'excellence pédiatrique dans toute la région, celui-ci avait d'abord été inauguré par Bernadette Chirac en avril 2005. Je m'employai à en doubler la capacité, en partenariat avec l'ONG « La Chaîne de l'espoir » et le prince Karim Aga Khan. Ce dernier m'invita dans sa propriété de Chantilly pour discuter de ce projet et d'autres partenariats possibles avec sa fondation. Quelques jours avant notre rendez-vous, il avait eu la délicatesse de m'appeler : « C'est un vendredi, me dit-il, et vous allez vous embêter dans les embouteillages. Je vous envoie mon hélicoptère au plus près. » La première pierre du nouvel hôpital, qui accueille aussi un centre de repos pour les mères et leur enfant, a été posée par Laurent Fabius, le vice-président Khalili et l'Aga Khan en octobre 2012.

Portraits d'Afghans

Ma voiture blindée pénétra, fanion tricolore au vent, entre les deux tours crénelées du palais de l'Arg, « la citadelle » dans les langues locales. Nous nous étions arrêtés quelques minutes plus tôt pour permettre à l'un de mes gardes du corps de visser la hampe du fanion sur l'aile avant droite. Au dernier moment, pour éviter d'attirer l'attention d'éventuels tireurs embusqués ou de commandos terroristes. Le lourd véhicule avançait lentement entre les cèdres d'une majestueuse avenue, avec pour fond de décor les cimes enneigées des contreforts de l'Hindou Kouch. J'allais remettre mes lettres de créance au chef de l'État afghan.

On me fit descendre à l'embranchement d'une voie perpendiculaire menant à un pavillon en rotonde : il fallait poursuivre à pied. Nous remîmes nos portables au poste de sécurité, puis, après une courte pause dans un salon du rez-de-chaussée, le chef du protocole, parfait francophone, me conduisit à l'étage, où

attendaient deux hommes à la fois souriants et hiératiques : l'un revêtu d'un élégant caftan rayé vert et violet – le chapan –, l'autre dans un costume anglais parfaitement taillé : le président Hamid Karzaï et son ministre des Affaires étrangères, Zalmaï Rassoul.

Après la cérémonie officielle, Hamid Karzaï me fit entrer dans son bureau pour notre premier entretien. Visage racé souligné d'une fine barbe blanche, front dégarni, veste sur son kamis, Hamid Karzaï ne manquait pas d'allure. Il me dit deux ou trois amabilités en français, langue qu'il comprenait très bien depuis un stage qu'il avait effectué dans sa jeunesse à l'école de journalisme de Lille, puis nous passâmes à l'anglais. Je lui fis part des salutations amicales du président Sarkozy, auxquelles j'ajoutai celles de mon prédécesseur, Jean d'Amécourt. Karzaï se montra chaleureux pour l'un comme pour l'autre. « J'apprécie le soutien de la France, qui ne nous a jamais fait défaut, assura-t-il. L'Afghanistan n'oubliera jamais les vies que vos soldats ont données pour sa liberté. »

En l'écoutant, je pensai à Clément Chamarier et à tous ses camarades tombés au combat, dont les dix victimes françaises de l'embuscade d'Uzbin, en août 2008. J'avais assisté au conseil restreint que le président de la République avait convoqué à la suite de ce drame. Cette réunion, son atmosphère grave, la franchise des échanges m'avaient marqué.

Au cours des deux années que j'allais passer en Afghanistan, je reverrais souvent Hamid Karzaï. J'avais plaisir à m'entretenir avec cet homme fin et cultivé, mais aussi rusé, secret et méfiant, parfois jusqu'à la paranoïa ; courtois, amical et agréable le plus souvent, mais qui pouvait aussi donner libre cours à sa contrariété. J'en ferais rarement les frais, à une exception près, sur laquelle je reviendrai. Habile tacticien plus que visionnaire, c'était aussi un homme d'honneur, sur la parole duquel on pouvait compter, et de cela aussi je pourrais témoigner. Pendant ses treize années au pouvoir, il ne fut certes pas un modèle de gouvernance ni un démocrate convaincu. Mais peut-on diriger l'Afghanistan avec de telles qualités ? Pour faire prévaloir ses vues, il convoquait volontiers, plutôt que le Parlement pour lequel il n'avait guère de considération, l'assemblée traditionnelle, la Loya Jirga, composée des représentants des tribus. Ceux-ci faisaient assaut d'élégance vestimentaire. Mais ils ne refusaient jamais leur consentement, et c'était bien commode. Il reste que Hamid Karzaï a respecté sa promesse de ne pas chercher à contourner la Constitution, qui lui interdisait de briguer un troisième mandat : en 2014, il céderait le pouvoir à son ancien collaborateur, Achraf Ghani. Un certain nombre de dirigeants dans le monde, et pas des moindres, n'ont pas montré autant de vertu.

Au moment où je le rencontrais pour la première fois, Hamid Karzaï était à la tête du pays depuis déjà une dizaine d'années. Il avait dirigé le premier gouvernement intérimaire après la défaite des talibans en 2001, avant d'être élu à la présidence en 2004, puis réélu en 2009. Né à Kandahar, dans le sud du pays, il était issu de la tribu pachtoun⁶ des Popalzai, qui avait donné plusieurs rois à l'Afghanistan. Pourtant, cet homme que les Américains avaient porté au pouvoir avait d'abord été séduit par les talibans. C'était alors qu'il avait été arrêté par Massoud, en 1994. Il devait définitivement rompre avec ces derniers après l'assassinat de son père en 1999, auquel ils n'étaient pas étrangers, et les attentats du 11 septembre 2001. Le mois suivant, il s'infiltrait en Afghanistan à moto, avant d'asseoir progressivement son autorité à Kandahar.

Au cours de mon séjour en Afghanistan, j'ai assisté à la dégradation, lente mais sûre, de sa relation avec les Américains. Le courant ne passait pas entre lui et Barack Obama, d'autant que ce dernier souhaitait désengager au plus vite les troupes américaines d'Afghanistan. Karzaï en vint à soupçonner les États-Unis de pratiquer la politique du pire pour se débarrasser de lui. Il se mit à dénoncer avec virulence chaque « dommage collatéral » causé par la coalition parmi la population civile afghane. La guerre, disait-il, les États-Unis doivent la faire au Pakistan, d'où partent les attaques, pas en Afghanistan. Son attitude comportait aussi certainement une part de calcul : il lui fallait se démarquer des Américains pour reconstruire sa popularité à mesure que ceux-ci retiraient leurs troupes du pays.

L'homme que j'avais vu au côté du président Karzaï, Zalmai Rassoul, serait l'un de mes interlocuteurs les plus réguliers. Maîtrisant le français comme s'il était sa langue maternelle, il deviendrait un ami et même, oserais-je dire, un complice pour mener à bien nos projets communs.

Comme le voulait la Constitution, Hamid Karzaï était flanqué de deux vice-présidents. Selon l'usage, le premier d'entre eux était tadjik⁷ et le second hazara⁸. Le premier vice-président était le maréchal Fahim, le deuxième Karim Khalili, un homme avenant et modéré.

Le maréchal Mohammed Qassim Fahim, que l'on appelait « *Fahim Khan* » (« le seigneur Fahim »), vaut un petit détour.

Je lui fis une visite de courtoisie peu de temps après mon arrivée. Fahim Khan trônait au fond d'un immense bureau, dont on m'avait dit qu'il avait été autrefois celui de l'ambassadeur de France, avant que celui-ci ne transférât ses locaux près du palais présidentiel, là où ils se trouvent actuellement. C'était un énorme monolithe qui se dressait face à moi, comme l'esquisse d'une forme humaine qu'un sculpteur n'aurait pas eu le temps d'achever. Ce bloc était surmonté d'une

grosse tête ronde, taillée grossièrement dans le même granit, coiffée d'un pakol⁹ enfoncé presque jusqu'aux sourcils, soulignée par un collier de barbe noire et percée de petits yeux à demi fermés, avec pour seul relief un nez épaté.

Nous nous assîmes dans de larges fauteuils dorés, séparés par une table basse sur laquelle étaient disposés deux petits drapeaux, l'un afghan, l'autre français, ainsi que des ravers remplis à ras bord de pistaches et de raisins secs. Un serveur apporta des jus de fruits frais.

« Nous n'oublierons jamais le soutien de la France à Ahmad Chah¹⁰ », me déclara-t-il.

La France avait en effet soutenu le « Lion du Panchir » jusqu'à son assassinat par Al-Qaïda le 9 septembre 2001, alors que les Américains avaient gardé leurs distances.

Tout en conversant, j'observais les gigantesques mains qui sortaient de cette masse de pierre. Des mains ? Des battoirs, plutôt, dont on disait que l'un, le droit sans doute, avait giflé Karzaï avec une telle force qu'il avait failli lui dévisser la tête. C'était en 1994. Alors que le futur Président était tombé entre les mains de Massoud, c'était Fahim qui s'était chargé de le soumettre à la question. De façon fortuite, le prisonnier échappa à la séance de torture suivante : Goulbouddine Hekmatyar, un autre seigneur de guerre, bombardra la villa où le jeune Karzaï était détenu, sans savoir qu'il s'y trouvait. Les roquettes ouvrirent une brèche par laquelle celui-ci put s'échapper.

Quelques années plus tard, après la défaite des talibans, Fahim, élevé à la dignité de maréchal et enrichi par diverses « affaires », devint l'adjoint de son ancien prisonnier au sein du gouvernement intérimaire, puis son vice-président. Lors des funérailles de Fahim, en mars 2014, Karzaï, peu rancunier, rendit hommage « au frère, à l'ami, au serviteur de l'Afghanistan ».

L'homme que j'allai voir quelques semaines plus tard avait lui aussi été un seigneur de guerre, encore plus sulfureux. Fahim, en comparaison, était presque un enfant de chœur. Celui-là s'appelait Abdoul Rassoul Sayyaf. Pachtoune nanti de diplômes religieux, il était soupçonné d'avoir ordonné une hécatombe de Hazaras dans les années 1990. C'était aussi lui qui avait fait venir Oussama ben Laden en Afghanistan, en 1996, après l'expulsion de ce dernier du Soudan (mais après tout, c'étaient d'abord les Américains qui avaient « fait » le futur fondateur d'Al-Qaïda). Avec de l'argent saoudien et américain, ce personnage avait fondé l'école dite de « l'Appel du Jihad », qui a formé presque toutes les stars du terrorisme mondial, dont Khaled Cheikh Mohammed, coordonnateur de l'attaque du World Trade Center en 2001. Le principal groupe terroriste philippin, Abou

Sayyaf, est une référence directe au maître, son fondateur ayant appelé son fils aîné Sayyaf (*Abou Sayyaf* veut dire « le père de Sayyaf »).

Il se disait aussi que Sayyaf, après s'être rallié à Massoud, avait trempé dans son assassinat. Grâce à l'argent du Golfe, le dignitaire s'était acheté des centaines d'hectares au nord-ouest de Kaboul. C'était peut-être cette richesse qui l'avait conduit à se ranger. Son parti, l'Organisation de l'appel islamique d'Afghanistan, avait pignon sur rue, et lui-même siégeait au Parlement. Au-delà de la curiosité qu'un tel personnage pouvait susciter, l'ambassadeur de France ne pouvait l'ignorer. S'il limitait ses contacts aux personnalités qui n'avaient pas de sang sur les mains, le cercle de ses interlocuteurs s'en serait trouvé singulièrement réduit, et sa capacité d'action tout autant.

Le soleil était déjà bas quand mon convoi s'arrêta au pied de l'immeuble d'où Abdoul Rassoul Sayyaf régnait sur le quartier environnant. En montant par l'escalier qui menait à son bureau, situé au deuxième ou au troisième étage, nous dûmes nous frayer un chemin à travers des groupes denses de miliciens en armes. Ils emplissaient tout le bâtiment qu'ils imprégnaient d'une odeur de fauve. De toute évidence, le saint homme craignait pour sa vie. Je trouvai enfin un vieillard enturbanné, portant une longue barbe blanche, divisée en deux comme celle du Moïse de Michel-Ange. Mais la comparaison s'arrêtait là. Il n'y avait pas d'électricité, ou alors les lampes n'avaient pas été allumées pour des raisons de sécurité. Notre entretien commença dans une demi-pénombre qui en rendait l'atmosphère plus sinistre encore. Le visage de Sayyaf était à demi éclairé par les dernières lueurs du crépuscule. Si Georges de La Tour avait voulu peindre le diable, il aurait trouvé là son modèle.

« On a dû vous dire, me déclara Sayyaf dans un arabe parfait, que l'Afghanistan était un fossoyeur d'empires. Eh bien, c'est vrai. Vous savez ce qui est arrivé aux Soviétiques ? Le même sort vous attend, vous autres Occidentaux. Vous souffrez, vous allez encore souffrir et vous repartirez humiliés, en laissant derrière vous le chaos. Connaissez-vous le conte des quatre-vingt-dix-neuf oignons ? » J'avouai mon ignorance.

« Alors, je vais vous le raconter. Un homme qui avait commis une grande faute fut condamné à une punition. Mais, par considération pour lui, car c'était un personnage important, on lui donna le choix entre deux supplices : ou bien manger cent oignons à la suite, ou bien recevoir autant de coups de bâton. Il choisit les oignons. Mais c'était beaucoup plus dur qu'il n'imaginait. Il arriva péniblement au 90^e, il n'en pouvait plus. Il fit un effort jusqu'au 99^e, mais déclara forfait : il ne pouvait en avaler un seul de plus. Il reçut donc en sus les

cent coups de bâton. Eh bien, vous, la communauté internationale en Afghanistan, vous en êtes à peu près au 50^e oignon. »

Cette sympathique fable rappelait de façon étonnante la mésaventure de Polichinelle, dans *Le Malade imaginaire*, qui, à défaut de payer 6 pistoles pour tapage nocturne, eut à choisir entre trente croquignoles et douze coups de bâton. Finalement, il dut subir les deux punitions moins une croquignole et s'acquitter en plus des 6 pistoles. Peut-être Molière avait-il puisé son inspiration à la même source que Sayyaf ?

Pour amener ce dernier à révéler l'état des relations qu'il continuait peut-être à entretenir avec les talibans, je l'interrogeai sur leur chef, mollah Omar, dont je soupçonnais qu'il le connaissait.

« Mohammed Omar ? réagit-il. C'est comme une table.

— Comme une table ?

— Oui, expliqua Sayyaf en frappant du poing sur une table en bois devant lui : une table, ça a quatre pattes, ça tient debout, mais ça sonne creux. Eh bien, mollah Omar, c'est pareil : il a deux bras, deux jambes, une tête, mais pas de cerveau. »

Au moins comprenait-on que ces deux-là n'étaient plus amis¹¹.

Mazar-é-Charif, août 2011

On me fit entrer dans une immense salle meublée en « retour d'Égypte » version afghane. Atta Mohammed Nour, le gouverneur de la province de Balkh, l'antique Bactriane conquise par Alexandre le Grand, était déjà assis sur son trône doré, à côté de celui qu'il m'avait réservé¹². Le maître des lieux portait beau. Costume taillé à Londres ou, peut-être, à Dubaï, montre en or sertie de diamants, énorme bague : reflets sans doute des droits seigneuriaux que le « roi du Nord », comme on l'appelait, percevait sur tout ce qui sortait de l'Ouzbékistan voisin ou y entraît. À ces revenus s'en ajoutaient d'autres. Atta Mohammed Nour se vantait d'avoir mis fin à la culture du pavot dans les provinces sous son contrôle. C'était vrai. Mais celle du cannabis y prospérait. À l'actif du gouverneur, il fallait cependant mettre une situation de sécurité plutôt bonne et un développement économique qui ne se limitait pas au cannabis.

Plusieurs membres enturbannés du conseil provincial, disposés sur des sièges répartis autour de la salle, attendaient notre échange avec curiosité.

« Vous autres, Occidentaux, attaque mon interlocuteur d'une voix calme, vous jouez avec le feu. Certains d'entre vous ont des contacts avec les talibans. Je le sais. C'est un mauvais signal que vous leur envoyez.

— Il faudra tôt ou tard leur parler, lui objectai-je, mais quand nous serons en position de force. Ce n'est pas encore le cas. Je suis donc en partie d'accord avec vous. À ce stade, on parle beaucoup trop de réconciliation, alors que les talibans n'y sont pas prêts. Ils n'acceptent les contacts que pour voir dans notre jeu : c'est une partie de poker menteur. »

Atta rit, puis :

« Pour moi, en tout cas, c'est clair : il n'est pas question que les talibans reviennent au pouvoir. Ils sont manipulés par le Pakistan, qui veut renforcer son influence au détriment de l'Inde. Quant à la France, on ne la voit plus dans le Nord, alors qu'elle était si active du temps de Massoud.

— Vous avez les Allemands, lui fis-je remarquer perfidement. Et ils ont beaucoup d'argent. »

Atta rit de nouveau. En réalité, les Allemands, responsables pour l'OTAN de la sécurité de la région, ne sortaient pas de leurs casernes. Ils n'avaient même pas bougé, en avril 2011, lorsque le bureau de l'ONU à Mazar-é-Charif avait été attaqué par les talibans. Ceux-ci avaient laissé sept personnes sur le carreau : trois Européens et quatre courageux Gourkas népalais, qui s'étaient littéralement sacrifiés.

Tout en faisant cette constatation, je comprenais le profil bas que l'armée allemande adoptait sur les théâtres extérieurs : le peuple allemand n'était pas remis du traumatisme causé par la Seconde Guerre mondiale. Et, à tout prendre, l'homme de l'Est que je suis, dont la province avait été envahie à trois reprises en moins d'un siècle par le voisin allemand, ne se plaignait pas de voir la Wehrmacht ressembler à une sorte d'ONG. J'avais eu le même sentiment en assistant à des prises d'armes de la brigade franco-allemande à Rajlovac, près de Sarajevo. Le contraste était saisissant entre le pas lent mais martial de nos légionnaires et l'allure dégingandée des soldats allemands sans ceinturon. Et je préférerais les voir défiler ainsi plutôt qu'au pas de l'oie. Je ne crois pas que la culture militaire d'un peuple puisse s'effacer si facilement. Nous ne devons pas trop reprocher à l'armée allemande de se montrer si peu agressive. La montée de l'AfD en Allemagne et du FPÖ en Autriche sont des signes inquiétants, dont il faut surveiller l'évolution de près.

En sortant du gouvernorat, nous allâmes visiter la Mosquée bleue, pure merveille construite au ^{xv}^e siècle pour abriter l'épée d'Ali, que le Prophète avait offerte à son gendre. Après m'avoir fait faire le tour de l'édifice, deux dignitaires religieux m'entraînèrent dans la bibliothèque. Ils abordèrent aussitôt la question du voile en France. Je leur servis mon argumentaire bien rodé : alors que dans la plupart des États à majorité musulmane il existait une discrimination

constitutionnelle en faveur de l'islam, la laïcité à la française, elle, ne donnait pas la prééminence à la religion catholique et, par là, avantageait les minorités religieuses. Celles-ci devaient à leur tour jouer le jeu en respectant les lois de la République. Puis je citai quelques versets du Coran en arabe, clouant au sol les doctes imams.

Parmi les personnalités que j'ai rencontrées en Afghanistan, l'une d'entre elles se distinguait par sa force intellectuelle. C'était Achraf Ghani Ahmadzaï, l'actuel président de l'Afghanistan. Universitaire bardé de diplômes, professeur d'anthropologie dans plusieurs universités américaines, il avait été à son retour au pays ministre des Finances, puis président de l'université de Kaboul. À partir de 2011, il devint le « grand manitou » de la transition, c'est-à-dire du transfert de la sécurité à l'armée et à la police afghanes, à mesure que les forces internationales se retireraient. Grand front dégarni, sourcils en accent circonflexe soulignant des yeux incandescents d'intelligence et de passion, Achraf Ghani aimait se vêtir à l'indienne, ce qui lui donnait des airs de Gandhi. C'était un homme intègre, que sa formation et son expérience avaient ouvert sur le monde et pourvu d'une rare vision. Le plus souvent il se montrait prévenant et courtois. Je garde ainsi le souvenir d'un agréable dîner « familial » auquel il m'avait convié chez lui en compagnie de son épouse, Roula, une Libanaise. Mais il pouvait tout aussi bien s'emporter dans de terribles colères. J'en ferais également l'expérience.

Dans cette galerie de portraits, il m'est impossible d'omettre Hanif Atmar, l'actuel conseiller national de sécurité du président Ghani. Homme charismatique, tolérant, fin et droit, il avait acquis une solide formation universitaire, à Londres pour l'essentiel. Hanif Atmar se démarquait aussi par l'originalité de son parcours et de son profil. C'était un rescapé de la période Najibullah, qui avait perdu une jambe à Jalalabad en 1987, alors qu'il combattait dans les rangs d'une unité d'élite du parti communiste afghan. Il était ainsi l'une des rares personnalités « laïques » du paysage politique local. Conseiller ou cadre de plusieurs ONG, il avait en outre occupé des fonctions ministérielles aussi variées qu'importantes sous l'autorité du président Karzaï : Développement rural, Éducation, Intérieur. Hanif m'a aidé à décrypter les arcanes de la politique intérieure afghane. Il est devenu un ami et l'un des Afghans qui m'ont rassuré sur la qualité des élites de leur pays.

Le plan de retrait des troupes étrangères

Barack Obama s'était engagé pendant sa campagne électorale à retirer progressivement la plupart des troupes américaines engagées sur les théâtres extérieurs. S'agissant de l'Afghanistan, un sommet de l'OTAN réuni à Lisbonne en novembre 2010 avait décidé une « transition » en cinq étapes, ou tranches, comprenant chacune un certain nombre de provinces ou de districts dans lesquels la coalition passerait le relais aux forces de sécurité afghanes. La première fut lancée en avril 2011 et la dernière en 2013 pour ne laisser en Afghanistan, à la fin de 2014, qu'une force résiduelle. On passerait ainsi de 140 000 hommes en 2011 à une quinzaine de milliers à la fin de la période. La transition commencerait par les provinces les plus paisibles, laissant les plus turbulentes pour la fin. L'inscription d'une province ou d'un district dans une tranche de la transition était subordonnée à un certain nombre de *metrics*, de critères, en matière de sécurité, mais aussi d'infrastructures. Parallèlement, un plan très ambitieux était mis au point pour former les forces de sécurité afghanes, police et armée, qui prendraient le relais. Dans certaines limites. Car les Américains se refusaient à envisager de doter l'armée afghane d'une composante aérienne, par crainte d'un possible retournement politique.

Les effectifs des forces de sécurité afghanes atteindraient, à l'issue de ce processus, l'objectif fixé de 352 000 hommes. Les Américains avaient fait pour les former un effort colossal, y consacrant un budget de 1 milliard de dollars par mois. La France s'y était associée à travers une mission appelée « Épidote », qui a compté jusqu'à quatre-vingts instructeurs. Cependant, les troupes formées subissaient un énorme taux d'« attrition », dû pour l'essentiel à des désertions : près de 30 % pour l'armée et 12 % pour la police, moins exposée aux combats. Le taux réel était peut-être moins élevé, mais pour de mauvaises raisons : après avoir quitté leur unité pour participer à la récolte du pavot, soldats et policiers la regagnaient une fois celle-ci engrangée.

Les *metrics* étaient largement artificiels et ressemblaient à l'habillage d'une décision politique : l'opinion américaine ne soutenait plus la présence des GI's en Irak et en Afghanistan, et l'administration ne pouvait que suivre. La logique du plan américain aurait voulu que le retrait des troupes étrangères suivît la réduction des incidents de sécurité. Or il n'en fut rien : la situation sécuritaire, mesurée par le nombre de victimes civiles, resterait stable de 2011 à 2014. En revanche, celui des pertes de la coalition internationale baisserait, mais c'était une évidence mathématique : moins il y a de troupes au contact, moins il y a de pertes.

Ce qui valait pour les États-Unis valait aussi pour la France : la réduction des effectifs de nos forces serait moins liée aux résultats sur le terrain – réels, mais volatiles – qu'aux contraintes de la politique intérieure française. Lors de sa

visite à Kaboul, le 12 juillet 2011, Nicolas Sarkozy avait annoncé le retrait de 1 000 hommes d'ici à la fin de l'année, correspondant au *surge*, aux renforts, qu'il avait décidé unilatéralement d'envoyer à partir de 2008. « Vous comprenez, avait-il dit dans mon bureau au général américain Petraeus, j'ai une élection l'année prochaine. » Mais après la perte de sept soldats en une semaine (dont un tué par accident la veille de sa visite), le Président décida d'accélérer le calendrier : le 14 juillet, à Paris, il annonça que les troupes restantes seraient retirées d'ici à la fin de 2013, et non pas de 2014. Je m'en étonnai auprès d'un de ses proches collaborateurs : « On ne peut pas changer de stratégie en vingt-quatre heures, lui reprochai-je, à cause d'un incident, certes très grave, mais prévisible et qui, hélas, risque de se reproduire. »

Pendant la campagne électorale, François Hollande était allé plus loin : s'il était élu, nos troupes combattantes seraient retirées d'ici à la fin de 2012, c'est-à-dire un an avant l'échéance annoncée par son rival.

Le 7 mai 2012, au lendemain de son élection, j'avais tenté de le joindre pour le féliciter. Quelques instants plus tard, son assistante, Yakobina Makanda, me rappela : « Je vous passe François... Euh, je veux dire le Président. »

« Tu comprends, m'expliqua ce dernier, il faut que je respecte l'engagement que j'ai pris de retirer nos troupes combattantes avant la fin de l'année. Mais il faut aussi que je voie comment gérer cela avec nos alliés et les Afghans.

— J'étais en effet d'une opinion différente, avouai-je. Mais les Français ont tranché, et tu pourras compter sur moi pour mettre en œuvre l'engagement que tu as pris à leur égard. C'est mon devoir de fonctionnaire. Le district de Surobi a été inclus dans la deuxième tranche de la transition en novembre 2011. Il nous faut maintenant obtenir que la Kapisa soit dans la troisième, qui doit être annoncée dans quelques jours. Mais idéalement, il faudrait que nos instructeurs, donc non-combattants, continuent à former l'armée afghane dans cette province pendant encore dix-huit mois. Cela nous permettrait de rester dans les clous du processus de transition. Ce serait bien si tu pouvais appeler Karzaï pour lui en parler. Je pourrais aller le voir d'abord pour le préparer. Avec le retrait de nos troupes, la deuxième question, c'est le traité d'amitié, signé par Nicolas Sarkozy et Hamid Karzaï, mais non ratifié. Il faudrait que tu te l'appropries, car il permettrait de compenser notre désengagement militaire par le renforcement de notre coopération civile. Si tu veux, je peux te faire passer des papiers sur tout cela.

— Volontiers. Tu me les communique par Paul Jean-Ortiz¹³, que j'envisage de prendre comme conseiller diplomatique. »

J'avais promis à Achraf Ghani de le tenir informé de nos intentions. Je l'appelai le lendemain de mon entretien avec François Hollande : « J'ai eu notre nouveau président au téléphone hier. Il est clair qu'il ne reviendra pas sur son engagement de campagne ; les troupes combattantes françaises seront retirées d'ici à la fin de 2012. »

Je dus tenir le téléphone à distance. Achraf Ghani éructait :

« Il s'agit d'une rupture du consensus de Lisbonne, criait-il ! Vous m'entendez ? Une rupture ! Si la France met fin prématurément à sa mission, elle ne sera plus invitée aux réunions.

— François Hollande, tentai-je de le calmer, va rencontrer prochainement Barack Obama, puis le président Karzaï et ses homologues de l'OTAN. On y verra plus clair après. Il faut éviter toute décision précipitée. Et puis, nous allons augmenter notre aide matérielle à la Kapisa.

— Ce ne sont pas vos 30 millions qui vont changer quoi que ce soit », déclara-t-il, péremptoire.

Il ne faudrait pas nous le dire deux fois, pensais-je en raccrochant. Finalement, je fus quand même invité à la réunion du comité supervisant la transition, le 10 mai, en présence du général Allen, commandant des troupes américaines et interalliées. Un officier remarquable pour lequel j'avais beaucoup d'estime. Non seulement : l'inscription de la Kapisa en tranche 3 fut confirmée, alors que les conditions objectives, avouons-le, n'étaient pas réunies. « C'est pour des raisons politiques que la Kapisa a été inscrite, insista Achraf Ghani. Mais cette décision est risquée. J'appelle au respect du consensus de Lisbonne. Si la France s'en affranchit, cela aura des conséquences bilatérales. »

Puis, dans la foulée, j'allai voir le président Karzaï. Celui-ci eut d'abord des mots très chaleureux pour Nicolas Sarkozy :

« Son discours après l'annonce des résultats a été admirable, me dit-il : un modèle de dignité et de démocratie.

— Nicolas Sarkozy vous a parfois un peu bousculé, monsieur le Président, mais il vous appréciait beaucoup et vous a toujours défendu, quand bien même certains de nos alliés vous critiquaient. »

En disant cela, je pensais à l'explication que le président de la République avait eue avec son homologue afghan lors de leur entretien à l'Élysée, en janvier 2012. C'était une semaine après l'incident que j'ai rapporté, au cours duquel cinq soldats français avaient été abattus par un de leurs camarades afghans. « C'est inacceptable que des militaires alliés se fassent tuer par ceux qu'ils viennent aider, avait protesté Nicolas Sarkozy. C'est la deuxième fois que cela arrive en un mois à des soldats français ! En un an, dix-neuf soldats de la coalition ont été tués par des militaires afghans ! Il y a un sérieux problème, qu'il

faut traiter. » Et Nicolas Sarkozy d'énoncer un certain nombre de mesures à prendre, notamment quant au recrutement de l'armée afghane.

« Mais non, il ne m'a pas bousculé, reprit Hamid Karzaï. Il m'a toujours bien reçu, par exemple lors de la conférence de Paris¹⁴.

— Je suis certain, monsieur le Président, que vous entretenez des relations tout aussi agréables et positives avec François Hollande. Je le connais depuis longtemps et il respectera le traité d'amitié. Je m'en porte garant. Il vous sera reconnaissant pour l'inscription de la Kapisa en tranche 3. Je sais bien que c'est à vous qu'on la doit. Cela n'allait pas de soi et vous avez agi en vrai gentleman.

— J'approuve la stratégie de François Hollande, trancha Karzaï, visiblement touché. Il faut que l'Afghanistan soit capable de se passer de troupes étrangères. »

Le chef de l'État afghan se rembrunit, puis poursuivit :

« Mais à partir de quand allez-vous commencer à vous retirer ? Pourrez-vous rester jusqu'à la fin de la transition en Kapisa ?

— Ce point devra être précisé. François Hollande va vous appeler. »

Le soir même, les deux présidents s'entretenaient au téléphone pour la première fois. Paul Jean-Ortiz m'en ferait aussitôt le compte rendu : Hamid Karzaï avait dit respecter la décision de François Hollande, lequel s'était engagé à honorer la signature de son prédécesseur sur le traité.

La stratégie de la communauté internationale. Peut-on dialoguer avec les talibans ?

La stratégie de la « communauté internationale » – en fait essentiellement les pays occidentaux – pour stabiliser l'Afghanistan reposait sur quatre volets : le retrait ordonné des forces internationales, la formation de l'armée afghane, la construction d'un État de droit et l'aide au développement. Les deux premiers volets ont été traités correctement.

En revanche, la construction d'un État de droit sous l'égide de la « communauté internationale », en Afghanistan comme ailleurs, présente toujours le risque de plaquer, avec parfois des nuances de condescendance, des systèmes politiques occidentaux sur des cultures qui ne sont pas disposées à les adopter.

Quant à l'aide au développement, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, elle s'est largement diluée dans l'inefficacité de certains des organismes distributeurs, ONG ou agences onusiennes. Un diplomate américain responsable des programmes d'aide a estimé un jour devant moi qu'un cinquième seulement

de l'aide internationale arrivait bien sur le terrain. Une grande partie, après prélèvement de la dîme locale, retournait aux donateurs sous forme de salaires, de contrats commerciaux ou d'études.

La dîme locale, c'était la corruption. Le responsable du comité chargé de la lutte contre ce fléau me confia à propos d'un ministre du gouvernement afghan : « Il faudrait quatre éléphants pour transporter l'or qu'il a volé. » En fait, tous les éléphants d'Asie n'auraient pas suffi pour l'ensemble du gouvernement. L'ampleur de ce phénomène a été illustrée par le scandale de la Kaboul Bank. Celle-ci avait été spécialement créée pour siphonner les salaires des fonctionnaires, qui transitaient obligatoirement par elle. Ses principaux actionnaires, dont un frère du président Karzaï et un du maréchal Fahim, avaient ainsi pu faire main basse sur un butin de 900 millions de dollars, grâce à des prêts qu'ils s'étaient faits à eux-mêmes. Du fait d'un système fiscal inefficace et corrompu, l'Afghanistan ne couvrait que 30 % de ses dépenses courantes par ses propres ressources.

En outre, il me semblait que la stratégie de la communauté internationale comportait deux volets manquants : la lutte contre la production et le trafic de drogue – j'y reviendrai – et un dialogue inclusif entre toutes les composantes de la société afghane, dont les talibans. Comme je l'avais laissé entendre au « roi du Nord », Atta Mohammed Nour, un tel dialogue n'aurait dû être engagé, dans un monde idéal, qu'au moment où le gouvernement afghan et la communauté internationale se seraient trouvés en position de force. Mais cette situation ne s'est jamais vraiment présentée. La coalition internationale, même lorsqu'elle comptait 140 000 soldats, n'avait pu contraindre les talibans à se rendre à la table de négociation. À plus forte raison, la seule annonce d'un plan de retrait des forces internationales, à partir de la fin de 2010, ne pouvait que les inciter à attendre.

Le général américain, David Petraeus, dont j'ai déjà parlé, était conscient de cette situation : son plan était de sécuriser la zone située à l'intérieur de la ceinture routière entourant l'« Afghanistan utile », qui renfermait 75 % de la population. Mais il n'y était pas parvenu.

Malgré cela, ma conviction était que la situation serait pire encore une fois retirée la quasi-totalité des troupes étrangères. Nous n'avions pas le choix. Il fallait tenter d'engager sans tarder un dialogue avec les talibans et rechercher une formule de compromis qui aurait assuré la stabilité du pays après notre départ. Les talibans eux-mêmes pouvaient avoir intérêt à une transition en douceur avec à terme la perspective d'un partage du pouvoir. Mais c'était un pari.

Cette vision fut approuvée par les autorités parisiennes sous le mandat de Nicolas Sarkozy, puis celui de François Hollande. Mais afin de n’effrayer aucun des acteurs – gouvernement afghan, ancienne Alliance du Nord, talibans eux-mêmes, Américains, etc. –, il fallait prendre beaucoup de précautions. On parla donc de « dialogue », ou encore de « processus », et non pas de « négociations ». Les rencontres se tiendraient sous l’égide de la Fondation (française) pour la recherche stratégique, donc dans un cadre officieux, et hors présence des médias.

Avec l’appui discret et efficace de la direction des affaires stratégiques¹⁵ du ministère de la Défense et celui du Quai d’Orsay, trois réunions se tinrent dans un château près de Chantilly, en novembre 2011, puis en juin et en décembre 2012. Les représentants de toutes les composantes de la société afghane furent ainsi réunis, pour la première fois depuis le début de la guerre d’Afghanistan. Ce résultat n’aurait pas été possible sans les contacts patiemment noués à Kaboul par mon deuxième conseiller, Yves Manville. Prudents, les talibans envoyèrent aux deux premières réunions un de leurs anciens ministres, Abdoul Salam Zaïf, qui précisa y assister « à titre personnel ». Mais, à la troisième, ils délèguèrent deux dirigeants de leur instance suprême, la choura (conseil) de Quetta : Naïm Wardak et Delawar Chahabouddine. Ce dernier était sous sanctions onusiennes. Qu’à cela ne tienne ! Nous obtînmes une dérogation pour lui permettre de se rendre à Chantilly. Sans doute l’annonce par François Hollande d’un retrait de toutes nos troupes combattantes d’ici à la fin de 2012 avait-elle facilité ce pas supplémentaire des talibans.

À cette troisième réunion, des questions de substance furent abordées, comme la Constitution et les modifications qui pouvaient lui être apportées. Des divergences majeures, mais pas inattendues, se confirmèrent, dont l’exigence préalable des talibans d’un retrait complet des forces internationales. Cependant, ceux-ci assurèrent qu’ils étaient prêts à partager le pouvoir avec les autres composantes et ne visaient plus à l’exercer de façon exclusive. On passait ainsi progressivement d’un processus de dialogue à une amorce de négociation.

Cette escapade en France n’avait pas amené les talibans à se montrer plus ouverts : lors de la visite touristique organisée à Paris pour l’ensemble des délégués, les leurs avaient refusé d’entrer dans Notre-Dame... N’empêche. Quelques semaines après la dernière réunion de Chantilly, ses vingt participants adoptèrent une « charte » par laquelle ils s’accordaient sur les bases d’un régime démocratique. Mon collègue britannique, en parfait gentleman, salua la percée diplomatique française d’un « chapeau ! » en français.

C’est à ce moment-là que le gouvernement afghan porta un coup d’arrêt au processus. Hamid Karzaï, que j’avais tenu au courant de nos intentions et dont

plusieurs proches avaient participé aux réunions de Chantilly, nous avait d'abord laissés faire : il ne voulait pas paraître négatif et ne croyait pas à l'aboutissement de notre initiative. Mais quand il vit que celle-ci commençait à prendre une tournure sérieuse, il entra dans une violente fureur et me fit une terrible scène, en prétendant que nous avions agi dans son dos, que nous voulions l'évincer. En réalité, le président afghan, qui n'avait pas réussi à rassembler les Pachtounes, craignait que le processus de Chantilly n'en fît apparaître les talibans comme les représentants les plus légitimes.

Reconnaissons-le : rien ne prouve que, même sans l'opposition de Karzaï, le processus serait allé jusqu'à son terme. Le but des talibans était peut-être seulement d'afficher leur bonne volonté, de rassurer la population afghane et la communauté internationale, d'embarrasser et d'isoler Karzaï, justement, comme celui-ci le redoutait. Au total : gagner du temps sans rien céder sur le fond.

Parallèlement, il nous fallait peser sur le Pakistan, principal soutien des talibans, qui voyait dans un Afghanistan contrôlé par ces derniers, donc indirectement par lui, le moyen de renforcer son influence régionale face à l'Inde. Pour faire pression sur le Pakistan, il fallait convaincre la Chine, rivale elle aussi de l'Inde et très influente à Islamabad, du danger qu'un Afghanistan dominé par les seuls talibans aurait représenté pour elle, en particulier pour sa province du Xinjiang. Je faisais valoir à mon collègue chinois l'intérêt d'un rôle plus actif de ses autorités pour inciter les talibans, par Pakistan interposé, à se montrer plus ouverts à la négociation. Une fois à la tête de la DGSE, je passerais le même message à mes homologues chinois.

Le dialogue trilatéral associant la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan, qui s'est engagé à partir de février 2015, ne peut qu'être positif. Mais le Pakistan est toujours réticent. De leur côté, les talibans, après avoir longtemps refusé un dialogue direct avec Kaboul, avaient fini par s'y prêter en juillet 2015. Mais la révélation de la mort de leur chef mollah Omar, survenue deux ans plus tôt et tenue secrète jusque-là, mit un coup d'arrêt à cette tentative. L'élimination de son successeur mollah Mansour par les Américains, en mai 2016, n'a pas été de nature à favoriser une reprise du dialogue...

L'Afghanistan, premier producteur mondial d'héroïne et ex aequo de cannabis

L'Afghanistan était (et est toujours) le premier producteur mondial de pavot (5 800 tonnes en 2011) et donc d'héroïne (environ 300 tonnes exportées chaque année¹⁶). Sa culture, sur près de 200 000 hectares, occupe 10 % de la population.

De plus, l'Afghanistan talonne le Maroc pour la production de résine de cannabis. Or, la drogue fait beaucoup de victimes en Afghanistan même (1,5 million de consommateurs), mais aussi en Iran, en Russie et, dans une moindre mesure, en Europe occidentale¹⁷.

En Afghanistan, la drogue alimentait aussi la guerre. Les talibans, qui avaient lutté contre elle quand ils étaient au pouvoir, adoptèrent ensuite la position inverse : sans être impliqués directement dans la production, ils percevaient des taxes qui leur procuraient un budget annuel de plusieurs centaines de millions de dollars. De leur côté, les « seigneurs de guerre » de l'Alliance du Nord étaient les principaux bénéficiaires du trafic. Au moment où j'étais en Afghanistan, l'un des ministres chargés de la lutte contre la drogue en était un des acteurs.

Face à cette situation, la communauté internationale a manqué de cohérence et de fermeté. Les Américains sont passés par des phases de répression (sous le mandat de George W. Bush, un ambassadeur américain, Bill Wood, avait gagné le surnom de « Chemical Bill ») et de laisser-faire, notamment à l'instigation de Richard Holbrooke, qui craignait le ralliement des cultivateurs de pavot aux talibans¹⁸. Il est vrai que la politique d'éradication, si elle n'est pas menée dans le long terme, ne peut réussir, en raison des stocks d'opium disponibles. Ainsi, une année où un mystérieux champignon avait détruit 30 % de la production, les prix avaient augmenté d'autant.

Les Nations unies disposent d'une agence spécialisée – l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) – qui, dotée d'un énorme budget (651 millions de dollars pour la période 2016-2017), se contente de produire de beaux rapports déplorant la situation. Elle ne participe en aucune manière à la lutte contre le trafic.

À Kaboul, j'avais créé un poste d'attaché spécialisé, qui fut confié à un officier de très grande qualité, le commandant de police Didier Drevet. Cette seule nomination envoyait aux différents acteurs un message sur l'attention portée par notre pays à cette problématique. Mais cela ne pouvait suffire.

Deux présidents à Kaboul

J'ai accueilli successivement deux de nos présidents à Kaboul : Nicolas Sarkozy en juillet 2011 et François Hollande en mai 2012.

La libération de nos trois otages (Ghesquière, Taponier et leur interprète), le 29 juin 2011, avait ouvert la voie à la visite du premier, qui ne voulait pas l'effectuer avec cette affaire sur les bras. L'arrivée de l'avion présidentiel était

prévue le 12 juillet, à 8 heures heure locale. Je l'attendais sur le tarmac depuis 7 h 30, en compagnie de mon attaché de défense, le colonel Fournier. La visite, que j'avais souhaité tenir secrète le plus longtemps possible, ne l'était plus depuis une vingtaine de minutes. L'Élysée avait dû la rendre publique à la suite de fuites provenant, semble-t-il, du ministère de la Défense (mais le Président lui-même avait vendu la mèche à plusieurs de ses amis).

L'appareil apparut, encore haut dans le ciel. À 7 h 40, on le vit sortir son train d'atterrissage. C'est alors que je reçus un appel du chef de cabinet du Président, Guillaume Lambert, qui était à bord : « D'après mes informations, l'un des deux Chinook américains qui doivent nous transporter ensuite est en panne. Tu confirmes ? » Première nouvelle. Nos militaires n'étaient pas au courant. Or, les hélicoptères américains sont comme nos gendarmes : ils vont par deux. Donc, un Chinook en panne = pas d'hélicoptère du tout. Enfin, miracle ! À 7 h 50, les deux gros Chinook firent leur apparition dans le ciel jaunâtre. La réparation avait pu être effectuée *in extremis*.

J'allai accueillir Nicolas Sarkozy à l'échelle de coupée avant de l'Airbus A330, tandis que les membres de sa suite, naufragés d'une nuit sans sommeil, hagards, descendaient à l'arrière. Les Chinook nous emmenèrent aussitôt à Tora, chef-lieu du district de Surobi, que j'avais proposé pour marquer symboliquement la perspective de notre retrait. « Il faut savoir terminer une guerre », déclara le chef de l'État devant les soldats.

Puis passage à ma résidence. Le Président me fit venir dans la chambre où son service de sécurité, le GSPR, l'avait enfermé, tous rideaux tirés.

« Alors, me demanda-t-il, quel est l'état d'esprit de Karzaï ? Comment réagit-il à mon annonce de retrait ?

— De façon schizophrène, expliquai-je : il est pour le matin, contre l'après-midi.

— Et la sécurité de l'ambassade, comment ça se présente ?

— Mes policiers font du bon travail. Mais nous devons renforcer la sécurité de nos locaux, car je m'attends à une dégradation de la situation, y compris à Kaboul.

— Ah bon ?

— Oui, inévitablement. Vous le savez bien : on retire des troupes non pas parce que la situation s'améliore, mais à cause de la lassitude des opinions publiques. Les Afghans ne sont pas vraiment prêts, et les talibans savent tout cela.

— Et en dehors de Kaboul ?

— Ça dépend des régions : c'est relativement calme à l'ouest, au centre et dans le nord. Très dégradé à l'est et au sud. Mais des attentats peuvent se

produire, même dans les zones réputées calmes. Ainsi, comme vous le savez sans doute, mon escorte et moi avons échappé de justesse à un attentat le mois dernier à Mahmoud-é-Raki, le chef-lieu de la Kapisa, qui se trouve pourtant dans une zone à majorité tadjike.

— Vraiment ? Personne ne m’a rien dit.

— Votre ministre de la Défense a lui aussi échappé à un attentat, à Kaboul, en avril.

— Ah oui, c’est vrai, Longuet est venu. Comment ça s’est passé ? »

Rencontre avec la petite communauté française de Kaboul et un groupe de femmes afghanes (qui s’attendaient à voir un député de passage). Puis entretien dans mon bureau avec David Petraeus, patron des forces américaines et internationales, qui venait d’être confirmé par le Sénat, à l’unanimité, comme directeur de la CIA. Il resterait à ce poste moins d’un an : en novembre 2012, David devrait donner sa démission à la suite d’une polémique liée à sa vie privée.

Nous parlâmes retrait des troupes, puis renseignement :

« Monsieur le Président, proposa le généralissime américain, je suis disposé à faire rentrer la France dans les Five Eyes¹⁹.

— Ce serait formidable ! » commenta Sarkozy.

Pour ma part, je faisais la moue.

« Je ne suis pas sûr que ce soit si intéressant, objectai-je, et de toute façon ceci ne résoudrait pas le problème que nous avons souhaité régler avec le projet d’accord de non-espionnage, qui d’ailleurs était une initiative américaine. C’était justement la CIA qui avait bloqué. Vous vous souvenez, monsieur le Président ?

— Ah oui, parfaitement, approuva Sarkozy. J’en avais parlé à Obama lors d’une visite à Washington. Il faudra que vous regardiez cela, général. »

Nous quittâmes Petraeus pour le palais présidentiel. Dès notre arrivée, nous apprîmes que le demi-frère de Hamid Karzaï, Ahmad Wali, venait d’être assassiné à Kandahar, sans doute à propos d’un différend de nature mafieuse. Je demandai au chef du protocole de s’assurer que le président Karzaï souhaitait maintenir l’entretien et le déjeuner. Mon interlocuteur revint quelques minutes plus tard. Le président Karzaï avait décidé de ne rien changer au programme. « Je suis au service de mon pays et dois mettre ma peine de côté », nous rapporta son collaborateur.

Puis Karzaï arriva, digne et maître de son émotion. Nous nous installâmes dans un salon pour la séquence photos. Nicolas Sarkozy présenta ses condoléances.

« Quand est-ce arrivé ? demanda-t-il.

— Ce matin, répondit Karzaï.

— Il n'avait pas de gardes du corps ? »

Si, justement, pensai-je : c'était son propre chef de la sécurité qui lui avait tiré deux balles à bout portant, une dans la tête, l'autre dans la poitrine, alors qu'il sortait de sa salle de bains. Du moins était-ce ce que je venais d'apprendre.

« On ne sait pas encore très bien comment ça s'est passé », éluda Karzaï.

Puis on se mit à table. Nicolas Sarkozy était encadré à sa droite par l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées, à sa gauche par moi, qui prenais des notes. En face, Hamid Karzaï était flanqué par le « maréchal » Fahim et Zalmai Rassoul. On parla retrait – Karzaï n'eut rien à objecter à l'inscription du district de Surobi en tranche 2 – et traité d'amitié. Sarkozy m'invita à en décrire le contenu. Je détaillai quelques projets qui pourraient être conduits dans ce cadre. Karzaï approuva.

Point de presse des deux présidents sous les platanes. Puis Hamid Karzaï reconduisit son invité à sa voiture. J'étais resté à son côté, devant monter dans un autre véhicule. Quand la portière se referma sur Nicolas Sarkozy, je m'aperçus que le président afghan, qui avait tenu jusque-là de façon presque héroïque, était pâle, au bord des larmes, sur le point de s'effondrer. Je lui serrai la main chaleureusement. Puis, le laissant à sa douleur, je regagnai le convoi.

Après son élection, François Hollande m'avait fait part de son intention de se rendre très vite en Afghanistan. Il le fit le 25 mai 2012, dix jours après son investiture. Entre-temps, il avait rencontré Obama au G8, puis, de nouveau, à Chicago, avec les autres dirigeants de l'OTAN, ainsi que le président Karzaï. Le dossier afghan a ainsi fortement marqué les premières semaines de son mandat. L'essentiel ayant été discuté avec les principaux acteurs, le déplacement du nouveau président à Kaboul ne présentait plus d'enjeux majeurs. Son principal objectif était l'habillage diplomatique et psychologique des décisions prises, vis-à-vis des autorités afghanes et des militaires français.

« Notre retrait sera ordonné et coordonné », assura François Hollande aux soldats français sur la base de Nijrab, en Kapisa. « Le temps de la souveraineté afghane est venu. La menace terroriste qui visait notre territoire et celui de nos alliés, sans avoir totalement disparu, a été en partie jugulée », expliqua-t-il encore. Puis le commandant de la base lui en fit faire le tour. Imprudemment : un projet d'attaque à la roquette avait été déjoué peu de temps avant l'arrivée du Président à Nijrab. Avait-il un lien avec la visite ? Pas sûr. Mais on ne pouvait l'exclure, car l'annonce publique en avait été faite juste après l'atterrissage de l'avion présidentiel.

À Kaboul, l'allocution devant la communauté française rassemblée dans mon jardin fut un mélange subtil de politique, de pédagogie et d'humour. J'en fus l'un

des destinataires : « Je ne sais pas pourquoi il est toujours affecté dans les pays les plus difficiles, se demanda François Hollande en se tournant vers moi. Je ne sais pas non plus où nous l'enverrons après. Sûrement dans une zone de conflit. Mais il mériterait aussi qu'on lui accorde un moment qui serait moins éprouvant. » Je ne voulus retenir, sur l'instant, que la dernière phrase.

Le Président fit le tour des invités dans une ambiance joyeuse. Quelques selfies, puis retour à l'aéroport. François Hollande me fit monter à bord de l'Airbus 330 pour me le faire visiter. Il en avait l'air très satisfait. En fait, l'« Air-Sarko One » décrié par la presse satirique était bien commode et, disons-le, nullement superfétatoire pour le président de la République française. Nous convînmes de nous revoir très vite à Paris.

Baraka ? Attentats manqués

J'avais fait allusion devant Nicolas Sarkozy à deux tentatives d'attentats. En voici le détail.

Le 18 avril 2011, Gérard Longuet, ministre de la Défense, que j'accompagnais, devait rencontrer son homologue afghan Abdul Rahim Wardak, dans son bureau, à midi. Mais dans la matinée, le cabinet du ministre afghan nous proposa de reporter le rendez-vous à 14 heures. Ce décalage nous avait conduits à adapter le programme. Nous nous trouvions dans un hélicoptère, en phase d'atterrissage, lorsque, quelques minutes après 12 heures, on m'appela sur mon portable : une tentative d'attentat venait de se produire au ministère afghan de la Défense. Je tentai de le faire comprendre à Gérard Longuet, qui était assis en face de moi, mais le vrombissement des moteurs nous empêchait de communiquer. Je dus attendre que la machine fût au sol pour informer le ministre. Puis j'appelai Abdul Rahim Wardak pour prendre de ses nouvelles. « Non, je n'ai rien, me rassura le ministre : au moment de l'attentat, j'étais chez le Président et c'est pourquoi j'avais dû décaler notre rendez-vous. Mais j'ai plusieurs morts au ministère. »

Il m'expliqua ce qui s'était passé :

« Un (faux) colonel en 4 × 4 avec chauffeur s'est présenté peu après 12 heures à l'entrée du ministère. Il a sorti le fusil-mitrailleur caché sous sa vareuse, tué le personnel en faction dans le vestibule et monté l'escalier conduisant à mon bureau. Des soldats venus en renfort l'ont alors abattu, quasiment devant ma porte.

— Monsieur le ministre, lui demandai-je, souhaitez-vous que l'entretien se déroule à l'ambassade ?

— Non, parce que les terroristes pourraient penser que j'ai peur. Il faut au contraire leur montrer que ni vous ni nous ne sommes impressionnés.

— Alors, même heure, 14 heures ?

— Non, disons 16 heures, si cela convient à M. Longuet, car il nous faut un peu de temps pour remettre les lieux en état. »

Quand nous arrivâmes, le tapis de l'escalier était encore maculé de sang. Les miroirs de la montée d'escalier portaient des impacts de balles. Dans l'après-midi, les talibans publièrent un communiqué affirmant que leur cible était bien Gérard Longuet. Le porte-parole de ce dernier répondit que rien ne le prouvait... Probablement, les talibans n'avaient pas été informés du report du rendez-vous.

Le 15 juin 2011 aurait pu être mon dernier jour et celui de mes accompagnateurs.

Le temps était radieux. Les paysages beaux et paisibles. Notre convoi avait quitté l'ambassade à 8 heures du matin. Nous avions dépassé la base américaine de Bagram et traversions maintenant la plaine de Chamali, au nord-est de Kaboul. Je me rendais à Mahmoud-é-Raki pour y rencontrer le gouverneur Mehrabouddine Safi, un ancien général de l'armée afghane. Pour éviter d'abuser des hélicoptères militaires, j'avais décidé d'utiliser la route, que l'on disait peu dangereuse : autant le sud de la Kapisa était infesté de talibans, autant le nord paraissait calme. Mon escorte était commandée par le brigadier Franck Brinsolaro²⁰. Assis à côté du conducteur, c'était mon « épaule », comme on dit dans le jargon de la sécurité rapprochée. Le lourd 4 × 4 blindé avançait lentement sur un chemin de terre cahoteux. À gauche, de hauts blés. À droite, des vergers entourés de murets de terre sèche. Un endroit idéal pour une embuscade.

« Franck, demandai-je, supposons que nous soyons attaqués maintenant. Que ferions-nous ?

— On essaierait de fuir, monsieur. Et si nous n'y arrivions pas, nous combattrions jusqu'au dernier. »

Mais ce n'était pas là que le destin nous attendait, ni l'un ni l'autre. Pas encore. Entre-temps, nous avons pénétré dans le petit bourg. Nous n'étions plus qu'à quelques minutes du gouvernorat. Le rendez-vous avec le gouverneur était fixé à 10 heures. Je demandai à Franck de ralentir le convoi. C'est alors que nous entendîmes une énorme explosion. Il était 9 h 44. Mon téléphone sonna. C'était un de mes collaborateurs, Stéphane, qui attendait en précurseur au gouvernorat.

« Monsieur l'ambassadeur, me dit-il, un attentat vient de se produire juste devant le gouvernorat. Toutes les vitres sont soufflées. »

Nous ralentîmes encore l'allure, car un attentat était souvent suivi d'un second. Mais je ne souhaitais pas me laisser intimider et partir comme un lapin.

« Stéphane, s'il vous plaît, passez-moi le gouverneur.

— Allô, bonjour, mon général. Maintenant, l'attentat est derrière nous. Je vous propose de ne rien changer à notre programme. Il faut montrer aux terroristes qu'ils ne nous font pas peur.

— Non, supplia le gouverneur, je vous en prie, repartez pour Kaboul ! C'était sans doute vous qui étiez visé, et votre présence pourrait nous mettre en danger. »

Nous rebroussâmes chemin. À contrecœur. Une heure et demie plus tard, nous étions de retour à Kaboul. J'avais à peine eu le temps de m'asseoir à mon bureau que le téléphone sonna : c'était l'antenne de l'AFP à Islamabad : les talibans venaient de revendiquer l'attentat. Ils affirmaient que j'en étais la cible. Ils m'avaient manqué, mais avaient tué deux de mes gardes du corps (ce qui était faux).

Les jours suivants, j'obtiendrais quelques détails sur cette tentative. Une Corolla bleue s'était présentée au point de contrôle mis en place exceptionnellement par le général Maurin, qui commandait alors la brigade « La Fayette », à proximité du gouvernorat. Je l'avais informé de mon projet de visite et il avait spontanément décidé ce dispositif, qui nous a sauvé la vie. À l'arrière du véhicule se trouvait une personne en burqa (pas forcément une femme). Le conducteur prétendit avoir rendez-vous pour son épouse au commissariat situé près de l'entrée du gouvernorat. Le policier de faction voulut cependant inspecter le véhicule et c'est à ce moment-là que le kamikaze déclencha la bombe contenue dans le coffre : 70 kilos d'explosif. L'attentat fit six victimes, dont deux policiers et quatre civils, parmi lesquels un enfant, en plus des deux passagers. Selon nos services, le chef du commando avait pu s'échapper. Il s'était entretenu, quelques minutes avant l'attentat, avec un capitaine de police du gouvernorat, qui devait lui signaler quand le gouverneur viendrait m'accueillir à l'entrée du bâtiment. Ce capitaine fut arrêté. Le commanditaire de l'opération serait aussi identifié. Il serait tué quelques mois plus tard par nos forces, non pas par vengeance – ce n'était pas mon état d'esprit ni celui de nos militaires –, mais parce qu'il préparait d'autres attentats.

Le gouverneur n'avait pas organisé ma visite avec une discrétion suffisante : il avait invité des parlementaires, parlé à des journalistes. Nous-mêmes, nous avions été trop confiants et n'avions pas pris assez de précautions.

Je n'aurais par la suite connaissance que d'une seule autre tentative ciblée des talibans, quelques mois plus tard, également lors d'un déplacement en Kapisa pour une inauguration. Informé la veille, je déciderais de reporter ma visite.

Les ministres se pressaient peu à Kaboul, en dehors de celui de la Défense, Gérard Longuet, puis Jean-Yves Le Drian. Pendant mon séjour, le ministre des Affaires étrangères, en l'occurrence Laurent Fabius, ne s'est rendu qu'une seule fois à Kaboul en visite bilatérale. Après la formation du gouvernement issu des élections de 2012, j'étais allé trouver le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. J'avais plaidé auprès de lui pour une transformation de la DCRI, la direction centrale du renseignement intérieur créée par Nicolas Sarkozy, en direction générale. C'était ma vieille idée, dont j'avais déjà parlé à ce dernier, on s'en souvient, lors de ma visite de départ. D'abord sceptique (« Ça servirait à quoi ? »), Manuel Valls m'avait ensuite paru réceptif à mes arguments.

Mais ce sujet n'était pas le but principal de ma visite : je souhaitais convaincre le ministre de se rendre en Afghanistan pour mettre fin « proprement » à la présence de nos gendarmes dans une école de police, située sur une colline à 2 400 mètres d'altitude, dans la province du Wardak, à l'ouest de Kaboul. Nos gendarmes avaient accompli leur mission. Les Afghans, désormais autonomes, pouvaient prendre le relais. Surtout, la situation n'était plus tenable : ce centre de formation, situé sur le passage de commandos du « réseau Haqqani », l'un des groupes terroristes les plus virulents, avait reçu des dizaines de roquettes au cours des mois précédents. C'était un miracle qu'aucune perte n'eût été à déplorer parmi nos gendarmes. L'enjeu, pour important qu'il fût, n'en justifiait pas.

Manuel Valls me fit la promesse de se rendre en Afghanistan. Il la tint : j'eus le plaisir de l'y accueillir en février 2013.

Le soir de son arrivée, on me communiqua un renseignement selon lequel six commandos terroristes s'étaient infiltrés dans Kaboul pour y commettre autant d'attentats, dont un au siège du ministère afghan de l'Intérieur, où nous devons nous rendre le lendemain matin. J'en informai le ministre.

« Qu'en pensez-vous ? me demanda-t-il.

— Le renseignement n'est pas recoupé et nous en recevons presque tous les jours de cet acabit. Votre homologue, le général de police Ghoulam Moutaba Patang, ne comprendrait pas que vous lui fassiez faux bond. Je propose que nous maintenions le rendez-vous, mais après avoir demandé au ministère de l'Intérieur de sécuriser votre itinéraire.

— Eh bien, faisons comme cela. »

J'appelai le chef de cabinet du ministre afghan pour l'informer de la situation et lui demander qu'une équipe de la police afghane nous ouvre la route le lendemain. « Aucun problème, promit-il. Je fais le nécessaire. »

Le lendemain matin, le ministre et moi partîmes pour notre rendez-vous, escortés par les policiers de l'ambassade. Mais de l'accompagnement attendu

des Afghans, point de nouvelles. La circulation était dense. Bientôt, nous fûmes bloqués dans un embouteillage inextricable. Nous étions très vulnérables. Ainsi immobilisé, notre convoi ne passait pas inaperçu. Une roquette contre le véhicule ou une bombe magnétique l'aurait réduit en cendres, avec ses occupants. Manuel Valls avait perçu le danger. Mâchoires serrées. Moment de silence. Rien de tel pour détendre l'atmosphère qu'un peu d'humour noir : « De toute façon, monsieur le ministre, s'il arrivait quelque chose maintenant, vous ne seriez plus en mesure de m'en faire le reproche ni moi de le subir. » Nous arrivâmes finalement sans encombre au ministère. Les attentats annoncés ne se produisirent pas. Un tuyau crevé, sans doute.

Quelques heures plus tard, nous nous rendîmes en hélicoptère à l'école de police du Wardak, à proximité de l'endroit où, l'année précédente, un Chinook américain, probablement atteint par une roquette, s'était écrasé. J'avais assisté à l'imposante cérémonie de levée des corps des trente Navy SEALs²¹ qui avaient péri dans l'incident. Mais il était important pour nos gendarmes que leur ministre vînt lui-même sur place pour déclarer la mission accomplie.

J'avais saisi l'occasion de la visite du ministre de l'Intérieur pour évoquer avec lui le sort des auxiliaires afghans de l'armée française, les « PCRL », personnels civils de recrutement local, en langage administratif. J'avais en effet le souci, partagé avec nos militaires, de protéger les interprètes qui nous avaient si bien servis des risques auxquels ils auraient pu être exposés après notre départ. En même temps, il fallait évaluer la capacité des intéressés et de leur famille à s'intégrer dans la société française et éviter les demandes opportunistes d'individus qui n'avaient travaillé que très occasionnellement pour l'armée française ou l'ambassade. Un de mes collaborateurs afghans avait même mis en scène un faux attentat contre lui pour bénéficier du programme. Au départ, Paris m'avait fixé un quota de soixante-dix personnes, familles comprises, et c'était trop peu. Le ministère de l'Intérieur – il était dans son rôle – se montrait parcimonieux.

Au début de 2013, j'obtiendrais de François Hollande, que j'étais allé trouver à l'Élysée, le doublement du quota. Je suivais moi-même de très près les procédures de sélection. J'organisais des réunions au profit des bénéficiaires pour leur expliquer les lois et les valeurs de la République. Réunions que je tenais à présider moi-même. À l'une d'entre elles, les candidats masculins qui avaient été sélectionnés s'étaient installés à la table, tandis que les épouses en burqa avaient pris place sur des sièges derrière eux. « Mesdames, leur dis-je en me tournant vers elles, en France, vous serez à la table, au côté de vos maris, avec les mêmes droits. Et dans l'espace public, vous ne porterez pas la burqa. »

Je devinai derrière les voiles des yeux rieurs. Le message avait été parfaitement compris. À l'aéroport, juste avant d'embarquer, toutes les femmes, spontanément, jetèrent bas leur burqa.

* * *

« Aujourd'hui, estimai-je, les talibans contrôlent 30 % du territoire et ils continuent à progresser. Comment ferez-vous lorsque les Américains seront partis ?

— Si vous regardez l'histoire de l'Afghanistan depuis deux, voire quatre siècles, me répondit Achraf Ghani, vous constaterez que le quart ou le tiers du pays a toujours échappé au pouvoir central. Cela n'a pas empêché l'Afghanistan de continuer à exister. Il continuera à le faire. Nous ferons avec. »

Tel est l'échange que j'eus avec Achraf Ghani, aujourd'hui président de l'Afghanistan, lors de la visite d'adieu que je lui fis en avril 2013.

En 2018, les talibans contrôlent environ 40 à 45 % du territoire, essentiellement des zones rurales dans le sud et l'est du pays. Ils font parfois des incursions dans le nord, comme à Kunduz ou Mazar-é-Charif. Mais ils n'ont, pour le moment, réussi à s'emparer durablement d'aucune ville. Les chefs-lieux des trente-quatre provinces restent aux mains du gouvernement. L'armée, libérée de la tutelle américaine et bien que de qualité médiocre, ne s'est pas effondrée, même si elle a perdu du terrain. Le pouvoir, faible, est divisé entre ses deux têtes, le président Achraf Ghani et le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah.

Le dialogue avec les talibans semble en panne. La rivalité de ces derniers avec Daech, qui s'est redéployé, entre autres, en Afghanistan depuis sa défaite en Irak et en Syrie, ne les incite sans doute pas à se compromettre avec le gouvernement afghan. Alors que les talibans sont animés par une idéologie à la fois religieuse et nationaliste, l'État islamique a un agenda internationaliste, qui représente une menace pour l'Occident.

La situation sécuritaire s'est encore dégradée depuis le retrait de l'essentiel des forces internationales. Le nombre de victimes civiles n'a cessé d'augmenter.

La production de pavot et de cannabis a atteint des pics.

Dans ces conditions, comment ne pas s'interroger sur la pertinence de l'intervention occidentale entre 2001 et 2014 ? Sur le bien-fondé des vies perdues de nos soldats ?

J'avais posé ces questions dans mon discours de départ, dans le grand salon de ma résidence de Kaboul, le 23 avril 2013. J'avais relevé que, si Al-Qaïda avait été affaiblie, c'était plus grâce aux opérations menées de l'autre côté de la

frontière, au Pakistan, avec les campagnes de drones et l'élimination de ben Laden, le 2 mai 2011, qu'à celles conduites en Afghanistan. Ma volée de bois vert n'avait pas épargné le gouvernement afghan : « Il devient de plus en plus compliqué de justifier nos sacrifices financiers à l'opinion publique et à nos parlements alors que l'Afghanistan continue à détenir un record en matière de production de drogue. » Je mis aussi en doute la souveraineté revendiquée par le président Karzaï. « Elle ne veut pas dire grand-chose pour un pays qui dépend presque exclusivement de la communauté internationale pour les salaires de ses soldats et de ses policiers, pour la plupart de ses investissements et pour une partie de ses dépenses courantes. » Et d'inviter le gouvernement à améliorer la collecte des impôts et des droits de douane, affectée par la corruption.

Peut-être la situation en Afghanistan serait-elle plus dramatique encore si nous n'étions pas intervenus, au côté de nos alliés. Il reste que le bilan de treize ans de présence occidentale dans ce pays est plus que décevant.

Notes

1. La province correspond à notre département et le district à notre arrondissement. L'Afghanistan comporte trente-quatre provinces.

2. Direction du renseignement et de la sécurité de la défense, ancienne sécurité militaire.

3. La FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) ou ISAF (International Security Assistance Force).

4. Province au sud-est de Kaboul.

5. Il semble que l'effort réel ait été nettement inférieur (132 millions d'euros pour la période 2012-2016).

6. Les Pachtounes, musulmans sunnites, parlent le pachtou, langue indo-européenne.

7. Les Tadjiks, musulmans sunnites, parlent le dari, version afghane du persan.

8. Les Hazaras sont des musulmans chiites afghans.

9. Le pakol est un couvre-chef porté par les différentes ethnies en Afghanistan, contrairement au turban pachtoune, savamment enroulé et fait dans des tissus de différents motifs et couleurs, qui signalent l'appartenance à une tribu.

10. Massoud, dont Fahim avait été le chef de la sécurité.

11. Mollah Omar serait mort de maladie en avril 2013. Son décès, tenu secret, ne sera confirmé par les talibans qu'en juillet 2015.

12. Atta Mohammed Nour a dû rendre son poste de gouverneur en janvier 2018.

13. Paul Jean-Ortiz est décédé à Paris le 31 juillet 2014, à l'âge de 57 ans.

14. Conférence internationale de Paris sur l'aide à l'Afghanistan, juin 2008.

15. Aujourd'hui Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS).

16. Ces chiffres permettent de relativiser l'importance des saisies, qui sont minimes par rapport aux quantités en circulation.

17. Selon certaines études récentes, 500 000 à 600 000 Français auraient pris de l'héroïne au moins une fois dans leur vie. En 2014, 243 personnes sont mortes, officiellement, en France d'une overdose, dont une moitié de consommateurs d'opiacées. Il faut sans doute doubler ce chiffre pour y inclure les victimes du sida contaminées par injection.

18. Voir l'ouvrage de Sherard Cowper-Coles, ancien ambassadeur britannique en Afghanistan, *Cables from Kabul*, 2012.

19. Club dirigé par les États-Unis et comprenant aussi la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les Five Eyes sont compétents essentiellement dans les domaines du renseignement technique et militaire.

20. Franck Brinsolaro serait tué lors de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015.

21. Commandos des Forces spéciales américaines.

Otages : le dilemme

Syrie : des otages *low cost*

C'est en Syrie que je fis mes premières armes en matière d'otages. L'affaire rocambolesque et peu glorieuse dont j'ai été un acteur (marginal) mérite d'être racontée dans le détail.

Aéroport d'Heathrow, près de Londres, 17 avril 1986

Une jeune Irlandaise, Anne-Marie Murphy, passe les contrôles de sécurité de la compagnie israélienne El Al pour prendre le vol 016 à destination de Tel-Aviv. Elle est enceinte de cinq mois. C'est son fiancé, Nézar Hindaoui, un Palestinien résidant en Jordanie, qu'elle connaît depuis deux ans, qui a organisé ce voyage. Il souhaitait accompagner sa future femme pour la présenter à ses parents, après un petit détour par Tel-Aviv. Mais il est toujours en attente de son visa israélien. Du moins est-ce l'explication qu'il a donnée à Anne-Marie. Il lui a demandé de le précéder. Il la rejoindra dès que possible. La naïve, tout à son idylle, n'a rien trouvé de bizarre dans l'itinéraire que Nézar a conçu ni dans le faux bond qu'il lui fait à la dernière minute. Ce jour-là, ce sont trois cent soixante-quinze passagers qui sont en train d'embarquer.

Mais le comportement d'Anne-Marie, qui n'a jamais voyagé, intrigue les agents de sécurité d'El Al. Ils l'interrogent sur les motifs de son voyage. Les réponses de la jeune fille ne font qu'accroître leur perplexité. Ils examinent alors de près son bagage de cabine, dans lequel les rayons X n'avaient rien détecté de suspect. Ils y découvrent un double fond contenant un kilo et demi de Semtex, explosif très puissant, ainsi qu'un système de mise à feu équipé d'une minuterie. Anne-Marie tombe des nues. Elle ne comprend pas ce qui lui arrive. C'est Nézar, le propre père de l'enfant qu'elle porte, qui a lui a fourni le bagage. Elle le dit à la police, crie son innocence, hurle son désarroi.

Entre-temps, Hindaoui, qui a réservé un siège sur le vol de Damas, a pris un bus de la Syrian Arab Airlines. Il entend à la radio qu'une bombe – sa bombe – a été découverte par El Al. Il descend du bus et se précipite à l'ambassade de Syrie. L'ambassadeur le confie à l'antenne des services secrets syriens, qui le conduit dans un appartement hors de l'ambassade. Là, on lui coupe les cheveux. On les lui teint. On le désilhouette, comme on dit dans le jargon des spécialistes. Il pourra ainsi repartir pour Damas. Mais le lendemain, sans doute de crainte d'être éliminé, Hindaoui s'enfuit de l'appartement. En passant devant les kiosques, il voit sa photo en première page de tous les journaux. Il se réfugie chez des amis, qui le convainquent de se rendre à la police.

Il avoue avoir été recruté un an plus tôt par le service de renseignement de l'armée de l'air syrienne. Il en a même rencontré le patron, le général Mohammed Al-Khouli, un proche de Hafez al-Assad. Hindaoui se rétractera au cours de son procès, mais sans convaincre ses juges. Le 24 octobre 1986, il est condamné à quarante-cinq ans de prison, la peine la plus lourde jamais infligée au Royaume-Uni dans son histoire récente.

Aussitôt, Margaret Thatcher annonce la rupture des relations diplomatiques avec la Syrie. Les États-Unis et le Canada rappellent leur ambassadeur à Damas¹. Les Européens, dont la France, sont plus prudents. Ils doivent se réunir à Luxembourg le 27 octobre. Les preuves d'une implication syrienne sont pourtant accablantes. Entre autres, le ministère syrien des Affaires étrangères avait accordé à Hindaoui un passeport de service, alors que celui-ci n'avait pas la nationalité syrienne.

À Damas, le ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Charaa, convoque les ambassadeurs européens pour tenter de dissuader leur gouvernement de prendre des sanctions. L'ambassadeur d'Allemagne ne cache pas son étonnement :

« Mais si vous n'avez rien à voir avec Hindaoui, pourquoi lui avez-vous accordé un passeport de service ?

— Parce qu'il se disait journaliste et pouvait contribuer à améliorer l'image de la Syrie, plaide le ministre.

— Bravo, c'est très réussi ! », s'exclame l'ambassadeur.

Quelques heures plus tard, Farouk al-Charaa demande à voir l'ambassadeur de France en particulier. Mais celui-ci, Alain Grenier, vient de prendre l'avion pour Paris. Très discrètement. Le Premier ministre, Jacques Chirac, a souhaité lui parler de vive voix. Mais pour que cette convocation n'apparaisse pas comme une sanction diplomatique, il faut qu'elle reste secrète. L'ambassadeur a fait donc croire à son personnel qu'il était malade et alité. Pour éviter le risque de contagion, les domestiques doivent laisser les repas à la porte de sa chambre. La

femme de l'ambassadeur, pourtant soucieuse de sa ligne, doit ainsi avaler chaque jour double ration. Enfin, pas tout à fait, car le malade n'a guère d'appétit. À l'ambassade, je suis seul, ou presque, dans la confidence.

Je réponds donc au secrétariat du ministre syrien que l'ambassadeur, très souffrant, n'est pas en mesure de se déplacer. Quelques minutes plus tard, mon correspondant rappelle : « Eh bien venez, le ministre vous attend. »

On me fait entrer dans le bureau du ministre. Il est seul. Pas de témoin. Farouk al-Charaa me demande des nouvelles de mon ambassadeur : « Une méchante hépatite, sans doute », risqué-je.

Puis, lui, droit au but : « Vous avez des otages au Liban. Les ministres européens des Affaires étrangères se réunissent lundi prochain à Luxembourg et je comprends qu'ils vont se prononcer sur les sanctions à l'encontre de la Syrie. Si la France s'oppose à de telles sanctions, la Syrie fera libérer plusieurs de vos otages. »

À ce moment-là, nous avons connaissance de la détention de cinq otages français au Liban : Marcel Fontaine et Marcel Carton, enlevés en mars 1985 ; Jean-Paul Kauffmann, enlevé en mai 1985 en même temps que Michel Seurat, dont la mort avait été annoncée en mars 1986 ; Jean-Louis Normandin et Aurel Cornéa, d'Antenne 2, enlevés en mars 1986².

« Comment pouvez-vous prendre un tel engagement, demandé-je, alors que, selon nos informations, ce sont les Iraniens qui détiennent la clé de la prison où croupissent nos otages ?

— C'est simple, promet le ministre : nous allons faire passer un message clair au Hezbollah et à l'Iran : s'ils ne libèrent pas les otages français, nous leur ferons une nuit des longs couteaux³ au Liban. »

Farouk al-Charaa se lève pour mettre fin à l'entretien. Soudain pris d'un doute, il me demande : « Votre ambassadeur, il est vraiment malade ? »

J'ai une fraction de seconde pour réfléchir à ma réponse. Je prends le parti de ne pas, ou plutôt, de ne plus mentir : juste avant l'entretien, j'avais appris que l'ambassadeur avait été repéré par un responsable de la sécurité de l'aéroport de Damas, alors que les policiers commençaient à le fouiller : « Imbéciles ! Vous ne voyez pas que c'est l'ambassadeur de France ? »

Probablement, ce responsable a rendu compte du départ de mon patron. De toute façon, l'ambassadeur demandera à voir le président Assad à son retour. Ma crédibilité personnelle est en jeu.

« Non, avoué-je, l'ambassadeur est actuellement à Paris. Le Premier ministre souhaitait le voir pour le consulter, en somme pour de vraies consultations. »

Charaa, blême, se rassoit :

« Donc, vous le rappelez, vous aussi ?

— Non, il n'est pas rappelé au sens diplomatique du terme. Il reviendra dans peu de jours. Et il ne tient qu'à vous de faire en sorte que son déplacement à Paris ne fasse l'objet d'aucune fuite.

— Bon, mais alors demandez-lui de revenir très vite. »

Dès la fin de l'entretien, j'appelle l'ambassadeur, selon le code dont nous étions convenus : « Allô ? C'est à propos du petit Joseph. Son papa lui manque beaucoup et il faudrait qu'il rentre très, très vite. »

Le 27 octobre, les ministres des Affaires étrangères européens se contentèrent d'exprimer « leur solidarité et leur compréhension » à l'égard de la Grande-Bretagne, sans désigner la Syrie. Ils s'engagèrent à ne pas accueillir les diplomates syriens que Londres expulserait. C'était la moindre des choses ! En dépit de cela, la Grèce, qui trouvait cette déclaration encore trop dure pour la Syrie, refusa de s'y associer.

L'ambassadeur Alain Grenier rentra de Paris et fut reçu par Hafez al-Assad. Le chef de l'État syrien avait été informé de son voyage en France par Charaa, qui lui avait naturellement fait part de notre entretien. Les agents de sécurité de l'aéroport n'avaient pas fait remonter l'information, de crainte sans doute d'être réprimandés.

« Comment avez-vous pu quitter la Syrie sans que je le sache ? demanda Assad.

— Comme un touriste, les mains dans les poches », répondit l'ambassadeur.

Contre toute évidence, Assad nia l'implication de la Syrie dans la tentative de Hindaoui : « Tuer des Juifs ne me pose aucun problème, reconnut-il, mais je n'ai pas besoin pour cela d'une Irlandaise à moitié folle. »

La Syrie avait fait une promesse et il fallait qu'elle la tînt. Aussitôt après mon entretien avec Farouk al-Charaa, les services secrets syriens avaient convoqué des chefs du Hezbollah :

« Si vous ne libérez pas les otages français, vous vous attirerez des problèmes de notre part, avertirent-ils.

— On voudrait bien, répondirent les responsables du « Parti de Dieu ». Mais la décision n'est pas entre nos mains. Il faut vous adresser à Téhéran. »

Quelques jours plus tard, le 31 octobre, les Syriens – du moins selon leurs dires – firent savoir à Ali Akbar Vélayati, ministre des Affaires étrangères de la République islamique, qu'ils recevaient à Damas, qu'un refus de Téhéran aurait des « effets négatifs ». Expression qui fait quand même un peu moins peur qu'une « nuit des longs couteaux ».

En réalité, les Syriens n'allaient pas mettre en danger leur alliance stratégique avec Téhéran en lui faisant la guerre au Liban, et ce d'autant moins qu'ils

avaient déjà obtenu de la France ce qu'ils en attendaient. De leur côté, les Iraniens n'avaient aucune envie de leur livrer un ou plusieurs otages majeurs, même pour les aider à se tirer du mauvais pas dans lequel ils s'étaient mis. Il fallait faire preuve d'imagination.

Les services syriens n'en manquaient pas. Ils se rappelèrent qu'un garagiste français en retraite, âgé de 84 ans, Camille Sontag, avait été enlevé à Beyrouth en mai 1986. Le président Mitterrand avait évoqué son cas avec l'un des vice-présidents syriens, Abdel Halim Khaddam, qu'il avait reçu à l'Élysée en juillet 1986. Mais Khaddam n'avait rien fait. Seulement, la situation avait changé. Il y avait péril en la demeure. Et désormais, les choses avancèrent rapidement. Les services secrets syriens connaissaient les auteurs de l'enlèvement : il s'agissait de quatre frères, les Dandache, dont la mère, chef d'un réseau mafieux, avait été arrêtée à Marseille. Ils s'imaginaient, en enlevant le garagiste retraité, pouvoir l'échanger contre la matrone. Les services secrets syriens au Liban arrêtaient les quatre frères, leur écrasèrent quelques doigts, et, le lendemain matin, le brave ex-garagiste était localisé. Et d'un !

Les autorités syriennes s'étant engagées à libérer plusieurs otages, il en fallait au moins un deuxième. Elles se souvinrent alors qu'en février elles avaient jeté dans un cul-de-basse-fosse un intrigant libanais, Marcel Coudari, qui avait le bonheur d'être aussi français. Sorte de pigiste du renseignement, Coudari, à force de jouer à l'agent double, triple, ou quadruple, avait fini par se faire arrêter par les services de renseignement syriens. Bien que totalement inconnu des autorités françaises, il pouvait faire le deuxième otage. Et de deux !

Le 10 novembre 1986, des sanctions un peu plus effectives que la déclaration du 27 octobre, en particulier l'interdiction de la vente d'armes à la Syrie, furent adoptées. La France avait veillé à en limiter la portée, en soulignant l'importance du rôle joué par Damas au Proche-Orient. Les mesures annoncées n'étaient pas de nature à compromettre la bonne issue de l'opération : le lendemain, les deux « otages » furent remis à l'ambassadeur de France à Damas.

Celui-ci leur organisa un dîner d'accueil à sa résidence, auquel les officiels syriens qui les avaient livrés étaient aussi invités. J'y assistais. Pendant le repas, Jacques Chirac faisait appeler toutes les demi-heures, et appela lui-même, pour savoir où l'on en était. Camille Sontag, dont la prothèse auditive avait été égarée pendant sa longue période de détention, bornait son propos à des phrases courtes : « Hein ? Quoi ? Qu'est-ce que vous dites ? »

Quant à Marcel Coudari, qui avait perdu quelques dents au cours d'interrogatoires un peu poussés, il zozotait, vindicatif :

« Ve m'venverai ! »

— Monsieur Coudari, mangez votre soupe, elle va refroidir », lui suggérait l'ambassadeur d'une voix douce.

Puis les « otages » partirent dans le Mystère 20 envoyé par Paris et furent accueillis à Orly par Jacques Chirac.

Sur le moment et pendant plusieurs années, je me suis demandé si cette affaire n'était pas une manipulation du Mossad. Hindaoui n'avait-il pas, à son insu, été jeté dans les griffes des *moukhabarat* syriens pour les compromettre et provoquer une crise diplomatique avec Londres ? Les services israéliens auraient ainsi arrêté l'attentat au dernier moment à Heathrow. Chirac avait dû se poser la même question, qui pouvait aussi avoir l'avantage de balayer certains scrupules dans la conduite de cette affaire. Cependant, rien n'est jamais venu étayer une telle hypothèse, défendue devant Daniel Contenay, successeur d'Alain Grenier, par le Premier ministre syrien : ce dernier, Abdel Raouf al-Kassem, affirmait que le père de Hindaoui appartenait lui-même au Mossad et aurait manipulé son fils. Encore cette version se vérifierait-elle un jour qu'elle n'atténuerait en rien le double reproche que l'on peut faire aux services syriens, pour leur intention criminelle et pour leur incompétence.

Pendant les dix-huit années qui suivirent, j'eus le bonheur de ne pas avoir à m'occuper d'affaires d'otages. Celles qui viendraient ensuite m'offriraient l'occasion d'un rattrapage : en Irak, puis comme CNR⁴, en Afghanistan et, enfin, à la tête de la DGSE, j'aurais à en suivre ou gérer une bonne quinzaine...

Irak : deux affaires hypermédiatisées

L'ambassade de France à Bagdad a été en grande partie mobilisée par la gestion de deux affaires d'otages entre la fin du mois d'août 2004, date de l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, et la mi-juin 2005, date de la libération de Florence Aubenas. Ces deux dossiers ont aussi eu pour effet de me bloquer sur place pendant neuf mois : après la libération des deux journalistes, j'avais envoyé en congé mon adjoint Franck Gellet, qui avait bien mouillé sa chemise. Mais Florence Aubenas fut enlevée quinze jours plus tard, avant son retour. Or, j'avais reçu ordre de ne pas quitter mon poste tant qu'il y aurait des otages. Quelques jours après l'enlèvement des deux journalistes, le député Didier Julia m'avait reproché publiquement de « faire des ronds de jambe » à la conférence des ambassadeurs. Paris redoutait le renouvellement de ce type de critiques, même venant d'une personne qui n'imposait pas le respect. Ces neuf mois que je dus passer à Bagdad privé de ma famille et de mes amis me parurent bien longs...

J'avais appris l'enlèvement de Christian Chesnot, Georges Malbrunot et leur chauffeur, Mohammed Joundi, le 20 août 2004, alors que j'étais en France, dans ma maison de province. Je n'étais pas inquiet : dès le 23 août, Franck Gellet, qui assurait l'intérim à Bagdad, avait obtenu par l'une de ses sources un papier signé des deux journalistes et de leur accompagnateur. En même temps, on lui annonçait leur libération, ainsi que celle d'un journaliste italien, Enzo Baldoni, détenu par le même groupe, dans une emprise de l'ambassade, le soir même.

Mais le 26 août, alors que j'étais à Paris pour la conférence des ambassadeurs, la même source nous fit savoir : « Il n'y a pas de problème pour les deux Peugeot, mais la Fiat va lâcher. » Les deux Peugeot, c'était Chesnot et Malbrunot. La Fiat, c'était Enzo Baldoni. Le malheureux serait assassiné par ses ravisseurs dans la nuit du 26 au 27. Ce développement précipita mon retour. Le 30 août, j'étais de nouveau à Bagdad.

Le gouvernement, pour souligner l'importance qu'il attachait à cette affaire, y envoya aussi le secrétaire général du Quai d'Orsay, Hubert Colin de Verdière, que j'avais bien connu à Alger à la fin des années 1970. Le jour même, nous fûmes reçus par cheikh Dhari, président, on s'en souvient, du Comité des oulémas (sunnite). « Venez me voir après-demain, nous proposa-t-il ; j'aurai peut-être quelque chose pour vous. »

Le surlendemain, 1^{er} septembre, nous étions de retour à la mosquée aux quatre minarets en forme de scuds. J'y arrivai, toujours en compagnie d'Hubert Colin de Verdière, perdu en conjectures sur les propos sibyllins du dignitaire religieux : allait-il nous remettre les otages ? J'avais l'impression d'avoir oublié quelque chose ou plutôt quelqu'un : « Merde ! J'ai oublié l'interprète ! » Tant pis, on s'en passerait.

« J'ai plutôt de bonnes nouvelles, nous annonça le cheikh : les otages sont en vie et en bonne santé. Ils ne seront pas exécutés. En aucun cas. Il n'y a plus d'ultimatum. Mais pour le reste : à quelles conditions et quand ils seront libérés, franchement, je ne le sais pas. J'ai fait tout ce que j'ai pu et ne pourrai rien faire de plus. »

C'était clair : le cheikh était opposé à l'enlèvement des journalistes français, en raison de la position politique de la France. Il connaissait les ravisseurs. Mais son pouvoir n'allait pas jusqu'à obtenir d'eux la libération de nos compatriotes. Pourtant, c'était déjà beaucoup : nous allions pouvoir travailler sereinement. Sans l'épée de Damoclès qui jusque-là était suspendue au-dessus de la tête des deux journalistes.

Parallèlement, Michel Barnier, à la demande du président de la République Jacques Chirac, entama une tournée dans la région (Égypte, Qatar) puis s'installa

à Amman, d'où il m'appelait une à deux fois par jour. Il pensait en effet, comme moi-même, que les journalistes seraient rapidement libérés. Mais, dès le 4 septembre, il avait compris que cela ne serait pas le cas et regagna Paris. Hubert Colin de Verdière fit de même le 11 septembre.

L'Armée islamique en Irak, groupe d'obédience salafiste, après avoir revendiqué l'enlèvement, avait établi un contact avec l'une de nos représentations diplomatiques dans la région par le canal d'une ONG. Mais celle-ci ne voulait pas être impliquée dans la substance des discussions, et Paris m'autorisa à prendre le relais par Internet. J'écrivais aux ravisseurs en arabe depuis un poste dédié. Tous ces échanges se déroulaient sous le contrôle étroit des autorités parisiennes, auxquelles je soumettais mes projets de mail. Je les traduais ensuite en arabe et les tapais moi-même pour des raisons de discrétion. Les revendications alors formulées par les ravisseurs étaient politiques. Elles portaient sur deux points : l'engagement de la France à ne pas rejoindre la coalition militaire dirigée par les États-Unis ; la révision de la loi française sur le voile.

Le premier point ne posait aucun problème : nous n'avions aucunement l'intention d'envoyer des troupes en Irak. Michel Barnier fit une déclaration en ce sens à l'assemblée générale des Nations unies, sur laquelle il me suffisait d'attirer l'attention de mes correspondants anonymes. Le second était nettement plus délicat. Il n'était en effet pas question d'infléchir en quoi que ce soit notre politique pour satisfaire l'exigence des ravisseurs et encore moins de modifier la loi française. Michel Barnier rappela alors sur les antennes de plusieurs radios que la loi prévoyait elle-même de faire le bilan de son application dans un délai d'un an. Le Conseil français du culte musulman serait consulté lors de cette « réévaluation ». Ensuite, ce serait le Parlement qui aurait le dernier mot. Je signalai ces déclarations à mes mystérieux interlocuteurs, après les avoir traduites en arabe. C'était le 27 septembre 2004.

Nos échanges en étaient là lorsque l'équipée de ceux qu'on allait bientôt appeler les « Pieds nickelés » vint y mettre un terme brutal. Le 28 septembre 2004, un individu à la réputation sulfureuse, Philippe Brett, déclara qu'il avait « vu » les otages et était parvenu à un accord avec les ravisseurs sur les termes de leur libération. À Damas, le député Didier Julia, fort, semble-t-il, de certains appuis politiques en France, avait même annoncé une conférence de presse en présence des otages.

Je pressais les autorités parisiennes de désavouer ces deux personnages clairement et sans tarder. Mais celles-ci hésitaient : et s'il y avait quelque chose de vrai dans les déclarations du tandem ? Ou plutôt : laissons Julia et Brett faire la démonstration de leur charlatanisme, sans quoi on nous reprocherait de les

avoir écartés si l'affaire devait mal tourner ou traîner en longueur. La libération, ce même 28 septembre, de deux otages italiennes, les deux Simona, créait une pression supplémentaire. Julia prétendait même que Brett y avait contribué. J'interrogeai mon collègue italien (l'homme au pistolet à crosse de nacre) : « *Mai visto* », jamais vu, m'assura-t-il.

Je dénonçai aussitôt devant des journalistes français les affabulations de Brett : « Ce pseudo-émissaire, qui n'a jamais été mandaté par personne, fait partie de ces mouches du coche qui flairent quelque chose, sentent la sueur des autres et arrivent pour essayer de récupérer la mise. » Le lendemain 29 septembre, je fus enfin autorisé par Paris à faire savoir aux ravisseurs que Julia et Brett n'étaient chargés d'aucune mission. Mais le mal était fait : le 30 septembre, mes correspondants anonymes m'écrivirent que nous avions « rompu l'accord en faisant des déclarations irresponsables ». Dès lors, les mails que je continuais à envoyer restèrent sans réponse.

Les échanges électroniques avec les ravisseurs reprendraient début novembre, à leur initiative. Dans l'intervalle, le contact avait été rétabli par la DGSE dans un pays de la région, mais n'avait pas abouti. Avec l'accord de Paris, nous reprîmes donc notre correspondance, qui connut un incident comique : comme je répondais, point par point, à un message des ravisseurs, je commis un *lapsus calami* : au lieu d'écrire « quant à votre deuxième point » (*nouqta* en arabe, avec un *qaf*), j'écrivis *noukta*, avec un *kaf*, qui veut dire la blague, ce qui donnait : « quant à votre deuxième blague ». Constatant mon erreur, je m'excusai dans le message suivant. Mais mes interlocuteurs n'avaient sans doute pas le sens de l'humour.

Cette deuxième série d'échanges électroniques ne déboucha pas davantage : les divergences persistaient sur le fond, tandis que, sur la forme, nos autorités étaient réticentes face à ce mode peu discret de communication. Le ton monta. Comme je demandais des preuves de vie des otages, mes correspondants répliquèrent que, si j'insistais, ce seraient des cadavres qu'ils m'enverraient. Ce nouvel échec fut suivi par une période de quelques jours, à partir du 8 novembre, au cours de laquelle les journalistes craignirent pour leur vie. Cette date coïncidait également avec le début de l'offensive américaine à Falloujah.

La solution vint d'un épisode inattendu. Dans les premiers jours de novembre, un personnage que j'avais rencontré lors d'une visite dans une mosquée, salafiste celle-là, vint nous trouver pour proposer sa médiation dans l'affaire d'une otage polonaise, Teresa Borcz. Cette jeune femme, ancienne fonctionnaire du consulat de Pologne à Bagdad, avait épousé un Irakien dont elle s'était ensuite séparée et vivait depuis plusieurs années à Bagdad. Elle avait été enlevée quelques semaines plus tôt. Les ravisseurs, expliqua notre visiteur, ne souhaitaient pas

discuter avec la Pologne, membre de la coalition, mais le voulaient bien avec la France.

J'étais pour ma part très favorable à cette proposition, qui pouvait nous aider à identifier un nouveau canal. De plus, aider un pays de la coalition, de surcroît membre de l'Union européenne, ne pouvait qu'être positif. Mais la hiérarchie parisienne était réticente. Elle craignait des reproches sur le mode : « Pourquoi vous mettre dans cette affaire polonaise, alors que vous n'êtes même pas foutus de faire sortir nos compatriotes ? » Mais j'insistai et je finis par obtenir le feu vert de Paris. Quinze jours plus tard, le 18 novembre 2004, Teresa Borcz nous était remise à l'Institut culturel, puis était accompagnée dans mon bureau où attendait l'ambassadeur de Pologne à Bagdad. Nous demandâmes une totale discrétion afin de ne pas compromettre le potentiel de ce canal.

Teresa Borcz fut rapatriée deux jours plus tard à Varsovie dans un avion du gouvernement polonais. À l'arrivée, elle dut se prêter à une conférence de presse au côté de son Premier ministre, Marek Belka. Celui-ci se borna à évoquer la participation de « services de plusieurs pays ». Comme l'ex-otage portait une blouse rouge avec l'inscription « Iraqi Operation Freedom – US Armed Forces », les journalistes en déduisirent qu'il s'agissait des États-Unis. Couverture astucieuse ! Ils demandèrent à Teresa Borcz : « Est-ce bien cela ? Par qui avez-vous été libérée ? »

La jeune femme affirma tout en ignorer : « Quand les ravisseurs m'ont annoncé que j'allais être libérée, je me suis évanouie de joie et quand je me suis réveillée, j'étais dans les bras de mon ambassadeur. »

Ce canal ayant prouvé son efficacité, nous l'utilisâmes pour reprendre les discussions avec les ravisseurs de nos deux journalistes, et c'est ainsi que Christian Chesnot et Georges Malbrunot furent libérés le 21 décembre 2004. La phase finale fut particulièrement délicate : le service Action de la DGSE dut aller les récupérer dans une zone excentrée, sous le contrôle de plusieurs groupes insurgés. Ce jour-là, ses agents prirent un risque énorme. Des deux côtés, les hommes avaient le doigt sur la gâchette. Le moindre incident aurait pu dégénérer.

Le soir même, sans nous en avoir informés au préalable, l'Armée islamique annonçait la libération des deux journalistes dans un communiqué qu'Al Jazeera rendit public. Notre Premier ministre, qui était au Sénat, confirma la nouvelle sous les applaudissements de la Haute Assemblée. Désormais, la pression médiatique sur l'ambassade allait être très forte. « Vivement qu'on puisse passer à autre chose ! » m'écriai-je.

Le lendemain, un avion de la DGSE transporta les deux journalistes à Paphos, sur l'île de Chypre, où Michel Barnier prit le relais avec le Falcon 900 qui l'y

avait amené. La suite est bien connue : accueil à Villacoublay par le président Chirac, qui avait interrompu spécialement ses vacances au Maroc, déclaration des journalistes à la presse, etc.

Leur accompagnateur, Mohammed Joundi, avait, pour sa part, été accueilli en France avec sa famille (que nous avons mise à l'abri pendant toute cette période) dès le 18 novembre : abandonné par les ravisseurs à Falloujah lors de l'offensive de l'armée américaine dix jours plus tôt, il y avait été récupéré par celle-ci, qui nous l'avait remis.

Dès le départ des journalistes, j'avais enchaîné une série de rendez-vous pour traiter d'autres sujets qui ne pouvaient attendre, en particulier avec le général Petraeus, à l'époque numéro 3 de l'armée américaine en Irak. À mon retour à l'ambassade, dans la soirée, on m'informa que le président Chirac avait essayé de me joindre. Quand je le rappelai, il se trouvait dans sa chambre à l'Élysée.

« Ça vous fait toujours un problème de moins, me dit-il, parce que... Mais, est-on sur une ligne sécurisée ? »

Je répondis par la négative.

« Bon, ne manquez pas de passer me voir quand vous viendrez à Paris. »

Je ne pourrais le faire que des mois plus tard, pour les raisons que j'ai expliquées.

Le lendemain, c'était le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin qui m'appelait à ma résidence provisoire : « Chaque fois qu'on m'a proposé des circuits parallèles, me révéla-t-il, j'ai refusé. J'ai préféré faire confiance aux professionnels qui ont la connaissance du terrain. »

Puis de me dire à son tour que mon prochain passage à Paris comporterait « un détour obligatoire par Matignon ».

Parmi les appels reçus figura aussi celui de François Hollande : le premier secrétaire du Parti socialiste s'interrogeait sur le rôle de la Pologne, auquel notre Premier ministre avait fait allusion devant les chefs des groupes politiques de l'Assemblée. Était-ce la diplomatie française ou la polonaise qui avait œuvré dans cette affaire ? Je lui expliquai que c'était la France qui avait aidé la Pologne et pas l'inverse, même si l'affaire polonaise nous avait permis d'identifier un canal efficace.

Christian Chesnot et Georges Malbrunot purent ainsi passer le Noël 2004 en famille. De mon côté, j'invitai Florence Aubenas, journaliste à *Libération*, et Anne-Sophie Le Mauff, correspondante, entre autres, de *L'Humanité* et de Radio Vatican, à partager la soirée de Noël à ma résidence provisoire de Bagdad avec plusieurs de mes collaborateurs. Je m'inquiétais pour la sécurité de ces deux journalistes et tentai de les convaincre d'abrégier leur séjour en Irak. Ce soir-là, les gendarmes qui raccompagnaient Florence vers 22 heures à l'hôtel Mansour

durent rebrousser chemin. L'itinéraire était obstrué par un barrage de l'armée américaine. Les GI's étaient très nerveux : un attentat au camion-citerne venait de se produire dans le quartier de Mansour. Nous hébergeâmes ainsi Florence dans une de nos villas.

Mes conseils aux deux journalistes n'ayant, de toute évidence, pas produit d'effet, je me proposais de revenir à la charge le 6 janvier, à l'occasion d'une galette des rois à laquelle je les avais conviées. Florence Aubenas ne s'y rendrait pas : elle serait enlevée la veille.

Nous fûmes informés de sa disparition par sa rédaction, qui ne réussissait plus à la joindre, puis par la famille de son « fixeur », Hussein Hanoun, qui n'était pas rentré chez lui. Nous interrogeâmes l'armée américaine, le ministère irakien de l'Intérieur, puis les hôpitaux. Rien. Il fallait bien se rendre à l'évidence : Florence Aubenas et Hussein Hanoun avaient été enlevés. Nous fîmes ensuite le tour des groupes insurgés par le canal de nos différents contacts. Aucun de ceux que nous connaissions ne détenait la journaliste et son accompagnateur.

Un premier contact avec les ravisseurs serait établi le 17 janvier, suivi deux jours plus tard par la production d'une vidéo violente. Nous avions d'abord souhaité utiliser le même canal que pour Christian Chesnot et Georges Malbrunot, qui avait fait ses preuves à deux reprises. Mais cela se trouva bientôt impossible : les Américains en arrêtaient le principal protagoniste quelques semaines plus tard, en prétextant que celui-ci était impliqué dans des actions terroristes. Nous savions que ces accusations n'étaient pas fondées. Nous fûmes ainsi contraints de discuter directement avec les ravisseurs, sans écran. Mais ces échanges furent bientôt bloqués par leurs exigences inacceptables.

On en était là quand je fus enfin autorisé à me rendre à Paris, sous le prétexte d'assister à l'audience que le président Chirac avait accepté d'accorder au patriarche chaldéen, le 16 mai 2005. Après avoir raccompagné le prélat, le chef de l'État m'entraîna dans son bureau pour faire le point sur l'affaire Aubenas. Je sentais que, sinon lui-même, certains des acteurs du deuxième cercle poussaient pour une issue rapide. J'encourageai Chirac à rester ferme.

Mais un développement inattendu changea la donne, quelques jours après cet entretien : le 22 mai, trois journalistes roumains et leur accompagnateur, qui étaient détenus par le même groupe que Florence, furent libérés. La pression allait se faire plus forte et notre marge de manœuvre se réduire en fonction des termes de la négociation que les Roumains, et avant eux les Italiens, avaient acceptés. Nous en serions très vite informés par un émissaire que le président Chirac envoya à Bucarest.

L'Italienne Giuliana Sgrena, journaliste à *Il Manifesto*, libérée début mars, avait été détenue, elle aussi, par le même groupe. Mais sur le moment, cet

événement n'avait pas eu d'impact pour nous, en raison de l'incident dramatique qui avait marqué le retour de la journaliste italienne : une patrouille américaine avait tiré sur le convoi qui l'amenait à l'aéroport de Bagdad, la blessant sérieusement et tuant Nicola Calipari, le chef des opérations du SISMI, le service secret extérieur de l'Italie.

La libération des Roumains nous apporta aussi des détails sur les conditions terribles de détention des otages. Confinés dans une cave sans fenêtre de 6 mètres par deux et 1,60 mètre de haut, ils ne pouvaient sortir que deux fois par jour pour aller aux toilettes. Allongés, les yeux bandés, pieds et mains entravés sur des lits superposés, ils n'avaient pas le droit de se parler et ignoraient tout de l'identité de leurs compagnons d'infortune. Toute incartade était sanctionnée par des gifles.

Le président Chirac me demanda alors de rentrer immédiatement à Bagdad pour finaliser la négociation avec les ravisseurs, qui, entre-temps, avaient repris contact avec l'ambassade. Pour accélérer mon retour, l'Élysée mit un avion à ma disposition. Plusieurs personnes des « services » y prirent place. Je profitai du bon vin servi à bord et de la couchette qui m'était réservée. Mais à l'escale d'Amman, les pilotes me firent savoir qu'ils ne voulaient pas aller plus loin : des roquettes tombaient fréquemment sur l'aéroport de Bagdad. Je fis venir un de leurs collègues de la Royal Jordanian qui leur expliqua la procédure à suivre pour l'atterrissage et le décollage, ce fameux « hippodrome » que j'avais subi la première fois lors de mon arrivée à Bagdad. Les pilotes jordaniens appliquaient eux-mêmes cette procédure tous les jours. Nous partîmes enfin.

Nous nous posâmes sur l'aéroport de Bagdad à 6 h 30 du matin. Les pilotes nous abandonnèrent sur le tarmac avec nos valises et redécollèrent sans demander leur reste. À cette heure matinale, l'aéroport n'était pas ouvert, et nos gendarmes durent faire le pied de grue jusqu'à 8 heures avant de pouvoir nous récupérer.

Dès lors, les négociations allèrent bon train. Florence Aubenas et Hussein Hanoun furent libérés le 11 juin 2005 et conduits dans deux endroits séparés dépendant de l'ambassade. Cette fois encore, les hommes de la DGSE avaient pris de gros risques : la remise des otages avait eu lieu dans une zone contrôlée par les ravisseurs après un périple compliqué, de plusieurs dizaines de kilomètres, dans et autour de Bagdad.

Je rendis d'abord visite à Florence, qui m'accueillit par un « Joyeux Noël ! » : nous ne nous étions pas revus depuis la soirée du 24 décembre 2004.

« Je vous attends toujours pour la galette des rois, lui répondis-je.

— J'ai décroché la fève », répliqua-t-elle du tac au tac.

Florence avait perdu 13 kilos, mais pas son humour. Puis je la laissai aller se rafraîchir. Elle réapparut quelques instants plus tard, douchée, pomponnée et changée. Rayonnante. Je pus enfin déboucher la bouteille de Laurent-Perrier que j'avais mise au frais depuis si longtemps.

Nos autorités politiques étaient pressées de voir la journaliste rentrer en France. Ayant en mémoire les conditions tragiques du retour de Giuliana Sgrena, je me gardais au contraire de toute précipitation. Nous étions également soucieux d'éviter des fuites dans la presse avant le départ de l'ex-otage, pour ne pas être soumis à une trop forte pression, comme cela avait été le cas après la libération de ses deux confrères Chesnot et Malbrunot.

Je raccompagnai Florence à l'aéroport le lendemain matin, 12 juin. Nous avions revêtu des gilets pare-balles. Un terrible vent de sable soufflait sur la capitale et ses environs. Quand nous arrivâmes à l'aéroport, nous apprîmes que celui-ci était fermé depuis déjà vingt-quatre heures et le resterait au moins autant. Les passagers avaient passé la nuit à même le sol. Policiers et douaniers avaient déserté leur poste. Pourtant, l'avion de la DGSE tournait déjà au-dessus de l'aéroport. On ne le voyait pas, mais on l'entendait. Le pilote nous assura qu'il pouvait se poser et repartir en dépit du manque de visibilité. Je commençai à négocier avec le chef de la tour de contrôle :

« Aucun avion ne part ni n'atterrit, trancha-t-il d'abord. Ah bon, tu es français ? Eh bien, vois-tu, ma sœur, qui est mariée à un Algérien, parle français. Bon, ton avion, il a combien d'autonomie ?

— Vingt minutes, répondis-je ; ensuite, il faut qu'il reparte.

— Bon, écoute, je ne peux pas prendre la décision moi-même, reprit le contrôleur, mais si le ministre des Transports est d'accord, je laisse l'avion atterrir et repartir. »

Je pus joindre le directeur de cabinet du ministre irakien, qui ne dit ni oui ni non, puis rappelai mon interlocuteur de la tour de contrôle :

« Bon, je l'ai eu au téléphone ; c'est OK, lui assurai-je.

— Alors allez-y, me répondit-il. À vos risques et périls. »

Les policiers et douaniers se remirent en place. Mais une mégère de la société américaine Global, qui gérât l'aéroport, nous refusait l'accès au tarmac : « C'est moi qui décide ! »

Elle finit par céder. L'avion de la DGSE venait de se garer en bord de piste. Nous y accédâmes enfin. Je montai à bord pour saluer l'équipage et dire au revoir à Florence. À ce moment-là, mon portable sonna, sur fond de vrombissement des moteurs. C'était Sammy Ketz, chef du bureau de l'AFP de Bagdad, qui se trouvait à Paris :

« Il paraît que Florence Aubenas a été libérée et qu'elle se trouve dans l'avion, affirma-t-il.

— Florence qui ? criai-je. Ah bon ? Déjà dans l'avion ? Ce serait une bonne nouvelle ! Mais je ne suis au courant de rien. »

Troisième mensonge de la journée (après ma réponse sur l'autonomie de l'avion, bien supérieure à ce que j'avais affirmé, et le prétendu « OK » du ministre des Transports).

« Bon, dis-je au pilote, partez tout de suite. » Puis je descendis de l'avion pour assister à son décollage depuis le tarmac.

Le nuage de sable qui enveloppait l'aéroport était tellement dense que je ne vis même pas l'avion s'envoler. En revanche, nous entendîmes le ronronnement caractéristique d'un appareil qui s'arrache du sol. J'appelai Paris. Trente secondes plus tard, le communiqué de Matignon annonçant la libération des deux otages tomba.

Entre-temps, j'avais téléphoné au président irakien, Jalal Talabani, afin qu'il n'apprît pas la nouvelle – d'une importance toute relative pour les Irakiens – par la presse.

Le soir, installé devant mon poste de télévision, j'assistai en direct à l'atterrissage à Villacoublay de l'avion transportant l'ex-otage. La cérémonie fut plus sobre que pour Chesnot et Malbrunot. Le Président était présent, mais ne prononça aucun discours et ne resta qu'une dizaine de minutes.

De retour à sa voiture, il demanda à son aide de camp de m'appeler. Celui-ci me trouva sur mon portable et me le passa.

« Allô, monsieur l'ambassadeur ? C'est Jacques Chirac. Je ne doutais pas de la qualité et de l'efficacité de l'ambassade.

— Cette issue est le résultat d'un travail collectif, à Bagdad et à Paris, monsieur le Président. Je tiens à souligner l'efficacité du travail de la DGSE. La bonne coordination des autorités parisiennes et la clarté des instructions que nous avons reçues nous ont aussi beaucoup aidés [je le pensais sincèrement].

— Bien sûr. Transmettez immédiatement mes remerciements à tous vos collaborateurs, civils et militaires. »

Hussein Hanoun, sa femme et son jeune fils seraient pour leur part accueillis en France le 18 juin.

De façon surprenante, le chef des ravisseurs me téléphona encore deux fois, quelques jours après la libération de ses captifs.

— « Samir [ainsi avait-il décidé de m'appeler, peut-être par analogie avec « *safir* », qui veut dire ambassadeur], je suis très fâché. La presse française donne trop de détails sur les conditions de détention, le lieu, etc.

— La presse française, répondis-je, a une tradition de grande liberté. Les journalistes français sont très indépendants et, quand on enlève des journalistes français, il faut s'attendre à avoir des ennuis.

— Florence donne une conférence de presse aujourd'hui, n'est-ce pas ? Il ne faut pas qu'elle parle.

— Le traitement des deux otages a été odieux. Florence Aubenas est très éprouvée. Tu ne dois pas t'étonner si elle parle de ses conditions de détention. »

La seconde conversation fut carrément surréaliste :

« Samir, puis-je te poser une question ?

— Vas-y.

— Pourquoi Chirac a-t-il soumis le projet de Constitution européenne à un vote par référendum, alors que l'Assemblée nationale, élue par le peuple, aurait été tout à fait qualifiée pour se prononcer ? »

Je tentai une exégèse. Faire un cours de politique intérieure française à un sinistre bandit preneur d'otages, qui avait enfermé une de nos compatriotes pendant cinq mois dans un trou à rats, c'était quelque chose qu'on n'apprenait pas à Sciences Po. Dans sa conférence de presse, Florence Aubenas avait souligné l'ignorance crasse de ses ravisseurs en matière de politique française. Sans doute vexé, le chef geôlier avait voulu me démontrer que ce n'était pas le cas. Je lui demandai de ne plus m'appeler. Je n'entendrais plus parler de lui.

Ces deux affaires ont représenté un tournant dans la gestion des prises d'otages. Elles ont permis aux services de l'État – DGSE et Quai d'Orsay – de démontrer qu'ils étaient parfaitement capables de gérer et résoudre ce type de crise sans recourir à des canaux occultes, douteux autant que coûteux, comme cela avait été le cas pour les otages du Liban, près de vingt ans plus tôt. Sur place, diplomates et agents des services avaient travaillé en étroite symbiose, des instructions ayant été données en ce sens par leur hiérarchie respective.

Notre pilotage était assuré, rênes courtes, par Paris : il m'est arrivé, une fois ou deux, de me faire taper sur les doigts après avoir pris une initiative, même limitée, sans aval de la hiérarchie. La coordination parisienne n'a jamais été prise en défaut. Elle était assurée par une « bande des quatre » composée de Pierre Vimont, directeur de cabinet de trois ministres successifs des Affaires étrangères, travailleur acharné que l'on pouvait joindre à toute heure du jour et de la nuit, y compris le week-end et même sur son lit d'hôpital, où, épuisé, il avait été contraint de passer quelques jours ; Michel Boyon, qui exerçait la même fonction auprès du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin ; le général Georgelin, chef de l'état-major particulier du président de la République Jacques Chirac, et Pierre Brochand, directeur général de la DGSE. Cette équipe recevait

ses directives du Président et du Premier ministre et nous adressait ses instructions par la double chaîne Vimont-Brochand.

Afghanistan : une affaire très médiatisée et deux autres très discrètes

Pendant la durée de ma mission en Afghanistan, j'ai eu à suivre trois dossiers d'otages.

Hervé Ghesquière, Stéphane Taponier et leur interprète Réza Din avaient été enlevés le 30 décembre 2009. Ils effectuaient dans la vallée de la Kapisa un reportage, qu'ils avaient souhaité poursuivre sans protection. Ils furent récupérés le 29 juin 2011 par la DGSE qui les conduisit sur la base de Tagab, également en Kapisa, puis à ma résidence, où ils arrivèrent dans la soirée. Je les accueillais dans le vestibule, entre les impressionnantes statues en bois du Nouristan. Ils avaient été « reconditionnés ». Rasés, frais et revêtus de treillis militaires, ils étaient euphoriques, comme la plupart des otages au moment de leur libération. Appel aux familles. Petite réception avec les ex-otages, le commandant de la brigade « La Fayette », le général Emmanuel Maurin, et Paul Nahon, grande figure de l'audiovisuel public, qui venait d'arriver de Paris avec le Falcon envoyé par l'Élysée. Puis nous passâmes à la salle à manger. Les journalistes n'avaient pas été maltraités, mais avaient souffert des conditions spartiates de leur détention et de la médiocrité de la nourriture.

Réza m'apprit alors que le soir du 15 juin 2011, l'un de ses geôliers l'avait informé de la tentative des talibans pour m'assassiner, le matin même, à Mahmoud-é-Raki, chef-lieu de la Kapisa : « Ce matin, nous avons raté l'ambassadeur de France. Il a eu de la chance, mais la prochaine fois, nous ne le manquerons pas⁵. »

Nous avions du temps devant nous : le président de la République avait prévu d'être à l'accueil à Villacoublay le lendemain à 8 heures. Ceci fixait le départ de l'avion à 1 heure heure locale. Malgré cela, je dus presser Paul Nahon, qui ne cessait de téléphoner. Dans la voiture qui nous amenait à l'aéroport, il appela Sarkozy, croyant sans doute m'impressionner : « Nicolas ? J'ai l'ambassadeur à côté de moi. » Puis : « Il vous salue. »

Le lendemain matin, Nicolas et Carla Sarkozy étaient sur le tarmac. Le Président – avec raison – avait choisi la sobriété. Il n'apparut sur aucune image avec les otages. Dans l'après-midi, Béatrice Coulon, la compagne d'Hervé Ghesquière, et Arlette Taponier, la mère de Stéphane, que j'avais reçues début mai à Kaboul, m'appelèrent gentiment pour me remercier.

Ce jour-là et les suivants, je reçus une avalanche de félicitations par mail,

SMS ou appel téléphonique. Certains journalistes, aveuglés par une sorte d'égoïsme corporatiste, n'étaient pas loin de penser que c'était pour libérer leurs confrères que le président Sarkozy m'avait nommé à Kaboul.

En réalité, ces félicitations n'étaient pas méritées. Mon rôle dans cette libération avait été marginal, au contraire de ce qu'il avait été en Irak. À Bagdad, diplomates et agents de la DGSE avaient agi en tandem. Mais depuis, les choses avaient évolué. La DGSE, après avoir fait aboutir un certain nombre d'autres dossiers, s'était affirmée comme pilote. À Kaboul, je m'étais borné à m'assurer que les paramètres politiques négociés par mon prédécesseur, Jean d'Amécourt, étaient toujours valables, en particulier après des changements intervenus en Afghanistan dans l'entourage de certaines personnalités. Je dus aussi veiller à empêcher l'ouverture de canaux parallèles, principaux ennemis de toute solution en matière d'otages. Mais 90 % du travail avait été réalisé par la DGSE.

Je serais impliqué un peu plus directement dans les deux autres affaires, peut-être parce qu'elles avaient commencé toutes les deux alors que j'étais en poste.

Charles Ballard, cadre de l'ONG « Acted », enlevé le 27 janvier 2013 à Kaboul, serait libéré le 7 avril, après seulement deux mois de captivité. Pierre Borghi qui avait, lui, été enlevé le 27 novembre 2012, retrouverait la liberté quelques heures après Charles Ballard. C'était une pure coïncidence. Les deux affaires n'avaient aucun lien entre elles. Le secret avait été respecté par les familles, seules informées. La presse n'aurait connaissance de ces prises d'otage que le 8 avril. Je notai dans mon journal de bord : « Bonne journée. » Ce seraient deux dossiers que je n'aurais pas à traiter dans mon futur poste de patron de la DGSE, auquel ma nomination était acquise à ce moment-là. D'autres m'y attendaient.

Pierre Borghi était parvenu à s'évader, seul, grâce à sa détermination et à son courage et en dépit de son affaiblissement physique. Ses conditions de détention, que nous connaissions par une lettre qu'il avait pu nous faire parvenir de son trou – car c'en était un –, étaient particulièrement inhumaines. Je craignais pour sa vie et j'avais commencé à réfléchir à la possibilité d'une opération de libération de vive force. Si la faisabilité en avait été établie, j'aurais dû la soumettre à l'aval de nos autorités politiques. Mais cela ne fut pas nécessaire.

Les premiers échos de l'évasion de Pierre Borghi me parvinrent par un appel téléphonique du ministère afghan de l'Intérieur : « Une sorte de clochard qui prétend être français et avoir été détenu par des talibans vient de se présenter à un poste de police à Maïdan Char, dans le Wardak. » Puis on vint m'informer que le ministre afghan de l'Intérieur était en train d'exhiber notre compatriote à la presse, sans lui avoir laissé le temps de prendre une douche ni s'être donné la peine de lui faire retirer ses chaînes. Mon sang ne fit qu'un tour. Je fis savoir au

ministre mon mécontentement et envoyai aussitôt une équipe de la DGSE pour récupérer l'otage. C'est ainsi que j'accueillis Pierre Borghi à l'hôpital militaire français de l'aéroport de Kaïa. Il exhalait les effluves de ses quatre mois de détention. À mes côtés, un soldat armé de pinces coupantes le délivra de ses chaînes.

Après une bonne nuit à l'hôpital, Pierre Borghi fut conduit à l'ambassade où le président de la République François Hollande lui avait fixé un rendez-vous téléphonique. « Oui, il est à côté de moi, je te le passe. »

« Eh bien, oui, monsieur le Président, j'aurais une faveur à vous demander, osa Pierre Borghi. Je souhaiterais rester quelques jours à l'ambassade. »

Je repris le téléphone : cela ne posait aucun problème. C'était bien la première fois dans ma carrière diplomatique qu'un otage demandait à rester à l'ambassade après avoir été libéré. Deux jours plus tard, la compagne de Pierre Borghi, Shamila, vint l'y rejoindre pour le restant de la semaine. C'était aussi la première fois que j'organisais une lune de miel dans une résidence officielle de la République⁶.

DGSE : un pilotage confirmé

Dans mes fonctions de coordonnateur national du renseignement, j'étais tenu informé – pas toujours et rarement dans le détail – des affaires d'otages. Je n'en avais pas la responsabilité opérationnelle, qui incombait à la DGSE sous la supervision, à l'Élysée, du chef de l'état-major particulier. C'était un sujet de friction entre ce dernier et moi. Mais cela ne m'a pas empêché de donner mon avis au plus haut niveau, même quand on ne me le demandait pas, et il était parfois dissident. On comprendra plus loin dans quel sens.

Durant mes quatre ans à la tête de la DGSE, j'ai eu à piloter sept affaires d'otages. Au moment de mon départ, six avaient été résolues, dont une par le captif lui-même, Francis Collomp. Enlevé à Rimi, dans le nord du Nigeria, en décembre 2012, celui-ci réussit à s'échapper en novembre de l'année suivante à force de patience, de sens de l'observation, d'astuce et de sang-froid⁷. Ses ravisseurs se réclamaient d'Ansar-ul-Islam, un groupe dissident du Boko Haram. J'étais allé voir le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, pour lui demander de n'entreprendre aucune action de force qui aurait mis notre compatriote en danger. Goodluck, tout de noir vêtu, grand collier en or descendant sur la poitrine, avait fait bon accueil à ma démarche. Mais Francis Collomp réussit son

évasion avant que nos discussions – indirectes et laborieuses – avec ses ravisseurs n’aboutissent.

Au moment de mon départ de la DGSE, restait le cas de Sophie Pétronin, enlevée en décembre 2016 dans le nord du Mali.

Je n’ai cessé de penser aux otages assassinés, certains lors ou à la suite d’opérations de sauvetage : Antoine de Léocourt, Vincent Delory et Michel Germaneau, lorsque j’étais à l’Élysée ; Denis Allex, agent de la DGSE tué à Bulo Marer, en Somalie, par ses ravisseurs le 11 janvier 2013, peu de temps avant ma prise de fonctions à la DGSE. Deux de ses camarades ont aussi perdu la vie lors de la tentative de libération de vive force ; je n’oublie pas non plus Philippe Verdon, enlevé au Mali en 2011 et dont le corps a été retrouvé en juillet 2013 ; ni les deux journalistes de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, assassinés près de Kidal, en novembre 2013.

Je n’évoquerai pas en détail ces dossiers, qui sont couverts par le secret de la défense nationale ou celui de l’instruction. Je me bornerai à exposer, en termes généraux, les enseignements que j’en ai tirés.

* * *

Chaque affaire d’otage est spécifique. Aucune n’est identique à l’autre, même si l’on retrouve parfois des similitudes. La gestion de chacune tient du sur-mesure, et non pas du prêt-à-porter. Cette précaution étant prise, on peut cependant retenir quelques règles qui s’appliquent à toutes, ou le devraient.

La première que j’ai retenue de mon expérience est celle de la discrétion : la médiatisation joue forcément en faveur des ravisseurs, puisqu’elle a pour effet, sinon pour objectif, de faire pression non pas sur ces derniers, mais sur l’État. Elle tend à faire monter les enchères et donc le coût – quelle qu’en soit la nature – de la prise d’otage, à compliquer les négociations et, finalement, à prolonger la détention de l’otage. Seul argument plaidant en faveur d’une médiatisation : certains otages, qui avaient accès aux médias pendant leur détention, ont dit combien ils étaient rassurés de savoir qu’on ne les avait pas oubliés. Mais les « services » ont d’autres moyens de le leur faire comprendre. Les arguments en faveur de la médiatisation pèsent peu face à ceux en sens contraire.

Le tapage médiatique qui suit parfois le dénouement est aussi nuisible que celui qui l’a précédé, car il tend à valoriser la prise d’otages, français plus particulièrement. Le profil bas médiatique devrait avoir pour corollaire une plus grande retenue de la part de nos autorités politiques. Mais celles-ci résistent rarement aux avantages – surévalués sans doute – qu’elles croient pouvoir tirer

des libérations d'otage. J'ai vu ainsi trois présidents se rendre à l'aéroport pour y accueillir des otages qui venaient d'être libérés. Sans doute faut-il fêter le retour d'otages qui ont souffert, souvent pendant une longue période. Mais cela devrait se faire hors caméras, et après avoir permis aux otages de reprendre leurs esprits. Je garde un mauvais souvenir de l'équipée des deux ministres de la République, dont aucun n'avait joué un rôle quelconque dans le dénouement, qui sont allés chercher à Niamey les quatre derniers otages d'Arlit à peine tirés des griffes de leurs ravisseurs et encore marqués par leur détention.

La deuxième règle est celle de l'unité de gestion – par la seule DGSE – et de commandement – par le seul président de la République – de ce type d'affaires. Le partage des rôles qui s'est établi ces dernières années avec le Quai d'Orsay – responsable du contact avec les familles – me semble pertinent.

La troisième règle, qui découle de la précédente, est l'exclusion des intermédiaires, en tout cas hors contrôle DGSE. Dès mon arrivée à la tête de ce service, j'ai « débranché », avec l'accord du président de la République, un intermédiaire français qui avait été utilisé sous le mandat précédent. J'ai veillé à ce qu'il n'y en ait aucun autre par la suite. Et cela a été le cas, en dépit des intrigues et des fausses informations distillées dans la presse. L'État – en fait la DGSE – a amplement démontré qu'il avait la capacité et l'expertise pour mener à bien ces affaires sans avoir à recourir à des personnages plus ou moins sulfureux et toujours intéressés. Le « Service » peut dans certains cas souhaiter recourir à un écran, mais cela doit toujours se faire sous son contrôle.

À partir de ces principes, plusieurs questions se posent :

La première, éminemment politique, est de savoir s'il convient ou pas de négocier avec des terroristes ou des criminels pour sauver des vies françaises, en sachant que, si la réponse est positive, elle implique forcément une disposition à leur offrir des contreparties, politiques ou autres, impliquant ou pas l'État. Les pays anglo-saxons affirment s'y refuser (mais ils ne font pas toujours ce qu'ils disent).

Mon inclination personnelle était de ne pas négocier, du moins avec les terroristes, sinon pour gagner du temps. Force m'a cependant été de constater, lorsque j'étais en fonctions, que la culture politique française, celle de nos dirigeants, celle de l'opinion publique, ou plutôt celle des médias avec laquelle il ne faut pas la confondre, n'était pas mûre pour une posture de totale intransigeance, qui aurait comporté de lourdes implications humaines. Pour ma part, et je le dis très sincèrement, j'étais prêt à assumer celles-ci. Mais c'était à mes autorités politiques qu'appartenait la décision ultime. Notre culture en la matière peut, cela dit, évoluer progressivement. Nos dirigeants ont une responsabilité pour l'orienter dans ce sens.

Je pense qu'il existe malgré tout une voie moyenne, très étroite, qui consiste à discuter tout en cédant le moins possible. Depuis 2004, ma ligne a été constante : encourager chacun des présidents qui se sont succédé à rester ferme, quels que fussent les pressions politiques et médiatiques ou encore leurs scrupules humanitaires, au demeurant hautement respectables. Je n'ai pas toujours réussi à convaincre. L'un de nos chefs d'État, auquel je faisais valoir les principes qui seraient bafoués s'il cédait, me répondit : « Moi, les principes, quand une vie humaine est en jeu, je me les fous dans la poche ! »

D'autre part, la France doit pouvoir envisager des libérations de vive force. Il est important que nos dirigeants disposent de plusieurs options. La négociation ne doit être que l'une d'entre elles. Il faut donc se donner les moyens de l'autre option possible, en termes de renseignement et d'organisation. Cela veut dire aussi que les plus hautes autorités doivent être prêtes à assumer le risque politique et humain de ce type d'opérations, compte tenu de leur caractère aléatoire.

Dans la même logique, la République doit montrer à ceux qui ont enlevé des ressortissants français qu'elle a le bras long et la mémoire inextinguible. Il ne s'agit pas de vengeance, mais de prévention.

Enfin, je pense qu'il faut responsabiliser davantage les cibles potentielles d'enlèvement et leurs employeurs en leur faisant assumer le coût budgétaire pour l'État (mobilisation de fonctionnaires et de moyens matériels) des prises d'otages, comme c'est le cas, par exemple, pour les secours en mer ou en montagne.

Une autre question porte sur la situation des journalistes dans les pays en guerre. Comment faire la part entre la liberté d'informer et le souci de ne pas mettre en jeu, outre la vie des intéressés eux-mêmes, celle des fonctionnaires envoyés à leur recherche et les intérêts de l'État ? Que vaudrait la liberté de la presse si les journalistes français travaillant à l'étranger venaient à être considérés comme des proies plus faciles et rentables que les autres ?

Pour ma part, je pense que les journalistes peuvent faire leur métier, même dans des zones sensibles, en agissant de façon responsable. Cela veut dire, en particulier, en faisant confiance aux évaluations du ministère des Affaires étrangères, qui dispose d'agents sur le terrain et les met à jour régulièrement. Cela veut dire aussi la prise d'un minimum de précautions sur le terrain. Ainsi, j'ai vu en 2004 un journaliste traverser l'Irak en auto-stop de part en part. On ne peut pas dire que ce fût une attitude responsable.

En mars 2006, deux parlementaires, François Loncle, qui avait lui-même été journaliste, et Pierre Lellouche, éditorialiste à ses heures, commirent sur le sujet un rapport défendant une position extrême, fondée sur la seule vision des médias

et ignorant le coût notamment humain et politique des prises d'otage pour l'État. On y lisait ainsi : « À l'avenir, les pouvoirs publics doivent s'abstenir de donner des consignes aux rédactions quant à leurs décisions d'envoyer des journalistes dans les zones de conflit [...]. Les pressions exercées sur les journalistes en Irak ne devraient jamais se reproduire. » Et de citer une « journaliste indépendante » qui avait dénoncé les « méthodes fachistes » utilisées par l'ambassade de France en Irak.

Ce mot était fort, pour ne pas dire insultant. Il était d'autant plus injuste que le rapport ne faisait aucune allusion aux efforts de l'ambassade qui avaient permis la libération de trois journalistes et de leurs accompagnateurs en 2004 et 2005 ni aux risques physiques auxquels les agents de la DGSE, les diplomates et les gendarmes avaient été exposés.

Je m'inquiétais beaucoup pour la sécurité de la « journaliste indépendante » dont il s'agissait. Elle se déplaçait en ville, seule et parfois à pied. Un jour, je l'avais reconnue depuis ma voiture, de dos, à une distance de plusieurs dizaines de mètres. Elle était couverte d'une trop belle abaya de soie noire. De plus, une Française ne marche pas comme une Irakienne, qui d'ailleurs est rarement seule. Nous savions que des groupes suspects s'intéressaient à la journaliste. Le 1^{er} juin 2005, une quinzaine de jours avant la libération de Françoise Aubenas, je lui avais écrit pour la conjurer de quitter le pays. Ma lettre resta sans effet. De leur côté, ses employeurs occasionnels se plaignaient de ne pas pouvoir la raisonner (pour autant qu'ils en eussent le courage).

Le 20 juin, en désespoir de cause, j'appelai le ministre irakien de l'Intérieur pour attirer son attention sur les menaces visant la journaliste :

« Voulez-vous une nouvelle prise d'otage ? lui-demandai-je.

— Non, répondit-il. Si vous voulez, nous pouvons l'expulser.

— Je vous en remercie, lui répondis-je, étant entendu qu'une telle décision relève de la souveraineté irakienne. Si vous la prenez, il faut l'assumer, sans mettre en cause l'ambassade.

— Pas de souci, m'assura-t-il, vous pouvez compter sur moi. »

Le lendemain, des policiers se présentèrent chez la jeune fille pour lui signifier la décision d'expulsion la concernant.

« Mais qu'ai-je fait ? demanda-t-elle, en pleurs.

— Rien, répondit l'un des policiers. C'est l'ambassadeur de France qui a demandé votre expulsion. »

Les affaires d'otage qui ont jalonné ma carrière, tant au sein du ministère des Affaires étrangères que dans les services, en dépit des moments d'angoisse que certaines ont pu me faire vivre, ont aussi été une riche expérience humaine. Elles

ont été à l'origine de multiples contacts – en Irak et dans d'autres pays du Proche- ou du Moyen-Orient, en Afghanistan, en Afrique, en Europe – que je n'aurais sans doute pas eus autrement, en tout cas pas avec une telle intensité. Elles m'ont aussi permis d'apprécier pleinement l'engagement sans limites des agents de l'État, qu'il s'agisse des diplomates, des agents des services, des gendarmes ou des policiers.

Notes

1. Mesure moins sévère qu'une rupture des relations diplomatiques. L'ambassadeur rappelé en « consultations » peut être renvoyé à son poste à tout moment sans formalité.
2. Aurel Cornéa sera libéré en décembre 1986, Jean-Louis Normandin en novembre 1987, en même temps que Roger Auque, enlevé en janvier de la même année ; Marcel Fontaine, Marcel Carton et Jean-Paul Kauffmann seront libérés en mai 1988.
3. Allusion à l'assassinat, sur ordre de Hitler, d'environ deux cents miliciens des SA en juin et juillet 1934.
4. Coordonnateur national du renseignement.
5. Voir le chapitre intitulé « Au pied de l'Hindou Kouch ».
6. Pierre Borghi, *131 nuits otage des talibans*, First Éditions, 2014. Je n'ai qu'un seul point de désaccord avec l'auteur, selon lequel les croissants servis à l'ambassade auraient été « précuits et surgelés ».
7. Francis Collomp, *L'Évasion*, XO Éditions, 2015.

Épilogue

Le soleil ne se lève plus à l'est

L'écriture est apparue au quatrième millénaire avant notre ère, en Mésopotamie puis en Égypte. L'alphabet, créé sur la côte orientale de la Méditerranée, remonte au deuxième millénaire. On pouvait voir au musée de Damas un petit rouleau de jade datant du xv^e siècle avant J.-C. qui comportait les trente lettres d'un alphabet. Les deux premières s'appelaient déjà *alf* et *bet*, à l'origine du mot « alphabet ». Dieu lui-même, le dieu de la Bible, est né sur les bords du Tigre et de l'Euphrate, selon l'expression un peu provocatrice de Jean Bottéro¹. Le christianisme, qui a tellement imprégné notre civilisation et notre culture, puis l'islam ont aussi leur origine en Orient. Ce même Orient qui, par Byzance puis les Omeyyades, nous a légué une partie de la médecine et de la philosophie grecques. La médecine a d'abord été enseignée en France, en arabe, à l'université de Montpellier, au $xiii^e$ siècle. Quatre siècles plus tard, Colbert créait l'École des jeunes de langues, l'ancêtre de « Langues O », pour accompagner la diplomatie de Louis XIV.

Les vieilles civilisations sémitiques, puis grecque, romaine, byzantine, arabe, turque, perse, franque, mongole se sont succédé, partiellement recoupées, combattues parfois dans des luttes sanglantes, mais toujours mutuellement fécondées. Cent religions, du mazdéisme plurimillénaire, au judaïsme, en passant par le christianisme et l'islam avec leurs nombreuses déclinaisons, y ont cohabité, non sans tensions parfois, mais longtemps dans un relatif équilibre et un minimum de tolérance et de respect mutuel.

Mais cet Orient-là, qui a tellement fasciné nos élites, inspiré nos poètes et attiré nos voyageurs pendant des siècles, n'est plus. Une sorte de nettoyage confessionnel a chassé la plupart des juifs des terres d'islam. Nombre de

chrétiens ont pris à leur tour le chemin de l'exil. Mandéens et yézidis, persécutés, s'y voient aussi contraints. L'islam ne dialogue plus qu'avec lui-même, et encore, dans une lutte sans merci entre sunnites et chiïtes, instrumentalisée par les pouvoirs en place, là où ces deux communautés coexistent. L'islam salafiste prend parfois les formes extrêmes du terrorisme qui, en dépit de la défaite de Daech, continue à menacer le monde.

Dans les Territoires palestiniens et à Jérusalem, les espoirs de paix des années 1990 ont cédé la place aux perspectives les plus sombres. Les réfugiés de 1948 et leurs descendants sont interdits de retour. Les jeunes générations, privées de travail et d'avenir, sont poussées, elles aussi, à l'exil. Les implantations juives dans les Territoires palestiniens y créent autant d'enclaves, rendant quasiment impossible la création d'un État palestinien – c'était d'ailleurs bien le but recherché. L'injustice criante faite à tout un peuple, avec désormais la complicité des États-Unis et l'indifférence du reste du monde, met aussi en danger la survie du royaume de Jordanie, pourtant indispensable aux équilibres de la région.

La loi adoptée par la Knesset le 19 juillet 2018, qui renforce le caractère juif de l'État d'Israël, tend à instaurer des discriminations juridiques à l'encontre des communautés, arabe et druze notamment, vivant dans ce pays, comparables à celles existant dans les autres pays de la région, eux à majorité musulmane, au détriment de leurs propres minorités.

Quelle lumière peut sortir de cet Orient monocore et menaçant ? Le vent de liberté qui avait soufflé en 2011 du Maghreb au Machrek a laissé, partout où il s'était levé, sauf en Tunisie, un sillon sanglant. En Turquie, un régime autoritaire, paranoïaque et islamo-conservateur a, par sa politique, éloigné la Turquie de l'Europe. Un épais nuage d'obscurantisme, de terrorisme, de répression et d'intolérance a enveloppé toute la région.

Le soleil ne se lève plus à l'est.

Les interventions extérieures de la communauté internationale ont donné des résultats incertains

En Afghanistan, l'intervention de la Russie, puis l'instrumentalisation de mouvements islamistes radicaux par les États-Unis, ont favorisé l'essor d'Al-Qaïda. Sans la guerre d'Afghanistan, à laquelle URSS et États-Unis se sont livrés par *proxies* interposés, les tours jumelles du World Trade Center seraient toujours debout. Les talibans ont été chassés du pouvoir en 2001, mais sont aujourd'hui aux portes de Kaboul, tandis que les rescapés de Daech tentent de se réimplanter dans l'est du pays de Khorassan². En treize ans de présence, la

coalition internationale a perdu 3 500 militaires en Afghanistan. On peut s'interroger : avons-nous été à la hauteur de leur sacrifice ?

En 2003, les Américains ont porté les chiïtes au pouvoir en Irak. Ils ont ainsi donné, sans l'avoir voulu, un formidable élan aux ambitions iraniennes dans la région. Ce faisant, ils ont aussi marginalisé la communauté sunnite d'Irak, dont la frustration a alimenté le terrorisme. Daech est un sous-produit de l'intervention américaine de 2003, mais aussi un résultat de la politique de Bachar al-Assad qui, jouant avec le feu, a fait sortir de prison des dizaines de terroristes, pour susciter des divisions au sein de l'opposition et amener les Occidentaux à faire passer au deuxième plan la chute de son régime. La Russie, en l'appuyant sans réserve et en fermant les yeux sur ses crimes, a, elle aussi, sa part de responsabilité. En Libye, le chaos a succédé à l'intervention de 2011 menée à l'instigation de la France et de la Grande-Bretagne, sans aucune préparation de l'après-Kadhafi.

Une combinaison de facteurs peut expliquer ce bilan décevant.

Les interventions militaires ont trop souvent négligé le traitement politique des crises

Le président George Bush (père) et James Baker avaient parfaitement compris la nécessité d'un accompagnement politique. Très intelligemment, ils avaient fait suivre l'intervention occidentale en Irak au début de 1991, pourtant limitée dans le temps, par l'ouverture d'un audacieux processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Celui-ci était en bonne voie lorsqu'il a été torpillé par le premier gouvernement de Benjamin Netanyahu, arrivé au pouvoir quelques mois après l'assassinat de Rabin.

Cet impératif d'un traitement politique a été perdu de vue lors des interventions ultérieures de la « communauté internationale » en Irak. Si Paul Bremer avait fait preuve de cécité politique en 2003-2004, l'administration Obama n'a guère montré plus de lucidité lors de son intervention au côté du gouvernement irakien à partir du mois d'août 2014 pour combattre Daech. En effet, elle n'a pas cherché à la conditionner à des efforts effectifs du gouvernement irakien pour promouvoir en parallèle la réconciliation entre les communautés. Alors à la tête de la DGSE, et en dépit des réserves du Quai d'Orsay, j'avais entrepris de soutenir un projet de conférence à Paris des différents courants de la communauté sunnite irakienne, excluant seulement les extrémistes, pour amener celle-ci à s'organiser et à peser davantage sur la vie politique de son pays. Le Premier ministre, Haydar el-Abadi, m'avait donné son accord, du bout des lèvres il est vrai (« merci de penser pour nous »). Mais il

était revenu au dernier moment sur sa décision sous la pression des partis chiites de sa majorité, en fait probablement de Téhéran.

Au Sahel, la seule présence militaire, qu'il s'agisse des forces internationales ou de celles, régionales, du « G5 Sahel », ne pourra suffire à assurer la stabilisation de la région. Les accords d'Alger (mai et juin 2015) en constituent la base politique. Mais leur mise en œuvre demeure laborieuse, en raison de la déliquescence de l'État malien, de l'absence de volonté des parties et de la passivité de l'Algérie. Le problème de fond à l'origine de l'instabilité de la région reste entier, à savoir le sentiment d'abandon des populations du nord du Mali, arabes et touarègues, mais aussi d'autres communautés, comme les Peuls, présents dans l'ensemble de la bande sahélo-saharienne.

Au-delà, nos politiques dans le monde souffrent d'une approche excessivement à court terme, d'une absence de vision et de continuité dans l'effort.

Notre société est celle de l'immédiat, de la communication rapide. La politique de nos gouvernements est de plus en plus dictée par l'actualité, par les émotions de l'opinion publique. Elle manque de souffle. J'en donnerai trois exemples :

En Bosnie, l'investissement de notre pays – le plus engagé, et de loin, parmi les Européens – n'a pas tenu dans la durée. Les Balkans, dont aucun problème de fond n'a été résolu, ne suscitent plus à Paris qu'un intérêt distant.

On peut faire le même constat à propos de l'Afghanistan, où la France a perdu un nombre comparable de soldats et dont elle s'est presque totalement désengagée. Or, on l'a vu, la situation s'y est de nouveau fortement dégradée. Ce pays est au bord de la déstabilisation. Tandis que les talibans gagnent chaque jour du terrain, Daech s'y est en partie redéployée depuis sa défaite en Irak et en Syrie, et peut chercher à atteindre l'Europe.

En République centrafricaine, le président Hollande, d'abord réticent, en raison de l'intervention qu'il avait décidée quelques mois plus tôt au Mali, y a engagé les troupes françaises en 2013, évitant ainsi d'en faire une zone grise dans laquelle les groupes terroristes n'auraient pas manqué de s'engouffrer. Les institutions centrafricaines ont été remises sur les rails et un nouveau président a été élu dans des conditions correctes. Mais nos troupes se sont retirées – sans doute trop tôt – de ce pays et, aujourd'hui, ce sont d'autres – dont la Russie, qui pourtant n'a en rien aidé à la solution de la crise – qui tirent les marrons du feu.

Les mécanismes de régulation internationale se sont grippés

Pour assurer la gestion des crises mondiales, une concertation des principales puissances, États-Unis, grands pays européens, Russie, Chine, serait nécessaire. Or, les systèmes de régulation multilatéraux sont affaiblis. Le Conseil de sécurité des Nations unies, que les grandes puissances se sont montrées incapables de réformer, n'est plus représentatif des réalités mondiales. Il est en outre paralysé par un recours abusif au droit de veto, comme il en a fait la démonstration dans la crise syrienne.

Sur le continent européen, les accords d'Helsinki, qui avaient mis fin à la guerre froide en 1975, ont volé en éclats avec l'intervention russe en Géorgie en 2008 et l'annexion de la Crimée en 2014.

Face à l'alourdissement des menaces, notre planète manque de dirigeants pourvus d'une conscience mondiale. Les mots d'ordre sont désormais : « America First », « Russie d'abord », tandis que le « Rêve chinois » trouve aussi son expression dans une politique agressive de Pékin en mer de Chine méridionale.

L'aide au développement n'est pas adaptée

Les pays fragiles ont besoin d'une aide perceptible par la population. Par exemple, au Sahel, ce que celle-ci attend, c'est de l'électricité, des routes, des puits, des dispensaires, des écoles. Or, c'est rarement le type d'aide qu'apporte la communauté internationale. Au cours de ma carrière, j'ai été frappé par l'inefficacité des agences onusiennes en la matière. Quant à l'Union européenne, elle se montre plus à l'aise dans le financement d'études que dans la réalisation de projets sur le terrain. J'ajoute que les montants d'aide au développement dont disposent nos ambassades sont le plus souvent négligeables.

La lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogue en particulier, ne fait pas l'objet d'une mobilisation internationale et nationale suffisante

Dans notre pays, l'usage de drogues cause, de loin, plus de victimes que le terrorisme. Les trafics alimentent d'autres formes d'insécurité et dévastent aussi les pays de transit – Balkans et Afrique de l'Ouest – dont ils menacent la stabilité.

Plus que par l'héroïne en provenance d'Afghanistan, la France est touchée par la cocaïne importée d'Amérique du Sud, via l'Afrique pour l'essentiel, et, surtout, le cannabis cultivé au Maroc. Mais des considérations diplomatiques ont toujours dissuadé – jusqu'à présent – nos dirigeants d'aborder cette question avec les autorités de Rabat. Celle-ci, il est vrai, est aussi sensible que difficile, en

raison de la complexité des relations du pouvoir avec les populations de la région du Rif, où est concentrée la culture de la plante.

Au Sahel, j'avais constaté chez nos militaires les mêmes réticences que celles de la coalition en Afghanistan pour combattre les trafiquants. Ils estimaient ne pas avoir de mandat pour le faire et redoutaient, là aussi, les réactions des tribus qui tiraient leur richesse de ce trafic. Or, au Sahel, plus encore qu'ailleurs, les liens sont étroits entre trafiquants et terroristes : les premiers offrent des services « logistiques » aux seconds, qui leur assurent une forme de protection. On ne pourra venir à bout du terrorisme au Sahel en continuant à fermer les yeux sur le trafic de drogue.

Lorsque j'étais coordonnateur national du renseignement, j'avais tenté de convaincre les hauts responsables de l'État de faire remonter la lutte contre la drogue dans l'échelle de leurs priorités. À ma demande, le SGDSN³ avait lancé une vaste étude interministérielle sur le trafic de drogue dans le monde et la façon dont la France pourrait le combattre plus efficacement. Ce travail avait débouché sur un conseil restreint le 16 octobre 2009. Dans la note de synthèse que j'avais rédigée pour le président de la République et le Premier ministre, j'insistais sur le travail en amont pour démanteler les réseaux et suggérais de créer un poste de coordonnateur de la lutte contre la drogue auprès du Premier ministre. Mais le ministère de l'Intérieur, qui craignait de perdre le pilotage – qu'il exerçait pourtant mal – de ce dossier, était vent debout contre. À ses yeux, c'était dans les banlieues françaises que se trouvait l'épicentre du problème, pas à l'extérieur de nos frontières. La MILDT⁴, qui voulait, elle aussi, préserver son pré carré, était encore plus crispée. Rattachée au Premier ministre, elle traitait l'amont (la prévention) et l'aval (le traitement des toxicomanes), mais ne jouait aucun rôle dans la coordination opérationnelle, pour laquelle elle n'était pas outillée.

J'étais assis à la gauche du président Sarkozy, place particulièrement exposée. En ouvrant la réunion, celui-ci demanda :

« Qui a préparé ce dossier ?

— C'est moi, répondis-je.

— Eh bien, c'est du bac + 18 !

— Vous me flattez, monsieur le Président, je ne suis pas allé jusque-là. »

Je tentai de démontrer que ce n'était pas en s'attaquant aux petits dealers de banlieue que l'on obtiendrait des résultats. Il fallait agir à la source, en coordination avec nos principaux partenaires. Peine perdue. Le rapport de force était inégal. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, emporta le morceau, avec la création d'un « délégué national à la lutte contre le trafic de drogue »

placé auprès de lui. La suite confirmerait qu'il s'agissait juste d'occuper le terrain pour éviter que d'autres ne le fissent. Sans rien faire de plus.

Depuis Kaboul, je revins à la charge auprès de François Hollande juste après son élection. Je lui fis une synthèse sur la problématique de la drogue et lui suggérai de faire adopter par le G8 et les Nations unies une stratégie mondiale pour lutter contre ce fléau – suggestion qu'il reprit dans son discours devant les ambassadeurs le 27 août 2012.

Malheureusement, ces intentions ne furent pas suivies d'effet. La lutte contre la drogue, en dépit des saisies spectaculaires qui sont annoncées çà et là, n'est toujours pas une priorité aux yeux de l'État, pas plus que celle contre le trafic d'êtres humains, qui n'a jamais beaucoup motivé nos autorités politiques. La lutte contre le crime organisé ne figure d'ailleurs pas dans les attributions de la DGSI, alors que l'OCRTIS⁵ – organisme engagé et très professionnel – ne dispose pas de moyens suffisants pour acquérir du renseignement. À la tête de la DGSE, je n'ai pas davantage réussi à obtenir que les dispositions de la loi autorisant, dans certaines conditions, la collecte de métadonnées sur le sol français pour la lutte contre le terrorisme fussent étendues à celle contre le crime organisé. Trafiquants de drogue et d'êtres humains, profitez-en : vous avez encore de beaux jours devant vous !

Et la France ?

Elle est attendue dans le monde, mais a besoin de l'Europe

La France peut, en dépit de sa taille et de ses moyens relativement modestes, jouer un rôle d'apaisement, de médiation et d'équilibre, sans renoncer à l'usage de la force quand il est inévitable. Elle peut pour cela s'appuyer sur son solide réseau diplomatique, ses forces armées et son service de renseignement extérieur.

Tout au long de ma carrière diplomatique, j'ai été frappé par l'attente que notre pays suscitait du Maghreb à l'Afghanistan, en passant par le Proche- et le Moyen-Orient. Cette attente est parfois sous-estimée depuis la capitale, peut-être en raison d'un repli sur nos problèmes intérieurs. De ce fait, nous n'avons pas toujours été à la hauteur de l'espoir qu'elle engendrait. Pendant mes quatre années à la tête de la DGSE, j'ai aussi pris la mesure de l'influence que notre pays continuait d'exercer en Afrique sub-saharienne, pas seulement d'ailleurs dans les pays francophones, mais désormais aussi dans un certain nombre d'États de tradition anglophone et lusophone. Les distances que notre pays a

prises par rapport aux dérives de la « Françafrique » et le renouvellement de notre expertise sur l'Afrique contribuent au respect dont notre pays jouit dans cette partie du monde. Je n'y ai perçu en tout cas nul déclin, nul recul. L'Afrique va continuer à connaître une croissance démographique forte jusqu'au milieu du siècle ; elle sera très affectée par le réchauffement climatique, et le Sahel, plus particulièrement, souffrira davantage de la détresse hydrique. Elle aura besoin, plus que jamais, du soutien de la France, voire d'un « grand dessein » africain de sa part.

Mais face aux grandes puissances telles que les États-Unis, la Chine, l'Inde et, dans une moindre mesure, la Russie, notre pays ne peut espérer peser qu'en s'appuyant sur le levier européen. Sans une France influente dans une Europe elle-même forte, notre pays ne peut prétendre jouer un rôle significatif dans les affaires du monde. Une Europe forte ne veut pas nécessairement dire une Europe fédérale. Car plus de fédéralisme veut dire plus de Commission et plus de Commission veut dire plus de bureaucratie, donc moins d'adhésion populaire.

La faiblesse démocratique de l'Europe est un vrai problème. Elle est en partie liée aux modalités de désignation des dirigeants européens, qui échappent largement aux peuples. Le mode d'élection des députés européens français, bien qu'amélioré depuis 2004 (avec huit circonscriptions régionales au lieu d'une circonscription unique), les maintient trop à distance des citoyens⁶.

Cette situation contribue à nourrir le populisme qui fait de l'Europe le bouc émissaire de nombre de difficultés et de frustrations. Tenter de relancer l'Europe dans ce contexte, à contre-courant du mouvement de fond dans les opinions, demande du courage et de la détermination.

Devant Lionel Jospin, en 1998, j'avais déploré une Europe « flasque et anglo-saxonne ». Elle est aujourd'hui un peu moins anglo-saxonne, avec le départ programmé du Royaume-Uni, mais encore plus flasque, du fait de son élargissement – précipité pour des raisons politiques – aux pays d'Europe orientale dont la plupart en attendent d'abord des avantages nationaux.

Le Brexit n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle, car il faut reconnaître que, globalement, depuis son adhésion en 1973, la Grande-Bretagne n'a pas apporté grand-chose de positif à l'Europe, qu'elle a plutôt œuvré à affaiblir. En revanche, la relation en matière de défense et de sécurité entre Londres et Paris est capitale pour les deux pays. Elle constitue pour la France un atout et permettra, malgré tout, à la Grande-Bretagne de rester arrimée au continent.

Pour le reste, l'Europe pourra difficilement être renforcée à vingt-sept, et encore moins lorsque les autres pays des Balkans viendront la rejoindre.

Différents cercles existent – Eurogroupe, Schengen, coopérations renforcées, projets industriels, notamment dans le domaine des industries de défense – qui permettraient à la France, en appartenant à tous les ensembles, ou presque, de se trouver au centre.

Un ministère des Affaires étrangères modernisé, mais paupérisé

Le Quai d'Orsay d'aujourd'hui – au-delà de l'apparence trompeuse du somptueux palais qui l'abrite – a peu de chose à voir avec celui que j'ai connu quand j'y suis rentré, en 1975. Avant mon départ pour Alger, on m'avait remis pour tout bagage un « Manuel du protocole », rédigé par un de mes anciens et illustres collègues, Jacques Gaultier de La Ferrière. Je l'avais ouvert à une page prise au hasard et y avais lu le début suivant d'un paragraphe : « dans les cours où la culotte est d'usage... ». J'arrêtai là ma lecture et rangeai le livre, dont je n'aurais jamais à me servir. Certes, le protocole, sorte de savoir-vivre d'État, comporte des règles indispensables. Mais c'est un aspect accessoire du métier diplomatique.

À l'époque d'Alger, on rédigeait les télégrammes à la main. Ils étaient corrigés par l'ambassadeur, puis étaient chiffrés manuellement. Les reprendre était compliqué. De ce fait, ils étaient courts, ce qui n'était pas un défaut. Si l'on voulait écrire sur un sujet de fond, qui ne demandait pas un traitement urgent, on faisait alors une « dépêche », qui passait par la valise diplomatique et arrivait à Paris quelques semaines plus tard. Tous les télégrammes étaient adressés fictivement au Ministre (avec un « M » majuscule), auquel on disait « Votre Excellence », comme au temps de Vergennes, et ceux que l'on recevait de Paris étaient tous signés, anonymement : « Diplomatie ». Aujourd'hui, les diplomates envoient des mails formels ou informels et échangent les correspondances chiffrées sur des tablettes. Leur nom ou leurs initiales figurent sur chacune de leurs productions. Deux ministres ont plus particulièrement contribué à moderniser le « Quai » : Alain Juppé dans les années 1990 et, plus récemment, Laurent Fabius.

Le Quai d'Orsay s'est adapté à la société de l'immédiat que j'ai évoquée. Il est devenu excellent dans la gestion de crise. Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères est un des meilleurs du monde. Nos diplomates partout sur la planète sont désormais très réactifs. Depuis plusieurs années, ils savent aussi se mobiliser sur les sujets économiques, en soutien de nos entreprises. Là aussi, Laurent Fabius a donné une impulsion supplémentaire.

En revanche – et cela m'avait déjà frappé lorsque, à l'Élysée, je recevais tous les télégrammes diplomatiques –, ces évolutions se sont faites en partie au

détriment des analyses de fond, devenues plus rares. Celles des médias, qui eux-mêmes cèdent de plus en plus à l'actualité et au sensationnel, ne suffisent pas. Nos dirigeants doivent être éclairés sur la personnalité de leurs interlocuteurs, dont ils ne connaissent pas forcément toutes les facettes, et sur le contexte historique, politique, économique et social dans lequel ceux-ci évoluent. De son côté, la DGSE, le service de renseignement extérieur, peut recueillir des informations inaccessibles aux diplomates. Lors des discussions préparatoires à la loi de juillet 2015 sur le renseignement, j'avais insisté sur la nécessité d'inclure, parmi les missions des services, celle du soutien à notre diplomatie.

Pour mener une politique étrangère forte, le président de la République doit disposer d'une diplomatie forte. Il ne peut la mettre en œuvre tout seul. Il a besoin de s'appuyer sur des professionnels, qui vont relayer sa politique. Or, les moyens du ministère des Affaires étrangères n'ont cessé de baisser, sauf en matière de sécurité. Ainsi, mais ce n'est qu'un exemple, les ambassades doivent mendier auprès des entreprises pour organiser la fête nationale. Elles y arrivent en général, mais cela me paraît porter atteinte à la dignité d'une telle célébration. L'État est tenté de se séparer d'un certain nombre de bâtiments historiques où sont installées depuis très longtemps plusieurs de ses ambassades. Mais n'oublions pas que le prestige compte en matière d'influence internationale. La brillante histoire de notre pays, à laquelle nous devons ces immeubles, est un atout dont nous aurions tort de nous priver.

Mais c'est surtout dans le domaine culturel que la réduction des moyens m'est apparue la plus regrettable, alors que celui-ci est un élément majeur du rayonnement de la France. Dans certains pays, comme l'Algérie ou l'Afghanistan, nos instituts sont (ou étaient) des espaces de liberté et d'ouverture sans équivalent. Or, un grand nombre d'entre eux doivent se contenter d'organiser des cours de langue et de présenter de fades expositions ou d'austères conférences de personnalités françaises. En revanche, la création contemporaine, faute de moyens, en est le plus souvent absente. C'est là où le mécénat pourrait être davantage encouragé par des mesures incitatives.

La qualité de l'archéologie française, au-delà de sa valeur scientifique, est aussi un outil de rayonnement, qui nous permet, à peu de frais, d'aider d'autres pays à valoriser leur passé. Ainsi par exemple, en Afghanistan, la Délégation archéologique française en Afghanistan, la DAFA, avait réussi à coaguler l'ensemble des équipes archéologiques qui y travaillaient, à commencer par la direction afghane de l'archéologie. Le site bouddhique de Mes Aynak, dans la province du Logar, au sud-ouest de Kaboul, zone pourtant sensible, a été le chantier archéologique le plus important du monde, impliquant, sous la houlette d'archéologues français, des équipes venues de nombreux pays, dont la Chine et

les États-Unis. Lors de mon séjour en Afghanistan, il a mobilisé jusqu'à 1 000 ouvriers, et cela avec des moyens réduits.

Enfin, il me paraît important que le Quai d'Orsay qui aspire, à juste titre, à coordonner l'action de la France à l'étranger, s'ouvre dans son recrutement. L'expérience, sous François Mitterrand, des ambassadeurs issus de la « société civile » n'a pas toujours été convaincante, même si certains choix – dont celui de Gilles Martinet à Rome – se sont révélés être judicieux. Les hauts fonctionnaires des autres ministères devraient, me semble-t-il, pouvoir accéder plus facilement à des postes de responsabilité dans le réseau diplomatique, à charge de réciprocité.

Nos forces armées sont excessivement dépendantes de l'OTAN

J'ai durement ressenti, du point d'observation qui était le mien au cours de ces dernières années, la dépendance, en termes d'organisation, de logistique et de moyens, mais aussi – et peut-être surtout – sur le plan psychologique et culturel, de nos forces armées à l'égard des États-Unis et du dispositif de l'OTAN. Ainsi, pendant ma période à la tête de la DGSE, j'ai souvent eu le sentiment qu'en Irak la France était confinée à un rôle de supplétif. Elle méritait mieux que cela. Un haut responsable militaire, auquel je faisais part de cette impression, m'avait expliqué : « Nous ne fournissons que 5 % des moyens et il serait illusoire de croire que notre participation à la décision pourrait être supérieure. » Je ne partageais pas du tout ce point de vue. Il me semblait que l'engagement de la France – surtout au regard du précédent de 2003 – avait une valeur politique bien plus importante que des paramètres mathématiques. Très concrètement, il aurait été souhaitable de peser davantage sur le choix des objectifs. L'exemple du Sahel, même si la configuration est différente, puisque le statut de chef de file de la France y est incontesté, montre que cela est techniquement possible (en dépit de quelques lacunes, auxquelles les projets inscrits dans la loi de programmation militaire devraient permettre de remédier).

Après les attentats de novembre 2013, il fut décidé d'étendre en Syrie nos frappes contre Daech. On aurait pu alors envisager des modalités d'action plus autonomes, puisqu'il s'agissait de répondre à une menace visant spécifiquement la France. Mais cela n'a pas été le cas, à l'exception notable des opérations menées par les « services ».

Les moyens importants – et parfaitement justifiés – qu'il a été décidé de consacrer à nos forces armées pour la période 2019-2025, devraient, ce me semble, s'accompagner d'une plus grande autonomie stratégique et opérationnelle de la France. Cela n'est nullement contradictoire avec la

recherche de coopérations approfondies ni avec la mise en œuvre, au cas par cas, d'opérations coordonnées ou conjointes au côté de nos principaux alliés. La recherche d'une telle autonomie me paraît être le pendant indispensable d'une diplomatie indépendante, que l'attitude solitaire et en partie imprévisible de l'administration Trump justifie aujourd'hui encore plus.

Pour mieux comprendre le monde, il faut un travail en profondeur de recherche, de formation d'experts et d'apprentissage des langues

L'expertise française sur le monde arabo-islamique, qui était une de nos forces, a décliné. Ainsi, en 2003, le Centre d'études du Moyen-Orient contemporain, le CERMOC, qui avait son siège à Beyrouth, a fusionné avec l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient, l'IFAPO, dans un but que j'imagine d'économies. Dans les années 1990, j'avais tenté depuis Amman de redonner une impulsion à ce centre et en y faisant nommer un remarquable chercheur italo-suisse, Riccardo Bocco. Grâce à lui, le centre avait acquis une dimension européenne et un véritable rayonnement, notamment sur la sociologie palestinienne.

Lors de mon séjour à Sarajevo, j'avais recommandé à Dominique de Villepin la création d'un centre français ou européen d'études balkaniques, mais aucune suite ne fut donnée à cette idée. Pourtant, si nous n'investissons pas dans la recherche contemporaine, nous aurons de plus en plus de mal à comprendre le monde dans lequel nous vivons. La France dispose d'une vingtaine d'instituts de recherche répartis sur l'ensemble du globe et auxquels le CNRS est associé. C'est une incomparable richesse, qui doit être valorisée, dynamisée, mutualisée quand c'est possible avec nos partenaires européens et encadrée par des orientations claires (ce que les chercheurs ont en horreur, mais c'est légitime et nécessaire). Un tel investissement pourrait atténuer le court-termisme que j'ai déploré.

La promotion des langues vivantes dites « orientales » est une autre clé pour la restauration de notre expertise et de notre influence. « Langues O », qui enseigne quatre-vingt-dix-huit langues, est une institution unique au monde, mais cela ne suffit pas. Pendant les longues années que j'ai consacrées au monde arabo-islamique, au Quai d'Orsay, puis à la DGSE, j'ai eu l'occasion de regretter l'insuffisance de linguistes. Ceci est tout particulièrement vrai pour la langue arabe qui devrait être un de nos atouts, grâce à la présence dans la population française d'un grand nombre de familles originaires d'Afrique du Nord. Environ 11 000 élèves l'apprendraient dans les établissements d'enseignement secondaire. La promotion de cette langue dans le système scolaire semble

toutefois se heurter à un problème politique, certains y voyant un danger de communautarisation. Pour ma part, je suis convaincu du contraire : valoriser chez nos compatriotes d'origine arabe la culture de leurs ancêtres est un facteur d'intégration et il est de loin préférable qu'ils apprennent l'arabe ou en perfectionnent la maîtrise dans des écoles de la République plutôt que dans des établissements confessionnels.

Lorsque j'étais en poste en Jordanie, j'avais, en liaison avec l'inspecteur général d'arabe du ministère de l'Éducation nationale, proposé la réunion d'« Assises nationales de la langue arabe » pour faire le point sur la situation de celle-ci et donner une nouvelle impulsion à son enseignement. Finalement, pour les mêmes raisons politiques, cette initiative n'avait accouché que d'une réunion presque confidentielle à l'Assemblée nationale. À mon retour d'Amman, à la fin de 1998, j'avais attiré, *via* François Hollande, l'attention de Ségolène Royal, alors ministre déléguée chargée de l'Enseignement scolaire, sur la question de l'enseignement de la langue arabe en France. Mais je n'en avais obtenu qu'une réponse bureaucratique. J'avais eu l'occasion d'évoquer ce sujet également avec le président Chirac. Il fut très surpris d'apprendre que, cette année-là, l'agrégation d'arabe avait dû être supprimée, faute de postes disponibles. Le problème reste entier. Il faudra pour y remédier du courage politique et un peu de pédagogie.

Le printemps sera-t-il de retour ?

Je termine ce livre là où je l'ai commencé à l'automne dernier : dans mon jardin. Le frais soleil d'avril a peint une légère couche de vert tendre sur les arbres les plus précoces – saules, charmes, aulnes. Une bergeronnette inspecte une petite cabane, au milieu de l'étang, qui pourrait convenir pour l'installation de sa famille. Elle l'approche avec mille précautions, repart, revient, l'aborde par la gauche, puis par la droite, par-dessous, par-dessus, repart, revient, recommence : et si la cabane était déjà occupée ? Et si c'était un piège ? Je souris en pensant à mes anciens policiers ou gendarmes. Ils n'auraient pas manqué de dire : « Tiens, elle fait une "reco" », une reconnaissance. Après un hiver interminable, pluvieux, bruineux, brumeux, en un mot lugubre, le printemps est de retour. Reviendra-t-il aussi un jour en Orient ? Le vent de la liberté y soufflera-t-il de nouveau, sans causer cette fois sur son passage chaos et désolation ? Les rayons du soleil d'Orient perceront-ils les épais nuages qui l'étouffent ? La Syrie, après les années terribles qu'elle vient de vivre, n'a-t-elle d'autre perspective que de continuer à subir pendant plusieurs décennies encore

le joug d'un régime tyrannique ? L'Irak n'a-t-il d'autre avenir que celui dans lequel les anciens opprimés sont devenus oppresseurs ? À l'ouest du Jourdain, le peuple martyr de l'Holocauste pourra-t-il dénier indéfiniment aux Palestiniens leurs droits les plus fondamentaux ? La Libye retrouvera-t-elle la stabilité ? Un renouveau intellectuel, une autre *Nahda* peuvent-ils encore surgir d'un monde arabo-islamique appauvri par la perte de sa diversité et traversé par les courants les plus rétrogrades ? On peut encore l'espérer. Sa jeunesse peut réserver bien des surprises. Les femmes peuvent aussi être un facteur d'évolution.

Il faudrait neuf vies

J'ai consacré trente-cinq années de ma vie à la diplomatie et sept au renseignement. Rien ne paraissait m'y prédestiner. Aucun membre de ma famille n'avait jamais servi dans de tels domaines. Ce fut au hasard d'une lecture que l'idée m'était venue d'entrer au Quai d'Orsay. Un hasard ? Qui sait ? Je n'ai jamais regretté ce choix, même pendant les périodes de « disgrâce » que j'ai passées à la campagne. Trois ans de ma vie tout de même, en les additionnant. C'était le prix de l'indépendance ou, peut-être, d'une certaine insolence. Je l'ai assumé sans remords. Je n'ai jamais eu de plan de carrière. Au départ, j'imaginais celle-ci plutôt « classique », comme celle offerte aux anciens élèves de l'ENA, allant de grands postes à l'étranger en fonctions de responsabilité à la centrale tournant autour des dossiers européens, onusiens ou stratégiques. Mais, au fond de moi, ces perspectives me paraissaient ennuyeuses et, pour faire une telle carrière, il m'aurait fallu entrer dans des cabinets ministériels, c'est-à-dire faire de la politique, à gauche ou à droite, donc perdre mon indépendance. J'ai préféré me laisser conduire par les caprices du destin, qui me permirent de découvrir des pays, des régions, des problématiques, à la rencontre desquels je n'aurais peut-être pas eu l'idée d'aller spontanément. Cela non plus, je ne l'ai jamais regretté. Les pays dans lesquels j'ai été en poste méritent beaucoup plus d'intérêt que leur rang dans la classification implicite – si conformiste – des ambassades au Quai d'Orsay.

Mon parcours a fait de moi un « expert » du monde arabo-islamique pour lequel je n'étais *a priori* pas formé. Mais j'aurais eu envie de connaître d'autres régions du monde : l'Extrême-Orient, l'Amérique du Sud, l'Afrique subsaharienne. S'agissant de cette dernière, j'ai un peu rattrapé le temps perdu pendant les quatre années que j'ai passées à la tête de la DGSE en m'y rendant très souvent. Mais rien ne remplace l'imprégnation d'un séjour de plusieurs années. C'est là où les diplomates, par leur pratique du terrain, peuvent vraiment

apporter une valeur ajoutée aux dirigeants politiques qui n'en auront jamais qu'une connaissance superficielle. Il faudrait en réalité trois vies diplomatiques pour avoir une vision à peu près complète du monde.

Mais il m'aurait fallu trois fois plus de vies encore pour faire tout ce que j'aurais voulu découvrir en dehors du Quai d'Orsay, dans le secteur privé ou des activités musicales, par exemple, que j'ai dû abandonner, faute de temps. Neuf vies, c'est trop demander. Ma seule vie a été privilégiée. J'ai voulu en partager les moments les plus intenses.

Notes

1. Jean Bottéro, *Naissance de Dieu. La Bible et l'Historien*, Gallimard, 1992.
2. Ancien royaume, qui comprenait, outre l'Afghanistan, la partie orientale de l'Iran et le sud de l'Asie centrale.
3. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, organisme placé sous l'autorité du Premier ministre.
4. Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie.
5. Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.
6. Le retour à la circonscription unique, qui est envisagé pour 2019, sera, à mes yeux, un recul démocratique.

Remerciements

Je remercie en premier lieu la direction des Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour la qualité de son accueil et sa disponibilité.

Ma gratitude va aussi à monsieur Alain Grenier, ambassadeur de France, ainsi qu'à messieurs Franck Gellet et Yves Manville, qui ont bien voulu recouper avec moi les souvenirs des périodes que nous avons partagées à Damas, Sarajevo, Bagdad ou Kaboul.

Au-delà, ma reconnaissance s'adresse à tous mes collègues du Quai d'Orsay et des autres administrations, ainsi qu'aux interlocuteurs multiples que j'ai rencontrés au cours de ma carrière – dirigeants politiques, fonctionnaires, industriels, journalistes, artistes, diplomates étrangers, amis – qui ont contribué à la richesse humaine de l'aventure permanente que j'ai vécue.

Suivez toute l'actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr



PLON

et sur les réseaux sociaux

